



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°07 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Débat budgétaire  
Résolution sur la Turquie  
Klimabank, Lenoz, etc.

p. 228  
p. 251  
p. 261

Sommaire des séances publiques n°s 18 à 20  
Sommaire des questions parlementaires

p. 273  
p. Q120

18<sup>e</sup> séance  
19<sup>e</sup> séance  
20<sup>e</sup> séance

Mercredi 21 décembre 2016  
Jeudi 22 décembre 2016  
Jeudi 22 décembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



60<sup>e</sup> anniversaire de la signature des traités instituant les Communautés européennes

## «Plus d'Europe au bon endroit!»



© Chambre des Députés d'Italie

M. Mars Di Bartolomeo lors de son discours à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire des traités de Rome

«L'Europe doit rapidement retrouver un juste équilibre entre les exigences financières et sociales», a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le 17 mars 2017 à Rome, lors de la Conférence extraordinaire des Présidents des Parlements de l'Union européenne célébrant le 60<sup>e</sup> anniversaire de la signature des traités instituant les Communautés européennes.

«Oui, l'Europe ne peut et ne doit pas tout faire. Mais si nous réussissons à nous mettre d'accord sur les points que nous pouvons mieux réaliser ensemble que chacun pour soi, si nous parvenons à plus d'Europe à bon escient et au bon endroit, nous réussirons de nouveau à enthousiasmer nos citoyens», a déclaré le Président de la Chambre des Députés devant ses homologues.

«Face aux attaques multiples contre nos valeurs fondamentales tant à l'intérieur de l'UE qu'à nos frontières, nous devons être les vigies de la démocratie, de l'État de droit, de la liberté de presse et d'expression.

Les 60 dernières années montrent que nous pouvons y arriver en contribuant à faire ce que l'UE sait faire le mieux: avancer et non pas reculer; inclure et non pas exclure», a-t-il conclu son discours.

### Qu'est-ce que le Traité de Rome?

S'appuyant sur le succès du traité du charbon et de l'acier (CECA), les six pays fondateurs (le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays-Bas et l'Italie) ont voulu étendre leur coopération à d'autres secteurs économiques. Le 25 mars 1957, ils signent les «traités de Rome» - l'un instituant la Communauté économique européenne (CEE) et l'autre instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). L'idée de la CEE est de créer un grand marché commun au niveau européen avec la libre circulation des personnes, des biens, services et des capitaux dans tous les pays membres. Une autre réalisation du traité de Rome est la mise en place de nouvelles institutions dont notamment l'Assemblée parlementaire (qui prendra ensuite l'intitulé «Parlement européen»).

11<sup>e</sup> Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

## Flux migratoires au centre des discussions

Suite à une initiative lancée par le Parlement de Monaco en 2006, les Présidents de Parlement des petits États d'Europe (Andorre, Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, San Marino) se rencontrent une fois par an dans un des pays visés.

M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la 11<sup>e</sup> conférence qui s'est déroulée du 21 au 23 mars 2017 dans la République de San Marino.

La conférence était axée sur trois sujets:

1. situation géopolitique et crises humanitaires: rôle et politiques des petits États;
2. Europe et Méditerranée: pouvoirs et limites des petits États dans les enceintes internationales;
3. tourisme et culture à travers l'histoire, souveraineté, art et paysage: coopération entre les petits États.

### Flux migratoires

Dans la déclaration commune adoptée par les Présidents de Parlement à l'issue de la conférence, les parlementaires se sont notamment dits «très préoccupés à l'égard de l'approche non coordonnée avec laquelle les pays européens font face à cette question, surtout pour les tensions nationalistes, les sentiments populistes et la perte de confiance dans l'Union européenne causés par cette approche, mais plus encore pour le risque que les droits fondamentaux, protégés par l'Europe pendant des décennies, ne soient pas reconnus aux personnes qui arrivent sur notre continent».

De plus, ils sont d'avis que la petite taille des neuf petits États d'Europe est une valeur ajoutée pour explorer des voies d'intégration avancées, capables d'éliminer la ghettoïsation et de développer des sentiments d'affection pour lutter contre des phénomènes de radicalisation des migrants.



© Grand Conseil général de San Marino

M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre, a participé à la Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe.

### Coopération au niveau du tourisme

À propos du tourisme et de la culture, les participants ont considéré essentiel de valoriser les beautés uniques et sans équivalent que leurs pays possèdent. «Une coopération touristique accrue pourrait regrouper des petites entités

géographiques dans un grand projet d'attractivité unitaire, en considérant la diversité de culture et paysages des petits États», ont-ils souligné dans la déclaration finale.

Les représentants des neuf petits États d'Europe ont par ailleurs condamné la destruction

et la tentative de destruction de l'histoire, de la culture, de l'identité et des valeurs des pays et des peuples, y inclus la dévastation de leur patrimoine culturel.

La prochaine conférence sera organisée en septembre 2018 au Liechtenstein.



## Le Président de la Chambre en visite à Bruxelles



© Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rencontré le 29 mars 2017 à Bruxelles son homologue, M. Philippe Courard, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles / Communauté française.

L'entretien a porté sur trois sujets majeurs:

- Éducation à la citoyenneté

Après avoir échangé leurs expériences en matière d'initiatives

s'adressant aux écoles, les deux Présidents ont décidé de suggérer un échange entre membres des Parlements des jeunes wallon et luxembourgeois.

- Formation de hauts fonctionnaires

Au niveau de la francophonie, la Chambre des Députés et le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles proposeront prochainement une formation s'adressant à des hauts fonctionnaires, afin de leur

présenter les meilleures pratiques en matière d'organisation d'administrations parlementaires.

- Problèmes à évoquer au niveau de la Grande Région

Dans ce contexte il a été question de défis que représentent l'accès à des logements abordables, le traitement fiscal des travailleurs transfrontaliers ou encore des espoirs et attentes que placent les jeunes dans la Grande Région.

## Un échange sur des dossiers de droit européen

Le Brexit, le paiement d'indemnités de chômage pour les frontaliers, la politique d'asile et le contrôle des dossiers européens par les parlements nationaux: ces quatre sujets étaient au centre d'un échange de vues entre députés luxembourgeois et allemands, le 13 mars 2017, à la Chambre des Députés.

L'échange a porté sur le rôle que les parlements peuvent et doivent jouer dans ces dossiers.

La délégation du Bundestag était composée d'une dizaine d'élus, membres d'une sous-commission du droit européen, sous la conduite de M. Patrick Sensburg.

Ils ont discuté avec des parlementaires luxembourgeois, membres de la Commission juridique respectivement de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.



Entrevue des délégations de la Chambre et du Bundestag allemand

## Le conflit en Syrie n'est pas terminé: «La passivité est le meilleur allié des criminels de guerre!»



M. Mars Di Bartolomeo, Mme Mélanie Broquet, M. Marc Angel, M. Martin Lagneau (de gauche à droite)

Une délégation de Handicap International Luxembourg conduite par son directeur, M. Martin Lagneau, s'est entretenu le 10 mars 2017 avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, sur la situation actuelle du conflit syrien. Le message principal de la délégation était celui que le Luxembourg doit s'engager davantage auprès de la communauté internationale pour mettre un terme aux bombardements massifs de civils en Syrie.

La délégation de Handicap International est revenue sur quelques chiffres clés marquant les six ans de la crise syrienne:

- 400.000 Syriens ont trouvé la mort depuis le début du conflit en 2011;

- 1,9 millions d'habitants sur une population de 22 millions ont été blessés;

- près de 11 millions de Syriens ont pris la fuite, dont 6,5 millions déplacés à l'intérieur du pays et 5 millions

réfugiés dans les pays limitrophes;

- toutes les 15 minutes la Syrie est frappée par des bombardements.

### Un témoignage précieux

Mme Mélanie Broquet, responsable du suivi et de la coordination des programmes en Syrie pour Handicap International et actuellement déplacée en Jordanie, a attiré l'attention sur le fait que le conflit en Syrie est loin d'être terminé et que la guerre et les bombardements se perpétuent sur des fronts qui sont moins médiatisés que la ville d'Alep.

Après avoir entendu le témoignage de Mme Broquet, le Président de la Chambre des Députés l'a remerciée de son travail courageux et a ajouté que «votre témoignage est précieux pour nous remettre dans la réalité». M. Di Bartolomeo et M. Angel ont déploré le détournement de l'attention médiatique face aux drames qui persistent en Syrie ainsi que la lassitude de la population face à ces drames humanitaires. «La passivité est le meilleur allié des criminels de guerre», a finalement constaté le Président de la Chambre.



# Un premier rapport sur la traite des êtres humains



M. Gilbert Pregno, Président de la Commission consultative des droits de l'homme, remet le premier rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg à M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et à Mme Viviane Loschetter, Présidente de la Commission juridique.

Mendicité forcée, exploitation sexuelle commerciale, travail forcé dans la restauration: le phénomène des «esclaves du 21<sup>e</sup> siècle» existe bel et bien au Luxembourg. Un premier rapport sur la traite des êtres humains retrace les tendances et formule des recommandations pour

mieux combattre ce phénomène au Grand-Duché.

Le 15 mars 2017, ce rapport de la Commission consultative des droits de l'homme fut remis au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et présenté aux députés

membres de la Commission juridique et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

## Un manque de chiffres fiables

Les auteurs du rapport constatent des difficultés à chiffrer le phénomène de la traite des êtres humains au Luxembourg. La Police grand-ducale évalue le nombre de victimes à 79 entre 2010 et 2016, dont une majorité de femmes et 11 mineurs. Toujours selon ces chiffres, les victimes sont notamment originaires des pays de l'Union européenne (Roumanie, France, Estonie) ou de pays tiers (Brésil, Chine). Pendant la même période, la police a recensé 62 auteurs présumés. La Commission consultative des droits de l'homme suppose qu'en réalité le nombre des victimes et des auteurs devrait être beaucoup plus important. On estime à quelque 880.000 le nombre de victimes en Europe.

## Les demandeurs d'asile, une population particulièrement vulnérable

Le rapporteur voit un lien fort entre la traite des êtres humains et l'immigration et attire l'attention sur une population particulièrement vulnérable qui est celle des demandeurs de protection internationale et plus

encore des mineurs non accompagnés. Les auteurs recommandent une meilleure coordination entre les différents acteurs qui sont en contact avec les demandeurs d'asile et plus de formations afin qu'ils puissent mieux les protéger ou détecter d'éventuels cas d'exploitation.

## Un manque de personnel et de coordination sur le terrain

Le phénomène de la traite des êtres humains est certes complexe; il ne concerne pas moins de sept ministères au Luxembourg. Si la Commission consultative des droits de l'homme voit un début de prise de conscience, elle constate également un manque de personnel et de coopération entre les différents acteurs du terrain, à savoir la police, les associations apportant une assistance psychologique et notamment l'Inspection du travail et des mines (ITM). Les auteurs recommandent d'élargir les compétences de l'ITM afin que les agents puissent participer à une détection proactive d'éventuels cas de travail forcé; celle-ci fait aujourd'hui défaut au Luxembourg.

## «Le Luxembourg ne remplit pas ses devoirs»

«Le Luxembourg a un devoir vis-à-vis des victimes de la traite des êtres

humains, un devoir qu'il ne remplit pas. Nous souhaitons que cette donne change dans les prochaines années», a expliqué M. Gilbert Pregno, Président de la Commission consultative des droits de l'homme, lors de la présentation du rapport aux députés. Afin de rendre la présence de ce phénomène plus visible, M. Mars Di Bartolomeo s'est engagé à faire participer activement la Chambre des Députés à une sensibilisation des citoyens. Dans ce sens, à l'avenir, les conclusions du rapport devraient être considérées dans le travail de différentes commissions parlementaires.

## Un prochain rapport dans deux ans

Le premier rapport sur la traite des êtres humains est le fruit d'une loi de 2014 transposant une directive européenne qui a nommé la Commission consultative des droits de l'homme rapporteur national sur la traite des êtres humains. Un prochain rapport devrait être élaboré dans deux ans. Les députés ont suggéré d'inclure la question de savoir dans quelle mesure les réseaux d'aides-soignantes, recrutées dans les pays de l'Est pour soigner des personnes âgées à domicile au Luxembourg, pourrait présenter un caractère d'exploitation ou de traite.

Réunion de la Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme de l'AP-UpM

# De l'eau pour les habitants de Gaza et gestion des migrations

Réunie à Bruxelles le 2 mars 2017 sous la présidence de M. Renato Soru, la Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) s'est penchée sur deux thématiques majeures: la reconstruction de la centrale énergétique de Gaza et la question des migrations en Méditerranée.

Suite à la destruction de la centrale énergétique de Gaza lors du dernier différend israélo-palestinien en 2014, la députée luxembourgeoise Simone Beissel avait déjà demandé lors de la réunion à Barcelone, le 30 janvier 2015, de mettre prioritairement la reconstruction de

cette centrale au programme de l'AP-UpM pour éviter une catastrophe humanitaire à large spectre.

Le moment fort de la réunion a consisté en l'accord formel donné par le représentant de l'État d'Israël à la construction de cette centrale électrique et d'une usine de désalination.

Le thème de l'agenda méditerranéen pour la gestion des migrations n'a été que brièvement discuté. Certains députés du sud de l'Europe (Italie, Grèce) ont critiqué la désolidarisation et le retour à l'État nation de divers États membres de l'Union européenne et pays situés à l'est de

celle-ci, États membres qui n'hésitent plus à refuser l'accès à des réfugiés sur leur territoire moyennant barbelés, fils de fer, murs et même chiens dressés contre l'homme.

Un large consensus s'est fait autour de l'idée que la cessation de la guerre en Syrie devrait freiner le flux des réfugiés syriens, mais uniquement une collaboration accrue entre l'Europe et divers pays du Nord de l'Afrique (Maghreb), notamment la Libye, serait de nature à combattre valablement les passeurs criminels et à alléger sensiblement les missions extrêmement difficiles et compliquées de Frontex.

Mme Simone Beissel et Mme Hafida Benchehida, membres de la Commission politique de l'AP-UpM



# Autonomisation économique des femmes



À l'occasion de la Journée internationale des femmes, le Parlement européen a organisé, comme par le passé, une manifestation spéciale

rassemblant des députés venus de toute l'Europe, les 8 et 9 mars 2017. Cette année, les débats se sont focalisés sur la question de savoir com-

ment faciliter la participation des femmes à l'économie, et ceci à l'échelle mondiale.

Outre les différences entre les taux d'activité des femmes et des hommes sur le marché du travail, des disparités persistent entre les sexes dans le monde professionnel, notamment en matière de rémunération et de pensions.

D'autres différences s'observent dans l'aptitude des femmes et des hommes à concilier leur vie privée et leur vie professionnelle, à créer des entreprises, à accéder à des postes d'encadrement supérieur ou à siéger dans les conseils d'administration ainsi qu'à trouver un emploi dans le milieu des sciences ou de l'ingénierie.

Si des progrès ont pu être accomplis, des efforts supplémentaires restent à déployer pour réduire les inégalités de genre et tirer parti, selon le Parlement européen, du potentiel de la moitié de la population européenne en âge de travailler de sorte que les économies en bénéficient.

C'est ainsi que la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen a invité les députés des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne ainsi que des pays du voisinage oriental et méridional à assister à une réunion interparlementaire de commissions sur le thème: «Agissons ensemble pour l'autonomisation économique!». La Chambre des Députés fut représentée par Mme Cécile Hemmen.

Le thème général de l'autonomisation économique a été examiné lors d'un débat où des acteurs institutionnels, nationaux et européens, ainsi que des activistes et experts ont pu échanger leurs expériences et les bonnes pratiques en matière d'amélioration de la situation économique des femmes.

Hormis la question de l'autonomisation économique, les députés ont, lors de différents ateliers thématiques, aussi pu débattre de cinq autres priorités:

- la place des femmes dans les métiers scientifiques, technologiques, de l'ingénierie et des mathématiques;

- l'éradication de la violence à l'égard des femmes;

- la représentation des femmes en politique;

- l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale;

- les objectifs de développement durable des Nations Unies.

Le débat a été l'occasion pour Mme Cécile Hemmen de présenter des initiatives mises en œuvre par le Luxembourg pour réduire les inégalités et la discrimination entre les sexes, comme la création, en 1995, d'un ministère dédié à ces questions et la récente adoption d'une loi garantissant l'égalité de traitement et introduisant des quotas légaux tendant à un meilleur équilibre entre hommes et femmes sur les listes de candidats pour les élections législatives nationales et européennes.



# Réforme du régime d'asile européen commun: un défi à relever ensemble



M. Marc Angel

Le 28 février 2017, les députés nationaux et européens se sont réunis à l'occasion d'un débat interparlementaire sur la révision en cours du régime d'asile européen commun par le biais de huit propositions de la Commission européenne tendant à modifier ou compléter le corpus législatif existant, pour le rendre «plus équitable, plus efficace et plus durable». Comme le rappelle le Parlement européen, si la réforme trouve son origine dans l'importante augmentation du flux de réfugiés l'an dernière, elle entend aussi développer plus avant le système d'asile européen commun prévu par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les travaux ont déjà commencé au sein de la Commission sur les libertés civiles, la justice et les affaires inté-

rieures en charge de ces dossiers, les décisions essentielles devant se trancher au cours du printemps 2017.

C'est dans ce contexte que ladite commission avait invité les membres des parlements nationaux à une réunion interparlementaire qui a eu pour sujet «La Troisième réforme du système d'asile européen - Relevons le défi». Pour la commission, le succès de la restructuration du système d'asile européen commun dépendra de l'implication des législateurs européens et nationaux à tous les niveaux, du stade de la conception à celui de la mise en œuvre, pour être à la hauteur des défis. La Chambre des Députés fut représentée par M. Marc Angel.

Si de nombreux intervenants ont exprimé leur soutien aux propositions de réforme du régime d'asile

européen commun, d'autres se sont clairement opposés à la mise en place d'un mécanisme correcteur de répartition. Ce mécanisme doit déterminer automatiquement quand un pays traite un nombre disproportionné de demandes d'asile par rapport au nombre total des demandes d'asile déposées dans l'Union européenne (UE). Il se référera, à cet effet, à la taille de la population et à la richesse du pays. Si un même pays reçoit un nombre de demandes qui dépasse de manière disproportionnée son quota de référence (plus de 150%), les nouveaux demandeurs dans ce pays seront répartis dans l'ensemble de l'UE jusqu'à ce que le nombre de demandes retombe en dessous de ce niveau. Le groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) souligne d'ailleurs depuis des mois son

opposition à un système de répartition par quotas des réfugiés.

Certains députés ont associé risque terroriste et réfugiés, alors que d'autres intervenants ont appelé à faire preuve de solidarité avec les États membres les plus exposés à la pression migratoire. Sur la définition des pays tiers sûrs, les intervenants sont restés divisés. La nécessité d'assurer la protection des mineurs non accompagnés et le besoin de mesures pour assurer l'intégration des réfugiés dans la société d'accueil ont également été mentionnés.

M. Marc Angel a exprimé son soutien aux propositions de réforme de la Commission européenne tout en espérant que certains points pourront être améliorés.

## Visite de la Vice-Première Ministre ukrainienne

L'année 2017 marque les 25 ans des relations diplomatiques entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ukraine. C'est dans ce contexte que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli le 24 mars 2017, Mme Ivanna Klympush-Tsintsadze, Vice-Première Ministre ukrainienne pour l'intégration européenne et euro-atlantique.

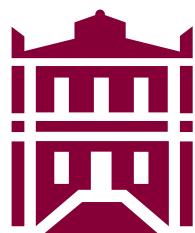
Les deux interlocuteurs ont pu se féliciter de la ratification de la convention de non double imposition entre le Luxembourg et l'Ukraine, ce qui, aux yeux de l'hôte ukrainien, a marqué un élan positif entre les relations économiques des deux pays.

M. Mars Di Bartolomeo a évoqué les efforts de l'Ukraine au cours de la dernière année en ce qui concerne le processus de réforme de l'Ukraine (loi anticorruption, réforme de l'appareil de justice, etc.). Or, une des priorités pour le Président de la Chambre des Députés est celle de résoudre le conflit dans le Donbass afin que la société civile d'Ukraine puisse vivre en paix. Dans ce contexte, la Vice-Première Ministre a rappelé que depuis le début du conflit, 10.000 civils sont morts et qu'environ 23.000 soldats ukrainiens ont subi de graves blessures. Elle a également expliqué qu'en 2016, 5,5% du revenu national brut de l'Ukraine ont été alloués à la défense du pays.

Les élections législatives dans les différents États membres de l'UE, l'accord d'association prévoyant une zone de libre-échange entre l'Ukraine et l'UE ainsi que les sanctions de l'UE contre la Russie étaient également des sujets évoqués par les deux interlocuteurs.

Finalement, Mme Ivanna Klympush-Tsintsadze a remercié le Luxembourg pour son soutien en matière d'assistance humanitaire et technique (environ 2 millions d'euros depuis le début du conflit) ainsi que pour son support dans la mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Mme Ivanna Klympush-Tsintsadze et M. Mars Di Bartolomeo



## NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°07 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

### Espace ferroviaire unique européen

#### 6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1<sup>er</sup> paquet ferroviaire et modifiant

##### 1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

##### 2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

##### 3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

##### 4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2012/34/UE du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, qui prévoit essentiellement une refonte du premier paquet ferroviaire en consolidant dans un seul texte trois directives, ainsi que leurs modifications successives.

Le texte de la future loi est divisé en quatre chapitres, étant donné que la directive 2012/34/UE précitée apporte des modifications essentielles à quatre textes de loi nationaux:

- le chapitre 1<sup>er</sup> porte modification de la loi mo-

difiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

- le chapitre 2 porte modification de la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

- le chapitre 3 porte modification de la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire;

- le chapitre 4 porte modification de la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire.

Au cours de la dernière décennie, le marché ferroviaire de l'Union européenne a été profondément modifié par l'introduction de trois paquets législatifs sur les chemins de fer destinés à ouvrir les marchés nationaux et à accroître la compétitivité et l'interopérabilité ferroviaire au niveau de l'Union.

Ainsi, après une série de directives en 1991 et 1995, le premier paquet ferroviaire est adopté en 2001. Il instaure une ouverture limitée du fret ferroviaire et comporte:

- la directive 2001/12/CE du 26 février 2001 qui modifie la directive 91/440/CEE et prévoit l'ouverture à la concurrence du fret sur le réseau transeuropéen de fret ferroviaire,

- la directive 2001/13/CE du 26 février 2001 qui modifie la directive 95/18/CE relative aux licences des entreprises ferroviaires,

- la directive 2001/14/CE du 26 février 2001 relative à la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, à la tarification de l'infrastructure ferroviaire et à la certification en matière de sécurité.

Ces directives définissent les droits d'accès pour les services ferroviaires de fret et de transport de passagers ainsi que certaines garanties relatives à la gestion des entreprises ferroviaires pour veiller à ce que tous les concurrents sans discrimination aient accès au réseau. Elles contiennent également des orientations sur l'indépendance des organismes de contrôle nationaux de manière à garantir l'accès non discriminatoire et à surveiller la concurrence sur les marchés ferroviaires.

Suite à l'entrée de dix nouveaux États membres dans l'Union européenne, un deuxième paquet ferroviaire est adopté en 2004. Il ouvre à la concurrence le marché du fret ferroviaire européen. Il établit au profit des nouveaux entrants un droit d'accès aux réseaux ferroviaires européens et transeuropéens et comporte:

- le règlement 2004/881/CE du 29 avril 2004 qui crée une agence ferroviaire européenne à Valenciennes, dont la tâche essentielle est de proposer des mesures d'harmonisation progressive des règles de sécurité et d'élaborer des spécifications techniques d'interopérabilité;

- la directive 2004/49 du 29 avril 2004 relative à la sécurité des chemins de fer ferroviaires qui

prévoit l'institution dans chaque État membre d'une autorité nationale de sécurité et d'un organisme permanent d'enquête sur les accidents;

- la directive 2004/50 du 29 avril 2004 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire trans-européen à grande vitesse et conventionnel;

- la directive 2004/51 du 29 avril 2004 modifiant la directive 91/440/CEE, qui ouvre à la concurrence le transport de marchandises sur l'ensemble du réseau ferroviaire international au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et sur le marché national au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Le troisième paquet ferroviaire est adopté en 2007. Il prévoit notamment d'ouvrir à la concurrence les services ferroviaires internationaux de voyageurs et d'accélérer à l'intégration technique et juridique de l'espace ferroviaire européen. Il comporte:

- la directive 2007/58/CE du 23 octobre 2007 qui modifie la directive 91/440/CEE et la directive 2001/14/CE pour permettre l'ouverture à la concurrence du transport international de voyageurs;

- la directive 2007/59/CE du 23 octobre 2007 relative à la certification des conducteurs de train, qui institue une certification au niveau communautaire;

- le règlement 2007/1371/CE du 23 octobre 2007 qui institue un régime unifié des droits et



obligations des voyageurs ferroviaires au sein de la Communauté européenne.

Dix ans après l'adoption du premier paquet ferroviaire, la Commission européenne en a dressé un bilan négatif et a constaté que le cadre législatif actuel comporte encore des lacunes et que les services ferroviaires transnationaux se heurtent toujours à de nombreux obstacles techniques, juridiques et politiques. Elle a notamment considéré que les obstacles suivants restaient à lever:

- le niveau d'investissement dans le développement et l'entretien de l'infrastructure ferroviaire insuffisant dans un grand nombre d'États membres. Bien souvent, la qualité de l'infrastructure en place se détériore. De nombreux États membres ont négligé le financement du rail, alors que, parallèlement, ils soutenaient l'infrastructure routière;

- la concurrence entre entreprises ferroviaires limitée par divers facteurs. Le manque de transparence des conditions du marché et le mauvais fonctionnement du cadre institutionnel continuent de rendre la tâche difficile aux nouveaux acteurs qui souhaitent fournir des services ferroviaires concurrentiels;

- les difficultés rencontrées par les organismes de contrôle dans l'exercice de leurs missions, notamment celles consistant à prévenir les dis-

criminations entre entreprises ferroviaires et à vérifier l'application correcte des principes de tarification et le plein respect de la séparation comptable;

- les nombreuses divergences entre les réglementations nationales et la mise en œuvre déficiente du premier paquet ferroviaire dans beaucoup d'États membres.

La Commission européenne a donc procédé à une refonte du premier paquet ferroviaire afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des services ferroviaires. Dans ce contexte, elle a souhaité simplifier, clarifier et moderniser le cadre réglementaire en restructurant et fusionnant les trois directives du premier paquet, ainsi que toutes leurs modifications. Elle a en outre clarifié certaines dispositions de la législation sur l'accès au réseau ferroviaire en vue de faciliter la transposition et l'application du droit de l'Union dans tous les États membres. Pour finir, elle a modernisé la législation en supprimant les dispositions obsolètes et en insérant de nouvelles dispositions qui correspondent mieux au fonctionnement du marché actuel (financement, tarification, transparence des coûts, conditions de concurrence, accès au réseau, renforcement de l'indépendance et extension des compétences des organismes de contrôle, ...).

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.12.2015

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

28.01.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
10.11.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
08.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°294, page 6062

## Emballages et déchets d'emballages

### 6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages

Le présent projet de loi a pour objet la transposition des deux directives:

- la directive 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages;
- la directive (UE) 2015/720 du 29 avril 2015 modifiant la directive 94/62/CE en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers.

La directive 94/62/CE a déjà été transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1998 portant application de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages. L'option de la voie législative a cependant dorénavant été choisie afin de mettre en place en la matière un cadre légal assurant la sécurité juridique tout particulièrement pour ce qui est des sanctions pénales. Le projet de loi

est donc accompagné d'un projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal précité du 31 octobre 1998.

La directive (UE) 2015/720 incite les États membres à prendre des mesures visant à réduire sensiblement leur consommation de sacs en plastique légers, d'une épaisseur inférieure à 50 microns, ceux-ci n'étant en effet pas souvent réutilisés et devenant donc plus rapidement des déchets que les sacs en plastique épais. Le projet de loi transpose fidèlement cette directive, en introduisant notamment un article fixant le niveau de consommation annuelle à 90 sacs en plastique légers par personne au 31 décembre 2019 et à 40 sacs par personne au 31 décembre 2025. En outre, au 31 décembre 2018, aucun sac en plastique ne sera plus fourni gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits. Le projet de loi prévoit par ailleurs d'exempter les sacs en plastique très légers (d'une épaisseur inférieure à 15 microns) et fournis principalement comme emballage primaire pour les aliments en vrac) des dispositions du texte, non seulement dans le contexte de la prévention du gaspillage alimentaire mais aussi dans le cadre du respect de l'hygiène des denrées alimentaires.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 12.05.2016

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

26.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
11.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2017

Loi du 21 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°330, page 1

## Réorganisation de l'administration des contributions directes

### 7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes afin de la rendre conforme à la loi du 25 mars 2015 modifiant, entre autres, la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat. Le projet de loi prend ainsi en compte l'introduction des nouvelles catégories de traitement, et propose de supprimer dans le texte actuel les dispositions devenues obsolètes par la réforme, en particulier les dispositions ayant trait au statut du fonctionnaire de l'Etat. En effet, l'introduction de nouvelles catégories de traitement a des répercussions sur la nomination, la gestion et le fonctionnement quotidien des diverses divisions, bureaux d'imposition et de recette. Il y a donc lieu de procéder à un certain nombre de modifications à loi précitée du 17 avril 1964

qui touchent essentiellement à l'organisation de l'administration des contributions directes (ACD).

Il est à noter que l'administration des contributions directes dispose de fonctionnaires exerçant des prérogatives exorbitantes de droit commun tenant à l'établissement et le recouvrement des impôts, taxes, cotisations et autres droits. C'est pour cette raison que le projet de loi suggère de garder, au profit des agents affectés à ces tâches, l'utilisation de titres spécifiques ayant existé sous l'empire de l'ancien régime mais non repris dans la nouvelle loi du 25 mars 2015.

Il est également à préciser qu'une partie des modifications proposées ont pour but d'adapter la loi en question à la mise en place du groupe de traitement A2 (lié à la carrière du bachelier) par le biais de la loi du 25 mars 2015 modifiant le statut général de la fonction publique. Le projet de loi permet également d'attribuer la fonction de préposé et d'autres fonctions (hors direction) à des personnes ayant suivi des études supérieures, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. Les exemples incluent le bureau d'imposition sociétés 6 et le bureau de recettes Luxembourg.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.06.2016

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

27.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.12.2016	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
13.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°278, page 5902

## Organisation du temps de travail

### 7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail

Le projet de rapport répond, d'une part, aux besoins des entreprises de recourir à davantage de flexibilité en matière d'organisation du travail. D'autre part, il tient également compte des aspirations et des contraintes des salariés, en encadrant la flexibilisation, en renforçant les conventions collectives et en procédant à une légère adaptation du temps de travail dans les entreprises qui sans recourir à une convention collective optent pour plus de flexibilité.

Pour bien marquer cette approche, l'article L. 211-1 est complété par une disposition inspirée de la loi allemande sur le temps du travail («Arbeitszeitgesetz»): «Les dispositions du présent titre ont pour objectif d'assurer, d'une part, un bon fonctionnement des entreprises ainsi que le développement de l'emploi, et, d'autre part, et au même titre, la sécurité et la protection de la santé des salariés ainsi que de bonnes conditions de travail.»

En effet, si une entreprise compétitive peut avoir besoin de recourir à davantage de flexibilité dans son organisation du travail, cela ne doit pas être réalisé aux dépens ni de la sécurité et de la protection de la santé des salariés ni de bonnes conditions de travail. Une déterioration de la protection et de la santé des salariés se traduit d'ailleurs par une augmentation des congés de maladie et d'accidents au travail – facteurs qui pèsent aussi sur l'efficacité et la compétitivité de l'entreprise.

En pratique, le présent projet de loi vise à modifier les dispositions du Code du travail ayant trait à l'organisation du temps de travail en introduisant la possibilité d'étendre la période de référence à quatre mois consécutifs, avec, en contrepartie du congé supplémentaire pour les salariés:

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus d'un mois et deux mois au maximum, un congé supplémentaire d'un jour et demi par an est dû aux salariés concernés.
- En cas de période de référence ayant une durée entre plus de deux mois et trois mois au maximum, un congé supplémentaire de trois jours par an est dû aux salariés concernés.

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus de trois mois et quatre mois au maximum, un congé supplémentaire de trois jours et demi par an est dû aux salariés concernés.

À noter que toutes les entreprises qui actuellement fonctionnent avec une période de référence d'un mois peuvent continuer à fonctionner ainsi sans aucune nouvelle condition.

Par contre, au cas où une entreprise opte pour une période de référence supérieure à un mois et allant jusqu'à quatre mois, elle doit le faire dans le cadre d'une procédure d'information et de consultation.

Pour des périodes de référence au-dessus d'un mois, le projet de loi introduit une nouvelle durée de travail maximale mensuelle:

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus d'un mois et trois mois au maximum, la durée de travail maximale mensuelle ne peut pas dépasser 12,5 pour cent de la durée de travail normale (légale ou conventionnelle).

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus de trois mois et quatre mois au maximum, la durée de travail maximale mensuelle ne peut pas dépasser 10 pour cent de la durée de travail normale (légale ou conventionnelle).

Tout travail presté au-delà de ces limites est d'office à considérer comme heures supplémentaires.

En principe, la durée du plan d'organisation du travail (POT) est d'un mois au moins, sauf dérogation par convention collective de travail. Le POT doit être communiqué au moins cinq jours à l'avance.

Un horaire mobile dont les modalités sont négociées entre partenaires sociaux ou, le cas échéant, avec la délégation du personnel ou les salariés concernés, peut se substituer au POT.

À noter que les congés supplémentaires et les limites de temps de travail maximal par mois ne sont pas applicables en cas de période de référence supérieure à un mois négocié dans le cadre d'une convention collective ou d'un horaire mobile.

Les amendements parlementaires du 21 novembre 2016 tiennent compte des observations du Conseil d'Etat:

- en limitant le report d'heures excédentaires dans le cadre d'un système d'horaire mobile



aux périodes de référence inférieures ou égales à un mois;

- en prévoyant qu'en cas d'accord ou de convention collective ne contenant pas de dispositions relatives à une période de référence, ou se limitant à renvoyer au droit commun, la

période de référence applicable reste fixée à un mois jusqu'à échéance de la convention collective ou de l'accord;

- en précisant qu'après la fin d'un repos hebdomadaire, le prochain repos hebdomadaire doit intervenir endéans de sept jours.

qui sont d'harmonisation maximale au même titre que la FISE susmentionnée. La formule mathématique à utiliser pour calculer le TAEG

ainsi que les hypothèses complémentaires à utiliser, le cas échéant, pour le calcul du TAEG sont reprises par un règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 21.07.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

17.11.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

23.11.2016 Adoption d'une série d'amendements

15.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

16.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°271, page 4970

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

18.10.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

18.11.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'une série d'amendements

08.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un amendement parlementaire

15.12.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°302, page 6328

## Contrats de crédit immobilier

### 7025 - Projet de loi portant:

**1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et**

**2. modification du Code de la consommation**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2014/17/UE sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel (...). Elle ambitionne l'intégration du marché européen des crédits hypothécaires, tout en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs, par la mise en place d'un cadre légal harmonisé à l'échelle de l'Union européenne dans le domaine des contrats de crédit immobilier à l'instar de la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs, transposée en droit national par la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation, qui a harmonisé le régime légal s'appliquant aux crédits à la consommation.

Le projet de loi prévoit que le prêteur ou, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit immobilier, fournit au consommateur les informations personnalisées dont il a besoin pour comparer les crédits disponibles sur le marché, évaluer leurs implications et prendre une décision en connaissance de cause quant à l'opportunité de conclure un contrat de crédit immobilier. Ces informations personnalisées sont à transmettre, en temps utile avant que le consommateur ne soit lié par un contrat de crédit immobilier, sur un support papier ou sur un autre support durable au moyen de la fiche d'information standardisée européenne (FISE) dont le contenu est d'harmonisation maximale. La FISE est reprise par un règlement grand-ducal.

En sus de la mise à disposition d'informations clés sur le contrat de crédit immobilier, le prêteur est tenu à procéder à l'évaluation de la solvabilité du consommateur avant la conclusion dudit contrat. Cette évaluation doit prendre en compte les facteurs pertinents impactant la probabilité que le consommateur remplit ses obligations aux termes du contrat de crédit immobilier. Dans une optique de protection du consommateur, le prêteur ne peut accorder le crédit que si le résultat de l'évaluation de la solvabilité indique que les obligations découlant du contrat de crédit immobilier seront vraisemblablement respectées. Le prêteur reste libre de refuser d'accorder un crédit sur base du principe de la liberté contractuelle. Conformément à la directive 2014/17/UE, la solvabilité du consommateur doit être réévaluée sur la base d'informations mises à jour avant qu'une augmentation significative du montant total du crédit ne soit accordée après la conclusion du contrat de crédit, à moins que ce crédit supplémentaire n'ait été prévu et intégré dans l'évaluation initiale de la solvabilité.

En ce qui concerne le remboursement anticipé, la directive 2014/17/UE consacre le droit au

remboursement anticipé intégral ou partiel des contrats de crédit immobilier à titre résidentiel pour le consommateur et prévoit, en contrepartie, que «les États membres peuvent prévoir que le prêteur a droit à une indemnisation équitable et objective, lorsque cela s'avère justifié, pour les éventuels coûts directement supportés du fait du remboursement anticipé du crédit, mais n'impose pas de pénalité au consommateur. À cet égard, l'indemnisation ne dépasse pas la perte financière du prêteur. Dans ces conditions, les États membres peuvent prévoir que l'indemnisation ne peut dépasser un certain niveau ou qu'elle ne peut être autorisée que pour une certaine durée».

En ligne avec l'esprit de la directive 2014/17/UE et dans le but d'assurer une protection adéquate du consommateur moyen souhaitant rembourser par anticipation son crédit immobilier, les auteurs du projet de loi ont décidé de suivre la pratique la plus répandue dans les pays voisins et d'imposer, dans certaines limites, un plafond que cette indemnité ne peut dépasser. À l'instar de la législation française, l'indemnité en question est alors plafonnée à six mois d'intérêts sur le capital que le consommateur souhaite rembourser de manière anticipative, calculés au taux débiteur applicable au contrat de crédit immobilier le jour du remboursement anticipé. Ce plafond ne s'applique qu'aux remboursements anticipés qui ont trait aux contrats de crédit immobilier contractés en vue de l'acquisition d'un logement qui a servi d'habitation effective et principale au consommateur pendant une période ininterrompue de deux ans au moins et dont le montant cumulé ne dépasse pas 450.000 euros. Cette disposition, qui ne s'applique qu'aux contrats de crédit immobilier conclus après le 21 mars 2016, vise à assurer que le consommateur moyen pourra procéder au remboursement anticipé de son crédit immobilier moyennant paiement d'une indemnité raisonnable. Pour la partie des remboursements anticipés cumulés qui dépasse 450.000 euros, le prêteur peut facturer les coûts réels et objectivement justifiés qu'il encourt dû au remboursement anticipé du consommateur.

L'introduction et l'encadrement du statut d'intermédiaire de crédit immobilier en droit luxembourgeois constituent une innovation dans la mesure où ce type de professionnel n'a pas encore opéré sur le marché luxembourgeois des crédits immobiliers et n'a pas été soumis jusqu'à présent à une réglementation expresse. À cet effet, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) se voit confier une nouvelle compétence qui consiste à contrôler l'accès et surveiller l'activité d'intermédiaire de crédit immobilier. Les intermédiaires de crédit immobilier doivent obtenir un agrément auprès du ministre ayant la Place financière dans ses attributions afin de pouvoir exercer leurs activités. Ils sont inscrits sur le registre des intermédiaires de crédit immobilier établi par la CSSF. L'intermédiaire de crédit immobilier agréé bénéficie du passeport européen et peut exercer son activité par voie de l'établissement de succursales ou par voie de libre prestation de services dans d'autres États membres de l'Union européenne.

Le projet de loi comporte en outre des dispositions relatives aux modalités de calcul et à l'assiette du taux annuel effectif (TAEG)

## Pratiques commerciales

### 7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Les objectifs de ce projet de loi sont, d'un côté, la mise en conformité de la législation sur les pratiques commerciales avec le droit européen et, de l'autre côté, de procéder à une simplification administrative ainsi que de donner plus de flexibilité aux commerçants dans un environnement concurrentiel posant constamment de nouveaux défis.

Dans une lettre de mise en demeure du 16 juin 2016, la Commission européenne a relevé que plusieurs dispositions de la loi modifiée du 30 juillet 2002 font état d'une incompatibilité avec les articles 4 et 5 de la directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/28/CE et 2002/65/CE du Parlement et du Conseil et le règlement CE n°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil.

La Commission européenne considère notamment que les mesures nationales ne permettent pas une transposition complète et adéquate de la directive 2005/29/CE qui procède à une harmonisation complète, interdisant ainsi aux États membres de maintenir des

dispositions nationales plus restrictives dans les domaines harmonisés. Le présent projet de loi prévoit donc d'abroger et de remplacer la loi modifiée du 30 juillet 2002 afin d'éviter qu'un recours en manquement ne soit introduit à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg.

Consécutivement à l'abrogation de la loi modifiée du 30 juillet 2002, un certain nombre de principes et mécanismes que la législation nationale connaissait jusqu'alors se voient ainsi supprimés. Il s'agit principalement:

- de dispositions visant les ventes sous forme de liquidation;
- de l'interdiction de la vente à perte;
- de dispositions visant les loteries, jeux-concours et tombolas publicitaires;
- de l'interdiction de la vente en chaîne;
- de dispositions réglant les ventes aux enchères publiques de biens neufs;
- des dispositions sur les actes de concurrence déloyale.

La future loi se limitera à réglementer les ventes en soldes et sur trottoir (anciennes dispositions reprises, une exception mise à part) ainsi que la publicité trompeuse et comparative (dispositions reprises, une exception mise à part).

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

24.11.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°267, page 4720

## Budget 2017

### 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant:

**1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

**2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier**

**3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale**

**4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

**5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs**

**6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002**

**7) le Code de la sécurité sociale**

**8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**

**9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles**

**10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation**



**11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques**

**12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé**

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2017 est arrêté:

- en recettes à la somme de 13.243.899.413 € soit:

recettes courantes: 13.153.654.513 €

recettes en capital: 90.244.900 €

- en dépenses à la somme de 14.094.871.518 € soit:

dépenses courantes: 12.701.039.724 €

dépenses en capital: 1.393.831.794 €

L'article 3, 2<sup>e</sup> du présent projet de loi propose d'insérer dans la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) un nouvel article 56bis qui renferme les principes de base à respecter dans le cadre d'une analyse de prix de transfert concernant la technique à mettre en œuvre et la méthodologie à retenir en vue de l'application du principe de pleine concurrence. Le nouvel article 56bis L.I.R. est axé sur l'analyse de comparabilité, analyse primordiale à faire en vue de la détermination du prix de pleine concurrence, telle qu'élaborée dans les chapitres 1 à 3 des «Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales». Ce nouvel article tient compte des nouveaux éléments à prendre en considération dans le cadre d'une analyse de comparabilité et transpose ainsi dans le droit national des conclusions tirées dans le cadre des actions BEPS 8 - 10 ayant trait à la révision du chapitre 1, section D «Guide pour l'application du principe de pleine concurrence» qui se trouve au centre de toute analyse de prix de transfert.

Pour les détails, il est prié de se référer au rapport de la Commission des Finances et du Budget.

### Budget pluriannuel 2016-2020

**Projet de loi 7051 relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016 - 2020**

Depuis le vote de la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation pluriannuelle font partie intégrante de l'encaissement législatif dans le domaine des finances publiques. Elles ont pour finalité de définir les orientations financières pluriannuelles des trois secteurs de l'Administration publique: Etat, administrations locales et administrations de sécurité sociale. Ces orientations pluriannuelles s'insèrent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

La loi de programmation pluriannuelle a pour mission principale d'arrêter l'objectif budgétaire à moyen terme de l'Administration publique (OMT) ainsi que la trajectoire d'ajustement qui permet sa réalisation. Elle a également pour but de présenter l'évolution de la dette publique ainsi que la décomposition des soldes annuels par sous-secteur des administrations publiques.

La programmation financière couvre une période mobile de cinq ans comprenant l'année en cours et les quatre années suivantes, donc la période 2016 à 2020 pour le présent projet de loi.

Par le biais d'un amendement parlementaire, il a été précisé à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi que pour la période 2016 à 2020, l'objectif budgétaire à moyen terme est fixé à +0,5 pour cent du produit intérieur brut pour l'année 2016 et à -0,5 pour cent du produit intérieur brut pour les années 2017 à 2020.

Les soldes effectifs et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2016 à 2020:

(en % du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020
- Administration centrale	-0,8%	-1,8%	-1,7%	-1,4%	-1,0%
- Administrations locales	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
- Sécurité sociale	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,3%
- Administrations publiques					
- Solde effectif	1,1%	0,2%	0,2%	0,3%	0,6%
- Solde structurel	2,2%	0,7%	0,1%	0,1%	0,8%

Dépôt des projets de loi 7050 et 7051 par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

27.09.2016 Désignation d'un rapporteur

13.10.2016 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des finances et des représentants du Trésor

Présentation du budget du département des Finances

14.10.2016 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement et des domaines

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises

18.10.2016 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes

21.10.2016 Échange de vues avec des représentants de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)

25.10.2016 Échange de vues avec des représentants du Statec au sujet des dernières prévisions économiques

07.11.2016 Échange de vues avec le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) (réunion jointe avec la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale)

10.11.2016 Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur (réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures)

11.11.2016 Évolution de la situation budgétaire (réunion jointe avec la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire)

18.11.2016 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques

22.11.2016 Présentation de l'avis de la Cour des comptes

29.11.2016 Examen des avis du Conseil d'Etat

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

02.12.2016 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg

06.12.2016 Présentation d'amendements gouvernementaux

Examen des avis des chambres professionnelles

09.12.2016 Échange de vues avec le Ministre des Finances au sujet de la politique en matière d'emprunt

15.12.2016 Examen des avis complémentaires du Conseil d'Etat  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

21.11.2016 Analyse des volets Coopération et Action humanitaire

28.11.2016 Analyse des volets Affaires étrangères et Immigration

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

28.11.2016 Examen des volets Médias et Communications

Examen des volets Enseignement supérieur et Recherche

05.12.2016 Examen du volet budgétaire de la Culture

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

17.11.2016 Présentation du budget du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

30.11.2016 Examen des volets budgétaires de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

28.11.2016 Examen des volets Médias et Communications

Examen des volets Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

23.11.2016 Présentation du budget du Ministère de l'Environnement

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

23.11.2016 Présentation et échange de vues avec M. le Ministre concernant le volet Justice

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

09.11.2016 Présentation et examen du projet de budget du Ministère d'Etat

Vote en séance publique du projet de loi 7050: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°276, page 5325

Vote en séance publique du projet de loi 7051: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°277, page 5603

### Logement I: aides «PRIME House»

#### 7046 - Projet de loi

**1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement**

**2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre**

Ensemble avec la création d'un guichet unique pour l'ensemble des aides relatives au logement, la mise en place d'un système de certification de durabilité des nouveaux logements et la mise en place du prêt climatique à taux réduit et du prêt climatique à taux zéro, la réforme du régime d'aides financières «PRIME House» prévue par le présent projet de loi constitue un des outils du paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen» par lequel le Gouvernement vise à promouvoir à la fois la construction durable, l'assainissement énergétique durable des bâtiments d'habitation et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

Le projet 7046 prend la relève du règlement grand-ducal modifié du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement régulant le régime d'aides jusqu'au 31 décembre 2016.

Les aides englobent trois volets:

- la construction de logements durables;
- l'assainissement énergétique de logements existants;
- les installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables.

Concernant l'assainissement énergétique, il est à noter que le projet de loi permet aussi bien aux personnes physiques qu'à toutes les personnes morales (en dehors de l'Etat) de bénéficier des aides.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

30.11.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi



14.12.2016 Examen de l'avis du Conseil d'Etat  
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Logement  
(Président: M. Max Hahn):  
28.11.2016 Examen du volet «logement»

Vote en séance publique: 22.12.2016  
Loi du 23 décembre 2016  
Mémorial A: 2016, n°299, page 6208

## Logement II: certification LENOZ

### 7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

La certification LENOZ (Lëtzebuerger Nohaltegeeksertifikat fir Wunngebaier) d'un logement est facultative. Il est proposé d'introduire une aide financière pour l'établissement d'un certificat LENOZ, comme ce système de certification vise non seulement à promouvoir la durabilité des logements et réunit en un seul document un nombre important d'informations sur le logement certifié.

La certification LENOZ est également à la base des critères d'éligibilité pour le régime d'aides financières «PRIMe House».

Une aide financière pour l'établissement d'un certificat de durabilité d'un logement peut être accordée au propriétaire du logement sous la forme d'une prime de 1.500 euros pour une maison unifamiliale et de 750 euros pour un logement dans un immeuble collectif, sans dépasser les coûts effectifs de l'établissement du certificat à supporter par le propriétaire du logement.

## Logement III: guichet unique

### 7054 - Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement

Il suffira à l'administré de s'adresser à un seul bureau pour l'ensemble des aides relatives au logement, à savoir les aides socio-économiques relevant de la compétence du ministre ayant le logement dans ses attributions, couramment dénommées "aides individuelles au logement", et les aides énergétiques et écologiques relevant de la compétence du ministre ayant l'environnement dans ses attributions, couramment dénommées "PRIMe House".

Le guichet unique se matérialise d'un côté par la création d'un fichier de données regroupant l'ensemble des données nécessaires au traitement des demandes d'aide, peu importe que ces aides soient financées par le budget du Ministère du Logement ou par celui du Ministère de l'Environnement.

D'un autre côté, le guichet unique sera doté de personnel du Ministère du Logement qui agira également pour le compte du ministre ayant l'environnement dans ses attributions. L'objet du guichet unique est de collecter et de saisir les demandes d'aide et d'informer les demandeurs potentiels. Une demande effectivement introduite sera traitée par la suite dans les services respectifs du ministère à qui revient la décision finale quant à l'attribution de l'aide.

## Logement IV: aides à des prêts climatiques

### 7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques

Le projet de loi a pour objet de promouvoir la rénovation et l'assainissement énergétique durable du parc des logements d'une ancienneté

de plus de dix ans au Luxembourg. Il s'agit de mettre en exergue la durabilité d'une rénovation et d'un assainissement énergétique d'un logement en ce qu'ils contribuent non seulement à la consommation responsable de l'énergie et à la préservation de l'environnement, mais également à une diminution des coûts d'énergie, ainsi qu'à une augmentation du confort et de la valeur vénale du logement.

Ces aides financières relèvent soit du régime du prêt climatique à taux zéro, soit du régime du prêt climatique à taux réduit.

#### Le prêt climatique à taux zéro en résumé

Le prêt climatique à taux zéro est réservé aux ménages à revenus modestes. Les conditions à respecter par ces ménages sont calquées sur les conditions socio-économiques du régime des aides individuelles au logement couché dans la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Afin d'éviter que les ménages à revenus modestes soient d'emblée dissuadés de procéder à une rénovation et un assainissement énergétique de leur logement en raison notamment des honoraires liés à l'établissement d'un conseil en énergie - préalable requis pour pouvoir bénéficier des aides étagées pour l'assainissement énergétique d'un logement - une prise en charge directe par l'Etat de ces honoraires est prévue pour les bénéficiaires d'un prêt climatique à taux zéro.

L'Etat prend également en charge l'intégralité des intérêts échus sur ce prêt, de sorte que les bénéficiaires devront seulement rembourser le principal du prêt accordé dont le montant ne peut pas dépasser 50.000 euros sur une durée de quinze ans. Le prêt climatique à taux zéro est entièrement garanti par l'Etat pour réduire les frais liés aux sûretés exigées par les établissements de crédit et pour soutenir l'accessibilité à un prêt bancaire à la population cible. Les bénéficiaires d'un prêt climatique à taux zéro sont cependant incités à respecter régulièrement les échéances de remboursement de leur prêt en ce qu'ils doivent rembourser à l'Etat d'éventuels intérêts de retard payés par l'Etat à l'établissement de crédit. Pour donner une incitation supplémentaire aux bénéficiaires potentiels d'un prêt climatique à taux zéro de procéder à un assainissement énergétique de leur logement, une prime en capital à hauteur de 10% du montant principal du prêt conclu avec un établissement de crédit est prévue. Cette prime en capital est déduite du montant principal du prêt, de sorte à diminuer le montant à rembourser par les bénéficiaires d'un prêt climatique à taux zéro eux-mêmes.

#### Le prêt climatique à taux réduit en résumé

Dans le but de stimuler au maximum la sensibilité aux atouts de l'assainissement durable des logements et à voir conséquemment augmenter le taux de ces assainissements, toute personne physique ou morale, propriétaire d'un logement d'une ancienneté de plus de dix ans sis au Luxembourg, peut bénéficier d'un prêt climatique à taux réduit. Pour tenir néanmoins compte de l'impératif de la gestion prudente des deniers publics, le prêt climatique à taux réduit est limité au montant principal de 100.000 euros par logement sur une durée de quinze ans et au seuil de 10% du montant principal pour la subvention d'intérêts de 1,5% prise en charge par l'Etat.

Dépôt des projets de loi 7053, 7054 et 7055 par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.09.2016

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Logement  
(Président: M. Max Hahn):  
28.11.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du texte et de l'avis du Conseil d'Etat

Vote en séance publique: 22.12.2016  
Loi du 23 décembre 2016  
Mémorial A: 2016, n°299, page 6228

Examen des avis des chambres professionnelles  
Adoption d'une série d'amendements

15.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique du projet de loi 7053: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°299, page 6224

Vote en séance publique du projet de loi 7054: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°299, page 6294

Vote en séance publique du projet de loi 7055: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°299, page 6302

Chômage partiel

7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à moderniser le mécanisme du chômage partiel de droit commun en le rendant plus flexible afin de mieux couvrir les besoins des entreprises et des salariés en vue d'éviter des licenciements pour des raisons conjoncturelles.

La réforme envisagée s'inspire des expériences faites et des connaissances acquises au cours des dernières années, pendant lesquelles le régime du chômage partiel a été un instrument essentiel permettant de maintenir les salariés dans l'emploi et d'atténuer ainsi les conséquences de la crise économique sur le marché du travail.

Le projet vise à prolonger la période maximale du recours au chômage partiel sur toute l'année de calendrier au lieu de limiter la possibilité d'y recourir, comme jusqu'à présent, à six mois par an.

La prise en charge par le Fonds pour l'emploi de l'indemnité de compensation se définit par rapport à un nombre d'heures maximal par salarié qui peut s'étaler sur toute l'année sans être confiné dans un carcan mensuel. Ceci permet de mieux tenir compte des réalités et des besoins face aux aléas de la conjoncture qui ont pu être observés dans de nombreuses entreprises indépendamment du nombre de salariés y occupés.

Le nombre d'heures retenu résulte des dispositions légales existantes (50 pour cent sur six mois) mais est calculé sur une année (50 pour cent sur douze mois). Le principe de la prise en charge par l'employeur des seize premières heures perdues n'est appliqué qu'une seule fois par an.

La nouvelle calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Finalement, il est envisagé d'élargir le cercle des administrations publiques pouvant accueillir, dans le cadre d'un prêt temporaire de main-d'œuvre, des salariés en surnombre dans des entreprises du secteur privé.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.



Luxembourg, ayant une valeur légale, accessible en ligne à titre gratuit, en conformité avec la directive européenne 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public (directive dite «PSI»).

La publication légale électronique facilite non seulement l'accès aux informations législatives, mais entraîne également une réduction des dépenses budgétaires étant donné que les abonnements publics à la version imprimée du Journal officiel, qui n'aura plus de valeur légale, seront abandonnés. L'abonnement à une version imprimée, sans valeur légale, du Journal officiel reste néanmoins possible pour les abonnés pri-

vés et se fera au prix coûtant. En effet, le projet de loi sous rubrique ne prévoit plus qu'un abonnement à la version papier au coût de revient à charge des personnes demandant l'impression d'un acte ou texte publié au Journal officiel.

Selon la fiche financière annexée, le coût total pour l'impression des exemplaires du Mémorial A et B aux abonnés publics s'élevait à 358.473 euros pour l'année 2015. Selon la même fiche financière, la mise en place d'un certificat électronique permettant de garantir l'authenticité du Mémorial engendrera des coûts estimés à environ 30.000 euros.

grammes pédagogiques, de sorte que sa structure actuelle ne permet plus de répondre à toutes les tâches et missions qui lui incombent. Il est dès lors proposé de restructurer ce service et de porter le nombre de divisions à six, à savoir:

- une division de l'innovation pédagogique et technologique;
- une division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques;
- une division du développement du curriculum;
- une division du développement de matériels didactiques;
- une division du traitement de données sur la

qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative;

- une division du développement des établissements scolaires.

Le présent projet de loi entend également mettre en conformité les textes législatifs ayant trait au SCRIPT à la dernière réforme de la Fonction publique. Par ailleurs, il est créé la base légale pour l'introduction d'une nouvelle fonction d'instituteur spécialisé en développement scolaire. Affectés au SCRIPT, ces instituteurs spécialisés vont accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire (PDS).

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, le 05.10.2016  
Rapporteur: M. André Bauer

#### Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

- 23.11.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
07.12.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat  
09.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016  
Loi du 23 décembre 2016  
Mémorial A: 2016, n°309, page 6460

## Offre scolaire au Lycée Michel Lucius

### 7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de répondre aux réalités linguistiques de la population scolaire en complétant l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius par l'enseignement international anglophone au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire. Dès lors, le lycée portera le nom de Lycée Michel Lucius (ci-après dénommé «Lycée») et les classes seront regroupées sous la dénomination de «International School Michel Lucius». Les classes internationales anglophones fondamentales et postprimaires feront partie de l'offre scolaire du Lycée à partir de la rentrée 2017-2018.

Le Luxembourg a connu une évolution démographique et sociolinguistique liée aux divers flux migratoires initiés par son activité économique ou par des crises internationales provoquant l'arrivée de nombreux demandeurs de protection internationale. De plus en plus d'enfants accompagnent leurs parents au Luxembourg et y intègrent le système scolaire luxembourgeois, soit pour une courte durée, soit pour toute leur scolarité. La qualité de l'offre scolaire est un élément important dans la décision d'une entreprise, d'un investisseur étranger ou d'experts scientifiques de s'installer ou

non au Luxembourg. Assurer un enseignement anglophone gratuit au niveau de l'enseignement fondamental ainsi qu'au niveau post-primaire répond à une demande réelle et croissante.

En septembre 2011, une première classe internationale anglophone fut organisée au Lycée en tant que projet d'innovation pédagogique. Ce projet prépare les élèves aux diplômes des «GCSE» («General Certificate of Secondary Education») et «International General Certificate of Secondary Education» et des «A-Levels» («Advanced Subsidiary Levels» et «International Advanced Subsidiary Levels»). Ces certificats jouissent d'une reconnaissance internationale avérée tant au niveau académique qu'au sein des communautés et pays anglophones. En plus d'être le système utilisé au Royaume-Uni, 125 pays à travers le monde l'utilisent également. Considérant que le certificat «A-Levels» tombe sous le champ d'application de la Convention de Lisbonne du 11 avril 1997 sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, ledit certificat est reconnu équivalent au diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois. Il convient de signaler que la section anglophone au Lycée met certes l'accent sur l'anglais en tant que langue véhiculaire, sans pour autant négliger les autres langues. Tenant en compte le contexte multilingue du Luxembourg, l'apprentissage des langues luxembourgeoise, allemande et française figure également au programme des classes internationales anglophones.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016  
Rapporteur: M. Lex Delles

#### Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

- 30.11.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'Etat  
07.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°272, page 4976

## Restructuration du SCRIPT

### 7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

#### 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

#### 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

#### 3. l'institution d'un Conseil scientifique

Le projet de loi sous rubrique a comme objectif

de restructurer le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, ci-après dénommé «SCRIPT», créé par la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de technologie de l'éducation; c) l'institution d'une Commission d'innovation et de recherche en éducation.

Depuis sa création, le SCRIPT a connu un développement considérable, notamment en ce qui concerne la coordination d'initiatives et de pro-

grammes pédagogiques, de sorte que sa structure actuelle ne permet plus de répondre à toutes les tâches et missions qui lui incombent. Il est dès lors proposé de restructurer ce service et de porter le nombre de divisions à six, à savoir:

- une division de l'innovation pédagogique et technologique;
- une division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques;
- une division du développement du curriculum;
- une division du développement de matériels didactiques;
- une division du traitement de données sur la

qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative;

- une division du développement des établissements scolaires.

Le présent projet de loi entend également mettre en conformité les textes législatifs ayant trait au SCRIPT à la dernière réforme de la Fonction publique. Par ailleurs, il est créé la base légale pour l'introduction d'une nouvelle fonction d'instituteur spécialisé en développement scolaire. Affectés au SCRIPT, ces instituteurs spécialisés vont accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire (PDS).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016  
Rapporteur: M. Lex Delles

#### Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

- 11.01.2017 Présentation du projet de loi  
Désignation d'un rapporteur  
Examen de l'avis du Conseil d'Etat  
25.01.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2017

## Conventions fiscales

### 7097 - Projet de loi portant

#### 1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;

#### 2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

#### 3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;

#### 4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;

#### 5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

#### 6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;

**7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962**

La nouvelle convention fiscale avec le Brunei Darussalam a pour but de mettre à la disposition des différents acteurs des deux pays un instrument utile afin d'approfondir les relations économiques et culturelles.

Le Luxembourg et la Hongrie sont liés par une convention contre les doubles impositions, signée le 15 janvier 1990. La Convention et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015 qui font l'objet du présent projet de loi remplaceront la convention précitée.

La Convention entre le Luxembourg et le Sénégal a pour vocation de promouvoir les relations économiques par l'élimination de la double imposition juridique, tout en limitant les pratiques de chalandage fiscal.

Après de maintes négociations entamées dès juin 2002, les négociateurs du Luxembourg et de la Serbie ont réussi à conclure une convention fiscale qui permettra de promouvoir les relations économiques et d'améliorer la coopération fiscale entre les deux pays.

La convention avec l'Uruguay est importante afin d'assurer la compétitivité du Luxembourg dans la région d'Amérique du Sud et afin d'attirer les investissements de l'Amérique du Sud.

La Convention avec l'Ukraine avait été signée à Kiev le 6 septembre 1997 et ensuite approuvée au Luxembourg par la loi du 1<sup>er</sup> août 2001. L'Ukraine, de son côté, n'avait pas procédé à la ratification de la Convention. Par la suite, des négociations complémentaires avaient été engagées et un accord a finalement pu être trouvé en 2015.

L'échange de lettres signées par les Ministres des Finances du Luxembourg et de l'Autriche a pour objet d'aligner les dispositions de l'échange de renseignements avec l'Autriche au standard international.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.11.2016

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

#### Travaux de la Commission des Finances et du Budget

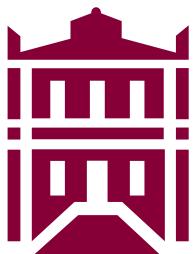
(Président: M. Eugène Berger):

- 06.12.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
15.12.2016 Examen de l'avis du Conseil d'Etat  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°270, page 4812



# SÉANCE 18

MERCREDI,  
21 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:
  - 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
  - 2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier
  - 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
  - 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
  - 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs
  - 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002
  - 7) le Code de la sécurité sociale
  - 8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
  - 9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
  - 10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
  - 11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques
  - 12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)
- et
- 7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)
- Discussion générale: M. Claude Wiseler (interventions de M. Frank Arndt, M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger, Mme Nancy Arendt et M. Claude Haagen), M. Eugène Berger (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth, M. Gilles Baum, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Alexander Krieps, M. Laurent Zeimet), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. Claude Adam, M. Claude Wiseler, Mme Nancy Arendt et M. Gilles Roth), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Eugène Berger, M. Gilles Baum et Mme Viviane Loschetter), M. David Wagner (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Claude Haagen)
3. Ordre du jour
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Ferdinand Etgen, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Sou, ouni Verschnaufpaus dann, Kolleginnen a Kollegen, ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung net, ob se eng Matdeelung ze maachen huet. Dëi wäert se jo dann...

► **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances.- Näisch.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

Da komme mer direkt zur Debatt iwvert de Budget 2017, esou wéi mer dat geplant hunn. An den éische Riedner ass och scho prett, den Här Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

### 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

### 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002

### 7) le Code de la sécurité sociale

### 8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

### 9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

### 10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

### 11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

### 12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé (suite)

### 7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016 - 2020 (suite)

#### Discussion générale

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Villmools Merci, Här President. Ech wéll ufänken, andeem ech och dem Rapporteur Claude Haagen Merci soe fir déi Aarbecht, schréftlech, mëndlech, déi e gemaach huet. Jiddwereen, dee Budgetsrapporteur war, weess, datt dat e schwéieren Job ass an datt ee vrou ass, wann

een et gemaach huet a bis hannert sech huet. Mä et ass awer och en Job, deen u sech engem villes bâibréngt a wou ee vill hannert d'Kulisse vun der Budgetsopstellung gesäßt.

Den éische Schrëtt zur Politikgestaltung, mengen ech, ass deen, datt een et fäerdegréngt, d'Realitéit richteg ze erfaassen an d'Realitéit richteg ze beschreiwen. Dat sot e fréiere Statsminister mer, wéi ech ugefaangen hunn, Politik ze maachen. An ech mengen, deen hat ganz recht. Fundamental ass et dat, woumat een émmer den éische Schrëtt an d'Politik mécht. Dat kléngt och einfach, mä et ass net émmer einfach, well et bedéngt u sech, datt een et fäerdegréngt, der Realitéit an d'Aen ze kucken, datt een et fäerdegréngt, sech net selwer an d'Täsch ze léien, well et méi einfach ass, an datt een och bereet ass, Konklusiounen aus deem, wat ee gesäßt, ze zéien.

An de Budget, mengen ech, an d'Budgetsdiskussion si schonn e privilegierte Moment vu Realitéitsbeschreibung, well d'Zuelen am Fong net léien. Et kann ee se zwar heiansdo schéisschwätzen. Et kann een déi eng, déi ee méi arrangéieren, ervirsträichen, déi aner vläicht manner oder méi vergiessen, manner soen, mä en fait leie se um Dësch a fräi ass et jiddwerengem, seng Konklusiounen dorauser ze zéien.

Ech soen et direkt: Eis Lektür vun den Zuele geet op munchem Punkt wäit ausernee mat deem, wat ech de Moie vun der Regierung héieren hunn. An eis Konklusiounen leien och wäit vun deem ewech, wat ech vun der Regierung héieren hunn.

Iwwert d'Zuelen eraus ass d'Budgetsdebatt dann awer och d'Geleéenheet, fir d'Idden, d'Politiken, dat, wat gesot gëtt, mat der finanzieller Realitéit ze vergläichen, d'Kohärenz vun der Politik ze kucken, ob dat, wat geschwatt gëtt, gesot gëtt an eise Rieden, déi mer alleghuer halen, och deene reellen an deene plakegen Zuele standhält. Och e Pluriannuel, en theoreteschen, och némme pluriannuell, gëtt eis d'Geleéenheet, méttefristig oder laangfristig ze kucken, ob dat, wat mer soen, och sech an den Zuelen, an der Realitéit vun den Zuelen widderspielt, ob een déi Zilsetzung, déi ee wëllt, och an d'Realitéit, an d'Zuelerealitéit émgesat kritt. An doriwwer wollt ech haut u sech schwätzen.

Mä fir d'Éisch zur Beschreibung vun den Zuelen, déi d'Regierung mécht. Ech hunn nach selten e Budget gesinn, wou op däi enger Säit d'Zuelen, esou wéi se doleien, an d'Beschreibung, esou wéi se gemaach gëtt vun deenen Zuelen, esou wäit verschidde sinn! Ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt een aner Zuele kuckt, wann een der Regierung nolauschtert, an datt mer net iwwert déeselwechte Sujet émmer schwätzen.

Éische Punkt, un deem ech dat wéilt festmaachen, dat sinn déi Aussoen, mat deenen dës Regierung an dëser Legislaturperiode ugefaangen huet viru knapps dräi Joer, wou an der Regierungserklärung eis gesot ginn ass, datt en Eckwäert, en Eckfeiler vun der Politik, déi an deenen nächste Jore géif gemaach ginn, dee wär, datt mer eng Reduktioun vum strukturellen Defizit géife maachen, datt mer e Sold vu plus 0,5% als Zilsetzung definitiv hätten a wou mer eng Dette publique énner 30% wéilen hunn. Dat ass haut anesch ginn.

Den Defizit gëtt akzeptéiert, den Defizit gëtt als normal, souguer als sénnvoll beschriwwen. De strukturellen Defizit gëtt souguer als Objektiv an de Budget ageschriwwen. An dat alles mat Aussoe sätens der Majoritéit, fir ze soen: „D'Situatioun huet elo geännert, d'Kris ass fäerdegréngt, mir hunn elo e Wuesstum vu 4% bis 5%. Gesitt Dir, Opposition, déi enger anerer Meenung sidd, dann net, datt d'Realitéit geännert ass?“

Dach, ass meng Äntwert, mir gesinn dat och! Mir sinn och vrou drivwuer. Mä mir zéien net déiselwecht Konklusiounen draus an Termen, wat elo muss finanziell a budgetär gemaach ginn, wéi d'Majoritéit. Mir mengen net, datt dat e Grond ass, fir den Defizit lafen ze loosse respektiv fir d'Dépensé lafen ze loosse.

Déi, déi esou Konklusiounen aus der neier Situatioun zéien, déi huelen an den Ae vun der CSV wirtschaftlech eng falsch Décisioun, huele politesch eng falsch Décisioun an huelen och eng falsch Décisioun fir d'Land, fir d'Leit, déi hei wunnen, a fir d'Zukunft.

Zweet Ausso, déi d'Regierung an d'Majoritéit maachen, dat ass déi, datt se soen: „Mir hunn eis an deene leschte Joren de Spillraum selwer geschaافت, fir déi Politik ze maachen, déi mer elo welle maachen. Et ass, well mer esou gutt geschafft hunn an deene leschten zwee Joer, wou mer elo dës Politik kenne maachen.“ - Dousou e puer Remarquen.

An dat „gutt geschafft“, dat gëtt festgemaach un all déem, wat een erreecht huet beim Émissé vun deem deen sougenannten Zukunftspak respektiv Spuerpak, wéi e vun anere Leit genannt gëtt. A wann ech elo emol d'Analys vun deem Zukunftspak maachen, da stellen ech fest - dat hu mer schonn zweemoal an zwou Budgetdiskussionen festgestallt -, datt en éische haapsächlech am éische Joer aus zwee Drëttel Taxen, engem Drëttel Spuermoosname besteet, mä mir stellen haapsächlech fest, datt en initialement geduecht war an der Period 2015 bis 2018, fir 3,5 Milliarden Euro spueren. Dat sinn der haut just nach 2,5 Milliarden. Fir 2017 gi vun deem, wat initialement sollt gespuert ginn - ronn eng Milliard Euro -, der 380 Milliounen, ronn 38% manner realiséiert.

Wann dann e Finanzminister seet, datt mer mussen dee Spuerpak ganz an zäitgerecht émisséieren, da muss ech einfach soen: Dat entspricht scho sait laange Méint ganz einfach der Realitéit net méi!

Ech stellen och fest, datt eleng déi TVA-Erhéijungen, déi geholl gi sinn - an dat just als Klammer -, déi TVA-Erhéijungen, déi gemaach gi sinn, 330 Milliounen Euro gespuert hunn an datt just u sech déi Spuermoosname vun 330 Milliounen Euro, déi mer mat der TVA-Erhéijung gemaach hunn, ongefíer dat ass, wat haut dann, wann ech der Regierung hiren Zuele gleewen, déi Zuel ass, déi bei enger Steierreform fir 2017 ausgi gëtt. Mir maachen eng TVA-Erhéijung op däi enger Säit, mir setzen op däi anerer Säit Steieren erof. Do kann ech némme soen: Wann dat Politik ass, dann ass dat gutt geschafft!

Mä zréck zum Spuerpak. Wann ech dee genau analyséieren, deen, deen eis dann deen nouwendige Spillraum gëtt, fir dës Politik ze maachen, da stellen ech fest, datt 29 Moosname vum Spuerpak nach émmer als non définies dossinn. Non définies heesch a mengen Aen, haut, dräi Joer duerno, datt se net gemaach ginn. Datt 53 vun deene Moosnamen op null gesat gi si bis 2020; op jidde Fall, dës Regierung mécht se jiddefalls net. An datt eng grouss Zuel vun Moosname vill manner wéi geplangt an deenen nächste Jore wäerten erabréngen. A fir mech ass et kloer, datt d'Ausso, datt den Zukunftspak eis déi nouwendeg Marge de manœuvre gëtt an dofir och fristgerecht muss émgesat ginn, datt déi wäit ewech ass - wäit ewech ass! - vun der Realitéit!

An an den Aisen, déi ech dann zum Budget liesen, vun deenen engen an deenen aneren, do gëtt dat nach méi wéi kloer gesot. An et gëtt souguer mat belächelnde Remarquen op däi enger an op däi anerer Plaz gemaach. Dat heesch, mir als Oppositionspartei sti mat däi Konstatazioun net eleng do!

Ech liesen eng Chambre de Commerce, déi an dem Titel schreift: «Un Zukunftspak qui fond comme neige au soleil.» Dat ass am Fong déi richteg Beschreibung vun deem, wat an deene leschte Jore geschitt ass.

Eng Chambre de Commerce, déi absolutt am Total och de Mangel un Explikatiounen regrettéiert, firwat déi Moosnamen, déi net émgesat ginn, dann net émgesat ginn, oder firwat se manner bréngen oder firwat se némmen hallef esou vill bréngen. Keng politesch Explikatioun, firwat dat esou ass, bei kenger Moosnam am Spuerpak!

Och fir de Conseil national des finances publiques ass d'Analys kloer. Mir stinn net eleng do mat eiser Analys. De Conseil national des finances publiques, an ech erlabe mer, en ze zitéieren, dee seet: «Le Conseil national des finances publiques constate que le Gouvernement a abandonné» - a abandonné! - «l'hypothèse d'une mise en œuvre intégrale des mesures du Zukunftspak et rappelle qu'une mise en œuvre incomplète pourrait réduire d'autant le succès de la stratégie d'assainissement des finances publiques.»

D'Cour des comptes ass nach méi krass a seet, datt d'Regierung einfach hir Ziler verfeelt hätt.

Just eng kleng Feststellung: Wann ech d'Budget vum leschte Joer a vum virleschte Joer kucken, wou émmer eng grouss Rezensioun draustoung, wat dann elo am Zukunftspak realiséiert gi wär a wat net, da stellen ech fest, datt zwar 2017 dat emol net méi de Fall ass. Et gëtt just mat engem Saz verwisen op eng Question parlementaire, déi am August beäntwert ginn ass. An hirem eegenen Dokument geet d'Regierung emol net méi op déi Zuelen do an. An dat ass d'Realitéit.

D'Regierung huet dorop zwou Reaktiouen: déi eng vum Wirtschaftsminister, deen dann an engem laangen Interview erklärt, datt a senger Logik souwisou deen Zukunftspak eng



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

Dommheet gewiescht wär, an op däri anerer Säit de Finanzminister, dee weiderfiert en ze verteidegen an ze erklären, et wär e grouss Succès. An iergendzousch no laangen Diskusioune fannen da bëid sech an enger diplomatescher Formel erëm, déi näischt seet an och näischt heesch.

Mä fir eis sinn d'Konklusioun ganz kloer: Den Zukunftspak an d'Zil vun der Consolidatioun yun de Statsfinanzen ass ganz einfach en Échec. D'Regierung huet ènnert dem Impuls - an ech behaapten dat esou -, ènnert dem Impuls vum Wirtschaftsminister déi Politik vun der Consolidatioun vun dem Budget total verlooss, si ass just nach e puer rhetoresch Floskele vun dem Finanzminister. Se ass ersat ginn duerch eng Ausgaben- a Verdeelungspolitik, wat genau de Contraire ass. An d'Justifikatioun fir deen honnertprozentige Kurswiessel, dee mer an deem leschte Joer matkritt hunn, déi ass: "Mir hu gutt geschafft."

Mä et geet awer net op! Et geet einfach net op, déi Zuelen! A géife se och opgoen - géif et opgoen! -, da wär et nach ekonomesch derniewent. Well wat wär dat da fir eng Politik, fir zwee Joer laang Spuermoosnamen ze maachen an dann déi nächst zwee Joer alles, wat ee gespuert huet, och erëm auszeginn? Dat wär just e Kurswiessel, dee kee Sénn mécht, ausser a mengen Aen en elektorale Sénn, e kuerzfristeg Ausdeelen, fir gutt dozestoen, a laangfristeg keng Iwwerleeung, fir d'Zukunft virzebereeden.

## ► Plusieurs voix.- Très bien!

**D'M. Claude Wiseler** (CSV).- Drëtt Ausso, op déi ech wëll agoen, dat ass d'Ausso vun der Reigierung, déi seet: "Mir hunn den Defizit am Gréff." Ech weess net, wat d'Regierung versteet ènnert „eppes am Gréff hunn“, mä a mengen Ae sinn och hei d'Zuele ganz kloer. Wann ech den Defizit vun der Administration centrale kucken, dee war bei enger negativer Croissance am Eraudomme vun engem Kris 2013 minus 466 Milliouen Euro, no der Kris. Mir hunn elo eng Ekonomie, déi 4% bis 5% d'Joer wissst, a mir bréngen et fäerdege, 2017 deen Defizit ze verduebeln op iwwer eng Milliard, wat 2018 weidergeet an och, behaapten ech emol, 2019 weidergeet, quitte datt hei d'Zuelen am Budget et anescht ausweisen. Mä e puer Zeilen ènnert deenen Zuelen, déi et anescht ausweisen, seet de Finanzministère selwer, datt d'Zuele vun den Investissementen missten an deene Joren 2019, 2020, 2021 dann der Realitéit ugepasst ginn, wann nei Projeten op den Ordre du jour kommen a mussé finanzier ginn. E Milliardendefizit, deen an den nächste Joren a sécherlech bis zum Enn vun déser Legislatur-period weiderzielt!

Elang aus deenen Zuele soen ech ganz kloer an däitlech: Den Defizit ass net am Gréff! Hei gëtt eng Politik gemaach, wou den Defizit méi wéi verduebelt gëtt, laangfristeg méi wéi verduebelt. Mir sinn elo iwwer eng Milliard Euro Defizit an ech bleiwen derbäi: 2019 an 2020 geet dat och nach weider esou, well nei Investissementprojekte mussé kommen.

A wann ech dann déi Wieder vum Här Meisch sengerzäit, elo weess ech net méi, ob e Fraktionspräsident oder Parteipräsident vun der DP war, 2012 zitierten, deen do dann ermahnd bei de Budgetsriede vu sengerzäit seet: "Wir erhalten unseren Lebensstandard mit Schulden, wie es vor uns auch die Griechen getan haben. Ohne einen Politikwechsel" - dat ass dann deen, deen 2000 (veuillez lire: 2013) komm ass -, „ohne einen Politikwechsel riskieren wir eine Milliarde Euro neue Schulden 2014 und 2015 und immer so weiter.“ Just fir ze soen, wat fir eng Meenung sengerzäit vertrude ginn ass a wat haut d'Realitéit ass. An den Här Berger, deen 2013, zu därselwechter Zäit seet, wéi d'Koalitioun ugefaangen huet, Enn 2013, Ufank 2014: „D'Zil vun der Koalitioun ass en ausgeglachtenen Haushalt. An dat wäerte mer och 2018 erreechen.“ Dat war emol gutt gesot! Just, haut stelle mer fest, datt mer eng Milliard Scholden an wäerten 2018 hunn!

Da gëtt als Explikatioun dofir gesicht, datt et 2017 jo ass, datt mer esou en Defizit hunn, well mer eng Steierreform gemaach hunn. Jo, ènnert anerem, awer wierklech némmen ènnern anerem, well och eng ganz Rei aner finanzieell Punkten eng grouss Croissance an dem Budget vun 2017 an 2018 hunn a mindestens grad esou vill zu däri Explikatioun bädroen, wéi just d'Steierreform.

D'Konklusioun, déi ech dorauz zéien: Hei gëtt usch genau de Contraire gemaach vun deem, wat versprach ginn ass, an d'Grondprinzipie ginn iwwert de Koup gehäit. Fir d'CSV ass et kloer: Wann ee bei engem Wuesstum vu 4% bis 5% et fäerdegbrengt, den Defizit méi wéi ze verduebeln, da mécht een eng falsch Politik! Wéini dann, wann net an Zäite vun engem Wuesstum vu 4% bis 5%, soll ee Scholden zréckbezuelen? Wéini da soll ee Reserve maachen, Reserve maache fir zukünfteg Investissementer? Wéini da soll

ee sech Spillraum ginn, fir a Krisesituatiounen ze reagéieren, wann net elo?!

Mir fannen, datt hei mat Liichtfankegeet gehandelt gëtt an datt hei d'Zukunft op d'Spill gesat gëtt. An ech hunn och fonn, datt de Moie vum Finanzminister awer och besonnesch Zuelen hei presentiéiert gi sinn, fir eis dann hei Zuelen ze presentiéiere vum Solde primaire vun der Administration centrale hors charges d'intérêts, wou also net d'Defizitzéise mat erage-recent ginn, do muss ee sech froen: Wat huet dat da fir e Sénn? Déi si jo awer ze bezuelen! Déi si jo Realitéit! Déi kënnt Der net einfach erausrechnen! Bei Griichenland gëtt et gemaach, well ee soss Griichenland ènnner Waasser zappt, well een et soss erdrént a well ee soss iwwerhaapt keng Chance méi hinne gëtt, fir aus de Suergen an aus de Problemer erauszekommen. Mä dat awer als Calcul an engem Land wéi Lëtzebuerg unzebréngt, dat mécht fir mech strictement, strictement kee Sénn!

An ech wëll am Fong déiselwecht Iwwerleeung maachen iwwert déi ganz Diskussioune iwwert de Sold vun der Administration publique. Dat ass elo e wéineg technesch, mä ech wëll se awer eng Kéier maachen, well ech eis Meenung wëll doriwver soen.

De Sold vun der Administration publique, dee jo oft ugefieert gëtt, mir hunn 0,2% oder 0,3% nach positiv an der Administration publique, ass jo d'Zesummesetzung - ech soen do kengem eppes Neies - vum Zentralstat, dat heesch dem Statsbudget op däri enger Säit, de Gemengen an der Sécurité sociale. Déi Notioun ass och sengerzäit gemaach ginn zu Bréissel, fir u sech ze kucken, well bei deene meeschte Länner e groussen Defizit an der Sécurité sociale ass a fir se am Fong dohin ze bréngen, datt se mat deem Defizit aus der Sécurité sociale solle prévoant émgoen, andeem se positiv Zuelen am Zentralstat solle schreiwen.

Dat huet awer elo an eiser Situatioun genau de konträren Effekt! Dat huet genau de konträren Effekt, well mir kommen elo an eng Situatioun, wou et esou ass, datt am Fong den Zentralstat - de Contraire war gemengt - sech méi Defizit kann erlaben, well e fiktiv opgerekent gëtt mat engem Surplus, dee mer an der Sécurité sociale hunn, deen am Fong d'Realitéitszuele vun deem, wat dem Stat seng Besoine sinn, total, total émännert.

An dann hunn ech den Här Haagen och nach gesinn, deen eis da seet, wat formell gesi richteg ass, datt et esou wär, datt u sech, op der Säit 26, Här Haagen, vun Ärem Rapport, deen ech och genau gelies hunn, deen do seet, datt u sech d'Pensiounsreserve méi héich wäre wéi d'Statschold.

Jo, dat ass richteg! Mä wat soll déi Ausso dann? Dir kënnt se jo awer net huelen, fir d'Statschold ze begläichen! Dat sinn awer schéi propper zwou separat Saachen. A wann esou, wéi eis d'IGSS seet, an zéng Joer ufankt et esou ze ginn, datt u sech d'Balance vun der Sécurité sociale negativ gëtt, datt mer mussen op d'Reserven zréckgräfen, fir eis Sécurité sociale ze bezuelen, da wäert Der gesinn, wéi schnell och de Sold vun der Administration publique muss geännergert ginn, deen Der muss kompenséiere mam Budget vum Zentralstat. An dat gëtt sengerzäit eng ganz schwierig Aufgab!

Dat heesch, fir sech elo op déi do Rechnung vun engem Sold vun der Administration publique ze verlossen, fir a fénnek Joer an an zéng Joer kreéiert Der domadder eng ganz, ganz schwierig Situatioun. An ech fannen dat extrem, extrem onseriö!

## ► Plusieurs voix.- Très bien!

**D'M. Claude Wiseler** (CSV).- Véiert Ausso. Da gëtt eis gesot: "Den Defizit vum Stat ass esou héich, well mer Investitiounsgquoten hunn, déi esou héich sinn, eng Milliard méi Investitiounen wéi 2013. Hätte mer dat net gemaach, dann hätte mer keen Defizit. Also hu mer keen Defizit, well mir maachen dat jo, fir d'Zukunft virzebereeden." - Sou ass dat awer och net grad alles! De Montant vun den Investissementer, an ech wëll dat och ganz kloer soen, de Montant vun den Investissementer, deen esou héich ass, begréisse mer. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer an d'Zukunft investéieren.

Wann ech dat awer proportionell zum PIB kucken, da stellen ech fest, datt et stabel ass a souguer deelweis eroft. 2009 hate mer eng Investitiounsgquoten vu 4,40% vum PIB. Ech huellen do just op der Säit 23 vum Här Haagen sengem Rapport dem Här Haagen seng Zuelen. 2009 hate mer Investitiounsgquoten vu 4,40% vum PIB, iwwert d'Period 2010 bis 2012 téschent 3,9% a 4,2%. Den Här Gramégna hält émmer d'Joer 2013; ech kennen déi Zuele relativ genau, well ech weess, wat se och an der Praxis heesch. Do hate mer e Joer, wou mer net esou vill realiséiert hunn, well eng ganz Rei Projeten net ugefaange gi sinn an net esou schnell virugaange sinn. Wann een iwwert d'Kontinuitéit vun all deene Jore kuckt, da ge-

säit een, datt eis Investitiounsgquoten an der Moyenne vill méi héich war téschent 2010 an 2012, 3,9% a 4,2%. An d'Prevision vun 2016 ass 3,94%, déi vun 2015 war 3,42%. Dat heesch, fir ze soen, „dat geet alles esou massiv an d'Lucht“, dat ass, zumindenst wann een et a Proportion vum PIB kuckt, keng richteg Ausso.

Nach soen ech, well ech och op d'Valeur-absolue halen, datt et gutt ass, datt Der se an d'Lucht setzt. An ech soen, ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck, datt ech mengen, datt se souguer prévisionnellement zumindenst an den Investitiounsgfongen nach méi missten an d'Lucht gesat ginn, wann Der wëll d'Ziler erreechen, déi Der lech selwer duerch Ä Politik gitt. Mä do kommen ech am Detail nach drop zréck.

Wann ech d'Investitiounsgfonge kucken a wann ech an d'Programmatioun vun de Projete kucken, déi momentan an den Investitiounsgfongen stinn, déi amgaange si realiséiert ze ginn oder geplängt sinn, fir an deenen nächste Jore realiséiert ze ginn, esou stellen ech fest, datt et am Fong näischt aneres ass wéi dat, wat sät fénnef, sechs Joer op deene Programme scho steet, wat deelweis schonn amgaange war realiséiert ze ginn oder wat an der Programmatioun, an dem Ausschaffen, an der Planifikatioun war a wat dann elo realiséiert gëtt.

Ech maachen do och kee Reproche, et ass eng Feststellung. Ech begleeden et souguer positiv. Mir begleeden et souguer positiv, datt all déi Projeten do en nom aneren, dann, wa se ráif sinn, émgesat ginn. Mä ech wëll awer och trotzdem d'Proportionalitéit soen. Esou massiv an d'Lucht gesat ass dat sécher net, au contraire!

Wann ech hei de Conseil national des finances publiques liesen, dee mécht eng genau Analys vun der Investitiounspolitik vun der Regierung a kënnt zu folgende Konklusiounen, ech zitéieren: «Le CNFP conclut ainsi que les investissements de l'administration centrale ne sont pas» - ne sont pas! - «à l'origine de la détérioration du déficit de l'administration centrale ni de la dette publique, ni pour l'année 2017, ni pour le moyen terme.» Méi kloer kanns de dech an deem hei Kontext bal net ausdrécken. Ech soen et net! Et ass de Conseil national des finances publiques, deen et an déser Däitlechkeet seet!

D'ailleurs ass de Conseil national des finances publiques net deen Eenzegen, deen et seet. Och d'Chambre de Commerce seet d'Investimentiicht, seet: «En termes relatifs, l'effort d'investissement de l'administration centrale - qui, pour mémoire, intègre les fonds spéciaux - tend à décliner au fil du temps.» An d'Chambre de Commerce seet nach, an dat ass hir Analys téschent de Joren 2016 an 2020, datt mer et hei souguer mat engem „expenditure shift“ ze dinn hunn. Wat heesch dat? Mä dat heesch: «Sur l'horizon couvert par le PLPFP» - dat heesch de Pluriannuel - «un glissement de dépenses (...) s'opérerait, (...), au détriment de la formation de capital et en faveur des dépenses courantes.»

Dat heesch, d'Analys, déi all déi Gremie maachen, ass eng ganz aner wéi déi, déi mer de Moien héieren hunn, wat d'Investissementer uteet. - Dat zur Legend, dat zum Märcle vun enger Regierung, déi den Defizit mécht, fir d'Zukunft virzebereeden.

An d'Chambre de Commerce ass ganz kloer, seet: «De tels glissements paraissent en contradiction» - en contradiction! - «avec le message d'un Luxembourg à 1,1 million d'habitants.» Wat d'Chambre de Commerce an alleguer déi Institutiounen an der Analys am Fong soen, dat ass, datt, wann ee wëll d'Zukunft virbereeden, wann ee eng finanziell Obligationen esou setzt, datt een de Wuesstum vun 1,1 Milliouen zur Viraussetzung mécht, fir e finanzielle Equiliber ze kréien, wann een esou eng Entwicklung als Perspektiv dohinnerersetzt, da muss een nach vill méi investéieren, wéi haut investéiert gëtt, an et muss ee manner op den Dépense-couranten ausginn, fir deen „expenditure shift“, vun deem hei geschwät gëtt, net ze erreechen.

An dann hutt Der de Moien, Här Finanzminister, d'Beispiel vun Däitschland gebraucht, fir ze soen, Däitschland investéiert, wann ech richteg verhalen hunn, némmen 2,3% vu sengem Räichtum, a Lëtzebuerg investéiert 4,3%. Den Här Haagen seet, 3,9%. Mä et ass egal, dat ass wahrscheinlich just e Rechnungsénnerscheed. Et ass natierlech en Énnerscheed téschent Däitschland a Lëtzebuerg, wat déi eegen, selwer beschriwwen Zukunftsperspektiven a Wuesstums-perspektiven uteet. Ech hinn nach net héieren, datt Däitschland an deenen nächste 40 Joer op 160 Milliouen Awunner wëll wuessen! Lëtzebuerg wëll awer vu 500, oder no Äre Rechnungen, huet awer eng Perspektiv, fir vu 560 op 1,1 Milliouen ze wuessen. Da kënnt Der dei zwou Saachen awer net ganz esou einfach an engem Fiederstréch an de Perspektiven an an den Ausgaben, wat d'Investitiounen uteet, matenee vergläichen.

## ► Une voix.- Très bien!

**(Brouaha)**

**D'M. Claude Wiseler** (CSV).- Wat stelle mer fest? Mir stellen am Fong fest, datt déi Zukunftsperspektive gestallt ginn an datt an der Programmatioun vum Plan sectoriel «Transports» a vun der Mobilité durable e Programm entwéckelt gëtt, deen am Fong geduecht ass fir e Wuesstum, dat bei 700.000, 750.000 Leit wäert feier (veuillez lire: leien). Wuesstumsräten, déi wäit doriwver erausginn, wéi se haut u sech virgesi ginn, géifen am Fong mat sech bréngen, datt mer eis haut elo scho missten dohinnerersetzen, fir ze iwwerleeën, wéi mer dann dat dote packen, wéi mer de Plan sectoriel «Transports» oder de Plang vun der Mobilité durable Versioun 2.0 maachen - Versioun 2.0 maachen -, an net eis just beméien, fir déi Versioun 1.0 émsetzen, mat däri ech awer - ech soen et nach eng Kéier - absolutt d'accord sinn.

Et kann een net op däri enger Säit déi Wuess-tumperspektive maachen an op däri anerer Säit dann awer dat, wat dozou gehéiert, net an de Gréff huelen. Déi Diskussiouen, gëtt zwar gesot, se wär iwwert den Zukunftsdesch gemaach ginn. Mä ech stellen am Fong fest, datt déi Diskussiouen, déi mer um Zukunftsdesch haten, am Fong eng Diskussiouen war iwwert d'Realisa-tion vun däri Programmatioun, déi mer elo hinn, an net iwwert déi Zuelen ewechgeet, déi mer awer fir an 30, 40 Joer a Perspektiv stellen.

Wëlle mer awer eng Chance hinn, fir dat ze packen, da gëtt et héich Zäit, datt een elo scho géif drun denken, wéi een et wëll maachen, och wann et némmen en Deel dovunner wär, och wa mer némmen op 800.000 oder 900.000 Awunner hei géife kommen. Well mer der Iwwerzeegung sinn, datt Politik fir d'Leit net just eng onselektiv Redistributionspolitik ass, a well et och drëm geet, sech ém d'Problemer vun de Leit ze bekëmmeren, ém déi dag-deeglech Problemer, notamment déi vun der Mobilitéit, mengen ech, datt een un déi Politik ganz anescht misst nach erugoen an investéieren. A mir ènnertstet, ech soen dat och an engem positive Geesch, all Efforten, Diskus-sions- a Realisationsefforten, déi an deenen nächste Joren an déi Richtung ginn.

Mir wëllen an dësem Kontext och d'Zuele verstoen, déi op den Desch geluecht ginn. Ee vun deene raren Tableauen, déi eis bei der Budgets-presentatioun dohinnergeluecht gi sinn, ass en Tableau, deen heesch „Evolution des investissements environnementaux et climatiques“ téschent 2013 an 2017, wou da gesot gëtt: „2013 sinn 241 Milliouen Euro investéiert ginn. Mir hinn dat méi wéi verduebelt. 2017 komme mer op 617 Milliouen Euro.“

An da froe mer eis natierlech: Wat bedeuten déi Zuelen? Mir hinn dat zwee-, dräimol gefrot, mir hinn awer ni d'Prezisioun vun deem kritt, wat déi Zuelen dann elo bedeuten. Mir hinn an der Kommissioun gesot kritt: „Mä dat ass, wat d'Mobilitéit uteet, dat sinn Station-d'épuratiounen an d'Mesures de protection de changement climatique et protection des eaux.“ Wat d'Mobilitéit uteet, do soll et och dann den Tram an de Rail sinn.

Mir probéieren, dat jo dann nozekucken. Wou kommt Der un déi Zuelen do, 241 Milliouen 2013 ausginn, fir u sech déi do Saachen? Ech eleng, wann ech einfach zesummenzielen, wat ech 2013 als réalisée gesinn, da kommen ech op ganz aner Zuelen! Da ginn am Fonds de l'eau 74, am Fonds environnemental 19, am Fonds climatique 56 an am Rail 298 Milliouen ausginn, wäit iwwert dat, wat Der hei gesot hutt. Da stëmmen d'Proportionen net.

D'Madamm Closener, déi seet dann och an enger Ried, dat géif sech do handelen ém Investissementer am Waasser- an Émweltschutz, a Bus, Zuch, Tram, Vélo, bref an d'ganz Mobilitéit, „bref“. Wann ech déi Zuelen da bref zémmerechnen, da gëtt et och e ganz anert Resultat. Da komme mer nach méi héich an den Dépensen, déi 2013 gemaach gi sinn.

An dee Vergläch, dee kann ech einfach net vollzéien. Ech



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

## (Brouhaha et hilarité)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dräi Joer keen Emprunt. Bei enger Milliard neiem Defizit d'Joer huet een d'Scholdespiral net gestoppt. Et hätt ee se héchstens gestoppt - et hätt ee se héchstens gestoppt -, wann een déi Milliard Defizit kéint an d'Reserven, déi een huet, einfach siche goen an déi dann aus den Iwwerschossreserven aus deene leschte Jore bezuelen. Déi sinn awer net do, déi Reserven! Déi sinn net do, déi Reserven! An ech mengen, datt een an deenen næchste Jore ganz sécher muss higoen, fir nei Emprunten ze maachen, fir déi do Defiziter ze bezuelen. D'ailleurs sinn déi eege Budgetsdokumenter vun der Regierung an deem Kontext ganz kloer: Fir 2017 sinn 1,120 Milliarden virgesinn, fir 2018 1,625, fir 2019 eng Milliard, fir 2020 2,571 Milliarden, en Total op déi Period vum Pluriannuel vu 6,3 Milliarden als zousätzlech Emprunten, déi musse gemaach ginn.

Ech verstinn net, datt een dann einfach ka soen: „Mir hunn d'Scholdespiral am Gréff. Et gëtt keng nei Statsverscholdung gemaach.“ D'eege Pabeieren, déi ginn un, datt an deenen næchste véier Joer 6,3 Milliarde musse geléint sinn.

Dann déi aner Ausso: „Mir hu keng nei Scholde gemaach an déi mer 2016 am Budget gemaach hunn, déi virgesi waren, déi hu mer net gemaach.“ Sous-entendu: Kuckt emol, wéi gutt mer sinn! Mir hu souguer en Emprunt vu 400 Milliounen zréckbezaelt, ouni en neien Emprunt ze maachen!

Vergiess gëtt awer an deem do Kontext, datt et esou war, datt net duerch klassesch Emprunten an deem leschte Joer gefuer ginn ass, mä duerch eng Kreditlinn bis zu enger Milliard bei der Spuerkeess, déi gezu ginn ass. De Moien huet den Här Gramegna eis gesot, déi géif op den heitegen Dag op null stoen. Ech weess och, datt bei de Kreditlinnen d'Changemerter vun engem Mount zum anere bei de Rentréeën natierlech staark varieieren. Ech stelle just fest, an déi Zuelen huet d'Cour des comptes eis viru 14 Deeg, dräi Woche geliwwert, datt déi do Ligne de crédit 2010 bis 2016, bis Oktober 2016 am ganzen 11-mol benutzt huet misse ginn, téschent 200 a 625 Milliounen Euro, fir datt de Stat ganz einfach sollt liquid bleiben an datt en dat, wat e schéllieg ass, och all Mount konnt bezuelen.

Ech hoffe just, datt bei där dote Politik vu stännegem Zréckgräifen op eng Ligne de crédit net eng Kéier eng Pann virkénkt an Der dann net à même sidd, en urgence Saachen ze bezuelen, déi opstinn, notamment net beim Stat, mä bei Privatleit oder Privatentreprisen no baussen.

Dat ass am Fong datselwecht, wéi wann Der doheem all d'Suen, déi. Der geléint hutt, ausginn hutt an dann elo Ár Kreditkaart konstant iwwerzitt, fir lech am Lafenden am Liquiden ze finanzéieren!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass zwar net verbueden. Dat ass net verbueden.

## (Brouhaha)

Mä dat kann a mengen Aen, an ech soen dat ganz kloer hei, dat kann a mengen Ae keng rekurrent Politik sinn. Eng Milliard Kredit, déi Ligne de crédit unzezapen, mäi wéi 10-mol d'Joer, dat ass net a mengen Aen eng rekurrent Politik. Dat soll d'Ausnam bleiven. A mir deeën an dësem Kontext...

## (Interruption)

Mir deelen...

## (Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Am Moment huet just den Här Wiseler d'Wuert!

► **M. Frank Arndt** (LSAP).- Pardon, pardon!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Et ass guer net schlëmm.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wéi ass et dann zu Wolz?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dat gëllt och fir lech.

► **M. Frank Arndt** (LSAP).- Ma gutt, Här Gibéryen.

## (Hilarité)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir deelen op jidde Fall net d'Konklusiounen vun der Kommissioun, déi den Här Haagen gezunn huet, déi den Minister encouragéiert, an där doter Politik weiderzefueren, well mer mengen, wann ee gesäit, wat fir eng Échéancen an den Emprun-

ten iwwert déi nächst Joren opstinn, datt een am Fong besser hätt hinzegoen, fir sech e konstante Plang ze maachen, wéi ee regelméisseg dat refinanziert, wat muss bezuelt ginn. Well et ass jo net némmen eng Saach vun haut léinen, et ass och eng Saach, wéi déi Suen an deene Joren hennendrùn zréckbezaelt ginn. A wann Der dat net an enger gewëssener Regelméissegkeet maacht, da kritt Der an deene Joren, wou d'Suen zréck musse bezuelt ginn, wesentlech méi Problemer, wéi dat normal wär, wann Der dat géift schéi propper an engem Plang maachen, an enger Planifikatioun am Viraus gesinn.

Mir fannen déi hei Aart a Weis net gutt, wéi et momentan gemaach gëtt. Mir fanne se onseriö, d'autant plus, datt heiansdo Emprunte bei Banke lancéiert ginn, gefrot ginn an déi da just de leschte Moment gecancelt ginn, wa schonn alles vibereet ass. Dat ass fir eis eng onseriö Aart a Weis, fir drunzegoen.

An da gëtt elo stolz gesot,...

## (Interruption)

...stolz gesot, datt Der esou laang keen Emprunt, keen neien Emprunt hutt misse maachen!

Do wéll ech just soen: Firwat ass da keen neien Emprunt misse gemaach ginn? Ma well 2013, elo kann een dat kritiséieren, 2013 virun de Wahlen nach dräi Milliarden an dräi Emprunte geléint gi sinn. Dräi Milliarde Liquiditéiten, déi an d'Trésorerie eragefloss sinn, déi do ware sécher, fir Investissementer ze bezuelen, déi sécherlech och do waren, fir d'Participatioun um Europäische Stabilitéitsmechanismus matzedroen, mä déi awer och gehollef hunn, well se 2013 gemaach gi sinn als Emprunt, den Defizit vun 2014, 2015 an 2016 ze decken. Wär 2013 virun de Wahle keen esou en héijen Emprunt gemaach ginn, da wäre scho laang Liquiditéitsproblemer haut an der Trésorerie!

Haut hu mer éischtens keng Liquiditéit méi do, zweetens liewe mer deelweis vu Kreditlinne fir..., quritte datt ech och weess - quritte datt ech och weess -, datt bei deene Kreditlinnen haut et avantagéis ass, wat een als Zénssaz kritt. Dat ass e positiv Element. Ech soe just, datt eng virsiichteg Politik, fir och an Zukunft kennen déi Kreditter uerdentlech zréckzebezauelen, a mengen Aen anescht ausgesäit. An dréttens maache mer nach all Joers eng Milliard Defizit. An dat bedeit fir mech, datt een net kann dohinnhergoen a soen, datt een d'Scholdespiral gestoppt huet, well dat ass net d'Realitéit. An och wann een et nach zéngmol seet, ass et nach émmer net d'Realitéit!

An d'Finanzbesoinen an deenen næchste Joren, déi si risegl! Wann een och iwwert dës Legislatuperiod erauskuckt, wann ee gesäit, wat fir eng Scholde mer hunn, 1,9 Milliarde Scholde fir 2017-2018 zréckbezauelen, en Emprunt, deen 2018 mat 700 Millioune muss refinanziert ginn, ouni Spezialausgaben, déi eventuell nach kommen, datt ass dat Éisch; a wann een dann och nach gesäit iwwer eis Period eraus an et liest een am CNFP, wat fir eng Besoins de financement mer bis 2020 hunn, an déi gi chiffréiert téschent 2016 an 2020, an et gesäit een, datt mer do 7,8 Milliards Besoins de financement hunn, déi opgedeelt ginn an 3,4 Milliarden fir de Refinancement vun der Schold, 1,9 Milliarde supplementare Finanzement duerch d'Steierreform an 2,5 Milliarden Defizit, deen ze finanzéieren ass iwwert déi Budgeten, déi kommen, wann een dat weess, dann, fannen ech, géif ech et normal fannen, datt een eng uerdentlech Programmation géift maachen, wéi ee regelméisseg seng Emprunten organiséiert, fir d'Zukunft och korrekt hinzekréien. Dat gëtt awer net gemaach.

Sechst Ausso: „Mir hunn d'Ausgaben am Gréff.“ Och dat stëmmt net an der Absoluttheet. 2017 charakteriséiert sech doduerch, datt d'Ausgabe méi schnell wussesse wéi d'Einnamen. De Conseil d'Etat, deen ech awer och wéll emol eng Kéier zitéieren, dee seet - d'ailleurs net némmen 2016, net némmen elo; en huet dat och schonn d'lescht Joer gesot -, ech zitéieren en: «Compte tenu de l'objectif d'assainissement budgétaire, le chiffre en progression des dépenses interpelle le Conseil Etat, qui invite à la prudence et au contrôle continu des dépenses de l'administration centrale - et ce nonobstant les perspectives de croissance qui, de manière ponctuelle, peuvent paraître meilleures qu'escomptées, mais qui sont soumises à de nombreux aléas et qui sont, par conséquent, loin d'être garanties.»

Fir mech ass et am Fong gradesou inquiétant, wann ech d'Evolutionen vun den Aschätzunge kucken. Wann Der kuckt, wat dës Regierung an hiller Programmation, déi se 2014 gemaach huet, fir 2017 virgesinn huet, da gesäit een, datt dat Dépensé vu 16,9 Millioune waren. Dat sinn net eis Zuelen, dat sinn der Regierung hir Zuelen.

Haut sinn déi Dépense net méi bei 16,9, mä bei 17,9 Milliounen Euro. An Åren eegene Pre-

visiounen maacht Der innerhalb vun dräi Joer eng Milliard méi Dépense. D'ëffentlech Ausgabe klammen erêm méi schnell wéi virdrun, plus 5,9% en termes nominaux. An ech zitéieren hei och nach eng Kéier den CNFP, just all Kéiers, fir lech ze soen, datt mir net déi Eenzeg sinn, déi dat soen, net déi Eenzeg sinn, déi esou denken: «Comparé à 2016, il s'agit d'une nouvelle accélération des dépenses et ce malgré l'effet supposé des mesures de consolidation du Zukunftsplan.»

Wat an eisen Aen am Fong onverständlech an inakzeptabel ass, dat ass, datt d'Gesetz vum 12. Juli 2014 net respektéiert gëtt, well d'Gesetz vun 2014 gesäit u sech vir, datt ee muss de Montant maximum vun den Dépensé vun der Administration centrale am Pluriannuel fixéieren. Or, d'Regierung fixéiert en net! Hätt se e fixéiert, esou wéi d'Gesetz et virgesait an deesou wéi déi europäesch Regelen et virgesinn, da wär et esou, datt se u sech deene Regelen, deene se sech hätt misse énnereleeën, sech net énnereleeën huet, datt se sech hätt misse konforméieren op dár enger Säit oder justifiéieren op dár anerer Säit.

Och hei nach eng Kéier de Conseil national des finances publiques, dee seet: «Il est toutefois à noter que les montants des dépenses de l'administration centrale des années 2017-2019 de la loi de financement 2016-2020 dépassent substantiellement les montants retenus» vun deemselwechte Gesetz «2015-2019 pour les mêmes années.»

Hätt d'Regierung hiren eege gesate legale Kader selwer respektéiert, andeem se déi obligatoiresch Norm do fixéiert hätt, da géif se derniewentleie bei der Norm selwer. Liest Säit 44 vun der Caisse, vun der...

## (Interruption)

Här Berger!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, dat ass awer némmen de Fall, wann ee sain OMT net anhält. A mir halen deen an.

## (Hilarité)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass awer elo déi allerbescht Remarque, déi Der gemaach hutt!

## (Hilarité)

Éischtens ass et falsch, well et sinn zwou separater Konditiounen. An zweetens ass et och nach esou, datt Der just den OMT anhaalt, well Der e vun 0,5% op minus 0,5% émgeännert hutt.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Dir hutt e matgestëmmt an der Kommission.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

## (Brouhaha)

► **M. Eugène Berger** (DP).- Dat kënnt Der noliesen.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech hunn am Fong erwart, datt Der dat do géift soen.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Jo, mä dat kënnt Der awer noliesen. Firwat hutt Der en da matgestëmmt?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech hunn am Fong erwart, datt Der déi do Remarque géift maachen.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Firwat hutt Der e matgestëmmt?

## (Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Sou. Wann ech gelift! D'Bemerkung ass gemaach. Als Eenzegen huet den Här Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir hunn deen Amendement matgestëmmt. Mir hunn deen Amendement do matgestëmmt, well Dir en technesche Feeler gemaach hat an deem Gesetz do, wou Der u sech déi Spann vun de Joren net uginn hat a wou Der déi rectifiéert hutt vu véier op fénnef Joer erop, wat einfach eng richtig technesche Richtegsetzung vun deem Amendement do war. Deen hu mer matgestëmmt, an Dir hutt lech domat bei engem Element a Conformitéit gesat vun dem Gesetz vun 2014. Dee minus 0,5% hätt Der scho laang virdrun drastoen, wa mer konstruktiv matschaffen, Här Berger, an de Kommissionen. Wat mer jo heiansdo probéieren: konstruktiv matschaffen!

An da kréie mer deen do Typ vu Reaktiouen! An da kréie mer deen do Typ vu Reaktiouen! Ech mengen, dat ass nu wierklech dat, wann Der eis sot, mir hätten eng, Dir géift erwaarden eng uerdentlech Aarbecht, eng uerdentlech konstruktiv Aarbecht ze hinn, an Dir fankt esou un ze reagéieren, wa mer konstruktiv welle matschaffen, da kann ech lech soen, da braucht Der net méi op déi konstruktiv Aarbecht ze zielen, wann dat do Ár Aart a Weis vu Reaktiouen ass!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

## (Brouhaha et protestations)

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, ech hu just preziséiert, datt d'Oppositioun deen Amendement vu minus 0,5% matgestëmmt huet. Dat ass einfach eng Réalitéit.

## (Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Wann Der schonn emol derbäi sidd bei de Regelen, da wéll ech lech just soen, ech hat dat elo net um Programm, mä wann ee kuckt d'Gesetz vum 12. Juli 2014, do ginn zwielef Regele gesat, formal Regelen, déi am Fong d'Regierung misst anhalen. Wann een déi Regele kuckt, an dat steet op der Säit 19 vun de Finances publiques hirem Rapport, da stellt ee just fest, datt vun deene Regelen d'Regierung zu fennet konform ass, véier net konform an dräi just partiellement konform. Dat heescht, vun zwielef Regelen hält dës Regierung formal gesinn der just fennet an. Liest op der Säit 19 vun dem Avis vum Conseil national des finances publiques! Am Fong misst dës Chamber inklusiv d'Majoritéit vun der Regierung verlaangen, datt se sech och formell un hir eege Gesetzer géif halen!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

## (Interruptions)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- D'Chambre de Commerce deelt d'ailleurs dës Meenung, wéll ech och nach soen. An an der Ausgabeanalyse stellt se fest fir 2016 an 2017, datt mer hei mat engem totale Relâchement vun den Effort-budgetaires ze dinn hunn, deen net mat Ausgaben, déi sech ém Investissementer handelen, ze dinn huet, soss wär et nach verständlech, mä mat enger ganzer Rei aneren Ausgaben, déi gemaach ginn. A se stellt fest, och par rapport zu deem, wat 2014 virgesi war, datt mer dést Joer 100 Millioune méi ausgi wéi 2014 virgesi fir d'Consommation intermédiaire, dat heescht, fir déi kurant Ausgaben, an 100 Milliounen Euro manner fir d'Investitionen, wéi dat virgesi war.

An d'Konklusioun vun der Banque centrale dorau, datt mer domat eng total Vulnerabilitéit vun der Soutenabilitéit vun den öffentleche Finanzen schafen. An d'Banque centrale freet no enger Norm vun den Dépenses. An ech mengen, datt et duerchaus sénouvoll wär, déi Diskussioun - déi Norm hate mer viru 15 Joer, hu mer sengerzäit ofgeschafft -, fir erêm ze iwwerleeë gemeinsam, ob et net sénouvoll wär, esou eng Norm anzeféieren.

Sivent Ausso, zu där ech weilt kommen...

## (Interruption et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Wëll Dir eppes soen? Wann ech gelift! Den Här Wiseler huet d'Wuert.



Hoffentlech - hoffentlech - ass dat esou! Ech gesinn awer och an där ganzer Brexit-Politik, an däri Onsécherheet, déi eis déi nächst zwee, dräi Joer wäert elo hei begleeden, eng ganz Rei Risken, deenen een awer och muss Rechnung droen. Ech gesinn, wat a Griicheland lass ass, wou elo erém duerch déi sougenannte Chréschtakdoen, déi gemaach ginn, eng ganz nei Diskussioun déclenchéiert ginn ass. Ech gesinn, wat mat de Budgeten an Italien - ganz vill Insécuritéit -, Portugal, Spuenien, Frankräich momentan lass ass. Ech gesinn och, wat an den Ekonomié vun de Schwellenländer Indien, China, Brasilien lass ass. Et gesinn och d'Evolutioun, déi déi ass vun eisen Haapthandelspartnener. Ech gesinn och déi Diskussiounen, déi ronderëm en neie President Trump, seng Défense- oder seng Wirtschaftspolitik an deenen nächste Joren entstinn, an déi eventuell Demanden, déi op eis zukommen, fir eis Défensepolitik aneschzt ze gestalten.

Ech gesinn d'Influenz vun de BEPS-Négociationen, wou ech net weess, a wat fir eng Richtung se ginn. Ech gesinn déi grouss Influenzen, déi déi Krisen am Mëttleren Oste mat deene ganze Flüchtlingsdebatte kënnen op eis hunn an deenen nächste Joren. Ech gesinn, wat déi Relatiounen téschent Russland an der Ukraine als potenziell Gefor, notamment op eis Energieversorgung, kënnen hunn.

Ech weess net, wat den Terrorismus an deenen nächste Méint a Joren als Onsécherheet op eis Ekonomie zoubréngt. Ech weess och net, wéi mer deat deenen Diskussiounen iwwer eng hypothetesch Bulle financière, Bulle vum Marché immobilier hei zu Lëtzembourg eens ginn. Ech weess net, wéi mer dat alles esou géreréit kriéen, datt mer kënnne sécher sinn, datt déi Croissance an deenen nächste Joren esou weidergeet.

An da gëtt gesot, et gëtt eis émmer virgehalen, an dat nervt, soen ech lech, richteeg, da gëtt eis émmer virgehalen, well mer op déi Problemer, op déi Suergen do opmiersksam maachen: „Dir spillt mat der Angscht vun de Bierger a vun de Leit!“

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- „Et soll een net de Leit Angscht maachen, mä et muss een Optimismus vertrieben.“ Ech soen lech, et muss een an der Politik och bereet sinn, d'Realitéit, ob et déi positiv oder déi negativ ass, et muss ee bereet sinn, och der Realitéit kënnen an d'Aen ze kucken. An et soll een de Leit kee Sand an d'Ae streeën an et soll ee sech an der Politik, wann ee se da virsichteg mécht, genénd Marge de manœuvre ginn, wann eng Kris géif kommen, datt mer och kënnen uerdentlech dorop reagéieren. Dat net maachen ass eng absolutt onvirsichteg Politik, déi mer net deelen.

A wann ech erënneren un déi Diskussiounen, déi mer an de Joren 2000 haten, Dir kënnnt lech nach vlächt dorun erënneren, déi Diskussioun iwwer „en Apel fir den Duuscht“, an änlech Ausdréck, huet dat jo geheesch. Ém wat ass et do gaangen?

(**Interruption et brouhaha**)

Wéi och émmer! Ech hu se elo hei resüméiert mat „en Apel fir den Duuscht“.

(**Hilarité et interruptions**)

Wou gekämpft ginn ass Joren, fir d'Plus-valuen, déi mer haten, all Joers an d'Fonds-d'investissementen erafelissen ze loossen, well dat eis da géif erlaben, wann eng Kris géif kommen, eis Investissementer och weiderzeféieren. Dat ass ja och dat, wat geschitt ass. Déi Investissementer oder dat Opstocke vun deenen Investissementfongen, déi a laange Jore gemaach gi sinn, hunn eis d'Méiglechkeet ginn, fir an deene Krisenzäiten eng Kontinuitéit vun eiser Politik ze maachen, fir an den Investitionen weiderzefueren an ze garantéieren, datt mer duerch grouss éffentlech Investitionen et géife färdegbréngt, fir eis Ekonomie, eisen Tissu économique um Lafen ze halen.

D'Politik, déi mer misste weiderfáéieren, ass also a mengen Aen net eng Ausgabepolitik, déi den Defizit an d'Lucht setzt, d'Reaktionsfægkeit erofsetzt a just nach d'Daumen halen, datt näischt schifgeet an deenen nächste Joren, mä et ass eng Politik, wou ee misst virsichteg kucken, datt ee sech d'Méiglechkeete schaift, Reaktionsméiglechkeiten ze kréien.

D'Banque centrale huet och d'ailleurs eng Risikoanalys gemaach. A fir mech ass dat Resultat vun däri Risikoanalys schockant! Ech stelle just fest, datt de Moien de Finanzminister mat der Risikoanalys vun engem neie Gremium kënnnt, deen ech net kennen, deen dann elo Lëtzembourg den AAA confirméiert a seet, et wär iwwerhaapt kee Risiko do.

Ech soe just, ech vertrauen der Banque centrale, déi kennen ech an déi huet eng laang Analys gemaach vun deem, wat d'Riskoe sinn, stellt fest, datt e klenge wéi déi Finanzkris, déi mer 2007 an 2008 kannt hunn, e Schock vun 3,6%, minus 3,6% vum PIB schonn eis géif an en Defizit, ganz staarken Defizit erafeieren, deen eis ganz grouss Schwierigkeiten fir d'Zukunft géif stellen.

Och de Conseil d'Etat an de Conseil national des finances publiques, déi soe genau datselwecht a soen, datt eng Marge de manœuvre noutwendeg ass, datt mer keng Reserven hunn an datt mer e jäerlechen Defizit domat bauen, dee mer net finanzéiert kréien, datt mer och an den Investissementfongen, déi duerch d'Kris eidel sinn an déi mer missten elo amgaange sinn, wou et eis besser geet, erém opzeféllen, fir kënnen eng nächst Kris besser ze bewällegen, datt mer dat och net maachen, au contraire, d'Zuele weisen, datt mer an de Joren 2016 bis 2020 och nach an deenen Investissementfongen ém 8,2% eroftginn. An do ass et wierklich Zäit, fir Alarm ze schloen!

A mir sinn och net déi Eenzeg, déi dat soen. Och eng Chambre de Commerce seet hei ganz kloer, an ech zitéieren: « (...) la Chambre de Commerce considère que la situation financière de certains fonds d'investissements est critique» - est critique! - «et se pose la question de l'évolution à moyen terme de la politique d'investissements de l'Etat, d'autant que les déficits chroniques enregistrés au niveau de l'Etat central risquent également de contrarier la collecte des ressources financières nécessaires à la modernisation (...)». Och dat war an de leschte Joren, wéi mer Kris haten, eise starke Punkt. Mir kucken: Déi Stäerk, déi mer do haten, baue mer net erém frésch op an exposéieren eis deem, wat eventuell an Zukunft ka geschéien, exposéieren eis all deene Geforen.

Fir d'CSV ass kloer, an ech drécken et elo technesch aus, fir d'CSV ass kloer, eng prozyklesch Evolutioun vun de Liquiditéit vun de Fongen hält dem Stat nach méi finanziell Capacitéiten ewech, déi en onbedéngt géif brauchen, wann d'Kris kënnnt. A wann ech dat op Lëtzebuergesch ausdrécken, dat heesch: „Wann et der gutt geet, solls de eppes op d'Sait setzen, datt s de eppes hues, wann et der schlecht geet.“

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass déi lëtzebuergesch Iwwersetzung. Dat mécht d'Regierung net. An dat ass an eisen Aen e politeschen an e wirtschaftliche Feeler. Dat ass keng nohalteg Politik! Hei gëtt d'Zukunft net virbereet!

► **Une voix.**- Dat hu mer émmer gemaach!

► **Une autre voix.**- Jo, jo, ma sécher!

(**Brouhaha et coups de cloche de la présidence**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Sou, Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Aacht Ausso.

(**Interruptions**)

Aacht Ausso: „Mir hu gréng Luucht vun der Kommissiou,...

(**Interruptions**)

...mir hu gréng Luucht vun der Kommissiou a vum Fonds monétaire, vum FMI, a mir ent-sprüchen allen europäesche Regelen.“

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Jo, Dir hutt gréng Luucht vun der Kommissiou. Awer wéi ech et scho virdru gesot hunn, gréng Luucht vun der Kommissiou, well den Objektif à moyen terme, vum Regierungsprogramm plus 0,5% gesat, vun der Kommissiou nach op minus 0,5% eroftgat gëtt. Dëse Changement gëtt justifiert mat enger Etüd vum Ageing Report, déi 2012 gemaach ginn ass, do op eng Zukunftsperpektiv vu 700.000 bis 750.000 Leit gewisen huet. Dräi Joer durnu sinn et keng 700.000 bis 750.000 Leit, déi als Zukunftsprognos doleien, mä et sinn der elo bal 1,2 Milliounen Awunner. Dat erlaabt dann, wesentlech méi Suen auszeginn, well och wesentlech méi Cotisatiounen, méi Steieren erakommen.

Erlaabt mir awer just ze froen: Wou kënnnt deen Ênnerscheid do hier? Wou kann an de Prognosen innerhalb vun dräi Joer vu 750.000 als Prognos op 1,2 Milliounen einfach eropklammen, ouni am Fong iergendwelche Explikatioun? Dat muss nach ee mer erklären! Elo soot Der, Dir waart et net, dat war Bréissel. Et sinn awer Zuelen, déi vu Lëtzembourg ausgaange sinn, déi benotzt gi sinn, fir déi Rechnung ze maachen. An déi Propos vu minus 0,5%, déi do erauskomm ass, déi hätt Der jo och net missen unhuellen, wann Der déi Zuelen net mat unhuelt. Wann Der sot, „dat sinn net eis Zuelen“, dann hätt Der jo déi minus 0,5% net missen huelen, well dat ass keng Obligation vun der Lëtzebuerger Regierung, deen do Objektif à moyen terme, just de Minimum unzehuellen. Dir hätt lech jo kënnen en anert Zil set-

zen. An et sinn eng ganz Rei Länner, déi et geommaach hunn.

A fir d'CSV ass et ganz kloer, datt de Minimum muss sinn, e positivt Zil vu plus 0,25% um Minimum, fir och kënnen d'Zukunft ze assuréieren. Op jidde Fall ass et esou, datt némme well d'Zilsetzung eroftgat ginn ass, dës Steierreform méiglech ass, well mer 2017 an 2018 soss énnert dem Objectif à moyen terme vu plus 0,5% gewiescht wären.

An ech soen dat net eleng! Ech soen dat net eleng. Och all Lëtzebuerger Institutionen, déi de Budget analyséieren, soen am Fong genau datselwecht, ob dat d'Banque centrale, ob dat den CNFP, ob dat d'Cour des comptes oder ob dat d'Chambre de Commerce ass. Als Beispill: «Le CNFP regrette que le Gouvernement s'aligne sur le minimum requis par les dispositions européennes, alors que la fixation d'un OMT plus ambitieux aurait pu être envisagée.»

Sechs Länner hunn et d'ailleurs gemaach an der Europäischer Unioun! Sechs Länner hunn et gemaach. Elo soot Dir natierlech: „Mir hunn dat esou op de Minimum gesat, fir sécher ze sinn, datt mer net bestrooft ginn, wa mer et net eng Kéier géifen errechen.“ Mä wann Der dat als Argument hutt, dann hätt ech aver am Fong gemengt, datt Der och zumindes lech national kéint en Objektiv setzen, deen aver licht méi ambitiéis wär. Mä och dat hutt Der net gemaach. An eisen Aen huet domat d'Regierung all budgetspolitesch Ambitiounen oppinn a se sicht just nach d'Moyene fir d'Justificatioun vun hirer Verdeelungspolitik.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- D'Banque centrale huet d'ailleurs deen Zenario nogekuckt an duerchgerechent, deen op déi minus 0,5% do feiert. An d'Banque centrale seet an aller Däitlechkeet, datt déi Hypotheesen, déi do sinn, extrem optimistesch sinn. Si huet d'ailleurs en eegenen Zenario gerechent, dee se selwer als wesentlech méi realistesch, net pessimistesch, wesentlech méi realistesch aschätz. An do sinn d'Konsequenze ganz kloer. Et hätt ee missen, seet d'Banque centrale, dat Objektiv vu plus 0,5% bääbehalen, dat Objektiv hätt dës Politik net méiglech gemaach, esou wéi se elo gemaach gëtt. An et hätt een och missen derbäi de Pensiounsproblem direkt zousätzlech upaken.

Eis Konklusioun: Et ass e Feeler, fir den OMT op minus 0,5% erofteseten. Mir hätte propo-séiert, mindestens plus 0,25% vum PIB. Dann hätt een déi Ausgabepolitik, déi elo gemaach ginn ass, mat däri Steierreform an deem do Mooss do net kënnen, net däerfe maachen. Et hätt een aner Problemer wéi d'Pensiounsre-form direkt missen an Ugréff huelen.

Mir proposéieren eng aner Politik. Déi ass an eisen Ae méi realistesch, déi setzt d'Zukunft net op d'Spill an déi engagiert sech, dat, wat se ausgëtt, dat, wat se versprécht, och laangfristig kënnen ze finanzéieren. Dat ass mat déser Politik net dran!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- D'Regierung seet: „Den FMI gëtt eis recht, mir kënnen eis dës Steierpolitik erlaben.“ An den Här Gramagna zitéiert mat Stolz de Saz vum FMI, wou dee seet, datt déi Politik „broadly appropriate“ wier, globalement appropriée.

► **Une voix.**- Très bien!

(**Interruption**)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- „Broadly“, jo, dat kann een esou oder aneschzt gesinn. Just wann een den nächsten Saz liest beim FMI, da gesät een, wat et heesch. Den nächsten Saz, ech liesen e vir: „Staff argued for limiting the tax cuts to less than ½ percent of GDP (...).“ Dat heesch, direkt nodeem datt se soen, si ass „appropriate“, well Der net énner minus 30% vum Defizit kommt, gëtt gesot, si hätten awer gär gehat, wann Der net op 1% vun Ausgabe komm wäert, mä wann Der némmen op en hallwe Prozent vun den Augabe komm wäert. Dat heesch, si hätte gär am léifste gehat, datt Der némmen d'Halschent vum Volume als Steiererliichterung gemaach hätt.

Ech liesen et weider: „These measures“, dat heesch d'Steierreform, „would reduce total fiscal revenue by up to 1 percent of GDP, fully using up the projected fiscal surpluses over the medium term.“

Wann een dat liest, wat heesch dat? Eischents, den FMI seet also net, déi Steierreform wär duerchaus ouni Problem finanziell machbar, mä seet, si hätten awer lech virgeschloen, némmen d'Halschent vum Volume ze maachen, dat heesch 300 Milliounen Euro, esou wéi d'Banque centrale, esou wéi mir et virgeschloen hunn. Se seet, si kascht 1% vum PIB, also wesentlech méi, wéi Dir an Ären Ugabe gesot hutt, a se seet och nach, wann Der dat do maacht, da wär all Marge de manœuvre

fort, déi Der hutt fir déi nächst Joren. - Wann een déi Sätz hannendru liest, dann ass kloer, wat den FMI domadder mengt, a mir deelen déi Konklusiounen.

Mir stellen d'ailleurs och fest, datt all Lëtzebuerger Institutionen datselwecht soen an eng ganz grouss Skepsis zu deem, wat hei gemaach gëtt, zum Ausdruck bréngen. Dat ass awer fir d'Regierung net schlëmm. Wa sämtlech Institutionen dat soen, da stelle mer emol einfach d'Recht vun deen Institutionen a Fro, Analysen ze maachen! Ech liesen am „Quotidien“ vum 12. Dezember 2016 iwwert den Här Kersch: «Les avis de la Banque centrale...», dat ass elo d'Zitat iwwer „Quotidien“, «Les avis de la BCL ou du Conseil national des finances publiques ne semblent pas plaire au ministre:» - an da kënnnt d'Zitat wuertwierlech vum Minister - «Ces institutions, qui ont certes leur raison d'être,» - Merci! - «n'ont pas de mandats démocratiques» - très bien -, «mais se croient mandatées pour critiquer le Gouvernement.»

► **(Hilarité et brouhaha)**

Ech fannen dat am Fong e staarkt Stéck vum Här Kersch..

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Dat kenne mer jo.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Hei si grad déi Institutionen, déi Organismen, déi nom europäeschen an nom Lëtzebuerger Recht indépendant solle sinn, fir hir Meenung ze soen, énner anerem iwwert déi finanziell Situations vum Land. Gefält dat dann net, da gëtt dat emol a Fro gestalt. Keen däerf eppes áneres soen. An ech soen lech: Wou si mer dann hei, wa mer elo schonn einfach ufänken, dat a Fro ze stellen, wat indépendant Institutionen soen?!

Et ass wéi wann Der eng Bluttanalys bei den Dokter maache gitt an da gefält d'Resultat lech net an da soot Der: Den Dokter an de Labo, déi sinn awer net kompetent, fir esou eng Bluttanalys ze maachen! An da frot Der lech: Firwat hunn déi iwwerhaapt eng Bluttanalys gemaach?, anstatt ze kucken, wat dann d'Resultat an Ár Krankheet ass an dorops ze reagéieren. Anstatt op d'Konklusioun vun de Resultater anzegeen, fir d'Eischt emol op den Dokter schéissen an en da kritiséieren!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir wäre frau, wa méi op déi indépendant Organismen an Institutione gelauschtet géif ginn, wann hir Aarbecht net einfach esou a Fro gestallt géif ginn. Also, et muss een net émmer mat hinnen d'accord sinn, mä wann een net mat hinnen d'accord ass, da muss een argumentéieren, firwat een enger anerer Meenung ass, a keng esou Argumentatioun féieren, wéi hei gefouert gëtt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Néngt Ausso: „Mir hunn et färdegbréucht, den Triple-A ze halen.“ Dat ass jo schéin! Mä ech soen lech awer och, Här Finanzminister, a mengen Aen ass dat e Minimum, wann een e Wuesstum vu 4% bis 5% huet. De Finanzminister seet, et wäre vill Länner, déi den Triple-A verluer hunn. Mä wann Der emol kuckt, wéini déi Länner den Triple-A verluer hunn, da stelle mer fest, datt dat a Fro gestallt ginn ass téschent 2007 an 2012. Wann ech dann e puer Zuelen huelen, déi hu 45-mol an däri Period d'Länner no énne klassiert an hinn d'L



net uerdentlech gelies, mä ech fanne se am Pluriannuel momentan net erëm.

Wéi ass et mat deem leidege Sujet vun der Rekapitalisatioun vun der Banque centrale, déi sät Jore versprach gëtt an net gemaach gëtt? Wéi ass et mat eventuelle Reserven, déi mer jo kéinten brauchen, wa Betribier a Schwierigkeit kommen, wa mer missten d'Kapitalerhéjung machen? Wou sinn déi Reserven? Wou si se uginn? Wou sinn mer déi Suen zréck? Wéi ass et d'ailleurs, mä dat wëll ech net méi uschwätzen, mam richtege Coût vun der Steierreform fir déi nächst Joren? Mä do weess ech Ar Antwort, duerfir stellen ech déi Fro elo net méi.

Eeleft Ausso, déi ech wëll maachen, oder eeleft Ausso, déi Dir gemaach hutt: „Mir ännern d'Struktur vum Budget, well mer wëlle méi eng laangfristeg Visibilitéit hunn a well mer wëllen eng LOLF, eng «loi d'organisation financière» (veuillez lire: loi organique relative aux lois de finances) hunn, déi u sech d'Budgetszielsetzungen definéiert an och d'Effizienz kontrolliéert.“

Am Ufank vun der Legislaturperiod ass McKinsey agestallt ginn, mat grousem Pomp agestellt ginn, fir déi Aarbechten do ze maachen. An ech wëll emol iwwerhaapt net méi wëssen an ech froen emol iwwerhaapt net méi, wou mer dru sinn, well mer an där doten Diskusioen néierens sinn. Ech mengen, de Kopernikus, deen ass nach net do laanschtkomm, d'Aerd ass immobill an d'Sonn dréit sech nach émmer an deem do Sujet ronderem d'Aerd.

#### (Interruptions)

Zwieleft Ausso, et gëtt eis gesot: „An deem Budget hei setze mer d'Landesplanung ém, den Zukunftsdéesch, mir setzen den Här Rifkin ém.“ Ech wollt am Fong net vill iwwert den Här Rifkin schwätzen, mä en ass och vum Rapporteur ugeschwat ginn, dofir awer just e puer Wieder trotzdem driwwer, well mer hei awer an enger onnéiglecher Diskussiouen sinn. Elo gëtt eis sät engem Joer gesot: „All déi Wuess-tumskompetitivitätsrichtlinnen, Produktivitätsfroen, déi léist eis elo dem Här Rifkin seng Etüd. Wann déi op den Dësch geluecht gëtt, da gesi mer alleguer méi kloer.“

Ech fannen et och normal, datt een als Politik heiansdo dohigeet an auslännesch Experte chargéiert, fir Analysen ze maachen. Dat fannen ech richtege. Ech gesinn heiansdo, wann ech da gesinn, wéi dat alles do als Bibel considéréiert gëtt, „Welcome to the Journey“, „The Start of a new Era“, „Be part of The Third Industrial Revolution“ an alles dat, wat mer dann do zerweiert kritt hunn op deem groussen Event, wat organiséiert ginn ass, dat léiss mech schonn emol eng gewëssen Distanz huelen a mech emol a Rou dohinner setzen, fir déi 400 Säiten ze lesen. Ech hu mech bis elo nach net dozou expriméiert, well ech se emol eng Kéier wollt liesen, éier ech eppes dorriwer soen.

Do ass eng...

#### (Interruption)

...Beschreibung vu Megatrends amgaangen, géint déi ech am Fong och náischt hunn. Et gëtt an dem Energieberäich gesot, mir misste méi energieeffizient sinn, elektresche Mobilitéitsmaart. Gobal Mobilität gëtt gesot: „shared mobility“, emissiounsfräien Transport, Télétravail, nohalteg Transportinitiativen. Okay. Am Bauen: Kreeslafwirtschaft, Null-Energie-Päss an esou weider. An de Finanzen: „digital economy“, FinTech, Internet of Things. Mir schwätze vun „circular economy“, „shared economy“, „smart economy“. Alles okay. Just náischt Néies an dár ganzer Reform hei. Dat gëtt an d'Renten zesummegepaakt an da gëtt gesot: Elo ass dat d'Bibel, elo musse mer dat maachen!

Wat sinn eis Kritikpunkten dodrun? An ech wëll déi awer och eng Kéier ubréngen.

Ech wëll just froen: Wat heescht dat do finanziell? Wéi organiséiert een dat? Ech kréien da gesot: „Mir fanne Rifkin-Landesplanung an deem Budget hei erëm.“ Da sot mir emoll Den Här Rifkin ass gefrot ginn: „Jo, wou huelt Der dann déi Suen hier, fir all déi Projeten ze maachen?“ D'Antwort war: „Mä déi sinn do! Dir braucht se just vun existente Projeten erofzehuelen, wat al Projete sinn, an Dir setzt se op déi nei Projete vun der «Third Industrial Revolution», an dann ass kee Problem. Just let's do it!“

#### Plusieurs voix.- Yes!

**M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech wëll also wëssen: Wat fir eng Projete ginn dann elo net gemaach? Wat fir eng Projete ginn dann elo net gemaach? Wou sinn an deem Programm hei, deen d'Regierung mécht, déi Projeten, déi mer elo op d'Sait setzen, fir Finanzen ze degagéiere fir déi nei Projeten, déi mer musse maachen?

Ech wëll just wëssen: Wéi geet dat dann elo? An ech erwaarden awer och vun esou enger Etüd, déi mat esou vill Pomp présentiert do gëtt, datt se awer op déi do Froen, wat déi richtege politesch Froe sinn, Antwerte gëtt. Hei gëtt eng Beschreibung gemaach vun deem, wat a 40 Joer lass ass, ouni awer ze soen, wat dann elo déi Schrëtt sinn, wéi dat finanzéiert gëtt, wéi mer an deenen næchste Joren dohinner kommen.

En anert Beispill: Et gëtt emol gesot,...

**Mme Nancy Arendt** (CSV).- Wéi vill kascht et?

**M. Claude Wiseler** (CSV).- ...2025 därfen an désem Land némme méi elektresch Autoen enregistréiert ginn. Ech fannen dat jo ganz gutt. Ech fannen dat jo ganz gutt. 2025, Punkt. Wéi soll dat da goen? Wéi soll dat da goen? Wéi soll et goen?

Eng aner Geschicht: Et gëtt gesot, datt mer den „modal split“ wëllen, iwwert dee mer jo vill schwätzen. Mir sinn haut bei 14,5% éffentlechen Transport. Mir hu Mobilitéitskonzepter entwéckelt, do komme mer mat ganz vill Méi, wa mer d'Capacitéit vum éffentlechen Transport verduebelen - verduebelen! -, mat allem, wat dat heescht, komme mer bei 700.000 bis 750.000 Leit op 20%. Da gëtt eis gesot, 2050 40% éffentlechen Transport. Bei enger Population vun 1,2 Millionen oder 1,1 Millionen. Wéi maache mer dat? Wéi wëllt Der et finanzéieren? Wéi wëllt Der et maachen? Wéi soll dat ausgesinn? Et gëtt emol einfach gesot, 40%. 40%!

Ech wëll awer do wierklech soen, wann een esou Saachen op den Dësch setzt, da muss een awer och e Minimum wëssen, wéi ee se wëllt realiséieren. A wann Der dat do wëllt realiséieren, da muss een awer och inhaltech soen, finanziell, wat heescht dat a wéi gi mer elo dohinner. Ech fannen och weder am Här Rifkin eppes nach am Budget iergendeppeles esou do erëm. An ech sinn elo gespaant op déi Diskussionsounen, déi kommen, wou mer par ailleurs net invitieret sinn, mä dat ass jo dann egal.

Eng Rei aner Kriticken, dat ass: Wéi ass et mat dem ganze soziale Suivi dovunner? Do steet och náischt dran. An zum Schluss wëll ech awer nach soen, do musst Der mer awer nach erklären, wa mer vun deene Wuesstumsprognose schwätzen, ech liessen déi minus 0,5%, déi gi justifiziert mat enger Croissance vun 10.000 bis 12.000 Leit, déi all Joers erakommen. Déi nächst 40 Joer si mer op 1,1 Millionen. Dat ass dat, wat d'Regierung am Fong als finanzielle Volume elo mat de minus 0,5% als Perspektiv dohinnersetzt.

Da ginn ech op déi Reunioun, déi den Här Bausch organiséiert, ech weess net, wéi en et nennt, den Zukunftsdéesch oder déi Landesplanungsdiskussiouen; ganz interessant, seet den Här Bausch. Mä dat musse mer limitéieren op 6.000 Leit, déi d'Joer zousätzlech bääkommen. 12.000 packe mer net. 6.000 ass eng Limitatioun.

Okay, da gi mer zréck bei den Här Rifkin. Liesen ech deen, da steet do dran: Ma dat, wat mer hei alles proposéieren, dat si 24.000 Aarbeitsplazeten d'Joer méi. Elo muss awer ee mer soen, et muss awer ee mer soen, wat dann elo geplant ass, wat d'Regierung wëllt! 6.000, wéi den Här Bausch seet, 12.000, wéi den Här Gramegna seet, oder, wéi den Här Rifkin respektiv den Här Schneider soen, 24.000? Iergendzwousch musse mer awer wëssen, wat fir eng Gesellschaft mer wëllen, wou mer higinn a wéi dat soll an deenen næchste Joren ausgesinn. Alles dat gesäßt enorm konfus an an deem ganzen Émfelt, an deem ganzen Kontext, wou mer hei sinn, hunn ech d'Impression, datt mer eng Regierung hunn, déi net weess, wéi se de Wuesstum soll begleeden, wou se soll higoen a wéi se dat soll maachen.

An dann zum Schluss, an dann halen ech op, nach eng Kéier ganz kuerz déi véier Iwwerleeuungen, wou mer e groussen Désaccord mat der Regierung hunn.

Éischtens: Eist Objektiv ass anescht. Mir si fundamental iwwerzeugt, datt en negativt finanziell Objektiv vu minus 0,5%, dat heescht wat wesentlech méi Defizit am Zentralstat méiglech mécht, e politesche Feeler ass. Mir verschreien eins hei engem demografesche Wuesstumsobjektiv, wat mer net packen a wat mer och net wëllen.

Zweeten Ênnerscheed: Wann ee sech deem Wuesstumsobjektiv verschreift, da muss een dat och budgetär erëmfannen an et muss een déi Dépense-couranté manner héich maachen an nach méi Investissementer virgesinn - wann ee sech deem Wuesstumsobjektiv verschreift. Wann een dat net mécht -, da muss een d'finanziell Objektiver eropsetzen, et muss een d'Pensiounsreform zum Beispill direkt ugoen.

Dritte Punkt, deen eis Ênnerscheed: „Mir kënnen eis déi Politik leeschten.“ Groussen Titel

vum Budgetsrapporteur am „Lëtzebuerger Wort“, bal nach méi grouss wéi seng Foto am „Wort“. „Mir kënnen eis déi Politik leeschten.“

#### Plusieurs voix.- Aah!

#### (Brouhaha et hilarité)

**M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Dat ass schwéier ze maachen!

**M. Claude Wiseler** (CSV).- Dir sidd nawell grouss, Här Haagen.

#### (Brouhaha général et hilarité)

„Mir kënnen eis déi Politik leeschten“, seet den Här Haagen, seet d'Regierung. Mir mengen, datt dat e Märtchen ass. Mir kënnen eis dës Politik net leeschten!

**Mme Nancy Arendt** (CSV).- Den aarmen Här Kersch! Wat soll deen némme maachen?

**M. Claude Wiseler** (CSV).- Mat kengem Zeenario kënne mer eis se leeschten. Mir hunn eng Rei Alternative proposéiert an der Steierreform, Alternative bei der Gemengefinanzéierung, Grondsteier, Impôt d'intérêt complémentaire, Kilometerpauschal. Mir hunn e méi bëlleben, méi flexible Congé parental proposéiert. Mir sinn net der Meenung, datt ee gratis Crèchë sollt maachen. Mir sinn net der Meenung, datt ee bilingual Betreuungssystemer sollt maachen. Mir mengen, méi gestaffelt Systemer wäre gerecht. Mir mengen och, mir hu gratis Kannerbicher zwar proposéiert, mä émmer mat enger Géigefinanzierung vum Erosionsetze vun der Allocation de rentrée scolaire. A mir hunn och Froen iwwert dee Rekrutement an der Fonction publique, deen Der an deenen næchste Jore maacht.

#### (Brouhaha général)

Mir kënnen eis dës Politik net leeschten. Mir maachen eng Politik, mir maache keng Politik fir Leit. Den CSV-Prinzip, deen ass: Mir müssen eis no der Decke strecken. Dat ass dat, wat dës Regierung net mécht. An ech soen lech, iergendwann muss dat zréckbezuelen, wat haut ausgi gëtt!

#### Plusieurs voix.- Très bien!

**M. Claude Wiseler** (CSV).- A wann Der sot, dat ass eng Politik fir Leit: Déi, déi et a fénf, zéng, 15 Joer müssen zréckbezuelen, dat sinn och Leit!

#### Une voix.- Très bien!

**M. Claude Wiseler** (CSV).- Déi müssen et och zréckbezuelen! Dës Politik ass an dësem Kader, wat d'Generationenugerechtekeet ugeet, an eisen Aen net akzeptabel. Si ass ekonomesch schlecht. Si hëlt eis e groussen Deel vun eiser Kredibilitéit.

De véierte Punkt: Mir sinn der Meenung, datt een an Zäiten, wou et engem gutt geet, Sue soll op d'Sait setzen, fir wann et engem méi schlecht geet. An déi Zäiten, déi kommen an deenen næchste Joren nach eng Kéier! A Politik maachen, ass och no vir kucken a sech Capacitéiten uspueren, fir eng Kris ze bewältegen. An ech soen lech, dat ass net dat der Angst vun de Leit gespilt, dat ass an d'Zukunft gekuckt an d'Zukunft vun de Leit ofgeséichert.

Dat mécht dës Majoritéit net. An dofir kënne mer dës Budget op kee Fall stëmmen.

Ech soen lech Merci.

#### Plusieurs voix.- Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Wiseler. An næchste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

#### (Brouhaha général)

An elo huet just den Här Berger d'Wuert!

**M. Eugène Berger** (DP).- Ech wëll mat engem Spréchwuert ufänken. Et ass e Spréchwuert, dat seet: Wann de Wand vun der Veränderung bléist, bauen déi eng Maueren an déi aner Wandmillen.

#### (Interruptions)

Här President, d'selwecht ass et mat der Entwicklung vun eisem Land. Et kann ee sech mat Maueren émginn, wéi mer dat elo grad héieren hunn, an déi Entwicklung elo einfach passéiere loassen, oder et kann ee se aktiv begleeden. D'Regierung, d'Koalitioun huet sech fir dat Zweet décidéiert, well mir prépareéiere Lëtzebuerg gären op muer. Duerfir gëtt mam Budget 2017 investéiert, massiv investéiert an eis Kanner, an eis Bierger, an eis Infrastrukturen, an eis Wirtschaft, an d'Mobilität, an de Logement, an d'Schoulen, an d'Recherche, an eis Zukunft.

De Budget 2017 ass och e Budget fir d'Leit am Land, well mir mat ville Mesuren, wéi dem neie Congé parental, der Klimabank, wéi besonesch de Steiererlichterungen, de Leit hiert Liewe wäerte méi einfach maachen.

Här President, e Land, wat net investéiert, bleift net némme stoen, mä geet e Schrott no hanen. An dat wëlle mir net! Duerfir stinn an dësem Budget Rekordinvestissementer vu ronn

2,3 Milliarden Euro. An domadder prépareéiere mir d'Land op déi nei Erausfuerderungen. An et ass och elo, jo grad elo de richtege Moment, fir ze investéieren, well déi finanziell a wirtschaftliche Eckdaten hei am Land stëmmen.

Dat huet mat der Weltkonjunktur ze dinn. Déi ass positiv. Dat brauch een net ze verheemlechen. Awer och domat, datt d'Regierung an deene leschte Joren eng Rei richtege a wichteg Décisioun geholl huet, fir déi verschidde ekonomesch Secteuren ze férderen. Ech denken do besonnesch un déi grouss Efforte vun der Regierung, besonnesch vum Finanzminister, dem Pierre Gramegna, déi hie gemaach huet, fir Lëtzebuerg vun de groen a schwaarze Lëschen erofzékren an domat eis Finanzplaz erëm méi transparent ze maachen a besser, ech géif souguer soen, exzellent erëm opzestellen.

Firwat maache mir elo déi Investissementer? Mä mir kënnen elo verstärkt den Akzent op d'Investitione leeën, well et eisem Land besser geet wéi nach virun dräi Joer, wéi déi nei Regierung ugetratt ass. Ech wëll och, well et ass jo virdru vill mat Zuele jongléiert ginn oder presentéiert ginn, mat e puer Zuelen illustréieren, datt et eis hau besser geet wéi virun dräi Joer, wéi déi Koalitioun ugetratt ass.

D'Statsschold: 2013 louch déi bei 23,5% vum PIB oder vun eisem Räichtum. Elo leie mer bei 20,5% bei eiser Statsschold. Mir sinn eigentlich och besser an deem Punkt, wéi mer eis dat an eisem Koalitiounsaccord virgeholl hunn, wou mer gesot hunn, mir wéilten net op 30% kommen.

De Chômage, eng aner Zuel, ass deemoos bei 7% gewiescht. Elo leie mer bei 6,2%; Tendenz nach émmer no énnen, wat eng gutt Tendenz ass; och bei deene Jonken. Wann een dee Punkt kuckt: Am Chômage 2013 an absoluten Zuelen: 2.445; elo nach 1.575. Sécherlich sinn dat der nach ze vill, mä et sinn der awer ronn 1.000 manner wéi virun dräi Joer bei deene Jonken. Mir hu weiderhin den Triple-A. Mir hunn e Wirtschaftswuestum, dee war 2012 ronderem null. Haut hu mer e Wirtschaftswuestum, dee sech émmer an der Géigend vu 4% beweegt.

Mir hunn et och dernieft färdegebruecht, an deene leschte dräi Joer mat enger responsabel Finanzpolitik eis Statsschold erofzeseten, eis Statsfinanze gutt ze géréieren, an, jo, domadder hu mer och den néidege Fräiraum fir Investissementer a fir d'Steierreform geschaft.

An eng responsabel Finanzpolitik, dat war och noutwendeg ginn, well de Comité de prévision hat eis virgerekent, wat den Zeenario gewiescht wier, wa mer net déi Mesuré geholl hätten, wa mer net déi Politik gemaach hätten, déi mer an deene leschte dräi Joer gemaach hunn. Dann hätte mer haut, 2016, eng Statsverschöldung vun 29,2%. Ech hat et scho virdru gesot: Elo si mer awer bei 20,5%. An anere Wieder - Här Wiseler, oder da soen ech der Chamber -, da soe mer et eben eng eelefte Kéier, ech hunn et elo hei mat den Zuelen awer wierklech nach eng Kéier duerg



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

An, ech mengen, dat Resultat ass jo awer och émsou méi bemierkenswäert. Firwat? Majo, well d'Recetten op der TVA vum E-Commerce si jo systematesch an dramatesch erofgaangen an deene leschten dräi Joer. 2017 wäerte mer - et kann een dat esou formuléieren - e Minus doduerjer hu vun iwwer 800 Milliouren. An duerno wäerte mer eng Milliard do am Minus hunn. Also, dat hu mer och scho mussen ab 2015 mat verschaffen. An ech mengen, d'Resultater vun deene leschte Jore si gutt, well de Finanzminister och seng Dépenses am Gréff huet. Och do eng Zuel: Mat minus 2,9% lieie mer d'lescht Joer zum Beispill méi niddreg bei den Dépenses, wéi mer dat och nach virgesinn haten.

Op där enger Sait also eng gutt Finanzgesioun, op där anderer Sait awer och d'Regierung, déi Courage bewisen huet mam Zukunftspak, wou se Verantwortung iwwerholl huet, fir strukturell Mossnamen ze huelen, déi vläicht net émmer beléift waren, déi awer néideg waren.

Jo, d'TVA huet mussen erofgesat ginn. A wann ech de Wahlprogramm vun der gréisster Oppositiounspartei liesen, dann hätte si dat och gemaach. A firwat hu mer et gemaach? Well a kuerzer Zait, also ab 2015 eben déi eng Milliard Recetten aus dem E-Commerce bis 2018 ewechgefall sinn. Dat war e risegt Lach, wat mer am Budget virfonnt hunn. Mir woussten dat net esou genau. Mä duerfir hu mir also och dann dat gemaach, fir d'TVA ze erhéijen.

An do muss een awer soen: D'TVA op 17%, do si mer nach beim niddregst Taux an Europa. Mir hunn och eng Rei Produiten, déi mer aus där Erhéijung erausgeholl hunn. Och beim Logement hu mer awer do nach Exceptionioun geholl. A wann een dann och nach kuckt, wéi niddreg d'Inflatioun an deene leschten dräi Joer war, wann een dat do bilanzéiert, da gesät een och, datt déi liicht Unhiewung vum TVA-Saz och net zu enger Präisdeierecht gefouert huet.

Jo, den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire ass och agefouert ginn.

► **Une voix.**- Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, ech sinn elo a mengen Iwwerleeungen. Soss kann den Här Roth herno...

► **Une voix.**- Hien énnerbrécht jo och genuch.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Mech dierft Der och énnerbriechen.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här Roth... Also, ech kann dem Här Roth jo ni eppes verwieren.

(*Interruption par M. Alexander Krieps*)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, mir haten... Här Krieps, contrairement zu Árer Partei.

(*Hilarité*)

Jo, jo.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Elo lauschteren ech lech no.

(*Brouaha général*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Mir kennen och nach e bësse matenee schwätzten.

► **Une voix.**- Elo ass den Här Krieps ofgelenkt.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Neen, neen. Mä d'CSV, contrairement zu der Partei vum Här Berger, huet de Leit virun de Chamberswahle gesot, dass se missten eng Erhéijung vun der TVA maachen. A mir hätten dat och gemaach, blouss hätte mer keng um Bau gemaach. Mä Dir hutt de Leit weder gesot, dass Der eng géift maache generell, nach hat Der de Leit gesot, dass Der eng géift um Bau maachen. A sot eins elo just: Firwat hutt Der de Leit dat net virdru gesot?

► **M. Eugène Berger** (DP).- Mä, Här President, ech hunn dat virdru schonn erkläert. Well wéi mir déi Keesen entdeckt hunn, do hu mir do gesinn...

(*Hilarité et brouaha*)

...wat awer do fir Problemer... Jo, Dir kënnt laachen, well... Här President, den Här Roth huet elo...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Här Roth, Dir musst dem Här Berger awer elo emol d'Chance ginn, fir op déi Froen ze äntworten, déi Der him gestallt hutt.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Ech hunn him dat awer wëllen...

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Ech wollt e just froen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Also, Här Roth, elo huet den Här Berger d'Wuert a soss keen!

► **M. Gilles Baum** (DP).- Dat sinn déi schwarz Keesen.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Wéi mer an d'Keess eragesinn hunn,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Et ass bis elo op eng ganz poséiert Aart a Weis hei diskutéiert ginn, da geet et och esou weider.

► **M. Eugène Berger** (DP).- ...hu mer wierklech d'Envergure gesi vun deem, wat do hanterlooss gi war. An duerfir hu mer also déi Mesuré missen huelen, wou mer effektiv net virdru konnte gesinn, datt dat esou e Lach géif ginn.

An, Här President, mir hunn och méi wéi eng Kéier schonn iwwert déi Mesuren am Logement geschwät. An do muss een awer nach eng Kéier preziséieren, datt dat net fir déi eischt Wunneng ass, datt dat wierklech fir déi ass, déi sech déi drëtt, déi véiert, déi fénneft an déi sechst kennee leeschten.

Jo, Här President, den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire ass och agefouert ginn am Zukunftspak. D'Wuert seet schonn "temporaire". Dat war also net fir d'ganz Éwigkeet.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Ah!

► **M. Eugène Berger** (DP).- An et ass och kloer, datt do déi kleng a mëttel Akommessen net...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Här Reding, den Här Berger brauch keen Echo.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Besonnesch net vum Här Reding, Här President.

(*Interruption par M. Roy Reding*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Wann ech gelift, fuert elo virun, Här Berger!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Jo. A besonnesch déi kleng a mëttel Akommessen, déi sinn do net iwwerméissé belaascht ginn, wéi dat jo gären awer vun der Oppositioun duergestallt ginn ass. De Mindestloun war ganz ausgeholl. An dann en anert Beispill: Bei zum Beispill 3.000 Euro de Mount war dat 5 Euro de Mount, oder, op d'Joer gerechent, 60 Euro d'Joer, 60 Euro d'Joer fir bei engem Akommes also vun 3.000 de Mount. Da kënnt Der héichrechnen, wéi vill dat am Joer war.

An dat war - ech hunn et gesot - en temporären an et war och e solidaresche Bäitrag am Interessi vun deene Jéngsten aus eiser Gesellschaft, well den IEBT jo och indirekt - jo, mir hu keng direkt Affektatioun -, dozou gedéngt huet, fir déi gratis bilingual Kannerbetreuung op d'Been ze setzen.

An, Här Roth, erlaabt mer dat, well Dir hat d'leschte Kéier bei Árer Ried zur Steierreform zweemol gesot, déi géif net kommen: Dél kënnt! Dél kënnt 2017!

Am Zukunftspak soll een eppes och net vergiessen, dat gétt gären iwwersinn: Dat ass, datt do ganz vill Efforte beim Stat selwer gemaach gi sinn. Dat geet vu banale Saachen, vu Fotokopié spueren, bis awer och méi importent Saachen, wéi Gebaier selwer benotzen, amplaz der lounen ze goen. Dat war den Trimestre de faveur an eng ganz Rei anerer, wou mer eis awer eens waren, datt een dee Wee sollt goen. An do sinn eng ganz Rei Millionen beïenee komm.

Et ass also esou, datt et falsch ass, wann een einfach seet, elo mat der Steierreform géif een dat zréckginn, wat een anscheinend virdru geholl hätt. Neen, dat ass net wouer! Mat der Steierreform gi mer de Leit au contraire däitlech méi - däitlech méi! - Kafkraft zréck, an däitlech méi och par rapport zu deem, wa se dann e solidaresche Bäitrag virdrun iwwert den IEBT geleescht hunn.

An do kann een och mat Beispiller... Ech mengen, et ass jo gutt, wann een e Prinzip énoncéiert, mä et ass awer och gutt, wann een dat hei illustréiert mat Beispiller. Wann ee Beispiller huet, déi d'Leit dobaussen och kenneen novollzéien.

Huele mer e Beispill: Mindestloun oder 23.000 Euro, Steirklass 1. Bei deem Impôt temporaire hunn déi 0% oder 0 Euro bezuelt. Elo bei der Steierreform kreien déi mat 23.000 Euro, Klass 1, eisichts, zweemol den CIS. Dat maachen dann eng Kéier 300 Euro zousätzlech. Si bezuelen iwwert de Barème am Joer 447 Euro manner. Dat heescht also: Virdru krute se also nääscht aus der Täsch geholl, wéi d'Oppositioun géift soen, mä si hunn énnert dem Strécht e Plus vu 747 Euro, ouni eventuell nach aner Elementer, déi se da géifen duerch déi nei Steierreform kreien.

En anert Beispill: 3.000 Euro. Ech hat elo vun deene geschwät, 3.000 Euro, déi also och an der Klass 1 sinn. Dél hunn am Joer 60 Euro IEBT bezuelt. Elo mat der Steierreform kreie se beim CIS, dee geet jo progressiv zréck; ech hunn et elo net genau do ausgerechent, mä losse mer soen, déi kréien do nach 50 Euro ongefíer. Awer zousätzlech iwwert de Barème - dat kann ee méi genau kucken - kréie se 991 Euro Steiere manner ze bezuelen. Also losse mer

soen, dat dann zesummen, den CIS plus déi manner Steieren: Ronn iwwer 1.000 Euro mussen déi manner Steiere bezuelen.

Also virdrun hu se 60 Euro bezuelt, fir et emol esou ze soen. Elo mat der Steierreform kreie se iwwer 1.000 Euro méi u Kafkraft. Dat ass also eng Differenz, wou een net ka soen: Dat eent huet ee geholl an dat anert ausginn. 60 Euro sinn net 950 oder 1.000 Euro.

Ech kéint déi Beispiller hei, Här President, weiderféieren. Si illustréiere kloer, datt mer mat der Steierreform méi Kafkraft ginn hunn an net einfach eppes zréckginn hunn, well: Firwat hu mer dat gemaach? Mir wëllen, wou et dem Land elo besser geet, datt all d'Leit, och déi breet Mëttelschicht, och um Wirtschaftswuissentum deel kann huelen. Och duerfir hu mer déi Steierreform gemaach.

An ech bedaueren et och wierklech, Här President, ech kann et och net esou richteg verstoën eigentlech, firwat besonnesch déi gréissen Oppositiounspartei...

► **Une voix.**- Déi gréisse Partei!

(*Interruption*)

► **M. Eugène Berger** (DP).- ...déi gréissen Oppositiounspartei - och, och - , datt se där Reform net konnt zoustëmmen. Ech mengen, domader hätte se awer och derzou bäägedroen, sech och solidaresch gewisen, fir de Leit am Land dobaussen Entlaaschtungen entgéintkommen ze loessen.

A wann ech mech och un d'Ried erënneren, et ass nach net esou laang hier, vum Här Roth vun der leschter Woch. E war eigentlech ganz konstruktiv, dat wëll ech och hei ervirhiewen. En huet do eng ganz Rei Saachen, och Elementer vun eiser Steierreform appréciéiert. An och a sengem Artikel 2015 am "Wort", de 14. August 2015, ech hunn et virdrun nach eng Kéier nogelies, huet en eng Rei Iwwerleeungen eigentlech agefouert, déi och an déi Richtung goung wéi dat, war mir elo an der Steierreform geschriven hunn.

Och duerfir verstinn ech net esou richteg, firwat den Här Roth eigentlech eis Reform do net matgedroen huet. Ech fannen dat e bësse schued.

(*Interruption*)

Et wiele jo nach aner Ursache gewiescht, fir se ebe matzestëmmen, well ech wëll och nach eng Kéier énnersträichen, Här President, datt et awer och eng Steierreform ass, déi méi Gerechtegkeit bréngt. Et ass eng cibleéiert, sozial selektiv Steierreform, well d'Erliichterunge sech op déi kleng a mëttel Akommesse konzentréieren. Déi kleng Akommesse gi prozentual am meeschten entlaascht. Een, dee weineg Steiere bezilt, bezilt der mat der Steierreform och prozentual gesinn nach vill manner.

Och hei zwee Beispiller. Erém dat vu virdrun da mat den 23.000 Euro d'Joer brutto. Dee bezilt 63% manner Steieren. Huele mer dann en anert Beispill. Dat ass dat, wat een da vläicht eischtter schonn als déi breit staark...

(*Interruption*)

...Schéllere bezeechent, bei 100.000 Euro brutto d'Joer. Dee bezilt nämme 5% manner Steieren.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Wéi vill Euro?

► **M. Eugène Berger** (DP).- An dann hu mer nach...

Här President, wann den Här Reding wëll schwätzten, kann e sech jo aschreiwen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Hei ass eng Plack hänke bliwwen.

(*Interruption*)

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, dat ass richteg.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Voilà. Sou, Här Berger, Dir hutt elo ganz eleng d'Wuert. Wann ech gelift!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Mir hunn d'sozial Selektivitéit awer och virun allem doduerjer erabreucht, an dat huet eis vläicht och énner-scheet vun där Propos vun der CSV, datt mir grad mam CIS, ech soen, gespillet hunn, datt mer dee moduléiert hunn an ebe fir déi kleng a mëttel Akommessen, mä virun allem fir déi kleng Akommessen, datt mer deen do verdubbel kritt hunn. No uewen iwwer 80.000 Euro kritt kee méi den CIS.

Ech wëll awer och nach eng Kéier rappeléieren, datt egal wéi déi, ech hu gesot, déi staark, déi breit Schéller, oder wann een och wëll déi "iewesch Gehälter" nennen, datt déi awer nach wie vor nach déi grouss Steierzueler hei am Land sinn, datt si nach wie vor de Gros vun de Steieren hei am Land bezuelen. Dat huet och eppes fir eis mat sozialer Gerechtegkeit ze dinn. Duerfir hu mer jo de Spézesteiersaz och nach licht adaptéiert.

Mä och hei, fir némmen eleng bei deem Beispill vun 100.000 Euro ze bleiwen an der Klass

1: Déi kréie keen CIS. Déi bezuelen némme 5% manner Steieren. Et sinn der, déi wëllen, datt dat nach manner wier. Mä op där anerer Sait muss een awer émgedréint soen: Wann Der an d'Tabell kucke gitt, déi bezuelen nach am Joer 25.500 Euro Steieren. Et soll een also net mengen, datt déi also elo nääscht méi bezuelen. Wann een dat elo géif mat den énneschte Gehälter verglächten, muss een also einfach soen: Déi kruten och eng Entlaaschtung, mä se bezuelen awer nach émmer ganz vil Steieren.

(*Interruption*)

Den Här Roth, vläicht wëllt e mer elo soen, datt en awer nach nodréiglech d'Steierreform wëllt stëmmen.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Neen. Mä grad aus deem dote Grond, Här Berger, hu mer déi Motion erabreucht iwwert d' "stock-options". Well Der sit mat recht: Een, deen 100.000 Euro verdéngt, dee bezilt scho 25.000 Euro Steieren an engem Stot. Dat ass will! Dat ass eng Millioun därl aler Lëtzebuerger Frang.

► **M. Alexander Krieps** (DP).- Dat ass awer scho laang hier.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- A grad aus deem dote Grond fanne mer et net ubruecht, dass nach wieder die Regimm vun den "stock-options" besteet, well déi Leit, déi verdéngt wäit méi! A vun hiren 100.000 Euro, déi se da weider verdéngten, als Joresprimm ausbezuelt kréien, hunn déi 83.000 Euro Rescht, an déi Leit, déi 100.000 iwwert d'Joer verdéngten, wou Der gesot hutt, déi bezuele fir all 1.000 Euro, déi se weider verdéngten, 430 Euro Steieren. Dat hu mir net an der Rei fonnt. An den zweete Punkt, do ginn ech lech och net ganz recht, quritte dass ech lech da bei de Steierkreditter zoustëmmen, dat ass dat,...



zousätzlech komme bei allegueren déi Leit, bei déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft.

An d'Steierreform kënnt och de Betriber entgéint an och do hu mer gekuckt: Soll een et do sozial Selektivitéit nennen? Dat ass vläicht net esou evident. Mä do setze mer den Taux progressiv erof. Et sinn der, déi wëlle vläicht méi wäit goen. Mä mir mengen awer, datt mer domadder eis Betriber kompetitiv behalen. An op där anerer Sät awer d'Start-uppen, déi kleng Entreprisen, déi kucke mer, selektiv méi ze énerstéten.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

An dann, schlussendlech wëll ech awer och drun erénnern, datt een awer och muss vu positive Retouren ausgoen duerch d'Steierreform. Et ass jo esou, datt dann d'Kafkraaft, datt dann d'Leit awer méi Suen hunn, datt mer also kënnten dovunner ausgoen, datt mer och e gewësse Retour an eis Geschäft, an eis Ekonomie kréien. Dat wäert also d'Ekonomie ukuerbeln, an de Statec, dee geet vun Zuelen aus, datt mer ronn 0,25%, mengen ech, e Plus vun eisem PIB hätten duerch d'Steierreform.

An ech mengen, dat soll een och am Hannerkapp behalen, wann een iwwert de Käschtepunkt diskutéiert, wou d'Steierverwaltung eigentlech och eng virsiichteg - mat deenen Zuelen, déi mer nach émmer awer huelen -, datt do d'Steierverwaltung eng relativ virsiichteg Berechnung gemaach huet, well se eigentlech all déi Effeten, déi Retouren an d'Ekonomie nach net mat agerechent huet.

Jo, d'Zuelen. Et ass virdru vu mengem Virriedner vill doriwver diskutéiert ginn. Ech wëll wierklech net méi ze vill drop agoen. Awer nach eng Kéier kuerz zum Avis vun der Zentralbank, deen d'lescht Woch oder virun zwou Woche fir Opregung gesuergt huet. Ech muss och soen, datt et awer vu verschidde Säite vläicht ze vill héichgespilt ginn ass, déi d'Zuele géintene gesat hunn, amplaz ze kucken, ob se net vläicht éischter complémentaire waren. Bon, et huet och vläicht deen een oder aneren arrangéiert, fir da kënnten ofzelenke vu méi esenzielle Punkte vun der Steierreform.

Mä d'Differenz erkläert sech grésstendeels duerch eng énnerschiddlech Methodologie. Wann ech gelift, kommt, mir sinn einfach éierlech! Ech mengen, et ass net: Deen een huet recht, deen aneren huet recht. Et sinn zwou verschidde Methodologien. Déi Methodologie, déi de Finanzminister vun der Steierverwaltung iwwerholl huet, dat ass och eigentlech déiselwecht oder genee déiselwecht, déi och scho virun 2013 benotzt ginn ass.

An ech wëll och hei nach eng Kéier soen: Ech op alle Fall vertrauen nach wie vor der Steierverwaltung zu honnert Prozent! Déi maachen dat mat der néideger Seriositéit, dem néidegen Know-how. An de leschte Joren hu se dat och émmer gemaach. Si hunn émmer relativ genau, heiansdo vläicht souguer ze virsiichteg do Previsiounen opgestallt. A mir hu jo gesinn, datt mer heiansdo wierklech gutt Punktlanzung gemaach hunn.

Egal wéi, Rendez-vous d'nächst Joer Dezember 2017, da gesi mer dann, wéi dat war. Ech mengen, eben och bei der Exekutioun vum Budget, do huet och d'Steierverwaltung, d'Finanzverwaltung, déi hunn do och émmer rich tegleean.

An d'Fro steeet jo nach émmer am Raum: Kann ee sech déi Steierreform leeschten, ouni datt mer dann a Schwierigkeete komme mat eisem Budget? Fazit ass: Mir kënnten eis déi sozial selektiv Reform leeschten, ouni datt eis Finanzen aus der Bunn geroden. Dat soe mir, dat seet awer och den FMI, dat seet och d'Kommissiou, d'Kommissiou vum Här Juncker. An och mat déser Steierreform bleiwe mer kloer an den europäesche Virgaben.

Mä net némmen, datt mer mat déser Reform an den europäesche Virgabe bleiwen - haut de Moien huet de Finanzminister och schonn déi eng oder aner Statistik oder Zuelen do op den Dësch geluecht -, mir krute souguer och nach mat der Steierreform eng, géif ech scho bal soen, Musterschülerzensur, mir kruten eng ganz gutt Zensur ausgestallt am Verglach mat anere Männer. A mir bleiwen och mittelfristeg op der Spur mat eise Finanzen duerch eisen OMT, eisen Objectif à moyen terme, dee mer vu Bréissel virgeschriwwen kruten.

Ech muss awer dann nach eng Kéier, de Spriecher vun der CSV ass zwar de Moment net do, mä en huet awer do e gudden Adjoint Caporal do setzen.

**(Hilarité)**

**D. Roy Reding (ADR).- Lieutenant-Colonel.**

**D. Eugène Berger (DP).-** Jo, d'Juncker-Kommissiou huet eisen OMT revidéiert. Se freet elo, datt mer eise Solde structurel op minus 0,5 solle setzen. Firwat ass deen erofgesat ginn? Well d'Kommissiou deen nei definéiert huet, opgrond vun neien Entwicklunge bei der laangfristeger Entwicklung am Beräich vun der Altersversürgung, déi elo énnner anerem méi positiv ausgesait.

En anert Element ass awer och, Bréissel huet och agesinn, datt een an däi aktueller Konjunktur soll investéieren, et soll een investéieren an der europäescher Gemeinschaft. An dat soll een och hei zu Lëtzebuerg maachen an dat maache mer elo hei mat deem Budget. An dat maache mer och, well mer den OMT dann esou setzen, wéi Bréissel eis en eigentlech virginn huet.

An ech war awer, erlaabt mer, erstaunt, datt elo den OMT kritiséiert ginn ass. Et ass einfach... Vläicht war der grésster Oppositiounspartei eng Gaffe passeiert, mä mer hu prezis, et war keen techneschen Amendement, prezis hu mer gesot, vun 2016-2020 géif en nei festgluecht op minus 0,5, mä se hunn dee matgestëmt. Et war vläicht eng Gaffe, se hunn och vläicht elo virausgekuckt a geduecht: Et weess een ni, et kann een emol op enger anerer Sät setzen, da kéint et och vläicht interessant sinn.

Mä wat ech och wëll soen: Och mat deem neien OMT bleift d'Regierung awer, oder mat eiser Planifikatioun bleiwe mer awer iwwert deem Zil, dat Bréissel eis gesat huet: 2017 plus 0,8; 2018 0,2, 0,3; 2019 och an dann 2020 0,9. Dat heesch, do hunn ech awer och verstanen, datt mer do d'Kritäre vun dem Fraktionspräsident vun der CSV géifen anhalen. Hien huet gesot, et misst awer da wéinstens, wa mer elo schonn op en anere Wee ginn, bei 0,25 leien. Also, do leie mer dann net wäit aus dem Wee. Da kënne se also dann awer och, géif ech soen, mat eis do d'accord sinn.

An déi minus 0,5% sinn och keen absolutt Zil. Dat ass eigentlech déi Grenz, déi énnesc Linn, déi mer eis festleeën. An, wéi gesot, ech hunn et elo mat den Zuele gewisen, mer bleiwen awer émmer wäit oder wéinstens e Stéck driwwer, bleiwen also an den Normen vun der grésster Oppositiounspartei, wéi si dat propoiséiert.

An de Statsrot confirméiert och, datt mer dat Objektiv elo de Bréisseler Virgaben urechnen (veuillez lire: upassen). Och de Statsrot seet, datt mer mat eiser Statsschold, wou mer 30% vum Räichtum ugesat haten, datt mer do och ganz wäit drénner sinn an datt mer also do och op däi gudden Bunn sinn.

Här President, ech hat schonns déi positiv Konjunktur ugeschwat. Dat wëll ech och émmer eréem soen, datt déi natierlech och matgespilt huet. Et sinn och ganz vill Efforte vun der Regierung gemaach ginn. Déi positiv Konjunktur spilt och mat. Dat soll een net verleugnen. Laut däi leschter Nott vum Statec 3,7%, d'Previsioune fir d'nächst Joer 4,2%. An da muss een awer wéissen, vu wou een hierkéent. 2012 ware mer nach bei 0% an dat huet deemoools, do ware mer eis och all eens, kee gutt fonnt. Kommt, mir sinn also frou, datt mer do op däi Schinn sinn!

An och en anere Kritär, dee vläicht net esou an der Diskussiou bis elo ervirgestrach ginn ass, dat ass dee vum Aarmutsrisiko. Den Aarmutsrisiko 2015 ass zréckgaange vu 16,4 op 15,3 par rapport zum Joer virdrun. Fir mech ass dat awer och e klengt positiv Signal, et ass och en Indicateur, datt et hei zu Lëtzebuerg eréem besser geet.

**D. Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Här Berger!**

**D. Eugène Berger (DP).-** Madamm Presidentin, ech mengen, den Här Gibéryen ass agedroen, da kann hien herno dozou och Stellung huelen.

**D. M. Gast Gibéryen (ADR).-** Ech wäert dat scho maachen, Här Berger!

**D. Une voix.- Très bien!**

**D. Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Gutt. Här Berger, fuert virun!**

**D. Eugène Berger (DP).-** Trotz deenen Zuelen, deene positiven Zuelen an der Konjunktur, sinn ech ee vun deenen, an net eleng, dee seet, mer musse wuechtsam bleiwen. Dat hunn ech schonn a mengem Budgetsrapport 2014 gesot. Ech hunn do émmer gesot, mer missten oppassen: Eng Éclaircie, also eng Opteitung, mä eng Wollek ka schnell kommen! Och dat soll een hei am Hannerkapp behalen, wat déi eng oder aner Evenementer an der Welt sinn, déi Krisen op deene verschidde Punkte vun eisem Planéit.

Ech denken och drun: Wou steiert deen neien amerikanesche President hin? De Brexit, bréngt dee positiv oder negativ Effeten? Dat ass och

nach net definitiv gewosst. Vläicht kuerzfristeg, net laangfristeg. Mä egal wéi, dat ass an däi grousser Welt.

Madamm Presidentin, ech wëll hei wierklech an dësem Kontext, dem internationalen, mä och am nationale Kontext zur Konjunktur eng kloer Ausso maachen. Wa mer wëllen, datt et jiddwerengem hei zu Lëtzebuerg weiderhi gutt geet, da brauche mer och weiderhi Wuesstum zu Lëtzebuerg.

Ech deelen awer och d'Suergé vun de Leit, déi mat engem Wuesstum zesummenhänken, deen onkoordinéiert wier; engem Wuesstum, deen ze staark op engem Zouhuele vun der Population géif baséieren; engem Wuesstum, bei deem net déi néideg Begleetmoossnamen a Saache Logement, sozial Ofcécher, Beruffsperspektiven oder Liewensqualitéit geholl géife ginn.

D'Leit maache sech do net onberechtegt Sueren driwwer, well wann een och zréckkuckt, da muss een de Constat maachen, datt déi lescht 20 Joer et net émmer esou gaangen ass, d'Land net émmer esou gewuess ass wéi dat, géif ech emol soen, optimal fir d'Land gewiescht wier. Dat ass, well mer de Wuesstum - an ech schléissen do jiddwerekken an, jiddwerekken souz schonn emol op däi enger oder op däi anerer Sät vum Dësch -, datt mer deen net émmer richtig begleet a gelenkt kruten, oder vläicht heiansdo guer net gelenkt kruten.

Ech denken do zum Beispill un d'Landesplanung, den IVL 2003 souz ech op däi Sät, wou ech do mat un deem Projet geschafft hunn, mä duerno huet ee gesinn, datt awer d'Plans sectoriels onendlech Zäit geholl hunn, datt mer herno nach hu misse Gesetzer ännernen, wat och Zäit gebraucht huet. An herno si mer eigentlech vum Développement dobaussen iwweranrant ginn a mir hate vläicht do net fréi genuch d'Jalone gesat an eis dee richtige Kader ginn.

Mir hunn an deene leschten 20 Joer e Bevölkerungswuesstum vu bal 40% gehat. D'Aarbechtsplazen an deem Zäitraum hu sech bal verduebelt. An ech mengen, dat kann net, an eisen Aen op alle Fall, net d'Zil sinn, fir datt dat elo nach eng Kéier déi nächst 20, 30 Joer esou weidergeet. Ech hu Wuesstum gesot, mä esou e Wuesstum, do hu mir och Schwierigkeiten domadder.

Och déi Zuel vun 1,1 Millioun Awunner soll een net als fataalt an onauswächlech Schicksal ugesinn. Klammer op: Ech hoffen, datt mer nach all iergendwéi 2060 dann dobäi sinn, fir ze kucken, wéi et ausgaangen ass. Klammer zou. Mä déi Prognos vun 1,1 Milliard...

**(Interruption)**

1,1 Millioun. Dat ass mat deene villen Zuelen. Déi 1,1 Millioun Awunner...

**D. Une voix.-** Et sinn d'Nullen.

**D. Une autre voix.-** Jo, d'Nullen.

**D. M. Eugène Berger (DP).-** ...2060 ass eng reng mathematesch Prognos, well do déi nei Elementer vun dem Ageing Report mat agefloss sinn.

A vläicht eppes, wat interessant ass, wat énnegaangen ass, och an der Cofibu, muss ech soen: De CNFP, dee jo haut och hei méi wéi eng Kéier zitéiert ginn ass - an dat wëll ech och hei soen, deem seng Kompetenz an Neutralitéit ech op alle Fall net als President vun der Cofibu a Fro stellen, dat wëll ech hei kloer gesot hunn -, mä de CNFP huet eng Zuel, vläicht kennen déi, déi do an der Kommissiouneistung waren, eng Zuel vun 850.000 Awunner avanciéert an eihet sech do op aner international Gremie beruff, déi domat och Correcteur spiller. Einfach némme fir ze soen, dat ass och eng Zuel, déi an der Diskussiou do opkomm war.

Madamm Presidentin, de Claude Haagen - deem ech och ausdrécklech, ech hunn et nach net gemaach, fir säi Rapport Merci wëll soen a félicitéieren -, huet, wéi all Rapporteur dat mécht, e perséinlechen Akzent gesat. An duerfir huet hien, op alle Fall hunn ech et esou eraus gespuert, de Sujet Wuesstum awer als ee vu sengen Akzenter a sengem Rapport gewielt.

Ech mengen, dat ass e pertinente Choix, deen e gemaach huet, wann een d'Suergé an d'Diskussioune vun deene leschte Méint dobausse bei de Leit, awer och d'Initiativen an deem Kontext vun der Regierung an deene leschte Méint do analyséiert. An och de Rapporteur éinnersträcht, datt Wuesstum kee Selbstzweck ass, mä Wuesstum muss émmer en Instrument sinn, fir méi Liewensqualitéit fir jiddwerekken hei am Land ze errechen.

An de Rapporteur huet och, de Claude Haagen huet och richtegerweis dorop higewisen, datt Lëtzebuerg eigentlech vill Erfahrung huet mat Changementen, sief dat mat deene gesellschaftlichen, deenen demografischen, deene wirtschaftlichen. En huet do e klengen Historique gemaach.

An d'Konklusioun ass jo eigentlech déi: Vill vum Succès vu Lëtzebuerg berout dorobber, datt mir bei neien Entwicklungen net de Kapp an de Sand gestach hunn, net Mauer, wann ech op mäi Sproch zréckkomme vum Ufank, net Mauere gebaut hunn, mä datt mer eigentlech versicht hunn, Wandmillen ze bauen. An duerfir huet eben d'Regierung och décideert, d'Zukunft ze préparerieren an net ze waarden, datt d'Zukunft passéiert.

An duerfir begréissen ech den Débat Rifkin an och d'Debatte ronderëm d'landesplaneresch Entwicklungen. Vill Aarbechtsgruppe sinn do geomach ginn an deem engen an an deem anere Feld, iwwer 300 Experten hunn diskutéiert. Et ass och eng Debatt gewiescht iwwert déi drëtt industriell Révolution, wat dat kéint bedeuten an esou weider. Also, et ass do awer wierklech och vill gekuckt ginn, fir sachlech un deen Dossier erunzegoen, fir Fakten ze sammelen, fir d'Leit, fir d'Société civile, wéi een dat och seet, fir déi mat anzebannen.

An do gesait een och, wann ee kuckt, déi drëtt industriell Révolution, do si sécher net alles nei Saachen. Do si Saachen, déi och scho paséiere respектив déi mer prépareriert hunn. Ech denken zum Beispill un d'Digitalisation. Dat wäert mat sech bréngen, datt do nei Aarbechtsplazen entstinn, datt der eventuell och vläicht a Gefor sinn.

Och an deem Kontext, muss ech soen, muss ee sech all déi Froe stellen. Ech stelle mer déi och, besonnesch als Liberalen, wéi et mam perséinlechen Datenschutz ass. Well wa mer op émmer méi eng grouss Digitalisation ginn, do solle mer also mat Virsiicht och erugoen an den Dëfir an Dergéint och genau ofschätzen.

Mir kënnten awer, wéi gesot, feststellen, datt mer an enger ganzer Rei Beräicher gutt opgestallt sinn, zum Beispill mat eisen Datazentren oder dem Développement vun de FinTech, awer och schonn an anere Beräicher, ech denken un d'Elektromobilitéit, wou mer och ganz vill Efforte maachen.

An deem Rapport Rifkin leien eng ganz Rei, e Koup voll Iddien um Dësch. Déi kënnten net, müssen net all realiséiert ginn. Mä et sinn awer interessant Piste fir ee méi nohaltege Wuesstum hei zu Lëtzebuerg. A mir mengen, och do, an deem Kontext, muss ee jo de Kader vun der COP21, also och vum Klimaschutz am Kapp hunn.

Wéi gesot, d'Regierung huet elo Etüden, Diskussionen lancéiert. Si huet awer och schonn eng Rei Moossnamen an Ugréff geholl. Ech hat Der elo scho genannt. Ech kéint och nach "energy internet", ech kéint nach d'Förderung vu konkrete Projeten, "circular economy" am Norden, énnner anerem, ernimmen an esou weider.

Eis Konklusioun zur Zukunftsdebatt ass déi, datt mer eise Wuesstum also besser a méi nohalteg sollen organiséieren. E Wuesstum schafen, deen, éischtens, idealerweis manner op Emploi berout, op Aarbechtsplaze mat méi Plus-value. E Wuesstum, dee fir héich Liewensqualitéit hei am Land suert an e Wuesstum, deen och d'Zukunft vun den nächsten Generationen ofschätzen.

A wann ee vun Zukunft schwätzt a vun intelligentem, nohaltege Wuesstum, dann ass d'Politik och gefuerdert, da muss d'Politik och kloer Zeeche setzen, kloer Jalone setzen, net némme an de Rieden, mä dann och kloer bei dem Budget. An dat ass dat, wat mer jo och maachen hei mat dësem Budget, datt mer soen, wat mir fannen als Regierung, als Koalition, datt dat dat Wichtegst ass, do wëlle mer investéieren, well mer mengen, datt dat do de Wee ass fir nohaltege Wuesstum. An duerfir hu mer och hei eis Prioritéité festgeluecht.

Ech mengen, fir d'Eischt muss een emol soen, iwwerhaapt: Mir investéieren, éischtens, ganz vill an d'Zukunft, an déi no Zukunft. D'Investissementer lieie bei engem Rekordniveau vun 2,3 Milliarden Euro. Si ginn och konstant, dat huet de Finanzminister haut de Moien illustréiert, si gi konstant erop. An et muss een och soen: Investitiounen si keng



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

Wann ee kuckt, 2013 huet den deemolege Premier, deen elo Kommissiounsresident ass, eigentlech och schonn datselwecht gesot. 2013 hate mer en Defizit beim Zentralstat, mengen ech, vun 1,3 Milliarden. Ech hat elo virdrun am Historique vum „Lëtzbuerguer Wort“ gelies, ech liesté wéi Der gesitt, ech hunn op alle Fall elo nach déi Zuel am Kapp, 2013 wier op alle Fall den Defizit do bei 1,3...

## (*Interruption par M. Gilles Roth*)

Dann hunn ech eng falsch Informatioun aus dem „Wort“. Dat kënnt net oft vir, mà egal.

Wat ech wéll soen, Madamm Presidentin, ass, datt op alle Fall och schonn den Här Juncker, deemoools a senger anderer Fonctioun, och deemoools schonn dofir plädéiert huet, datt een och soll méi investéieren. An dat ass dat, wat mir maachen. An déi héich Investissementer an eisem Budget, déi ginn awer trotzdem positiv aviséiert, duerch d'Bank, vun enger ganzer Rei Avisen, déi och de Rapporteur opgezielt huet an déi een och da kann noliesen.

Ech hu gesot, d'Politik muss dann also kloer de Kader setzen am Budget. Wat sinn do fir eis eng Rei vu Prioritéiten? Eng vun eise Prioritéiten ass d'Mobilitéit, an dëst aus guddem Grond, mir hunn do Nohuelbedarf. Dat brauch ee kengem hei ze soen, dee moies oder owes am Trafic, soen ech emol, diplomatesch ausgedréckt, stécht. Mir müssen also den Transport nach méi effizient maachen, mer müssen e méi schnell maachen, mer müssen e méi bequem maachen, fir datt dat dann och wierklech déi Alternativ gëtt fir d'Automobilisten.

A konkret hu mer, mir schwätzen also net némmen dovun, konkret hu mer am Budget do d'nächst Joer eng ganz Rei Saache virgesinn. Ech wéll se net all opzielen, awer trotzdem e puer: Ech mengen d'Gare am Pafendall mam Funiculaire, 36 Milliounen, dee wäert och 2018 prévisiblement färderg sinn, den Tram, déi nächst Tranche, d'Multimodal-Plattform zu Beetebuerg, 42,8 Milliounen, ech hat elo net émmer d'Zuele genannt, weider Investissementer an de Vélo, Bus, Émstigsplattformen, an esou weider.

Eng aner grouss Prioritéit ass a bleift de Logement. Dir wësst, dat ass keen einfachen Dossier. A well et fir eis eng Prioritéit ass, énnersträiche mer dat och op en Neits erém am Budget 2017. Dee Budget ass déi lescht Jore schonn eropgaangen, e geet nach eng Kéier ém 4% erop op 210,2 Milliounen Euro. Dat ass virun allem, fir nei Logementer ze finanzéieren, awer fir och déi éischt nei Projeten, zum Beispill d'Frichen am Süden, kënnten unzegoen.

D'Klimabank, déi wäert och kommen. Déi wäert elo den Donneschdeg gestëmmt ginn.

## (*Interruption*)

D'Klimabank ass jo eigentlech och e Prinzip, deen och nei Weeér geet. Ech wéll elo net alles soen, well soss lauschtet en Donneschdeg kee méi dem Här Hahn an dem Här Lamberty no.

## ► Plusieurs voix.- Aah!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Mä wat ass de Prinzip vun der Klimabank? Ech mengen, hei gëtt jo de Modell vun den Hëllefen ergänzt duerch e Prefinanzement. Firwat? Fir datt mer de Leit hëllefen, fir datt se hir al Haiser energetesch sanéieren. An et ass jo och domadder, wou se am Endeffekt Sue spueren. Wa se manner Energie brauchen, spuere se och Suen. Dat sinn also Mesuré géint d'Energiearmut. Do kënnt dann och d'gratis Energieberodung, de Guichet unique an esou weider. Wéi gesot, en Donneschdeg kommen dann nach eng Kéier d'Detailier.

Mä an deem Projet vun der Klimabank, ech hunn dat och oft a menger rezenter oder an deene leschte Joren émmer erém gesot, bei der Klimabank, do hu mer eigentlech némme Gewënnner! Mir hu Gewënnner, well d'Leit Sue spueren, well se a gutt isoléierten oder a sanéierten Haiser sëtzen. Se spueren also Suen, d'Leit am Portmonni. Mir schafen nei Aarbechtsplazien oder nei Créneau fir eis Betriber. De Stat huet manner Kyoto-Strofen zu bezuelen. An am Endeffekt gewënnt d'Klima doduerjer och!

Aner Mesuren am Logement: D'Subventions de loyer, déi mer schonn émgésat hunn, déi vläicht nach net iwverall esou ukomm sinn, wéi mer dat wëllen. Do wollt de Logementsminister och nach eng Kéier en Hoff maachen, fir datt dat nach besser bekannt gëtt.

Ech wollt och nach eng Kéier erënneren un déi steierlech Mesuren, déi mer an eiser Steierreform gemaach hunn, och am Beräich Logement, besonnesch och fir déi Jonk: Véiereltaux, Bauspueren, Abattementer an esou weider.

Dann, Madamm Presidentin, wa mer wëllen an d'Zukunft vun eisem Land investéieren, da musse mer och op eis Kanner an eis Jugend setzen. Dat ass eigentlech eng Evidenz. Mä da

muss een dat och konkret weisen, datt een net bei deene wëllt spueren. An duerfir ginn och ganz héich Investissementer gemaach an d'Befreiung, d'Förderung, an d'Schoul awer och an d'Familljen.

Ronn 15% also vun den Ausgabe vun eisem Budget 2017 fléissen a Mesuré vum Ministère vun der Éducation, Kandheet a Jugend, wéi en elo heescht. Zum Beispill plus 26 Millioune fir d'Chèques-services, plus 22 Millioune fir d'Éducation plurilingue vun de Kanner, d'Lycéesreform, d'Qualitéitskritären an der Kannerbetreuung an esou weider.

An ech wéll nach eng Kéier et och hei énnersträichen, déi multilingual Fréiförderung, déi kënnt den Hierscht 2017. De Minister Meisch, dee wollt do net an d'Blant erafueren, wéi dat emol an der Vergaangenheit vläicht mat aneren Neierungen, beim Précoce deemoools, de Fall war. Et si fir d'Éischt Pilotprojete gemaach ginn, do sinn Experienze gesammelt ginn an déi kënnten elo dann an e kohärente Modell afleissen, fir dat dann 2017 flächendeckend émzesetzen.

Am Beräich vun der Famill gëtt och investéiert, dat ass och e wichtegen Akzent, plus 49 Millioune fir d'Allocations familiales, plus 42,9 Millioune fir de Congé parental, de Congé parental, deen e bësse méi Flexibilitéit bréngt, besser finanziell Konditiounen. Dat neit RMGs-Gesetz, wou mer investéieren, wat och e Gesetz ass, dat net déi Leit bestrooft, déi erém lues a lues och versichen, an den Aarbechtsmarché ze kommen.

A wann ee vun Zukunft schwätzt, jo, da wéll ech awer och nach eng Kéier de Fonds souverain kuerz an Erënnerung ruffen. D'Grondiddi ass déi - datt net, wéi dat es virdrun awer iergendwéi zwéschent den Zeile virgeworf ginn ass, datt mer elo alles géife verpolveren, datt mer alles méi schnell géifen ausginn, wéi et géif erakommen -, neen, hei ass eigentlech d'Grondiddi, datt mer en Apel, dee faméisen Apel fir den Duuscht, op d'Sait leeë fir déi nächst Generatiounen.

A mir sinn eigentlech awer déi éischt Regierung, déi esou e Fonds souverain agefouert huet. Et huet eng Kéier misse gemaach ginn an dat geet iwvert d'Symbolik eraus. De Moment si schonn 132 Milliounen dran. D'nächst Joer kommen nach eng Kéier 50 Milliounen derbäi, vläicht nach e puer vun anere Recettes extraordinaires. An de Fong huet jo och elo eng kloer Investitiounstrategie, déi een online fënnt.

Neiastellung beim Stat. Och dat si fir eis Investitiounen an d'Zukunft vun engem modernen an effiziente Stat, deen am Déngscht vum Bierger schafft. De Stat schaft d'nächst Joer 1.000 nei Posten. Firwat? Ech hat elo grad insistéiert virun zwou Minuten, datt ee muss a seng Kanner investéieren. An duerfir gi bei den Neiastellung méi wéi d'Halschent an den Enseignement.

Mir hunn esou vill Erausforderungen an de Schoulen an déi si grouss, Stéchwieder hei: Méisproochegkeet, Heterogenitéit vun de Schüler, mir brauche méi individuell Betreuung. Duerfir setze mer en Akzent bei den Neiastellungen am Enseignement.

100 nei Poliziste ginn énnér anerem agestallt, well och d'Sécherheet... Mir liewen an Zäiten,

wou dat och méi am Fokus stéet a well et och wichteg ass, datt mer Leit um Terrain hunn.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Här Berger, wann Der erlaabt, den Här Roth wollt just eng Fro stellen.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Eng kleng.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Eng kleng. Merci. Dir hutt elo de Fonds souverain uge schwatz. Mä sinn déi Suen, déi an dem Fonds souverain sinn, sinn déi affectéiert un de Fonds souverain, dat heescht, si se aus dem Budget erausgesat, fir do op e Kont gesat ze ginn?

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Jo.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Oder si se just konkabilitéitsméisseg affectéiert?

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Et ass vläicht éischter, Madamm Presidentin, eng Fro un de Finanzminister. Deen huet awer, wann ech dat konnt mam lénken Am a Bléckwénkel gesinn, d'Zoustëmmung zu deem gesot. Also dat ass d'Äntwert op Är Fro.

(**M. Mars Di Bartolomeo** reprend la présidence.)

Gutt, Här President, kuerz e Wuert nach zu de Gemengefinanzen. Mat eiser Reform vun de Gemengefinanze kréien d'Gemenge vum Stat 110 Millioune méi. Si bréngt also méi eng, mir soen, gerecht Opdeeling. Sécherlech waren do Diskussionen, wat wéi gerecht kéint sinn. Absolut Gerechtegkeit ass hei émmer ganz schwierig.

Mä do wéll ech awer och énnersträichen, datt de Finanzminister och dofir gesuergt huet, datt

keen eppes verléiert. D'Gemengen hunn also d'nächst Joer insgesamt méi Suen, fir ze investéieren, wéi se dat nach 2015 haten.

Och hei - war et och den Här Roth, neen, ech mengen, et war en anere Spricher -, mà och hei bedauere mer och e bëssen, datt d'Opposition déi Gemengefinanzen net matgestëmmt huet. Et sinn awer Suen, déi de Gemengen zegutkommen. Dir hat lücht aner Kritären. Mä et hätt een awer och do kënnten e Wee fannen, wann een déi och éischter gehat hätt, datt een dat zesumme gemaach hätt. Et wier awer flott gewiescht, wa mer do zessummen hätte kënnten deene Gemengen all déi Suen zoukomme loessen.

Här President, d'Wirtschaft dréit gutt an da muss de Stat als Employeur och seng Verantwortung iwwerhuelen. An dat soen ech och: Als DP hu mer do och émmer Kloertext geschwatz. Jo, et gi Verbesserungen an der Fonction publique, wann d'wirtschaftliche Eckdaten stëmmen. An dat ass elo de Fall. Dat ass elo de Fall! Duerfir huet dës Regierung en Accord salarial mat der Fonction publique getraff, dee ganz räsonabel ass, mat enger Primm vun 1% d'nächst Joer an enger Punktwärterhéjung vun 1,5% 2018. An och d'lessenszoulag gëtt dann erhéicht. Wéi gesot, mir hunn déi wirtschaftliche Eckdaten, déi dat och erlaben.

Ech wéll awer och an deem Kontext rappeléieren, datt mer méi wéi jee - méi wéi jee! - och gutt Statsbeamte brauchen, datt mer op déi ugewise sinn. A mir hu vill, ganz vill gutt Statsbeamten, déi fir eis schaffen.

Wann een némmen denkt - ech menge jiddwereen, deen dat schonn eng Kéier gesinn huet - un déi Aufgaben, déi verschidde Beamte müssen zu Bréissel erleedegen. Do huet een eng Armada vu Beamten, zum Beispill aus deene grousse Länner wéi Däitschland, Frankräich, do sëtzen 20, 30 Topbeamten, déi do den Dossier suivéiere fir de Minister an him zouschaffen.

Mir hu fir déiselwecht Aufgaben, an heiansdo musse mer et méi schwéier verteidegen, een, zwee Beamten, fir dat némmen als Beispill ze huelen, datt dat der sinn, déi gutt sinn. Et ginn och vill aner gudden, mà déi muss een awer och dann deementspriedend kënnten, wann et d'Konditiounen erlaben, belounen.

Här President, ech wéll och zum Schluss nach eng Kéier op déi grouss Efforte vum Finanzminister a Saachen Transparenz a kloer Presentatioun vum Budget verweise. Ech hu gesinn, wéi et alt emol a Jore virdru war, wéi et elo ass an der Cofibu. Ech muss soen, datt mer awer ganz vill Donnéeën geliwwert kréien, Zuele geliwwert kréien an der Cofibu. Heiansdo, bon, da muss ee fir d'Éischt froen, da mussen d'Verwaltungen Zait kréien, dat ze maachen. Mä do kréie mer awer ganz vill geliwwert.

Och den Internetsite: Wann ee vun Transparenz schwätzt, ass dat och, fir dem Bierger d'Saache méi no ze bréngen. Déi liesen net némmen eis Budgetsdebatten oder de Budgetsrapport, déi wéllen awer och eng ganz Rei Saache vläicht méi einfach zougänglich henn. Och do, mer hunn do Internetsitten, déi ganz iwwersichtlech sinn. Bei der Steierreform ass dat och de Fall. An ech fannen dat awer wierklech gutt Initiativen, fir eben och dem sougenannten Normalbierger méi Abléck a méi Zugang dozou ze ginn.

Här President, ech kommen zum Schluss, fir nach eng Kéier ze soen: Mat dësem Budget 2017 erkennt d'Regierung d'Zeeche vun der Zait a si iwwerhëlt hir Responsabilitéit. Duerfir baut se net Mauer op, si konzentriert sech net drop, fir den Defizit eleng ofzebauen, wéi dat d'Opposition haaptzáichlech gefuerdet huet.

A vläicht awer e Wuert... Virdrun, ech muss awer soen, wann ech d'Konklusioun vum Spricher vun der gréisster Oppositionspartei héieren hunn, dann huet e vill mat den Zuelen hin- an hierjongléiert. Hien huet awer éischter, muss ech soen, Mauere gebaut. Ech hunn net méi ziele kënnten: Neen zu..., neen zu..., neen zu..., neen zu.... „Neen zu“, eigentlech géint alles, wann ech dat richteg notiéert hunn.

Also, déi Mauer, Här President, welle mir net bauen. D'Regierung notzt dee gudde Wand an hält déi richteg Décisiounen, andeems si massiv an d'Zukunft vu Lëtzburg investéiert. Dëse Budget ass och dee richtegen, well mer de Leit am Land däitlech méi Kafkraft ginn an eis Betriber méi kompetitiv maachen. Duerfir wäert meng Fraktioun dëse Budget stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV)**.- Bal esou gutt, wéi wann den Här Graas se gehalen hätt.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Berger. Den nächsten ageschrifwene Riedher ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech suergen emol e bësse vir. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un der Aschätzung vum Budget, do scheede sech d'Geeschter. Dat war freier net anesch wéi haut, a jee nodeem ob an der Majoritéit sëtz oder an der Opposition sëtz, gesäit een de Budget anesch, obwuel et jo komescherweis déiselwecht Zuele sinn, déi ee kommentéiert. Jee nodeem, dat huet een dëst Joer och an den Avise gesinn, ob een dat duerch de Patronatsbréll kuckt oder de Salariatsbréll kuckt, schätzt een och dëse Statsbudget 2017 verschidden an.

An et ass jo erstaunlech, dass den Haapspricher vun der CSV hei ausschliisslech Zitater vun der Patronatschamberen uegefouert huet, fir d'CSV-Theesen ze énnermaueren, an net eng Kéier a senger Ried vun iwwer engen Stönn iergendwellech Referenz gemaach huet op déi dach gutt fundéiert Avisen och vun de Salariatsvertrieber. Et ass erstaunlech fir de Spricher vun engen Vollekspartei. Et schéngt, wéi wann et déi eng an déi aner Leit am Vollek géife ginn, vun deenen d'Avise méi zielen, ee wéi deen aneren.

Jee nodeem ob een och duerch den nationale Bréll kuckt oder den europäische Bréll kuckt, gesäit een, och dëst Joer besonnesch, dëse Budget vläicht anesch. De Budgetsminister huet haut de Moien, en huet dat och scho gemaach bei der Presentatioun, de Budget als Budget vun dem qualitative Wuesstum, der Solidaritéit an der Kompetitivitéit bezechent.

De Budgetsrapporteur, mäi Fraktiounskolleeg, de Claude Haagen, deem ech hei ausdrécklech wéll Merci soe fir seng intensiv Aarbecht iwwert déi lescht Méint op deem heite Budgetsprojekt, deen huet duerch die Budget bezechent als e Budget am Déngscht vun engem nohaltegen an engem inklusive Wuesstum.

Vun der Oppositioun sinn et Reaktiounen ginn: „Dat do ass e Wahlbudget!“ Do ass de Budget dann Ausdrock vun engen irresponsabeler, haut ass gesot ginn „engen liuchtfankeger“ Finanzpolitik. „Et ass keen Zukunftsbudget!“ An eng Sensibilitéit hei am Haus huet an deem Budget einfach némmen e weideren Austeritéitsbudget entdeckt, wat erstaunlech ass bei engem Wuesstum vun den uerdentlechen an ausseruerdentlechen Ausgaben an der Héicht vun iwwer 5%. Dat doet wär a kengem Land op der Welt en Austeritéitsbudget. Anscheinend wann een eng Kéier eppes behaapt, da muss een déiselwecht Litanei émmer erém widderhuelen, och wann d'Realitéit entre-temps eng aner ginn ass.

Bei also der Begeeschterung op däri engen Sait an der virulenter Kritik op däri anerer Sait ginn heiansdo d'Nuancé verluer. An ech kéint mech hei beméien, also net elo eesäiteg dat heiten Dokument ze kucken, mà probéieren, och déi eng oder aner Nuance an der Appréciatioun hei mat eranzebréngen, déi d'Realitéit einfach och erfuerert.

Ech wéll awer gläich soen, dass an den Ae vun der LSAP-Fraktioun dee Budgetsprojekt 2017 e gelongene Budget duerstellt, dee grad an dësem Moment déi richteg Prioritéit setzt. Do soen ech un éischter Plaz - och dat ass eppes, wat ech komplett vermesst hunn hei an der Interventioun vum CSV-Vertrieber -, d'Steigung vun der Kafkraft vun de Leit, vun der Kafkraft vun den Haushalter.



Wellen hannendrun, war deen op 1,5 Milliarden Euro erofgefuer ginn, wat nach gutt 3% deemoools vum PIB ausgemaach hat. Do ass also e grosse Sprong no uewe gemaach ginn.

Insgesamt steigen d'Statsausgaben, wa mer se elo korrigéieren an déi aussererdentlech Elementer eraushuelen, am nächste Joer ém gutt 5%. Dat läit an der Linn vun der Steigerung, wéi mer se och schonn déi lescht Jore kannt haten, bei 4 bis 5%. Dat ass also dee Rythme de croisière, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dee mer eis natierlech awer némme kenne leeschten duerch eng Croissance, déi och hei grad zu Lëtzebuerg duebel esou héich och an Zukunft wäert sinn - 2016, 2017, 2018 -, wéi dat am Schnëtt an der Eurozon de Fall ass. Dat bleift also en däitleche Plus, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. An déi dote méi favorabel Entwécklung vun der Wirtschaft mat all deem, wat dat och vu Steiere generéiert, ass jo eng grouss Erklärung, firwat dés Regierung déi Politik hei mat deem Budget 2017 iwwerhaapt ka maachen.

Dés Budgetspolitik vun engem liichten Iwwerschoss also am Gesamtstat an engem an eisen Aen akzeptabelen Defizit beim Zentralstat ass net némme konform zu eise Budgetsregelen, mä se entspréct och den europäesche Virgabien. Dat hunn all Instanzen, déi eigentlech dat dote musse kontrolléieren, a besonnesch déi iewescht Instanz aus der Europäescher Kommissiou, bestätigt an hiren Avisen, dee se zum Budgetsprojet fir 2017 ofginn huet a wou se gesot huet, datt Lëtzebuerg konform ass zu deenen obligatoresche Regelen, déi sech fir all Land imposéieren.

A Lëtzebuerg gehéiert zu enger Minoritéit - Minoritéit! - vu Länner an der Europäescher Unioun, déi díe dote Konformitéit kann an Usproch huelen. An iwwregens hunn och aner national Gremien datselwecht festgestallt, datt se zwar Detailpunkter kritiséiert hunn, datt se en Orientéierungssémschwong, dee si mengen ze erkennen, kritiséiert hunn. Dat wéll ech gutthalen, mä et dierf een awer vun der Haaptaussu net oflenken, déi och e Conseil d'Etat gemaach huet, deen och e Conseil national des finances publiques gemaach huet, dass Lëtzebuerg konform ass a konform ass op déi ganz Period gekuckt bis 2020, wat d'Element jo vum Pluriannuel ass.

An och ech wéll, änlech wéi de Minister dat de Moie gemaach huet, och e puer europäesche Statistike berméien, fir och d'Plaz vu Lëtzebuerg nach eng Kéier kloerzemaachen an dem Feld vun de Länner vun der EU respektiv vun der Eurozon. An do gehéiert Lëtzebuerg zum Spëtzepeloton; net zum Spëtzepeloton vum Scholdemaachen, mä zum Spëtzepeloton vum wéineg effentlech Schold maachen. Do gehéiert Lëtzebuerg weiderhin zum Spëtzepeloton, wat den Équilibre vum Gesamtstat ugeet, an et gehéiert net zum Spëtzepeloton, wat den Defizit am effenteleche Secteur ugeet.

Mat der Schold leie mer, wa mer um Enn vun dëser Period sinn, no deenen neisten Zuelen, déi de Minister de Moie présentiert huet, souguer ennert dem Niveau, deen mer 2013, also am Ufank vun dëser Period haten. Am Ufank, déi éischte Projektion hat éischter gesot, mir géifen op engem änlechen Niveau landen. Mir wäerten drénnner landen no deene leschte Berechnungen.

An domat si mer Nummer 2 weiderhin an Europa. Estland ass do schwéier nach anzhuelen. Mä do féiere mir natierlech dee ganze Rescht vum Peloton un; Nummer 2. Mir waren et a mir bleiwen et natierlech an där Positioun vun Nummer 2 an Europa.

Wat den Iwwerschoss ugeet, ware mer schonn 2015 Nummer 1 an Europa. Mir haten deen héchsten Iwwerschoss, wat de Gesamtstatsbudget ugeet. An dat wäert sech och net fundamental änneren.

De Minister huet nach de Moie gewisen: Wat d'effentlech Investissementer ugeet, si mer zwar net d'Nummer 1, wat de Pourcentage ugeet, mä mir leien awer däitlech iwvert der europäescher Moyenne. A besonnesch si mir déi, déi an deene leschte Joren déi effentlech Ausgaben am meeschten eropgedréckt hunn. Do si mer absolutt d'Spëtz an der Europäescher Unioun.

Alles dat weist, dass déi Schwaarmolerei, déi hei systematesch vun enger gewéssener Sait vum Haus bedriwwen gëtt, sécherlech an där doter Form net ze akzeptéieren ass. Kriticke kann een an deem engen oder deem anere Punkt maachen, mä déi pauschal Veruertellung ouni Nuancé vun där Finanzpolitik vun dëser Regierung, dat ass einfach lâcherlech. Dat entspricht alles anerem wéi de Réalitéiten.

### (*Interruption*)

Wat dat méttelfristegt Budgetsziel ugeet, eng wichteg Komponent jo och an den europäesche Budgetsregelen, esou gëtt dat all dräi Joer frësch festgesat. Hei hat ee bal den Androck, wéi wann elo d'Lëtzebuerger Regierung sech hei verflucht hätt fir déi nächst 20, 30, 40 Joer. Déi ginn all dräi Joer, esou wëllen et d'europäesch Regelen, festgesat opgrond vu Berechnungen, déi vun europäesche Stelle gemaach ginn, vu Propositionen, déi d'Kommission da mécht. An 80% vun de Länner hunn déi Propositionen akzeptéiert.

Ech wéll drun erënneren, dass déi viregt Regierung ee Moment konfrontéiert war mat enger Proposition vun der EU-Kommission, fir eist deemolegt méttelfristegt Budgetsziel op plus 0,75% eropzeseten. Wat huet déi deemolegt Regierung énner CSV-Féierung gemaach? Si ass op Bréissel gepilgert an huet erreicht, dass dat Zil manner streng ausgeriicht ginn ass.

Haut an der Opposition ass et der CSV net streng genuch. Wéi se an der Regierung waren, hu se alles gemaach, dass solle manner streng Regele vun Europa festgeluecht ginn! A schlussendlech ass déi Proposition vun der Kommission opgrond vun neie Berechnungen deemolets op plus 0,5% vum PIB da gemaach ginn. An d'Regierung war némme frau, dass se dat dann dee Moment konnt akzeptéieren.

Dés Regierung mécht eigentlech náscht aneres, wat och déi viregt Regierung gemaach huet, wat déi meeschti Regierung maachen, mä si seet awer och, dass déi minus 0,5 vum PIB fir si zwéngend sinn, juristeschi zwéngend sinn, mä politesch den Équilibre eigentlech ustriewenswäert ass, de strukturellen Équilibre ustriewenswäert ass, deen en net kann émmer genau vlächt errechen. Mä et soll een do net all Margen, déi een huet, vlächt ausschéppen an den Équilibre eigentlech vum strukturelle Budgetsaldo gesamtstaatlech ustriewen. Et ass och dat, wat mir als LSAP-Fraktiouneigentlech fir richteg fannen.

Dëse Budget muss virun allem awer an eisen Aen interpretéiert ginn a bewäert ginn an enger deelweis neier Orientéierung vun der europäescher Wirtschafts- a Budgetspolitik. An et schéngt mer, wéi wann do déi gréissste Partei am Land an am Universum déi Entwécklung net richteg matkritt hätt.

### (*Interruption*)

Et ass erstaunlech, zemoools elo misst jo en direkten Drot zum President vun der Europäescher Kommission bestoen, dee jo nach am Ufank vun dëser Legislaturperiod hei den Haupspréicher war vun der CSV, deem seng Haapsüerg et sengerzäit an der Ried war, nozeweisen, dass dës Koalition eigentlech náscht aneres géif maachen, wéi d'CSV och gemaach hätt, an elo d'CSV just wéllt de Contreire beweisen, dass dës Regierung awer just de Contreire mécht vun deem, wat d'CSV eigentlech émmer wollt maachen.

Ech verstinn d'Welt net méi. Bon, den Här Juncker ass zu Bréissel, déi aner Leit si weider zu Lëtzebuerg. Jiddwereen iwwerhëlt d'Verantwortung fir déi politesch Aussoen, déi e mécht.

### (*Interruption*)

Ech wéll awer drop opmiersam maachen, och un d'Adress vum Här Wiseler, dee mech elo hei énnerbrach huet, dass se...

### ► Plusieurs voix.- Ooh!

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ah, ech sinn dankbar, wann ech énnerbrach ginn. Ech sinn dankbar fir Froe virun allem, zemoools wa se d'Vergaangenheit betreffen.

Ech mengen, et därf awer kengem eigentlech, dee guude Wéllens ass, entgaange sinn, dass den Här Juncker himself an den Här Moscovici als ee vun de responsabile Kommissären e kloren Opruff gemaacht hunn u Länner wéi Däitschland, wéi Holland, wéi Estland, wéi Lettland, wéi d'Slowakei, Malta a Lëtzebuerg, siwe Länner insgesamt, fir elo - elo, 2016! - hire budgetäre Spillraum ze notzen, fir effentlech Investissementer eropzeseten, fir doduerjer matzehélfen, duerch déi konzentriert Aktioun, fir den europäesche Wuesstum méi robust ze maachen, a fir doduerjer och ze héllefen, och dee Chômage, deen nach émmer vill méi héich läit wéi am Ufank vun der Kris, endlech erém däitlech eropzedrécken. A ganz kloer och dat mat der Maßgab, dass dat och ka bedeuten, dass méi Scholde vun deenen eenzelne Länner gemaach ginn.

Dat ass jo genau dat, wat d'CSV hei net wéllt agesinn! Fir si si Scholden a priori eppes Schlechtes. Si schwätzte vun enger Scholdespiral,...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Här Bodry, ech hunn náscht géint d'Investitionsefforte gesot.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- ...déri nach émmer amgaange wär an déi se esou dronke mécht,

dass se eigentlech net gesäit, dass déi Scholdespiral, déi et net gëtt, mä selbstverständliche wäert et och nach an Zukunft effentlech Scholden ginn, egal wat fir eng Regierung dann d'Responsabilitéit an dësem Land wäert hunn, fir ebe kënnen énner anerem déi ambitiéis Investitionspolitik do ze maachen.

Europäesch Instanze verlaangen net, dass méi gespurt gëtt, wat d'CSV och nach haut de Métteg an déser Debatt als Haaptmessage no bausse ginn huet.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Här Bodry, ech hunn den...

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Den Haaptmessage war: Et muss méi gespurt ginn!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Här Bodry, hunn ech iergendeppes gesot géint déi Investitionsefforten?

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Den Här Wiseler huet hei als Spriecher vun der CSV gesot,...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- ...verschiede Kreditter géifen ze staark an d'Luucht goen. En huet allerdéngs vergiess ze soen, wat fir eng Kreditter e prezis mengt, déi dann esou staark an d'Luucht ginn a wat net akzeptabel wär.

D'Spuerpoltik, déi nach vlächt virun e puer Joer préconiséiert ginn ass vun der Europäescher Kommission a vun den europäeschen Instanzen, ass net méi déi Politik, déi momentan préconiséiert gëtt, well eben dee schwache Wuesstum, deen ze schwache Wuesstum, dee mer an Europa hunn, an der Eurozon hunn, muss eropgedréckt ginn duerch Initiativen, déi konzentriert verschidden national Länner hunn, déi díe dote Margen hunn. A Lëtzebuerg huet mat déi gréisse Marge, fir do ze handelen - dat weisen och europäesche Statistiken -, fir ze héllefen, dass et insgesamt an Europa soll besser goen an deenen nächste Joren.

Mir därfen also net hei de Feeler maachen, reng national déi Budgetspolitik ze kucken, mä déi schreift sech an an eng nei politesch Strategie, wéi se an der Europäescher Unioun definiert ginn ass. An aus deem Gesichtspunkt hier ass dat heiten e richtige Budget, deen dëse Moment hei presentéiert gëtt.

Mä d'Europäescher Kommission ass net eleng, fir eigentlech deen dote Wiessel ze préconiséieren. Deeselwechte Message geet och vum Internationale Währungsfoong aus. Deeselwechte Message, nozeliesen am "World Economic Outlook", Oktober 2016. Deeselwechte Message geet aus vun der OCDE, vun énner anerem hirer Generalsekretär - an ech wéllt dat kuerzt Zitat awer hei uféieren -, deen en Appell gemaach huet u sämtlech Staten, wou e Folgendes seet: «Dans le contexte actuel des faibles taux d'intérêt, les responsables de l'action publique ont une occasion unique d'activer plus activement les leviers budgétaires pour stimuler la croissance et réduire les inégalités, sans compromettre les niveaux d'endettement. Nous les appelons instamment à le faire.»

Abee, dës Regierung, dës Koalition mécht dat doten. Si verweigert sech net deem internationalem Appell. Si surget derfir, dass d'Nofro gestärkt gëtt duerch déi Steierreform, duerch eng Émverdeelung, duerch méi Geld, dat jiddwereen wäert zur Verfügung hunn, énner anerem och, fir ze consomméieren. A si mécht et och, andeem si d'Kompetitivitéit vun den eenzelne Betriber stäerkert an andeem se héich effentlech Investissementer ferdert.

Dat ass also genau déi Politik, déi konform ass zu eisen nationale Regelen, déi weiderhi konform bleibt zu de budgetäre Regele vun der Europäescher Unioun, déi awer elo voll am Trend läit vun der Reorientéierung vun der europäescher Wirtschafts- a Budgetspolitik, wéi se elo gefrot gëtt.

Bei eis sinn d'Compteuren 2013 net stoe bliwwen. Dës Koalitionen denkt weider, beweigt sech weider a bleift net op der Plaz stoen, well se och weess, dass déi Austeritéitspolitik, déi an eenzelne Länner gemaach gëtt, net hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. Hei ass ni Austeritéitspolitik gemaach ginn. Dëi Leit, déi dat behaften, wéissen net, wat eng Austeritéitspolitik ass. Dëi ass och net vun der viregter Regierung gemaach ginn.

Mä et ass d'Austeritéitspolitik, déi an eenzelne Länner gemaach huet, et ass dat éiwegt Spueren, dat émmer némme kontabelsméissegéit Oepeenzel-Zuelen-Kuchen, ouni dee politesch Hannagrond ze gesinn an ouni de soziale Misäär ze gesinn, dat dat Ganzt provozéiert, et ass dat, wat an d'Mauer gefouert huet an eenzelne Länner. Mir müssen eins dach lassléise vun dä Politik! An et kann dach net sinn, dass mer hei eng schlecht Lëtzebuerger Kopie wëlle maache vun dä doter Politik!

Mä et ass d'Austeritéitspolitik, déi an eenzelne Länner gemaach huet, et ass dat éiwegt Spueren, dat émmer némme kontabelsméissegéit Oepeenzel-Zuelen-Kuchen, ouni dee politesch Hannagrond ze gesinn an ouni de soziale Misäär ze gesinn, dat dat Ganzt provozéiert, et ass dat, wat an d'Mauer gefouert huet an eenzelne Länner. Mir müssen eins dach lassléise vun dä Politik! An et kann dach net sinn, dass mer hei eng schlecht Lëtzebuerger Kopie wëlle maache vun dä doter Politik!

► **Une voix.- Très bien!**

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Zu de Scholden - och e Kritikpunkt vun der Oppositoun. Ech soen hei náscht Neies. Ech hunn dat schonn an e puer Rieden hei émmer erém widderholl. Scholde sinn a priori náscht Gudden an náscht Schlechtes. Et muss ee just kucken, firwat déi Scholde gemaach ginn a wéi se nohalteig eigentlech ze verkraafte sinn.

Wann déi Schold esou gemaach gëtt..., wat hei awer zu Lëtzebuerg de Fall ass, wat ee Moment an der leschter Period fir 2013 a Fro gestallt war, duerfir huet jo müssen nogerüst gi bei engem Budgetsprojet, deen den Här Frieden sengerzäit proposéiert hat, a wou den Här Wolter sidéréiert war iwwert dat, wat do als Proposition komm war, dunn hat et ee Moment ausgesinn, wéi wa mer méi missé léine goen, wéi de Stat direkt Investissementer dat Joer géif maachen. An dunn huet deen däfte d'Koalition zu e puer Leit gesot: „Dat do geet net! Dat kann et net sinn!“

Mä dës Regierung, déi brauch dat net gesot ze kréien. Déi respektéiert deen dote Kritär! Si respektéiert e fir 2017. Wann ee seet: „Ronn eng Milliard gi mer léinen, op därf anerer Sait hu mer awer direkt an indirekt Investissementer an Héicht vun 2,4 Milliarden“, dann ass dat dote Problem.

An de Finanzminister huet de Moie jo erviergechten: Wann een déi ganz Period kuckt, dann ass eigentlech vun den Investissementer némme ee Véierel iwwer Emprunt géigefinanziert, an dräi Véierel ginn duerch Eegemétele vum Stat opbruecht während dä ganzer Period. Dat si ganz vernüfteg Tauxen, déi een och am Gemengesector erémfent, déi een op anere Plazen erémfent. An ech mengen, dass dat keng onverantwortlech Politik ass, mä dass et eng verantwortlech Politik ass, déi déi Regierung hei mécht.

Dat zemoools, well ee momentan zu ganz gënschtege Bedéngunge ka léine goen. Also och déi effektiv Charge de la dette, d'Scholdelaascht, déi all Joers da spilt, wann en d'Zénser zréckbezilt, déi mécht hei eigentlech minimal eppes aus. A souguer, wann elo eeler Emprunten oflafen, refinanziere mer eis wahrscheinlech zu méi gënschtege Konditiounen, wéi dat am alen Emprunt de Fall war; soudass also éischter d'Scholdelaascht nach erofgeet, wann een op deen dote Wee geet.

An d'Regierung läit sécherlech och richteg, dass se praktesch vun den Zénserosegekeet vun haut profitéiert, wa se eigentlech iwwert d'Ligne-de-crédite fier, fir also momentan Engpass iwwert deen dote Wee ofzedecken an net direkt en Emprunt ze lanceéieren.

Ech wéll et nach eng Kéier hei soen, well och hei erém d'Steierreform frësch opgeworf ginn ass: Dës Steierreform gëtt net méi an net maner op Pump finanzéiert wéi déi Steierreform virdrun. Ob dat d'Steierreformen énner CSV/DP vun 2002 waren, ob dat déi vun CSV/LSAP an de Joren 2008 an 2009 waren: Kuckt lech d'Zuele vun deene Budgeten dono un! Kuckt lech d'Zuele vun deene Budgeten 2003 an 2004! Kuckt lech d'Zuele vun deene Budgeten 2009 an 2010! Do gesitt Der, dass do Milliarde vun deene Regierungen deemolets hu musse geléint ginn, fir Lâcher ze stoppen am Budget!

Et hätt een och kënnen soen: „Majo, dat war alles falsch!“ Et war awer eng grouss Begeeschtrung. 2009, mengen ech, war souguer Eestëmmegkeet hei. D'ADR, déi ganz kritesch ass zu der Steierreform: Eestëmmegkeet, 9% einfach Berengiegung vum Tariff vun der Lounsteier. Dat war guer kee Problem. Et ass deemolets d'Etiquette „ant



dass d'CSV eigentlech dës Steierreform net matgedroen huet. Si ass an der Orientatioun net wäit ewech vun deenen Orientatiounen, déi mer bei fréiere Steierreformen haten. Si ass méi sozial gerecht. Dat däerft jo d'CSV net stéieren, déi elo plétzlech an der Opposition do nach wéllt drooleeën op deem dote Punkt.

Ech hu just vergiess, dem Här Spautz sain Amendement iwwert d'Erfoszung vun der Solidaritéitssteier nach eranzébréng. Dee war verluer gaange bei der Preparatioun vun däreschter Sitzung.

Well ech mengen, dass déi Steierreform u sech richteg ass. Haut hu mer héieren, dat war mer net ganz kloer, well et jo an däri doter Form net egal ass, wie vun der CSV zu deem Thema schwätzt, wie vun hire finanzpolitisches Spricker - si hunn der vill - da schlussendlech dat Richteg seet. Ass et den Här Roth, dee kee Problem hätt, wann esou eng Steierreform 600 bis 800 Millioune géif eigentlech kaschten? D'Relance ass him dat wäert. Haut si mer vum Här Wiseler fir d'Esicht gewuer ginn, dass fir d'CSV vläicht d'Halschen vun deem, wat d'Regierung ausgëtt, dat heescht also ronn 200, 250 Millioune, dat wär, wat fir d'CSV anscheinend akzeptabel ass, opgrond vum Avis vum Internationale Währungsfong.

Wann ech awer alles esou kucken, wat an d'Diskussioun geháit ginn ass vun hinnen, dann, mengen ech, dass mer vill méi no bei deem Zenario vum Här Roth géife landen, wéi mer schlussendlech bei deem vun der Regierung sinn. Dat alles ass net kohärent! An ech verstinn och, firwat dass d'CSV dëst Joer d'Optioun geholl huet, haapsächlech mat engem Riedner hei opzetryied, wéi se dat och scho gemaach huet bei der Steierreform.

Et ass, mengen ech, dat muss ee soen, wann een deenen aneren andauernd virwérft, si wären net kohärent, et géif hei Zickzackkurs goen, wann ech elo wierklech kucken, wat déi eenzel Stellungname sinn, wat dem Här Mosar seng Virstellungen nach sinn,...

### (*Interruption*)

Wann d'Regierung seet, d'Erfoszung op 18% vum Taux vun dem IRC, also d'Besteierung vun de Revenue vun de Betriber, géif 100 Millioune manner erabréng, an den Här Roth seet: „Mir mussen op 15% goen“, da riskréiert dat, méi deier ze ginn, well d'Erweiderung vun der Assiette, déi kénnt jo de toute façon iwwert d'Émsetting vun BEPS. Et gëtt also och net méi bëlle!

An alles elo wéllen op d'Kaart ze leeë vun den „stock-options“, bon, dat fannen ech scho politesch gewot vun der CSV hiren Säit aus. Well d'„stock-options“, dat ass jo och scho virgerekent ginn, waren e Bestanddeel vun der Steierreform 2002. An deem Kader ass d'Circulaire geholl ginn. Dunn ass zu Lëtzebuerg eigentlech de System vun den „stock-options“ énnner engem CSV-Finanzminister agefouert ginn. A wahrscheinlich ass et hei esou gaangen, wéi et bei der CSV och bei der Logementsproblematik gaangen ass: Se ass vun den Zuelen iwwerrullt ginn. A schlussendlech gesäit se, dass se eppes ganz Schlechtes gemaach huet.

A wou se an der Opposition ass, seet se grad zum opportune Moment: „Dat dote muss mer elo ofschafen“, nodeem se eigentlech, wéi se an der Regierung war, bereet war, zwar ze reforméieren, mä awer iwwert d'Ofschafe mat der CSV sengerzáit net ze diskutéiere war.

Mir wäerten eist op deem dote Punkt maachen. Mä ech mengen, et kann een net op däri enger Säit émmer méi fuerderen, méi Personal hei an do, méi Kreditter fir dëst a fir dat, a gläichzäiteg soen: „Et muss awer gespüert ginn, d'Kreditter ginn ze héich“, an net ze soen, wat fir eng Kreditter dat sinn, wou ee wéllt spueren, bei wiem ee wéllt spueren, wie vläicht méi muss bezuelen. Alles dat seet een net.

An da schléit sech de Virworf, deen un d'Regierungsparteie formuléiert ginn ass vun den rhetoresche Floskelen, wéi e Bumerang zréck un deejéinegen, deen net méi konkret gëtt, wann et drém geet, Alternativen ze presentéieren.

### (*Interruption*)

Ech war erstaunt, wéi ech den Här Wiseler héieren hunn hei an enger Ried vun engem Stonn 15 Minuten, eng Stonn 14 Minuten 30 ze schwätzen iwwert d'Positione vun der Regierung a genau 30 Sekonnen - ech si bal net derzou komm, et ze stoppen -, fir erfzerratteren, wat d'Alternative vun der CSV wären.

**M. Claude Wiseler** (CSV).- An ech sinn erstaunt, datt Dir lech méi mat der CSV auserneesetzt wéi mam Budget.

**M. Alex Bodry** (LSAP).- Elo kann et sinn, dass mer an der Suite vun den Debatten nach do méi Informatione kréien, mä op jidde Fall, mengen ech, dass elo de Moment gewiescht wär, wann een esou eng fundamental Kritik üübt un der Regierungspolitik, un der Budgets-

politik, wann ee seet, „et muss méi gespüert ginn“, wann ee seet, „d'Kreditter ginn ze schnell an d'Luucht“, wann ee seet, „d'Investissementer, déi müsse mer awer selbstverständliche op héijem Niveau halen“, wann een dann awer an all sektoriellen Debatten émmer méi freeet, da muss ee soen: Ass d'CSV dergéint, fir der Fonction publique eigentlech d'Gehälter unzepassen an enger Zäit, wou mer bei 4% Wuesstum sinn? Ass dann de Moment, fir ze soen: „Ah neen, Dir kritt násicht bái!“ Ass dat d'Position vun der CSV?

### (*Interruption*)

Ass et d'Position vun der CSV, well anscheinend sinn et jo déi lafend Käschten, déi se stéieren, déi wiere jo aus dem Gréff geroden. Wat sinn dann déi lafend Käschten? D'Fonctionnementskäschten? Mengt Der déi domat, déi missten nach weider erofgedréckt ginn? Mengt Der d'Sozialleeschtunge müssen erofgedréckt ginn? Dat kéint sinn. Dir hutt eng Unbeditung gemaacht, dass Der elo schonn direkt eng Pensiounsreform wéllt maachen. Wann Der esou schnell elo reagéiert, da wéllt Der dat jo, denken ech, maachen, well et müssen direkt elo Sue gespüert ginn. Wéi wéllt Der dat da maachen? Wéi gesinn Ar Virschléi dann aus, fir direkt déi Pensiounsreform hei ze maachen?

Ech mengen, et kann een net fundamental émmer némme kritiséieren a kritiséieren, deenen anere Leit virwerfen, si géife rhetoresche Floskelen gebrauchen, an da selwer datselwecht maachen, an engem schlémmere Mooss nach, well et onméiglech ass eigentlech, eng Debatt mat lech ze féieren, wann een net weess, wat Der wéllt. Mir wéssen, wat Der net wéllt, mä d'Land huet och d'Recht, gewuer ze ginn, wat Der wéllt, an am bescheten nach virun deenen nächste Wahlen an net no deenen nächste Wahlen.

### (*Plusieurs voix*).- Très bien!

**M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir hunn an deene leschten Debatte konkret Alternative bei de Reformen op den Dësch geluecht. Setzt lech mat deenen auserneen!

**M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech kommen op deen nächste Punkt. Dat ass d'Fro: Awéiwäit sinn déi Zuelen hei vum Budget glafwürdeg? Dat ass jo traditionell e Kritär, deen all Opposition gebraucht an deem eng Majoritéit sech eigentlech och natierlech muss stellen. Fréier hu mer dat emol genannt zur Zäit vun den Häre Rau a Colling, dat war d'Fro vun der Vérificité budgétaire. Zu däri Zäit - dat mécht een net méi jonk -, do war dat émmer e grouss Diskussiounsthema. A selbstverständliche spiltt dat eng wichteg Roll, besonnesch fir deen nächste Budget. Dat ass alles méi aléatoire, wann een dat natierlech méi mittelfristig kuckt. Do sinn dann einfach Previsionen, déi op gewëssenen Hypotheesen opgebaut sinn, wou een net sécher ass, dass déi Hypotheese sech och all wäerten esou bewahrheiten.

Et bleibt, dass et awer, wann ech et elo konkret kucken, ausser deenen Differenzen an de Berechnunge vun dem Impakt vun der Steierreform, eigentlech jo och do keng Contestatione ginn. Kee behaupt, dass d'Regierung hei falsch Zuelen agesat hätt. Et sinn déi richteg Zuelen.

A virun allem, wat fir d'Regierung schwätzt, dat sinn déi Ofschléiss, fir déi si schonn d'Responsabilitéit dréit. D'Budgeten 2014-2015 sinn ofgeschloss. A virun net allze laanger Zäit, virun e puer Stonnen, ass eestëmmeg de Compte général vum Exercice 2015 hei guttgeheesch gi vun der Chamber, wou eestëmmeg dës Chamber, och mat de Stëmme vun der Majoritéit (veuillez lire: Opposition), der Regierung, déi anscheinend soss násicht ronn bréngt, awer bei der Exécution budgétaire seet: „Richteg gemaach! Dir hutt Äre Budget richteg korrekt exekutéiert.“ Dat ass d'Discipline budgétaire; e wichtige Kritär, dee mer onbedéngt och net därfen...

### (*Interruption*)

Dir hutt awer,...

### (*Interruption*)

Elo hutt Der emol eng Kéier eppes Positives gesot. Elo ass dat och erém falsch.

**M. Claude Wiseler** (CSV).- Dir musst awer soen, wat d'Realitéit dovunner ass.

**M. Alex Bodry** (LSAP).- Dir hutt unerkannt, dass déi Beamten, awer och déi politesch Responsabel fir Aarbecht gemaach hunn, wat d'Exekutioun vum gestëmmte Budget ugeet. Ech hunn net gesot, Dir wiert mam Budget d'accord; selbstverständliche net. Mä Dir hutt awer domadder ex post och gesot: „Déi doten hunn déi Saach uerdentlech gemaach, wéi déi viregt Regierungen dat och gemaach hunn, déi viregt Ministeren dat och uerdentlech gemaach hunn. Dat erkennen ech un.“

**M. Claude Wiseler** (CSV).- An déi déi viregt Oppositiounen och émmer matgestëmmt hunn.

**M. Alex Bodry** (LSAP).- Stitt elo, wann ech gelift, och zu deem eemolege Geste, deen Der hei an der virweinhachtlecher Zäit hei gemaach hutt vun Unerkenning vun der Aarbecht!

Wat soen déi Konten? An et soll een awer och e Bléck op déi Konten do werfen, well dat jo awer och den Ausrock ass vun enger Politik, déi schonn émgesat ginn ass vun dëser Regierung. Déi weisen, dass déi awer och, a besonnesch 2015 an héchstwahrscheinlich och 2016, an engem Quasiéquilibre sinn. De Statsbudget, ech schwätzen hei net vum Gesamtbudget, d'Sécurité sociale an d'Gemenge mat dran, do ass e kloren, souguer e relativ héijen Iwwerschoss ze verzeechen, mä souguer wat de Statsbudget ugeet, d'Suergekand net eréischt vun de leschte puer Joer, de Statsbudget war schonn eigentlech ausser an Zäiten, wou mer 6, 7, 8% Wuesstum hatten, émmer e Suergekand, och wéi d'CSV d'direkt Responsibilitéit vun den Budgetspolitiken hat.

Kuckt emol e bëssen déi Zuele vun de leschte Joren no! Soubal mer do bei 3, 4% némme Wuesstum waren, dat heescht énnert der historischer Moyenne vun deene leschten 20, 25 Joer, hate mir eigentlech émmer en Defizit am Zentralstatsbudget, am eigentleche Statsbudget. Dat war och énnert CSV-Budgetsministeren net anescht.

Dat hu mer hei zum Deel och haut, mä zumindest huet dës Regierung et fäerdebruecht, praktesch den Équilibre ze henn. A wa mer d'Augmentation vun den Investissementer berücksichtegen, déi mer haten, dann hätt ee mat Spilles kënneñ hei, andeem e bëssen d'Investissementer no hanne gedréckt hätt, wann et gewollt hätt, formidabel Ofschléiss 2015 an och 2016 héchstwahrscheinlich presentéieren, andeem ee gewisen hätt: De Statsbudget ass am Équilibre.

An da verstinn ech, dass d'Regierung seet „Mission accomplie“, wat dëse Moment eigentlech ubeget. An da kénnt d'Reorientéierung eigentlech vun der europäescher Politik mat der Répercussionen eigentlech op Lëtzebuerg; besser Perspektive wat d'wirtschaftliche Entwicklung ubeget. Dat erklärt, firwat dass d'Regierung mengt, dass erém méi Sputt do ass, fir och eng vernünfte Verschöldung ze maachen, fir haapsächlech och méi Kalkraft können de Leit ze ginn a fir doduerjer och der Wirtschaft nei Impulser ze ginn an d'Investissementer weiherhin op engem gudden héijen Niveau ze halen.

D'Basisdonnée sinn erwäant ginn. Ech wéll net weider drop agoen. Et ass scho gesot ginn: Eis geet et haut objektiven Zuelen no - et ass just vum Här Wiseler an engem Saz unerkannt ginn - eigentlech besser enn 2016 wéi 2013. Et ass gutt esou; mer sollen eis all dorriwer freeën. Mir mussen och derfir suergen, dass dat weider esou bleift. Mir mengen, dass d'Regierung dat mécht. An d'Prognose weisen, notammt wat den Emploi ubeget, mat elo engem Wuesstum pro Joer praktesch ém 3%; et ass een emol fréier ausgaange virun e puer Joer vun 1,5 bis 2%; e Chômage, deen zréckgeet, an e Realwuesstum mat ém 4%; och bestätigt vun internationalen Institutiounen.

Dat gëtt eis sécherlech Sputt. An dat mécht, dass mer besser dosti wéi 2013, a virun allem vill besser dostinn, wéi mer 2013 gemengt hatten, dass mer 2016 géif dosten, wat och Aussoen erklärt vun deemoos, aus däri Zäit, a wat déi Aussoe vun haut an engem anere Liicht erschéne léisst.

An ech mengen, dass een also bei esou enger positiver Entwicklung net därf all Virsichtsregule verlossen. Dat mécht och dës Regierung net. Net dass se mengt, elo géif d'Manna némmen esou vum Himmel falen! An esou enger Situationi si mer leider och haut zu Lëtzebuerg net. An d'Regierung huet elo 2017 a fir 2018 eigentlech dee politesche Spillraum genutzt, dee se huet, haapsächlech mat der Steierreform, dem Eropsetze vun Investissementer, mat eenzelnen, deenen engen oder anere punktuelle Mesuren am soziale Beräich, am Familljebäräich, déi se geholl huet. Mä Sputt fir weider grouss Aktiounen, wat d'Dépenses ubeget, ass sécherlech net do bis zum Enn vun dëser Period. Dat soen ech och ganz kloer, och am Numm vun der LSAP.

Sou Margé kennen entstoen, wann op däri enger Säit méi erakénnt, wéi ee gemengt huet, respektiv op anere Plaze vläicht gekierzt gëtt, fir kennen eng Émverdeelung ze maachen, eng Reorientéierung vun enger Dépense ze maachen, méi geziilt vläicht am soziale Beräich géint eenzel Méssstänn virzegoen. Mä ze mengen, dass elo grouss Margen do wären, dat gëtt de Pluriannuel vun der Regierung net hier! Déi Margé sinn ausgeschépt. Ech mengen, dat muss also och déi Politik sinn, därem eis bis zum Enn vun dëser Period eigentlech och als Koalitioun verschreiwen.

Fir eis ass de soziale Volet vum Budget primordial, en ass essenziell. Mir hunn e Budget - dat

hänkt dovun of, jee nodeem, wat fir eng Liesaart, ob et national Kontabilitéit oder SEC 2010 ass -, do hu mer 4,2 Milliarden Transferte vun der Sécurité sociale an engem Total vu 17,9 Milliarden. Dat sinn 28%. De Sozialbudget, deemode wéi een en definéiert, mécht souguer iwwer 50% vum Gesamtbudget aus. Ech hunn hei eng Zesummestellung gemaach: Wann een déi Departementer hält, déi do drénnernalen - Éducation, Kanner, Jugend, Famill, Integratioun, Santé, Travail, Sécurité sociale an Entwécklungshélfel -, da kommen ech op 7,82 Milliarden Euro op engem Total vu ronn 14 Milliarden - dat do sinn déi national Kontabilitéitszuelen -, da si mer iwwer 50%.

Et gëtt och no SEC 2010 eng Berechnung, déi d'IGF gemaach huet, déi kénnt dann op 8,3 Milliarden Euro op engem Total vu 17 Milliarden. Et gesäit een also, wat den Impakt vum Sozialbudget ass, an deen Impakt, deen hält net of, deen Impakt, dee bleift staark, dee wísst weider liicht vu Joer zu Joer. Fir eis ass dat immens wichteg, dass de Stat weider en Haaptakteur bleift, wat sozial Transferten ubeget. Dat ass eng wichteg Garantie och, fir dass mer e staarke Sozialstat hei zu Lëtzebuerg behalen. Dat hu mer fäerdebruecht ze maachen.

Ech wéilt awer och - dee Budget hei musse mer gesamtstaatlech kucken - e Wuert zur Sécurité sociale soen a besonnesch zur Fro vun de Renten, wou jo och d'Rentefro erém vun der CSV hei eigentlech opgeworf ginn ass, wou si der Meenung sinn, dass mer direkt eppes missten un d'r Rentefro maachen.

Si waren och an der viregter Regierung mat derbäi, mir hu gemeinsam eng Rentereform 2012 décidéiert. Si ass opgrond vu gewëssene Berechnunge gemaach ginn. Mir si jo elo an Zéngjores-Période-de-couverture, an d'Zéngjoresperiod, wou elo d'Berechnung geet, dat ass déi vun 2013 bis 2022. Hei ass eng Téscherberechnung gemaach ginn, fir ze kucken, ob déi Hypothesen, op deenen d'Reform opgestallt war, sech bestätigt hunn, an ze kucken, wat dann elo d'Berechnunge sinn.

Et ass interessant, dat ze maachen - a wéineg Leit hunn dat bis elo gemaach, wann iwwerhaapt -, well ech och an der Press gelies hunn, deen neie Rapport, deen technesche Rapport vum Ministère vun der Sécurité sociale, vun der IGSS, deen hätt „brisant, explosiv“ Zuelen, déi wären doranner dran. Do duecht ech: Ma kuck emol eng Kéier, wat d'éisellecht Leit da publiziéiert hunn 2012, wat d'Basis war eigentlech fir déi Pensiounsreform, déi mer gemaach hunn. An do stellen ech fest, dass entgéint deem, wat den Androck ass, deen dobause soll geschürt ginn e bëssen, d'Situatioun haut besser ass, wéi dat gemengt gi war viru véier Joer.

Mir hunn eis dräi Alarmstufe virginn, géif ech gär soen, déi spiller: D'Date-butoiren, wat d'Sécurité sociale a wat hei am Besonneschen de Pensiounsregimm am Privatsecteur ubeget, dat ass déi éischt. Et ass dat: Wéini kénnt de Moment, wou mer méi Ausgaben hu wéi Einnamen an engem Joer, wat d'Pensiounen ubeget? Abee, do war gerechent ginn 2012, dat wär am Joer 2020. Elo seet d'IGSS: „Dat ass am Joer 2023“, dräi Joer méi spéit.

2012 ass gesot ginn: „Wéini ass de Moment, wou d'legal Reserv erreecht ass?“, 1,5-mol d'Joresausgabe vun der Pensiounen; do war gemengt ginn 2012, dat wär am Joer 2030 de Fall. Elo soe se: „Et ass am Joer 2035“, fénnef Joer méi spéit!

An da schlussendlech, fatale Punkt: Wéini sinn d'Reserves op



muss beschäftegen. Dat wäerte mer musse maachen, awer opgrond vun deene Berechnungen, déi da virleien. An elo do Hals iwwer Kapp ze soen: „Mir müssen haut a muer eng nei Pensiounsreform maachen!“, dat kann d'CSV maachen, mä dat wäert op jidde Fall d'LSAP net matmaachen!

E Wuert zur Gesondheetskeess: Mir wëssen, dass d'Gesondheetskeess, och opgrond vu Reformen, déi mer an der Vergaangenheit gemaach hunn, och opgrond vu méi Cotisationen, déi erakommen, en Einnameniwverschoss huet. De Stat investéiert weiderhi staark an deen dote Beräich vun der Gesondheet: mat 1,1 Milliarden d'nächst Jor. 234 Millionen Euro ginn an d'Fleegeversicherung vum Stat investéiert, 81 Millionen Euro si virgesi fir d'Mutualité des employeurs. Hei gesait een also, dass de Stat weider méi wéi seng Responsabilitéit iwwerhëlt, wat dee ganze soziale Beräich ugeet.

Wat mer bei de Pensiouné méi Angscht mécht, wat mer net däerfe ganz aus den Ae verléieren, dat ass och d'Fro vun de Pensiounen am éffentleche Secteur. Och déi mussé kënnen ofgeséchert sinn, och déi mussé kënnen finanzéiert ginn. An do, mengen ech, ass et esou, wann een eng Gesamtvue wéllt iwwert dat Ganzt hunn, da komme mer net derlaanscht, och an deenen nächste Joren aktuell Berechnungen iwwert deen dote Volet vun de Pensiounen ze maachen.

E Wuert zum Gemengesecteur, dem Gemengesecteur, dee sech traditionell an engem liichten Iwverschoss presentéiert. Wann een d'Vergaangenheit kuckt, wann een dat och, d'Projektionen elo, am Méjoresplang an d'Zukunft kuckt, dat entsprécht deene graffen Tendenzen, déi mer èmmer haten. An och do, mengen ech, setzt dése Budget en immens staarken Akzent, en Akzent, op dee vill Gemengevertrieber jorelaeng gewaart hunn, wou mer et net färdegruecht hunn, deen Akzent do éischer ze setzen.

Ech si perséinlich och wierklech houfreg drop, dass dës Regierung ènnert dem Impuls och vum Innenminister a mat der Complicitéit vum Finanzminister et färdegruecht huet, hei e Pak ze schnüren, dee politesch duerchsetzbar ass, doduerjer dass och d'Regierung décideert huet - eng politesch Décision vun dëser Regierung -, fir eppes dropzeleen, fir u sech - de Minister huet vu ronn 100 Millionen Euro geschwat -, eppes dropzeleen, fir eng méi gerecht Verdeelung vum Kuch téschent de Gemengen ze kréien a glächzäiteg awer och derfir ze suergen, dass keng Gemeng soll par rapport zum leschte Jor eigentlech un Einnam verléieren.

Et ass, insgesamt gesinn, net e perfekte System - dee gétt et an däri doten Opdeelung net, well d'Situatioun um Terrain esou grondverschieden ass, dass een net ka mat alle Kritären genau èmmer déi gerecht Léisung treffen -, mä awer oft méi gerecht wéi den ale System, an dat ass immens wichteg. Wichteg virun allem, dass de Gros vun den Einnamen och gekoppelt gétt praktesch un d'Awunner, eng ajusteert Awunnerzuel, mat soziale Kritären, dat bleift, mengen ech, e ganz wichtige Punkt.

Eis Gemengen hei zu Lëtzebuerg sinn iwwert déi Reform do ofgeséchert, si sinn nohalteg ofgeséchert a si bleiwen all liewensfäeg!

Kuckt lech emol un, wat dann an de Gemen gen esou ronderëm eis lass ass, wa se net grad un der Manna vu Cattenom hänken; wann ech dee Beräich emol ausklammere vun deene puer franséische Gemengen. Kuckt, wat an deene Gemenge lass ass! Kuckt, wat an den däitsche Gemenge lass ass! Virdrun ass jo och vum CSV-Spriecher hei Däitschland als Beispill genannt ginn. Kuckt den Zoustand vun hiren Infrastrukturen an Däitschland! Kuckt den Zoustand vun de Gemengen, vun hire Schoulen! Ech ka mech erënneren un eng Diskussioun, déi ech virun e puer Joren hat mat Gemengeverantwortlechen am Saarland. Déi hu mir gesot: „Dir schwätzt vum Bau vun neie Schoulen. Dat gétt et bei eis net méi. Mir kucken, wéi mer de Schimmelpilz aus eisen ale Schoulen erauskréien. Mir si scho frou, wa mer dat ronnbréngen!“

Dat ass d'Situatioun an anere Länner, am „Musterländle Däitschland“, wat een effektiv net däerf èmmer als Beispill zitéieren. An duerfir mengen ech, dass d'Regierung hei, dës Regierung, e ganz anere Wee geet. An et ass och richteg esou, dass se deen dote Wee geet!

D'Zentralbank huet gesot, dat war zwar ném men en Niewesaz, dass dése Statsbudget op räsonabelen Hypotheesen opbaut. An eigent lech, d'Europäesch Kommissioune seet náisch

aneres. Si seet: „2016 sinn d'Chiffere vun der Regierung virsichteg an 2017 si se optimistesch.“ D'Oppositioun ass eigentlech déi lescht dräi Jor net midd ginn, èmmer ze soen: „Àr Chifferen do, déi sinn eigentlech ze optimistesch.“ Bon, d'Realitéit huet gewisen, dass d'Regierung insgesamt gesinn eigentlech net ze optimistesch war, mä dass, mat Variatiounen natierlech vun engem op deen anere Punkt, grosso modo awer dat Resultat hinnen erauskomm ass, wat d'Regierung ugekennegt hat.

Dat beweist also, dass een och däerf optimistesch sinn, dass een och däerf net alles schwarz gesinn, dass een och däerf net alles klengrieden, mä dass mer och fir dëst Land Optimismus brauchen, dass mer mat Zouversicht eigentlech un déi Frausfuerderunge müssen erugoen! An dat spigelt sech och inhaltlech an dësem Budget erëm.

De Budget ass jo net némme d'Resultat, wat hinnen erauskénn, d'Équiliberen oder d'Déséquiliberen. Schonn, mä de Budget, dat sinn déi Dausende vu Kreditter, déi an engem Budget stinn. An déi ginn eigentlech bei eis an de Budgetsdiskussionen weider net méi diskutéiert. Mir wëllen dat jo méi staark erëm maachen am Débat sur l'État de la nation. Ech fannen dat och richteg, dass mer eis och do mat deene sektorelle Politicke beschäftegen. Nach wéll ech awer profitéieren, fir e puer Beispiller hei awer erauszeéien, déi sech aus deem heitte Budget erginn, mat de Prioritéiten och, d'é Regierung setzt op d'Schoul, op d'Ausbildung, op d'Sécherheet, besonnesch och wat d'Ästellung vun niem Personal ugeet.

Vun deene ronn dausend Leit, déi sollen nei agestallt ginn, geet iwwert d'Halschent op d'Education nationale. Dat ass also déi richteg Prioritéit. Déi ass jo och normal komm vun deene Besoinen, déi sech do erginn, opgrond vun dem Wuessen och vun der Schoulbevölkerung, vun der Offer, déi èmmer méi breet gétt, spezielle Besoinen, op déi mer mussen agoen. An echhoffen net, dass dat ee vun deene Kreditter ass, vun deenen d'Oppositioun mengt, dass déi ze schnell géifen an d'Luucht goen. Ech mengen, dass dat do noutwendeg ass, fir dat doten ze maachen.

Och déi honnert zusätzlech Posten, déi fir d'Police virgesi sinn, sinn, mengen ech, wichtig an dësen Zäiten an entspriechen jo och enger Fuerderung, déi eigentlech bal vun alle Bänken hei géaussert ginn ass an deenen Debatten, déi mer zu deenen doten Themen haften.

D'Budgetskreditter also fir Schlüsselberäicher, fir d'Prioritéite vun dëser Koalitioun, ginn däitlech no uewe gefouert. Dëse Budget huet e Réalwuesstum, wann ech d'Inflatioun erausrechnen, vun 3,7%, wat d'Ausgaben ugeet. Eng ganz Partie vu Kreditter ginn däitlech eropgesat. D'Familienzoulagen, déi wuessen èm 49 Millionen, den Elterecong mécht 43 Millionen méi aus. Den RMG schléit och mat 22 Millionen méi an dësem Budget zu Buch. Par contre gétt de Kredit vun de Loyerssubventionen eropgesat op 10 Millionen opgrond vun den Date vun dësem Jor.

Als LSAP maache mer hei kloer, dass dat fir eis awer net d'Enn vun der Diskussioun ass an dass d'Zil muss sinn, dass mer méi Leit ènnert d'Äerm këinne gräifen, wat d'Loyerssubventionen ugeet, andeem mer d'Kommunikatioun verbesseren, d'Informatioun verbesseren, andeem mer awer och u Kritären dréie ginn, wéi ee ka vun däri Loyerssubventionen profitéieren. Dat ass fir eis e klenge Pilier, mä e wichtige Pilier, wat e Sozialnetz hei zu Lëtzebuerg ugeet.

An déi lescht Etüden, déi vum Statec gemaach si gi ronderëm en dezent Liewen zu Lëtzebuerg, wat een do vu Geld brauch, déi hunn nach eng Kéier dat do bestätegt. Do muss also derfir gesuert ginn, dass do zusätzlech Efforte gemaach ginn. Wéi och hei schonn eppes geschitt beim Mindestloun, ech wéll dat och nach eng Kéier soen! Et däerf een net elo ném men déi Erhéitung vum Mindestloun kucken èm 1,4%, déi jo vun der Chamber hei décidéiert ginn ass. Et muss een och kucken, wat d'Steierreform och dem Mindestlounbezéier bréngt iwwer notamtend de Crédit d'impôt, déi Negativsteier, déi och fir hie verduebelt gétt. Mir hunn da schlussendlech och - ech ginn dovunner aus, ech woen et dës Kéier ze soen - wahrscheinlech an den éischten zwee Méint vun nächste Joren eng Indextranche, déi erfält.

#### (Brouaha)

Ech hu laang gewaart. Duerfir, ech war awer méi virsichteg. Ech mengen, ech sinn elo zim lech ofgeséchert.

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dat misst klappen.

#### (Hilarité)

Dat misst klappen. Neen, wann ech dat..., ech hu mer déi Méi gemaach, dat emol eng Kéier ausze-

rechnen. Dank dem Finanzministère sengem op gebaute System, och mat der Steierreform, kann een dat jo maachen. An ech kommen netto fir e Mindestlounbezéier, wann ech kucken, wat en haut am Dezember 2016 netto erauskritt, an ech kucken, wat en dann am Februar, Mäerz 2017 erauskritt: Dat si gutt 90 Euro méi de Mount. Dat sinn iwwer 1.000 Euro méi d'Jor!

#### (Interruption)

Dat ass fir déi Leit vill Geld!

#### (Interruption)

Dat si 6% méi Revenu! D'accord, deelweis ass dat Récupération och vu Krafkraftverloscht, déi hie wéi all déi aner Leit och hat. Mä et bleibt awer: Et kann een net soen, dass sech náischt do gedoen huet! Och fir déi dote Leit bedeutet dat dote vill.

Et ass op jidde Fall, mengen ech, an eisen Aen en éische Schratt an déi richteg Richtung. D'Diskussioun ronderëm dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, fir dezent ze liewen, ass domadder fir eis selbstverständliche net ofgeschloss. Déi musse mer weider an aller Rou an deenen nächste Méint a Jore féieren.

Wat opfält, sinn déi héich Investissementer, Kreditter fir d'Mobilitéit - Fonds du rail, Lux-Tram -, déi insgesamt èm 75 Millionen erop gesat ginn. Entwicklungshélfel, d'sociofamilial Strukturen, Klima- an Energiefong, dat ass zusammen e Plus och nach eng Kéier vu 45 Millionen. De Schoul- an Héichschoulberäich wiisst immens staark. A schliisslech och d'Kreditter fir d'ënner Sécherheet ginn èm 9% par rapport zum leschten Exercice an d'Luucht.

Et gesait een also, dass dat net eng Verwaltung ass, déi hei beréit, dat si politesch Prioritéiten, déi konkret gesat gi fir d'Émsetzung vun engem gemeinsame Programm, engem gemeinsame Bild, wéi et hei zu Lëtzebuerg soll an den nächste Jor weidergoen, wat mer als Koalitioun zesummen entwéckelt hunn.

Déi doten zusätzlech Ausgabe sinn och zum Deel némme méiglech, well mer de politesch Courage haben, den Zukunftspak ze maachen. Ech sti weider zur Iddi vun deem Zukunftspak. D'CSV steet och zur Iddi, si huet en awer a Grond a Buedem verdaamt, wat déi eenzel Moosnamen ugeet!

#### (Interruption)

Dës Koalitioun hat zumindest de Courage, fir deen Zukunftspak do ze maachen. È war vläicht net an allen Detailpunkten esou préparéiert, wéi et vläicht hätt misse sinn. Et hu sech eng Rei vu Moosnamen als vill méi schwéier émsetzbar erausgestallt, wéi dat geomengt gi war am éischten Aifer vum Ufank. Mä et war awer richteg! A wann och deen Zukunftsprogramm net zu 100% émgesat gétt, och némme deelweis émgesat gétt! Eleng dat, wat elo schonn émgesat ass! A wann ee souguer elo eis 0,5%-Steier erausrechent, déi elo net fir jiddwerek 0,5% ausgemaach huet, do si mer eis entre-temps eens, da bleift nach insgesamt iwwert dës Period 2015-2018 - ech kucken némme dës Period - iwwer eng Milliard Euro, déi insgesamt iwwert deen dote Wee eigentlech gespüert ginn ass oder respektiv méi zum Équilibre vum Budget baigetroen huet. Dat ass awer net náisch!

Dat ass jo net Pipifax, dat do! Dat ass e reellen Effort, dee gemaach ginn ass, dee fir vill lerger gesuert huet, deen och sécherlech net onbedéngt insgesamt zur Popularitéit vun der Regierung baigetroen huet. Mä ech mengen, et ass awer wichtig, dass deen dote Geste gemaach gi war: Vläicht, anstatt dass déi gréiss Oppositiounspartei èmmer erëm op den Detailer dat Ganzt versicht huet nidderzemetzelen, wa se vun Ufank u méi kloer zu deem Ganze gestalten hätt, wär vläicht och d'Opinion publique méi oppe gewiescht zu deem Ganzen. Sou ass dat doten de Spillball ginn téschent de Parteien, an dat ass ni gutt!

A schlussendlech, mengen ech, bleibt et wichtig, dass deen dote Wee gemaach ginn ass. Déi Moosname ginn och net annulléiert, mä se sinn awer komplettéiert selbstverständliche duerch eng aner Politik, déi mer doduerjer elo zum Deel kenne maachen.

D'TVA-Erhéitung, et ass scho gesot ginn, déi viregt Regierung huet se eigentlech op Bréissel gemellt gehat am Pacte de stabilité et de croissance am Abrëll 2013. Si sollt zwar deemoobs 450 Millionen, mengen ech, erabréngent. Schlussendlech si mer däitlech drénnar. Mir si bei 320 Millionen, mengen ech, wou d'Regierung dovunner ausgeet, dass dat am Schnett pro Jor bréngt. Ech weess net, ob d'CSV do nach aner zusätzlech Erhéiungen am Kapp hat, déi se wollt maachen, fir op déi 450 Millionen do ze kommen, déi se gemellt huet. Mä op jidde Fall ass et esou, dass dat keng Iwweraschung ass, dass et kénnt.

An et ass och, wéi gesot, keng Iwweraschung, dass et duerno soll zu enger Steierreform kom

men. Genau dat huet d'CSV jo och virgesi gehat. An hir Steierreform, dat sollt jo wahr scheinlech net némme eng Reform sinn, wou Leit sollte méi Steiere bezuelen, soudass dat Argument: „Dir huet de Leit fir d'Éisch eppes ewech an da gitt Der et bâi!“, dat tréfft d'Auteure vun däri doter Kritik selwer a keen aneren! Duerfir, mengen ech, bréngt et eis net wäit, fir do eng Polemik op deem dote Punkt unzettelen.

E puer Wuert vläicht nach zum Pluriannel - ech sinn eigentlech jo scho méi laang, wéi ech eigentlech wollt sinn -, engem Pluriannel, dee weist, dass, wann dat esou geet, wéi d'Regierung et virausgesäit a wéi och u sech déi staatliche Stellen, déi d'Regierung beroden, dat fir si maachen, mer iwwert déi ganz Period eigentlech missten eisem méttraler Zil vun der Budgetspolitik gerecht ginn, haapsächlech natierlech duerch duerch de Boni an der Sécurité sociale, deen héich bleibt, dee sech weider èm 900 Millionen Euro d'Jor soll bewegen, an och en Iwverschoss am Gemengesecteur, dee mat ronn 200 Millionen eigentlech iwwert déi ganz Period festgeluecht gétt. Den Zentralstat bleibt am Defizit, mä an engem Mooss, mengen ech, opgrond och vun der Investitionspolitik an der Steierreform, dat an dësen Zäiten duerhaus akzeptabel a vertriertbar ass.

Mä selbstverständliche muss ee vigilant bleiwen an däri doter Fro. Et däerf een eigentlech och net noloissen an der Disziplin bei der Exekution vum Budget. Do maache mer eigentlech déi éisch Jore gutt vun dëser Regierung, déi do eigentlech Fouss bei Mol gehalen huet, wat och déi Décisiounen, déi am Laf vun engem Jor geholl ginn, ugeet. An dat ass, mengen ech, immens wichteg, fir dass mer u sech awer bei deem Ganze bleiwen.

Mir énnertzté voll a ganz déi Proposition, déi och de Rapporteur, den Haagens Claude gemaach huet - et ass schonn eng al Fuerderung -, dass dee Comité de prévision soll formal agesat ginn. De Minister huet sech jo engagéiert, an deenen nächste Méint do e Projet de loi eranzerechen.

A mir fannen och wichteg, an all Rapporteur setzt do säi Schwéierpunkt, dass den LSAP-Rapporteur vun dësem Jor, den Haagens Claude, d'Fro vum Wuesstum, d'Fro vun der Émgestaltung vun der Gesellschaft an de Mettelpunkt vu seuge perséinlechen Iwwerleeuungen hei an deem Rapport gesat huet, mat der digitaler Gesellschaft, hire Risiken, awer och hiren Opportunitéiten. Wéi kenne mer och an esou enger Gesellschaft de Wuesstum méi gerecht opdeen? Wéi leeé mer iwwerhaapt d'Regle fest, dass esou eng Gesellschaft kann nach no gesetzleche Regele fonctionnéieren, am fiskalische Beräich, am soziale Beräich?

All déi Fro stelle sech net némme hei zu Lëtzebuerg, mä wa mer wëlle bei de sougenannten „first movers“ sinn, da musse mer eis déi Fro vläicht éischter stelle wéi anerer.

Virun allem ass fir mech awer wichteg, well ech och als Exlandesplanungsminister mech mat deenen dote Froen ofginn hunn, dass mer eigentlech e puer Dimensiounen vun der Zukunftsplanung elo diskutéieren, an dass mer dat zesumme maachen! Et ass fir mech a menger Carrière eigentlech déi éischter Kéier, wou mer dat maachen. Dat ass, dass mer op däri enger Sät d'Landesplanung asetzen, mä d'Landesplanung ass unidimensionell: Bei der Landesplanung geet et ausschliisslech èm d'räimech Organisatioun vun den Aktivitéiten. Wou maachen ech wat? A wéi stellen ech déi Verbindungen téschent deem Ganzen hier? Wéi organiséieren ech rationell eigentlech mä Raum? Èm méi bekëmmert sech Landesplanung net!

Dat sinn och èmmer d'Schwaachpunkte vun den Dokumenter vun der Landesplanung, ob dat de Programme directeur ass oder ob dat den IVL ass, ob dat aner Dokumenter sinn, d'Plans sectoriels. Och do ass et èmmer dat Räimlech, dat Räimlech-Organisatorescht, wat eigentlech den Haapt-, de Kärpunkt duerstellt.

Duerfir ass et wichtig, dass mer nieft däri Diskussioun do a parallel zu däri Diskussioun och eng Diskussioun feierer iwwert d'Gesellschaftsform, wéi mer zesummeleiven, wéi mer ee mat deem aneren émginn, dass mer déi gesellschaftspolitisches Dimensioun vum Zesummelieuve mat an déi Diskussioun erakréien. Well du kanns schéi Saache räimlech op der Kaart molien an an der Praxis geet et net, well d'Leit dat do net akzeptéieren,



vun engem Virschlag, deen doläit, deen am Fong scho méi duerchduecht ass, well jo och awer schonn un deem geschafft ginn ass. Mä mir sinn awer och net um Enn vun den Diskusiouen!

Mir sinn um Ufank vun den Diskussiouen a parallel dozou natierlech schafft d'Regierung weider un enger gewëssener konkreter Emsetzung. Mä mir brauchen eng demokratesch Debatt iwwert déi dote Fro vun den Zukunftsperpektive vu Lëtzebuerg, ronderëm och de qualitative Wuesstum. An et ass, mengen ech, gutt, dass d'Regierung dat op deem dote Wee ugaangen ass. An ech mengen, dass dat Ganzt eigentlech e Plus duerstellt an eng Chance und doranner besteet, dass mer bis elo d'Zukunftsplanung méi grëffeg maachen, wéi d'Landesplanung dat bis elo fäerdegbreucht huet. Dat soen ech och als laangjärege Responsabele vun där doter Prozedur - et sinn nach aner Leit heibannen, déi herno déi Responsabilität haten -, mä d'Landesplanung hat et émmer schwéier!

Dat Einfach, den einfache Begréff vum vernetzten Denken a Plangen, och haut setzt dee sech nach net émmer duerch; wat als selbstverständliche eigentlech betreuecht gëtt! Et entdeckt een nach émmer Dossieren, wou ee gesäit, dass een niewent deem anere geplant huet an eigentlech déi Planungen net zesummegefouert gi sinn. Dat wëlle mer eigentlech iwwert deen dote Reflexiounsprozess errechen. An natierlech ass dat émmer e flexible Prozess. Dee muss émmer ugepasst ginn.

Ech froe mech e bëssen och, zu de Kriticken hei vum CSV-Sprecher, dee jo awer och laang Minister war an dee seet: „Wou sinn d'Berechnungen, wat dat doten an 20, 30 Joer kascht?“, hie soll mir ausser de Pensiounsregimmer een Domän nennen, wou a viregte Regierunge vill méi wäit erausgekuckt ginn ass, wéi iwwer eng Period vun dräi, véier Joer, wat normalerweis d'Planungsperiode sinn.

Et soll ee maachen, mä et soll een dat net an deem virworfsvollen Toun formuléieren, wéi wann dat eng Selbstverständlichkeit kërt. Neen, zu Lëtzebuerg ass vill Pilotage à vue och an deene leschten zwanzeg Joer gemaach ginn a ganz ville Beräicher! Dat solle mer gemeinsam ännern. Dat ass e gudde Virsaz, dee mer huelen. Mir solle plangen, mä et muss een natierlech och do wëssen, dass, wat mer méi wäit eraus plangen, wat eis Hypothesen émmer méi fragill ginn, wat de Wourechkeetsgehalt vun deem, wat hannen erauskënt, riskéiert, émmer méi falsch ze sinn.

Och do eng Erfahrung aus alen Etüden: Ech ka mech un eng éischt Etüd vun der Landesplanung, „Prognos“ mengen ech huet déi geheesch, erënneren, déi gemaach ginn ass - dat muss an den 80er, 90er Jore gewiescht sinn -, wou énnert dem Androck vun der Kris an der Stolindustrie déi Perspektiven, och de favorabelsten Zenario eigentlech nach émmer schlecht war, vun haut aus gekuckt, well een émmer d'Tendenz huet, dat weidereschreiben, wat d'Erfahrung ass vun deene leschte Joren. Och wann een dann nach mat enger mëtteler, enger héijer an enger niddreger Hypothesen schafft, bleift et awer tendenziell émmer an där doter Richtung.

A genau dat riskéiere mer och hei am émderéite Senn. Vlächt si mer elo weider am Androck, dass et gutt geet - mir wuessen - an d'Tendenz ass dann éischter, mir ginn eis Hypothesen, déi éischter positiv sinn, doriwwer, wat an 20, 30, 40 Joer ass. Dat muss awer guer net an deemselwechte Moment sinn (veuillez lire: Dat muss awer guer net am selwechte Mooss an där Tendenz weidergoen), well effektiv eng ganz Partie Opportunitéite sinn an och eng ganz Partie Risiken do sinn, a Schocken, déi méiglech sinn. Duerfir: Bei aller Noutwendigkeit ze plangen, och laangfristeg Saachen ze checken, bleift et nach, dass een émmer muss Fouss bei Mol halen a wëssen, wat schlussendlech awer och de Wourechkeetsgehalt vun esou laangfristege Projektionen ass.

Dass d'Regierung awer net ofwaart an Initiativen hëlt, dat gesäit een am Wirtschaftsminister sengem Projekt ronderëm den „space mining“, wat komplett nei Weeër sinn, audacieux Weeër si fir Lëtzebuerg, déi awer kennen, wéi d'Vergaangenheet weist, och immens zukunftsträchte si fir eist Land. Dat gesäit een an deem, dass se Efforte mécht, wat d'Digital Lëtzebuerg" ugeet, duerch Kreditter, déi hei drastinn, awer och Kreditter, déi an aneren Entitéite stinn, bei der Post zum Beispill, dass de Glasfaser verallgemeinert gëtt mat Picke bis 80, 90 Milliouen d'Joer vun Investissementer, déi d'Post an deem Beräich gemaach huet. Elo sinn et der eppes ronn 45 Milliouen, déi fir d'nächst Joer virgesi sinn. Also dat geet also weider. Iwwert d'Halschent vun den Haushalter si schonn um Glasfaser ugeschloss. D'Aktivitéit soll se jo virgezunn hinn, et si ronn 19 Datazentren, déi mer an deem ganze Beräich hinn, fir och do e Crénau opzebauen. Alles dat, mengen ech, sinn immens wichteg Initiativen, déi elo scho lafen.

A besonnesch wichteg ass et, dass mer och déi Noutwendigkeit, eis do ze investéieren, och an eis Schoulen erakréien. Dat ass jo virgesinn an désem Statsbudget, fir ebe wat d'Formatioun ugeet, wat nei Bildungszweiger an eise Schoulen ugeet, d'Weiderbildung ugeet, wat d'Fuerschung ugeet, do och déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konklusioun. Dëse Budgetsprojet 2017 ass fir eis LSAP-Fraktioun den Ausdruck vum Fortschritt, den Ausdruck vum Vertrauen och an d'Zukunft vu Lëtzebuerg a senge Leit. Dëse Budget stäärkt de sozialen Zesummenhalt. E stäipt déi nohalteg Entwécklung vum Land. E ferdert d'Kraftkraaft an déi wirtschaftlech Aktivitéiten a séchert domadder Aarbeitsplazen of.

Dëse Budget ass net d'Resultat vun der Uwendung vun technesche mathematische Formelen an Normen an d'Resultat vun enger buchhalterescher Mentalitéit. Et ass e politesche Budget, e politesche Budget am gudde Senn vum Wuert, well et en Ausdruck ass vun der Politik vun déser Regierung, vun déser Koalitioun an hire Prioritéiten; Prioritéit fir dat Sozialt, Prioritéit fir Schoul an Ausbildung, fir Mobilitéit, fir Èmweltschutz, fir Sécherheet. Héich Investissementer och an deen dote Beräicher énnesträchchen nach eng Kéier déi dote politesche Ausrichtung vun deem heite Budget.

Zu désem Budgetsprojet hinn ech bis elo, mä dat kann nach kommen, keng konkret Alternativ héieren an der Debatt. Systematesch Kritik, jo, e gewëssenen Zweckessimismus, jo, vlächt och e mangelnd Vertrauen an d'Capacitéite vun désem Land, jo, dat hinn ech och iergendwéi eraushéieren aus eenzelnen Interventionen.

Ech stelle fest, dass keen eenzegen Amendement bis elo erabruedt ginn ass, dass keng Alternativen, wat Prioritéiten, eventuell aner Prioritéiten, déi ee sech duerhaus ka virstellen zu désem Statsbudget 2017, ugeet. Ech bedaueren dat. Dat mécht dës Debatt e bësse méi aarm. Mä et énnesträcht aver, dass dës Regierung, dës Koalitioun richtegläit. Dës Regierung, dës Koalitioun, huet Courage bewisen. An d'LSAP-Fraktioun wäert dëse Budgetsprojet 2017 stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Bodry. An nächst Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter fir déi grëng. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi grëng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken un direkt mat engem Merci fir de Rapporteur, deen, wéi mir dat mëttlerweil aus Erfahrung wéssen, vill an intensiv Zäiten hanner sech huet, awer och engem Merci un de Finanzminister fir seng Explikatiounen haut de Moien. An e Merci och un lech zwee fir de Choix vun den Tabellen, déi Der erausgesicht hutt an Ärem Rapport an och de Moien, déi Der visionéiert hutt, Tabellen, déi déi aktuell budgetär a finanziell Situations vun Lëtzebuerg gutt erëmginn an déi ons och op déi verschiddenen Evolutionen hinweiseen. An dat erlaabt ons och, net ze vili op allgemeng Zuelen anzegeoen, mä op d'Politiken hannert den Zuelen an awer och op d'Chancen an d'Risiken, déi dës Budgetszuelen ons matginn.

Schlussendlech wëlle mir och op d'Marge vun der Interpretatioun oder vun den Interpretatiounen agoen, déi iwwreg bleift, well bekanntlech, an et ass schonn hei gesot ginn, d'Zuelen vill Sputt fir Interpretatioun loossen.

Erlaabt ons awer, ier ech op d'Zuelen an hir Interpretatiounen zréckkommen, gläich am Ufank zwou princiell Remarquen ze maachen, notamment zu deem, wat haut schonnes gesot ginn ass, an déi mir als grëng Fraktioun, als Majoritéitspartei wollten an dës Budgetsdebatte mat abréngen.

Mir schwätzte wuel allegueren heianne vun därselwechter Suerg fir d'Zukunft, wa mer iwwert déi verschiddenen Aspekte vun désem Budget a vum Pluriannuel diskutéieren. Mir schwätzten, huele mir emol un, iwwert d'Entwécklungsméiglechkeiten an de Potenzial vun onsem Land a wéi mer onse Budget kennen, sollen oder net sollen ausschëpfen, fir dës Entwécklungsméiglechkeiten ze garantéieren.

Mir schwätzte wuel driwwer, esou gesi mir et op alle Fall, wéi mer kënnen beschtméiglech mat ét-fentleche Suen émgoen, fir beschtméiglech haut an och nach muer de Leit an désem Land, alle Leit, déi an désem Land liewen a schaffen, eng sozial gerecht an ekologesch tragbar Lievensqualitéit ze bidden. Dat ass d'Thema, wat ons hei beschäftegt, an dat ass d'Fro, déi ons hei soll beschäftegen.

De Budget ass d'Reckgrat vun dëse Politiken, et ass en Instrument vun der Emsetzung. Elo

kann een enger Meenung sinn, anerer Meenung sinn, et kann ee jee no politescher Iwwerzeegung eng different Argumentatioun hinn, fir dee Wee zu deem Zil ze beschreiwen, vun deem ee politesch iwwerzeegt ass, datt et dee richtegen ass. Dat ass op alle Fall esou, wéi mir Politik verstinn.

Mir als Gréng fleegen eigentlech gären den Austausch, och de kontroversen Austausch. A mir lauschteren och gären anere Meenungen no. Mir sinn och interesséiert un aneren Entwécklingsiddie vum Wee bis zum Zil. Et huet och ganz sécher, dat wëll ech hei och nach eng Kéier énnesträchchen, keen eleng d'Wourech gepacht, an et kann een och emol seng Meenung weiderentwéckelen a gegebenenfalls ännern, well d'Zäiten och ännern.

Wou mir allerdéngs ons schweierdinn, dat ass, wann een alles a sái Contraire gutt respектив schlecht fënnt, jee nodeem, ob een an der Majoritéit oder an der Oppositioun ass. Do gëtt et fir ons schwéier, iwwerhaapt nach en interessanten an och kritesche politesche Géigeniwwer ze gesinn.

Virdrun ass hei erém eng Kéier iwwer Schold an Defiziter geschwat ginn an de Risiko, datt mer onst Land net responsabel fir d'Zukunft opstellen an onse Kanner e Bierg vu Scholden hanneroossen. Jo, jo, mir sollen, vlächt musse mer och hei zu Lëtzebuerg vissüchte bleiwen am Émgang mat der Opstellung vun onsem Budget a souguer nach vill méi mat onsem Budget pluriannuel.

Jo, mir sinn hei zu Lëtzebuerg, vlächt méi wéi ons grouss Nopeschläänner, ufällig op déi makroökonomesch Schwankungen, well mer eben e klengt Land sinn a well mer och an enger oppener Ekonomie liewen. An, jo, och mir maachen ons Gedanken iwwert d'Nohaltegkeit vun onse Finanzen, iwwert d'Schmäerzgrenz vum Spuere respектив déi verstänneg Schmäerzgrenz vum Ausginn, spréch vum Investéieren, souguer vum Redistribuéieren, wéi notamtment bei der Steierreform an och beim Gehälteraccord an der Fonction publique.

An och mir hinn e kritesche Bléck op d'Evolution vun de Pensiounen, der Fleegversécherung an op d'Evolution vum Wuesstum. Mir hinn och ons Besuergnis iwwregens dat lescht Joer an onsem Budgetsrapport zesumme mat de Majoritéitsparteie beschriwwen an och guttgeheescht, notamtment an onse Konklusiounen, am Kapitel «Mieux vaut prévenir que guérir». Konklusiounen, déi iwwregens d'CSV net matdréit, well se se och net matgestëmmt hat.

Mir wölle och net ofstreiden, datt et och Ur-saache ginn, fir sech haut Gedanken, voire souguer Suergen ze maachen, wéi ons Finanzen an onse Budget muer keinten ausgesinn, wa mer an eng Krisesituatioun géife geroden.

Mir hinn awer Schwierigkeiten, Här President, wann e Spuerverhale revendiquéiert gëtt, fir den Defizit a virun allem d'Schold zréckbezuelen, wann ee selwer - selwer! - während 34 Joer eigentlech haaptverantwortlech ass fir den Defizit an d'Schold vum Stand Dezember 2013, a just de Contraire gemaach huet, aus onser Siicht: eng Steierreform, déi haapsächlich dra bestanen huet, de Spätzesteiersaz drastesch erofzeseten; Recetten, déi net nohalteg waren, net ofgeséchert, wéi den E-Commerce oder den Tanktourismus; d'Schold bei der Grenz vun 30% vum PIB uwuesse losseen, ouni - ouni! - e Plang virzegesinn, fir dovunner erém ewechzekommen.

An ech kommen net méi drop zréck, well den Alex Bodry, mäi Virgänger hei, mer eigentlech déi Explikatiounen geklaut huet....

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi grëng).- ... firwat den Zukunftspak eigentlech...

(**Interruption par M. Alex Bodry et hilarité**)

Net geklaut huet. Jo, ech huelen dat zréck, well en eigentlich vir war an dofir dat gesot huet, wat ech eigentlech elo wollt soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- En huet den Terrain préparéiert.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi grëng).- Den Terrain préparéiert.

(**Hilarité et interruption par M. Alex Bodry**)

Et ass okay.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Den Éischten ass vir.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi grëng).- Jo, den Éischten ass vir.

Sou, mä firwat - fir elo erém seriö ze sinn, wierklech - firwat den Zukunftspak 2014 ausgeschafft ginn ass a firwat mer deen esou séier a vlächt, wéi gesot, net esou perfekt ausgeschafft hinn: mä dofir, well dat net némmen e wichtegt - leider e wichtegt -, mä leider och en noutwendeg Instrument war.

Verursaacher vun déser Budgetspolitik bis Dezember 2013, dat ware Politiken, déi wahrscheinlech net cibléiert an net selektiv genuch waren - anerer géifen dat „Géisskanprinzip“ nennen, mir mengen alt, et wär net selektiv an net cibléiert genuch - a wou et munchnol schwierig wor, eng Linn erëmfassenden, spréch e Programm fir d'Zukunft erëmfassenden. An ech kommen herno nach op méi konkret Beispiller zréck.

Wat et awer ass: Et ass eng terribel verpasste Chance! Eng verpasste Chance aus dem Ufank vum neie Jordausend, wou Lëtzebuerg hätt këinne sech nohalteg opstelle fir déi nächst Generatiounen, well zu deem Zäitpunkt waren d'Erausforderungen alleguer bekannt: den iwwerproportionéierten Impakt vun der Finanzwelt op ons Budgetsrecetten, de Chômagerisiko a virop d'Problematik vun den onqualifizierte Chômeuren an der ADEM, déi zu deem Zäitpunkt den Erausforderungen net gewuus war, d'Wunnengsproblematik mat hiem Rateschwanz vum Aarmutsrisiko hannendr. Mä och d'Èmweltproblematiken an de Klimawandel ware schonn op der Dagesuerdnung. Mir hinn als Gréng notamment och dofir gesuergt.

An et goufen zu désem Zäitpunkt aus onser Siicht schonns Alternativen, fir eng Rei Kurskorrekturen ze maachen. Et sinn och eng Rei Propositiounen vun den deemolege Regierungen op den Dësch komm, déi mir och aus der Oppositioun matgedroen hinn, well mir se aus onser Siicht fir richteg a fir wichtig sonnt hinn. Ech kommen och do herno nach op dës Iddien zréck, aus Zäiten notamtment, wou d'CSV Schlësselressorten hat.

Mä komme mer emol fir d'Éischt zu onser zweeter princieller Remarque, andeems ech kuerz e klenge Rappell awer wëll maachen, wéi eng Lag vun der Natioun déi nei Majoritéitsparteien am Dezember 2013 virfonnt hinn. Et war näamlech un déser Regierung an un dësem Finanzminister, déi schwierig politesch Tâche unzegoen, fir d'Konsequenzen aus der Finanzkrisi ze zéien. Domadder menge mir och d'Konsequenzen vun der munchnol dach awer opaquer Finanzpolitik, déi et weltwäit, europawäit an och hei zu Lëtzebuerg erméiglech huet, ontransparent, ondemokratesch, voire onéierlech séier sech ze beräicher, haapsächlich op d'Käschte vun der Allgemengheet.

Fänke mer emol bei Tax-Rulingen a LuxLeaks un oder d'„stock-options“, zwou vun enger Rei vu Férdermoosname vun de viregte Regierungen a virun allem vun de viregte Finanzministren, Moosnamen, déi - et muss een et awer éierlecherweis soen - awer eng ganz Rutsch vun Déchets fiscaux mat sech bruecht hinn an zum Deel och nach mat sech bréngen.

Déi éischt Moosnam huet dës Regierung elo endlech an e gesetzleche Kontext gesat, deen och déi gefuerert Transparency garantéiert. Hatt Lëtzebuerg dës gesetzlech noutwendeg Moosnam schonn etlech Jore méi fréi gemaach, bräicht de Steierbeamten aus dem Steierbüro 6 sech net esou oft haut krankzemellen!

„Stock-options“ sinn en Thema an der Majoritéit an et war och en Thema bei onse Verhandlungen, wéi mer onse gemeinsame Koalitionsprogramm opgestallt hinn, grad wéi iwwregens d'Tax-Rulingen och. Et ass ewell och en Thema gi bei der CSV, op alle Fall bei engem Deel vun der CSV. An och hei muss dës Regierung opklären a gegebenenfalls opräumen, wat scho längst hätt missen déi viregt Regierungen a virun allem och do déi viregt Finanzministeren opmierksam maachen.

Nieft den hausgemaachte potenzielle Problemer, déi eigentlech sans loi ni foi gewuus sinn a sech selbststänneg gemaach hinn, hinn dës Regierung an dëse Finanzminister sech misse mat internationalen an europäeschen neie Regele befaassen, wéi notamtment dem Aféieren an der praktescher Èmsetzung vum Échange automatique vun den diversen Antibanchiment-Direktiven, wou Lëtzebuerg zu den „early adopters“ gehéiert, an elo viru Kuerzem och dem Aféiere vun de BEPS-Regeln.

Ech menge kënnen ze behaften, datt déise Finanzminister



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

geschriwwen hat, näamlech der Finanzplatz erém - an ech zitéieren - en „einwandfreien Ruf“ ze ginn, deeselwechten „Ruf“, deen déiselwecht Partei mat hirer opaquer Finanzpolitik ee Moment ferm a Gefor bruecht hat. Dat muss een esou soen.

Da géifen, Här Minister, Här President, mir Gréng gär dem Här Minister Merci soen an him och soen, datt mir dat éierlech begréissen, datt hien de Moie sech mat Freed ausgedréckt huet, datt manner gefémmt gëtt. Dat éiert lech, Här Finanzminister, well - Dir wësst et - d'Konsequenz fir lech ass och manner an der Keess. Mä doduerch, datt Dir déi Ausso hei gemaach hutt, mengen ech, ass hei e wichteg Zeeche gesat ginn, datt eigentlech d'Gesondheet vun de Leit an doduerch och d'Liewensqualitéit vun de Leit priméiert. Merci dofir!

**D. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et war kee Rauchzechen.

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** Neen.

## (Hilarité)

Ons Finanzen zu Lëtzebuerg, menge mir och, si gutt. Jo, effektiv, mir hunn no den Zuele vun de Moien 11 Milliarden oder némmen nach 20,5% vum PIB an der Dette publique, an och effektiv, wéi et gesot ginn ass, läit de Solde nominal beim Zentralstat bei minus 407 Milliouenen, also 0,8% vum PIB. An effektiv rutschen d'Previsione fir 2017 e bësse méi erof. Mir wäerten dat joer duerno klammen.

De Rapporteur huet et haut genau beschriwwen, an de Minister och iwwregens. Mir sinn net némmen an enger privilegierter Situations an der Europäischer Unioun, mä mir hunn effektiv 2014 - ausser dem Sukuk -, 2015 an 2016 keng nei Scholde gemaach a mir hunn och eng Schold vu 400 Milliouenen zréckbezuelt.

A mir wäerten, jo, mir wäerte ganz héchst-wahrscheinlech dëst joer Sue léinen, neen, d'nächst joer Sue léinen, dëst allerdéngs am Senn vun nohaltegen Zukunftsinvestissementer respektiv fir weiderhin Defiziter aus der Vergaangenheit ze bewälten.

Awer, wichtegen Detail: Iwver dräi Véierel vun den Investissementskäschte ginn iwwert d'lafend Käschte bezuelt. An dofir ass et jo och richteg, wann de Conseil national des finances publiques seet, datt d'Investissementskäschten net iwwert d'Schold bezuelt ginn. Jo, dat stëmmt. De Gros leeft iwwert d'lafend Käschten. A mir investéieren héich, jo, mir investéiere souguer ganz héich an Infrastrukturen. An dat ass, wa gutt geplant, en nohaltegen Invest, well mer domadder den Nachholbedarf an Infrastrukturen ophuelen an och onst Land fir d'Zukunft préparéieren.

A mir sti viru groussen Erausfuerderungen. Mir nennen dës Zäit eng Transitionzsäit, wou mer, wa mer muer an iwwermuer nach esou gutt liewe wélle wéi haut, spéitstens haut ons musse sozial, landesplaneresch, wirtschaftlech an ekologesch nei organiséieren, jo souguer nei orientéieren.

## (Interruption)

Okay.

An dat geschitt elo schonn, dat geschitt elo och schonns a verschidde Beräicher. Mir sinn amgaangen, an dësem Land eng nei Form vu Finanzpolitik, spréch Finanzservicer ze entwéckelen, déi notamt ons Verflichtungen a Saache Klimaschutz berücksichtegen.

D'Finanzierung vum Klimaschutz mécht awer natierlech némme Senn, wa mer och heiheem ons Hausaufgabe maachen. An och si mer um richtege Wee. Säit Ufank vum leschte Joer hu mir eng „climate task force“, déi der Regierung helleft, fir Lëtzebuerg als Zentrum vum Klimafinanzement ze etablieren.

Éischt Resultater kenne mer elo schonns gesinn. Den 23. September gouf den „LuxFLAG Climate Finance Label“ virgestallt. Unhand vu strenge Kritären zertifizierte dése Label Fongen, déi an de Klimaschutz investéieren. An zanter dem 27. September hu mer och eng gréng Bourse hei zu Lëtzebuerg. De Luxembourg Green Exchange ass déi weltwäit éischt Plattform, déi ausschlisslech op gréng Finanzementsinstrumenter setzt.

Da wëll ech awer och bemierken, datt eis Bourse Weltleader ass, wat gréng Obligationen ubelaangt, mat iwwer 100 Stéck. Mëttler-weil sinn och méi wéi 200 Investitiounsfonge fir Klima an Energie hei zu Lëtzebuerg domiciliert.

An dann hu mer zesumme mat der BEI déi éischt „climate finance“-Plattform lancéiert,

eng gemeinsam Initiativ, fir innovativ Investprojeten ze éinnerstézzen, déi e staarken Impakt hunn am Kampf géint de Klimawandel. Dés Initiativ ass iwwregens och op der COP22 zu Marrakesch virgestallt ginn a Lëtzebuerg ass positiv opgefall fir dësen avantgardistesche Charakter.

**D. Une voix.** - Très bien!

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** - Dés Finanzinvestissementer sinn iwwregens, an dat wollt ech och nach hei éinnersträchen, méi krisesécher, well se nohalteg investéiert sinn. Dés nei, innovativ Finanz- a Wirtschaftspolitique wäerten an Zukunft dozou bädroen, datt mer ons an dësem Land diversifiécire können an domadder lues awer sécher ewechkomme vun deem unique Pilier vun der Finanzplaz. An domadder schafe mer och eng gutt Portioun Sécherheet fir d'Entwicklung vun onsem Land.

A mir brauchen, léif Kolleginnen a Kollegen, mir brauche méi vun dësen neien an innovative Politicken, fir onst Land kënne weiderzéentwéckelen, nohalteg um wirtschaftleche Plang an doduerch und nohalteg um budgetäre Plang, mä awer och nohalteg um sozialen an ekologesche Plang, well eng schlecht oder keng preventiv Sozialpolitik duerno eng ganz deier réparatrice Sozialpolitik mat sech bréngt a well eng schlecht Émweltpolitik enorm finanziell Käschte mat sech bréngt.

Mir müssen haut an dës nei Politicken investéieren a mir brauchen haut méi wéi jee e Budget an nach vill méi e pluriannuelle Budget, déi konsequent no dësen nohaltege Kritären opgestallt ginn.

Nohalteg an d'Zukunft investéieren heescht aus onser Siicht, virun allem an d'Kanner, an d'Jugendlech investéieren, an d'Éducatioun an an d'Formation investéieren. Et ass dëst an onsen Ae sozial a wirtschaftlech dee beschte Invest an et huet en direkten Impact op eng nohalteg Entwicklung vum Land. Mir investéieren domadder konsequent an d'Matière grise. Innovatioun a Recherche, dat ass ons Matière grise, an et ass eng Énergie renouvelable à 100%.

Dësen Invest à moyen an à long terme ass e politesche Choix. Et ass en Invest, deen en direkte Lien huet zur intelligenter Entwicklung vun onser Wirtschaft, an dëst a ville verschidene Secteuren. Zum Beispill am Programme de réforme „Lëtzebuerg 2020“ geet d'Énersterzung an déi privat a public Recherche erop a mécht téshent 2,3% an 2,6% vum PIB aus. Téshent 2014 an 2017 wäert de Stat 1,15 Milliarden an d'Recherche an an den Enseignement supérieur investéieren. An dozou kommen nach derbäi 240 Milliouene fir de Fonds national de la recherche.

E Wuert och, well et wichteg ass net némmen am Invest, mä och ebe fir dat gesellschaftsrecht Zesummeliewen, e Wuert zu de Chèque-servicen. Déi schloen am Budget 2017 mat 347 Milliouen zu Buch, dat si bal 11% méi wéi dëst joer. An dozou kommen och nach iwwer 75 Milliouene fir Infrastrukturen, déi an de Fong fléissen, mä déi mer allegueren integral erém do eraushuelen: 21 Milliouene fir d'Aide à l'enfance, 17 Milliouene fir d'Maisons relais an 30 Milliouene fir privat konventionéiert Etablissementer.

Wat an hiren éischte Joren eng gutt gemengt, mä eng schlecht émgésat Politik war, kënnt elo endlech an d'Joren, wou mer kënne soen, datt mer hei an dësem Land eng flächendeckend qualitativ gutt Kannerbetreuung hunn. An déi flächendeckend gratis Crèchë sinn ugekënnegt fir déi nächst Rentrée.

D'Kannerbetreuung zu Lëtzebuerg ass sozial gerecht, si ass sozial férdernd a si gétt mëttlerweil och elo gutt gestionnéiert an, nach méi wichteg, gutt kontrolléiert. Mä virun allem, virun allem ass et eng Politik vun der Chancéglächheet fir all Kanner, mä och fir d'Familjen, ob monoparental oder net, a fir d'Elteren, virop fir d'Mammen, déi schaffe ginn. Et ass e gesellschaftspolitisches Invest an eng Form vun Zesummeliewen eben an onsem Land.

Et ass awer och en ekonomeschen „return on invest“, wann ee weess, datt jonk Fraen déi sinn, déi zum gréissste Prozentsaz besser, voire souguer vill besser ofschneiden an der Schoul, op der Uni an an der Beruffsausbildung. A mir kënnen ons et net méi leeschten, dës Kompetenzen duerno net anzesetzen.

Fir ons sinn et dës zwou Kategorië vu Budgetspolitik, déi de gréisssten a wichtegste gesellschaftspolitisches Impact fir déi nächst Jore wäerten hunn.

Et kommen och 4% d'nächst Joer méi wéi dëst Joer an de Logement subventionné, eppes méi wéi 210 Milliouen. Aus dem Statec sengem leschte Rapport „Travail et cohésion sociale“ sinn d'Zuelen zum Aarmutsrisiko a Relatioun mam Logement a mat de Logementspräisser gestallt. De Logement a virop de Logement subventionné an der Locatioun muss an

deenen nächste Joer weider zur absolutter Prioritéit vun der Regierung zielen.

Derbäi kommen nach de Paquet Klimabank an dat nohalteg Wunnen an de Certificat de durabilité d'un logement, déi mir muer de Mëttag stëmme wäerten an déi eng selektiv a geziilt Hélfel fir vill Leit wäerten duerstellen, déi bauen oder renovéieren. Dat ass gutt fir d'Leit, dat ass gutt fir d'Handwerk, dat ass gutt fir d'Budgetsrecetten, well d'Suen hei am Land bleiwen, an et ass gutt fir de Klima!

Mir brauchen zu Lëtzebuerg Initiativen, déi an de soziale Wunnraum an awer och an den erschwéngleche Wunnraum investéieren.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

A mir brauchen zu Lëtzebuerg Initiativen an der Locatioun. Et sinn déi Präisser, déi vun der Locatioun, déi am meeschte weider klammen, vun de Wunnengen, déi verlount ginn, well d'Demande héich ass. An do droen d'Gemenge mat Sécherheet eng Verantwortung, mä d'Gemenge brauche konkret Énersterzung vum Stat.

## (Interruption)

**D. Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - D'Madam Loschetter huet d'Wuert.

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** - Mir denken, datt an Zukunft méi a méi oft a preventiv Politike muss investéiert ginn, fir eben dem Aarmutsrisiko en amont entgéintzewieren. All Aarmutssituatioun, déi net opkënnt, muss duerno net wettgemaach ginn, mat vill Leed fir d'Leit a mat vill Sue fir d'Allgemeingheet.

An dëselwecht Virgeeënsweis hu mer erfuer an der Émweltpolitik: Do, wou mer net preventiv virgaange sinn, kascht et ons duerno ganz vill, jo, ganz vill méi deier, ouni d'Gesondheetschied oder d'Schied vun der Liewensqualitéit matanzerechnen.

D'Waasser, d'Ofwaasser sinn e Musterbeispiel vu verpasste Chancen hei am Land. Nach ni, nach ni ass esou vill an d'Émwelt, an den Naturschutz investéiert gi wéi déi dräi lescht Joren, och dat weisen d'Zuelen, an d'Kläranlagen, an d'Qualitéit vun onse Fléiss a virun allem endlech a Waasserschutzzonen, spréch an d'Qualitéit vum Waasser. Vun 2017 bis 2020: 13,5 Milliouene fir de Waasserschutz, 20,1 Milliouene fir d'Renaturation vun onse Fléiss a 27,2 Milliouene fir d'Iwwerschwemmungsgebiddar! Alles, alles integral Nachholbedarf!

An dann huelen ech mer nach eng Kéier e Beispill un deem, wat mer d'leschte Kéier erfuer hu bei der Diskussion iwwert d'Steierpolitik. Ech hunn, léif Kollegee vun der CSV, och elo Äre Wahlprogramm gelies, nach eng Kéier. An do steet op der Säit 16 vun Ärem Wahlprogramm 2013, datt Dir wéilt bis 2015 all d'Drénkwaasserschutzzonen ausweisen.

Dir hutt jo elo gemierkt, mir hunn ugefaangen 2014 am Januar direkt, Dir hutt gemierkt, wéi laang dat dauert, wéi schwéier d'Prozedure sinn. Dat geet sain normale Wee, mä do mussen d'Prozeduren an déi demokratesch Ofstëmmunge respektéiert ginn. An dat bréngt een einfach net an engem Joer ronn. Dofir mierkt een eigentlech, wéi labber, wéi labber Dir mat esou engem schwierigen a wichtegen Thema émgaange sidd, fir kënnen an engem Wahlprogramm ze schreiwen, datt een dat alles an engem Joer gemaach hätt.

Mä iwwregens och haut nach, muss ech soen, schéngt d'Waasserqualitéit vun onsem Drénkwaasser, vun onse Fléiss, vun onser Opbereitung vum Ofwaasser keen Thema bei lech ze sinn. Mir fannen näamlech keng Spur dovunner an deenen 18 Punkte vun der CSV.

Iwwregens fanne mer och kee Wuert - kee Wuert, wa mer scho bei der Émwelt sinn - iwwer erneierbar Energien a Klimapolitik an deenen 18 Punkte vun der CSV. A mir fannen och keng Spur iwwert den Tram, iwwert de Carsharing oder iwwert d'Eisebunn an Ären 18 Punkten.

Mä dofir fanne mer awer eppes - mir fannen eppes, Här Wiseler! -, mir fannen den Ausbau vun onsen Autobunne vun zwou op dräi Spuren.

**D. Plusieurs voix.** - Très bien!

## (Interruptions)

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** - Esou vill - esou vill! - zu der Suerg fir d'Zukunft vun der CSV.

**D. Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Madamm Loschetter,...

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** - Esou vill zu de verpasste Chancen, mä grad esou vill zu der Laascht vum Nachholbedarf.

**D. Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Madamm Loschetter, erlaabt Der, dass den Här Wiseler lech eng Fro stellt, wann ech gelift!

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** - Wann et eng Fro ass, gären.

**D. M. Claude Wiseler (CSV).** - Madamm Loschetter, da froen ech lech, ob Der och gelies hutt, datt déi 18 Punkten, déi mer do beschriften hinn, 18 Punkte sinn, déi ém d'Croissance gaange sinn an déi am Fong Weer gewisen hinn, wéi mer an deenen nächste Joren déi Croissance sollte bewältegen, an net den Usproch haben, bei Wäitem net den Usproch haben, komplett ze sinn an de ganze Programm duerzestellen.

Dir wäert eis also och erlaben, verschidde Punkten eenzel unzegoen. Ech si just frout, datt Der se gelies hutt.

**D. Plusieurs voix.** - Très bien!

## (Interruption par M. Gast Gibéryen)

**D. Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Madamm Loschetter, Dir hutt elo eleng d'Wuert.

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** - Här Wiseler, mir hu scho gemierkt, datt et an Ären 18 Punkten ém d'Zukunft an ém d'Croissance geet, oder ém d'Zukunft an ém d'Zukunft geet an ém de wirtschaftliche Wuesstum.

Also, wann erneierbar Energien a Moossnamen, fir dem Klimawandel entgéintzewieren, net zum ekonomesche Wuesstum gehéieren; wann den Tram, de Carsharing an den éffentlichen Transport an all dat, wat ronderem gehéiert, d'Handwerk an esou weider, net zum Wuesstum an zur ekonomescher Croissance vun dësem Land gehéieren, Här Wiseler, dann deet et mer wierklech leed, mä da gesinn ech net, wou Dir déi positiv Zukunftsvisioun gegett!

**D. M. Claude Wiseler (CSV).** - Madamm Loschetter,...

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** - Mä ech kommen nach eng Kéier zréck op Ar Zukunftsvisioun.

**D. M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir kënnt verschidde Saachen eis net reprochéieren, notamment zum Beispill, datt mer eis net an deene leschte Jore wesentlech fir den Tram agesat hätten.

**D. M. Claude Adam (déri gréng).** - Den Här Wiseler schwätzt émmer, ouni datt een em d'Wuert gëtt.

**D. M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat kënnt Der eis wierklech net reprochéieren. Dir kënnt et zwar elo emol soen, mä domadder ass et just gutt gesot.

## (Coup de cloche de la présidence)

**D. Mme Viviane Loschetter (déri gréng).** - Madamm Presidentin, ech äntwerte ganz gären op Froen. Mä ech hu guer net gär, wann e Mikro ugemaach gëtt fir Téscheriff, well dat bréngt mech duerjerneen.

## (Exclamations)

**D. M. Claude Wiseler (CSV).** - Ah, ech woll lech zwar wierklech elo net duerjerne bréngen, Madamm Loschetter.

**D. Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** -



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

dentin, erlaabt ons, e bëssen och wéi mäi Virriedner op d'Landesplanung anzegoen, well duerch eng gutt duerchdachte Landesplanung kréie mer déi elo grad genannten aner Politicken openeen a mateneen ofgestëmmt. A schlussendlech duerch eng duerchdachte Landesplanung schaffe mer un der Entwicklung vum Land an u senger Gestaltung fir déi nächst Generatiounen an un hirer Liewensqualitéit.

(**M. Mars Di Bartolomeo** reprend la présidence.)

Erlaabt mer dofir, e bësse bei deem Thema ze bleiwen, well Landesplanung heescht och, am Virfeld definéieren, an dëst no Kritären, déi am Virfeld definéiert sinn, wat wou gebaut gëtt.

Et gouf emol aus onser Siicht eng luewenswäert Initiativ: den IVL.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Genau! Deen hat genau dat Zil: kloer definéieren, wat wou soll wuessen, wat wou soll gebaut ginn.

Mir hunn dat aktiv énnerstëtz aus der Oppositioun eraus. Mä duerno koum engem aneren CSV-Minister säi Pacte Logement an dunn ass - IVL hin oder hier - eng Course an de Gemen gen ugaangen, wien am meeschte géif wuessen, fir kenne méiglechst vill vun de Suen aus dem Pacte Logement ze profitéieren.

Bass de op d'mannst 1,5% pro Joer gewuess, egal wou deng Gemeng war, krus du d'Suen. Das wilde Wachstum uechtert d'Land ass mat effentleche Sue gesponsert ginn!

Eng kloer Linn wor do net mäi ze erkennen, Kolleginnen a Kolleegen, an eng Zukunftsvisioun, wéi sech sollt wat wéini entwéckelen, och net.

(**Interruption**)

Dat ass regrettabel, well et si vill, jo, et si ganz vill Suen aus dem Statsbudget an déi verschidde Gemeng gefloss, déi wuel en eegene Programm-haten, mä deen net um nationalen Niveau ofgestëmmt war.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Mam Resultat, datt d'Liewensqualitéit fir jidd-wereen op villem Niveaue sech verschlechtert huet, a mam Resultat, datt mer haut e krasse Mobilitéitsproblem hunn. An haut proklaméiert de Spëtzekandidat vun der CSV seng Angschte virum Wuesstum a schwätz vun Horrorvisiounen vun engem 1,1-Milliounen-Awunnerstat!

(**Interruption par M. Claude Wiseler**)

Jo, mä, Här Wiseler, Här Wiseler, loosst mech soen: Wien huet dann derfir gesuergt, wien huet dann derfir gesuergt, datt virun 10, 15 Joer et deemoools net zu dëser wichteger an aus onser Siicht noutwendeger Diskussioun komm ass? Zu engem Zäitpunkt, wou d'Keese gutt voll waren a wou mer all Atout an dësem Land haten an all Info iwwert déi wesentlech Erafuerderungen, fir ons richteg fir muer an iwwermuer opzestellen!

An ech ginn lech e Beispill, à titre d'information: Mäi Kolleeg, den deemolegen Députierte Camille Gira, haut Statssekretär am MDDI, huet seng éischt vu véier Motiounen, fir eng Etüd zum Tanktourismus ze maachen, am Joer 2001 hei déposéiert. Duerno koumen der nach zwou am Joer 2003 an et koum nach eng véiert - haalt lech un! - am Joer 2011.

An hien huet dat net gemaach, Här Wiseler, fir lech deemoools ze nerven. Mä hien huet dat, mä mir hunn dat gemaach, well mer gären allegueren eng kloer Analys hätten iwwert de Senn, gegebenenfalls iwwert den Onsenn, vum Tanktourismus, iwwert d'Recetten an d'Ausgaben, iwwert d'Nohaltegeet vun dése Recetten.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Dihutt iwwert d'Pétrolspräisser geschwät, déi wäerten an d'Luucht goen. Ma hei, dat gehéiert dozou! A fir déi Analys vum Tanktourismus, do hätte mer och gär gehat vun 2001 un, datt d'Émweltschied finanziell quantifizéiert kíént ginn.

Dat war, ech ginn et ganz gär zou, zu deem Zäitpunkt fir vill keen Thema a fir anerer huet et net dierfen zu engem Thema ginn. Haut hu mer dës Etüd. A mir hunn d'Zuelen. Mir hunn haut konkret Zuelen iwwert dat, wat den Tanktourismus eis erabréngt a wéi vill en ons kascht.

D'Regierung, dës Regierung ass elo gefuerert, eng Sortie ze gestalten, déi ons keen zweeten Debakel à la E-Commerce wäert bréngen. Well dat, wat bis elo geschitt ass, ech woen dat ze behaapten, dat, wat bis elo geschitt ass an dësem Dossier iwwert den Tanktourismus aus onser Siicht, dat ass dat, wat ee kíént nennen: „Nach uns die Sintflut!“.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Madamm Loschetter!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Jo, wann et eng Fro ass, Här President, ganz gär.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, ech wéll da froen, déi Analys vum Tanktourismus, déi ass jo elo da gemaach ginn. No dräi Joer läit se da schlussendlech um Dësch.

D'Fro ass just: Wéi gi mer dann elo mat däi Etüd do ém? Ech huunn den Här Gira um Radio héieren, fir ze soen, datt emol einstweilen näischt géif finanziell gemaach ginn, datt een dat emol alles misst kucken, datt een do emol misst lues maachen, datt een dat misst alles analyséieren.

Ech hunn och déi Etüd do gelies. An ech hunn eng ganz Rei Froen zu däi Etüd do ze stellen, well déi Zuelen, déi do avancéiert ginn, an déi Aart a Weis, wéi dat presentéiert ass, dat léiss aver a mengen Ae mäi wéi Fragezeichen zou.

Also meng konkret Fro ass: Wéi huet d'Regierung da wéilles, mat däi Etüd do émzegoen? Respektiv wéini soll déi dann eng Kéier diskutéiert ginn, wann déi fir lech esou wichtig ass?

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(**Interruptions**)

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Also, ech géif awer gären dem Här Wiseler äntwerter, datt se éischtens net no dräi Joer um Dësch läit, mä no 15 Joer um Dësch läit.

► **Une voix**.- Exzellent!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Aus onser Siicht op alle Fall, well mir hunn déi Demande per Motioun gemaach am Joer 2001 - dowéinst.

Zweet Saach, déi ech kann äntwerter, well ech si jo net d'Regierung, mä déi zweet Saach, déi ech kann äntwerter, ass, datt mer jo grad en Debakel à la E-Commerce welle vermeiden, wou vun engem Joer op dat anert mer en Abroch hunn. An dofir geet déi Regierung elo vorsiichteg mat deene kloren Zuelen...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass awer de Contraire vun deem, wat déi Gréng elo 15 Joer laang gefrot hunn!

(**Brouhaha**)

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Dat ass absolut net de Contraire! Mir wëllen net, mir wëllen net vun haut op muer an en E-Commerce... Här Wiseler, also, da muss ech awer e bëssen elo aushuelen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Huelt lech Zäit!

(**Interruption**)

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Här President, ech muss awer elo hei betounen - ech muss awer elo hei betounen! -, datt et jo bekannt war, a spéitstens sät onser Motioun 2001, well ech mengen, den Här Gira huet dat hei ausfeierlech erkläert, datt et bekannt war, da losse mer emol soen, spéitstens sät 2001, datt déi Recetté vum Tanktourismus keng nohalteg Recetté sinn, datt déi de Fluktuatione vu ganz ville Saachen ausgeliwwert waren, notwithstanding och, mä net némmer, vun de Pétrolspräisser, datt een déi also net kann einfach esou als rekurrent Recetten a lafend Käschte programméieren, mä datt ee muss wéissen, datt déi kíénte staark variéiere bis ewechfalen.

Sou! Dat war jo net gemaach ginn. Dofir mengen ech, datt mer - mir allegueren an Dir vläicht e bësser mäi wéi mir - missten eigentlech e bësser mäi diplomatesch mat däi Saach émgoen a wéissen - mir hunn elo d'Resultater -, net némme si mer nach émmer de Schwankungen ausgesat, well dat ka vun haut op muer ganz anesch sinn, mä zweetens wéesse mer, datt do ons mäi kascht, wéi et ons erabréngt. Sou!

(**Interruptions**)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass Är Interpretatioun!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Gutt. Erém eng Kéier, also déi do Ausso, déi jo keng Fro war, Här President, mä ech huele se awer op, déi do Ausso, wann Dir sot: „Et kascht mä, wéi se erabréngt“ (veuillez lire: „Et bréngt mä eran, wéi et kascht“), do gesi mer erém, wéi eng Visiounen Dir fir d'Zukunft hutt.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech géif gär emol eng Kéier seriö gärdriwwer diskutéieren.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Op jidde Fall keng, déi Émweltschied considériet...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech géif emol eng Kéier ganz seriö gärdriwwer diskutéieren!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- ...a scho quer keng, déi Émweltschied finanziell quantifizéiert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech géif gär seriö dorriwwer diskutéieren. An ech hunn d'Fro gestallt, wéini mer dat da kenne maachen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Sou. Also mir wäerten eis nach vill beschæftege mat deem Tanktourismus a mir wäerte ganz sécherlech och, ganz sécherlech och...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- An och Är Aussoe vu virun zéng Joer nach eng Kéier bréngen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Sou! Esou wéi...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Elo schwätze mer net mäi duerjerneen, well soss versteet kee mäi eppes!

(**Interruption**)

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Jo. Dat Bescht wier einfach, et géif een de Mikro...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Madamm Loschetter, adresséiert lech un d'Chamber! A mir fueren elo an der Diskussioun weider.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Et ass gutt.

Sou wéi...

(**Interruption et hilarité**)

Sou wéi am Waasserschutzzonenendossier, esou wéi am Kläranlagendossier, esou wéi am Klimadossier, esou wéi am Landesplanungsdossier, esou och am Mobilitéitsdossier: Am Mobilitéitsdossier ass nom Motto „sowohl als auch“ investéiert ginn. Dat heesch, ech promouvéieren dat eent an dat anert, an ech ignoréieren dobäi, datt et Mobilitéitszorte ginn, déi e groussen, jo souguer e ganz groussen Nachholbedarf opweisen, wat natierlech dozou gefouert huet, datt mer zu Lëtzebuerg och haut - och haut! - nach keen équilibrierte Choix hunn, also Choix vun de Mobilitéiten.

Haut ass et esou...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Sidd Dir fir de Choix?

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Mir sinn op alle Fall, fir datt et misst..., also...

(**Interruption et hilarité**)

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- D'Madamm Loschetter gétt op. Här Wiseler, si gétt op!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- D'Zuele weisen awer haut, datt do mäi investéiert gétt, wou et en Nachholbedarf gétt - a vill mäi investéiert gétt -, näamlech genau do an déi Mobilitéit, déi klimakompatibel ass. Mat däi haiteger Regierung sinn d'Zuelen am Budget inverséiert ginn, inverséiert ginn: een Drëttel an d'Stroosseen an zwee Drëttel an den effentlechen Transport an an d'Mobilité douce. Endlech!

Verschidde Programmer sinn extrem an der Zäit beschleunegt ginn. Dat ass och en Énnereschéed zu deem, wat virdru gesot gi war, datt eigentlech alles scho prett war an datt dat einfach weidergefouert gétt. Neen! Et gétt net némmer einfach weidergefouert, wat eventuell prett war. Mä et ass a) adaptéiert ginn, b) ass virun allem extrem, extrem beschleunegt ginn: den Tram...

► **Une voix**.- Autobunn op dräi Spuren!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- ...an den Arrêt Pont Rouge d'nächst Joer an d'Cloche d'Or an de Findel 2020.

An den nächste Jore gi 674 Milliounen an déi dräi grouss Mobilitéitszentren investéiert. Net némmer d'Stad, mä och Esch a virun allem och d'Nordstad sinn en Thema. Aacht Joer Gewénn, richtege!

Insgesamt si vun onsen Investissementer bal ee Véierel gréng Investissementer, gréng am Senn vu Klima- an Émweltschutz, deenen hiren Niveau haut duebel esou héich läit wéi nach 2013. All dës Zuelen am Budget, virop déi vun den Infrastrukturen, sinn a Relatioun ze setze mat der Diskussioun, sou gesi mir et, déi mer sät der Rentrée an dësem Land fíereren iwwert de Wuesstum. Mir schwätzen an dësem Senn l'éíwer vun „Entwicklung“, well doréems geet et jo hei schlussendlech.

Mir brauchen, Kolleginnen a Kolleegen, mäi wéi jee eng Entwicklungsstrategie fir Lëtzebuerg, déi logesch, déi konsequent, déi effizient fir d'Bierger an d'Biergerinnen an d'Betriber ass, déi ekologesch a klimapolitesch kompatibel ass an domadder an engems och d'Liewensqualitéit an d'Gesondheet vun alle Leit ka garantéieren.

Dës Regierung huet sech eng Base dofir geschaffen a knapp 500 Säiten, déi net némme vum Här Rifkin redigéiert gi sinn, mä vun iwwer 300 Akteuren...

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- ...vun hei zu Lëtzebuerg!

Et gëllt elo, dës Rifkin-Base - ech soe ganz gär: den „Raster“ dovunner - ze fëllen, ze fëlle mat Arbechtsgruppen, am Austausch mat alle Bierger a Biergerinnen.

An ech mengen och kenneen ze soen - well den Här Wiseler de Moie gesot huet, oder de Mette gesot huet, si wären net invitéeiert ginn, mä ech mengen, si si mäi wéi wéllkomme, fir an deenen Aarbechtsgruppen do matzeschaffen! Well et gëllt effektiv, all zesummen, gemeinsam un däi Entwicklungsstrategie ze schaffen, well mir kréien et némmer all zesummen hin.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kritäre vum Budget wäerte sech wahrscheinlich och an deenen næchste Joren entwéckelen. Do wäerten, denke mir, och nach aner oder zusätzlech Kritären ewéi de renge Wuesstumskritär oder de PIB eng Roll spiller, Kritären zum Beispill wéi Liewensqualitéit, wéi Gesondheet, wéi sozialen Zesummenhalt, déi en Deel vum PIBien-être sinn, iwwregens. Mä och eng gesond Émwelt a genuch Ressourcë spiller dobäi émmer mäi eng grouss Roll.

De Budget wäert émmer e wichtigt Instrument bleiben, fir Politik ze gestalten, mä de Budget wäert, an dat wënsche mir ons, an Zukunft och anerer vun deene Kritäre berücksichtige wéi déi klassesch, déi mir bis elo kannt hunn. No haltegeet, ekologesch Kompatibilitéit a virun allem och Transparenz wäerte Kritäre ginn, déi fir d'Zukunft eng Roll wäerte spiller.



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech mengen, Här Roth, d'Fro ass gestallt.

**D. M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, d'Fro ass gestallt, mä elo ass et...

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- D'Fro ass gestallt an da gi mer elo eng Antwort drop. Wéi gesot, d'Alternativ ass, dass Der lech aschreift. D'CSV huet nach Riedezäit zur Verfügung.

**D. M. Gilles Roth** (CSV).- Neen, et wier emol déi dote Fro.

**D. Mme Viviane Loschetter** (dái gréng).- Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, traditionellerweis stëmmen déi gréng d'Direktiven, d'Emsetzung vun Direktiven, well mer jo och zu deenen europäesche Politicke wëlle princiell stoen. Et ass eng Verflichtung. Déi mussan en national Gesetzer geschriwwen ginn. Princiell stëmme mir déi.

Zweetens, wa mir e Projet fir sënnvoll fannen, da stëmme mir dee mat, och wa mir an der Oppositioun sinn, Här Roth!

## (Interruptions)

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Neen, ech mengen, dass d'Antwort ginn ass. Mir wëllen hei keen Débat am Débat maachen. Ech géif d'Wuert dann un den nächsten Riedner ginn, deen den Här Gast Gibéryen fir d'ADR ass. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert. A wann Der nach e wëssenschaftlechen Disput wëllt maachen....

**D. Une voix**.- Et ass e realpoliteschen.

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Voilà! ...et sinn nach genuch Plazien am Haus fräi. Här Gibéryen!

**D. M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus fir unzefänken, fir datt ech dat net vergiessen, dem Claude Haagen Merci soe fir sái schréftlechen a mëndleche Rapport.

**D. Une voix**.- Très bien!

**D. M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et ass de Mëtten hei scho gesot ginn, mir wëssen et alleguer, datt fir e Rapporteur de Rapport zum Budget e Kärsteck an deem senger Carrière ass an datt dat mat vill Aarbecht verbonnen ass. An och, wann een als Oppositounspolitiker dem Rapport net zugestëmmt huet, muss een awer émmer uerkennen, datt hei eng wäertvoll Aarbecht, net némme vun dësem Rapporteur, mä och an deene Jore virdrun, gemaach ginn ass, well normalerweis punktuell ganz interessant Iwwerleeuungen dra sinn, op déi een och ganz dacks kann drop zréckkucken. Duerfir och dëse Merci vun eiser Säit un de Claude Haagen.

Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, d'ADR huet schonns émmer hir politesch Iwwerleeuungen, Propositionen an Décisiounen dem Prinzip vun der Nohaltekkeet énnerworf. Dat ass um ADR-Nationalkongress virun zwee Joer nach eng Kéier énnerstrach ginn, a gläichzäiteg ass festgehale ginn, de Prinzip vun der Nohaltekkeet verstärkt an d'politesch Diskussion eranzébréngen, dat émsou méi, well mer hu misse feststellen, datt grad énnert dëser Regierung dëse Prinzip praktesch guer net méi zum Droe kënnt, dëst, obschonns an dëser Regierung eng soi-disant gréng Partei vertrueden ass.

Duerfir hate mir als ADR och d'lescht Joer den 3. Dezember hei an der Chamber eng Interpellatioun énnert der Bezeichnung „Zukunft Lëtzebuerg“ ugefrot an duerchgezunn, fir op dës Entwécklung opmierksam ze maachen.

Zénter e puer Méint ass op Regierungsniéau eng Campagne lanciéert ginn, wou iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land soll diskutiert ginn. Meng Interventioun zum Budget dëst Joer beschäftegt sech duerfir mat der Fro, ob d'Politik, déi mat dësem Budget gemaach gétt, dem Prinzip vun der Nohaltekkeet entsprécht oder net.

Wa mer d'Analys kucke vum Wuesstum iwwert déi lescht Joren, zénter datt dës Regierung am Amt ass, da leie mer praktesch bei engem Wuesstum an der Moyenne vu 4%. Fir d'nächst Joer ass e Wuesstum vu 4,2% virgesinn. Et ass dat Duebelt am Schnëtt, wéi an der Europäescher Unioun an der Moyenne de Wuesstum steet.

An trotzdeem mer hei zu Lëtzebuerg dee Wuesstum hunn, hu mer iwwer all déi Joren Defiziter gemaach. Déi Defiziter ginn zréck op d'Joer 2003. A vun 2003 bis haut hu mer all Joers Defiziter gemaach, mat Ausnam vum Joer 2007, wou mer schwarz Ziffere geschriwwen hunn. Awer och dës Period, 2013, d'Ziffere

sinn haut scho genannt ginn, 466 Milliouen; 2014 141 Milliouen; 2015, haut de Moien hu mer d'Konte gestëmmt, 460 Milliouen, a fir dëst Joer rechne mer och mat e puer Honnert Milliouen. D'Chiffere sinn nach net bekannt. Et geet besser aus, wéi am Budget virgesi war, mä mir maachen awer en Defizit. A fir d'Joer 2017 hu mer dann erëm en Defizit hei programméiert am Budget, dee liicht iwwer eng Milliard geet.

D'Fro, déi ee sech muss stellen: Ass et normal, wann een an engem Land regelméisseg Rekordwuesstum huet, datt een trotzdeem Defizit a sengem Budget huet? Da muss een déi Fro beäntwerte mat Neen. Dat ass net normal, datt ee bei strammem Wuesstum och nach en décken Defizit huet.

Aner Länner, déi manner Wuesstum hu wéi Lëtzebuerg, hu keng Defiziter oder kleng Defiziter. Ech nennen Däitschland, dat mat engem Wuesstum vun 1,6%, 1,7% elo schonn zénter e puer Joer schwarz Ziffere schreift, deem seng Globalverschöldung wuel iwwer 60% läit, mä dat awer trotz deem Wuesstum seng Scholde-spär konnt abauen, keng nei Scholde méi mécht a Scholde kann zréckbezuelen.

Wat geschitt eng Kéier mat dem Budget vun dem Lëtzebuerg Stat, wa mer dee Wuesstum net méi hunn? Wat geschitt, wa mer eng Kéier eng Kris kréien? Wa mer elo scho bei esou engem héije Wuesstum en Defizit hunn, wat geschitt dann, wa mer eng Kéier net méi dee Wuesstum hunn, wa mer erëm en Nullwuess-tum kréien an, nach vill méi schlëmm, wa mer eng Kéier géifen en Negativwuesstum kréien? Wéi géifen dann d'negativ Chiffere vum Budget ausgesinn?

Här President, eise Finanzminister, den Här Gramagna, huet virun dräi Joer sái Mandat ugetratt, andeem datt e gesot huet, hie géif am Fong némme Finanzminister ginn énnert der Konditioun, datt den Defizit am Statsbudget géif ofgeschaaft ginn. An et muss ee soen, déi éischte zwee Joer, dräi Joer war et och an déi Richtung gaangen.

Mä wa mer awer haut kucken, datt, wéi den Här Gramagna ugefangen huet, den Defizit 466 Milliouen war, an haut kënnt deesel-wechte Minister heihinner a presentéiert eis e Budget mat engem Defizit vun iwwer enger Milliard, da musse mer natierlech soen, datt en déi Konditiounen, énnert deenen e viru véier Joer, oder dräi Joer dat Mandat ugeholle huet, iwwerhaapt net respektéiert. A wann e sech sel-ler géif eescht huelen, misst en am Fong soen: „Ech halen elo op als Finanzminister, well déi Konditiounen, énnert deenen ech Finanzminister gi sinn, déi kann ech net méi anhalen, an ech sinn e Mensch, deen doranner seng Konsequenzen zitt.“

**D. Plusieurs voix**.- Très bien!

**D. M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dann ass iwwer Scholde geschwat ginn, Här President. Et sinn an dëser Legislatuperiod keng Scholde gemaach ginn. Et si keng nei Emprunten opgeholle ginn. Dat ass richteg. Mä den Här Finanzminister, deen ass an der Presentatioun vun de Chifferen - an ech wäert haut e puer mol dorop agoen - e richteg Künstler. Ech hu selten e Finanzminister heibannen erleift, deen et färdig-bréngt, d'Chifferen émmer esou schéinzel-schreiwen, wéi den Här Gramagna dat, Här President, heibanne fäerdegbréngt!

D'Fro muss ee sech stellen, wann e Stat iwwer Joren Defizit huet an e mécht keen Emprunt, den Defizit muss jo awer bezuelt ginn, da muss ee sech d'Fro stellen: Ma wéi bezuele mer en Defizit iwwer Joren, wa mer keen Emprunt maachen? Dee gétt aus der Trésorerie bezuelt. Wat ass dann an der Trésorerie? Ma wa mer eis Dokumenter kucken, do steet zum Beispill, datt op de Fongen 1,5 Milliarde géife, leien. Elo wësse mer awer, datt dat just eng Écriture administrative, oder wéi ee se wëll och émmer nennen, ass, wou 1,5 Milliarde steet. Déi waren och eng Kéier an der Trésorerie vum Stat. Mä déi sinn an der Zwëschénzäit opgeschafft ginn an et sinn eben Defiziter net némmen an dëser Period, mä och schonns an der Period virdru bezuelt ginn.

Da muss een awer och fairerweis soen, wann ee seet: „Mir hu keen Emprunt opgeholle“, datt déi lescht Regierung zum Schluss en Emprunt opgeholle hat vun dräi Milliarden, vun deenen nach en Deel do war, mat deem an dëser Legislatuperiod konnten Defiziter bezuelt ginn. Och dat huet de Finanzminister net gesot.

An dës Regierung huet en neie Fong agefouert, näämlech den Zukunftsfong, wou all Joer 50 Milliouen drop iwwerwise ginn, wou sech virun dräi Joer, wéi dat agefouert ginn ass, der-mat gebretzt ginn ass, datt do fir déi kommend Generatiounen géif e Fong geschaافت ginn, a wou och elo um Pabeier, 3 mol 50, 150 Milliouen stinn. An a Wierklichkeit sinn déi Suen an der Trésorerie. Mä si sinn awer och mat fortgaangen, fir d'Defiziter ze decken. Dat heesch

also, an der Trésorerie ass kee Geld méi dran, d'Trésorerie ass eidel!

An do wollt ech dem Här Berger soen, deen am Fong gesot huet, hien hätt net gewosst - hien huet de Mëtten hei gesot, si wieren erschreckt gewiescht, wéi si an d'Regierung komm wieren an dat festgestallt hätten -, wéi d'Finanzsituatioun vum Stat war:

Här Berger, ech ka mech erënneren, datt Är Partei an ech och bei der leschter Legislatuperiod hei émmer gesot hunn, datt an der Keess, dézäit hu mer émmer gesot, „kee rouden a kee schwarzen Euro“ méi dra wier. Dat war déisel-wechte Argumentatioun. Also mir hunn net brauchen an eng Majoritéit ze kommen, fir festzestellen, datt keng Sue méi an der Keess sinn. An ech hunn och d'lescht Joer a virzejoert gesot: Elo kënne mer niewent deem rouden an deem schwarzen nach dee gréng an dee bloen Euro derbäinennen. Et ass einfach náischt méi an der Keess do!

An et ass net némmen, datt náischt méi an der Keess ass, mir sinn am Minus. Wann d'Regierung higeet a se mécht eng Ligne de crédit op, wou se ka bis eng Milliard goen a wou mer am September iwwer 800 Milliouen am Keller waren, dann ass dat en Zeechen, datt alles fort ass, well et geet ee jo eréischt an de Keller deen Ableck, wann ee keng Liquiditéit méi huet.

Et kann een also net higoen a soen: „Mir hu keen Emprunt opgemaach.“ Da muss een awer gläichzäiteg a fairerweis och derbäisoen, datt een en Emprunt vun der aler Regierung weider opgeschafft huet, datt mer keng Finanze méi an den Trésorerien hunn an datt all déi Suen, déi sief et op deen 33 Investitiounen oder um Zukunftsong sinn, datt déi Sue fort sinn an datt een an de Minus gaangen ass iwwer eng Ligne de crédit, wat énnert dem Stréch och en Emprunt ass.

A wa mer da wëssen, wéi d'Geforce sinn, wa mer hei gesinn, wéi mer iwwert d'Finanzsituatioun schwätzen: Wat maache mer, wann d'Zénsen eng Kéier an d'Lucht ginn? Mir wëssen, datt am Ableck zwou nei europäesch Direktiven amgaange sinn, déi, wann dat timingsméisseg richteg duerchgeet, déi eng 2019, déi aner 2021 a Kraft trieden, wou Lëtzebuerg, wa se esou géifen duerchgoen, wéi se haut am Text an der Propositioun sinn, wou Lëtzebuerg géif erëm en zweeten Abroch praktesch wéi beim E-Commerce kréien, an zwar relativ kuerzfristeg.

A wa mer gesinn hunn, wéi d's Regierung an däi Diskussioun an hiren dräi éischte Joer, wou se hei am Amt war, esou séier émmer zu Bréissel noginn huet, da fäerte mer, datt och d'Regierung bei dësen zwou Direktiven nogëtt an datt mer dann e weidere staarken Abroch kréien um Niveau vun der Betriebsbesteierung.

Mir wëssen awer och, datt d'Welt méi onschécher ginn ass. Mir schwätze vum Tanktourismus. D'Madamm Loschetter huet elo grad hei geschwat vun däi Etüd.

Här President, esou eng Etüd, déi ass nun eemol eben dat wäert, wat se wäert ass. Ech wëll drun erënneren, datt den Innenminister, den Här Dan Kersch, virun dräi Wochen um Radio moies ugeschawt ginn ass, wat e géif do-vun halen, vun däi Etüd, déi de SYFEL gemaach huet, d'Vétriebung vun de Kierchefabrieken, zu dem Projet de loi iwwert d'Reform vun de Kierchefabriek vun dëser Regierung, duerch de belsche Verfassungsspezialist, de Professor Delpérée. An do huet den Här Kersch geäntwert moies um Radio: „Dir wësst jo, wéi dat mat deenen Etüden ass. Deen eng Etüd bestellt an dee se bezuelt, dee kritt dat och eraus, wat e gären hätt.“

Souwält d'Meenung vun dëser Regierung zu den Etüden! An ech mengen, déi Etüd iwwert den Tanktourismus, déi ass och vun dëser Regierung bestallt a bezuelt ginn, a laut dem Här Dan Kersch ass och duerfir dann do dat erauskomm, wat d'Regierung gären hätt.

## (Interruptions)

Ech wëll och soen, datt, wann do geschwat gétt vun de Schied, déi duerch den Tanktourismus entstane sinn, ma ech wëll deene gréng Kollege soen: Wa mer 170.000 Frontalierer hei am Land hunn oder 180.000, déi hei tanken, a si verfueren de Spratt an Däitschland, an der Belsch an a Frankräich, dann ass de Schued genau esou grouss fir d'Natur, ob se hei tanken oder op se en do tanken.

Also d'Konsequenz vum Tanktourismus ass déisel-wechte, just datt mir awer als Land iwwert d'Akzisen eng staark Recette hei an eisem Stats-budget hunn. A wann déi gréng dorobber wëlle verzichten, da solle se dat hei kloer zum Ausrock bréngt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gramagna huet gesot: „Mir kënne eis den Defizit leeschten, well d'Konjunktur gutt ass.“ D'Konjunktur ass gutt, awer datt mer duerfir eis kënne en Defizit leeschten, dat ass natier-

lech eppes, wat ech bis haut nach ni vun engem Finanzminister héieren hunn!

Well grad, wann d'Konjunktur gutt ass, mécht ee keen Defizit. Wann eng Konjunktur gutt ass, da rechent een, datt een e Budget kritt, deen och en Iwwerschoss mécht. A mat deem Iwwerschoss leet ee Reserven un. Oder mat deem Iwwerschoss bezilt een Emprunte zréck.

Awer fir hinzegeen mam Argument: „Wann d'Konjunktur gutt ass, kënne mer eis en Defizit leeschten“, dat ass eng finanzpolitesch Iwwer-leueung, déi ech nach ni matgemaach hunn, a virun allem, well mer wëssen, datt mer laut dem pluriannuelle Plang an deenen nächste Jore wäerten all Joers eng Milliard léine müssen. Mir mussen all Joers eng Milliard léine laut dem pluriannuelle Plang! Vun 11 Milliarden elo gi mer op 16 Milliarden am Joer 2020 erop. Dat ass also eng Situations, wou mer musse soen, datt d'Statsfinanzen net gutt sinn, wa mer Defizit maachen.

A wa mer da richteg kucken, an do wëll ech drop agoen, Här President, wa gesot gétt émmer, d'Statsfinanzen wieren an der Rei: Och hei spiller d'Regierung an och eise Finanzminister net éierlech vis-à-vis vun der Effentlechkeet, well all Kéiers, wa mer iwwert d'Finanzsituatioun vum Stat schwätzen, géift fir d'Éischt iwwert d'Finances publiques geschwat. Et geet net iwwert den Zentralstat, de Statsbudget a priori. Et géift fir d'Éischt gesot: „D'Finances publiques sinn am Équilibre“, well genau gewosst gétt, datt d'grouss Mass vun de Leit dobausse jo keng Differenz maachen, an d'Leit kënnen dat net verstoen: Wat sinn d'Finances publiques a wat sinn d'Finances centrales?

De Gros vun de Leit weess et net, an domadder gétt gespillet, duerfir gétt déi Situations, déi positiv ass, virgestallt, an datt de Statsbudget negativ ass, dat kënnet dann iergendwann eng Kéier hennendrun.

Wa mer awer wëssen, datt mer némme bei den effentleche Finanzen e positiv Resultat hunn, well niewent dem Defizit vun enger Milliard beim Stat d'Pensiounskeesen en Iwwerschoss maache vun iwwer 800 Milliouen an d'Gemengen 200 Milliouen, an datt mer doduerch en Équilibre kréien, da muss een dat awer och esou soen a kloer soen, datt de Statsbudget an engem Defizit ass.

A wann een dat hennendrusetzt, datt encouragéiert een, d'Leit kréie just mat: „Ma et ass alles an der Rei, mir schreive schwarz Zifferen.“ An da seit jiddwereen: „Ma dann hätte mer elo erëm gären, well et ass jo Geld do.“ Mä et ass kee Geld do! Mir verdeele Geld, dat mer net hunn!

Den Här Gramagna huet nach géschter am „Lëtzebuerger Wort“ iwwert d'Entwécklung geschwat, an och iwwert déi jäerlech Iwwerschoss vun der Sozialversécherung ass géschter fir d'Éischt richteg geschwat ginn. An der Vergaangenheit ass dat émmer vergiess ginn.

D'Fro, déi ee sech also muss stellen, wa mer gesinn, datt mer iwwer Joren e stramme Wuesstum hunn an och iwwer Joren en Defizit, d'Fro ass da berechtegt: Dee stramme Wuesstum, dee mer gemaach hunn an deen och vun dëser Regierung weider ugepeilt gétt, ass dat positiv oder negativ fir d'Statsfinanzen? Da muss een énnert dem Stréch soen: „Neen, trotz dem stramme Wuesstum si mer émmer mat engem negative Resultat erëmkomm.“



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

Da gëtt geschwat vun där sozialster Steierreform, déi jeemools gemaach ginn ass. Ech hat gemengt, mir bräichten haut net méi op d'Steierreform anzegoen, mä well meng Virriedner awer erëm dat esou hei presentéiert hunn, wëll ech dat dann och nach eng Kéier hei diskutéieren.

Den Här Gramegna sot am „Background“ den 10. Dezember, an d'lescht Woch huet en et och nach eng Kéier hei an der Chamber gesot, datt mer hei déi sozialste Steierreform hätten, déi jeemools gemaach gi wier. An den Här Gramegna huet e Beispill ginn. E seet: „De soziale Mindestloun kritt 61% Steiererlückterung“. Den Här Berger huet dat de Mëtten och nach eng Kéier hei gesot: „De qualifizierte Mindestloun: 42%, an en Akommes vun 10.000 Euro de Mount kritt 125 Euro.“

Här President, ech huelen un, datt jiddwerengem opgefall ass, datt e beim Mindestloun vu Prozenter geschwat huet an datt e beim Akommes vun 10.000 Euro de Mount vun Euroe geschwat huet. Et war sécherlech e Lapsus, well d'Regierung seet jo émmer d'Wourecht.

Mä wann een dann awer kuckt, wat déi 61% Steiererlückterung beim Mindestloun ausmaachen, da sinn dat 38 Euro, wann ech kucken, géint 125 Euro Steiererlückterung bei 10.000. An d'Abattement, wann een déi awer dann derbäirechent, déi iwwert dës nei Steierreform kommen, da gesi mer, datt d'Haushaltshëlf vun 3.600 op 5.400 eropgaangen ass. Dat sinn 1.800 Euro weider Abattement, déi ee kritt. 43% dovunner si 774 Euro Abattement, Steiererlückterung, déi ee kritt. Dat si 65 Euro de Mount.

Wann een elo kuckt, wat iwwerhaapt eng Persoun, déi esou vill verdéngt, un Abattement kritt, fir d'Botzfra doheem ze bezuelen, da sinn dat am Abléck 5.400 Euro. 43%, dat gëtt 2.150 Euro. Op de Mindestloun émgerechent kritt déi Persoun 179 Euro de Mount oder, et kann ee soen, 18 Stonnen de Mount Botzfra iwwert de Wee vun de Steiere bezuelen.

Wa mer dann och nach den Elektroauto bäßuelen, wat eng typesch gréng Politik ass, do kann ee 5.000 Euro ofsetzen, déi awer némmen déi Leit mat groussem Akommes kennen ofsetzen, an ee Klengen, deen de Mindestloun oder eppes Klenges iwwert de Mindestloun, 3.000 Euro, verdéngt, dee kann náischt dovun ofsetzen. Et ass also hei, et mengt ee grad, déi gréng géifin némmen aus Räiche bestoën, si wéilte just d'Stëmme vun deene klenge Leit kréien. Op jidde Fall mécht den Abattement vum Elektroauto bei engem Revenu vun 10.000 Euro 2.150 Euro d'Joer oder 179 Euro de Mount aus.

A wann ech dann erëm op dem Här Gramegna seng Prozenter zréckkommen, da gesi mer, datt deen um Mindestloun 61%, dat ass e gewaltege Prozentsaz, un Erlückterung kritt, dat sinn 38 Euro. An den Här Berger huet de Mëtten hei gesot, dee vun 10.000 Euro, deen hätt némme 5% Erlückterung. Wa mer dat dann zesummerechnen, wat en direkt kritt iwwert den Abattement vun der Haushaltshëlf, iwwert den Abattement vum Elektroauto, da kritt deen 369 Euro de Mount Steiererlückterung. Also 61% maachen 38 Euro aus a 5% maachen 369 Euro aus.

Här President, ech hätt an dësem Fall léiwer 5% Steierreduktioune wéi 61%. An elo hu mer nach déi aner Abattement guer net derbäigerechent, Här President, wéi d'Bauspueren, d'Pensiounen, alles dat.

Mir gesinn also, wat mer hei Rechekünstler an der Regierung hunn, déi Prozenter aseten, wann déi se arrangéieren, an déi Euroen aseten, wann déi se arrangéieren. Mä wann een déi zwou Saachen zesummerechent, kënnt dat heiten eraus: 61% sinn 38 Euro a 5% sinn 369 Euro. An dat ass dann, wéi gesot, déi sozialste Steierreform, déi jeemools hei am Land gemaach ginn ass.

Här President, en anere Punkt: d'Investitiounen. Et ass richteg, datt mer héich Investitiounen maachen. Mä mir si condamnéiert duerch dee stramme Wuesstum, duerch deen Zouwess vun Aarbechtsplazen, duerch deen Drock um Wunnungsmaart, an d'Infrastrukturen ze investéieren. A mir kommen net méi no mat Investitiounen finanzéieren.

An dat huet de Jean-Claude Juncker 1999 eng Kéier hei an der Chamber gesot, en huet gesot, deemoools hätt d'Regierung rechte gelooss an erausfonnt, datt de stramme Wuesstum net genuch Gelder géif generéieren, fir seng eegen Nofolgekäschten ze finanzéieren. An dat hu mer jo och iwwer all déi Jore gesinn, well mer am Statsbudget defizitar sinn. Mir kommen net no, fir dat ze finanzéieren, wat de stramme Wuesstum vun ons verlaagt. An duerfir musse mer investéieren. A mir kommen trotzdem net no, fir esou vill ze investéieren, wéi mer nach missten investéieren.

Also och de stramme Wuesstum bréngt eis net genuch Suen, fir ebe seng Konsequenzen ze bezuelen.

De Chômage. De Chômage ass en anere Problem, Här President, wou gesot gëtt: „Ma mir mussen dee stramme Wuesstum hunn, fir Aarbechtsplazen, fir de Chômage, fir Aarbechtsplazen se schafen a fir de Chômage ze bekämpfen.“

Här President, mir hunn an deene leschten zéng Joer 100.000 nei netto Aarbechtsplaze geschaافت, an der Moyenne 10.000 d'Joer. An deemselwechten Zäitraum, wou mer déi 100.000 Plaze geschaافت hunn, ass de Chômage eropgaange vun - elo muss ech hei kucken, datt ech kee Feeler soen -, vun 13.000 op 23.000, op 23.774.

Dat heescht, obscho mer 100.000 Aarbechtsplazen an deem Zäitraum geschaافت hunn, ass de Chômage an deem Zäitraum och nach ém 10.000 gekommen. Also ass et net esou, datt mer musse massiv Aarbechtsplaze schafen, fir datt mer de Chômage bekämpft kréien, mä de Chômage, dee mer hei am Land hunn, kréie mer net duerch massiven Zouwuess vun Aarbechtsplaze ofgeschaافت, mä wa mer eng uerdentlech Formatioun maachen, wa mer eis Leit esou ausbilden, wéi den Aarbechtsmaart se brauch. Dat brauche mer. Mir hu verschidde Reforme gemaach, déi och punktuell Léisunge bréngent. Mä mir schafen en net of, andeem mer d'Aarbechtsplazen zu 80% mat Frontaliere besetzen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Just d'lescht Joer ass de Chômage ém 800, 900 zréckgaangen. Mä et muss een awer wéessen, datt mer an deenen zwee leschte Joer 2015, 2016 25.000 nei Aarbechtsplaze geschaافت hunn, an en ass 900 Stéck zréckgaangen. Och wa mer dat an d'Relationen stellen, mengen ech, seet eis dat datselwecht.

An déser Legislaturperiod gi 60.000 nei Aarbechtsplaze geschaافت. Den Här Gramegna huet deen Dag, wéi de Budget hei deponeiert ginn ass, owes op RTL op der Televisioun gesot: „Ma mir schafen dést Joer 15.000 nei Aarbechtsplazen an d'nächst Joer erëm eng Kéier 15.000 Aarbechtsplazen.“

Dir kënnt lech erënneren, datt ech deemoools bei der éischter Reaktion op de Budget gesot hunn: „Et ass verréckt an onverantwortlech, wat mer hei maachen.“ A genau dat ass dat, wat ech domadder mengen, wann eng Regierung mengt, si misst e Budget maachen, deen op Rekordwuesstum opsetzt, wou mer wéessen, wat fir eng Konsequenzen dat alles hannerdrun huet, datt et eis méi Problemer schaافت, wéi et der léist. An duerfir hunn ech dat deemoools gesot: „Et ass verréckt an onverantwortlech.“ An datt dat d'Politik vun déser Regierung ass - ech kommen nach op eis gréng Kolleguen herno ze schwätzen -, datt dës Regierung radikal a maximal op Wuesstum setzt, dat ass einfach verréckt an onverantwortlech! Dat féiert d'Land métteil- a laangfristeg an eng Katastrophen.

60.000 nei Aarbechtsplazen, déi ginn zu 80% vun de Frontaliere besat. Dat sinn 48.000 Frontaliere, déi mer an d'r Legislaturperiod hei weider an d'Land kréien. An déi 48.000, déi kommen erëm zu 80% mam Auto schaffen. Dat wéesse mer alleguer. An en Auto, dee brauch am Stau sechs, siwe Meter. Dat heescht, wa mer 38.000 Autoe weider kréien, wat dat ausmécht, dann hu mer 260 Kilometer Stau weider, moies an owes duerch d'Land verdeelt, net op enger Plaz, mä duerch d'Land verdeelt si moies an owes 260 Kilometer Autoe weider.

Dat ass d'Realité! An duerfir ginn déi Stauen och vun Dag zu Dag méi grouss. An och dat gëtt net géilest mam Tram. Iwwregens hunn d'Kollege vun der CSV elo, déi den Tram jo gestëmmt hunn, an d'Stad Lëtzebuerg, d'CSV huet festgestallt, datt den Tram de Problem net léist. Mir wiere frau gewiescht, si hätten dat e puer Jor méi fréi gesinn, wéi mir et och scho gesot hunn, well all Mënsch weess: Hei kënnten dräi Trammen an der Stad hin- an hierfueren, niewenteneen an iwwereneen an hannereneen, duerfir gëtt de Stau ronderëm d'Stad kee Meter méi kleng!

An de Stau ronderëm d'Stad, dee wiisst vun Dag zu Dag. A mat d'r heiter Politik kënne mer maachen, wat mer wëllen, do kréie mer dee Problem do ni an de Gréff. Mir kënne Vélos-piste maachen, wat énnerstëtzzt gëtt. Mir kënne och soen, d'Leit sollte sech treffen, zesumme fueren, mir kënne och nach dräi Appen aféieren, fir datt se dat besser kënne organiséiert kréien. Mä dat ass eng Dréps, dat ass eng Dréps op de waarme Steen, bei deem, wat mer vun Autoen duerch déi heite Politik weider hei an d'Land eranzéien! Dorunner wäert sech náischt änneren.

An da muss een och d'wirtschaftlech Konsequenz kucke vun esou engem Stau. D'Uni Lét-

zeburg huet eng Etüd elo gemaach viru Kuerzem, wou se seet, datt de Stau ongefér 200 Milliouen d'Joer u Käschte géif mat sech bréngen, Wirtschaftlech Käschte fir déi Leit, déi am Stau stinn, duerch Zäitverloscht, duerch Benzin, dee verbraucht gëtt, an d'Aarbechtszäitten, déi do verluer ginn, an esou virun. An dobäi, hat se gesot, sinn emol d'Betriber, d'Geschäftsleit, déi mat de Camionen, mat hire Geierer énnerwee sinn, net do mataberechent. An dat ass e Käschtepunkt, dee muss de Konsument bezuelen, well wann d'Entrepréise mat hire Camionen an hiren Autoe stonnelaang am Stau stinn, dat muss bezuelt ginn. An et ass de Konsument, deen déi Aarbecht gemaach kritt, dee muss dat och mat bezuelen. Also wéesse mer, mat d'r Politik, déi elo gemaach gëtt, ginn eben och déi Käschten an den nächste Jore weider an d'Luucht.

De Logement. Här President, eis Logementsministesch, déi mer haten, ech wëll elo weider net op hir politesch Aktivitéiten agoen, déi se hei hat, mä mir wéesse jo awer, datt d'Regierung versicht huet, se iergendwéi am gällenen Exil zu Dubai énnerzékreien. Mä och den neie Logementsminister, dee jo mat engem formidabelen Engagement erugaangen ass, huet elo kierzlech gesot, datt och hie keng Wonner kíent bewieren. En huet also relativ séier festgestallt, datt en och net de Problem esou séier wäert geléist kréien.

A well mer esou weider wuessen, wéi mer wuessen, wäerte mer den Drock op de Logement och net lassginn! Well, wa mer all Joers 10.000, 15.000 Aarbechtsplaze schafen, dann ass et jo normal, datt déi Leit, déi et sech kënne leeschten, och d'Frontalier, déi eng gutt Platz hei hunn, déi et sech kënne leeschten, fir zu Lëtzebuerg nach sech en Eegentum unzeschaffen oder lounen ze goen, datt déi versichen, esou no wéi méiglech bei d'Aarbecht ze kommen, well se net wëllen all Dag zwou, dräi Stonne fir hin an heem am Stau stoen. An duerfir gëtt den Drock op de Logement émmer méi grouss! Dee kréie mer net an de Gréff.

Dat ass also och eng Konsequenz vun deem stramme Wuesstum, wa mer de Problem vum Logement net kënne léisen, an da gëtt dat émmer méi deier. Mir hunn héieren hei, an d'Etüde si jo och déser Deeg erauskomm, datt d'lescht Joer d'Präisser am Logement erëm eng Kéier 5% gekommé sinn. Dat heescht, mir ginn also iwwer Joren all Joers 5% an d'Luucht. Wa mer higinn, mir huelen en Appartement, net dat deierst, mä en Appartement vu 400.000 Euro an dat gëtt 5% méi deier: Dat ass eng Augmentatioun vun 20.000 Euro d'Joer, wou en Appartement méi deier gëtt! Wéi soll dann eng jonk Koppel...? Souguer wann déi et fäerdegréint, 20.000 Euro am Joer ze spueren, wat vill Geld ass fir eng jonk Koppel, dann huet se nach sech net bâigeschafft, dann huet se just d'Präishausse opgefangen, déi an deem Joer stattfénnt.

Duerfir musse mer also wéessen, wa mer esou weider wuessen, da bleift den Drock bestoen a mir wäerten de Wunnungsbauproblem, egal wien, soen ech, an der Regierung ass, net esou séier geléist kréien, wa mer net de Problem vum stramme Wuesstum an de Gréff kréien.

D'Pensiounen, Här President. Ech hunn hei iwwer Jore verschidde Leit gelangweilt, well ech praktesch all Joers datselwecht bei de Pensiounen gesot hunn. Mä ech soen et dést Joer nach eng Kéier. A firwat soen ech et dést Joer nach eng Kéier? Ma well mer et dést Joer elo viru Kuerzem vun der IGSS confirméiert kritt hunn!

Ech hunn émmer gesot: „D'Leit, déi émmer soen, mir missten e stramme Wuesstum hunn, fir eise Pensiounspobleme ze léisen, dat ass déi falschsten Ausso, déi ee ka maachen!“ Fir ee Pensionär brauche mer zwee Aktiver. An da wéesse mer, wa mer 200.000 Pensionären hunn, da brauche mer 400.000 Aktiver, wa mer 400.000 Pensionären hunn, da brauche mer der 800.000, a wa mer der eng Kéier 800.000 hunn, da brauche mer 1,6, an da kënne mer esou weiderfueren, da kënne mer eiser Fantasie fräie Laf loosser.

Dat ass d'Realitéit, wéi eise Pensiounssystem opgebaut ass. Ech hunn et all Joers hei gezielt. Mä wa mer elo dést Joer d'Chiffere kucken, déi d'IGSS eis elo kierzlech ginn huet, jiddwereen huet se jo kritt, da stelle mer fest, datt mer dat Joer, vun 2015 sinn d'Chiffieren, knapp 400.000 Versécherter hunn an 165.000 Pensionären. Dat heescht, mir hunn eppes méi wéi zwee Aktiver op ee Pensionär. An duerfir mache mer jo och Iwwerschëss am Abléck. An duerfir hu mer dann och 16, 17 Milliarden Iwwerschëss, wat 4,5-mol d'Joresdépense ass.

Mä d'IGSS seet eis awer och, datt, wa mer a Richtung 1,1 Milliouen Awunner fueren, an dës Regierung fieret jo an déi Richtung - et ass en Zil, dése Budget peilt d'Zil vun 1,1 Milliouen Awunner un-, dann hu mer am Joer 2060, dat muss ee sech virstellen, 805.000 Versécher-

ter hei am Land. 805.000 Leit, déi schaffen, net déi hei wunnen, dat sinn der nach vill méi. A mir hu 500.000 Pensionären am Joer 2060. Dat leisst sech jo lücht ausrechnen, wann d'Leit an der Moyenne 40 Joer schaffe ginn. Mir wéessen elo schonn, wéi vill der 2020 hei am Land schaffen, da wéesse mer och, wéi vill datt mer der 2060 hei an der Pensioun hunn.

Also seet d'IGSS: Dann hu mer 490.000 Pensionéierter géint 805.000 Aktiver an da wéesse mer - da wéesse mer -, datt dee System, an dat wousst och jiddwereen, net kann halen. A mir wéessen och schonn, d'Chiffere sinn de Métte genannt ginn - ob déi elo zwee, dräi Joer no hanne réckelen oder no vir réckelen, ass jo onwesentlech, ob mer 2021 un dee Punkt kommen, wou déi annuell Recetté just nach duerginn, fir déi annuell Dépenses ze decken, oder ob dat 2024 ass, dat mécht der Kaz kee Bockel -, mir wéessen, et kënnt iergendwann. A mir wéessen och, ob et 2030 ass oder 2035, datt mer d'Reserve praktesch alleguer opgeschafft hunn.

An da fannen ech et onverantwortlech, datt eise Statsminister de leschte Samschdeg am „Background“ um Radio seet: „D'Rentemauer ass net fir muer.“ E Statsminister, deen esou eng Visioun huet, deen dat dote weess - an dat weess all Mënsch! Dat weess all Mënsch, datt dat do d'Entwicklung ass -, an dann higeet a seet, d'Rentemauer wier net fir muer! Dat heescht, hie wäert ausgerechent hunn, wéi laang hien eventuell nach statistesch kíent derbäi sinn, ob et géif nach fir hien duergoen. Mä wa mer un déi kommend Generationen denken, dann ass dat doten, Här Berger, déi onverantwortlechst Ausso, déi e Statsminister ka maachen, wann e seet: „Mir brauchen náischt maachen, well d'Rentemauer, déi ass eréischt fir méi laang.“

Mir ginn haut Geld aus ouni Rücksicht dann op déi kommend Generationen. Duerfir d'Fro: Brauch eis e stramme Wuesstum, fir de Rentesystem ofzesécheren? Et ass kloer: Neen! Mir däerfen net op de stramme Wuesstum opbauen, fir eise Renteversecherungssystem opzubauen. Mä mir mussen e System maachen, an do si mer alleguer gefuerert an ech kommen herno och nach dorop zréck, mir müssen e System maachen, wou mer och ouni stramme Wuesstum e Rentesystem opbauen, dee mittela laangfristeg méi iwwerlievensfäig ass.

E weidere Punkt, Här President: Ass d'Schéier téschent Räich an Aarm méi kleng oder méi grouss ginn?

Och hei huet den Här Berger eis de Métte mat Prozenter geschwat. En huet gesot, d'Aarmutsgrenz ass gefall vun eppes iwwer 17 op eppes énner 17. An et ass, wei ech virdru scho gesot hu beim Här Finanzminister: Wann dann d'Prozenter een arrangéieren, dann nennt ee Prozenter, a wann d'Chiffieren een arrangéieren, dann nennt ee Chiffieren.

Meng Fro, déi ech dem Här Berger wollt de Métte stellen - du sot en, ech sollt him se herno stellen, duerfir stellen ech se elo -, datt en eis da seet, wann et prozentual erofgaangen ass, wéi vill Leit effektiv énnert der Aarmutsgrenz leien oder net. Mir stellen da fest, datt déi Zuel net erofgaangen ass. Mä et ass just doduerch, datt d'Populatioun an d'Luucht gaangen ass, datt de Prozentsaz erofgaangen ass, awer d'Zuel vun deene Leit, deenen et méi schlecht hei geet, hei am Land schlecht geet, déi ass net méi kleng.

Dat heescht also, dee stramme Wuesstum huet och náischt un der Aarmut hei am Land geännerert. En ass (veuillez lire: Dee Prozentsaz ass) an deene leschte Joren, deen ass vun do un, datt ech mech kann erënneren, datt mer dat heibannen diskutéiert hunn, vun 12% op elo bal 1



► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech weess net, ob den Här Berger...

(*Interruption*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Den Här Berger wéllt näischt soon, anscheinend.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, et ass jo schéin, datt och den Här Gibéryen, deen émmer grad fir Rentegerechtegeet agetruegen ass, mat fénnef Sechstel, a mengt, datt et hei verschiddene Leit besser geet... Hie war jo och een, deen all déi aner Fraktioune gedirängelt huet, fir datt et och him hei mat senger Pensioun besser geet. Mir können och direkt muer eng Proposition de loi maachen, fir et ofzeschen.

(*Exclamations et brouhaha*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo, jo, Här Berger, dat ass eng Proposition, déi mer heibanne gemaach hu fir d'Députéiert (veuillez: fir déi Pensionéiert) aus dem Privatsecteur! Dir kommt aus dem öffentleche Secteur, duerfir gefält lech dat wahrscheinlech net. Mä déi aus dem Privatsecteur, déi ware staark benodeelegt a sinn och elo nach staark benodeelegt. Dozou sti mir, do brauche mer näischte ze änneren.

Duerfir, Här President, wann den Här Bettel seet, et géif de Leit hei an de leschten dräi Joer besser goen, da froen ech, wat fir eng Leit en domadder gemengt huet. Wat hunn d'Leit da báikritt an deenen dräi leschte Joren?

► **M. Roy Reding** (ADR).- D'TVA!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Si hunn 2% d'TVA gehéicht kritt!

(*Interruption par M. Gilles Baum*)

Si hutt báikritt 0,5% Krisesteier, déi se hu misse bezuelen. Si hunn och dräi Joer keng Indextranche kritt, obschonn de Wirtschaftsminister scho virun zwee Joer gesot huet, si kíem elo. Si hunn och dräi Joer keng Upassung vun der Steiertabell kritt. D'Mammen, déi hir Kanner doheem selwer erzéien, déi hunn d'Allocation d'éducation an de maternité ewechgeholl kritt.

Oder geet et deene Leit besser, déi énnert d'Aarmutsgrenz falen? Oder geet et den Elengerzéinden, déi zu 50% énnert d'Aarmutsgrenz falen, geet et deene besser? Oder geet et deene Famillje mat méi Kanner, geet et deene besser hei am Land? Oder deene Leit, déi musse fir die Mindestloun schaffe goen, geet et deene besser hei am Land an deene leschten dräi Joer? Oder déi Leit, déi musse méi héich Loyere bezuelen, déi Leit, déi mussen an d'Grenzregioun wunne goen, geet et all deene Leit besser? Oder déi elo musse 5% erém bannent engem Joer méi bezuelen, wa se sech wéllen eng Wunneng hei am Land kafen, geet et all deene Leit besser?

Elo schwätzen ech emol nach net vun all deenen negative Konsequenzen op d'Liewensqualitéit, vum Zoubétonéiere vum Land, vun de Stauen. An et muss een also schonn de Cullot hunn als Statsminister, fir op de Radio ze goen an do ze soen: „Zénter dräi Joer geet et de Leit hei am Land besser.“ E soll eis emol soen, wiem ausser him et dann hei am Land elo nach besser gaangen ass an deene leschten dräi Joer.

(*Interruptions*)

Et gétt just zwee Punkten, Här President, wou et de Leit besser gaangen ass. Dat ass, datt d'Zénsen erofgaange sinn an datt d'Pétrolspräisser erofgaange sinn. Dat sinn déi zwee eenzeg Punkten, wou et de Leit besser gaangen ass. Mä do huet kee vun eis heibannen en Afloss drop. Dorop huet kee vun eis heibannen en Afloss.

Wa mer wierklech wéllen e qualitative Wuessum erreechen, da musse mer d'Bierger mat op dee Wee kréien. An ech sinn ivverzeegt, datt mer d'Leit mat op de Wee kréien, wa mer de Leit soen, wat hei um Spill steet, wa mer de Leit klore Wäin aschédien ivvert d'Statsfinanzen, wa mer de Leit net soen: „Et ass alles an der Rei, mir hu Sputt geschaافت, mir maachen lwwerschoss“, mä mir zielen de Leit; „Nean, mir hu kee Sputt geschaافت, mir hu keng lwwerschëss“, wann mer de Leit erklären, datt eise Pensiounssystem esou net ka finanzieell ivverliewen. Alles dat muss een de Leit soen!

Wann ee mat der Géisskan ivvert d'Land verstreé geet, da fénnit ee jo net gläichzäiteg eng Akzeptanz bei de Leit, déi zouléisst, datt d'Leit soen: „Majo, mir müssen émdenden och an eiser Konsumpolitik an a verschiddene Politicken.“ Mä d'Leit si bereet, well vum Gros vun de Leit hei am Land wéllt keen, datt mer haut Scholde maachen, fir enger Kategorie vu Leit nach eppes báizesetzen, an dat op d'Káschte vun de kommende Generatiounen, vun eise

Kanner. De Gros vun de Leit hei am Land wéllt dat net! Jiddwereen hëlt et, dat ass mënschlech! Mä jiddwéree weess awer och, datt dat, wat e kritt, Gelder sinn, déi geschéilt sinn, an datt seng Kanner déi mussen zréckbezuelen.

Mä dës Regierung, déi baséiert sech awer eksklusiv op Rekordwuesstum, Här President. A wann een da bedenk, wéi ech elo virun e puer Deeg an der Zeitung gesinn hunn, ech hunn d'Foto extra matbruecht hei vun eise gréng Kolleegen, si grinsen alle sechs, eng wonnenschéi Foto: „Lebensqualität vor Wachstum.“

(*M. Gast Gibéryen montre une page de journal*)

Här President, wann ech kucken, wat dës Regierung gemaach huet, dann ass et just de Contraire vun deem, wat déi gréng elo op enger Pressekonferenz gemaach hunn. Mir hunn net d'Liewensqualitéit virun de Wuessum gesat, mä dës Regierung..., a wa mer kucken, dése Budget ass och an déiselwecht Rei (veuillez lire: Richtung), an dee Budget, dee geet jo elo ivvert d'veiéert Joer vun déser Regierung ewech. Dat heesch, dës Legislaturperiod ass op stramme Wuesstum opgebaut, ouni Rücksicht op d'Liewensqualitéit vun eise Leit, dann ass dat just de Contraire vun deem, wat déi gréng elo an der...

Et gesäit een, datt mer op d'Wahlen zouginn. Duerfir wäerten déi gréng elo lues a lues erém gréng gi virun de Wahlen! Mä an deene leschte Méint a Jore war keng Spur vun der grénger Politik ze gesinn. Do ass d'Land zoubétonéiert ginn.

Ech ka mech erënneren, wéi mer elo déi Versammlungen haten ivvert d'Zukunft vu Lëtzebuerg mam Här Bausch - wou ech émmer muss laachen, well dat jo den Nohalteketsminister ass: Dat ass dach am Fong déi gréissste Farce, déi mer bei der Nominatioun vun de Ministère des Kéier haten, well se hunn émmer fréier gesot, de Robert Goebbel wier den „Bétonminister“. Mä an déser Legislaturperiod hätt ee jo wierklech kennen deen Titel „Bétonminister“ assetzen, well méi wéi den Här Bausch d'Land zoubétonéiert huet nach kee Minister dat virdru gemaach.

Den Här Bausch, dee baut haut Autobunnen. D'Madamm Loschetter huet sech de Mëtten opgereeegt, ech mengen, et war am Zesummenhang mat der CSV, datt se do wéilten Autobunne bauen. Mä ass et dann net den Här Bausch, dee gesot huet, d'Autobunn géif op dräi Spuren ausgebaut ginn? Ass et net den Här Bausch, dee Contournemente baut? Ass et net den Här Bausch,deen Turbo-Rond-pointe baut? An, an, an...

Also wann ech gelift! déi gréng waren émmer do dergéint. Dat wësse mer! Mir können eis souguer nach erënneren, Här President, wéi déi gréng esou manifestéiert hunn, dann hu se hir Pressekonferenz an der grénger Wiss gehalen. Déi hu sech souguer eng Kéier mat Ketten, Här President, u Beem ugéstreckt, fir ze manifestéieren dergéint, datt dee Bam géif émgleuch ginn. Mat Ketten hu se dat gemaach! Haut hu se och nach Ketten, Här President. Awer se hunn eng Kettesee hau!

(*Brouhaha général*)

Eng Kettesee hu se an da ginn déi Beem émgleuch! A fir datt keen et soll gesinn, hu se d'Luuuchtemasten op der Autobunn automatesch mat émgleuch!

(*Brouhaha et interruption*)

Dat heesch, Här President, déi gréng, déi maachen eng aner Politik wéi se all déi Jore virdru gemaach hunn. Et ass vun enger duebeler Moral. A si wësse selwer, datt dat Duebelmoral ass, well net méi spéit wéi haut kenne mer an der Zeitung liesen, datt de Spriecher vun deenéen Gréngs demissionéiert huet, an en ass och aus der grénger Partei ausgetratt. A seng Begrénnung ass: „Ich finde, dass es schon genug doppelmorale Politiker in Luxemburg gibt.“

Dat huet de Spriecher vun deenéen Gréngs haut public gemaach. An duerfir ass en aus der grénger Partei an als Spriecher vun deenéen Gréngs zréckgetrueden. Also och lues a lues mierke se intern an der grénger Partei déi Doppelzungégeet, déi et an der grénger Partei gétt.

Ech muss emol eng Kéier op meng Zäit kucken. Här President, wéi mer déi Versammlungen hatten, do huet den Här Bausch eis dann déi Slidé gewisen, wat alles nach hei am Land kéint geschéien. Do huet en zu Belval Loftopname maache gelooss, wou d'Friché waren an esou virun. An ech hu geduecht, elo seet en: „Ma elo maache mer do en Naturpark hin, mir ginn der Natur déi Terrainen elo erém zréck. Mir sanéiere se.“

Neen! Dat gétt alles zoubétonéiert! „Do kenne mer nach bauen“, sot en, „hei kenne mer nach bauen.“ An dat si keng kleng Flächen! Dat sinn

Honnerte vun Hektar, wou dee gréng Bétonminister do dem Land presentéiert huet, wat nach alles kann zoubétonéiert ginn!

A well se wéssen, datt dat bei de Leit dobausen net esou gutt ukéennt, gi se dann einfach hin an da gétt elo einfach eng kleng Gemeng am Land geholl, Fëschbech, an da gétt do en Exempel statuéiert an da kréien déi hire PAG vum Här Gira a vun der Madamm Dieschbourg. Dat ass natierlech eng grouss Gemeng: Déi huet 1.200 Awunner!

(*Hilarité*)

An déi huet elo an deene leschte Joer all Joers 14 Baugeneemegungen erausginn. Dat ass eng Katastroph! Do gétt zoubétonéiert an deem Eck, dat ka kee Mensch sech virstellen!

(*Hilarité*)

Duerfir muss do en Exempel statuéiert ginn an déi Gemeng, déi muss déi brutal Muecht vum Statsapparat spieren, well do gétt alles gestoppt!

(*Interruption*)

Do sinn also 14 Baugeneemegungen an enger klenger Landgemeng, déi eng Risefläch huet, déi gi gestoppt, well do gesot gétt: „Ma do sti keng Basisinfrastrukturen. Do gétt et keng Épicerie!“ Ma a wou gétt et dann nach eng Épicerie?

(*Hilarité*)

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Déi Leit, déi sinn a fénnef Minute vun deem Duerf zu Miersch, do gétt et Akafszentren, esou vill wéi se der wéllen, a si brauchen emol vun do, vu wou se kommen, ivvert den Aangelsbierg, net an engem Stau ze stoen! An egal wien hei an der Stad, do wou déi gréng mat hirem Minister Zéngdausenden Haiser bauen, wou schonn alles bétoneert ass, wou Héichhaiser gemaach ginn, an egal op wat fir engem Stack datt e wunnt, dee steet méi laang éinnerwee am Stau wéi een, dee vu Fëschbech muss op Miersch fueren! An hei ginn Zéngdausenden, Zéngdausende vun Haiser gebaut, an zu Fëschbech, do gétt da vun deene Gréngs eng Exempel statuéiert, fir dem Land ze soen: „Gesitt Der, mir Gréng, mir setzen eis duerch!“

Well do 1.200 Awunner wunnen, dat wäerte 400 bis 500 Wieler sinn, et wäerte 26 Wieler do sinn, déi déi gréng nach wielen. An op déi kenne se verzichten. Mä do gétt en Exempel statuéiert. An de Rescht vum Land, dee gétt zoubétonéiert an et ginn Aarbechtsplazien a Wunnenraum fir Zéngdausende geschaافت! Dat ass déi gréng Politik, wéi mer se hei an dem Land erlieten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dése Budget ass e Budget, deen onresponsabel ass fir d'Zukunft vun désem Land. Dee baut op e stramme Wuesstum. Et ass e Budget, deen als Zil huet, fir esou séier wéi méiglech op 1,1 Milliouinen Awunner ze kommen, mat allen negativen Konsequenzen, déi dat fir déi zukünftige Generationen huet, sief et wat d'Finanzen ubelaangt, sief et wat d'Pensiounen ubelaangt, sief et wat d'Liewensqualitéit ubelaangt an esou weider.

Et ass eng Katastroph, wa mer an dës Richtung weiderfueren. An duerfir wier all Dag, wou dës Regierung géif éischter ophalen, e gudden Dag fir dëst Land.

(*Interruption*)

Maacht, wann ech gelift, dësem Land ee grousse Gefalen, deen d'Leit lech och géifen unerkennen, a gitt an triet zréck!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gilles Baum** (DP).- Maacht lech keng Hoffnungen!

(*Brouhaha*)

► **Mme Viviane Loschetter** (dél gréng).- Elo ware mer 30 Minuten am Café du Commerce.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner** (dél Lénk).- Merci, Här President. Ech mengen, zu Alleréischt muss ee rappeléieren, datt de Budget, wéi all Budget aus der EU, sech am Kader vun der koordinéierter EU-Budgetspolitik beweegt.

Wat heesch dat konkret? Et gouf schonn e puermol erwäant... Ech muss ophalen ze soen: „Et gouf schonn e puermol erwäant“, well dat soen ech all Kéiers, wann een um Enn schwätz.

Mä dat ass, wann ee vun dem ominéisen „objectif à moyen terme“ schwätz, dem OMT, deen eng gewësse Limitt am Solde budgétaire virgesait. Dat heesch, datt all EU-Member deen innerhalb vun déser minimaler oder maximaler Limitt ka festleeën. Dat heesch, wann een de Choix tréfft, sou wéi déi haiteg Regie-

rung elo bei deem haitege Budget, d'Limitt déif ze halen, dat heesch bei engem Minus vun 0,5%, dann heesch dat konkret, datt d'Regierung sech deementsprechend Sputt gétt, fir gewëssen Dépenses oder Investissementer ze maachen oder och net. Dat ass dann déi sougenannt „gëlle Regel“.

Mir si principiell géint dee Prinzip, géint déi gëlle Regel. Dat virun allem, well se u sech a Wierklechkeet wéineg Spillraum léiss, fir eng sougenannt „antizyklisch“ Politik ze maachen, an dofir och mat responsabel ass, datt mer aacht Joer no der Finanzkris nach émmer u sech an der Kris sinn.

Mir si principiell géint déi Regel, well se d'Leit penaliséiert, andeems se onnétz Spuermesuré provoziert, énnér anerer doduerch, datt sougenannt „strukturell Reformen“ duerchgesat ginn. Dat heesch, meeschts huet dat domader ze dinn, datt Sozial- an Aarbechtsrecht ofgebaut gétt.

A mir sinn och principiell dergéint, well se net demokratesch ass, well doduerch d'Memberstaten hir Budgetspolitik ganz staark age-schränkt gesinn. An da stellt ee sech heiansdo als Députéierte och d'Fro, firwat ee gewielt gétt, wann ee bei esou wichtige Froen u sech ganz limitéiert kann agéieren.

Et ass awer bemierkenswäert, muss ee soen, festzestellen, datt souguer d'EU-Kommissioun, wann zwar och op eng ganz ongenügend Aart a Weis, amgaangen ass, déi Austeritéitspolitik e bëssen - e bëssen - a Fro ze stellen, andeems se déi Länner oprifft, déi am meeschte budgetäre Spillraum hunn, méi ze investéieren. Mä et ass natierlech erém net verwonnerlech, datt den Här Schäuble dës Initiativ am ECOFIN-Rot blockéiert, well Däitschland weiderhin op d'Investitiounsrems dréckt, wat, wéi mer wéssen, Géft fir Europa ass an och Géft fir Däitschland an déi däitsch Bierginnen a Bierger ass. Den Här Bodry ass virdrun drop agaangen. Ech mengen, et sinn net némmen d'Mauere vun de Schoulen, déi verschimmelen an Däitschland.

De Problem ass awer deen, datt déi Länner mat kengem oder mat wéineg Spillraum weiderhin net némmen opgefuerert ginn ze spueren, mä och nach d'Lénz ze kierzen. Mat esou enger Politik leeft d'EU weider mat Scheiklappe Richtung Mauer.

Fir Lénker ass et eng kleng Erkenntnis - mä et ass net némmen hei zu Lëtzebuerg, mä och a ganz Europa -, mir ginn net midd ze soen, wéi dat och souwisou émmer eng Praxis war um Kontinent, datt de Stat soll investéieren, grad a Krisenäiten, an datt Spuermesuré bei de Leit kee Senn maachen. Dat war och eng gängeg Praxis a Westeuropa iwver Jorzséngten. Dat war och eng Zäit, wou d'Leit u sech relativ wéineg Problemer mat der EU hate respektiv mat der europäescher Communautéit. Dat als klengen Hint...

(*Brouhaha et coup de cloche de la présidence*)

Merci, Här President. Ech mengen, jiddwéreen ass midd. Dat als klengen Hint...



# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

wäerte mer net vergiessen -, eng sozial Situations geschafen hunn, déi katastrophal ass - awer wierklech katastrophal ass! -, d'Land rui neiert hunn an zum Ausverkauf gefouert hunn. An och dozou gefouert hunn, ginn ech och gären zou, datt déi griichesch Regierung, där mir nostinn, mir als déi Lénk, och Feeler ge maach huet.

An elo kennt den Zynismus keng Grenze méi, well elo wou déi griichesch Regierung awer wëllt den 13. Mount bei de klenge Renten aféieren - fir de Misär e bësse méi erdrobar ze maachen -, dann ass et den Här Schäuble, do blockéiert erém eng Kéier Däitschland, dem Här Schäuble sain Däitschland, fir déi Hëllefen auszeseten. An ech hunn esou den Androck gehat, wéi wann erém eng Kéier déi Lëtzebuerg Regierung am Schlepptau vun Däitschland wier op déser Fro. Op jidde Fall wier ech vrou, wann ech do och eppes kéint gewuer ginn.

Dat alles gesot, si mer der Meenung, datt et scho besser ass, innerhalb vun deem schlechte System vun der gëllener Regel, e Solde structurel ze huele vun 0,5%, deen eis méi Spillraum gëtt fir Investitiounen. Obwuel mer awer trotzdem der Meenung sinn, datt die Solde structurel, also dee Minus vun 0,5% souwisou schonn an eisen Aen ze vill restriktiv ass, musse mer awer och soen, datt mer eis wierklech net an déi Richtung misste bewegen, wéi Verschiedener dat hei och wollten, fir an déi aner Richtung ze goen, dat heesch, dat nach méi restriktiv ze maachen, dat heesch, nach méi no Berlin ze kucken, dat heesch, nach méi Auste ritéit ze maache wéi iwwerhaapt néideg!

Här President, entgéint deem, wat d'Patronats kreesser émmer erém behaapten, sinn u sech d'Statsfinanzen zu Lëtzebuerg awer relativ gesond. An entgéint deem, wat d'Patronatskreesser émmer erém behaapten, droe Spuermesuren an den éffentlechen Ausgaben a bei de sozialen Ausgaben net dozou bái, datt d'Statsfinanze besser dostinn.

Deen oniwwerluechte Spuerpak awer, deen dës Regierung am Ufank vun hirer Amtszäit duerch gesat huet, huet net zu der gesonder Situation vun de Statsfinanze bäägedroen. D'Defiziter, déi d'Administration centrale mécht, andeems se investéiert, kënnen erém wettge maach ginn, well déi Investissementer weiderhi mëttel- a laangfristeg Recetten erabréngan an och esou de Patrimoine vum Stat erhéijen. Ge nausou wéi et kee Senn mécht, bei de Leit ze spueren oder net genuch ze investéieren, mécht et och kee Senn, wann de Stat seng Avoire géif verscherbelen.

An deem Kontext däerf een och net vergiessen, datt d'Revenue vum Statsbesëtz ém 50% d'Zénsen, déi en zréckbezuele muss, dépasséieren!

Här President, d'Finanze vun der Administration centrale si gutt an eise Sozialsystem ass am Moment finanziell am Iwwerschoss. Dofir muss ee sech och froen, ob d'Ofschafung vum Plaffong vun der maximaler Reserv vun 20% bei der Assurance maladie-maternité net kéint bedeiten, datt et mat weidere Spuermesuré verbonne wier. Dat muss net de Fall sinn, mä dat kéint awer e Signal sinn an déi dote Richtung.

An da muss een awer och nach énnersträichen, datt anerersäits erém eng Kéier d'Patronat awer énnert d'Aerm geograff kritt. Dat ass de Fall bei der Mutualité des employeurs, wou éischtens d'Patronat erém eng Reduktionskritt vu sengem Taux vun 2% op 1,95% an de Stat sech weiderhi verflift, och déi excédentaire Dépenses ze iwwerhueulen.

Här President, d'Regierung bretzt sech mat den Investissementer. Allerdéngs muss een dat awer mat grousser Virsücht genéissen. Wann ee vun Investitioun schwätzt, muss een och vu Recette schwätzen. An do hu mer jo grad de Problem vun der Steierreform, déi jo eng Partie Steierischen net ofgschaافت huet, mä dem Stat awer och Recetten ewechhëlt, notamment duerch d'Erfsetze vun der Betriebssteier.

Ginn dann déi Investitiounen duer? Sinn déi 2,23 Milliarde genuch, fir alles nozehuelen, wat nozehuelen ass?

Éischtens muss een drun erënneren, datt mir a puncto Investitiounen u sech och vu wäit kom-

men an datt mer a Wierklechkeet mat de 4% vum PIB erém op e relativ normalen Investitiounstaux zréckkomm sinn. Dat ass net enorm! An et ass och net enorm, wann een duerno nach kuckt, wéi et am Pluriannual weidergeet.

## (Interruption)

Zweetens muss ee feststellen, datt d'Investitiounskot zum groussen Deel awer och duerch Investitiounen wéi den Tram - wat mer begréis sen, mä trotzdem - wéi den Tram an d'Héicht geet an och, datt fir d'éischté Kéier emol Recherche an Développement och als Investitioun matgerechent ginn, net ze vergiessen och de Projet vun der Multimodal-Plattform zu Beetebuerg, dee mer selbstverständliche énnerstétzan. Mä ech mengen, dat relativiséiert awer och dee groussen Enthusiasmus vun der Regierung, wat d'Investitiounen ugeet.

Wann een da gesait, wéi grouss de Retard ass zu Lëtzebuerg a punto Infrastrukturen an a punto energetesch Transition, a punto Wunnengsnot, da kann een net vun engem grousse Worf schwätzen. U sech bräicht een och souwisou dann eng nei Steierreform, eng richteg Steierreform, déi d'Finanzcapacitéit vum Stat assuréiere géif.

Well mer elo awer e Budget hunn, deen a punto Investitiounen zwar net null ass, mä bei Wäitem - bei Wäitem! - an eisen Aen net dee grousse Sprong ass, vun deem geschwat gouf:

Huele mer zum Beispill de Logement, Här President: Nodeems jorelaang d'Aen zougemaach goufen hei zu Lëtzebuerg virun der d'Kris vum Logement, déi vill Leit an d'Aarmut stierz, ass sech endlech jiddereen eens, datt mer mat engem reelle Problem am Logement konfrontéiert sinn. An a Wierklechkeet - et ass emol kee Problem, wat de Logement ugeet - a Wierklechkeet misst et en État d'urgence sinn, en État d'urgence vum Logement!

Et gi jo vill État-d'urgences a leschter Zäit op...

## ► Une voix. - Ausgeruff.

**► M. David Wagner (déi Lénk).- ...ausgeruff**  
- Merci! -, ausgeruff. Mä ech mengen, wann et e sozialen État d'urgence gëtt, dann ass et deen am Logement. An do hëlleft och kee Gepléischers méi an do hëllefen och keng halfe Mesuren. Mä mir mengen, datt dat awer d'Politik vun der Regierung ass am Beräich vum Logement.

An ech mengen, mat Gepléischers oder hallwe Mesuren, do schwätzen ech ganz einfach déi „subvention loyer“ un. Mir sinn dee Moment als Lénk, wéi mer eis awer relativ kritesch ausgeschwat hate par rapport zum Gesetzesprojet zur Subvention Logement, mir sinn do awer Schémmel a Bless vernannt ginn a vill Leit oder gewësse Leit op der Regierungssäit hunn dat einfach net verstanen.

Mir ware kritesch, net well mer géint Mesuré si fir d'Locatairen. Au contraire! Mir hunn der jo eng Partie virgeschloen. Mir hu souguer eng Proposition de loi déposéiert fir d'Locatairen. Mä mir waren der Meenung, datt déi Subvention loyer u sech a Wierklechkeet guer net géif derfir suergen, datt den Haaptproblem résorbéiert géif ginn, dat heesch, datt d'Marchéen, datt d'Präisser um Marché géifen abordabel ginn. Dat wäert dozou net bädroen.

Dat heesch, mir hunn un der Effikassitéit vun déser Mesure gezweifelt. Well net némme wäerten dës Almosen u sech och vum Steierzueler, also och vun eng Partie vun de Locataire bezuelt ginn, mä si wäerten och net dozou bädroen, datt d'Präisser eroft. A wahr scheinlich gi se och nach lues a lues an de Lojer mat der Zäit intégréiert, wann d'Baile souwisou renouveléiert ginn.

Dofir ass et och kee Wonner, datt dee Posten u sech och am Budget fir 2017 erém - il a été revu à la baisse - op zéng Milliouren eroft. Dat huet héchstwahrscheinlich och domadder ze dinn, datt all déi kumuléiert Kritären, fir iwwerhaapt an de Genoss vun der Subvention loyer ze kommen, esou zesummege schnidde sinn, datt u sech immens vill Fäll ewechfalen, immens vill Leit, déi a Wierklechkeet déi Subvention loyer u sech kéinte gebrauchen, datt se déi net gebrauchen (veuillez lire: datt déi se net kréien).

Fir wierklech eppes op der Logements-Front ze bewegen, do muss ee ganz ambitiéis sinn. An do si mer erém an der Investitiounspolitik. Eischteins muss een de Plaffong vun de Loyeren nei festleeën. Dat huet net direkt mat Budgets politik ze dinn, mä ech mengen, dat ass awer eng ganz wichteg Mesure, déi misst geholl ginn.

An net némme dat! Et misst och derfir gesuergt ginn an et muss ee sech och d'Méttele ginn, fir datt dee Plaffong iwwerhaapt respektéiert gëtt. Well dat ass den zweete Problem: Zu Lëtzebuerg ginn oft Saachen décidéiert, mä duerno gi se net respektéiert. Enfin, ça dépend wien et betréfft natierlech.

Dat leeft natierlech och iwwert d'Stäerkung vun de Mietkommisounen. Mä mir mengen awer och, an ech kommen erém eng Kéier domadder, datt et och misst lafen iwwert d'Schafung vun engen nationaler Wunnengsbaugesellschaft, déi selwer baut, Opräg géit, selwer verlount an déi sech och selwer energetesch Kritäre gëtt an déi och derfir suergt, datt se och respektéiert ginn. Mä muer kéinte mer och nach erém beim nächste Projet vun der Klimabank dorïwwer diskutéieren. Mir mengen als déi Lénk, datt dat e gréissere Projet ass, wou misst staark investéiert ginn.

De Stat muss endlech seng Roll wouerhueulen an dofir muss e massiv asprangen. Esou wéi dat och an der Éducation als normal empfonnt gëtt, wéi et an der Gesondheet och als normal empfonnt gëtt, misst dat och beim Logement sinn!

An engen Stad wéi Wien an Éisträich gehéiere 70% vun de Wunnengen der éffentlecher Hand. An ech mengen, dat ass eng Richtung, an déi een hei zu Lëtzebuerg misst goen. Et ass net déi Richtung, an déi mer ginn. Mä et ass eng Richtung, an déi ee misst goen.

Dat ass natierlech e groussen Investissement. D'Gemengen an de Stat zesummen zu Lëtzebuerg...

## (Interruption par M. Franz Fayot)

Sou laang et éffentlech ass, natierlech, jo, Här Fayot. Mä de Prinzip ass, datt d'effentlech Händ dat misst iwwerhueulen.

Leider muss een awer feststellen, datt d'Regierung op der Logements-Front no dräi Joer schonn amgaangen ass, an eisen Aen, awer ze scheiteren. Dat muss een awer soen. A wann 2018 déi heite Regierung dann um Enn ass, also um Enn vun der Legislaturperiod ass, wäerde mer leider musse feststellen, datt erém eng Kéier, erém eng Kéier fénnef Joer verluer gi sinn, wat de Logement ugeet!

Här President, ech weess net, zu wéi vill mer zu Lëtzebuerg an 20, 30 Joer wäerde sinn. Esou munches op déser Welt, mengen ech, kann och nach geschéien. Mä et schéngt evident ze sinn, datt mer wéissen, datt mer elo schonn esou staark gewuess sinn, datt mer transportméisseg net méi nokommen. Dat kann een natierlech net exklusiv déser Regierung ulaschten. An och mécht elo och kee Senn méi, fir no Responsabelen ze sichen, firwat mer esou han nendra sinn. Do stellt sech och d'Fro vun den néidegen Investissementer am éffentlechen Transport. Natierlech huet dat och mat Landesplanung ze dinn, mat der Hyperkonzentration vun ekonomieschen Aktivitéiten an der Stad a ronderem.

Mir sinn och mat engem phenomenalen Déséquilibre konfrontéiert téscht den Aarbeitsplazen, déi hei geschafe ginn an net déi aner Säit vun eise Grenzen, wat wuel mat engen wéineg existéierender Zesummenarbeit mat den Nopeschgeigenden ze dinn huet, an awer och mam Steierdumping, dee mir hei bedreiven, fir Betriben heihinner unzezéien, déi sech vläicht kéinte bei eisen Noperen etabléieren, well u sech gi souwisou e Groussdeel vun den Aarbeitsplazen, déi hei geschafe ginn, och vu Grenzgänger besat.

Dobäi däerf een och net déi wuessend Zuel vu Lëtzebuerg Grenzgänger vergiessen, déi och all Dag iwwert d'Grenz mussen, well se hei keng abordabel Wunneng fannen. Dat kann een net als en harmonesch Wuesstum bezeichnen!

An do bässt sech d'Kaz an de Schwanz. Duerch eise Steierdumping bei de Betriben zéie mer Betriben un, déi Pendler unzezéien, fir déi Plazien ze besetzen. An engems feiert dee Steierdumping zu engen Schwächung vun de Recetten, déi an engen weiderer Vergréisserung a Verbesserung vun eisem éffentlechen Transport da kéint ageset ginn.

Här President, wann et eppes gëtt, wat awer an eisen Ae guer net als eng sougenannt innovativ Erneierung vum éffentlechen Transport oder vum Transport gëlle kann, dann ass dat de sougenannten „Uber-System“, deen éischt „Unter“ misst heeschen, deen hei am Kader vun déser Debatt schonn zitéiert gouf. Wéi mer d'Taxisgesetz gestëmmt hunn, do kann ech mech nach gutt drun erënneren, datt souwel de Rapporteur vum Gesetz, den Här Max Hahn, klipp a kloer gesot huet, datt den „Uber-System“ tabu wier fir Lëtzebuerg...

## (Interruption)

Den Här Nohaltegeeketsminister huet an därsel wechter Debatt och gesot...

## (Interruption)

...deen ekonomesch System... Majo, dat ass de Problem, well op d'r Fro hunn ech bal den Androck, datt d'DP déi gréng bal lénks géif iwwerhueulen a souguer vläicht d'LSAP. Ech weess et net, ech hoffen net! Ech hoffen net, mä Dir musst lech eens ginn.

## (Interruption)

Majo. Den Här Nohaltegeeketsminister hat och an därsel wechter Debatt gesot, wat op jidde Fall den ekonomesch System ass, dat kéim och net a Fro. An do ware mir och berouegt. An dunn, an engen Antwort op eng Question parlementaire vum Här Mosar, huet den Här Minister sech e bëssen, a mengen Aen, esou wéi ech dat interpretéiert hunn, e bësse maner kloer ausgedréckt: En huet gesot, grosso modo, et misst ee kucken, inwiefern dat mat der Lëtzebuerg Arbechtsgesetzgebung aplizéierbar wier. Ech weess net, wéi ee wierklech déi Antwort kéint interpretéieren. Ass et e kloren Neen, oder ass et en Nee mat Konditionen? Et fänkt un, opzeweeken.

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Här Wagner, d'Madamm Loschetter...

**► M. David Wagner (déi Lénk).-** Jo, wann et eng Fro ass.

**► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).-** Jo.

## (Hilarité)

Ech wollt den honorabelen David Wagner froen, ob e wéiss, datt virun dräi Deeg deesel wechter Minister en Interview um Radio ginn huet an datt en an deem Interview gesot huet, datt, wann déi Aarbechtskonditiounen, d'Aarbechtsrecht an dat alles net agehale géife ginn, et fir hien net a Fro kéim, datt esou eng Dumpinggesellschaft..., datt de System zwar interessant wier, mä datt dat net a Fro kéim.

Ech wollt froen, a) ob Dir dat wéiss, an déi zweet Fro, ob Dir wéiss, datt deesel wechter Minister och an deem Radiointerview virun e puer Deeg gesot huet, datt et eigentlech nach eng grouss Marge de manœuvre géif ginn, elo mam neien Taxisgesetz, fir datt d'Taxi vläicht kéinten esou liddien iwwerhueulen a sech weider entwéckelen.

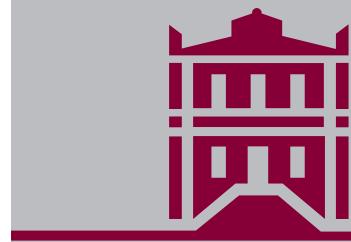
**► M. David Wagner (déi Lénk).- b)** Wousst ech net, a) wousst ech, hat ech matkritt. Den eenzege Problem ass deen, wann een och mat de Leit vun déser Gesellschaft diskutéiert, well souwält ech verstane hunn, ass et zu enger Entrevue komm, oder jidfalls zu engem Gespräch komm...

**► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).-** Jo!

**► M. David Wagner (déi Lénk).-** Jo, et kann ee soen, souwisou, et weess ee ganz genau, bei „Uber“ gëtt et némme ee Modell, an ech gleewe kaum, datt se sech do flexibel... Mä bon, wann dat zu engem kloren Nee féiert, da sinn ech ganz berouegt.

Mä de Problem ass jo awer och deen, well ech schwätzte vun „Uber“ elo, well och de Rapporteur, de Claude Haagen - deem ech nach merciéiere fir sain exzellente Bericht, dat hunn ech vergiess ze maachen, voilà! -, mä well deen

*Suivez la Chambre des Députés  
sur Facebook, Twitter et Instagram*





# SÉANCE 18

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2016

awer och déi Fro opgeworf huet an natierlech sech och, a mengen Aen, net esou äusserst kloer ausgedréckt huet. An ech wier och frou da vläicht ze wëssen, ob dat och déiselwecht Interpretatioun ass vun der LSAP wéi och díe vum Nohaltegeeketsminister, dat heescht, datt op kee Fall dee System hei agefouert gëtt.

## (*Interruption par M. Claude Haagen*)

Dir därfst. Jo.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Jo, Merci. Ech hu ganz kloer a mengem Rapport gesot, datt, wann een iwwer Digitalisatioun schwätzt oder iwwert d'Etüd Rifkin, oder wann een dee Wee geet, ganz kloer, datt d'Aarbechtsrecht misst respektéiert ginn, d'Steierrecht misst adaptéiert ginn, an net au détriment vun de Salariéen. Dat ass dat, wat ech gesot hunn.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Okay, Merci. Dat heescht, ech hoffen, datt „Über“ elo verstanen huet, datt Lëtzebuerg d'Dieren zou-gemaach huet.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Ech kann lech net soen, ob déi mer nogelauschtet hunn.

## (*Hilarité*)

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Mir wäerten derfir suergen, datt et iwwersat gëtt. Dir wëssen jo och, et si vill Leit, déi fannen dat fantastesch, wat do mat deem „Über“ geschitt. A Frankräich gëtt elo gestreikt! Et ass kloer, also...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Mir sinn eis eens.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Jo, jo, mir sinn eis eens. Okay, dann ass et gutt.

► **Une voix**.- ...mussen a gehale ginn.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Jo, déi mussen a gehale ginn.

Här President, zum Chômage. Deen ass och vill zitéiert ginn, well et och zum Budget gehéiert, well déi Zuel huet natierlech en Impakt op d'Statsfinanzen, engersäits well de Chômage ausbezettet muss ginn, anerersäits well d'Lounfro eng Recettéfro ass iwwert d'Lounsteier an iwwert d'Cotisationen, mä awer och, well eng uerdentlech global Kafkraft zu enger Stäerkung vun der lokaler Ekonomie bäidréit a vun de Kleng- a Mëttelbetriben, an net d'Steiererliichterunge bei de Betriben.

Mir als déi Lénk ginn net midd ze soen, datt ee sech net op déi Chômagezuele ka beschränken, wa se liicht zréckginn an awer nach bei 6,2% leien - wat och staark konjunkturell ass, muss een awer och soen -, mä et muss ee sech och iwwert d'Qualitéit vun den Aarbechtsplazien eens sinn an dorriwwer schwätzen. An dat ass bei Wäitem net zweetrange!

Ech ginn den Androck einfach net lass, datt mat der lichter Baisse vum Chômage wéi a villem anere Länner e bëssen, ech wéll net soen „getrickst“ gëtt, mä sech net onbedéngt déi ganz Wourecht iwwert d'Aarbechtssituatioun zu Lëtzebuerg gesot gëtt.

Wësst Der, d'Amerikaner, déi bretze sech och mat 4,9% oder 5% Chômage. Wat dat iwwert d'Aarbechtssituatioun an den USA heesche wéllt, ass natierlech eng ganz aner Saach!

An zu Lëtzebuerg hu mer e relativ héijen Taux, wann net ee vun deenen héchsten Tauxe vun „working poor“, dat sinn 10%, dat heesch, Leit, déi schaffen an déi trotz hirer Aarbecht nach net iwwert d'Ronne kommen. Mä net némnen dat: Eng Aarbecht ze hunn ass zwar gutt, mä déi fundamental Fro ass déi, ob ee vu senger Aarbecht gutt liewe kann an ob een och gutt a sécher Aarbeitskonditiounen huet. An dat ass dat, wat och ofhëlt zu Lëtzebuerg. Dat kann een och nach alles noliesen am Avis vun der Salariatskummer zu dësem Projet.

Kuerzäitverträg huelen zou, zemools bei Jonken. Dat ass eng Realitéit, ech hunn dat schonn e puermol gesot. Mir wëssen dat och all.

An dat ass jo och natierlech e bëssen eng Kontraktioun, well wann eng vun de rare Mesurë fir de Logement déi ass, fir jonk Leit - dat heesch déi énner 40 Joer - un d'Propriétéit ze lackelen, a wann ee bedenk, datt souwisou, wat de Marché du travail ugeet, jonk Leit justement iwwerhaapt Schwieregkeiten hunn, e Contrat à durée indéterminée ze fannen, émmer méi Schwieregkeiten hunn, da kenne se souwisou apaken, wann et drëms geet, fir iwwerhaapt un d'Propriétéit ze accédéieren. Also mat engem CDD dohinnerzekommen, wann een nach jonk ass, do wäert och déi eng oder aner Hëlfel net richtig gräifen!

Datselwecht gëllt awer och fir den Temps partiel involontaire. Well och wann den Temps partiel elo e bëssen, liicht eroagaangen ass, esou ongefier op bal 18%, ass den ongewollten Temps partiel rasant an d'Luucht gaangen, an zwar ém 70%, an dat téschen 2008 an 2015, an dovunner sinn och haapsächlech Frae beträff.

Natierlech gëtt et nach émmer Patronatsvertrieder, meeschters hu se och e Betrib geierft, an et gëtt och Fonctionnaires, héich Fonctionnaires oder professionell Politiker, déi net onbedéngt wëssen, oder déi sech keng Suerge méi musse maachen iwwer hir Zukunft, déi net midd ginn, de Leit ze erklären, datt se musse flexibel sinn, datt se all dräi Joer oder all zwee Joer müssen eng nei Formationen maachen, well dat esou witzeg ass, all Kéiers eppes ze wieselen. Dat kenne sech némmen e puer Privilegierter leeschten!

Oder justement, déi puer Privilegier, déi brauchen dat guer net ze maachen, déi Formationen. Et sinn émmer déiselwecht, déi dozou opgeruff ginn, Sacrificeer ze maachen. An dat ass u sech de Problem. Et ass natierlech einfach, wann een an héjé Patronatskresser sétzt, fir senge Salariéé virzewerfen, si wieren net gutt genuch a si misse permanent sech adaptéieren, souguer an engem héijeren Alter.

Här President, ech wéilt och nach warne virun engem Här oder enger Etüd - ech brauch net virum Här ze warnen - an ech mengen, jidd-wereen huet och dovunner scho geschwat: Dat ass deen neie Guru vun der Regierung, den Här Jeremy Rifkin, dee ganz kontroverseiert ass. Et wonnert mech émmer. Also, international ass e ganz kontroverseiert! Schonn 1989 hat d'Zeitung „Time“ - ech hunn 1989 d'„Time“ net gelies, ech liese se d'ailleurs och nach émmer net -, mä wann een elo...

► **Une voix**.- Do gëtt et Archiven!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Mä ech hunn „Google“. An do hat d'„Time“ getitled, den Här Rifkin, dat wier „the most hated man in the world of science“, well en net wierklech escht geholl gëtt vu Wëssenschaftler.

Dovunner ofgesinn, well beim Rifkin geet et jo net némmen ém Appen, ém Digitalisierung. Déi Digitalisierung, déi gëtt et ouni Rifkin. Déi gouf et virum Rifkin, enfin, virum Rifkin gouf et déi nach net, mä déi wäert et op jidde Fall simultan ginn an duerno.

An dat ass och net némmen den 3D-Drécker, wat och émmer. Do geet et och ém en Aarbechtsmodell, fir deen anzeféieren, den Aarbechtsmodell vum neien, vum modernen Doléiner vum 21. Jorhonnert oder vum 22. Jorhonnert, deen an enger Aarbechtswelt mat engem Minimum u Regele sech duerchsetze muss. Dat ass dee reellen (veuillez lire: reelle Fong) an dat ass u sech d'Substanz och vun der Theorie vum Här Rifkin.

An dat huet och de Romain Hilgert virun zwou oder dräi Wochen an engem „Land“-Artikel ganz gutt beschriwwen, nodeems en och déi Etüd gelies hat. An en huet dat och e bëssen iwwerspëtz - wéi en dat och esou richtig kann - esou formuléiert, datt an Zukunft d'Kanner bei der Gebuert keng Matricule méi wäerte bei der Sécurité sociale hunn, mä eng TVAs-Nummer beim Registre du commerce.

Natierlech kann ee soen: E Rifkin, dat ass esou eng Toolbox, wou ee sech dat eraushëlt, wat ee gutt féint an esou weider. Mä ech mengen, de Problem ass, datt d'Box, also u sech déi ganz Kësch, datt dat déi reell Substanz vum Rifkin ass. A wann de Rifkin... Also, wann Der déi Kësch net méi hutt, da fält alles eraus. Also ech mengen, dat ass de Problem bei der Etüd vun deem Här.

Ech gëft duerfir och der Regierung uoden, dat sinn ze loossen, dat mam Rifkin. Sou schlecht sidd Der och guer net, datt Der lech nach méi musst mat komeschen Iddie befaassen, déi d'Land emol net esou richtig aschätze können.

► **Brouaha**

Virun zwou Wochen hu mer och eng minimal, fir net ze soen anekdotesch Erhéitung vum Mindestloun gestëmmt. Do hu mer scho gesot gehat, datt des Erhéitung bei Wäitem net géif duergoen, datt de Lëtzebuerger Mindestloun engem et net géif erlaben, dezent ze liewen.

Knapps e puer Deeg drop ass och erëm eng Kéier eng Etüd komm vum Statec, déi seit, datt een ongefier netto 1.900 Euro brauch als Single, fir - téschen Guillemeten - „dezent“ ze liewen, an 3.900 Euro als Koppel mat zwee Kanner.

Dobäi misst een och nach iwwert den Term „dezent“ diskutéieren. Well mat 1.900 Euro de Mount, do iwwerlieft een a Wierklechkeet zu Lëtzebuerg, op jidde Fall, wann ee soss keng aner Form vun Ennerstëtzung huet, mä do leet ee keen Euro op d'Sait. Well et kann ee jo net émmer alles ausginn! Do leet ee keen Euro op

d'Sait; well dezent liewen ass och Sécherheet, fir Sécherheet selwer ze suergen.

A mat 1.900 Euro netto, engem Loyer téschen 1.000 an 1.200 Euro, well dat ass jo d'Realitéit hei zu Lëtzebuerg, wat bleift dann nach iwwreg? Da si mer bei 900, 700 Euro, wou een nach muss kucken: Et muss een nach tanken, de Bus- oder den Zuchabo muss een och bezuelen, wann ee keen Auto huet oder wann een op den Auto wëll verzichten. Wat och en Invest ass, well den öffentlechen Transport ass net gratis! A wann ee schonn nach némme 600, 700 Euro zur Verfügung huet de Mount, da spiert een, mengen ech, da gëtt et engem kloer, datt d'Gratuitéit vum öffentlechen Transport immens vill géif hëllefen.

An ech mengen, dat wier och en Investissement, deen d'Regierung sech misst iwwerleéen, fir d'Gratuitéit vu Bus a vun Zuch hei zu Lëtzebuerg integral anzeféieren. Dovun ofgesinn, datt et wierklech nach méi dee Service géif attraktiv maachen, hätte mer u sech ville Leit geholle. Oder datt ee wéinstens..., vu datt mer och gesinn hu bei der Steierreform, datt esou vif geschriwwé gëtt, vläicht kéint ee sech dann à la limite virstellen, datt een den Abo ofsetze ka vun der Steieren. Dat wier et da vläicht, wann Der schonn net wëllt a Richtung Gratuitéit goen, da kéint een an déi Richtung goen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- An déi, déi keng Steiere bezuelen?

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Ma voilà, dat ass de Problem! Duerfir ass et besser, d'Gratuitéit anzeféieren.

Ech hat awer d'Fro schonn un den Här Bausch gestallt. A bis elo huet en Nee gesot. E ka sech dat natierlech nach émmer iwwerleéen. Mä bon, erëm eng Kéier.

Wann een duerno domat fäerde ass, da muss een och nach Assurancé bezuelen an esou weider. Et muss een lesse kafen, Gezei an esou weider. Et muss een och heiansdo een huelen goen, an de Kino goen, well et muss een och Loisiren hunn. Dat gehéiert och zum Liewen an net méi zum Iwwerliewen.

An dann ass jo de Problem am Liewen, datt een duerno émmer mat enger Dommheit konfrontéiert gëtt, wou ee muss bezuelen: 100 Euro, 200 Euro, 300 Euro. Et huet een awer nach náisch op d'Sait geluecht, well een ebe beim Mindestloun läit a well een eng deier Wunneng huet. An dann ass ee ganz, ganz schnell an de rouden Zuelen!

Här President, nach eng Kéier, wa mer scho bei Etude sinn, et koum nach eng eraus, wou gesot gouf, datt 80% vun de Salariéen, déi schaffen ginn, hei zu Lëtzebuerg schaffe ginn, obwuel se krank sinn! Also, dat ass natierlech net gutt fir si, well dovunner gi se net besser. Wann ee krank ass, soll een doheem bleiwen an et soll ee rouen. An et kann een och nach déi aner ustiechen. Mä et ass eng Realitéit. An dann ass jidderee krank.

Duerfir hoffen ech och, datt gewësse Stëmmen an Zukunft sech e bësse méi diskret weisen, wa se vun de vermeintlechen Abuse vun de Salariéé schwätzen. Dat si meeschters och Stëmmen, déi net wëssen, wat et ass a Wierklechkeet, fir wéineg ze schaffen a vill ze schaffen. Et sinn émmer déiselwecht! Et sinn der e puer, déi maachen ee midd! Mä déi hunn natierlech émmer Carte-blanches.

Ech mengen, et muss ee sech awer och d'Fro stellen, wéi gewësse Betriben hei zu Lëtzebuerg da gefouert ginn, wann d'Salariéé sech gezwonge gesinn, trotz Krankheet trotzdem schaffen ze goen! Well därt ginn et der immens vill! An ech mengen, mir kennen der bestëmmt och all, Beispiller vu Leit, déi trotzdem schaffe ginn, och wa se krank sinn, net schlëmm krank sinn, mä awer vläicht e bëssen...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Ech, mir!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Jo, ech och d'ailleurs. Dir hutt mech houschten héieren. Mä bon, dat ass eng aner Saach. Ech kommen net derlaanscht.

Mä de Problem ass réellement deen, därt Leit ginn et der immens vill a si gesi sech gezwongen, dat ze maachen, well soss kenne se mat... Also, wann ech net komm wier haut, a wann ech doheem bliwwen wier, dann...

► **(Brouaha et interruption)**

...dann, jo, éischtens, da wiert Der elo doheem an da wier fir mech d'Welt net énnergaangen, well et hätt kee mech erausgepucht. Mä de Problem ass, wann een an engem Supermarké schafft an esou weider, dann ass dat eng ganz aner Situations!

Dat ass och déi ganz Hetz an dee ganzen Drock op den Absenteismus, dee gemaach gëtt hei zu Lëtzebuerg. An dat mécht d'Leit och nach krank! Also, dorriwwer misst een och nach

eng Kéier diskutéieren. An ech mengen, mir wäerten och nach eng Kéier diskutéieren.

Souwisou, deen eenzegen Absenteismus, dat ass dee vun der Aarbechtsinspektion. Dat ass dee gréissten Absenteismus hei zu Lëtzebuerg! An et ass do, wou muss investéiert ginn. D'Inspection du travail et des mines ass am-gaangen, reforméiert ze ginn op eng energiesch Aart a Weis, hunn ech héieren. Mä ech mengen, dat ass nach eng Investition, iwwert déi mer net vill geschwat hunn. An ech mengen, do muss nach méi investéiert ginn, fir datt mer eng richteg Investition hu fir de Schutz vun de schaffende Leit hei zu Lëtzebuerg.

Schlussendlech, wann een da vu Kontroll schwätzt: Et muss een émmer déi Richteg kontrolléieren an net onbedéngt déi Falsch. Ech wéll den ehemolegen Direktor vun der Steierverwaltung, den exzellenten Här Guy Heintz, nach zitéieren, dee virun e puer Wochen am „Lëtzebuerger Wort“ gesot huet: „De Gangster ass dem Polizist émmer e Schrack viraus.“ Dat, wéi en d'Fro gestallt krut vum Journalist, ob iwwerhaapt d'Steierverwaltung kéint nokomme vis-à-vis vun där Armada vu Fiskalisten hei zu Lëtzebuerg a vu Steierberoder, déi vill méi grouss, vill méi massiv sinn hei zu Lëtzebuerg an och gutt ausgebillt sinn.

Mir fannen et natierlech gutt, datt d'Regierung elo de Service de révision op 28 Leit opstockt. Dat ass eng positiv Saach. Dat ass e positive Schrack. Mä mir sinn awer nach ganz, ganz wäit ewech vum Compte. Do wiere mir och frou, vun der Regierung ze wëssen - et ass jo och nach ganz spezifesch sain Departement -, wat déi nächst Evolutiounen wäerte sinn an der Fro vun Opstockunge justement géint Steierhannerzéitung hei zu Lëtzebuerg, fir d'Kontroll justement vun der Steierhannerzéitung.

Dat huet e Käschtepunkt, an ech mengen, dat ass keen niewesächleche Käschtepunkt, well do muss een immens vill... Also, op 28 Leit am Service de révision dat eropzestufen, wann ee weess, datt een och nach en neien Adjoint kritt an esou weider. Also, esou vill nei Dossiere kënne och net beackert ginn.

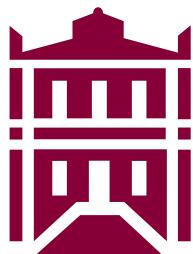
Duerfir ass et och wichtig, iwwerhaapt eng Fonction publique ze hunn, déi funktionéiert, déi opgestockt ass mat kompetente Leit, déi gutt forméiert sinn an déi natierlech och uerdentlech bezuelt ginn an déi och net onbedéngt duerch déi schlecht manager Méthode kujenéiert ginn, déi souwisou och nach am private Secteur meeschters guer net esou gutt funktionéieren, wéi dat oft duergestallt gëtt.

Dat ass natierlech eng Investition. Elo ginn 1.000 nei Beamten agestallt. Geet dat duer? Ech mengen net, wann ee souwisou dovunner ausgeet, datt Lëtzebuerg staark wüsst. Ech mengen, Lëtzebuerg muss mathalen a mir müssen en effikasse Service public hunn, e gudde Service public hunn.

Duerfir misst een och driwwer diskutéieren, wat wierklech déi reell Besoîne si vun der Bevölkerung, vun der wuessender Bevölkerung am Zesummenhang mat de Servicer, mat dem Service universel, wéi dat muss gehandelt ginn, opgestallt ginn. An dat ass natierlech och eng budgetär Fro, déi sech onbedéngt stellt.

Mir sinn awer leider skeptesch, well mir mengen net, datt duerch Steierreformen, datt duerch manner Recetten, wéi dat de Fall ass, ee sech all déi wichtig Investitione ka leeschten.

</



# SÉANCE 19

JEUDI,  
22 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- 2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier
- 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
- 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs
- 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002
- 7) le Code de la sécurité sociale
- 8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
- 9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- 10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
- 11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques
- 12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

et

- 7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
  - *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*
  - *Motion 1: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, Mme Octavie Modert, M. Claude Haagen, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner (renvoi de la motion en commissions)*

### 3. Résolution de M. Laurent Mosar relative à la condamnation ferme des mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup

d'État militaire en juillet 2016, à la réaffirmation de l'engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'UE et au ralliement à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie

- *Exposé: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Marc Angel, Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la résolution (rejetée)*

### 4. Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien de toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep

- *Exposé: M. Laurent Mosar (dépôt d'une nouvelle motion)*
- *Discussion générale: M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

### 5. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 6. 7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Taina Boffering, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (dépôt de six amendements)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Amendements: M. Marc Baum, M. Georges Engel*
- *Votes sur les amendements 1 à 6 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.01 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech maachen d'Sëtzung op.

Ech mengen, ech brauch déi klassesch Fro net ze stellen, wat d'Kommunikatioun ugeet. D'Kommunikatioun ass d'Antwort vum Finanzminister zu den Debatten iwwert de Budget 2017. Mir sinn de Moien op der Ligne droite. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, fir op d'Interventioune vun der Chamber ze äntwerten. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

### 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

### 2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier

### 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

### 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

### 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

### 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

### 7) le Code de la sécurité sociale

### 8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

### 9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

### 10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

### 11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

### 12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

### 7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016 - 2020 (suite)

#### Prise de position du Gouvernement

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Här President, Här Premierminister, leíf Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Députéierten, d'Budgetsdebatt ass èmmer e staarken an e wichtige Moment am parlamentaresche Liewen. Dat ass traditionell esou, an dat war och erëm eng Kéier dëst Joer esou, gëschter. Ech hu fonnt, dass vill kritiséiert ginn ass, vill analyséiert ginn ass, vill kommen téiert ginn ass. An dat ass och gutt esou!

Ech hunn e bësse vermësst, dass keng Géigepropositioun komm sinn. Mais j'en prends acte.

Ech wäert meng Presentatioun en fait an zwee Deeler andeelen: en éischten Deel, deen dann op d'Kriticke allegueren oder op e groussen Deel dovunner ageet, an en zweeten Deel, wou ech awer de roude Fuedem an d'Hauptmierkaler vun désem Budget 2017 nach wëll eng Kéier en perspective setzen.

Den éischten Deel geet also iwwert déi Kriticke, déi gemaach gi sinn. Gott sei Dank si keng Kriticke vun de Majoritéitspartie komm, wat ech begréissen a wat mech frô mécht. Mä et muss een awer och feststellen, dass een aus dem Ausland och keng Kriticke kritt. D'Kriticke komme just némme vun doheem. A wann ech dann nach eng Kéier e bëssen drop aginn,

wat déi verschidden international Institutioone gesot hunn, da schwätz dat jo awer eng kloer Sprooch.

Den FMI ass zitéiert ginn, och vun der Oppositioun, fir dann e puer Passagen erauszeplécken, wou op Risiken higewise gëtt. Ma dat ass och ganz gutt, dass op Risiken higewise gëtt. An et ass och d'Roll vum FMI, dat ze maachen. A mir huelen dat och zur Kenntnis. Mä den FMI huet awer net némme Kriticke gemaach. En huet ènner anerem gesot, dass eis Situation financière gesond ass an dass dat erlaabt, dass mer eng Steiersenkung zu Lëtzebuerg maachen.

D'OCDE huet eis encouragéiert, wéi allegueren d'Länner an Europa, fir eng méi expansiv Politik ze hunn. Och dat ass eendeiteg.

An da wëll ech awer e bësse méi laang iwwert d'Europäesch Kommissioun schwätzen, well si jo schlisslech de Gardien des traités ass vun der Unioun an dorop muss oppassen, dass d'Länner allegueren de Pacte de stabilité et de croissance sollen anhalen.

Nu seet d'Kommissioun, dass et wichtig wier, dass allegueren d'Länner, déi d'Marge de manœuvre hunn, sollen d'Croissance relanciéieren oder stäerken. A mir zu Lëtzebuerg maachen dat. Ech wëll mech net bretzen, an ech mengan, och d'Regierung wëllt sech net bretzen, well mer esou eng héich Croissance hunn. Mä ech wëll mech awer och net derfir müssen entschliegen!

#### ► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Wann eng gutt Croissance zu Lëtzebuerg ass, dann ass dat och natierlech net némme de Verdéngsch vun der Regierung. Dat ass de Verdéngsch vun den Entreprises, déi gutt drop sinn, déi produktiv sinn, déi compétitiv sinn a vill Leit astellen.

A wann ee vill Leit astellt, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass, et kann ee sech némme dobbert freeën, da geet de Chômage erof. Dass een dat net ka positiv begréissen, ass fir mech e Rätsel. An ech muss lech soen, dass, wann ech mat mengen auslännesche Kolleegen zesumme sinn am Eurogroup an am Ecofin, déi beneiden eis allegueren. Dél wéilten an dár Situations sinn, wou Lëtzebuerg ass.

D'Kommissioun ass jo och mam gudde Beispill virgaangen, andeem se ganz am Ufank vun hi-

rem Mandat den Europäesche Fong fir strategesch Investissement lancéiert huet, de sougenannte Juncker-Plang. An dee fonctionnéiert och ganz gutt. A se encouragéiert natierlech d'Memberstaten, deen EFSI auszenotzen, an awer och encouragéiert se se, selwer vill ze investéieren.

Leider ass et esou, dass Europa nach haut déi Géigend an der Welt ass, déi no der Weltwirtschafts- a Finanzkris am lueste wiisst. Et ass och dofir net erstaunlech, dass deen Opruff fir den Investissement gemaach gëtt.

Ech hat a menger Ried gëschter gesot, dass an de Joren 2015, 2016 an och 2017 Lëtzebuerg op Plaz Nummer eent ass - op Plaz Nummer eent ass -, wat säi Solde structurel ubelaangt a wat seng Statsfinanzé sinn. Wa mir als Land, wat d'Nummer eent ass, solle schlechte sinn, wéi d'Oppositioun dat seet, da muss et an deenen anere Länner allegueren katastrophal sinn!

Dat heite si jo némme Faiten, déi Zifferen, déi d'Kommissioun op den Dësch leet. D'Ratingagencen och kucken némme d'Zifferen. Déi kucken net, wien an enger Regierung vertrauen ass. Si kucken d'plakeg Zifferen. An allegueren d'Agencé ginn eis en Triple-A mat stabler Previsioun. Dat ass déi bescht Nott, déi ee ka kréien.

Loosst mech elo e bëssen op d'Kriticke agoen,

déi vun de Beruffschambere gemaach gi sinn.

Déi sinn heiando emol zitéiert ginn, awer net ganz vill. Ech stelle Folgendes fest: dass d'Beruffschambere, déi dem Patronat méi nostinn,

explizitt begréissen, dass den Investissement esou héich ass. An trotzdem, dass en esou héich ass, fanne se, dass en nach èmmer net héich genuch ass, a froen, dass mer nach méi sollte maachen.

Am selwechten Otemzuch soen déiselwecht Beruffschambere, déi no beim Patronat stinn, dass eisen Defizit ze héich ass. Jo, et kann een net dat eent soen an dann de Géigendeel verlaangen!

Wann ech och kucken, wat iwwert d'Steierreform gesot ginn ass, henn och déi Chambre gefuerert, dass vill méi misst fir d'Entreprise



# SÉANCE 19

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

gemaach ginn, dass deenen hir Steierlaascht misst ëm Honnerten an Honnerte Millioune reduzéiert ginn. An da schreive se an de Budgetsavis, dass eisen Defizit ze grouss ass. Dat ass net kohärent.

Wann ech kucken, wat d'Chambre des Salariés seet: Si begrësst eng ganz Rëtsch Saachen, déi mer an der Steierreform hunn an an dësem Budget, dat ass jo matenee verbonnen, fannen, dass et net wäit genuch geet. Dat kann een no-vollzeien. Si setze sech a fir d'Salariéen an hätten am leífst, dass nach méi do soll gemaach ginn. Mä méi kann de Moment net gemaach ginn, soss wär eise Budget net nohalteg.

Ech kommen elo zu de Kriticke vun der Oppositioun. Ech fannen et dat Normalst an der Welt, dass de Budget vun enger Regierung kritiséiert gëtt. A well de Budget d'Reckgrat ass vun der Politik, déi eng Regierung mécht, ass et jo ganz verständlech, dass een de Budget net ka stëmmen an dass een do sech oppo-siéert.

Ech stelle fest, dass eng Partei an der Oppositioun, an zwar déi Lenk gesot hunn, dass d'Statsfinanze gesond sinn. Op deem Punkt si mer eis eens. Dat ass jo och net èmmer, wou mer eis eens si mat deene Lénken, mä hei si mer eis emol eng Kéier eens.

Dass déi Parteien, déi ni an der Regierungsverantwortung waren, alles kritiséieren an de Contraire, ass och e Klassiker. Mä dass déi Partei, déi 34 Joer laang de Premierminister gestallt huet an de Finanzminister gestallt huet, systematesch a pauschal alles um Budget kritiséiert, fannen ech net ganz konstruktiv.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Der Positioun vun der CSV feelt et wierklech u Kredibilitéit. An ech wëll hei dräi Elementer opzielen, déi dat ènnermolen. Mat Ausnam vum Sukuk vun 200 Milliounen huet dës Regierung keng Schold gemaach. Dat heesch: Déi ronn 11 Milliarde Scholden, déi mer hunn, déi si vun der CSV a vun deene viregte Regierunge getätegt ginn.

Zweetens: Ech rappeléieren et èmmer erëm, dass mer jo eng schéi Lee krute vun enger Milliard, déi géif verschwanden an der TVA électronique, an do ass net anticipéiert ginn, obwuel dat laang gewosst war. A mir hunn d'Schierbele missen erëm zesummemaachen.

Drëtte Punkt, an dat ass awer fir mech deen allerwichtegsten, vun deem, a mengen Aen, net genuch geschwät gëtt. Dat ass, dass am Abrëll vum Joer 2013 déi viregt Regierung an déi demoleg Responsabel fir d'Finanzen an de Budget op Bréissel geschriwwen hunn, fir ze soen: „Mir wäerten an Zukunft de Stabilitéits- a Wuess-tumspakt net anhale méi. Fir d'Éischt an eiser Geschicht! Mä maacht lech keng Suergen, mir wäerte Mesuren huelen, dass mer 2016 oder 2017 erëm positiv dostinn an de Pakt erëm an-halen!“

Jo, dann ass et awer net kredibel, fir dës Re-gierung esou hefteg an esou generell ze kritiséieren, déi et jo fäerdegruecht huet, dass mer net aus der Bunn gerode sinn an dass mer bis 2018 einwandfrei dostinn.

Et ass gesot ginn, an ech si frout driwwer, dass den Här Frieden den Triple-A gerett huet an dass mir dee geierft hunn. Dat ass richtig an dorriwwer solle mer eis freeën. Mä ech kann lech awer soen, dass, wa mer dat gemaach hätten, wat déi viregt Regierung am Abrëll 2013 gesot hat, dass mer géifen de Stabilitéitspakt verloossen, dann hätte mer den Triple-A ganz séier verluer.

Ech géif gären e bësse méi laang iwwert den Objectif à moyen terme schwätzen, well dat jo en fait d'Kársteck ass vun der Europapolitik an d'Manéier, wéi gemooss gëtt, ob e Land seng Finanzen am Gréff huet an och d'Regle respektéiert. Den Objectif à moyen terme gëtt all dräi Joer vun der Kommission fixéiert. En ass dëst Joer fir Lëtzebuerg op minus 0,5% vun ei-sem Räichtum vun der Kommission, onofhängig vun ons, fixéiert ginn. Wat huet dës Re-gierung gemaach? Si huet gesot: „Majo, wann d'Kommission eis dat doten Zil gëtt, dann ali-gnériere mir eis op dat Zil a mir respektéieren dat Zil.“

Firwat hu mer dat gemaach? Net némmen, wéi Verschiddener dat hei ènnerstellen oder gesot hunn, well mir eis d'Liewe wollte méi einfach maachen, mä haapsächlech: Als Finanzminister hunn ech näämlech wierklech léiver, wann den Objectif à moyen terme méi streng ass, mä als Finanzminister muss ech awer och feststellen, dass, wann ech mer en Zil géif ginn, wat méi héich ass wéi dat, wat obligatoresch ass,

da ginn ech gemooss op deem méi héijen Zil. A wann ech dann op deem méi héijen Zil heiansdo eng Pann hunn, da geroden ech aus dem Pacte de stabilité eraus an da ka mer d'Ausland, d'Kommissioun, Mesuren imposéieren. An dat, well ech mer Ziler ginn hunn, déi méi héich si wéi déi, déi ech misst hunn. Dofir, aus Grénn vun der Souveränitéit vun eisem ee-gene Land, hu mer dach keen Intérêt, dat ze maachen!

Ech fannen et awer richtig, wa gesot gëtt, an d'CSV huet dat gesot, dass ee soll méi en ambi-tiéist Zil hunn, intern. An Dir so, wann Dir un der Muecht wiert, da géift Dir en Zil vu plus 0,25% maachen. Eh bien, ech kann lech soen, dës Regierung mécht dat! Kuckt op eis Zifferen! Eise Solde structurel, dee schwaachsten Taux, dee mer hunn, ass 0,2%. Plus 0,2%! Dat heesch, mir maachen an däri Hisiicht eng ganz prudent Politik.

Wann ech op eng e bëssen humoristesch Aart a Weis dat kéint résuméieren, wat d'CSV eis seet, da géift ech soen, dass d'CSV Folgendes mécht - seet plutôt: „Maacht wat ech soen, mä maacht net, wat ech gemaach hunn!“

D'Bild, wat mer hei kréien, ass, wann een der Oppositioun nolauscht, wierklech inkompétt. Ech mengen, iergendwéi ass eng Amnésie op d'Oppositioun gefall fir d'lören 2014, '15 a '16, well si hu vun deenen dräi Jore praktesch net geschwät! Si hunn net driwwer ge-schwät, well do ass vill Guddes geschitt. Do hu mer näämlech d'Statsfinanze sanéiert. Déi sinn haut am Equilibre. Mir respektéieren de Pacte de stabilité et de croissance.

Mir wëssen, dass et Risike gëtt, an ech hu se selwer a menger Ried opgezielt. Et gëtt der eng ganz Rëtsch. Éch widderhuele se net, si sinn en long et en large zitéiert ginn, a se si berech-tegt. Ech hunn awer och déi positiv Saachen erausgeschielt. Et ass näämlech wichtig, dass een de Leit en équilibriert Bild gëtt, dass een hinen d'Saachen erzielt, esou wéi se sinn, se net schéiriet, mä se awer och net schlechtriet. Mir sollen net an den Negativismus verfallen oder den Däiwel un d'Wand molen. Eisem Land geet et, relativ gesinn, par rapport zum Ausland gutt. A mir hunn eis elo mat der Sa-néierung vun de Statsfinanzen deen néidege Raum,deen néidege Sputt erschafft.

Ech kommen dann zum zweeten Deel vu menger Ried. Dat ass e Rappell vun eiser Budgetspolitik, de roude Fuedem. Dat si véier ganz einfach Iddien: 1) d'Statsfinanze sanéieren, 2) méi investéieren, 3) eng Sozialpolitik weiderféieren a 4) Kompetitivitéit.

Zum Sanéiere vum Statsbudget: Dat ass net vum selwe geschitt! Dat ass net geschitt, well d'Konjunktur esou gutt war. Well wann dat esou einfach gewiescht wier, dann hätte mir jo och keen Zukunftspak misse maachen. Ordeen Zukunftspak, dee jo beileiben net dat Populärst ass, wat een an der Welt ka maachen, deen ass jo ofgeleit gi vun der Oppositioun. Dat ass hier gutt Recht. An op eng relativ cocasse Aart a Weis freet se eis regelméisseg, wou mer dann dru si mat deem Zukunftspak, fir ze wëssen, ob mer en da wierklech émsetzen. An ech muss lech do soen: Mir hunn do guer nääscht ze ver-stoppen, well mir schaffen transparent! Mir hunn dee Plang op den Dësch geluecht virun dräi Joer a mir sinn amgaangen, deen émzeseten.

Jo, et kann ee wahrscheinlech déi eng oder déi aner kleng Mesure fannen, wou een da seet: „Déi doten hutt Den net émgesat.“ Dont acte! Mä da kommt, mir kucken awer d'Resultater, déi mer erreicht hunn! An och gëschter hate mer, duerch den Zoufall vum Kalenner e Mëttwoch, gëschter Mëttwoch moies, d'Adoptionioun vun de Konte vun 2015. A wat hu mer do gesinn? Dass den Defizit, amplaz, dass en 800 Milliounen no den europäesche Regele gi wier, wéi virgesinn, némmen 200 Milliounen ass! A wat hat ech do ènnerstrach? D'Resultat ass dräi Véierl besser ginn, aus welcher Explikatioun? Eh bien, 70% vun der Explikatioun kom-men, well d'Dépense manner gewuuss si wéi virgesinn, a mir hate se scho relativ niddreg ugesat, an 30% wéinst der Konjunktur. Et ass also falsch, fir ze soen, dass et némmen déi gutt Wirtschaftslag ass, déi eis hei helleft.

An elo vläicht nach eng Kéier d'Eckwärter, déi d'Regierung sech ginn huet, wat d'Versetzung ubelaangt, well hei ginn och Kommentare gemaach, déi net korrekt sinn. Dës Re-gierung huet ni gesot - ni gesot -, si géift keng Emprunte méi ophuelen. Si huet och ni gesot, dass se wéilt d'absolut Schold vum Land erof-setzen. Dofir, wann d'Oppositioun seet: „Fir mech ass dat de Moosstaf“, kann d'Oppositioun dat soen, mä dat ass net eis Politik! Mä wat mer gesot hunn am Regierungsprogramm ass, dass mer wéilten à tout moment an der Legislatuperiod ènner 30% Schold hu par rap-port zu eisem Räichtum.

A wou sti mer haut? Haut sti mer, am Dezember 2016, bei 20% Verschöldung - 3% besser -

par rapport zu eisem Räichtum. An, par la bande soen ech awer dann och, dass mer et fäerdegruecht hunn, souguer am Absolutte manner Schold ze hunn, obwuel dat net eist Zil war, well mer och nach en Emprunt vu 400 Milliounen dëst Joer rembourséiert hunn. Et ass jo nach besser, d'Resultat.

Mä eist Zil ass et net, onbedéngt elo déi absolu Schold ze begrenzen, guer net! An déi Politik, déi mer verfollegt hunn à court terme, géift ech awer och gär nach eng Kéier hei erklären, well si ass vun der Oppositioun kritiséiert ginn. Wéi gesot, et ass hiert gutt Recht, mä ech wëll dofir dat an dee richtige Kontext setzen.

Et ass gesot ginn, dass mer am Joer 2016 elefmol Recours haten op eng Kreditlinn, déi iwwregens null kascht, null Prozent. Dat ass richtig. Mä mir sinn och elefmol aus dem Negativen erëm an de Positive gaangen. Dofir konnt ech och gëschter soen: „Mir sinn haut op null, wat d'Kreditter ubelaangt.“ Mir brauchen, op den Dag vu gëschter, keng Kreditlinn! Well mer Schwankungen hu ronderém null! A firwat soll ech dann, oder soll de Stat da sech laangfristeg verschélde goen an e groußen Emprunt ophuelen, wou en dann Intérêt drop bezilt, wann e kann à court terme zu null geléint kréien?! Do hu mer d'Milliounen Zëns gespuert. An dozou stinn ech!

Dass mer d'nächst Joer léine ginn, ass guer keen Zweifel. Mir wäerten dat maachen, mir assuméieren dat. Mä ech wëll awer an engems soen, dass mer müssen och eis bewosst sinn, dass mer e Spillraum hunn, mä deen ass awer och zu engem gewëssenen Deel limitéiert. Ech wëll d'Saach hei net méi schéiriede wéi se ass! Mir hunn d'nächst Joer eng Milliard Schold am Zentralstat. An dofir musse mer oppassen, dass mer dat uerdentlech émsetzen an dass mer eis Dëpense am Gréff behalen, well dorriwwer ewech däerfe mer net goen. Als Finanzminister ass dat mer natierlech ganz wäertvoll.

A wou lande mer dann 2020 mat de Previsiounen, wéi mer se haut hunn? Majo, bei enger Verschöldung vun 22% vun eisem Räichtum; dat ass déi Ziffer, déi ech lech gëschter ginn hunn, dat ass déi aktuellst, déi mer hunn. Dat ass also 1% mäne wéi dat, wat mer geierft hunn: Do ware mer bei 23%. An dat ass da wäit ènnert den 30%, déi mir eis als internt Zil ginn hunn. Hei ass och iwwregens en exzellent Bei-spill, wéi dës Regierung sech en internt Zil gëtt, wat vill méi streng ass wéi dat vun Europa, well mir wëssen, an Europa ass d'Grenz bei 60%.

Loosst mech nach, an dat ass dann den Iwwer-gang op den zweete wichtige Punkt vun dësem Budget, eppes iwwert den Investissement soen. Ech hunn dat gëschter ènnerstrach, ech wëll dat haut och nach eng Kéier soen:

Mir finanzéieren iwwer fënnef Joer ongefér zéng Milliarden Investissements publics. Do-vunner wäerte mer ronn ee Véierel mat Schold finanzéieren an dräi Véierel mat eise lafende Recetten. Dat ass en Dramresultat, muss ech lech soen! Dat huet kee Land! Déi viregt Regierung huet an engen Legislaturperiod och vill investéiert, acht Milliarden, an huet 60% géleint a 40% selwer finanzéiert. Ech mengen, déi Ziffere sinn net contestabel a weisen, dass mer eng prudent Politik hunn.

Zum Investissement wëll ech e puer Wuert soen, well et ass de Schlüssel vun dësem Budget. Punkt Nummer eent ass: En Investissement ass net eng lafend Dépense! Dat muss ee ganz anescht considéréiere wéi einfach lafend Käschten. Wat bréngt den Investissement? Den Investissement bréngt Innovation, e bréngt Kompetitivitéit, en erlaabt, mäi a Besseres fir de Klimaschutz, fir den Èmweltschutz a fir de Waasserschutz ze maachen, an en erlaabt, mäi a besser Infrastrukturen ze hunn, a leschens, en erhéicht eis Liewensqualitéit. Dofir soll ee sech iwwer all Euro, deen investéiert gëtt, freeën!

Den drëtte Punkt ass en traditionellen: Mir sinn eng Regierung, déi vill Soziales mécht. Bal d'Halschent vum Budget ass deem gewidmet. Dorriwwer freeé mer eis och an dat soll esou weidergoen. Ech hu gëschter a menger Ried déi wichtigst Elementer erausgeschielt, wou ganz grouss Erhéijunge vu Prestatiounen virgesinn, ob dat elo Congé parental ass oder ob dat och d'Formation multilingue ass an dem Précoce.

Véierte Punkt, d'Kompetitivitéit, an et ass och dee leschten an ech kommen dann och op de Schluss, Här President.

Wann eng Wirtschaft wéi déi vu Lëtzebuerg 4% wissst, dann ass dat jo en Zeechen, dass et deene meeschten Entrepreisen, net hinnen alle-queren, mä awer deene meeschten Entrepreisen gutt geet. Dat ass awer och en Zeechen an engem Land, wat e ganz klenge Marché intérieur -, wann dee mat 4% wissst, jo, dann ass dat en Zeechen, dass vill Leit op Lëtzebuerg net ném-men kafe kommen, mä investéiere kommen. A

wa vill Entrepreisen zu Lëtzebuerg investéieren, ass dat en Zeechen, dass mer attraktiv sinn an dass mer kompetitiv sinn! A mir gesinn en Trend, de Wirtschaftsminister an ech, dass mer immens vill solliciteert gi sinn an deene leschten zwielef Méint, vill méi wéi virdrun. A wéi gesot, dorriwwer soll ee sech freeën, dat ass eng positiv Saach.

Et Wuert iwwert d'Finanzplaz, wat eise wichtegste Secteur ass: Der Finanzplaz geet et gutt - mir hunn dat an der Kompetitivitéitsdebatte en long et en large gesot - an zwar trotz ganz schwieriger internationaler geopolitischer Lag, trotz niddregen Zënsen, trotz Iwwerregulierung an deem Secteur, dee ganz deier kascht, an trotz - oder soll ech soen „dank“? - der Transparenz an Tax-Saachen, déi dës Regierung gewisen huet.

Als Konklusioun: Eis wirtschaftlech a Finanzlag ass haut vill besser wéi 2013, an dat justifiéiert, dass hei e Budget gemaach gëtt, wéi en ass.

Zweetens: De Budget suert fir Kohärenz an eiser Regierungspolitik an et ass en fait d'Reck-grat vun eiser Politik.

Dëse Budget ass gutt fir d'Leit, en ass gutt fir d'Entrepreisen, en ass och positiv fir eis Kanner dank den héijen Investitiounen. Am Resumee: Dat heiten ass dee richtige Budget am richtige Moment!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Ech ginn dovun aus, dass mer um Enn vun eisen Debatten ukomm sinn an dass mer elo können iwwert de Budget an iwwert d'pluriannel Finanzplanung of-stëmmen.

Mir géifen da fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 7050 ofstëmmen an dann duerno iwwert de 7051.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7050 et dispense du second vote constitutionnel**

Ech lancéieren d'Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Budget 2017 ass mat 32 Jo-Stëmmen, bei 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kok, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **D'autres voix.** -



# SÉANCE 19

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Mir géifen dann de Projet 7051 betreffend d'pluriannuel Finanzplanung zur Ofstëmmung bréngen.

## **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7051 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An d'Resultat ass datselwecht: 32 Jo-Stëmmen an 28 Nee-Stëmmen. Domat ass och de Projet 7051 ugeholl.

*Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).*

*Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaez, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Gilles Roth) et Laurent Zeimet;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An ech gi jo dann dovun aus, dass mer können d'Dispens vum zweete Vott froen. Ass dat esou?

## **(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann zur Motioun iwvergoen.

## **Motion 1**

Här Rapporteur, kann ech dovun ausgoen, dass se motivéiert ass?

## **(Assentiment)**

Vläicht e Wuert vun der Regierung zu der Motioun?

**► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** Merci, Här President. Déi Motioun iwwert den Télétravail, déi de Rapporteur Claude Haagen déposéiert huet, ass eng gutt Initiativ. Et ass näämlech eng Aarbeitsform, déi mer mussen zu Lëtzebuerg méi verbreeden, déi der digitaler Ekonomie ganz natierlech verwandt ass an déi natierlech och eis Stroossen an eis Transportweeër erlückert, erlückere wäert.

Et ass esou, dass och am Privatsecteur den Télétravail émmer méi geférdert gëtt. D'UEL huet och an deem Domän en Accord fonnt mat de Sozialpartner an dat ass dést Joer 2016 geschitt.

Et ass och esou, dass mer an der Fonction publique eng Phase pilote de Moment lafen hunn am Centre informatique de l'Etat. Dat verleeft gutt an do waarde mer, fir kënne Konklusioonen draus ze zéien, wéi dat sech duerchgespillt huet.

A schlussendlech menge mer effektiv, dass och an der Fonction publique Potenzial ass, fir méi Télétravail ze maachen. Dofir géif ech fannen, dass et eng gutt Saach wier, déi Motioun ze énnerstëtzten.

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Sinn nach weider Wuertmeldungen? D'Madam Modert.

**► Mme Octavie Modert (CSV).** Merci, Här President. Och d'CSV ass fir den Télétravail. Grad wéi si an der Regierung war, énner anrem eng Kéier mat der DP, eng Kéier mat der LSAP, sinn och Moosnamen an deem Kontext gemaach gewiescht ginn:

Ech erënneren drun, datt et an de Statut age-schrifwe ginn ass 2003; dunn hat d'DP de Fonction-publiques-Minister.

Ech erënneren drun, datt an der Legislatur-period 2004-2009 Pilotprojeten am öffentlechen Déngscht gemaach gi sinn; ech erënner mech zum Beispill dorunner, datt dat am SER de Fall war. Dorauer ass och e Règlement grand-ducal entstanen, deen ass vum 10. Oktober 2012, sou datt Der gesitt, datt et émmer eng gemeinsam Suerg war, fir den Télétravail ze férdern, déi vu ville Leit gedeelt ginn ass. Dir gesitt also, datt och d'CSV den Télétravail énnerstëtz grad wéi déi aner och.

Mä mir verstinn dohier déi Motioun net: entweder wéllt hei d'Rad vun der Zäit zréckgedréit ginn, oder si ass falsch. Ech hunn elo grad déi Moosnamen opgezielt, déi et scho ginn, déi et fir den öffentlechen Déngscht ginn. Déi hunn e legalen a reglementaresche Kader. Dofir kann ech mer náisch Richteges énnert déser Motioun virstellen, wou drasteet, et sollt een emol Pilotprojete maache beim Stat - or, déi sinn et scho ginn -, et sollt een an der Administration publique de Potentiel stäerken - domadder kann ee sech émmer d'accord erklären - an et sollt ee Recommandatiounen erausginn.

Ech verstinn och net, firwat déi Motioun sech just op den öffentlechen Déngscht beschränkt an net awer och nach doriuwer erausgeet. Well wa mer schwätzte vu Cadre légal, deen ee kéint nach besser maachen am Beräich vum Droit fiscal, vun der Sécurité sociale an esou weider, dann ass dat sécherlech de Fall grad och am Beräich vum Privatsecteur, wou ganz vill Grenzgänger bestëmmt kéinte ganz gutt profitiéiere vum Télétravail.

Fir déi Froen do vläicht méi genau erklärt ze kréien, ausser mir géifen dat elo haut können hei beim Mikro gemaach kréien, géif d'CSV virschloen, datt mer d'Motioun vläicht géifen an déi zwou Kommissiouen huelen, wou mer da kéinte méi am Detail driwwer schwätzten, wat de Rapporteur vum Budget, deen och d'Motioun hei hannerluecht huet, géif dorénnner verstoou, fir datt een da vläicht eng gemeinsam Aktioun tatsächlich dorauser géif kënne maachen. Well esou, wéi et elo hei street, ass et am Fong: Déi Saachen, déi sinn do, déi hei gefrot ginn, déi besti schonn.

Merci.

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. Weider Wuertmeldungen? Den Här Rapporteur, wéllt e vläicht drop reagéieren?

**► M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** Merci. Also vun déser Motioun war de Senn, fir ganz einfach ze kucken, datt éischtens déi Analyse poursuivéiert gëtt an der Fonction publique, well ausser deem Règlement grand-ducal, deen Dir ugeschwat hutt, ass et duerno nach e Règlement grand-ducal gi vum 15. Mäerz 2016, wou dat Ganzt natierlech och nach eng Kéier preziséiert gëtt. An an deem Règlement grand-ducal ass d'Fonction publique näämlech net dran, op Basis vun deem Accord vun der UEL a vun de Gewerkschaften.

Et ass awer richteg, datt e virdru gemaach ginn ass. Mir wollten dat heiten elo nach eng Kéier - oder ech perséinlech - nach eng Kéier pouséieren, fir op dee Wee ze goen, notamment och fir e Signal ze setzen, och am Secteur privé.

Dir wësst, wann Télétravail gemaach gëtt, dann ass et och esou, datt et némme kann a verschidde Secteure gemaach ginn, do wou et iwwerhaapt méiglech ass, haapsächlich an administrative Beruffer. A wann dat pousséiert soll ginn, zum Beispill um Niveau vu Leit, vu Frontalierer, dann ass et kloer, datt et och steierlech encadréiert muss ginn, well mer aner steierlech Moosnamen hunn, wa mer a Frankräich sinn, wann Télétravail gemaach gëtt, deemow wat fir eng Durée datt et ass, wéi an der Belsch, wéi an Däitschland. Dat heesch, et ass och an deem Senn, wou dat Ganzt soll gekuckt ginn.

Ech hunn absolutt kee Problem, wa mer dat an deenen zoustännege Kommissioune maachen, fir de gesetzleche Kader ze kreéieren, fir ganz einfach den Télétravail ze pousséieren an deenen doten Domänen, notamment steierlech, awer och aarbeitsrechtlich an och be treffend d'Disponibilitéit, well dat awer trotzdem kënnt. An iwwert d'Fonction publique kann een natierlech herno goen, fir am Secteur privé, wou dat muss nogekuckt ginn, och gesetzlech verankert ginn oder encadréiert ginn, fir dat do ze analyseieren.

Dofir ass guer kee Problem, fir dat an déi zoustännege Kommissiounen ze ginn.

**► Une voix.** Très bien!

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Dat heesch, wann ech dat richteg verstanen hunn, stëmme mer net iwwert d'Motioun of.

**► M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** Mir maachen e Renvoi an d'Kommissiouen.

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Ass dat am Senn vun der...?

Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

**► M. Gast Gibéryen (ADR).** Merci, Här President. Ech si frout, datt mer elo deen date Wee fonnt hunn. Mir hunn déi Motioun do zougestallt kritt elo géschter oder virgéschter. Mir hate se och an der Finanzkommissiouen undisutéiert a mir hate se géschter zougestallt kritt, fir se eventuell ze énnerschreiwen. Mir hu se net maténnerschriwwen, well ech och an der Kommissiou gesot hunn, datt ech et net dee richtige Wee fannen, datt eng Finanzkommis-

sion eng Motioun eragétt iwwert d'Fonction publique, ouni datt déi an där zoustännege Kommissiou behandelt ginn ass.

Ech sinn der Meenung, datt d'Finanzkommissiou soll Saachen als Motioun eraginn, déi direkt d'Finanzen ubelaangen, an datt déi eenzel Ressortkommissioune solle Motiounen eraginn, déi si betreffen. Duerfir hu mir déi Motioun net énnerschriwwen, quritte datt mer mam Inhalt averstane sinn. An duerfir sinn ech elo frou, datt mer awer elo zu där Konklusiou komm sinn, datt déi zoustännege Kommissiou sech soll fir d'Éischt ém déi Motioun bekémmeren, ier mer se hei an der Chamber zum Vott bréngen.

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

**► M. David Wagner (d'éi Lénk).** Jo, Merci, Här President. Also mir sinn och ganz zefridden u sech mat deem, wat elo hei décidéiert ginn ass, fir déi Motioun ze diskutéieren an enger Kommissiou. Well ech mengen, datt déi Fro vum Télétravail net anodin ass, plus spécifiquement elo an der Fonction publique, mä souwissou en général, an datt een natierlech net princiell géint den Télétravail ka sinn, well en enger Partie Besoinen och kann entspriechen vun de Leit, mä datt sech awer och eng Partie Saachen, eng Partie Geforen deemno wéi, och nach derhannert verstopen, iwwert déi ee muss können diskutéieren.

Natierlech, och d'Motioun gesäit vir, datt een dat mat de Gewerkschaften a mat de Salariatsvertrieder diskutéiert, wat och korrekt ass. Also d'Motioun geet u sech och éischter an déi richteg Richtung. Mä ech mengen, et ass gutt, datt mer déi Diskussiou e bësse méi approfondiéieren.

Ech soen lech Merci.

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. Majo, dann ass dat, wann d'Chamber do dermat d'accord ass, esou décidéiert: Mir géifen d'Motioun an déi zoustännege Kommissioune iwwermëttelen. Merci villmoos.

Domat wäre mer um Enn vun eise Budgetsdiskussionen ukomm. Ech soen de Kollege villmoos Merci, och selbstverständlich der Regierung, fir déi dauernd Präsenz, a wa mer eins net méi sollte gesinn, alles Gutt!

## **(Brouhaha et hilarité)**

A mir fueren da weider mat eisem...

## **(Interruptions)**

Neen, Dir kënnt roueg bleiwen, Dir sidd häerzlech wëllkomm!

## **(Hilarité)**

Dir sidd selbstverständlich häerzlech wëllkomm!

Mir géifen dann zu deem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Mir hunn eng Resolution an eng Motioun um Programm a géife mat der Resolution ufänken, déi vum Députierte Laurent Mosar abruecht ginn ass an ém déi Evenementer an der Türkei an d'Konsequenzen, déi mer sollten doraus zéien, dréit. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

## **3. Résolution de M. Laurent Mosar relative à la condamnation ferme des mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016, à la réaffirmation de l'engagement en faveur du maintien de l'ancre de la Turquie à l'UE et au ralliement à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie**

**(Résolution déposée en séance publique n°9 du 24 novembre 2016 - à consulter au compte rendu n°4/2016-2017 en page 108)**

## **Exposé**

**► M. Laurent Mosar (CSV), auteur.** Här President, Här Ausseminister, leíf Kolleginnen a Kollegen, viru gutt véier Wochen hu mer hei an der Chamber à l'unanimité eng Resolution zu der besuergniserregerender Situation an der Türkei ugehol. Gläichzäiteg ass awer eng Resolution vun eiser Fraktiou iwwert d'Afréiere vun de Bäitritsgespréicher mat der Türkei vun der Majoritéit ofgeleent ginn.

Mir hunn eis dozou entschloss, eng nei Resolution eranzebréngen, déi nach eng Kéier freet, datt dës Bäitritsgespréicher op Ais solle geluecht ginn. Dës Resolution ass wuertgenau déi, déi vun enger iwwerwältegender Majoritéit am Europaparlament ugehol ginn ass, a bei deem Vott hunn all déi grouss Parteifamiljen, déi och hei am Haus vertrude sinn, matgestëmmt.

Firwat, Här President, dës nei Initiativ? Ma mir stelle fest, datt sech d'Situatioun an der Türkei all Dag verschlechtert an den Här Erdogan sech émmer méi wält vun de Wäerter vun enger Europäischer Unioun ewechbeweegt. 100.000 Statsbeamte sinn entre-tremps aus dem Statsdéngscht entlooss ginn, dorénnner Rüchter, Membere vun der Arméi an der Police, awer och vill Oppositiounsdeputéierter, déi einfach emol esou, ouni weidere Prozess, verhaft gi sinn!

Derniewent besteht d'Meenungs- an d'Pressefreiheit just nach um Pabeier an international Journalisteverbänn schwätzten am Kontext vun der Türkei vum gréisse Prisong op der Welt fir Journalisten.

Ech wëll hei net weider op déi deelweis dramatesch Situatioun vun de kurdesche Minoritéiten an der Türkei hiweise, wou verschidde Menscherechtsorganisatiounen scho vun Horrorzee-narie schwätzten.

An als Kiischt op dem Kuch, wann ech dat kann esou soen, proposéiert dann den Här Erdogan och nach d'Afériere vun der Doudesstrof a wëllt doriuwer eraus d'Statsgrenzen, esou wéi se an de Verträg vum Lausanne festgeluecht sinn, erëm a Fro stellen.

Mir sinn also ganz wält ewech vun deem, wat de Statsgrenner vun där moderner Türkei, den Ataturk, eng Kéier als déi grouss Ambitioun vun der Türkei definéiert hat, näämlech Fridden dohem a Fridden an der Welt.

Här President, d'Türkei beweegt sech säit enger Rei vu Joren ewech vun der EU. An dat ass einfach eng Realitéit, däer mer eis alleguerete musse stellen! D'Situatioun huet sech allerdéngs an deene leschte Wochen émmer méi zougespëtz. D'Regierung Erdogan ass amgaang, mat allen demokratesche Wäerter ze briechen, a steiert schnurstracks an eng Diktatur.

Et muss ee wëssen, datt et eigentlech dem Här Erdogan némmen ém den Erhalt vu senger Muecht geet, a säi Verhalen ass net eng Reaktion op e Putschversuch, mä ass selwer e Putsch géint d'Demokratie.

**► Une voix.** Très bien!

**► M. Laurent Mosar (CSV), auteur.** Trotz onzielege Warnunge vun héchsten EU-Vertriebler fiert den Här Erdogan konsequent viru mat déser Politik, déi längst de Wee vun der Rechtsstaatlichkeit verlooss huet.

Wat fir eis awer en absoluten No-Go ass, dat ass déi Aart a Weis, wéi europäesch Spézpolitiker vun hiren Homologen an der Türkei deelweis erniddregt ginn, wéi mer bei enger rezenter Visitt vum däitschen Ausseminister Steinmeier leider hu misse feststellen. Duerfir huet dann och eng iwwerwältegender Majoritéit vun den Europadéputéierte gesot, gradesou wéi meng Fraktiouen et och elo seet: "De Point de non-retour ass einfach hei iwwerschrott."

All Gesprächer mam Här Erdogan hunn d'EU bis elo kee Millimeter weiderbruecht. Au contraire, den Här Erdogan setzt sech iwwer all rechtsstaatliche Prinzipie weider ewech a mécht alles, fir d'Europäesch Unioun ze provozéieren a lächerlech ze machen.

Duerfir si mir grad wéi d'Europaparlament der Meenung,



lechen Ëmgang ee mat deem anere viraus. Mir plädéieren duerfir eischter derfir, fir erém op de Wee zréckzkomme vun désem éierlechen Dialog, ewéi Bäitrechtsverhandlungen am Moment virunzeféieren, déi esou oder esou ni wäerten, an do si mer eis allegueren eens, zu engem positiven Ofschloss, zumindest an deenen næchste Joren, kommen.

Mir soe kloer „Jo“ zu engem Dialog mat der Türkei. Mä mir soen awer gradesou kloer „Neen“ zu weidere Bäitrechtsverhandlungen, dat zumindest esou laang, bis dat Land a seng Regierung erém de Wee vun der Rechtsstaatlichkeit erémfonnt hunn.

Fir eis, Här President, sinn d'Mënscherechter keng eidel Wieder. A mir wëllen eis och nach muer an de Spigel kucken. Duerfir gëtt et fir eis keen anere Choix, wéi d'Bäitrechtsverhandlungen elo emol op Äis ze leeën. Et geet hei in fine ém eng Fro vun der Glafwierdegkeet vun der Europäischer Unioun, awer och vu jiddwerengem Eenzelne vun eis.

Ech soen lech Merci fir Är Opmiersksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo den Här Marc Angel.

#### Discussion générale

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Jo, Här President, villmools Merci. Mir haten déi Diskussioun jo hei schonn, wéi den Här Mosar gesot huet, de 16. November hei an der Chamber, wou mer reagéiert hunn op eng Resolutioun vun déi Lénk, nodeem esou vil Deputéiert verhaft gi sinn an der Türkei. A mir hunn als Chamber dunn déi Resolutioun vun déi Lénk ausgebaut. Mir hunn net némme fir d'Deputéiert, mä och d'Journalisten an all déi Zéngdausende Beamten, déi do der Purge an der Türkei zum Opfer gefall sinn, dunn dat condamnéiert. Mir hunn och de Coup am Juli condamnéiert. Mir hunn déi terroristesch Attacke condamnéiert. Mir hunn eis besuergt erkläert iwwert d'Ausserung iwwert d'Doudesstrof. A mir hunn awer och d'Kurdefro behandelt, andeem mer gesot hunn, mir hätte gär eng Relance vum Processus de paix, dass och d'Gewalt an deene kurdesche Gebidder zu engem Enn kennt. Mir hunn eng Unanimitéit fonnt an dat war gutt esou!

Derniewent hat d'CSV eng zweet Motioun, wou et gaangen ass ém eben dee Gel, déi Gesprächer mat der EU, d'Verhandlungen zwéischen der Türkei an der EU anzefréieren. Déi Resolutioun ass deemoools net hei vun enger Majoritéit ugeholl ginn. A mir hunn, vill vun eis hunn argumentéiert, dass mer net sollen an déi Provokatiounen vum Erdogan erafalen an dass mir net sollen déi sinn, déi de Fuedem duerchschneiden an déi d'Dier zouraachen. Mä wann een dat soll maachen, da soll hien et maachen.

A mir hunn drun erénnert, dass et an der Türkei nach aner Partieie gi wéi d'AKP, dass et an der Türkei eng Oppositioun gëtt. D'Madamm Brasseur an ech, mir ware viru Kuerzem an der Türkei a mir hunn dat och bericht an der aussepolitescher Kommissioun d'lescht Woch, wou mer mat Oppositiounsvertrieber zesumme-komm si vun der kurdescher Partei, awer och vun aneren Oppositiounsparteien. Ech si mat Journalisten aus der Oppositiounspress zsummekomm, déi eis all gesot hunn: „Faalt net drop eran! Maacht net d'Dier zou, dréit Dir eis de Réck net! Mä wann déi Verhandlungen, wann et do zu engem Stopp soll kommen oder engem Gel, da soll dat den Här Erdogan sinn, deen dat Zeeche setzt, an net Dir!“ Et si ganz vill Millioune Mënschen an der Türkei, déi op eis kucken!

Zu de Verhandlunge wéll ech just soen, dass d'Verhandlungen..., et gëtt bei engem Bäitrett jo net verhandelt iwwert d'Kopenhagen Kritären. Dat si Mënscherechtskritären, dat si Kritären, déi net ze verhandele sinn! Et geet bei esou Négociatiounen dréms, e Land op eis Standarden ze bréngen, e Land ze éinnerstézen op deem Wee zu onse Standarden. Dorém geet et. An nach eng Kéier gesot: Déi Dier wélle mir net zouraachen.

An et huet sech ausser dem Vott am Europa-parlament an der Zilsetzung vun dár Resolutioun net vill geännerert. Dofir, mir wäerten eis Meenung net änneren. Mir sinn dár nämlech-ter Meenung wéi och de Premierminister, den Ausseminister et bei eis an der Kommissioun gesot hunn, a viru allem awer och de Kommissiunspräsident Jean-Claude Juncker, deen och gesot huet, et wär net dee richtige Wee, elo déi Verhandlungen anzefréieren.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Angel. Weider Wuertmeldungen? Madamm Brasseur, wann ech gelift.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir haten eng Debatt hei viru ronn véier Wochen iwwert dat Schrecklecht, wat an der Tierkei lass ass. An ech mengen, et muss een awer an désem Kader nach eng Kéier d'Condoléenzen ausdrécke vis-à-vis vun all deenen Affer an der Tierkei vun terroristesch Uschléi, awer och yun deem, Gott sei Dank, verhennerte Coup d'Etat.

Et muss mat rechtsstaatliche Mittelen dorop geäntwert ginn! D'Terroristen hu bis elo ganz vill Mënscheliewe geholl, mä mir mussen den Tierken hellefen, dass d'Terroristen et net fäerdegréngen, ons Demokratie och nach futtizemaachen, ons Wärter och nach futtizemaachen. An dofir ass d'Zesummenaabecht mat der Tierkei esou wichteg!

Den Här Angel, deen huet et elo grad gesot, ech wor, genee wéi hien, awer an anere Missiounen, an der Tierkei. Ech hat d'lescht Woch nach d'Geleeënheet, mat Vertreider vun der Majoritéit a Vertreider vun der Oppositioun ze schwätzen. A si soe mer, déi vun der Oppositioun genee wéi d'ONGen, d'Journaliste soe mer: „Et ass net de richtige Wee, elo d'Bäitrechtsverhandlungen anzefreieren, well Europa ass deen Hoffnungsschimmer, dee mir gesinn, un dee mer ons kenne klameren.“ An den Här Erdogan waart némmen drop, fir dass déi Brécke vun ons zougemaach ginn, fir dass hie seng Politik ka viruféieren!

An ech denken un déi honnertdausend Leit, et ass inadmissibel! An ech si mam Här Mosar an der Analys selbstverständliche d'accord: Wat do geschitt, ass wierklech einfach net ze erdroen!

Mä ech si mat senge Konklusiounen awer net d'accord, eischtens mat der Motioun, esou wéi se do ass. An den Här Mosar seet: „Dat ass vun deene grousse politesche Familljen am Europa-parlament gedeelt ginn.“ Jo! Dat wéllt awer net heeschen, dass dat iwwerall d'selwecht an de politesche Famillje gesi gëtt. Ech erénnerten un den Här Juncker a seng Kommissioun, déi anerer Meenung sinn, an déi gehéiere jo och deeneselwechte politesche Familljen un, soudass dat also menger Meenung no keen Argument ass.

Ech wéll och soen, dass am Europarot, zum Beispill an der EVP-Fraktioun, also der Fraktioun vum Här Mosar, dass do wierklech d'Positiounen och gedeelt sinn a vill méi nuancéiert sinn.

Den Här Mosar huet zum Schluss vu sengen Ausféierungen hei op der Tribün gesot, dass d'Mënscherechter keng eidel Wieder därfere sinn. Jo, do sinn ech domat d'accord. A mir mussen natierlech derfir suergen, well all Eenzelnen an der Tierkei muss geschützt ginn. Den Här Mosar huet weider gesot, et géif ém d'Glafwierdegkeet vun Europa goen an et géif och ém ons Glafwierdegkeet goen.

Ech muss dem Här Mosar soen, Här President, dass et viru allem hei ém d'Tierkei selver geet, ém d'Awunner an der Tierkei. An dofir, no menger Missioun an der Tierkei hu mer e Rapport gemaach, an deem stéet, dass mer sollen am Europarot de Monitoring erém opmaachen - wou d'Vertreider vun der EVP-Fraktioun awer eischtter reservéiert sinn -, dat heesch, d'Tierkei méi genee nach kontrolléieren, wéi dat bis elo ass.

An dat Zweet: An der Assemblée parlementaire vum Europarot hu mer eng Méiglechkeet, d'Pouvoire von enger Delegatioun ze suspendéieren. Mir hunn als Delegatioun unanime festgehalen, dass mer dat net sollte maachen. Well wa mer dat maachen - dat ass eng Sanktioun -, dann huet d'Oppositioun, déi och op Stroossbuerg kënnt, emol net d'Méiglechkeet, sech do ze expriméieren! An da géife mer just déi Falsch bestrofen, well deene musse mer effektiv hellefen.

An aus all deene Grénn géif ech soen, dass den Text vun dár Resolutionen selbstverständliche eng ganz Partie Punkten opwerft, mat deene mer können d'accord sinn, mä ech gleewe jo net, dass den Här Mosar d'accord wier, am eischtchen Dispositif dann de Saz: «se rallie à la résolution du Parlement européen» ze sträichen an och den zweete Paragraf hannendrun. Dat wier meng Proposition d'amendment. Wann d'CSV d'accord wier, dat unzehuelen, da kint ee selbstverständliche iwwert de Vott diskutéieren. Mä hei ass wierklech, mir hu schonn driwwer diskutéiert, an ech mengen, mir haten ons Positiounen, elo nach eng Kéier dorop hin-zewieren, fir datselwecht nach eng Kéier hei ze debattéieren, mengen ech, ass net de Senn dovun. Mir mussen den Tierken hellefen. An ech hunn en enormen Estime fir dat Land. A mir mussen hinnen hellefen, dass se um richtige Wee bleiwen, a bestëmmet net, andeem d'Bäitrechtsverhandlungen elo agefruer ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Ganz richteg!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Madamm Brasseur. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam** (d'éi gréng).- Merci, Här President. Mir haten de 16. November hei an der Chamber eng Resolutioun gestëmmt, mat där mer déi recent Entwicklungen an der Tierkei bedauert a condamnéiert hunn. An dës Resolutioun war och unanime ugeholl ginn. An do stoung eigentlech alles dran, wat zu deem Zäitpunkt zur Tierkei ze soe war a wat och haut nach émmer richteg ass.

Ech ginn net ganz an den Detail an, just kuerz a Stéchwieder. Am Mee 2016 hunn 138 Deputéierten hir parlamentaresch Immunitéit verluer. E Schrëtt, dee mir als Parlamentarier némme kenne condamnéieren. De Coup d'Etat vum 15. Juli 2016, deen inakzeptabel a brutal war a vill Mënscheliewe kascht huet, huet an der Tierkei zu Moosname gefouert, déi net méi a Relatioun sti mat de Faiten, och wann déi schrecklech waren.

An der Tierkei sinn Dausende vu Bierger vun hirer Aarbeitsplatz entlooss ginn. Honnerte vu Journaliste si verhaft ginn, Zeitungen zouge-maach ginn. Honnerte vun ONGe sinn duerch déi tierkesch Regierung oppeléist ginn. Et gëtt verstärkt op alle politeschen Ebenen iwwert d'Erëmaféiere vun der Doudesstrof geschwat.

An d'Situatioun huet sech, an do ginn ech dem Här Mosar recht, an deene leschte Wochen net verbessert. An der Tierkei gëtt eng Politik vun der Schwarz-Wäiss-Molerei bedriwwen. Déi Gutt sinn déi, déi bedéngungslos dem groussen Führer Erdogan alles gutthalen, wat hie seet, denkt a mécht. All déi aner sinn déi Schlecht. Dat féiert zu engem Klima vun extreme Spannungen, vu Beschlëgungen. An dat Klima gëtt och bewosst iwwert d'Grenze vun der Tierkei eraus exportéiert, zum Beispill an Däitschland.

De 16. November 2016 hate mer also hei an der Chamber en Zeeche gesat, wéi mer alle-guer zusummen dës Entwicklung an der Tierkei condamnéiert haben. An dëst staarkt Zeechen hat leider e Schéinheitsfleck, well niewent dár Resolutioun, déi eis Kollege vun déi Lénk initiéiert haten an déi vun eis alleguer an der Kommissioun opgepäppelt gouf, nach eng zweet Resolutioun um Ordre du jour stoung. An deen eenzege fundamentalen Énnerscheid war, datt dës Resolutioun, déi dee-selwechten Här Mosar déposéiert hat, deen d'Motioun (veuillez lire: d'Resolutioun) vun haut déposéiert huet, e Gel vun den EU-Bäitrechtsverhandlungen mat der Tierkei verlaagt hat.

An dës Resolutioun war deemoools mat 34 Stëmmen ofgeleent ginn. An e puer Deeg drop koum et zu engem Reload. Firwat? Ech mengen, den Här Mosar huet et erklärt. D'EU-Parlament hat eng Resolutioun gestëmmt, déi der Fuerderung vun der CSV noként.

#### (Interruption)

Déi Resolutioun war zu Stroossbuerg vun allen EU-Parlamentarier, Lëtzebuiger EU-Parlementarier bis op d'Madamm Delvaux votéiert ginn. Dat ass eis natierlech net entgaangen. An dat ass eis och net egal.

All d'Considérante vun der Resolutioun vum Här Mosar sinn an eisen Ae korrekt. Si sinn och duerhaus verglächbar mat deene vun eiser Resolutioun vum 16. November, déi mer do ugeholl hauen.

Ech mengen, mer sinn eis heibannen och eens, an dat ass och duerchblécke gelooss ginn, datt d'Bäitrechtsverhandlungen mat der Tierkei de facto op Äis leien. D'Fro, ém déi et hei geet, ass also eischtter d'Fro vum Ëmgang vun eis Europäer mat deenen neie staarke Männer, déi zurzäit an der Politik Héichkonjunktur hunn. Ech schwätzte vun deene modernen Despoten, wéi dem Erdogan, dem Putin; denken awer och u Kaczyński, Orbán, eventuell Trump, et weess ee jo net, wat nach alles éinnerwee ass.

Fir eis Gréng ass et kloer, eischtens, wat eis Wälder ugeet, d'Mënscherechter, d'Onofhäng-gegkeet vun der Justiz, d'Meenungsfräheit vun de Leit a vun der Press, do därfere mer keng Kompromësser maachen. Duerfir sinn d'Verhandlungen mat der Tierkei jo och praktesch agefruer.

Wat d'Diplomatie ugeet, soll eist Signal sinn: Mir klake keng Dier zou. Mir sinn a bleiwe berechenbar. Europa ass e Friddensprojet. Wie wéll bei eis kommen, muss d'Konditiounen erfëllen, an dann ass hie wéllkomm. A genauso kloer ass: Wien net wéll bei eis kommen, dee soll dat och soen. Et muss keen an d'EU kommen. Et muss emol keen an der EU bliewen, wann en dat net wéllt.

► **Mme Viviane Loschetter** (d'éi gréng).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (d'éi gréng).- Wéi gi mer mat Despoten ém? Handele mer nom Alen Testament, Auge um Auge, Zahn um Zahn? Mir mengen, datt dat net de Wee ass.

Knécke mer an? Oder gi mer op eng Provokatioun an? Gi mer der Provokatioun no, wa mer déi Resolutioun hei stëmmen?

Ech mengen, datt et net richteg ass, wa vun de Kollege vun der CSV gesot gëtt, si géifen déi Resolutioun hei abréngéen, well si sech nach wéilten an de Spigel kucken. Ech behaapten, datt mir kenne géint déi Resolutioun stëmmen an eis och an de Spigel kenne kucken. An ech froe mech, ob dann och de Jean-Claude Juncker sech nach kann an de Spigel kucken, well e jo och hei eng aner Meenung vertrueden huet.

Duerfir, bei allem Respekt a bei allem Versteedemec'h fir d'Argumentatioun, dee klenge mo-roleschen Énnertoun do, op dee kéint ech gutt verzichten. Mir wäerten déi Resolutioun hei net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Adam. An den Här Kartheiser ass scho prett. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Mosar Merci fir déi Initiativ, déi e geholl huet. D'CSV mécht hei e Schrëtt an déi richteg Richtung. Et ass awer némmen e Gel temporaire, dee gefrot gëtt.

Ech erénnerten drun, datt d'ADR eng aner Positioun huet. Mir denken, datt d'Tierkei net soll Member vun der Europäischer Unioun ginn, well mer eben un den europäeschen Gedanken duerhaus gleewen, well mer sain Notze gesinn a well mer gesinn, well mer d'Tierkei jo och gutt kennen an hire Strukturen, an hirer Denkweis, an hirer Kultur, datt eng Europäesch Unioun mat der Tierkei eng komplett aner wär. An all déi, déi soen, d'ADR wär eng eurokritisches Partei, déi solle sech dann hannerfroen, wa se gär hätten, datt d'Tierkei eng Kéier Member an der Europäischer Unioun ass, ob et dann net déi sinn, déi dat fuerderen, déi schlussendlech d'Europäesch Unioun an hirem laangfristige Bestand a Gefor bréngen.

Mir hunn also als ADR eng aner Positioun. Trotzdem - trotzdem! - stëmme mer déi Motioun (veuillez lire: Resolutioun), déi d'CSV pro-posiert huet, mat, well mer eben denken, datt et e wichteg Signal am Ableck ass an, wéi gesot, e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Déi Resolutioun stellt och ganz kloer d'Fro vun der Kohärenz an der Regierungspolitik. Et ass dach an eisen Aen net normal, datt zwou deenen dräi Parteien, déi d'Regierung stäipen, zu Stroossbuerg eng aner Positioun vertrieben, wéi se et hei maachen! Déi Blo stëmmen zu Stroossbuerg fir de Gel temporaire. Hei stëmme se dergéint. déi gréng stëmmen zu Stroossbuerg fir de Gel temporaire. Hei stëmme se dergéint.

A wat déi gréng ugeet, ass et och net déi eischté Kéier. Ech erénnerten do u CETA an aner Saachen, wou déi gréng zu Stroossbuerg eng aner Positioun vertrieben, wéi mer se hei vertrieben. Mir hate géschter am Budget vun Doppelzünggekeet vun dár Partei geschwat. Mir hunn e jonke gréngge Politiker, deen aus deem Grond elo zréckgetrueden ass. Abee, dat hei ass erém en neit Beispill vun enger grénger Denkweis, déi dat eent seet an dat aner mécht. A fir eis ass dat wierklech net akzeptabel.

D'Regierung lafen der Tierkei no. Si wéll souguer e Sommet maachen. Et ass elo den 10. Mäerz geplangt, fir e Sommet ze maache mat der Tierkei. Ech freeë mech schonn op déi Foto, wien alles do mam Här Erdogan op déi Foto geet. An dat ass wéinst enger falscher M



# SÉANCE 19

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

wat d'Europäesch Unioun an den Zypern-Gesprächer hätt kënne maachen - den Afloss zum Beispill op d'Ankara-Protokoller, datt déi age-hale ginn -, ni eppes gemaach gouf.

Firwat dann elo op den europäeschen Afloss op déi Gespräche insisteren, deen extrem minim ass a bis elo souwisou ni geograff huet? Mir hunn e Bréif vum zypriotesche Parlament kritt, eng eestëmmeg Resolutioun vum 2. Dezember, eestëmmeg, vum zypriotesche Parlament...

Ass nach Zäit? Oder ass dat...?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo, jo, et ass Zäit. Dir hutt bei de Motiounen net esou vill Zäit.

(*Brouaha général*)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ah, da maachen ech virun.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech war schonn zimlech large.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Da maachen ech dat fäerdege.

...a wou einfach dat zypriotescht Parlament seet, mir sollten ofbriechen.

A wat d'Menscherechter ugeet, Här Asselborn, an dann halen ech domadder op, mä et wär nach vill ze soen, do wëll ech lech just soen, datt et dach komesch ass, datt Dir Bäitreßverhandlungen zur Europäescher Unioun, zu enger Wäertegemeinschaft féiert mat engem Land, wat no Äre Wieder Nazimethode benutzt, Folter, Ennerdréckung vun der Press,...

(*Interruption*)

...Minoritéiten ennerdréckt an an Nopeschstanen amarschéiert.

Fir eis ass déi Motioun (veuillez lire: Resolutioun), déi elo virläit, en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir stëmmen déi mat.

Merci.

(*Interruption*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- An den Här David Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déri Lénk).- Merci, Här President.

(*Interruptions*)

► **Une voix**.- Aie, aie, aie!

► **M. David Wagner** (déri Lénk).- Et ass jo ier-gendwéi och kee richteg Wonner, wann d'EU-Parlament... Bei allem Respekt fir d'EU-Parlament, mä et weess ee jo och, datt et eng Insti-tutioun ass, déi net onbedéngt d'Welt zum Er-schüttere bréngt, wa se eng Décisioun hëlt. An de Vott vum Europaparlament muss een an deem Zesummenhang gesinn.

(*Interruptions*)

Wéi?

► **M. Laurent Mosar** (CSV), auteur.- Contrairement zu eis!

► **M. David Wagner** (déri Lénk).- Jo!

(*Hilarité*)

Mä mir wësse ganz genau, datt vläicht eng Décisioun geholl ginn ass, déi natierlech vu ville Gruppen am Europaparlament ennerstëtz ginn ass, déi a Wierklechkeet awer och u sech näisch um Status quo ännert. Et ass scho gesot ginn: Déi Négociationen téschent der Europäescher Unioun an der Tierkei, déi leie schonn zénter Joren op Äis. U sech géif dat guer näisch ännern. Duerfir ka sech wahrscheinlich dat Parlament och erlaben, déi Décisioun ze huelen, vu datt se um Status quo näisch wäert änneren.

Also fir eis als déi Lénk, et gouf och scho gesot, mir hate jo schonn eng éischte Resolutioun era-bruecht, well fir eis d'Situatioun vun de Mënscherechter an der Tierkei ganz wichteg ass, grad och well an éischter Linn fortschrëttlech Kräften, awer net némmen natierlech, mä déi si jo betraff. Op jidde Fall sinn et och lénk a fort-schrëttlech Députéiter, déi am Prisong stiechen. Also, et kann eis net egal sinn, wat do leeft.

Mä grad dowéinst versiche mer trotzdeem, och ze lauschteren, hate mer schonn d'leschte Kéier gesot, wat grad déi Kräften och soen, wat hir Meenung op der Plaz ass, well - et gouf och scho gesot vum Här Angel - si wëllen net, datt mer dee Wee ginn. Éischte, well et souwisou näisch bréngt, mä zweetens wär et en Argument méi gi fir den Här Erdogan, fir seng Positioun nach ze verstärken an ze verhäerten an der Tierkei. An ech mengen, da gi mer genau an eng aner Richtung.

Wann een awer wéilt vläicht e besse méi seriö diskutéieren, da kéint ee vläicht aner Dossieren opmaachen. An et ass eng Fro, déi ech opwerfen zum Beispill. Mä et kéint een iwwert d'NATO diskutéieren. Dat ass eppes ganz Kon-

kretes, an ech mengen, do wier vläicht d'Regierung zu Ankara e besse méi sensibel, wann een deen Dossier do géif opmaachen. Oder et misst een déi ganz Geschicht vläicht och op UNO-Niveau diskutéieren.

Mä ech mengen, dat heiten ass kontraproduktiv, wa mer déi heite Resolutioun géifen unhuelen. Duerfir wäerte mer wéi d'leschte Kéier eben och erém eng Kéier net derfir stëm-men.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Wagner. Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussiou ukomm, an d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

(*Prise de position du Gouvernement*)

► **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Jo, Här President, ech soen lech an der Chamber Merci, dass ech nach eng Kéier däarf d'Positioun vun der Lëtzebuerguer Regierung an däi Fro hei ennersträichen. Ech kann némmen hei oder ech wëll och némnen hei a Stéchwieder schwätzien, well beim leschten Débat hu mer dat an allen Detailler gemaach.

D'Mënscherechter, d'Rechtsstaatlichkeit ginn net verbessert, wa mer iergendeng Form vu Stopp, vun Ofbriechen oder vun Afréieren an der Europäescher Unioun décidéieren. Vill Millioune Leit, dat ass e Fait, gleewen nach èmmer un d'Europäesch Unioun an der Türkei. Dat wier en total falscht Signal.

An ech géif och soen, Här Mosar, et muss een oppassen, wann Der Aussoe maacht, dass fir d'CSV d'Mënscherechter keng eidel Wierder sinn. Déi Leit, déi an der Türkei am Prisong sätzen, ob Türkën, ob Kurden, ob Journalisten oder ob Oppositioñspolitiker, soen eis ganz kloer: Mir sollen dee Schrëtt net maachen. Och déi wëssen, wat d'Mënscherechter sinn!

Ech wëll och soen, dass a Saachen Zypern ech absolutt net averstane sinn, wat hei elo grad gesot ginn ass. Souwuel déi zypriotesch Regierung wéi déi grüchesch Regierung soen eis, am Januar kéint en Duerchbroch geschéien, Januar 2017, a mer sollen näisch maachen, wat do dergéint geet, d'Polver och net verschéissen a Saachen Drock maachen, schlechten Drock maachen, wann dee Projet vum Erëmafeiere vun der Doudesstrof sollt kommen.

Also, fir kloer ze sinn, d'Europaparlament ass dat engt - an ech respektéieren d'Europaparlament -, de Ministerrot ass dat anert. 27 Ministere vun 28 waren däi Meenung, déi ech elo hei vertrueden hunn, déi mer hei zesumme beschloss hunn als majoritär Positioun an der Kommissiou. Et ass hei gesot ginn: De President vun dem Conseil européen huet mat Recht refuséiert, déi Fro do op de Conseil européen ze bréngen, dëst am Zesummespill mam President vun der Kommissiou an och mam President vum Parlement européen. Och dat, mengen ech, muss een ennersträichen.

Also, et ass just schued, dass am leschte Conseil des ministres mer et net fäerdegruecht hunn - duerch d'Positioun vun engem Ausseminister -, Konklusiounen iwwert de Balkan ze kréien, wat erbärmlech ass. Dat ass zénter zwielef Joer net de Fall gewiescht an dat muss och séier redresséiert ginn. An, wéi ech héieren hunn, ass Wien do amgaangen, fir do d'Kéier ze kréien.

Also Fazit: Kritik, schaarf Kritik, keng eidel Wierder un d'Address vun der türkescher Regierung, mä d'Kanal oploossen, fir Afloss ze behalen a fir Drock ze maachen. Duerfir géif ech bidden, dass d'Chamber sech un déi Linn hält, déi mer hei virun e puer Woche fixéiert hunn, an déi Positioun, déi selbstverständlech mat Recht d'CSV huet, net guttheescht.

Merci villmoos.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Minister.

► **M. Laurent Mosar** (CSV), auteur.- Ganz kuerz, Här President. D'Madamm Brasseur hat virdrun eng Fro gestallt, ob mer net wéilten hinen Amendement unhuelen. Ech soen der Madamm Brasseur, datt mer dat net maachen, well déi Resolutioun, déi mir proposéieren, ass u sech e Copy-paste, Copy-paste! Mir hu kee Wuert geännert un däi Motioun (veuillez lire: Resolutioun), déi vun der liberaler Fraktioun an dem Här Verhofstadt am Europaparlament era-bruecht ginn ass. An den Här Verhofstadt huet eigentlech d'Droits d'auteur vun däi Motioun (veuillez lire: Resolutioun) a mir wäerten næisch dorunner änneren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. D'Positioune schéngent also kloer ze sinn. An ech géif dann d'Resolutioun zur Of-stëmmung bréngen.

## Vote sur la résolution

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Motioun (veuillez lire: D'Resolutioun) ass bei 26 Jo-Stëmmen a 34 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Domat géif ech och dovunner ausgoen, dass d'Chamber déi Resolutioun vu virun e puer Woche bestätegt huet.

## (Assentiment)

Voilà!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet; MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Eddy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géif ech zu der nächster Motioun iwwer-goen. Och do ass den Auteur den Här Laurent Mosar, an et dréit ém deen Drama, dee sech zu Aleppo ofwéckelt. Merci.

## 4. Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien de toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep

(La motion déposée en séance publique n°15 du 14 décembre 2016 est retirée et remplacée par une nouvelle motion déposée par M. Laurent Mosar en son nom personnel et en celui de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration)

### Motion

La Chambre des Députés,

- bouleversée par la situation sécuritaire générale en Syrie après une guerre meurtrière qui dure depuis près de six ans, avec plus de 300.000 morts, près de 6,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et plus de 4,8 millions de réfugiés dans les pays voisins et dans le reste du monde;

- outrée par la politique de brutalité du régime du président syrien Bachar el-Assad et de ses alliés et par l'utilisation de la stratégie de sièges à Alep mais aussi dans bon nombre d'autres endroits en Syrie;

- choquée par les actes barbares des groupes terroristes et djihadistes tels que l'«État islamique» / Daech et le Front Fatah al-Gham (anciennement Front al-Nosra);

- condamnant avec fermeté les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés en Syrie et en Irak;

- consternée par la situation dramatique et tragique à Alep qui fait endurer aux habitants de cette ville un véritable martyre;

- préoccupée par le sort de la population civile et tout particulièrement des enfants d'Alep;

- exprimant sa solidarité avec la population civile à Alep et en Syrie;

- déplorant l'impuissance de la communauté internationale à trouver une issue à cette crise politique et humanitaire, à tous les niveaux, y compris celui de l'Union européenne, et la longue incapacité de l'Organisation des Nations Unies face à cette crise en Syrie et en particulier à Alep;

- saluant l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations Unies de la résolution 2328 destinée à faciliter l'évacuation des civils des secteurs est d'Alep par le déploiement d'observateurs de l'ONU;

- exprimant l'attente que les termes de cette résolution du Conseil de sécurité seront respectés par toutes les parties au conflit en Syrie afin d'en permettre la mise en œuvre;

- exprimant l'espoir que les efforts en cours pour mettre en place sous les auspices de l'ONU un mécanisme d'établissement des faits permettront dans le futur de juger les responsables des crimes commis en Syrie depuis mars 2011;

- rappelant l'engagement pris par le Gouvernement de contribuer 7,5 millions d'euros par an jusqu'en 2020 par un soutien aux activités des ONG et agences onusiennes présentes en Syrie, invite le Gouvernement

1. à soutenir toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep mais également dans le reste de la Syrie;

2. à soutenir l'installation de couloirs humanitaires permettant l'accès immédiat, en toute sécurité et sans restriction, condition ni entrave, de l'aide humanitaire à la population civile;

3. à intervenir auprès de toutes les parties au conflit afin de garantir l'évacuation sûre de la population civile et des combattants des quartiers d'Alep touchés par le conflit, dans les termes prévus par la résolution 2328 du Conseil de sécurité;

4. à s'engager en faveur de la reprise des pourparlers inter-syriens, sous les auspices de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, afin d'offrir une paix durable au peuple syrien;

5. à s'engager dans les instances de l'Union européenne pour que cette dernière joue un rôle plus actif dans la recherche de solutions à tous les aspects de la crise syrienne, en concertation avec toutes les parties régionales, la Russie et les États-Unis ainsi que les Nations Unies;

6. à intervenir auprès de la Commission européenne afin d'intensifier et d'augmenter l'aide humanitaire de l'Union européenne pour Alep et la Syrie;

7. à poursuivre ses efforts humanitaires et son aide d'urgence en faveur de la population civile d'Alep et de Syrie conformément aux engagements pris lors de la Conférence de Londres en février dernier;

8. à soutenir les efforts déployés au niveau de la communauté internationale en vue de traduire en justice les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité perpétrés à Alep, en Syrie et en Irak.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner.

### Exposé

► **M. Laurent Mosar** (CSV), auteur.- Här President, Här Ausseminister, Dir Häre Ministeren, léift Kolleginnen a Kolleegen: „Et ass d'Enn vun der Menschlechkeet.“ Esou huet d'americanesch Vertrieederin bei de Vereenten Natiounen, d'Madamm Samantha Power, virun e puer Deeg d'Situatioun am belagerten Aleppo beschriwwen.

Mat e puer Kolleegen hei aus der Chamber hate mer virun enger Woch d'Geleehnéheit, bei en



Mir kennen och hei net soen, mir hätten et net gewosst. Mir kennen zum Beispill net behaapten, datt mer net au courant waren, datt an deene leschte Méint a Jore systematesch Spideeler bombardéiert gi sinn. Mir kennen och net soen, mir hätten net gewosst, wat géif zu Ost-Aleppo oflafen, well déi wéineg Awunner hunn all Dag hiert trauregt Schicksal iwwert d'sozial Réseaueu émmer erém nei dokumentéiert. «Parfois on se demande ce qui est plus douloureux: le bruit des bombes ou le silence du monde?», huet ee vun deene wéinegen Iwwerliewende vun Ost-Aleppo an de Sozialnetzer gepost.

Här President, haut ass net de Moment, fir iwwert d'Responsabilitéit vun déser humanitärer Katastrophen eng detailliéiert Analys ze maachen. Ech mengen och net, datt et hei némmen een eenzelne Responsabale gétt. Ugefaange mat der Responsabilitéit vum Assad-Regimm a vu sengen Alliéierten, Russland an dem Iran, derniewent awer och vun all deenen terroristeschen Organisatiounen, déi vun der Situations profitéieren, fir sech an deem opgewulltene Land ze positionéieren.

Och d'Amerikaner hu sech sécherlech an désem Konflikt net mat Glanz bekleckert, souwéi all déi arabesch Nopeschstaten, déi duerch d'Énnerstétzung vun där enger oder anerer Sait nach Uelech op d'Feier geschott hunn an déi derzou báigedroen hunn, datt Zéngdausende vun onschéllge Mënschen, virun allem Muslimen, awer och vill Chréshcen, Jesiden an aner ethnesch Minoritéite massakréiert gi sinn.

Och ganz besonnesch d'Vereenten Natiounen, awer och d'Europäesch Unioun hunn et leider net färdegruecht, dat Schlémmst hei ze verhénneren. An och mir alleguer droen en Deel vun där Responsabilitéit, well mer vláicht genuch eis Stémm erhuewen hunn a vláicht och ze vill gläichgültig virum Schicksal, ganz besonnesch vun der Zivilbevélkerung waren. Déi franséisch Journalistin Delphine Minoui huet am Kontext vun Aleppo vun engem - ech zitéieren - «échec des consciences endormies» geschwatt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat kenne mir Députéierten, awer och all eenzelne Bierger konkret énnerhuelen, fir déi dramatesch Situations vun der Zivilbevélkerung zu Aleppo wéi och déi an anere syresche Stied ze erlichteren? Mir kennen a mir müssen als Politiker Drock maachen op eis Regierung, datt d'Evakuatioun vum Ostdeel vun Aleppo - an datt si och an deem Senn intervenéiert - endlech a Sécherheet fir déi betraffen Awunner kann iwwert d'Bün goen. Mir mengen och, datt et eng gutt liddi wier, fir dës Evakuatioun vun den Observateure vun de Vereenten Natiounen begleeden a surveilléieren ze loessen.

Mir kennen eis staark derfir maachen, souwuel perséinlech wéi als Politiker um Niveau vun der Europäesch Unioun, wéi awer och um Niveau vun der Kooperationspolitik, fir datt déi humanitär Héllef verstärkt an deenen nächsten Deeg a Syrien bei de Mënschen ukénnnt. Dat alles froe mir an där Resolutioun (veuillez lire: Motioun), wou ech vrou sinn, datt se vun allen an der Chamber vertruedene Fraktioune gedroe gétt a wou ech och dem Kolleg Marc Angel wéll e ganz besonnesche Merci ausdrécke fir sái proaktivten Engagement an datt en och d'accord war, déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun) gemeinsam ze droen.

Mir kennen, líef Kolleginnen a Kollegen, virun allem eppes, näämlech eis Stémm erhiewen a soen: «Et geet elo duer!» Et ass Zait, fir ze erwachsen an zesumme mat villen anere Parlamentarier a Politiker a Parlamente an anere Länner géint d'Gläichgültigkeit an d'Feigheet unzékämpfen. Eis gemeinsam Resolutioun (veuillez lire: Motioun) ass e wichteg Signal, an et steet der Lézbuerger Chamber gutt zu Gesiicht, heimadder nach eng Kéier hir Solidaritéit mam syresche Vollek, awer och ganz besonnesch mat der syrescher Zivilbevélkerung auszedrécken.

An deem Senn e grosse Merci un all déi, déi dës Resolutioun (veuillez lire: Motioun) wáerten herno énnerstéitten. Dorivwer eraus geet et awer virun allem dréim, fir all Mënschéméiglech ze maachen, fir en anert Aleppo net nach eng Kéier méiglech ze maachen. Net a Syrien, awer och néierens aneschters op der Welt!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo den Här Marc Angel.

## Discussion générale

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Merci, Här President. Líef Kolleginnen a Kollegen, Dir Häre Ministeren, ech schléisse mech natierlech deem un, wat den Här Mosar gesot huet. Ech wéll mech och senge Mercien uschléissen. Et ass wichteg, dass mer hei elo eng gemeinsam Motioun hunn, déi mer zesummen ausgeschafft hunn an déi mer och mat Héllef vum Minister konnten op de Pabeier bréngen.

Ech wollt soen, dass dat, wat mer déi lescht Wochen an déi lescht Méint gelies hunn, gesinn hunn, a besonnesch och d'Situatioun vun Aleppo, am Fong d'Grenze vun deem, wat eis Virstellunge waren, sprengt. An ech war och op däri Konferenz, déi den Här Mosar ugeschwatt huet, déi vum Cercle culturel syrien a vun engagéierte Biergerinnen a Bierger hei zu Lézbuerger organiséiert ginn ass mam Buergermeeschter vun Aleppo-Osten a mam Professer Raphaël Pitti.

Deen Dag drop war iwwregens nach eng aner Konferenz vum Europaparlament organiséiert mat den zwee jesidesche Laureate vum Prix Sakharov. A wann een dat dann esou no materlieft, da gesait een nach eng Kéier, wéi recht een hat, wann ee seet: «Den Droit international humanitaire ass dout.» Ass en nach ze retten? En ass gerett ginn, net fénnef vir Mëtteg, mä eng Minutt vir Mëtteg, andeem et leschte Méindeg zu deem Vott komm ass vun där Resolutioun am UNO-Sécherheetsrot.

Dës Resolutioun ass ee vun deenen zwee Punkten, op déi ech wéll agoen, wat déi nei Elementer sinn an der Motioun par rapport zum éische Virschlag vum Här Mosar. Am UNO-Sécherheetsrot ass et also dann de leschte Méindeg endlech an no laangen a schwierege Verhandlungen, gepusht vu Frankräich - Frankräich war iwwregens énnerstézt vun allen aneren EU-Länner -, wéi gesot, do zum Kompromiss komm. A Russland huet zum Gléck kei Veto ageluecht.

Dës Resolutioun fuerdert, fir dass Beobachter vun der UNO kennen zu Aleppo um Terrain präsent sinn, fir d'Evakuatioun vun der Zivilbevélkerung aus dem Ostdeel vun Aleppo ze iwwerwaachen. Dass dëst batter néideg ass, mengen ech, erkenne mer och dorunner, dass mer émmer nach widderspréchlech Informationen aus deem Gebitt kreien. An dofin ass et wichtig, dass dës Resolutioun elo onofhängege Beobachter Zougang gétt an dass dës Resolutioun, wéi virdru gesot, wéi ech gesot hunn, och vu Russland gedroen ass.

Dat Allerwichtegst ass awer natierlech, dass dës Resolutioun och um Terrain émgesat gétt an dass déi Dausende vun Leit, déi haut nach émmer am Oste vun Aleppo énner schreckleche Bedéngungen ausharren, kennen a Sécherheet bruecht ginn. Dofir hu mer an déser gemeinsamer Motioun d'Fuerderung un ons d'Regierung derbäigesat, sech bei alle Konfliktparteien derfir anzesetzen, dass dës Resolutioun vum UNO-Sécherheetsrot och émgesat gétt.

Zweetens fuerdere mer d'Regierung op, all Efforten op internationalem Plang ze énnerstézzen, fir allegueren déi, déi zu Aleppo, net némmen zu Aleppo, mä och am Rescht vu Syrien an am Irak Mënscherechtsverletzungen a Krichsverbrechen ausüben, viru Geriicht ze bréngen. Mir hunn an deene leschten Deeg émmer erém héieren, dass den Droit international humanitaire dout wier.

Ah jo, dése brutale Krich a Syrien, grad wéi déi brutale Attacken, déi émmer erém am Irak stattfannen, loissen dës Fro wierklech opkommen: Wat ass den Droit international humanitaire nach wáert, wann hie vun de Krichsparteie konsequent ignoréiert a violéiert gétt, wa souguer geziilt op Strukture geschoss gétt, an deene sech virun allem Zivilisten ophalen, wéi zum Beispill Spideeler a Schoulen, a wa mir hei derzou verdaamt sinn, dobäi just nozekucken? Dofir, zumindest ass et immens wichtig, dass mer alles drusete müssen, déi Verbrecher fir hir Verbreiche viru Gericht ze veruerteelen.

An net méi spéit wéi geschter ass am UNO-Sécherheetsrot eng Resolutioun diskutéiert ginn. Et war bis spéit an d'Nuecht an, ech mengen, se ass och ugeholl ginn, no menge leschten Informationen, déi en internationallen an onofhängege Mechanismus fuerdert, fir dass dës Verbreiche müssen énnersicht ginn an dass déi Responsabel viru Geriicht musse bruecht ginn. An déser Fuerderung schléisse mer ons natierlech an déser Motioun och un.

Mir hunn och déi vill Efforten an eis Motioun derbäigesat, déi Lézbuerger scho gemaach huet, Engagemerter, déi et geholl huet. Bei der Conférence de Londres am Februar 2016 hu mer eis engagéiert, 37,5 Millioune bis 2020 fir d'Action humanitaire a Syrien fräzesetzen. Dat si 7,5 Millioune pro Joer.

A mir kruten och vum Kooperationsminister Schneider an der Kommissioun erklärt, dass vun deene 7,5 Millioune een Drëttel - 2,5 Millioune also - u Lézbuerger ONGe ginn,

déi a Syrien aktiv sinn. Een Drëttel geet un UNO-Agencen. An een Drëttel geet un d'Unicef, fir de Programm „No Lost Generation“ fir d'Flüchtlingsscanner aus Syrien, dass déi e Recht op Éducation hunn. Dat ass eppes, wat mer begréissen, a mir encouragéieren och d'Regierung, an déi dote Richtung weiderzegoen.

Dat gesot, wáert d'LSAP dës Motioun och matstémmen. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Angel. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, zénter dem Mäerz 2011 ass Biergerkrich a Syrien. Ech hunn hei lescht Zuele vum syreschen Zentrum fir politesch Fuerschung. Do gétt vu 470.000 Doudeger geschwatt, 11,5% vun der Population sinn entre-temps gestuerwen oder verletzt. De materielle Schued gétt op ronn 226 Milliarden Euro geschätz. Et ass ouni Zweifel e Krich vu ganz grousser Barbarei. Ech erénnneren drun, datt virun zwee Joer Géftgas do ageset gouf.

Mä haut, et ass net méi e klassesche Biergerkrich, mä et ass e Krich, deen eng international Dimensioun kritt huet, well et sinn eng ganz Rei Akteuren, déi entre-temps do eng gewéssene Roll spiller. D'Tierkei a Saudi-Arabien si fir eng Interventioun géint den Assad-Regimm, Russland an den Iran kämpfen op der Sait vum Assad, am Norde vu Syrien ass de syreschen Aarm vun der tierkescher kurdescher Aarbechterpartei PKK, am Süde sinn et d'Drusen, verschidde Rebellemilizéen fonctionnéieren énnert dem Dschabhat Fatah asch-Scham a salafistesche Gruppen. Den IS wéllt de Stat Syrien ganz ofschaffen. An et sinn nach eng Rei Punkten, déi een hei kéint ouni Zweifel opzielen.

Ech mengen, wéi gesot, dee Konflikt do beinhalt extrem vill negativ Potenzial. A wann de Westen zum Beispill géif mat den arabesche Golfstaaten intervenéieren, da wéissste mer, wat d'Konsequenz wier: Dann hätte mer en direkt amerikanesch-russesche Konflikt. Duerfir müssen all Moosname geholl ginn, fir, wéi gesot, ee méi gréisseren Ausbroch vun engem Krich hei definitiv ze verhénneren.

Duerfir begréisse mer och als Demokratesch Partei d'Initiativ hei vun désem Parlament. Och wann natierlech den Afloss vun enger létzebuergescher Chamber limitiéiert ass, esou däerfe mer awer net vergiessen, datt awer och dëse Krich direkt Auswirkungen op eis, op Lézbuerger hei huet, an och op eng Rei vu Gemengen. Ech wéll némmen hei och un d'Flüchtlingszentren erénnern, déi amgaange sinn aménagéiert ze ginn oder wáerten entstoan, well, wéi gesot, och dat eng direkt Konsequenz vun deem barbaresche Krich hei ass.

Aleppo stet ouni Zweifel zénter Méint fir eng besonnesch brutal Symbolik vun désem Krich. Leit ginn do agespaart, kreien emol net méi elementar Moyenen, fir kenneen ze iwwerliewen. Duerfir muss och déi UN-Resolutioun, déi elo den 19. Dezember geholl ginn ass, 2328, eng gewéssen Hoffnung duerstellen, no-deems jo awer och sechs Initiative vu Russland blockéiert gi waren.

An ech wéll och hei de franséischen Ambassadeur bei der UNO, den Här François Delattre, zitéieren, deen am Virfeld vun der Oststémmung gesot huet: «Alep risque d'être le tombeau de l'ONU.» An dat ass richteg. Wann, wéi gesot, hei net déi doten Initiativ geholl gi wär, da wár d'Katastrophen mat Sécherheet definitiv virprogramméiert ginn. Datt muss konkret Héllef um Terrain geleescht ginn, ass ganz evident. Et ass inakzeptabel, wéi gesot, datt do och nach de Korridor verschlossen ginn ass, fir datt d'Leit kéint evakuéiert ginn.

Natierlech kéint een hei iwwert den neie Rôle och vu Russland diskutéieren. Ech wéll dat elo net maachen. Dat ass och vláicht net onbedéngt haut hei der Rôle vun der Diskussion. Mä et däerfe en awer net vergiessen, datt Russland hei elo e bëssen en neie Wee gaang ass. Well wien huet am Fong geholl de Korridor zougemaach? Dat waren u sech schiitesch Milizéen. A mir wésser jo och, op wéi enger Sait déi stinn.

Allerdéngs soll een och elo net ze vill Optimismus hei kreien. Et weess een, datt dee Konflikt mat Sécherheet nach net haut an och net muer gelést wáert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, datt mir eis hei müsse fir méi humanitär Héllef setzen, net némmen direkt wat Aleppo ubelaangt, mä wat Syrien insgesamt ubelaangt. Wie sinn émmer déi grouss Leidend? Dat sinn natierlech d'Zivilpopulation a virun allem Fraen a Kanner. Duerfir muss een enorm grouss Respekt och hei vis-à-vis vun deene villes ONGe weisen, vis-à-vis vun MSF, déi net scheien, sech do um Terrain ze engagéieren.

A leider hu jo besonnesch déi Konflikter eng nei Perversitéit entwéckelt, well haut net méi gezeéckt gétt, fir besonnesch dann awer och kruzial Punkten ze attackéieren. Ech wéll hei drun erénnern, datt net méi spéit wéi déi leschte 6. August an der syrescher Stad Millis eng Klinik attackéiert gouf, wou MSF aktiv war. 13 Leit koumen ém d'Liewen, énner anerem fénnef Kanner. Dowéinst ass et ganz evident, datt mer eis Héllef, wou mir et als Lézbuerger maachen, och weiderhi müssen op deem héijen Niveau halen.

Leider muss een och feststellen, datt d'EU bis elo net onbedéngt déi allerbeschte Roll an deem ganze Konflikt gespillt huet. Et spiert een, datt et do un engem gewéssene Profill feelt. Et spiert een och, datt et un enger gewéssener Enegekeet feelt. An ech wéll och hei vláicht op eng Ausso vum nach däitschen Ausseminister Frank-Walter Steinmeier erénnern. Hien huet gesot, et gétt kee Waffestellung ouni den Assad, awer och keng Zukunft a Syrien mam Assad. An dat ass och richteg. An et solle sech och vláicht Länner wéi Spuenien, wéi Éistrach dorunner halen. Evident ass, datt natierlech och müssen an Zukunft weider Néociatione gefouert ginn, fir en dauerhafte Friddé kenneen ze erreechen.

An ech wéll och un d'UN-Resolutioun 2254 hei erénnern, déi virun engem Joer geholl ginn ass, wou jo och wierklech op e politesche Wiesel a Syrien higeschafft gouf.

Mir begréissen, wéi gesot, als Demokratesch Partei virun allem, datt awer och hei zréckbehalte ginn ass an däri Motioun, datt d'Krichsvriecher, wann dee Konflikt eng Kéier op en Enn kennt - a mer hoffen dat -, och esou séier wéi méiglech solle virun den Internationale Gericthaff gestallt ginn.

Foschleissend si mer frou, datt mer och hei als Parlament dës Initiativ énnerhuelen, well et ass wichtig, datt mer all Moyene notzen, fir datt dat wierklech schéint, historesch wáertvolle Land net ganz dem Ennergang geweit ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Adam.

► **M. Claude Adam (d'éi gréng).**- Merci fir d'Wuert, Här President. Wann ech mer selwer hätt kenneen eraussichen, iwwer wéi ee Sujet ech elo fir d'Lescht hei géif an der Chamber virun de Feierdeeg an am Joer 2017 schwätzen, wier et bestémmet net Syrien an Aleppo gewiescht, well eigentlech ass dat, wat do geschitt, eppes, wat mir d'Schwätze schweier mécht. An ech hu mer och iwwerluecht, ob een net einfach soll soen: Kommt, mer maachen eng Schweigeminute, eng Denkpaus, well d'Politik do eigentlech op allen Ebene versot huet!

D'Politik huet versot a Länner hu versot: d'USA, Russland, d'Europäesch Unioun, China, Iran, d'Tierkei. Kee Land ass positiv an déser Géigend opgefall. De Libanon, Palästina, Israel an Irak, dat sinn énner anerem Nopeschlänner, a mer wéssen och alleguer, datt d'Sécherheetstag och an deene Länner alles anesch ass wéi gutt an och wéineg Platz fir Optimismus léissit.

Besonnesch traureg mécht eis natierlech och, datt d'UNO versot huet am Syrien-Konflikt. Dëse Méindeg ass no laangem Hin an Hier d'Resolutioun 2328 vum UN-Sécherheetsrot ugeholl ginn. Gutt, datt et endlech dozou komm ass! D'UNO huet am Dossier Syrien ganz laang versot. A mir mengen, datt dat och virun allem mam Fonctionnement ze dinn huet. D'Vetorecht dierft eigentlech net gällen, wann et ém d'elementar humanitär Mënschrechte geet.

An der Resolutioun 2328 steet véiermol den Term „Droit international humanitaire“. Dorënner versteet een eigentlech e Regelwierk, dat soll gällen, fir am Krichfall d'Zivilpopulation an d'Zivilinstallatiounen ze schützen. Den Droit international humanitaire, esou wéi en an de Konventionen vu Genève 1949 festgehale gouf, ass eng Weiderentwicklung vum Krichsrecht a geet zréck bis op d'19. Jorhonnert an op d'Grénnung vum Internationale Roudé Kráiz.

D'Mënschheit war zu der Erkenntnis komm, datt och am Krichfall elementar humanitär Wärter net dierften ausgeschalt ginn. Mä genee dat ass eis a Syrien geschitt! An et ass fir eis ganz schwéier oder eigentlech onméiglech



# SÉANCE 19

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Mir begréissen an énnerstétze selbstverständlich d'é Motioun vun den Här Mosar an An-gel. D'é Motioun ass eng Dréps op de waarme Stee vum Ohnmachtsgefüll, wat mer hu vis-à-vis vun de schrecklechen Zoustänn a Syrien.

Jo, mir si bereet, Suen zur Verfügung ze stellen engersäts fir Aide humanitaire directe, aner-säts och fir den Opbau, wann erém un en Opbau ze denken ass.

Si mer dann och bereet, weider Flüchtlingen opzehuelen, wa mer, wéi den Här Mosar gesot huet, an d'é traureg Ae kucken? Wat ziele mer eise Kanner, wa mer dat net maachen? Kommt, mir loessen eis net dovun ofhalen, mënschlech ze denken an ze handelen, och wann Terroriste sech énnert d'é Leit mëschen, d'é op der Flucht sinn!

Jo, kommt, mir dokumentéieren, wat a Syrien geschitt! Och wann Aleppo eis zweifelen a verzuweile leísst, ob de Mensch fäeg ass, aus der Geschicht ze léieren, da menge mer awer, datt mer d'Hoffnung net däerfen opginn, eng Kéier Kloerheet an deem Drama ze kriéien. Fir datt an Zukunft d'Grausamkeet, d'Mënsche-rechtsverletzungen an d'Krichsverbriechen kee Persilschäi kriéien, musse mer dokumentéieren, fir datt d'é Generatiounen no eis kenne jugéieren an eventuell korrigéieren. Eis Generatioun schéngt dat jo net fäerdegebréngten.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir deelen als ADR selbstverständlich all d'é humanitär Suergen a mir leiden am Geesch mat deenen, d'é dohannen an der Nout sinn. Mir soen och dowéinst dem Här Mosar an dem Här Angel an all deenen, d'é mat gehollef hunn, desen Text opzeseten, Merci fir deen Effort. Et ass ganz wichteg.

An deem onendlech ville Leed, wat mer a Syrien hunn, musse mer selbstverständlich d'UNO énnerstézzen. An ech sinn och frou, datt Lëtzebuerg do en Effort mécht. Deen Effort soll och grousszügeg sinn a bleiwen an de Besoinen entspriechen, d'é op der Platz sinn. A mir solle selbstverständlich dat humanitäert Völkerrecht énnerstézzen.

Firwat ass dee Krich a Syrien? Och dat musse mer eis émmer froen. En ass net némnen e Biergerkrich, dat ass e vläicht émmer manner. Et ass e Krich ém Uelech, et ass e Krich ém den Tracé vu Pipelinien an dár Regioun. Et ass eng Décisioun, d'é geholl ginn ass, nodeem de President Assad décidéiert huet, wie wéi eng Pipelinien duerch Syrien däerf bauen a wien net.

Et gëtt vill aner regional Akteuren. Den Här Graas huet der e puer opgezielt. Et gëtt d'Tierkei, mat dár mer jo den 10. Mäerz e Sommet hunn, d'é do hire Problem mat de Kurden oder territorial Uspräch wëlt duerchsetzen. Et gëtt anerer. Den „regime change“ ass och esou eng Saach, d'é Doktrinn vum „regime change“, wou jo an engem Kader vun engem „wider Middle East“ gedreempt gouf, fir Diktatoren duerch Demokratien an dár Géigend ze ersetzen. D'Resultat gesi mer! Mir gesinn et am Irak, mir gesinn et a Libyen a mir gesinn et elo a Syrien.

An dowéinst ass et och interessant, fir ze gesinn, wéi d'é nei amerikanesch Administratioun hir Attitud zu der Doktrinn vum „regime change“ bääbehält oder wieselt - anscheinend jo wieselt.

Mir mussen eis rappeléieren, datt mer Sanktiounen géint Syrien a Kraft hunn, Sanktiounen, énnert deenen och d'Zivillbevölkerung leit an d'é och derzou bäädroen, datt Flüchtlingen an Europa komm sinn. Bei der Tierkei wëlle mer keng Sanktiounen huelen. Beim syresche Vollek hu mer Sanktiounen geholl!

An et ass natierlech de Kampf géint den Terrorismus, den Islamesche Stat, eng erbaermlech Mäerdeband, d'é och elo erém eng Kéier zu Berlin gewisen huet, wéi se ass.

Aleppo ass awer och eng Platz vu ganz vill - wéi a ville Kricher, wou d'Wourent émmer dat éischt Affer ass -, eng Platz vu vill Propaganda, an et muss ee ganz gutt Uecht dinn, fir ze wëssem, wat ee seet a wiem ee wéi eng Reprochë mécht.

Ech halen op, well ech héieren, datt den Här President mech un d'Zäit erénnert. Dofir wëll ech mat engem Saz ophalen. Mir mussen eis och iwverleeén, ob mer net an en duebele Standard eraginn: ob mer net higinn an den Énnerscheed maachen, terminologesch, téschent deene gudden Terroristen, dat sinn eis, an deene béisent Terroristen, dat sinn d'é aner.

Ass et net och eng Schan fir eis, datt mir als Westen, als Natiounen, d'é un Demokratie a

Mënschewärter gleewen, mat engem Sammelsurium vun, wa mäi lescht Ziele stëmmt, 17 verschidde Mouvementer zesummeschaffen an zesummekämpfen, vun deenen der eng Partie net besser si wéi de Regimm vum President Assad, duerch d'é mer keng Verbesserung fir dat syrescht Vollek géife kreien oder hierférie-ren, wa se da géifen un d'Muecht kommen?! An al-Nusra oder al-Sham gehéieren och do-zou. Ech mengen, och eis Glafwierdegkeet steet an der Wiel vun eisen Alliéerten a Syrien um Spill.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An als leschte Riedner hunn ech den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (d'é Lénk).**- Merci, Här President. Ech maachen et kuerz: zwou Minuten. 2011 ass et u sech wierklech lassgaange mat der Revolutioun an Tunesien, eng Revolutioun, d'é sech géint e Regimm adresséiert huet, dee laang Zäit och ganz gutt befrénnt war och mat Lëtzebuerg a mat Europa. Ech ka mech souguer nach erénnernen - deemoos war ech Journalist, an Tunesien ass e Land, wat ech och e bësse kennen aus perséinleche Grénn -, datt eng Woch virdrun eng Visitt annoncéiert war, eng Woch ier d'Revolutioun lassgaangen ass, an an engem Pressecommuniqué ass dee Regimm als e Modell duergestallt ginn.

Et ass duerno weidergaangen an Ägypten, et ass duerno weidergaangen a Libyen. Do ass et och schonn e bëssen degeneréiert: Do huet misse bombardéiert ginn. Et ass och weidergaangen a Syrien. All Kéiers waren et Mënschen, d'é sech opleene géint Autokratien, géint Kleptokratien, géint Regimmer, d'é si selver ausbeuten. De Problem ass duerno: Ech hunn e Problem domadder, wa gesot gëtt, datt mir - an et ass oft gesot ginn an deene leschte Wochen, wat Aleppo ugeat - , datt mir schold sinn, mir náischt gemaach hunn an esou weider.

Ech mengen, d'Bevélkerungen an Europa, sief et zu Lëtzebuerg, sief et a Frankräich, an Däitschland, an Italien, d'é sinn net schéllig fir dat, wat do geschitt, fir d'é Massakeren zu Aleppo, fir d'é Massakeren a Syrien. Si hunn d'é Décisioun ni geholl! An ech gi souguer dovunner aus, wann d'Leit méi ze soen hätten, da wiere mer net an esou enger Situations.

De Problem ass awerdeen, datt d'é ganz Region zum Spillball gëtt vu Muechtspiller téschent Russland an dem Westen. A mir hunn d'é eng an d'é aner énnerstétzt, et ass scho gesot ginn. A mir wësse ganz genau, wat fir e Spill do gespilt gëtt. An et sinn émmer d'éiselwecht, d'é drénnner leiden, dohannen op der Platz, d'Zivilisten zu Aleppo, an och hei, natierlech glécklecherweis net an deemselwechte Mooss, mä och hei Zivilisten, d'é net derfir kënne, zu Paräis oder wéi dës Woch elo nach zu Berlin.

Ech wëll och nach drun erénnernen, well et muss een oppasse mat der Selektivitéit: Et däerf ee keng Selektivitéit op kenger Sait maachen an deem ganze Konflikt op dëser Sait. An et däerf een och net erénnernen (veuillez lire: vergiessen), datt zurzäit och am Jemen 10.000 Leit schonn émkomm sinn, well Saudi-Arabien de Jemen bombardéiert, op eng grausam Aart a Weis! Dorivwer gëtt awer e bësse manner geschwat. Ech verstinn dat net! Ech hoffen, datt ech net verstinn!

An ech stelle mer och d'Fro, ob iwverhaapt... well ech sinn der Meenung, datt den Här al-Assad wierklech och sech muss verantworte fir dat, wat e mécht.

► **Une voix.**- Ech och!

► **M. David Wagner (d'é Lénk).**- Och Leit am Weste musse sech verantworte fir dat, wat se maachen. A vläicht, ech mengen awer och, datt de Kinnek vu Saudi-Arabien sech misst verantworte fir dat, wat e mécht, an och als Krichsverbriecher misst behandelt ginn. An ech géif och gäre wëssen, wéi eis Regierung dozou steet.

Ech soen lech Merci. Mä mir wäerten awer d'é Motioun natierlech mat énnerstézzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet direkt den Här Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, wat Aleppo ugeet, huet jo de Sécherheetsrot endlech de leschte Méindeg eng Resolutioun eestëmmeg ugeholl, fir d'Evakuatioun vun der zivillere Bevölkerung an och vun de Rebellen ze erméiglechen. Dir wësst, dass et regelméissig Blocage gi sinn, mä et sinn awer elo zénter gëschter 25.000 Leit an enger Woch evakuéiert ginn. An ech si mat all deenen an der Chamber d'accord, d'é soen: „Et muss der internationaler Communautéit

esou vill wäert sinn, dass Drock gemaach gëtt, dass d'é Evakuatioun friddlech an och sécher duerchgefouert gëtt.“

D'Madamm Karolina Markiewicz, dat ass eng ganz engagéiert Persoun an der Société civile zu Lëtzebuerg, huet dee richtige Flair gehat, fir alles ze maachen, fir de gewielte Burgermeeschter vun Aleppo, wann ech esou däerf soen, den Här Brita Hagi Hassan, d'escht Woch och op Lëtzebuerg ze invitéeieren. A vill vun eis haten d'Geleenheit, och mat him ze schwätzen.

Ech mengen och, dass dat Wuert vum „humanitären Ultimatum“, wat jo aus dár Visitt do erauskomm ass, och den Temoignage vum Dokter Pitti, dass dat extrem aflossräich war an dass den Echo vu deem, wat gesot ginn ass, souwou zu Lëtzebuerg wéi natierlech och deen aneren Dag zu Bréissel, Echoe fonnt huet zu New York. An ech géif souguer dovunner ausgoen, dass ech net falschleien, dass d'é Resolutioun, och d'Unanimitéit, ganz vill mat sengem Engagement ze dinn huet.

Esou schlëmm d'Situatioun awer, Här President, zu Aleppo ass a bleift, trotz der Evakuatioun, däerfe mer net vergiessen, dass Aleppo a Syrien keen Eenzelfall ass. D'Belagerung, d'Bombardementer an aneren Deeler vun deem Land, d'égi virun. An d'é katastrohal humanitär Situations ass jo e Symptom, mä d'Krankheet ass de Krich an och d'Ofwiesenheit vun engem politesche Prozess. An duerfir ass ze hoffen, dass no deem, wat zu Aleppo méiglech war, téschent dem Regimm an der Oppositioen erém d'Basis geschaft gëtt, fir dass am Senn vun deem Communiqué vu Genève vun 2012 erém Gespréicher kenne stattfannen.

Ech mengen, dass awer d'é Wafferou, d'é dës Deeg téschent Russland, der Tierkei an dem Iran zu Moskau jo och diskutéiert ginn ass, fir kenne d'é humanitär Moosnamen esou séier wéi méiglech och émzeseten an d'Leed vun der Zivilbevölkerung erofzeseten, dass dat e wichteg Signal ass. D'Wafferou téschent dem Regimm an der net dschihadistescher Opposition allerdéngs bleift extrem schwierig, wann och elo vläicht e klengen Hoffnungsschimmer do ass. Ech mengen, dass d'Russen, d'Tierken an d'Iraner och agesinn hunn, dass et wierklech keng militäresch Léisung gëtt.

Nun, den Assad spiert sech no Aleppo ganz dichteg, dat muss ee soen, an e gëtt sech jo och kämpferesch. An d'Gefor ass immens grouss, dass no Aleppo Idlib dat nämlech Schicksal erlief. An duerfir en Appell - ech mengen och am Senn vun der Lëtzebuerger Chamber an der Lëtzebuerger Regierung -, dass keng international Kräften d'syresch Arméi énnerstézzen, fir zu Idlib en neit Aleppo dann opzerichten!

Ech wiede, dass et Partié gëtt, an zemool natierlech d'é regulär Arméi vum Assad, d'é nach émmer mengen, et kéint een de Konflikt militäresch gewinnen. An dann ass d'international Communautéit, oder Syrien, wann ech esou däerf soen, téschent dem Choix, entweder Assad oder d'Dschihadisten. An dat wier natierlech - téschent zwou Tyrannie müssen ze décidéieren oder ze wielen - eng katastrohal Situations!

Also ech mengen, dass Länner, d'é eng politesch, eng militäresch, eng ekonomesch Influenz hunn - Iran, Saudi-Arabien selbstverständlich, mä awer och Amerika a Russland -, müssen hei vill méi enk nach zesummeschaffen, fir dauerhaft och no Aleppo elo zu enger Konklusioun ze kommen.

Et wier och, mengen ech, Här President, op dëser Platz net falsch, en Appell ze maachen un d'Tierkei, dass de Friddensprozess mat de Kurden erém op eng aner Spur gesat gëtt.

Ech kommen elo mat mengen zwee Kolleegen aus dem Benelux aus Kurdistan. An a Kurdistan, wann ee 50 km vun Erbil ewech ass a Richtung Mossul, da gesait een, dass d'BUedemtruppe vun der „global coalition“, wat eng Koalioun ass vun 83 Länner, dass eigentlech d'BUedemtruppe vun dár „global coalition“, an net némnen Dronen oder d'Bombardementer, mä dass dat d'Peschmergæ sinn. An dat si Kurden! An duerfir, d'é Kurden hunn als Missioune, d'Peschmergæ, ze verhënnernen, dass d'Kämpfer an och virun allem déi Dschihadisten vu Mossul ganz séier elo op Raka kommen a Syrien an dann do selbstverständlich kënne, wa se eng Kéier net méi am Irak wieren, hiert Onwiesen, fir Barbarei weiderférieren.

De Premierminister vun Irak huet eis och e Sonn-deg gesot, dass et e ganz, ganz schwéiere Kampf ass ém Mossul. Dee wier, wa géif opéreriert gi wéi zu Aleppo, vläicht vill méi séier eriwwer. Mä dee kann nach Méint dauerlen, souguer vu sechs Méint ass geschwat ginn! An d'Verlöscher fir d'Peschmergæ sinn immens héich. Et gëtt vu 25% geschwat. Dat muss ee

sech virstellen! Do si Kurden, d'é duerch d'Bank Sunnite sinn, d'é sech awer asetze fir eng sunnitesch Stad, d'é awer an engem Land ass, wat schütesch dominéiert ass, fir do trotzdeem erém de Begréff vun der Natioun, vun der irakescher Natioun héichzehalen!

Ech wëll vläicht, Här President, fir ofzeschlésen, awer ee Quäntchen Optimismus - et war vill Pessimismus an Are Wieder an ech kann dat absolut deelen -, e Quäntchen Optimismus erabréngten. An ech mengen, dass d'Resolutioun 2328, dat ass d'é eischt eigentlech, politesch gesinn, d'é no sechs Vetoe vu Russland matgedroe ginn ass, vu Russland an och dem Irak. A Russland an den Irak maachen Drock op den Assad, dat ass offenkundeg. D'Tierke maachen Drock op d'Rebelles. Dat kéint awer en Zeeche sinn, dass no sechs Joer Krich mer op eng aner Pist kommen.

An der Europäischer Unioun hu mer véier Grondprinzipien: Deen eischté Punkt ass Wafferou, deen zweete Punkt ass Énnerstétzung vun enger politescher Transitioun. Deen drëtte Punkt ass d'Respektéiere vun engem integrale Syrien, d'Intégritéit vum syreschen Territoire däerf net a Fro gestallt ginn. An da selbstverständlich de vérierte Punkt: d'Zerstéierung vun Daesh.

Ech wëll dem Här Mosar an dem Här Angel Merci soen. Ech wëll just dem Här Angel soen: Et ass net de Conseil de sécurité, dee beschäftegt ass mat dár Resolution, fir ze kucken, wien, wat sinn d'Täter vun deene Verbriechen. Leider net! Mä et ass d'Assemblée générale an et ass eng Initiativ vu Liechtenstein, wou bis elo 45 Länner matmaachen, all Länner vun der Europäischer Unioun, selbstverständlich mir och. An dat wier e wichteg Punkt, wann dee Mechanismus kéint geschafe ginn, fir ze kucken herno, d'Leit och responsabel ze maachen.

Ech sinn iwwert d'Zäit, Här President, ech soen der Chamber Merci, an nach eng Kéier deenen zwee Auteuren, dem Här Mosar an dem Här Angel, fir d'é Initiativ hei a mat alle Konklusiounen, d'é Der gezunn hutt. D'Regierung ass op der Linn vun der Chamber!

Merci.

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och, Här Ausseminister. Ech war bei deenen zwou Motiounen bei der Riedzäit flexibel. Dat sinn, mengen ech, enorm wichteg Sujeten. A Merci och der Chamber fir d'é Flexibilitéit bei allen - bei allen! - Orateuren.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen. Hale mer drop, fir et nominell ze maachen oder kenne mer et...?

► **Plusieurs voix.**- Main levée.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Main levée. Ech géif mengen, dass et, esou wéi et ausgesät, Unanimitéit téschent alle Riedner gëtt. Da gesät et och esou aus, dass et Unanimitéit an der Chamber gëtt.

**Vote sur la motion**

D'é derfir sinn, solle wann ech gelift dat mat engem Handzeeche weisen.

D'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mir hunn Unanimitéit. Ech mengen, dat ass och e staarkt Signal. Merci. Merci villmoos, an hoffe mer, dass 2017 besser gëtt an dár Regioun!

Mir géifen dann iwwergoen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

## 5. Ord



Laang gouf driwwer diskutéiert an u sech heescht et och guer net PAN-Gesetz. Et ass näämliech den «Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail». Et geet also èm d'Aarbechtszäitorganisatioun an domadder betrëfft et jiddwereen: jiddwerek, dee schafft, awer och seng Famill, seng Frënn, alleguer déi, déi ronderem hie sinn, well och seng Fräizäit domadder betraff ass. E Gesetz, wou d'Politik sech konkret, ganz konkret an dat aldeeglecht Liewe vu bal jiddwerengem hei am Land abrëngt.

Erlaabt mer, e klengen Historique ze maachen. D'Gesetz geet zréck op d'PAN-Gesetz vum 12. Februar 1999 iwwert d'Émsetting vum Plan d'action national en faveur de l'emploi. An dat ass deemoos am Kader gestëmméti gi vum extraordinären europäische Sommet iwwert den Emploi, deen den 20. an 21. November 1997 zu Lëtzebuerg war an deen als Reaktioune op d'Uklamme vum Chômage organiséiert ginn ass. An et ass och am Kader vun engem Débat d'orientation an der Chamber den 13. November 1997 iwwert den Emploi un dësem Gesetz matgeschafft ginn.

D'Zil ass et, e Kompromiss ze fannen téschent engersäits den Uspréch vun den Entreprisen, fir sech kënne méi flexibel ze organiséieren an esou besser op Variatiounen vum Marché kënne anzegeen, an anersäits den Uspréch vun de Salariéen, fir zum engen eng Sécherheet ze hunn an zum anere besser kënne Aarbecht a Privat- respektiv d'Familjelieve mateneen ze vereinbare.

Am PAN-Gesetz haut hu mer eng Referenzperiod vun engem Mount. Domat si mer wäit énner dem Maximum vun der europäischer Direktiv 2003/88, déi maximal véier Méint virgesait, bliwwen. Hei sinn awer Derogatiounen meiglech iwwert de Kollektivvertrag an iwwer Autorisation ministérielle.

D'Dispositiounen am PAN-Gesetz iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun waren zäitlech begrenzt a goufen am Laf vun de Joren och émmer erém nees verlängert, eng Situations, déi iwwregens vum Statsrot regelméisseg dann och kritiséiert gouf.

Well d'Regelungen iwwert d'Aarbechtszäit, d'Referenzperiod an de Plan d'organisation du travail eigentlech keen total zefriddestelle konnten, gouf probéiert, en neie Kompromiss hei ze fannen. Zulescht gouf am Comité permanent du travail et de l'emploi, wou d'Sozialpartner un engem Dësch sätzen, verhandelt, ouni awer dass eng Léisung fonnt konnt ginn, déi alleguer d'Säiten zefriddegestallt hätt.

Nach am Februar vun dësem Joer, de 24. Februar, hu mer och hei iwwert dat Gesetz geschwat. Et war am Kader vun der Debatt iwwert d'Organisatioun vum Marché vun der Aarbecht. An do hunn ech an dëser Debatt iwwert d'Flexicurity geschwat, d'Flexibiliséierung an d'Sécherheet matenee verbonnen, wou et, wéi och an der Kommissioun, eis drëms gaangen ass, dass et Gewënner op deenen zwou Säite soll ginn. De Boni, deen duerch méi flexibel Aarbechtszäiten eraknént, soll och gedeelt ginn. An déi, déi dofir geschafft hunn oder schaffen, sollen och dofir be'lount ginn. U sech eng normal Prozedur.

Doropshin huet d'Regierung hir Responsabilitéit iwwerholl. Opgrond vun de verschidde Positiounen bei de Verhandlungen, déi do zum Ausdruck koumen, huet den Aarbeitsminister e Projet de loi ausgeschafft an den 21. Juli deen an der Chamber déposéiert. D'Zil vun deem Projet de loi ass en Équilibre téschent, engersäits, der Demande vun den Entreprisen no méi Flexibilitéit ze fannen an, anersäits, de Salariéen, fir deenen duerch dee Plus u Flexibilitéit eng Rei vun Avantagen a Sécherheeten ze bidden, déi sech fir si positiv auswierken, sief et op der Aarbecht oder sief et am Privaten.

Erlaabt mer, op e puer Detailer vun den Neierungen anzegeen.

Den Artikel 211-1 seet Folgendes: «Les dispositions du présent titre ont pour objectif d'assurer, d'une part, un bon fonctionnement des entreprises ainsi que le développement de l'emploi, et, d'autre part, et au même titre, la sécurité et la protection de la santé des salariés ainsi que de bonnes conditions de travail.» Inspiréiert ass deen Artikel och aus dem däitschen Arbeitszeitgesetzbuch.

Dat wëllt heeschen, wann eng Entreprise wëllt oder muss méi flexibel mat hiren Aarbechtszäite funktionnéieren, da soll dat net zum Nodeel vun den Aarbeitskonditiounen, vun der Sécherheet a vun der Gesondheet vun de Salariéen geschéien. Dovunner hunn och d'Entreprisen eppes, well besser Aarbeitskonditiounen

wierke sech och positiv op d'Motivatioun an d'Gesondheet vun de Salariéen aus an domader och op d'Produktivitéit vun der Entreprise. Et wäert an Zukunft also méiglech sinn, fir d'Referenzperiod op véier Méint auszeseeden, mat awer, en contrepartie, zousätzlechem Congé fir de Salarié. Bei enger Referenzperiod téschent méi wéi engem Mount an zwee Méint ginn et annerhallwen Dag Congé méi. Bei enger Referenzperiod téschent méi wéi zwee Méint an dräi Méint ginn et dräi Deeg Congé méi. A bei enger Referenzperiod téschent méi wéi dräi Méint a véier Méint ginn et dräi an en hallwen „Daach“, Deeg Congé méi.

Entreprisen...

#### (*Interruption*)

En „Daach“ als Iwwergang, voilà, jo, jo, genau.

#### ► **Une voix.**- 24 Stonnen....

► **M. Georges Engel** (*LSAP*), rapporteur.- Entreprisen, déi am Moment mat enger Referenzperiod vun engem Mount fonctionnéieren an déi och dobai bleiwen, fir déi ännert sech náisch. Déi, déi wéile mat hirer Referenzperiod eropgoen, déi mussen dat am Kader vun enger Procédure d'information et de consultation maachen.

Fir Referenzperioden iwwer ee Mount gëtt et och nei Limitatiounen, wat déi maximal Aarbechtszäit pro Mount ugeet. Bei enger Referenzperiod vun iwwer engem a maximal dräi Méint kann d'Aarbechtszäit pro Mount déi normal Aarbechtszäit maximal èm 12,5% iwwerschreiden. A bei enger Referenzperiod vun iwwer dräi a maximal véier Méint kann d'Aarbechtszäit pro Mount déi normal Aarbechtszäit maximal èm 10% iwwerschreiden. D'Aarbechtszäit, déi do driwwer läit, gëtt als Iwwerstonn bezuelt.

De Plan d'organisation du travail bleift weider op engem Mount a muss fénne Deeg virdrun am Viraus matgedeelt ginn. Den aktuelle System vun der Imprévisibilitéit, dee relativ schwierig war, well en énnerschiddech ausgeblieucht konnt ginn, gëtt ersat duerch e Systeme de préavis vun dräi Deeg. Wann de POT manner wéi dräi Deeg am Viraus geänner gëtt a wann et doduerch net zu méi Aarbechtsstonne kënnt, da ginn déi zwou éischt Stonnen neutraliséiert, dat heescht, si ginn zum normale Stonnesaz bezuelt an déi drëtt Stonn gëtt da mat 1,2 ugerechent.

En Horaire mobile kann de POT ersetzen. D'Konditioune ginn no de Verhandlungen an no engem Règlement d'horaire mobile fixéiert.

Parallèl gëtt, an dat war eis wichteg, d'Kollektivvertragswiesen gestärkt. D'Sozialpartner kënne am Kader vun engem Kollektivvertrag oder engem Accord och mat der Referenzperiod eropgoen, bis op maximal zwielef Méint. D'Kompensatiounen duerch méi Congé an d'Limité vun der maximaler Aarbechtszäit pro Mount, déi am Droit commun virgesi sinn, gëllen net tel quel fir si. Si kënne aner Kompensatiounen aushandelen, woubäi de Statsrot énnerstrach huet, dass déi op d'mannst glächwäerteg musse sinn zu deene Kompensatiounen, déi am Droit commun virgesi sinn. Dat selwecht gëllt iwwregens och beim Horaire mobile.

De Statsrot huet nach eng Partie Observatiounen gemaach. D'Chamberskommissioun huet sech énner anerem domat beschäftegt an doropshin den 21. November eng Serie vun Amendementer adoptéiert, fir de Projet de loi ze verbessernen. Énner anerem Folgendes: Bei engem lafenden Accord oder engem lafende Kollektivvertrag, wou keng Bestëmmungen iwwert d'Referenzperiod festgehale sinn oder just eng Referenz op den Droit commun gemaach gëtt, do bleift d'Referenzperiod bei maximal engem Mount, bis den Accord oder de Kollektivvertrag ofgelaß ass.

Zum Report vun den Iwwerstönnen am Horaire mobile, deen ass némme méiglech bei engem Horaire mobile vun engem Mount oder manner, soss mécht dat jo och kee Sénn. An zum Repos hebdomadaire, do muss deen nächste Roudag an den nächste siwen Deeg geholl ginn.

Eng Partie Amendementer vun déi Lénk, déi si mat erabruoch haten, sinn am Kader vun den Diskussiounen mat iwwerholl ginn. Zum gréissen Deel hu se awer keng Majoritéit an der Kommissioun fonnt.

Den Avis vun der Chambre des Salariés war u sech positiv, dee vun der Chambre des Métiers an dee der Chambre de Commerce waren negativ, well se soen, e wär net émsetzbar, vill ze vill kompliziéiert an et hätt en net genuch Flexibilitéit an dësem Projet de loi. Et ass bedauerlech, dass keen Accord fonnt gouf am CPTE téschent de Sozialpartner. An duerfir ass et gutt, dass de Minister seng Responsabilitéit geholl huet an dëst Gesetz op de Wee bruecht huet. D'Zukunft wäert weisen, wéi dëse Projet sech an der Realitéit wäert bewäerten. Duerfir

gesäit de Projet de loi e Bilan intermédiaire no fénnef Joer Applikatioun vir.

Mäi Rapport gouf an der Kommissioun vum 16. Dezember eestëmmeg ugeholl an ech géif och dofir lech allegueren e Merci soen an der ganzer Kommissioun och Merci soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht.

Am Rapport gouf festgehalen, dass d'Kommissioun der Chamber recommandéiert, dése Projet de loi ze stëmmen. Dat géif ech lech och recommandéieren. Duerfir Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn domadder och den... Ah neen, dat mécht d'Madam Bofferding.

Merci.

#### ► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten age-schrifwene Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

#### *Discussion générale*

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt dem Rapporteur villmoos Merci fir säi Rapport, wou en eng kompliziéiert Matière fir Leit, déi net all Dag domat ze dinn hunn, hei op eng dach einfach Aart a Weis virgedroen huet.

De Plan d'aménagement du temps de travail respektiv de Plan d'action national en faveur de l'emploi ginn zréck op eng gréisser Manifestatioun, déi hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet mat Zegdausende vu Gewerkschaftler, déi hei manifestéiert hunn, wéi duerno och e Sommet war hei zu Lëtzebuerg, e Sommet pour l'emploi - europäesch gesinn -, awer och duerno e Sommet pour l'emploi national gesinn, deen am alen Europaparlament stattfonnt huet, wou driwwer diskutéiert ginn ass téschent de Sozialpartner, wéi een dee ganze Problem vun der Aarbechtszäit a vun der Flexibilitéit këint organiséieren. Dat waren heroesch Debatten. Den Aarbechtsminister vun haut war deemoos, wann ech dat nach richteg am Kapp hunn, nach Vertreter vun Lëtzebuerg an der europäischer...

#### (*Interruption par M. Nicolas Schmit*)

Nach net, ah, da war et just duerno. Da war dat den Här Kasel, mengen ech, deen nach deemoos och zu Bréissel an der RP derbäi war, wéi déi Verhandlunge gefouert gi sinn.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer duerno e Gesetz gemaach an der Tripartite, wou ech d'Chance hat, och derbäi gewiescht ze sinn, wou duerno an der Tripartite en Arrangement fonnt ginn ass, fir ze soen: Mir maachen elo emol eppes an da kucke mer no fénnef Joer, wat derbäi erauskéint. Aus deene fénnef Joer sinn der zéng ginn. Aus deenen zéng sinn der 15 ginn, an an Zwéischenzäit, wann een elo zesumme-rechent, da si mer bei enger laanger Zäit ukomm.

#### (*M. Henri Kox prend la présidence.*)

An dofir ass dat, wat de Georges Engel gesot huet, och richteg. D'Sozialpartner hunn et net fäerdebruecht, an deene 17 Joer en Accord ze fannen, fir dass et zu engem eenheetleche Gesetz doriwwer gëft kommen.

Dofir wëllt ech och soen, dass de Projet engem Emotiounen ervirbréngt. Et si Saachen dran, déi si ganz gutt. Et si Saachen dran, déi si manner gutt. De Georges Engel huet et énnerstrach: D'Avise vun deenen zwou Patronatschambere ware komplett negativ. Bei der Salariatschamber war et duerchaus méi e positiven Echo. Mä wann een da bei der Salariatschamber och nach mat deenen einzelnen Organisatiounen diskutéiert a mat deenen Entrevuen hat, déi an der Chambre des Salariés sétzen, déi jo änlech fonctionnéiere wéi mir heibannen, huet ee festgestallt, dass et do och énner-schiddech Meenungen zu deem Projet de loi gëtt.

Ech wëllt soen, dass et eng nei Struktur, en neien Ufank wäerte si fir d'Aarbechtszäitorganisatioun hei am Land, mä dass et awer och glächzäiteg nach Froen opwerft, a Froen opwerft och vu philosophescher Natur. Den Här Minister an ech hate beim Matbestëmmungsgesetz, wou mer och a groussen Deeler averstane waren, awer bei verschidde Punkten eng aner Vue, näämliech wat och d'Matbestëmmung vun den Delegatiounen ubelaangt. Esou ass et mer och hei a verschidde Punkten, wou et schwierig ass, fir kënne ze soen: Et ass alles an der Rei, dat Gesetz gesäit honnertprozenteg esou aus, wéi mir eis et virgestallt hunn.

Wann ee kuckt, an därt Etüd, an dat steet och am Rapport vum Här Engel mat dran, wou LI-SER beopträgt gi war, eng Avis ze maachen, wéi et an deene Betriber ass, an 1.000 Betriber mat iwwer 50 Beschäftegt, wéi et do ass mat der Aarbechtszäitorganisatioun, sou muss ee jo an de Betriber virun allem e groussen Énner-schiddech Maachen téschent deene Betriber, déi e Kollektivvertrag hunn, an deene Betriber, déi kee Kollektivvertrag hunn.

Déi Betriber, déi e Kollektivvertrag hunn, do verhandelen d'Sozialpartner, dat heescht, déi, déi de Kollektivvertrag énnerschreiven, mat hi-rem Patron; wann et e betribleche Kollektivvertrag ass oder wann et e Ramekollektivvertrag ass, sinn et d'Gewerkschaften, déi mat deem Patronatsgrupp verhandelen, wéi et weidergeet mat der Aarbechtszäitorganisatioun, wéi et weidergeet mat der Period, well si hunn d'Méglechkeet och elo schonn am Gesetz, méi eng laang Period wéi e Mount ze maachen.

An deene Betriber, wou et kee Kollektivvertrag gëtt, ass dat anescht. An deene Betriber, wou kee Kollektivvertrag ass, do soll dann elo dat neit Gesetz hei gräifen, dass, wann Der gären eng Referenzperiod vu méi wéi engem Mount hätt, ob dat zwee, dräi oder véier Méint sinn, dass et da bei deene Leit spilt, a bei deenen, déi e Kollektivvertrag hunn, wou festgehalen ass, wéi d'Aarbechtszäitorganisatioun nominiéiert ginn ass... Well dat steet och nach laang net an all Kollektivvertrag, well et sinn och Kollektivverträg, wou just beim Artikel steet: „Mir verweisen op d'Gesetz“ a wou net kloer an däitlech sech ausgedréckt ginn ass. Dat sinn déi Énnerscheeder, déi mer elo an deenen nächsten zwee respektiv dräi Joer wäerten erlieten, bis dann och duerno wäert dee Bilan gemaach ginn.

Mir hunn e Problem mat..., ech mengen, mir hunn eis konstruktiv an déi Diskussioun vum Projekt abruecht gehat. Ech hat hei, an den Här Engel huet och scho vun där Debatt geschwat, de 24. Februar 2016, wéi mer déi Interpellatiounen haten iwwert de Marché de l'emploi, gesot, dass mir eng Preferenz hätten, fir eng Referenzperiod ze maache vun dräi Méint, an dass duerno um betriblechen Niveau géif en Arrangement gemaach ginn, ob dat soll a Fräizäit kompensiéiert ginn oder ob dat soll bezuelt ginn.

Dat war an der Debatt de 24. Februar 2016 an der Chamber, nozeliesen an der Séance Nummer 19, Här Vizepräsident, wou dat deemoos festgehalen iwwert ass, wou een dat och kann noziesen, a wou ech och schonn deemoos drop higewisen hunn, dass mir e bëssen e Problem hunn, wa mir fir d'Leit vun uewen erof décidéieren, wéi si et solle machen, mä dass d'Leit mussen de Choix hunn, ob se gäre méi Fräizäit hätten oder ob se dat Ganzt gäre bezuelt hätten.

Mir hunn an der Kommissioun konstruktiv matgeschafft. Mir hunn och nach leschten Dënschdeg eng Kéier laang bei eis an der Fraktioune driwwer geschwat. An opgrond vun dräi Punkte kenne mir dëst Gesetz net mat énnerstëtzten.

Deen ee Punkt ass dee vun der Definitioun, Kollektivvertrag a Gesetz, wou do e gréissere Problem ass, wat am Kollektivvertrag aneschers gehalen ass wéi am Gesetz, dass et do zwee verschidde Punkte gëtt.

An da wëllt ech nach eng Kéier op dat hiweisen, wat ech gesot hunn de 24. Februar, dass mir eis en anere Modell virgestallt hunn, näämliech dee vun dräi Méint, an dass och d'Leit am Betrieb d'Méglechkeet hunn, se décidéieren, ob et Stommen oder Geld sinn.

An dann ass et glächzäiteg esou, dass mer och nach eis d'Fro stellen, ob dat mam Horaire mobile geet, wat de Georges Engel zwar erkläret huet, mä wou et schwéier ass, all Horaire-mobiles-Modell am Detail duerchzehuelen. Dofir ass dat och kee Virworf, mä just och do, dass do nach méi Froe bei eis op den Horaire mobile bezu sinn, wou ee sech Froe ka stellen, ob dat do net dozou féiert, dass den Horaire mobile och manner interessant gëtt, wéi dat de Moment bis elo de Fall ass. Et ass och de Statsrot, dee jo och a sengem Avis op déi Schwierigkeitete mam Horaire mobile higewisen huet.

An dofir kenne mir als CSV, och wa mer soen: „Et si Verbesserungen an deem Gesetz mat dran“, mä mir kenneen deem Gesetz d'Zoustëmmung net ginn, well mer der Meenung sinn, dass ee vil ze vill de Leit de Choix am Betrieb ewechhëlt, fir selwer och kenne matzediskutéieren an deene Betriber, wou et kee Kollektivvertrag gëtt, dass do d'Delegatioun hätt vill méi staark misse mat agebonne ginn.

Ech soen lech Merc



# SÉANCE 19

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Kontrakter, den „zero-hours contracts“, wéi et se an England ginn.

Et ass eng atypesch an a ganz ville Fäll eng äusserst prekär Form vun der Beschäftegung. Se bréngt vill Geforce fir déi schaffend Leit mat sech a léist d'Salariéé wéi Roboter erschéngen. A soulagna meng Partei e Matsproocherecht huet, wäert et esou eng Form vu Beschäftegung hei am Land definitiv net ginn! Mä grad, well d'Aarbechtswirklechkeet sech veränner huet, brauche mir eng Ofsécherung fir nei Risiken. Och d'Salariéé wénsche sech méi flexibel Aarbechtszäiten. Si verstinn allerdéngs oft eppes aneres drénnner wéi hir Patronen.

Wärend Eenzelner wuel wéilten hiert Personal bei Bedarf ouni Rücksicht op Mindestrouzäite méi laang schaffe loosken, wéllen déi Beschäftegung hir Aarbechtszäit besser un déi egee Bezoinen upassen.

Oft verbannen d'Salariéen de Begréff Flexibilitéit mat negativen Aspekter. Flexibel Aarbechtszäitmödeller, déi sech um Interessi vun de schaffende Leit orientéieren an hinne Gestaltungsméglechkeeten offréieren, können zu enger verbesserter Vereenbarkeet vun Aarbecht a Liewe féieren an héich Aarbechtsbelaaschtung verréngern. Letztendlech dénge si dem Erhalt vun der Beschäftegungsfäegkeet an der Fachkräftesécherung, wat dann och de Betriber zeguttkénnent.

D'Diskussiouen iwwert d'Organisatioun vun den Aarbechtszäiten ass eng kriddelech. An engem Punkt ware sech d'Patrons- an d'Salariatssäit eeneg, an zwar, dass déi aktuell Regelung den heitege Besoinen net méi entsprécht.

De Sozialdialog war jo bekanntlech an enger Sakgaass gelant, wouropshin dann d'Regierung hir Verantwortung geholl huet an en équilibrierte Modell op den Dësch geluecht huet, e Mëttelwee téschent de Revendicatione vum Patronat fir eng méi staark Flexibilitéit a vun de Gewerkschaft fir méi Congésdeeg.

Dass déi nei Regelung énnerschiddlech Reaktionen ervirrifft, ass net wierklech verwonnerlech. Et huet och keen e Problem mat Kritik. Dass awer Aussoe gemaach ginn, dass d'PAN-Gesetz an däer Form - ech zitéieren: „net gebraucht gëtt an eng Doutgebuert“ wier, geet da schonns ganz wäit, fir net ze soen, et ass carrément eng Frechheet.

Erënnerre mer eis och un eng aner Ausso aus dem Patronatslager, dass weider Congésdeeg net a Fro kéimen, mat de Wieder „némmen iwwer meng Läch“! Also, wierklech gutt Viraussetzungen, fir de Sozialdialog nees opliewen ze loosken!

Genausou frappant war dann och eng weider Deklaratioun - ech zitéieren: „D'Parteie solle sech et gutt iwwerleeën, mat welchen Argumenter si klengen a mëttlere Betriber op d'Schnëss welle schloen.“

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- An et ass och net richteg, dass dést Gesetz aus dem Boulevard Kennedy zu Esch geschriwwen ginn ass, well wär dat de Fall, géif ech mengen, dass och d'Fraktiouen vun déi Lénk éischter géif tendéieren, dést Gesetz matzestëmmen.

Interessanterweis kommen aus engem aneren Eck Stëmmen, déi genau de Géigendeel vun däer Siichtweis vum Patronat behaapten, an zwar, dass eng absolut neoliberal Approche ze erkenne wär.

Meng Partei gesäit dat anesch, well et ebe grad net méi Flexibilitéit zum Nulltariff gëtt. Dat heiten ass keng Reform, déi op eng eesäiteg Aart a Weis um Intérêt vun enger ganzer Interessegroupp fousst. Wa méi Flexibilitéit vun de schaffende Leit verlaangt gëtt, dass se méi laang a méi flexibel verfügbare solle sinn, da muss een hinnek och eng Géigeleschtung zougestoen. Wär dat näämlech net de Fall, da kéinte mer vun enger eesäiteger Manéier schwätzen. An dofir ass et méi wéi gerecht, dass d'Salariéen dozou eng Géigeleschtung, ebe méi Congésdeeg, bäikréien.

Leider gëtt dat net vun alle Parteien hei am Haus esou gesinn. An ech sinn erauntaut, an ech mengen, ech net eleng, wéi ech grad mäi Virriedner héieren hunn, dass si, obwuel se an der Kommissioun de Rapport matgestëmmt hunn, elo awer wäerte géint d'Gesetz stëmmen. Natierech hu si d'Recht, mä et ass äusserst speziell!

Well eng Partie Kritikpunkte sinn an der Kommissioun gekläert ginn, mer hunn iwwert d'Geforen diskutéiert a verschidder konnten och widderluecht ginn. An dofir huet sech jo grad an der zoustänneger Kommissioun eng breit Majoritéit fonnt, zu däer och deemoools d'CSV gehéiert huet, fir der Chamber ze recommandéieren, fir dést Gesetz ze stëmmen, an dat schwarz op wäiss genausou, wéi et am Rapport steet.

Dofir wéll ech nach eng Kéier betounen, dass d'Regierung hei keen - wéi hutt Der et dee-

moools eng Kéier an engem Zeitungsartikel genannt? -, keen „Kardinalfeeler“ mécht, wéi uganks gefaart ginn ass, dass d'Flexibilitéit eleng ausserhalb vun de Betriber geregelt géif ginn. Weiderhi gëtt drop gesat, dass Eenenegen op Betriebsniveau solle fonnt ginn. Et handelt sech bei der Regelung vun der Referenzperiode öm eng „Kann“-Solutioun. D'Décisioun, fir Referenzperioden ze verlängeren oder net, läit bei de Betriber. Si können, mä si mussen net. Beträff sinn och just déi Betriber, déi hir Aarbechtszäiten net iwwer e Kollektivvertrag regelegen. Déi nei Regelung kéint souguer als Usprorn verstanne ginn, an alle Beräicher e Kollektivvertrag anzeféieren, wou dann e Package aus Huelen a Ginn ausgehandelt kéint ginn.

Ob elo véier oder dräi Méint, obwuel deemoools beim Unhuele vum Rapport d'CSV sech fir déi véier Méint ausgeschwat huet, schéngt dat dann elo en oniwwerwannbare Problem ze sinn. Beim Projet de loi gouf sech un enger Direktiv orientéiert, a fir eis ass wichteg, dass endlech eng Reform kennt. Dat ass eng Verbesserung, déi Reform ass eng Verbesserung am Senn fir d'Salariéen an am Senn fir d'Patronat.

Als Konklusioun wéll ech betounen, dass d'Aarbechtszäit sozial a gesond verträglech muss sinn. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass dést Gesetz e gudde Komproméss ass an déi zwou Säite wäerte Gewënner sinn. Flexibilitéit ass e wichteg Instrument, a mir müssen derfir suergen, dass déi erwénschte Flexibilitéit sech herno net als Mogelpackung entpuppt. Dofir soe mir: flexibel, awer net ongeregelt, a scho guer net ouni Géigeleschtung.

Dést gesot, ginn ech domadder da schlussendlech den Accord vun der sozialistescher Fraktion.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Henri Kox**, *Président de séance*.- Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty ageschriwwen. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty** (DP).- Merci, Här President. Här President, l'éif Kolleginnen a Kollegen, d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit ass ee vun de wichtigsten, wann net souguer de wichtigste Sujet, wann et ém eng modern Aarbechtsmaartpolitik geet. Et geet souwuel ém d'Interesse vun de Betriber wéi natierlech och vun de Salariéen. D'Betriber brauchen déi néideg Flexibilitéit, fir wettbewerbsfäeg, heiandsdo souguer iwwerliewensfäeg ze bleiwen. Fir d'Salariéen op däer anerer Säit spilt d'Work-life balance eng émmer méi wichteg Roll. Jonk Leit welle sech zum Beispill méi Zäit fir hir Famill, fir hir Kanner huelen oder och fir aner grouss Projeten ze realiséieren.

D'Organisatioun vun der Aarbechtszäit ass fir den deeglechen Alldag, fir d'Organisatioun téscht Privatliewen an Aarbechtswelt wichtig. Vun enger zefriddener Aarbeitskraft profitéiert natierlech och erém d'Entreprise, well en onzefriddenen a midde Salarié ganz sécher net dee produktiivste Salarié ass.

Net némmen zu Létzebuerg sinn d'Aarbechtsopdeelung an d'Aarbechtszäit en Thema. Wärend a Frankräich driwwer diskutéiert gëtt, d'Aarbechtszäit vun de Fonctionnaires eropzesetzen, experimentéiere verschieden Entreprises a Schweden zum Beispill mat enger 30-Stonnen-Woch, ouni dass dat elo eng obligatoresch legal Basis hätt. Och iwwert d'Unzuel vun de Congésdeeg gëtt national an international schonn esou laang diskutéiert, wéi et Aarbechtsvertrag gëtt.

Mir diskutéieren haut awer iwwer eppes aneres wéi iwwert d'Unzuel vun de Stonnen, déi e Salarié pro Woch schaffe muss. Dat wäerten näämlech och an Zukunft 40 Stonne sinn. Och d'Zuel u Congésdeeg vun op d'mannst 25 steet haut net zur Debatt.

Mir schwätzen haut iwwert déi sougenannte Referenzperiode.

Déi Referenzperiode erméigleicht et den Entreprises, dass hir Salarié

wärend engem fixéierten Zäitraum déi legal Li-

mitt vun aacht Aarbeitsstonnen den Dag res-

pektiv vu 40 Aarbeitsstonnen d'Woch iwwer-

schreide können, énnert der Konditioun, dass

wärend der fixéierter Period d'Moyenne vu ge-

leeschte Stonne pro Woch net iwwer 40

Stonne läit.

Huele mer en illustréierend Beispill: An enger normaler Schaffwoch geet de Salarié 40 Stonne schaffen, normalerweis aacht Stonnen den Dag. Aus engem extraordinaire Grond, zum Beispill enger wichteger grousser Commande fir de Betrib, gëtt et eng gewësse Flexibilitéit an däer Woch, an esou kann et also sinn, dass die Salarié deen Dag zéng Stonne schafft an en aneren dofir schonn no sechs Stonne kann heemgoen. Wärend enger Referenzperiode ginn also net méi oder manner Stonne wéi soss geschafft, mä d'Aarbeitsstonne verdeele sech anesch op déi eenzel Schaffdeeg. Dëse System erméigleicht et de Betrib also, eng gewësse Flexibilitéit un den Dag ze leeën, wa si duerch

speziell Opräg oder eng aarbechtsintensiv Zäit méi Aarbecht hinn, wéi dat am normale Betribsoflaf de Fall ass.

De Moment ass d'Referenzperiod fir Betriber ouni Kollektivvertrag laut Code du travail op maximum véier Woche limitéiert. Kollektivvertrag kënnen d'Referenzperiod natierlech verlängeren.

Opsäite vun de Betriber gëtt scho méi laang méi Flexibilitéit an der Organisatioun vun der Aarbechtszäit gefuerert, well besonnesch déi kleng Betriber, déi kleng Entreprises, déi net énner e Kollektivvertrag falen, séier énnert d'Rieder kommen, wann eemol eng gréisser Commande, eng grouss Commande, e groussen Optrag erakénnent. Do geet et da ganz oft mat engem Mount Referenzperiod net duer.

D'Gewerkschaften op däer anerer Säit hu méi legale Congé gefuerert respéktiv ware fixéiert op eng Reduktioun vum Temps de travail, fir iwwerhaapt iwwert d'Situatioun a punto Referenzperiod ze verhandelen.

D'Sozialpartner sinn also mat zwou fundamental opposéierte Positiounen an d'Verhandlung eragaangen, mat deem Resultat, wat mer allequerten heibanne kennen: Et ass ee sech leider net eens ginn. An esou huet d'Regierung hir politesch Verantwortung iwwerholl an huet e Komproméssvorschlag an der Chamber déposiert, iwwert dee mir dann haut ofstëmmen.

Här President, et läit an der Natur vun der Saach, dass e Komproméss weder der Fuerderung vun deem engen nach der Fuerderung vun deem aneren zu honnert Prozent ka Rechnung droen. An esou ass et och bei désem Projet de loi. An ech mengen, an ech verroden och domadder kee Geheimnis, wann ech soen, dass dése Projet och net zu honnert Prozent d'Iwwerzeegunge vun all de Membres vun der Demokratescher Partei erëmspigelt. Mä d'Politik, d'Demokratie liefet nun emol vu Kompromésser. An dofir sti mir och zu désem Projet, deen d'Regierung proposéiert.

Dést Land ass jorzéngtelaang gutt gefuer mat engem sougenannte Létzebuerger Modell, deen et färdigbruecht huet, duerch Kompromésser téscht de Sozialpartner Wuelstand a Fortschritt ze kreieren.

An der Problematik, iwwert déi mir hei schwätzen, gouf et, wéi gesot, zwou extrem Positiounen, déi jeeweils d'Flexibilitéit an d'Kompetitivitéit vun de Betriber géint d'Intérêt vun de Salariéen ausgespilt huet an émgedréit.

Dës Majoritéit wollt awer weder dat eent nach dat anert afferen, némme fir däer enger oder däer anerer Säit besser ze gefalen. An dat muss een der Regierung och zeguthalten. De Komproméss, deen hei proposéiert gouf, ass sécherlech net perfekt fir déi zwou Säiten, an awer profitéiert deen ee vun deem aneren, an et ass genau dat, wat am Endeffekt zielt.

Ech wéll hei net op den Detail vun den einzelne Changementer agoen, well de Rapporteur dat schonn a sengem schrifteletchen a mëndleche Rapport op eng ganz exzellent Aart a Weis gemaach huet.

Ech wéll just e puer Punkten ervirhiewen, déi mir wichteg erschéngen am Kontext vun den einzelne Kritiken, déi een déi Jescht Wochen dobasusse gehéiert huet. Fir d'Éischt wéll ech drop opmiersam maachen, dass zwee ganz wesentlech Punkte vun désem Projet de loi net beréiert ginn.

Éischtens bleift bei der Referenzperiode vu véier Wochen alles beim Alen. Et muss een also keng zousätzlech Congésdeeg accordéieren. Dat heescht, wann d'Betriber wéllen esou weiderfuere wei bis elo, dann ass dat absolut kee Problem, fir dat och esou ze maachen.

Zweetens ass et och an Zukunft weider méigleicht, Referenzperiode bis maximal zwielef Méint iwwer Kollektivvertrag ze regeln, wou also och net onbedéngt müssen zousätzlech Congésdeeg accordéiert ginn, och wann dat an der Praxis och elo scho quasi émmer de Fall ass. Dës zwee Punkte bedeuten, dass, falls e Betrib net wéll vum neie System profitéieren, entweder well e weiderhi just vu véier Woche Referenzperiode Gebrauch maache wéllt, oder well hien énnert e Kollektivvertrag fält, dann änert sech fir dése Betrib náisch par rapport zur aktueller Situatioun.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

En huet also keng Nodeeler par rapport zu de Spillregelen, wéi se haut scho praktizéiert ginn.

Et gouf jo vill Kriticke vusäite vum Patronat, dass den neie System ze komplizéiert wier an dass e sech fir bal kee Betrib rentiéere géif, well d'Organisatioun vun den Aarbechtszäite souguer nach manner flexibel respektiv méi komplizéiert géif ginn. Falls dat fir e Betrib wouer ass, muss en, wéi gesot, net vun deem neie System profitéieren an e kann esou weiderfueren, wéi dat bis elo de Fall war.

Als zweete ganz wichtige Punkt wéll ech ervirhiewen, dass zousätzlech Congésdeeg just ufanen, wann e Betrib an Zukunft eng Referenzperiode vu méi wéi déi bis elo maximal veier Wochen an Usproch hält. Et gëlt also an Zukunft de ganz einfache Prinzip: Wann ech méi Flexibilitéit vu menge Salariéen fuerderen, da musse si och eng Belounung fir dës Flexibilitéit kréien. An dëst ass eng Lösung, déi souwuel dem Patron wéi och dem Salarié zuguttkénnent.

Den drëtten an a mengen Ae ganz wichtegen Detail, besonnesch am Kontext vun de selleche Kritiken opsäite vu verschidde Patronatsverbänden, stéet am drëtten a leschten Artikel vun désem Projet de loi, an zwar soll a fénnef Joer, nodeems déi nei Dispositiounen a Krafft getruede sinn, e Bilan intermédiaire gemaach ginn. An deem Bilan intermédiaire muss virun allem festgestallt ginn, wéi oft déi nei Mesuren an Usproch geholl goufen an haapsächlech, wéi effikass se waren.

Ech wéll awer och betounen, dass dee Bilan net endgültiger Natur ka sinn. Mir allegueré wësens, an dat net erësicht sätzt dem Rëfkin, dass d'Aarbechtswelt permanent um Changéieren ass. D'Ufuerderungen un déi schaffend Leit sinn haut net déi nämlech wéi virun 20 Joer. An och an den nächsten 20 Joer wäerte vill Veränderungen an Erusfuerderungen op eis duerkommen.

Den Télétravail, iwwert dee mir jo am Kader vun der Budgetsdebatt geschwat hinn, ass just ee Beispill vu villem, wéi mir et kenne fäerdebréngen, fir d'Beruffs- an d'Familljeliewe vun de schaffende Leit besser mateneen ofzestëmmen.

Ob d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit, wéi mir se haut festleeën, wäert an Zukunft nach méi wéi eng Kéier op de Leesch geholl musse ginn. De Projet, dee mir haut stëmmen, ass een, dee fir haut eng Partie Verbesserunge mat sech bréngt. Ob déi Verbesserungen och wierklech geograff hunn, jo, dat gesi mer da spéitsens beim Bilan a fénnef Joer. Spéitsens da muss och den Débat vun haut weidergefouert ginn.

An deem Senn ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktiouen, vun der Demokratescher Partei, net ouni nach eng Kéier ze vergiessen, dem Rapporteur, dem Här Engel, fir sain exzellente schrifteletchen a mëndleche Rapport hei Merci ze soen.

Dat gesot: Gudden Appetit!

(Hilarité)

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Merci och dem Här Lamberty. An nächsten ageschriwwen Riedner ass den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia** (d'éi gréng).- Merci, Här President. Mir schwätzen haut iwwert de Projet de loi, deen d'Aarbechtszäitorganisatiounen nei wäert organiséieren iwwert de Plan d'organisation du travail, virun allem iwwert d'Referenzperioden, déi u sech sollen ofgeännert ginn. Et geet also hei ém d



Referenzperiod, déi elo vun engem Mount méiglech ass, op véier Méint ze erweideren an als Contrepartie dräi an en hallwen Deeg Congé ze erméiglechen.

An duerno ass et awer lassgaange mat heftige Reaktiouen. De Minister, dee gétt zitéert, dass hien dem Patronat éinnerstellt, de Mensch als Aarbechtsmaschin zu betreuchten. Do fält mer de Begriff vun Humankapital an, dee ganz pejorativ ass. D'Fédération des artisans mat hire Vertriebler huet op Twitter an op soziale Medie verpasst, menger Meenung no, en normalen Émgangstoun ze behalen. An ech zitéieren och elo net all Detail, dat kann een nach alles nosichen, well d'sozial Medie vergessen náischt!

Éinnerstalt ginn awer e puer Saachen. Éischte, dës Regierung, déi wär OGB-L-lasteg, eng Partei hätt déi zwou aner Parteien hei iwwert den Dësch gezunn, well déi keng Anung vum Dossier hätten. Da ginn ech doven aus, dass déi Federatioun - mä esou konsequent oder esou eescht ass et och net gemengt mat deenen Aussoen op deene soziale Medien - da just nach mat däer enger Partei géif iwwer Aarbechtsrecht schwätzen. Vu dass mat deene Leit och mir als déi Gréng schonn erém a Kontakt waren do dertësch, ginn ech also doven aus, dass se net der Meenung sinn, dass déi zwee aner Partner an der Regierung an deem Dossier keng Anung hätten.

Zweetens: „Dat ass guer net dat, wat mer brauchen, d'Regierung huet d'Aarbechtswelt nu guer a glat net verstanen.“ Verstoe können déi gréng och d'Fédération des artisans, wa se Bedenken huet, wat déi praktesch Émsetting ugeet, wat den administrativen Opwand ugeet, an - à voir! - wéi vill Betriber elo wäerte vun däer neier Regelung profitéieren. Mä dat wäert eréisch d'Zukunft weisen an dat kann natierlich eréisch geschéien, wann de Projet de loi zum Gesetz gétt an eben déi do Méiglechkeet vun der Flexibilisierung, déi soss just iwwert de Kollektivvertrag méiglech war, u sech och kann an deenen anere Betriber gemaach ginn.

Bon, an da muss een natierlich och pragmatisch soen: Déi Betriber, déi elo guer net wéllen op dës Schinn hei goen, ma déi kenne jo, wéi et heesch, d'Referenzperiod eben net op véier Méint ausweiden, déi kenne jo och beim aktuelle Modell bleiwe vun deem enge Mount, ouni weider Géigeeeschitung.

Huet dëst Gesetz elo en Impakt op déi zukünftig Kollektivvertrag? Bon, mir als déi gréng, mir sinn der Meenung, dass et wuel dat ka sinn. Mä et war och elo schonns méiglech, an de Kollektivvertrag Referenzperioden ze fannen, déi op zwielef Méint konnte goen. Och do war et méiglech, als Géigeeeschitung Congé ze hinn oder Geld, an dat ass vu Fall zu Fall eiser Meenung no elo festzeleeën. An all Kéiers war et och esou an deene Kollektivvertrag, dass méi Flexibilitéit émmer mat enger Géigeeeschitung verbonne war.

Och den Horaire mobile bleibt mat dësem Gesetz nach émmer bestoen als eng Méiglechkeet, fir Beruffs- a Familljeliewen énnern een Hutt ze kréien, am Senn vu Flexibilitéit vun deenen zwou Säiten, fir de Salarié awer och fir de Betrib, an et gétt a verschidde Punkten hei nach eng Kéier preziséiert, wat de Report ass vun Iwwerstonden an esou weider.

Deen neie Modell vun der Gestaltung vun der Referenzperiod ass och ganz ausférerlech, ech hat et scho gesot, vun eisem Rapporteur hei, dem Georges Engel - nach eng Kéier e Merci -, ebe virgestallt ginn. An ech wéll net nach eng Kéier do den Detail eraushuelen.

Eis als déi gréng ass et awer wichteg an dat empfanne mer als ganz positiv, dass eben, wann en neie Modell vu Referenzperiod soll an engem Betrib agefouert ginn, déi ganz Procédure d'information et de consultation preziséiert gétt, dass méi mat de Personaldelegatiounen zesummegeschafft gétt an dass och d'Asprochsprozedur beim Désaccord iwwert d'ITM an den Office national de conciliation geregt a preziséiert gétt.

Wann een, wéi haut, iwwer nei Aarbechtszäitmodeller schwätz, virdrun ass gesot ginn: „Dat ass elo schonn alles méi wéi 15 Joer al, dat hätt kenne schonn éischter geschéien“, dann ass dat sécherlech richteg, mä da muss een awer och an d'Zukunft kucken. An do wäerten och nach ganz aner Volete musse beschwat ginn, an zwar Aarbechtszäitdroum. Nei Modeller sinn och am Rifkin-Bericht scho mat ugeuecht. Téletravail, do hu mer d'Motiuon de Moie jo an déi entspreechend Kommissioune verwisen, déi vum Claude Haagen hei virgedroe gi war, déi eben an déi dote Richtung geet.

Zum Schluss: Dëse Projet de loi, esou gesinn et déi gréng op jidde Fall, ass am Intérêt vun deenen zwou Säiten. E bréngt der Entreprise eng méiglech Flexibilitéit, déi net am Kollektivvertrag eben oder ouni Kollektivvertrag ka ge-regelt ginn. Se bréngt dem Salarié geregelt Aarbechtszäiten, wat wichteg ass am Senn vu Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz, well némme gutt Aarbechtsbedéngunge kennen e positiven Impakt hinn op Krankmeldungen, Burn-out an awer och op d'Produktivitéit. Et sinn émmer déi zwou Säiten, déi mat verbonne sinn. A wéi esou dacks am Liewe gétt et och an dësem Dossier náischt fir náischt.

An do wollt ech scho mäi Schlusssaz maachen. Mä da muss ech awer nach eng Kéier kuerz op de Virriedner vun der CSV agoen. Bon, ech sinn elo selwer och iwwerschatt iwwert den Non-Accord vun der CSV zu dësem Projet de loi. Bon, ech war, souwält ech mech erénnere kann, an alle Kommissionssätzungen derbäi an ech hinn deen Dissens, esou staark wéi en elo hei virgedroe gétt vum Här Spautz, net gespuert. Bon, ech hat vlächt net all meng Sen-soren ageschalt.

#### (Hilarité)

Déi Lénk, déi hinn eng ganz Partie Amendementer erabruet, an d'Kommission huet iwwert déi Amendementer ent zu ent ofg-stemmt. A mir waren natierlich net mat all deenen Amendementer d'accord. Et si souguer ganz wéineg zréckbehale ginn, déi iwwerholl gi sinn. Do hu mer als ganz Kommission iwwer all Amendment ofg-stemmt an duerno hu mer och e Rapport ugeholl. Mir hinn e Rap-port unanime ugeholl, an duerfir sinn ech esou erstaunt iwwert den Non-Accord vun der CSV. Mä jiddwereen huet d'Recht, seng Meenung zu deem Moment, wou e fénnt, virzedroen.

An domat ginn ech den Accord vun der grénger Partei zu dësem Projet de loi. Merci.

#### Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, och Merci un de Kolleg Georges Engel, deen dése Projet hei wierklech an den Detailler virgedroen huet, och op eng Manéier, datt, mengen ech, de Gros vun de Leit et verstanen huet.

Dat Gesetz, wat mer haut hei an der Diskusioun hinn an zur Ofstëmmung, ass eng Reorganisatioun iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun, méi prezis iwwert d'Referenzperiod, wéi d'Leit schaffen. Et ass hei gesot ginn, déi Ge-schicht huet e laange Baart, an duerfir ass et e Meritt, ob e elo fir dat Gesetz oder géint dat Gesetz ass, datt de Minister et awer fäerde-bruecht huet, fir endlech e Projet an d'Chamber ze bréngen.

De But war, fir e Komproméiss ze fannen téschent deenen zwou Säiten, den Entreprises an dem Salariat, fir méi Flexibilitéit an d'Aarbechtswelt eranzekréien, déi engersäits vum Patronat gefrot ginn ass, an awer op däer anerer Sait och d'Salariat, wann et do mat op dee Wee geet, fir méi onregelméisseg ze schaffen, datt et dat op däer anerer Sait och honoréiert kritt. Dat schéngt mer eng normal Approche ze sinn, datt jiddwereen eppes huet.

De Betrib hätt gär méi Flexibilitéit an d'Salariat hätt déi gären deementspreechend och indemniséiert, well och si hinn e Recht, wann dat op d'Káschte vun hirem Privatliewe geet, onregelméisseg ze schaffen, vun hirer Famill, datt se dat iergendwéi kompensiéert kréien. Do muss also och eng Plus-value fir déi zwou Säiten ufa-len, fir datt et eng gerecht Basis huet.

D'Referenzperiod gétt ausgedeent, an duerfir gétt et méi Congé. Wéi gesot, ech brauch net méi op déi Bestëmmungen am Detail anzo-goen. De Georges Engel huet dat ganz gutt gemaach. D'Resultat, wat mer elo hei virleien hinn, gétt vun der Salaratssait, an hirer grousser Majoritéit, géif ech zumdest soen, positiv bewäert, a vun der Patronatssait, an hirer grousser Majoritéit, géif ech soen, negativ bewäert.

Déi Diskussiouen, déi gefouert si ginn, hinn zu kengem Accord fonnt. An ech wéll mech vun eiser Sait aus elo net an déi Polemik, déi duerno entstanen ass, an déi Tounaart, déi duerno entstanen ass, améischen. Et kann een dat just bedaueren!

Et kann een et bedaueren, datt mer op esou engem Punkt wéi deem heite keen Accord fonnt hinn, datt mer keen Accord fonnt hinn téschent deenen zwou Säiten, well ech mengen, mir hu schonn a vill méi kompliziéerten Dossieren hei am Land an der Vergaangene-heit Accorde fonnt, mat deene jiddweree konnt liewen. Et ass ze bedaueren, datt an dësem Punkt, dee jo och némmen eng bestëmmten Zuel vu Betriber betréfft, an da géif ech soen, datt et net revolutionär ass, vu wat hei

d'Betriber beträff ginn, datt do keen Accord fonnt ginn ass.

D'Regierung huet hir Responsabilitéit geholl. An ech wéll soen, datt mir och léiwer gesinn hätten, datt ee méi e Kader gesat hätt, datt ee gesot hätt: „Hei, d'Betriber müssen eng Kom-pensatioun maachen, mä dat ka Congé sinn oder eng Indemnitéit, déi muss bezuelt ginn“, well ech der Meenung sinn, datt och vill Salariéen net onbedéngt alleguer méi Congé wél- len, mä verschidder hätten och vlächt grad-esou gär méi Suen an der Pai.

Et hätt een am Fong de Betriber an de Salariéen do kenne méi eng Flexibilitéit ginn, well mir wéssse jo, dat ass jo hei prioritar an deene Betriber, wou mer keng Kollektivvertrag hinn. An do ass nun emol eben nach émmer ganz d'Regel, datt d'Négociatiounen direkt an deene Betriber téschent dem Patron an dem Salariat gefouert ginn. Datt een e Kader setzt, datt muss négociéert ginn an datt muss indemni-siéert ginn, fannen ech richteg, mä et hätt ee kunnen do eng gewéssse Marge de manœuvre loossen a just de Kader maachen.

Op däer anerer Sait mengen ech, dat hinn ech och schonn d'escht Woch hei gesot, wéi mer iwwert de Mindestloun diskutéiert hinn, wa mer iwwerall Kollektivvertrag hätten, da brächte mer déi Diskussiouen och net iwwert de Mindestloun ze feíieren, dann hätte mer am Kader vun de Kollektivvertrag Mindestléin. Et kéint een och e Mindestloun aféieren, mä de Problem géif wahrscheinlich iwwert de Kader vun de Kollektivvertrag da geregt ginn.

Hei si mer an enger änlecher Situations. An d'Kolleegin Taina Bofferding huet et och ugeschnitten. Et feiert och vlächt dozou, datt d'Betriber, déi sech bis elo opposéiert hinn, fir Kollektivvertrag ze maachen an neie Branchen, datt mer Kollektivvertrag kréien, wou mer dann d'Méiglechkeet hinn, téschent de Sozialpartner am Kader vun de Verhandlunge vu Kollektivvertrag Formullen ze fannen, déi jo awer elo scho bestinn, a wou méi eng Flexibilisierung an dem Accord méiglech ass.

Duerfir, wéi gesot, et ass en Encouragement, géif ech soen, an déi Richtung, an d'Betriber, mengen ech, wieren och gutt beroden, wa se géife versichen, méi énnér Kollektivvertrag ze falen. Well all déi Betriber, déi énnér Kollektivvertrag falen, ech hinn duerno ni méi héieren, datt déi Betriber gesot hinn: „Mir welle keng Kollektivvertrag méi“, mä et huet och si arrangéiert, well se woussten, wéi hir ganz Aarbechts- a Lounorganisatioun am Betrib wier. Se ware längerfristeg planungssicher, a jiddweree wousst, wou e mat deem aneren dru war. Et brauch net mat deenen Eenzelnen négociéiert ze ginn, mä et kann ee mat enger Delegatioun oder mat enger Gewerkschaft négociéieren, an et ass fir jiddweree dann herno bindend, an och, wat d'Konkurrenz énnert deenen einzelne Betriber vun deenen einzelne Branchen ubelaagt, ass et eng neutral Operatioun, well all Betrib déiselwecht Loun- an Aarbechtskonditiounen muss respektéieren. Duerfir hu mer alle-guer Intérêt, fir d'Betriber ze encouragéieren, an déi Richtung ze goen.

D'Gesetz gesät vir, datt mer a fénnef Joer e Bilan zéien. Wa mer kucken, wéi laang datt mer do gebraucht hinn, fir dat Gesetz hei ze kréien, 17 Joer gétt geschwatt; net dat heite Gesetz, ech menge mat allem, wou mer schonn iwwert déi Fro schwätz! Dat Gesetz hei selbstverständliche huet keng 17 Joer gebraucht, mä d'Diskussiouen zum Sujet, déi hinn e laange Baart. Duerfir mengen ech awer, datt fénnef Joer e bësse wäit geograff sinn, well mer wéssen, wéi séier d'Evolution haut geet, a well mer awer och wéssen, wéi émstridden dat heiten ass. An ech mengen, mer müssen eins eppes bewosst sinn: Wa mer d'Betriber hei net mat an d'Boot erakréien, an de Risiko besteet, datt mer se net mat an d'Boot erakréien, da verfeelt dat Gesetz hei sái But. Da verfeelt et sái But, da bleibt alles beim Alen. An dat war jo awer net de Senn an den Zweck.

An duerfir, ech weess et net, mir waren net derbäi. Ech mengen, et war kee vun eis derbäi. Mir verfollegen déi Debatte just aus der Press, déi no bausse gefouert si ginn. Mä menger Meenung no wier et nach eng Kéier derwäärt gewiescht an et wier kengem eng Zack aus der Kroun gefall, wa sech nach eng Kéier zesus-megesat gi wier an et hätt een nach eng Kéier mam Patronat geschwatt. Dat hätt vlächt den Toun geschwächt an et hätt awer vlächt kënnen zu engem Komproméiss féieren, deen hei elo net fonnt ginn ass.

Mir géifen also soen: Och wann an dem Gesetz steet, datt no fénnef Joer de Bilan soll gezu ginn, sinn ech der Meenung, datt d'Regierung gutt berode wier, schonn éischter dat ze maachen. Hei ass eng Obligation, géif ech soen, no fénnef Joer, mä d'Méiglechkeet besteht awer och, fir schonn éischter e Bilan ze zéien, fir ze kucken, wéi dat Ganzt evoluéiert. Well wann et esou geet, wéi dat Ganzt evoluéiert. Well wann et esou geet, wéi verschidde Patronats-

kreesser et soen, da wier et bedauerlech, datt dat Gesetz net méi positiv Répercussionen op dat Ganzt hätt.

Mir wäerten als ADR net géint dat heite Gesetz stëmmen, well et e Schratt no vir ass. Mir hinn awer eis Bedenken a bedaueren, datt mer kee Komproméiss fonnt hinn. An duerfir wäerte mer eis enthalen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. An de leschte Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (d'éi Lénk).** - Merci, Här President. D'Diskussioune ronderëm d'PAN-Gesetz hinn an deene leschte knapp 20 Joer scho méi wéi eng Kéier d'Chamber an och d'Effel-lechkeet beschäftegt. An dat huet och sái Grond, well d'Froe ronderëm Aarbechtszäit an Aarbechtsorganisatioun schonn émmer zentral ware fir déi Leit, déi vun hirem Akommes, vun hirem Salaire liewen.

Zanter der Mett vum 19. Jorhonnert steet d'Fuerderung no enger Reduktioun vun der Aarbechtszäit nieft der Lounfro am Zentrum vun de Revendicatione vun der Aarbech-terbewegung. Dobäi waren Iwwerleeuungen zur Gesondheet a Sécherheet genesou wichteg, wéi dat iwwergeuerndet emanzipatoires Zil, fir näämlech déi Zäit, déi e Salarié an engem Lien de subordination zu sengem Employeur steet, ze begrenzen an ze encadréieren.

D'Organisationen vun der Aarbecht ass also e Schlësselement, fir en dezent Liewen iwwer-haapt ze erméiglen. Am 20. Jorhonnert sinn duerch sozial a gewerkschaftlech Ausenanersetzung dës Fuerderung lues a lues zu gel-tendem Recht ginn. D'Begrenzung vun der Wochenaarbechtszäit op successiv 56, 52, 48, 44 a 40 Stonne waren Etappen an deem Pro-cess.

All Reduktioun vun der Aarbechtszäit ass duerfir och zu Recht als soziale Fortschritt betreucht ginn, woubäi bei jiddwerenger vun deenen Etappen, déi mer haut als selbstverständliche betreuchen, wéi d'Ofschafe vun der Kanner-arbecht zum Beispill, d'Vertieder vum Kapital Zeter a Mordio gejaut hinn, datt d'Ekonome zesummebricke géif an dat eis Economie net méi kompetitiv genuch wier. Dat kennt engem alles zimlech bekannt a leider aktuell vir, well effektiv d'Essenz vun der Ausenanersetzung téschent Kapital an Aarbecht och haut nach déiselwecht ass.

Déi lescht grouss Etapp vun Aarbechtszäitreduzéierung hei am Land ass entre-temps iwwer 40 Joer hier a geet op d'Joer 1970 zréck, wou de Kader geschaافت gouf, fir déi successiv Reduzéierung vun der Wochenaarbechtszäit op 40 Stonnen anzeelen.

Am Rapport vun der deemoleger Sozialkom-missiou steet als Paukenschlag direkt op der éischter Sait: «Vers 1985...», also déi Zäit ge-duecht, a 15 Joer, «...l'homme ne travaillera pas plus que 30 heures par semaine, 40 semaines par an, 35 années durant toute sa vie.» Deen deemolege Rapporteur huet eng wesent-lich Reduzéierung vun der Liewensaarbechtszäit fir eng relativ no Zukunft an Aussicht ge-stallt. Den deemolege Rapporteur war keen anere wéi de Jean Spautz!

Dés Zukunftsperpektiv war basiert op den ze erwaardende Produktivitéitsgewänner. Och schonn deemolegs si Phenomeener wéi Robote-riséierung an Digitalisierung virausgesi ginn. Phenomeener, mat deene mer haut liewen an déi d'Aarbechtsprozesser zanterhier onheem-lich rationaliséiert hinn. 1970 huet d'Chamber kee Jeremy Rifkin gebraucht, fir d'Enn vun der Aarbecht virauszesegen a se ze verbanne mat enger fortschrëtlecher Perspektiv fir d'Menschen.

Mir kennen awer och d'Geschicht. Tésch deemolegs an haut läit manner eng wesentlich aner Produktivitéitsentwicklung. Tésch deemolegs an haut leit virun allem en anere politische Wällen an aner politesch Kräfteverhältnissen an eiser Gesellschaft. Tésch deemolegs an haut leit 40 Joer Neoliberalismus, déi all Aspiratioun op gesellschaftlichen a sozialen Fortschritt énnert dem Mantra vun der verallgemenger Konkurrenz vu jiddwerengem mat jiddwerengem begruewen hinn.

An dëst war och de Kontext, an deem 1999 dat éischter PAN-Gesetz votéiert



# SÉANCE 19

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Verschidde Bestëmmungen aus där PAN-Ge-setzgebung waren ugeluecht als eng Zort Kri-sepolitik, en Instrument, dat sollt op d'Kris vum Aarbechtsmaart reageieren. D'PAN-Gesetzer waren duoder zuätlech begrenzt, fir eben deen temporäre Charakter vun där Flexibilisierung, déi de Salariéen ofverlaagt gëtt, ze énnersträichen.

Bei der Analys vum Projet, dee mer elo hei vir-leien hunn, muss ee sech duerfir, menge mer, e puer Saache virun Aen halen.

Éischtens, et geet och hei net oder ganz wéi-neg ém d'Bekämpfung vum Chômage. Et ginn heimadder Iwwergangs- an Ausnamebestëmmungen, déi eng Reaktioun op eng Kris sollte sinn, ee fir alle Mol festgeschriwwen. Dat heesch, den temporäre Charakter gëtt ewech-geholl, mä d'Mesuren, déi dëst Gesetz propo-siéert, gi festgeschriwwen. An drëttens gëtt de Maximum u Flexibilitéit an d'Gesetz geschriwwen, deen den europäesche Kader erméig-lecht, näämlech eng Referenzperiod vu bis zu véier Méint.

Besonneesch déi zwee lescht Elementer hunn d'Alarmklacke laude gelooss, mä nawell huet d'Konzept vum Aarbechtsminister op den éische Bléck duerhaus interessant geklungen. Wann d'Referenzperiod, esou heescht et, ver-längert gëtt, da gëtt et och zousätzleche Congé fir déi Beschäftegt; ee Prinzip oder eng Philosophie, däir mir princiell eis Zoustëmmung kenne ginn. Bei méi geneeér Lektür muss een awer feststellen, datt dat Ganzt guer net esou evident ass, ugefaange bei der Rech-nung selwer: méi Congé fir méi Flexibilitéit.

De Minister ass net midd ginn an och am Exposé des motifs ass et ausdrécklech virge-rechent ginn, datt an énner wéi enge Bedéngungen eng Entreprise bei deem neie Modell gagnante ka sinn, wa se d'Referenzperiod op zwee, dräi oder véier Méint ausdeint. Dat heesch, et ass ausgerechent ginn, wat eng Entreprise gewanne kann un Netausbeuele vun Iwwerstonnen, wa se d'Méiglechkeete vun der Referenzperiod benotzt. An et stellt ee fest: Déi Méiglechkeete gëtt et! Et gëtt déi Méiglechkeeten, datt d'Entreprise gewént, dat heesch, datt si en rapport zu haut manner Iwwerstonnen urechne muss.

Natierlech ass d'Entreprise net gezwongen, d'Referenzperiod auszeweiden, wa se mierkt, datt et fir si näisch bréngt. Mä iwwerall do, wou et Gewënner gëtt, déi manner Iwwerstonnen urechne müssen, do gëtt et och Verléerer. An deem Fall de Salarié, dee manner Iwwerstonnen zegutt huet, souguer wann een déi Stonnen, déi ee bâkritt, iwwert d'Congésdeeg bâirechent, an ouni duerfir awer manner müssen ze schaffen.

An dat ass ee vun den Haaptkritikpunkte vun eis um Gesetz: De Patron verléiert ni bei dëser unilateraler Décisioun, déi hien hëlt. De Salarié kann awer verléieren, souguer mat sengem Surplus u Congé.

Zweetens sinn an eisen Aen ausgeschloss vun dëser Regelung d'Kollektivvertrag, wat jo och novollzéibar ass, well d'Sozialpartner sech géigesäitg op e Modell eenegen. Ausgeschloss sinn awer och déi Leit, déi an engem Betrib schaffen, déi haut schonn en Horaire mobile hunn. Wuvelstanen, d'Période de référence, also d'Flexibilisierung, kann ausgedeint ginn, mä et entsteet an deene Fäll kee Recht op zousätzlech Congésdeeg. Fir déi beträffé Salariéen, wat wuel besonnesch am Déngschleeschtungssektor de Fall ass, ass dat mat Sécherheet zumindest kee Fortschrëtt.

Drëttens kënnt dëst dohier, datt entgéint deem, wat een unhuele kéint, et net déi ver-längert Referenzperiod ass, déi d'Recht op de méi Congé opmécht, mä de Plan d'organisation du travail. An deem ka sech justement net némmen den Horaire mobile substituéieren, mä de POT selwer kann Ursach vun Au-senansersetzunge sinn, de POT kann ugefecht ginn, hie kann a la limite suspendéiert ginn, jo souguer zu gewerkschaftlechen Aktioune féieren. Dat heesch, et ass duerchaus denkbar, datt ee mat Situationskonfrontéiert ass, wou e POT a Fro gestallt ass, mat alle Konsequenzen, déi druhänken, mä nawell gëllt d'Referenzperiod.

Här President, mir hu gemierkt, datt déi an-fänglech Entrüstung vun de Patronatsvertreider sech entre-temps a ganz iwwerschaubare Grenzen hält. A mir menge pour cause, well se kënnten effektiv eventuell vun deenen neie Mechanisme profitéieren. A wa se dat net maachen, brauche si se och net ze applizéieren. Et ass also net an eisen Aen eng Win-win-Situatioun, mä eng One-winner-for-sure-Situatioun.

An et géife sech och nach aner Froe stellen, wat d'Konsequenze si fir déi Leit, déi méi wéi een Aarbechtsvertrag müssen hunn. Wat bedeut déi dote Flexibilisierung, d'Erausforderung vun der Flexibilisierung fir si? Kënnen déi iwwerhaapt nach méi flexibel sinn? An am

meeschte fält dat jo op Leit, déi am Niddreg-lounsekteur beschäftegt sinn.

Här President, mir kënnten dëst Gesetz an därdoter Form net matdroen, well niet punkuelle Fortschrëtter, déi et och gëtt, en transitoresche Krisesystem zur allgemenger Regel gëtt, a well d'Géigeeeschtingen - e puer Stonnéen fräi d'joer méi - a kengem Verhältnis zur Opportunitéit fir d'Betriber stinn a well et an eisen Aen net op der Héicht ass, fir eng wierklech Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Beschäftegten ze beférderen.

Mir hunn an der Kommissiou, an dat ass schonn e puermol ugeklangen, opgrond vun deem ministeriellen Text Proposéen entwéckelt, déi mer an der Kommissiou duergeluecht hunn an déi och do zum Vott gestallt gi sinn.

Et si sechs Amendementer, déi mer och hei nach eng Kéier wëllen an d'Diskussiou erabréngen an déi ech lech dann heimadder géif offiziell déposéieren.

## Amendement 1

Article 1, point 4 (modification de l'art. L.211-6, paragraphe 2, alinéa 5):

Il est proposé de compléter l'alinéa 5 du paragraphe 2 de l'article 211-6 comme suit:

« sous la réserve du constat de non-conciliation devant l'Office national de conciliation, saisi selon l'article L.211-7 (2), qui met automatiquement fin à la période de référence. »

Commentaire: Le Conseil d'État se demande comment la délégation ou les salariés concernés pourront remettre en cause une période de référence qui, une fois décidée, risque de rester à l'infini. Il est proposé de faire cesser la durée d'une période de référence par le non-accord sur la contrepartie, le POT, devant l'Office de conciliation. Les parties seront alors à nouveau remises sur un pied d'égalité.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

## Amendement 2

Article 1, point 4 (modification de l'art. L.211-6, paragraphe 2, alinéas 8-11):

Il est proposé au paragraphe 2 de supprimer les alinéas 8-11 et d'ajouter les alinéas 8-10 suivants:

En cas d'établissement d'un plan d'organisation du travail tel que prévu à l'article L.211-7 et pour une période de référence ayant une durée entre plus de un mois et deux mois au maximum un congé supplémentaire de un jour et demi par an est dû aux salariés qui sont effectivement concernés par le plan d'organisation du travail en question.

En cas d'établissement d'un plan d'organisation du travail tel que prévu à l'article L.211-7 et pour une période de référence ayant une durée entre plus de trois mois et quatre mois au maximum un congé supplémentaire de trois jours et demi par an est dû aux salariés qui sont effectivement concernés par le plan d'organisation du travail en question.

En cas de besoin et notamment pour les salariés à temps partiel ces jours de congé sont proratisés.

Chaque période de référence ayant une durée entre plus de un mois et deux mois au maximum abaisse la durée normale de travail prévue à l'article L.211-5 à 39 heures par semaine pour chaque salarié effectivement concerné par le plan d'organisation du travail en question.

Chaque période de référence ayant une durée entre plus de deux mois et trois mois au maximum abaisse la durée normale de travail prévue à l'article L.211-5 à 38 heures par semaine pour chaque salarié effectivement concerné par le plan d'organisation du travail en question.

Chaque période de référence ayant une durée entre plus de trois mois et quatre mois au maximum abaisse la durée de travail normale prévue à l'article L.211-5 à 37 heures par semaine pour chaque salarié effectivement concerné par le plan d'organisation du travail en question.

Commentaire:

1) C'est la période de référence décidée (et non plus l'existence préalable d'un POT) qui ouvre droit à la contrepartie.

2) Il est proposé de remplacer le système du congé supplémentaire annuel (à prendre plus tard) par une baisse du temps de travail pour les travailleurs concernés de 1 à 3 heures par semaine selon la durée de la période de référence (devenant effective tout de suite). Ainsi la semaine de 39, 38 et 37 heures serait introduite

pour les salariés soumis à un régime de flexibilité du travail.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

## Amendement 3

Article 1, point 4 (modification de l'article L.211-7, paragraphe 1):

Il est proposé de remplacer l'alinéa 1 par le texte modifié suivant:

Sous peine de nullité de la période de référence, toute entreprise établit en temps utile, et au plus tard cinq jours francs avant le début de toute période de référence visée à l'article L.211-6, un plan d'organisation du travail, couvrant au moins un mois pour toutes les périodes de référence supérieures ou égales à un mois, un ou plusieurs plans d'organisation du travail d'une validité minimale d'un mois pour chacun d'entre eux et couvrant ensemble l'intégralité de la période de référence portant sur l'activité prévisible de l'entreprise au cours du plan d'organisation du travail. Ces plans portent sur l'activité prévisible de l'entreprise au cours du plan d'organisation du travail et sont établis en temps utile et au plus tard cinq jours avant leur entrée en vigueur.

Commentaire: La présence d'un POT (facteur sécurité pour le salarié) est indispensable pour la période de référence (facteur flexibilité pour l'employeur). Il est également exigé que toute la période de référence soit couverte par un ou plusieurs POT.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

## Amendement 4

Article 1, point 4 (modification de l'article L.211-7, paragraphe 2)

Il est proposé d'ajouter un alinéa 5 nouveau de la teneur suivante:

«La même procédure de désaccord s'applique en cas d'absence de plan d'organisation du travail régulièrement introduit, constatée par la délégation du personnel ou, à défaut, par les salariés concernés.»

Commentaire: La délégation ou les salariés concernés pourront non seulement contester un POT qui leur est soumis pour avis, mais également l'absence d'un POT.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

## Amendement 5

Article 1, point 4 (modification de l'article L.211-7, paragraphe 4, 1<sup>er</sup> alinéa):

Il est proposé de compléter l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi:

«Dans le cadre d'un plan d'organisation du travail tel que prévu dans le présent article ou d'un horaire mobile négocié d'un commun accord entre l'entreprise et la délégation du personnel ou, à défaut, les salariés concernés tel que prévu à l'article L.211-8 et dans le respect du paragraphe 1 de l'article L.211-12, sont à considérer comme heures supplémentaires au sens des articles L.211-22 et suivants les heures de travail dépassant par mois:»

Commentaire: Le régime de la détermination des heures applicables pour le POT en vertu des alinéas 8 à 10 du paragraphe 2 de l'article L.211-6 doit également s'appliquer pour le régime de l'horaire mobile.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

## Amendement 6

Article 1

Il est proposé d'ajouter un nouveau point 9 de la teneur suivante:

«Le premier alinéa de l'article L.233-4 est modifié comme suit:

La durée du congé est d'au moins vingt-cinq trente jours ouvrables par année, indépendamment de l'âge du salarié.»

Commentaire:

La dernière augmentation du congé annuel date de la réforme du 26 juillet 1975 qui portait le congé annuel à 25 jours pour tous les salariés, indépendamment de l'âge du salarié ou de son ancienneté de service. Cette réforme modifiait la loi du 22 avril 1966 qui avait à l'époque introduit une uniformisation du régime du congé annuel et prévu 18 jours de congé pour tous les salariés du secteur privé.

La réforme de 1975 introduisait également la semaine de 40 heures pour tous les salariés. Le temps de travail hebdomadaire ainsi que le congé annuel sont donc inchangés depuis bientôt 42 ans.

La loi dite PAN de 1999 a pourtant introduit une flexibilisation accrue du travail en défaveur des salariés, notamment à travers des horaires de travail de moins en moins fixes et la disparition insidieuse des limites du temps de travail. Cette flexi-

bilisation ainsi qu'un temps de travail hebdomadaire qui est parmi les plus élevés en comparaison avec les pays voisins conduisent à une pénibilisation accrue du travail et pesent sérieusement sur la santé et le bien-être d'un nombre croissant de salariés.

Il est également à noter qu'en 2012 le congé annuel dans le secteur privé se situait en moyenne déjà à 27,4 jours (Statec) et donc au-dessus du minimum fixé par la loi de 1975. Les conventions collectives dans certains secteurs ou certaines grandes entreprises prévoient souvent un congé annuel supérieur aux 25 jours prescrits par la loi ce qui fait augmenter la moyenne. En revanche les salariés dans les petites entreprises et les secteurs sans convention collective se retrouvent toujours avec le minimum de congé annuel et sont de plus en plus défavorisés par rapport aux salariés dans les grandes entreprises et/ou concernés par une convention collective.

Une augmentation du congé annuel légal permettrait donc d'améliorer la qualité de vie de beaucoup de salariés.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

**D. M. Marc Baum** (délai Lénk).- Amendement, wou mir mengen, datt et op därd Grondlag, déi de Minister presentéiert huet, Saache méi kloer mécht a kéint derzou bâidroen, datt et e wierkleche soziale Fortschrëtt fir d'Leit wier.

Merci.

**D. M. David Wagner** (délai Lénk).- Très bien!

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Baum. D'Riednerléscht ass erschöfft, an den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit, ass schonn um Wee fir op d'Tribün. Dir hutt d'Wuert, Här Minister.

## Prise de position du Gouvernement

**D. M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv war et e laange Prozess, bis mer zu dësem Kompromiss - an ech betounen nach eemol „Kompromiss“ - komm sinn. Mä Dir wësst alleguer, fir e Kompromiss ze fannen, musst Der Parteien hunn, déi bereet sinn, och e bësse Waasser an hire Wainé schédden. Wann een natierlech dervun ausgeet, datt engem seng Fuerderunge müssen zu 100% erfëllt ginn, dann ass an deem Senn kee Kompromiss méiglech. Da muss ebe probéiert ginn, iwwert déi Situationsewech eng Léisung fonnt ze ginn. A wéi dat scho betount ginn ass: Et war wierklech un der Zäit, däir doter Diskussiouen en Enn ze bereeden an eng Léisung op den Dësch ze leeën.

Firwat ass et menger Meenung no e Kompromiss? Majo, well d'Fuerderunge vun deem enge war, haapsächlech ze soen - an ech contestéieren dat och net -: Mir brauchen e bësse méi Loft. Mir brauchen e bësse méi - obwuel dat Wuert jo e bësse verpönt och ass - Flexibilitéit, fir de Variatiounen an den Aktivitésen a ville Betrib besser entspriechen ze kënnen. Dat ass legitim. Effektiv, ons Ekonomie haut, déi variéiert a ville Secteuren. Déi fonctionnéeert verschidden Zäite méi. Dir hutt also e Besoin, fir lech un déi Variatiounen unzepassen. An dat muss een och kenne gériéieren am Betrib.

Dat war net eng Demande vun de Gewerkschaften; wat ech och absolut verstinn. D'Gewerkschaften hunn ni eng Extensioun vun der Période de référence gefrot. A wa mer haut soen, mir maachen déi Extensioun vun engem Mount op véier Méint, dann ass dat u sech d'Koncessioun gewiescht vun de Gewerkschaften, fir dat ze akzeptéieren, datt mer vun engem Mount op véier Méint ginn.

Eng Parenthèse op: Mir haten an deem Gesetz e komisches Artikel. An dee komisches Artikel huet dodra bestanen, datt et méiglech war, bei de Minister ze pilgeren an ze soen: „Voilà, ech hu kee Kollektivvertrag an ech hätt gären eng Période de référence bis sechs Méint.“ An da war et um Minister ze décidéieren - um Minister ze décidéieren! -, ob déi Entreprise dat géif verdé



# SÉANCE 19

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Méglechkeet ofgeschaft. An e bëssen erëm fir den Equilibre, dat heescht èmmer an där Suerg vum Kompromëss, hu mer déi véier Méint installéiert an net déi dräi Méint, déi laang an der Diskussiou waren, mä wou ech mengen, datt, wann d'Direktiv - dat heite berout jo och zum Deel op der Aarbechtszätdirektiv - véier Méint virgesäßt, véier Méint erlaabt, bon, firwat soll een dann net eventuell och op déi véier Méint goen?

D'Contrepartie - an ech sinn absolutt d'accord, wann een e Kompromëss mécht, da muss een och eng Contrepartie iergendwou liwweren -, déi war d'Aarbechtszäit. Déi war eng Fuerderung, déi, ech mengen, u sech ganz moderat ass, wann ee kuckt, èm wat et hei geet. Hei geet et èm téschent zwielef an 32 Stonne Reduktions vum Temps de travail maximum, wann een op déi verschidde Modeller vu Flexibilitéit zréckgräfft.

Elo liesen ech... Hei ass dat net esou direkt gesot ginn, mä ech wëll awer vun der Geleéenheet profitéieren, fir nach eemol dorop zréckzkommen. Elo liesen ech, datt dat heiten e System wier, deen iwverhaapt net flexibel wier, deen enorm bürokratesch an administrativ Problemer a Barrièrë géif schafen. Ech perséinlech hunn déi Barrières net gesinn. Ech hunn éischter fonnt, dee System vu virdrun, wou een huet misse bei de Minister pilgeren... Iwwregens net ganz vill Entreprises hunn dovu Gebrauch gemaach; emol net 30 am Joer, eng 20 bis 25.

Deen heite System ass ganz einfach. Et ass eigentlech eng Saach, déi sech an der Entreprise ofspillt an dem Chef d'entreprise, dem Employeur, d'Méglechkeet gétt ze soen: „Bon, mir sinn an enger Situations, wou mer gewësse Variatiounen hunn. Mir mussen eis un déi Variatiounen upassen, also wier fir ons déi beschte Léisung eng verlängert Referenzperiode.“

E consultéiert seng Leit, wou ech da soen, wat... Et gétt èmmer gesot, de Minister mat der Delegatioun wier eng aner Optioun gewiescht. Ech maachen dann eng zweet Parenthèse op. An da soen ech: Okay, dat war eng Optioun. Éischters emol, wat hätt d'Gesetz virgeschriwwen als Kompensatioun? Wat hätte mer gesot? Et muss een Zäit en plus ginn, et muss ee méi Salaire ginn. Wivill ass dat? Wier dat och an d'Gesetz komm? Dat heescht, d'Gesetz hätt eigentlech och dat misse vorschreiben, wat u sech Objet ass vun engem Kollektivvertrag.

Wat wier da geschitt, wann d'Leit gesot hätten: „Mir schaffe flexibel, mir wëllen náisch!“? An dat wier, soen ech lech, a ville Fäll de Fall gewiescht. Mir wëssen allegueren, wéi d'Report-de-forcen entstinn a bestinn, besonnesch och nach an deenen Entreprises, wou et eventuell keng Delegatioun gétt. An där gétt et der jo énner 15. Also, hei ass en Equilibre geschaافت ginn, och wat d'Méglechkeete vu Flexibilitéit ubelaangt a wat och d'Contrepartie ueberlaangt, fir och gewëssen Entreprises op en nämlechte Standpunkt ze setzen.

E Beispill: Wann ech eng PME hunn - an ech mengen, mir denken hei besonnesch un d'PMEen, un déi kleng Entreprises -, wëlle mer hei engem Employeur, engem Patron d'Méglechkeet ginn, wann Der e Secteur huelt, wéi zum Beispill, well den Här Reckinger dat gefrot huet, mentionnéiert huet, e Bäcker. De Bäcker huet am Joer zwou, dräi Perioden, wou e wierklich vill muss drummen, wou d'Geschäft staark leeft. Ben, hei huet en d'Méglechkeet ze soen: „Wàrend deene Perioden, wou ech wierklich e Peak hunn, do hätt ech léiwer eng Période de référence, déi net ee Mount ass, mä zwee Méint. Da kann ech dat équilibréieren, wat d'Leit deen ee Mount méi schaffen, huele se deen anere Mount als Zäit eran.“ Et ass náämlech net esou, datt déi Stonnen, déi ee méi schafft, net iergendwéi awer kompenséiert ginn, déi huet een náämlech als Fräizäit souwissou hadden zugutt. Et huet ee se net als méi bezuelt oder méi héich Fräizäit zugutt, mä et huet ee se als Fräizäit zugutt.

A wann déi dat mécht, déi PME, a seet: „Ech huelen dräioml am Joer eng Period vun zwee Méint“, da ka se 60 Stonnen effektiv gutt-schreiwen. 60 Stonnen, dat heescht, si kritt eng Flexibilitéit an hire Betrib vu 60 Stonnen iwwert déi dräi Perioden, wou se ka spullen, wou d'Leit e bësse méi schaffen a respektiv awer dee Mount drop manner schaffen.

An dat kascht se, wann ech dat dann esou dier soen, dat kascht se sechs Stonne Congé méi! De qui se moque-t-on? Wie fénnt, datt dat heiten eng Laascht ass, énnert dár d'Entreprises hei zu Lëtzburg anscheinend zesumme-

briechen?! Ech mengen, hei erlabe mer enger klenger Entreprise, e bësse méi flexibel ze schaffen, a si gétt awer eng Contrepartie och en ces termes. An duerfir, mengen ech, ass déi do Debatt séier eriwwer, well u sech ass dat keng Debatt!

Mir hunn awer och nach eppes anescht, wou keen drop higewisen huet direkt: Mir hunn déi Eléments imprévisibles geännert. Och déi waren en permanence Debatt zur Contestatioun, well wat heescht dat, en Événement imprévisible? Wat heescht dat? Fir een ass eppes imprevisé, fir en aneren absolutt net! An hei hu mer eng Regel. D'Gesetz virdru war esou ver-klausuliert, datt natierlech all Interpretatioun, besonnesch déi vum Employeur, èmmer zougetraff huet. Hei hu mer eng Regel, déi kloer ass, déi objektiv ass an déi einfach ass. Ech soen dir dräi Deeg virdrun: „Du muss anescht oder méi schaffen.“ Da fánkt et un, eng Iwwerstonn ze ginn. Wann dat virdru gesot ass a virdrun arrangéiert ass, dann ass et keng. D'Flexibilitéit kann net némmer an engem Senn spiller. Och de Salarié muss d'Recht hunn, sái Liewen ze organiséieren. Ech mengen, dat ass vu ganz villen hei virdru scho gesot ginn.

An dat ass de Punkt, mengen ech, wou een och dat Gesetz hei muss gesinn. Mir sinn natierlech besuergt, och de Lëtzebuerger Entreprises déi Margen ze ginn, wat d'Kompetitivitéit, d'Produktivitéit ubelaangt. Dat ass ganz kloer. Mir wëllen do d'Lëtzebuerger Betribet net defavoriséiere par rapport zu aneren.

Mä nieft der Kompetitivitéit an der Produktivitéit gétt et och nach eppes anescht, an dat ass d'Wuelbefanne vun de Leit, dat ass d'Wuelbefanne, d'Gesondheet, d'Sécuritéit vun de Leit, mä awer och hir Méglechkeet, hiert Liewen ze organiséieren, wat mer jo esou gär an onse Riede gebrauchen, deen Equilibre téschent Vie familiale a Vie professionnelle. Eh bien, hei ass e Gesetz, wat zumdest kloer Barrièrë schaft an net seet: „Natierlech kénns di schaffen esou vill an esou laang wéi s du vläicht net onbedéngt wëlls, mä wéi eben d'Emstann dat verlaangen.“ An duerfir sinn och an deem Gesetz hei déi Limitten agebaut, déi Limitte vun 12,5% respektiv 10%.

Éischters emol, wat ee méi schafft, wat ee méi midd gétt am Prinzip, wat een och méi a Situatione kénnt, wou ee manner attentif ass. Dat ass och eng Saach vu Santé, vu Sécuritéit, vu Geforen, a mir wëssen allegueren, wéi mer an deene leschte Méint eng Zuel vu schlëmmen Aarbechtsaccidenter haten. An ze mengen, ech kéint d'Aarbechtszäit no uewen drécken, souguer dann, wann et e Peak ass, ouni Limitt, an dat iwwer eng längere Zäit ewech - dat ass falsch gerechent, well et soll een net mengen, do géif d'Produktivitéit eropgoen. Ech mengen, Verschiddener hunn dat mentionnéiert, do geet d'Produktivitéit ganz schnell no énnen, an den Absenteismus oder wou d'Leit op eemol krank ginn och.

An duerfir, mengen ech, ass dat heiten och do an deem Senn en absolutten Equilibre. Aarbechtszäit ass keen Tabu! Ech ka mech èmmer némme wonneren iwwert déi Diskussiou och an anere Länner, wéi schlëmm datt dat wier, iwwert d'Aarbechtszäit ze diskutéieren!

Et ass virdru gesot ginn: Mir hunn en historeschen Trend gehat fir d'Aarbechtszätdrektiou! An deen Trend wäert net bei deene 40 Stonne respektiv bei manner ophalen, a besonnesch net dann, wa mer kucken, wéi den technologesche Fortschritt weidergeet. Némme wahrscheinlech iwwer Aarbechtszätdrektiou bréngt mer et färdeg, do iergendwéi de Chômage oder den Emploi am Équilibre zu halen. An ech mengen, et ass keng Gesellschaft, déi no Fortschritt strieft, déi seet: „Ma neen, jidd-weree muss nach e puer Stonne méi dropdrummen!“ Dat ass net de But. Mir musse kucken, och do de richtegen Équilibre ze halen.

An iwwregens, wéi dat Gesetz vun 2002 gestëmmt ginn ass, du war eng Motioun an der Chamber, et misst och iwwer Aarbechtszätdrektiou diskutéiert ginn. Dat ass ni geschitt an deem heite Kontext. Eh bien, elo ass et geschitt, well mir maachen et, och wann déi Aarbechtszätdrektiou eigentlech relativ modest ausfallt ass.

Mäi leschte Punkt ass deen, fir nach eemol ze soen, firwat et net gutt ass, fir dat doten ze verlageren - a mir hu vill doríwwer diskutéiert - an ze soen: „Dat gétt eleng am Betrib décidéiert.“ Éischters entschärfé mer..., oder huele mer de Kollektivverträg domat vill Loft aus de Segelen. Wann een dat kann am Betrib diskutéieren a wéi den Här Spautz meigt, en plus dat kombinéiere mat Lounelementer: Majo, firwat soll ech dann nach e Kollektivvertrag maachen, Här Spautz? Dann ass dat jo net méi wichteg! Da kann ech dat jo mat menger Belegschaft oder mat menger Delegatioun arrangéieren. An Dir wësst besser wéi ech, wéi d'Report-de-forcen heliansdo an engem Betrib sinn téschent dem Patron op dár enger

Sät an der Delegatioun an der Belegschaft op dár anerer.

An duerfir wier dat net eng gutt Léisung, fir ze soen, do, wou kee Kollektivvertrag ass, do kann een dat och iwwer en Arrangement maachen, an d'Leit soen dann, ob se léiwer e Centime méi am Salaire hätten oder eng Stonn méi Congé. Dat wier dee schlechte Wee. Hei hu mer e feste Barème, dee fir jiddweree gültig ass.

An dat Zweet ass: Wat géif da geschéien, wann den Employeur an d'Leit sech net géifen eene- gen? Da bleift et bei deem Alen. Dat heesch, mir hunn iwwerhaapt náisch gewonnen! Da geschitt guer náisch! Oder gi mer dann an eng Conciliatioun? Oder... da si mer also schonn an engem System, dee relativ no beim Kollektivvertrag läit. Da geschitt náisch. Jo, dann hu mer natierlech dee But net erreicht. Déi eng Entreprise réusséiert, sech ze arrangeren, déi aner Entreprise, wou d'Delegatioun méi staark ass, déi réusséiert eventuell ze soen: „Néen, mir wëllen net esou schaffen.“ Dann hu mer eng total Inégalitéit téschent de Betrib. An dat, mengen ech, wier net positiv och fir de soziale Fridden an de Betrib!

Ech héieren èmmer esou vill, wou gesot gétt: „Ha, de soziale Fridden am Land ass jo net esou optimal“ - wann ee mat deem engen an deem anere schwätz - , „ma an de Betrib geet alles perfekt! Do gi mer ons èmmer eens!“ Tjo, well do vläicht d'Situatioun e bëssen anescht ass. Hei ass e wichteg Element, vum Fonctionnement vun der Entreprise sinn elo d'Eckwärter vun dem Gesetz fixéiert, d'Eckwärter si fixéiert. Wann een iwwert déi Eckwärter wëllt erausgoen, dann huet een èmmer d'Optioun - èmmer d'Optioun -, iwwer e Kollektivvertrag ze fueren, oder náisch ze maachen, wéi dat virdru gesot ginn ass.

A 50% vun den Entreprises, déi brauchen net méi wéi ee Mount, vläicht emol net ee Mount, wat och méiglech ass. Déi gi mat engem Mount ganz gutt eens. A fir déi geschitt also náisch. Un déi kénnt also náisch, et ass kee Problem do. An dat anert ass relativ einfach: Ech décideerden dat selwer am Betrib an ech weess, zu wat fir enge Bedéngungen ech dat décideerden.

An duerfir ass dat Gesetz e gudden Équilibre à la fois vun engem wirtschaftliche Standpunkt, ech hunn et virdru gewisen un deem Beispiel vun engem PME, an awer och vun deem sozialen, well d'Leit geschützt ginn. Si ginn net, si können net willkürlech an Aarbechtszäite pousséiert ginn, déi am Endeffekt kengem eppes nutzen, weder de Leit, besonnesch net de Leit, nach den Entreprises.

Merci.

► **Plusieurs voix.- Très bien!**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Aarbechtsminister.**

Bon, et ass elo un den Amendementen. Duerfir géif ech den Här Baum op d'Tribün bieder, fir se, wann en dat wënscht, ze presentéieren.

#### Amendements

► **M. Marc Baum (déi Lénk).- Voilà. Merci, Här President. Also sechs Amendementer zum Gesetz, oder zum Gesetzesprojet, mat eigentlech dräi Inhalter: eng Kéier Aarbechtszäitverkierung, aner Modeller, déi een opweise kann; zweetens den Horaire mobile an drëttens de POT.**

Den Här Engel huet virdrun a senger Ried vun „flexicurity“ geschwatt. An effektiv sinn Elementer an deem heite Gesetz vu Flexibilisierung, vun engem méi grousser Flexibilitéit a vu Sécherheit. Déi Elementer, dat ass d'Referenz-period, dat ass d'Element Flexibilitéit, an de Plan d'organisation du travail ass d'Element Sécherheit fir de Salarié.

Doduerch, datt et awer elo esou ass, datt net d'Referenz-period u sech Droit gétt zu méi Congé, mä de POT, ergi sech fir eis an eisen Ae Problemer, woufir mer d'Amendementer 1, 3 a 4 eragereech hunn. Et geet náämlech drëm, datt, wann d'Flexibilitéit do..., oder émgekiert gesot, wann d'Sécherheit net garantéiert ass, dat heesch, wann et Problemer mam POT gétt, mam Plan d'organisation du travail, datt dann och soll de Facteur Flexibilitéit, náämlech d'Période de référence, ausgesat sinn. Dat ass Amendement 1, wann eng Non-conciliation vi rum Office national de conciliation festgestallt gétt; dat ass Amendement 3, fir nach eng Kéier explizitt ze ernimmen, datt och eng Période de référence vu véier Méint, datt all Mount separat en eegene POT muss hunn. An Amendement 4 besteet doranner, fir ze soen, datt d'Prozedur vum Désaccord och da gültig ass, wann d'Delegatioun d'Absence vun engem POT feststellt. Dat sinn déi dräi Amendementer dozou.

M. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri; MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Gras), MM. Gusty Gras, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn); MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini; MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen direkt zum zweeten Amendement iwwergoen.

bechszäit verbonne mat Flexibilitéit. Dat heesch, mir baséieren eis op d'Propositioun vum Minister, just bei eis wier et net Congé, dee méi gétt, mä d'Wochenarbeitszäit, d'Moyenne géif erofgoen. Dat heesch, an engem Modell, wou mer d'Referenz-period op zwee Méint ausweiden, géif et op 39 Stonnen erofgoen, dräi Méint 38, véier Méint 37 Stonnen.

Deeselwechten Ordre d'idées ass en Amendement, datt mer en neie Punkt 9 probéiere beim Artikel 1 ze proposéieren, deen èm d'Congés-deeg tout court geet, déi am Moment bei 25 Deeg minimum leien, fir déi op 30 Deeg ze héijen.

Et ass eng aktuell Diskussiou ronderem déi sechst Congéwoch, déi net nei ass. Et ass eng Diskussiou, déi zénter 20 a méi Jore gefouert gétt. An ech war och voller Freed, wéi ech gesinn hunn, datt an den Debatten 1999 et eng Proposition de loi vum Députéierte François Bausch ginn ass, déi identesch war mat eisem Amendement, náämlech d'Zuel vun den Deeg op 30 eropzeseten. Mat deem als Hannergrond a wéssend, datt et natierlech eng grouss gewerkschaftlech Fuerderung ass, denken ech, datt jo hei awer eng ganz Rëtsch Leit deem Amendement 6 missten zoustëmmen.

An den Amendement 5 betréfft den Horaire mobile, náämlech datt do déiselwecht Regele gëlle sollen, also deen erwiderte Congé mat deem Surplus vun 10% respektiv 12,5%, wéi dat och bei engem Plan d'organisation du travail de Fall ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Dozou Wuertmeldungen?**

Dat ass net de Fall. Da géif ech lech proposéieren, iwwert d'Amendementen ofzestëmmen.

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.- Wann ech gelift, ech wëll eppes soen.**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Jo, den Här Engel, de Rapporteur.**

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Mir haten déi doten Amendementen och allegueren an der Kommissioun. Haut sinn et d'Amendementen 1 bis 6, do waren et d'Amendementen 2, 3, 4, 7, 9 a 14. Si goufe majoritär ofgeleent an der Kommissioun, och nodeems eng ganz Partie Explikatioun vum Ministère a vum Minister koumen, soudass ech géif proposéieren, dass mer se och hei alleguer géifen ofleenen.**

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Amendementen iwwergoen, den Amendement 1.**

#### Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fánkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procurationen.

#### (Interruption)

Jo, mir huuelen dat; d'Procurationen. An de Vott ass ofgeschloss.

2-mol Jo an de Rescht Neen, 57, da gétt et der vläicht 58. Mir kucken dat um Ofstëmmungsergebnis no. Domat ass den Amendement 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 58 voix contre 2 voix.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.





1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;
  2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;
  3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et
  4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire
    - *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
    - *Discussion générale: Mme Josée Lorsché, M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. David Wagner*
    - *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
    - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 6.** Ordre du jour
  - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- 7.** Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du

Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

- 8.** 7098 - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés (adoptée)*

- 9.** Discours de fin d'année de M. le Président

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, Mme Viviane Loscherter*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. François Bausch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mättegl! Ech maachen d'Setzung, déi lescht vun désem Joer, op a ginn dovun aus, dass zénter de Moien d'Regierung keng nei Matdeelungen ze maachen huet.

(Négation)

Merci.

Da géife mer mat eisem Ordre du jour weiderfueren. Deen zweete Projet, deen d'Aarbechtsrecht betrifft, dat ass de Projet de loi 7092, eng Ofänerung vum Code du travail. An d'Wuert huet direk de Rapporteur, den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail

**Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

► **M. Georges Engel** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet ém de Chômage partiel, och Kuerzäitaarbecht genannt. D'Zil vum Projet de loi ass, de Chômage partiel ze reforméieren, an dat no den Erfahrungen an de leschte Joren a Saache Chômage partiel, mä och, wat déi zäitlich begrenzte Regelungen a Saache Chômage partiel de source structurelle ugeet.

Wat ass dann d'Zil vun deem Chômage partiel? Ma d'Salariéen an der Aarbecht ze halen, doréms geet et, andeems een déi Entreprisen énnerstëtzzt, déi musse kuerzschaften. Dat heesch, dass en Deel vun deene Paie vun der Salariéen, déi da kuerzschaften mussen, duerch de Fonds pour l'emploi iwverholl ginn.

Bis ewell war dat fir 50% vun der Aarbechtszäit iwver (veuillez lire: bis) sechs Méint méiglech, de Chômage partiel de source structurelle souguer bis zéng Méint. An déi nei Regelung, déi seet Folgendes: D'zäitlech Begrenzung vu sechs Méint gétt ofgeschaافت respéktiv déi Period bis zwielef Méint gétt da gezunn, fir esou de Chômage partiel méi flexibel ze gestalten. Déi maximal Stonnenzuel geet op 1.022 Stonne pro Joer erop. An och dat si 50% vun der normaler Aarbechtszäit op ee Joer gekuckt. Haut sinn et der 423 Stonnen.

De Statsrot huet a sengem Avis bermängelt, dass am Text net de Prinzip steet, dass de Patron 16 Stonne muss selwer finanziereren, a freet sech och, ob een domadder de Patron net zum Deel déresponsabiliséiert. Effektiv hunn d'Entreprise bis ewell all Mount missen déi éischt 16 Stonne Chômage partiel selwer iwverhuelen. An elo gétt dee Prinzip do nach just eemol ugewannt. Déi 16 Stonnen, déi vum Patron selwer solle bezuelt ginn, déi si vun der Gesamtstonnenzuel ofgerechent ginn, dat heesch, si bei deenen 1.022 Stonne schonn direkt ofgerechent. D'nei Bestëmmunge gëlle fir all Regimmer vu Chômage partiel, sief et fir de Chômage partiel de source structurelle, de source conjoncturelle, fir de Fall vun der Force majeure oder vun enger Dépendance économique.

Zousätzlech gétt och nach d'Lësch vun den ef-fentlechen Institutiounen erweidert, déi kënnen am Kader vun engem Prêt temporaire de main-d'œuvre Salariéen iwverhuelen, déi ze vill an deenen Entreprisen am Privatberäich

sinn. Dir wësst, dass déi da kënnen op aner Plaze schaffe goen. An hei ass eng Lësch, déi elo erweidert gétt, fir dass do och méi Méiglechkeete bestinn, fir dass déi Leit do och da kënnen enger Aarbecht nogoen oder op eng aner Aarbecht affektéiert kenne gi wärend d'r Zäit.

Et ass eng Reform, déi souwuel de Betriber wéi och de Salariéen zuguttkennt, well domadder nach besser kann évitéiert ginn, dass ee Betrieb, dee manner Aktivitéit huet, dann och muss Leit entloossen. Dat wär keng gutt Moosnam. Do fir ass déi heiten absolutt ze énnerstëtzzen. Si geet an déi Richtung, d'Leit an der Aarbecht ze halen. Do iwverhëlt de Stat sái Rôle. An dat ass och ganz gutt esou.

Duerfir ech lech proposéieren, d'est Gesetz hei ze stëmmen. An ech géif och heimadder den Accord gi vun der sozialistescher Fraktiou.

Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Aly Kaes.

**Discussion générale**

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Jo, Merci, Här President. Ech géif mer erlaben, direkt dem Rapporteur an eisem President vun der Commission du Travail Merci ze soe fir deen detaillierte mëndlechen a schréftleche Rapport.

Hei ass e Projet de loi, dee fir eis als CSV an déi richteg Richtung geet, well en nach eng Kéier e Stéck méi wäit geet, wat de Maintien dans l'emploi ugeet, ganz einfach, well mer heimadder wierklech de Betriber zousätzlech Méiglechkeete ginn, nach méi flexibel an d'r Hi-sücht ze sinn, an op d'r anerer Säit awer och finanziell, esou wéi et scho gesot ginn ass, well jo némme méi eng Kéier 16 Stonne pro Joer à charge vun de Betriber sinn, dat heesch also een och nach eng Kéier um finanzielle Plang de Betriber enorm entgéintként.

Fir d'CSV a fir mech perséinlech, deen awer, jo, scho laang engageiert ass am Beräich vun deene Leit, déi eng Aarbecht sichen - an ech weess, wéi schwéier datt et ass ganz dacks, d'Leit erém zréck op eng Aarbecht ze bréngen -, ass et also wichteg, ganz wichteg, datt d'Leit an enger Aarbecht bleiwen. Dat ass emol déi eng Saach.

Déi zweet ass, datt u sech d'Leit, oder de Betrieb vilméi Leit huet, datt, wann erém eng Kéier d'Konjunktur besser geet, da sinn déi Leit direkt fit, fir erém ze produzéieren. Wa missten nei Leit erém agestallt ginn, da missten déi erém zousätzlech forméiert ginn, wat erém eng Zäit géif, jo, an Usproch huelen. An duerfir ass et also wichteg, datt d'Leit esou laang wéi méiglech kënnen an de Betriber bleiwen.

Wéi gesot, mir begréissen dést Gesetz, dése Projet de loi, deen dann herno wäert gestëmmt ginn.

Mir soen awer ganz kloer: Et kann awer net sinn, an et ass jo och vum Rapporteur drop hi-gewise ginn, datt de Statsrot u sech gesot huet, e géif fäerten, datt dat Ganzt e bëssen, ech soen et emol esou, à la légère géif genotzt ginn, well et jo manner kascht a well ee jo némmen eng Kéier 16 Stonnen zu senge Laaschten als Betrieb huet. Ech hoffen am Numm vu menger Partei, datt dat wierklech responsabel vun de Betriber genotzt gétt, an datt net, wann eng Kéier d'Konjunktur net méi esou ass ewéi haut, datt dann effektiv d'Käschten op deem dote Plang wierklech an d'Luucht ginn, well ganz einfach net dat, wat u sech d'Basis ass an deem Gesetz, genotzt gétt, näämlech: Et soll een, ier ee Chômage partiel ufreet, emol virun allem fir d'Éischt alles dat

ausschëpfen innerhalb vum Betrieb, ier ee Chômage partiel ufreet.

An ech hoffen och, datt de Comité de conjoncture, dee jo déi Dossiere behandelt, an deem ech laang Member war a wou dat émmer ganz responsabel gemaach ginn ass an och nach haut ganz responsabel gemaach gétt, dann och e speziellt A op déi Betriber hält, déi dat vläicht manner seriö maachen. Op jidde Fall kann et net sinn, datt dat hei en einfache Wee ass, fir, jo, fir d'effentlech Hand u sech ze be-laaschten a sech ze entlaaschten als Betrieb.

Duerfir nach eng Kéier: Hoffentlech ginn d'Betriber responsabel domadder ém! Anreferrals een dach awer nach eng Kéier, jo, misst kucken, ob een net an deem Fall géif eng Rei vun Adaptatiounen maachen, wat ech net hoffen.

Dat gesot, géif ech awer natierlech den Accord vu menger Fraktiou zu désem Projet de loi ginn. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Kae. Nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty.

► **M. Claude Lamberty** (DP).- Jo, Merci, Här President. Also ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir dëse Rapport. An ech wollt domadder d'Zoustëmmung gi vun eiser Fraktiou, der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dann den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia** (d'éi gréng).- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Et geet also drém, an dësem Projet de loi d'Moder-nisierung vun der Deelzäit-Chômage-Gesetz-gebung virzehuelen, méi Flexibilitéit dranze-kréien, ze verhënneren, dass Leit müssen ent-looss ginn. Dat énnerstëtzze mir als Gréng voll a ganz. An duerfir och eis eestëmmeg Zoustëmmung. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. An den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Merci un de Rapporteur. Et ass e gudde Projet an e fénnt d'Zoustëmmung vun der ADR.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. An den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (d'éi Lénk).- Merci, Här President. Den Här Kaes huet virdru schonn op eenzel Geforen higewisen, déi dach déi awer relativ large Applikatioun vun deem dote Gesetz zouléisst. Mir mengen och, datt et eng aner Gefor gétt, näämlech déi, datt doduerch, datt de Champ d'application zäitlech erweidert gétt op en halfe Joer, natierlech och d'Salariée Gefor lafen, déi dodra sinn, datt se iwvert d'Joer gesinn och manner verdéng, wesentlech manner, wéi dat bis elo de Fall war. An dat ass eigentlech och de Grond, firwat mir net géint dat heite Gesetz sinn, eis awer enthalte wéllen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemeiner Diskussion. An den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit, huet d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.- Merci fir déi positiv Reaktiouen.

Zwee Punkten. Éischent: Enn des Joers leeft ee System vu Chômage partiel aus. Dat muss een nach eemol soen. Dat ass de Krisesystem, dee besonnesch engem Secteur besonnesch vill ge-hollef huet. Dee leeft aus. An dat heiten ass e

System, dee fir jiddwereen, fir all Entreprisen, gutt ass. Et ass also de Régime normal fir all Entreprisen.

Deen zweete Punkt. Ech huilen dat gär op, wat den Här Kaes gesot huet: De Chômage partiel dierf net Deel vun engem Geschäftsmo-dell sinn. Dat ass ganz kloer. An duerfir musse mer émmer erém kucken, ob wierklech eng Entreprise dee Chômage partiel brauch. An duerfir ass de Comité de conjoncture do, fir Analysen ze maachen, ob dat déi richteg Ant-wert op eventuell e Problem ass, oder ob et ganz einfach eng Manéier ass, fir Käschten ze spueren. De Chômage partiel huet eng Finali-téit a kann némmen interveniéieren a verschid-dene prezise Situationsen. An duerfir ass et wichteg, och déi Situationsen ze suivéieren an ze analyséieren.

An dréttens, bon, mir hunn ons hei en Instru-ment ginn, wat méi flexibel ass. Mir hunn de Muere vill iwver Flexibilitéit geschwat. An duerfir ass dat och en Instrument, wat beson-nesch dem Maintien dans l'emploi hellef. An onst Zil muss sinn, net némmen de Chômeuren ze hellefen. Onst Zil muss sinn, datt esou mann wéi méiglech Leit iwverhaapt an de Chômage falen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

Domat kënnne mer zu der Ofstëmmung iwver-goen iwvert de Projet de loi 7092.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7092 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Mäin Apparat huet e Blackout.

**Brouhaha et hilarité**

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Also ech hoffen, dass dem Här Kaes sain net blo ass.

**Brouhaha et hilarité**

Mir maachen dat alles an d'Rei. Sot eis just Be-scheid, wou et net geklappt huet!

Ech wëll awer elo emol dat provisoiresch Resultat ginn. Ech mengen, déi Stëmmen, déi eis feelen, déi änneren näisch Fundamentals. Mir hunn 52 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Da wäerte mer, wann et gutt geet, herno op 58 oder an déi Géigend kommen. Jiddefalls ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

**Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7092 est adopté par 54 voix pour et 2 abstentions.**

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen (M. Alex Bodry) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Eddy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);



MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech géif d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décideiert.

Mir kommen dann direkt zu deene véier nächste Projeten, déi mer mat engem Rapport an enger gemeinsamer Diskussion wäerten of-handen. Et sinn d'Projete 7053, 7054, 7055 a 7046. - Mir hunn zwee Rapportureen, entschlélegt. An déi Projete betreffen alleguer méi oder manner de Logement. An deen éischte Rappo-teur, dee scho prett ass, ass den Här Max Hahn, herno suivéiert vum Här Henri Kox.

### 3. 7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

#### 7054 - Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement

#### 7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques

#### 7046 - Projet de loi

##### 1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

##### 2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

##### Rapports de la Commission du Logement sur les projets de loi n°7053, n°7054 et n°7055

► M. Max Hahn (DP), rapporteur.- Här President, déi nohalteg Energie ass déi, déi ni gebraucht gëtt. E schlecht isoléiert Doheem ass wéi eng riseg Heizung matzen an der Landschaft: Si wiermt zwar no bannen, mä si bléist och vill Energie sennlos an d'Loft. Leider si vill vun eise Gebaier Energieverbëtzer, déi méi Wäermt verléieren, wéi si an deenen eegene véier Wänn dobannen halen.

Beim Neibau dergéint huet scho längst en neien Zäitalter ugefaangen. De Passivbau ass vum nächster Joer un hei zu Lëtzebuerg Standard, an d'Zukunft, déi verspréicht souquer Haiser, déi méi Energie produzéieren, wéi se verbrauchen.

Beim Albau dergéint sti mir nach ganz am Ufank. Dobäi sinn eis al Haiser am Kár nohal-teg, mat enger Liewendsauer vun ém déi 100 Joer. Mä d'Bautechnik vum leschte Jorhonnert léist net d'Klimaproblematik vun haut a vu muer.

Den Albau huet awer Zukunft. Mä dofir muss et eis geléngen, déi Gebaier energetesch fit ze machen. D'Klimabank wäert an Zukunft e staarke Partner sinn, fir eis al Wunngebaier an den Zäitalter vun der Energieeffizienz ze féieren a fir gezielt akommenschwaache Stéit ze hél-fen, hir Energiekäschten erofzeseten.

Här President, et stinn haut véier Gesetzespro-jeten um Ordre du jour, déi als Package ze ver-stoe sinn. Dës Projete verbanne virun allem zwou Saachen: Éischtens, d'Wunnen zu Lëtze-buerg soll méi nohalteg a méi energieeffizient ginn, an zweetens soll de Bierger et esou ein-fach an esou onbürokratesch wéi méiglech ge-mach kréien, un Informatiouen a staatlech Ennerstétzungen an désem Beräich ze kom-men.

Dës véier Projete sinn awer och am Kontext vun eisen nationale Klimaschutzziler ze ver-stoen. D'lescht Joer huet d'EU sech op der Weltklimakonferenz zu Paräis ganz ambitiéis Zi-ler ginn. Mir wëlle bis d'Joer 2030 eis CO<sub>2</sub>-Emissiouen ém 40% erofschrauwen. Dat ass zang ambitiéis. A mir müssen elo konkret han-delen, fir dëst Verspriechen och an d'Realitéit émzeseten.

Nieft dem Transport, dee fir 70% vun eise gesamten CO<sub>2</sub>-Emissioune verantwortlech ass, stécht och am Wunnen e risegt Aspuerpotenzial. Ronn 15% vun eise gesamten CO<sub>2</sub>-Emissioune falen op eist Wunnen zréck, virop natier-lech op d'Héitzen. Beim Neibau kenne mer an Téschenzäit soen: Mission accomplie. Jo, ech mengen, an all Neibau kann ee soen, dass mir

quasi um Optimum ukomm sinn, well vum 1. Januar d'nächst Joer un de Passivhausstandard fir all neit Haus obligatoresch ass.

Här President, elo gëllt et awer och, den Albau energetesch fit ze maachen. An dése Package vu véier Gesetzer wäert dozou báidroen. Mäi Kolleg, den Henri Kox, wäert lech de Rapport zum niei Gesetzesrest iwwert déi nei Aiden - PRIMe House - herno maachen. An ech wäert a menger Ried op déi dräi Gesetzesprojeten zur Klimabank, zur Lëtzebuerg Nohaltegkeets-zertifizéierung, kuerz LENÖZ, an iwwert de Guichet unique agoen.

Här President, bal d'Halschent vun eisen Haiser si virun 1980 gebaut ginn, also an enger Zäit, wou d'Isolatiounstechnike fir Haiser nach an de Kannerschong waren. Et si grad déi Haiser, déi en enorm Potenzial hunn. Duerch eng anstän-deg Isolatioun können déi bis zu 80% un Energiekäschten, un Heizkäschten also, aspuren.

Wann een de Bilan mécht, wéi vill Wunn-unitéite pro Joer den Ament energetesch sanéiert ginn, da stellt ee fest, dass, trotz méig-leche Subsiden an Héicht vun 20 bis 30%, ganz wéineg Albausaniéierungen duerchgefouert ginn. An dat, obwuel energetesch Sanéierun-gen vun eisem Haiserbestand e wichtige Schléssel sinn, fir eis CO<sub>2</sub>-Emissiouen an de Grëff ze kréien an eis international Klimaver-fluchtungen anzechalen.

Wourunner läit et also, dass esou mann Leit eng energetesch Sanéierung vun hirem Eegen-heem maache loosen?

EE Constat ass, dass vill Stéit mat engem manner héije Revenu Schwieregekeiten hunn, Eege-kapital zusummenzéreien, fir eng Sanéierung duerchzeféieren. Et verwonnert dann och net, dass grad déi Leit tendenziell éischter an engem schlecht isoléierten Albau wunnen, ewei an engem fonkelneien Niddregenergie-oder Passivhaus. Dëse Stéit ass och net gehol-lef, wa si 20 bis 30% vum Stat rembourséiert kréien, besonnesch well an der Vergaange-heit d'Subsiden oft eréisch laang no der Duerchféierung vun den Aarbechten iwwerwise gi sinn.

Doriwwer eraus stellt een awer och fest, dass nach ganz vill Viruerteeler bei nodréiglechen Isolatiounsaarbechte bestinn, beispillsweis wat d'Schimmelbildung ugeet, och wann ech muss soen, dass hei „myenergy“ an d'Gemengen eng virbilech Opklärungsarbecht an deem heiten Dossier maachen.

Här President, d'Klimabank setzt elo genee bei deem Punkt un, wou dee renge Subsidesystem d'Leit net erreecht.

#### ► Une voix.- Très bien!

► M. Max Hahn (DP), rapporteur.- Dat geschitt, andeems d'Klimabank de Stéit eng komplett Virfinanzéierung vun hirem Sanéierungs-projekt garantéiert. Vum 1. Januar u kréien déi Stéit mat engem klengen a métterlen Akommes iwwert d'Klimabank e komplett zénsfräie Prêt, fir hire Projet integral virzefinanzéieren, an on top steiert de Stat e Subsid an Héicht vun 10% vun der geléinter Zomm bai.

An all déi aner Stéit kréien e Prêt fir energetesch Sanéierungen zu engem ganz favora-beilen Taux, deen am Moment mat dem niddrege Leitzéns souguer ém 0% wäert sinn.

Jo, dat ass en Novum an eiser Klimapolitik! Heimader gëtt der Tatsaach Rechnung gedroen, dass éischters bei Leit, déi am meeschte vun der Energiearmut beträff kenne sinn, den aktuelle Subsidesystem net gräift, an zweetens bei ganz ville Stéit nom Kaf vun hirem Eegen-heem kee Geld méi iwwreg bleift, fir och nach energieeffizient Moossnamen duerchzeféieren, an dat, obwuel et gutt investéiert Sue sinn, well d'Käschte fir d'Héitzen doduerch däitlech reduzéiert kenne ginn.

Effektiv kann e gudden Deel vum Klimaprêt iwwert déi duerch d'Sanéierung agespuerten Energiekäschten zréckbezuelt ginn. Ech soen hei bewosst, en Deel, well d'Energiepräisser be-kanntermoissen am Moment nach wäit énnert de Rekordpräisser sinn, déi mir nach virun e puer Joer kannt hunn. An deemno sinn d'Energiepräisser och..., d'Erspuernisser, par-don, och méi kleng.

Mä maache mir eis náischt vir! Mir wëssen, dass déi Zäiten och erém ännere wäerten. An do gëllt et virzebeugen, well wann den Energiebedarf niddreg ass, ass d'Hausse vun den Energiepräisser och vill besser ze verdauen, wéi wann de Compteur vun der Heizung erém méi séier dréit.

Här President, erlaabt mir, awer och nach eemol detailiéiert drop anzegoen, wien elo vun der Klimabank profitéiere kann. Egal ob Privat-persoun oder Gesellschaft, jiddwereen, deen en Haus oder en Appartement hei am Land besézt, dat méi wéi zéng Joer al ass a fir Wunnzwecker genotzt gëtt, kann de Klimaprêt ufroen. Dobäi spilt et keng Roll, ob d'Wunn-

haus engem Eenzelnen, enger Kopropriétéit oder enger Gesellschaft gehéiert, virausgesat, et gëtt fir Wunnzwecker genotzt.

Elo kann ee sech froen: Firwat dierfen och Ge-sellschaften heivu profitéieren? Ma aus zwee-elle Greñ. Eischtens, well et dem Weltklima egal ass, wiem d'Gebai gehéiert, dat CO<sub>2</sub>-Emis-siouen an d'Loft bléist. Wëlle mir eis Klimaziler näamlech errechen, musse mir esou vill Wunngebaier wéi némme méiglech energetesch sanéieren. An zweetens sollen och d'Locatairen indirekt profitéiere kenneen, andeems esou vill Propriétairé wéi méiglech energieffizient Mesuren duerchféieren.

Fir ze garantéieren, dass dës Mesuren och energetesch Senn maachen, muss en Energieberoder de Suivi vum Sanéierungsprozess maachen. Et ass näamlech och immens wichteg, dass betraffe Stéit eng realistesch Aschätzung vum Energieverbrauch kréien, dee si reell aspuren kenneen. Kloer ass, dass d'Klimabank némme aspréngt, wann e Sanéierungsprojet och wierklech Senn mécht.

Wéi fonctionnéiert d'Klimabank konkret?

Ma d'Klimabank ass am Fong eng Partnerschaft téschent dem Stat a private Bänken, änlech wéi dat haut scho beim System vun de Studen-teprêteen de Fall ass, wat jo impeccabel klappt. Dat huet dee Virdeel, dass jiddweree sech u seng egen Hausbank wende kann, fir do sái Klimaprêt ze maachen.

Et gëtt elo zwou Zorte vum méigleche Prêten.

Éischtens, dee fir Stéit mat éischter klengem Akommes. Si kréien en zénsfräie Prêt op 15 Joer an Héicht vu maximal 50.000 Euro, fir deen de Stat biergt, d'Zénsen iwwerhëlt an zousätzlech dozou 10% vum investéierte Montant als Subsid báidréit. Wichteg ass och, dass de Stat hei souguer déi integral Energieberoderkäschten iwwerhëlt.

An zweetens ass et e Prêt, dee fir jiddweree op ass, an dat onofhängeg vum Revenu. Dëse läit énnert dem regulären Zénsaux vum Marché an ass op 15 Joer an op eng Héicht vu maximal 100.000 Euro limitéiert. Hei iwwerhëlt de Stat 1,5% vum Zénsaux. Deemno läit de Prêt den Ament och do bal oder no bei 0% Zénsen.

Här President, wat sinn d'Konditiounen, déi fir e Klimaprêt mat 0% Zénsen erfëllt musse ginn?

Fir dëse Klimaprêt gëlle sozial selektiv Kritären, well hei d'Stéit mat éischter klengem Akommes cibléiert sinn. Bei Eenzelpersounen dierf de ver-steierbare Revenu net iwwer 40.696 Euro d'Joer leien. Dat entspricht engem versteierbare Revenu vun 3.391 Euro de Mount. Fir eng Koppel ouni Kanner sinn et 3.714 Euro de Mount. A bei engem Stot mat zwee Kanner läit de Montant bei 4.521 Euro. Zousätzlech dierfen dës Persounen net nach Propriétaire vun engem anere Logement sinn a müssen nach weider Zéng Joer am Haus oder Appartement wunne bleiwen.

Do dernieft gëtt et awer och Limitten, wat d'Gréiss vum Logement ugeet. Fir en Haus muss d'Fläch téschent 65 m<sup>2</sup> an 140 m<sup>2</sup> leien a fir en Appartement téschent 45 m<sup>2</sup> an 120 m<sup>2</sup>. Vlächt och wichteg an deem heiten, wat d'Quadratmeteren ugeet: D'maximal Fläch geet pro Kand ém 20 m<sup>2</sup> an d'Luucht.

Wéi verleeft elo déi genee Prozedur, fir de Klimaprêt mat 0% Zénsen an Usproch ze huelen?

Ma als Éischt geet een an de Guichet unique, wou een en Dossier ugeluecht kritt a wou iwwerpréit gëtt, ob een d'Kritären erfëllt. Ech komme speider nach eemol op de Guichet unique ze schwätzen.

Am Guichet unique gëtt zesumme mat engem Energieberoder, fir deen de Stat d'Käschte bis zu engem Montant vun 3.000 Euro iwwerhëlt, dann e Sanéierungskonzept ausgeschafft, fir festzestellen, wat fir eng energetesch Sanéierungsmeasures och wierklech Senn maachen.

Nodeems de Guichet unique sain Accord fir eng Mesure ginn huet, kann den Demandeur bei seng Hausbank goen a kann do e Prêt kréien. Selbstverständliche virausgesat, d'Bank huet eng Konvention mam Stat énnerschriften. Et sieh hei bemierkt, dass schonn am Moment eng ganz Rei Konventionen téschent dem Stat an deene verschidde Banken énnerschriften si respектив amgaange sinn énnerschriften ze ginn.

Den zénsfräie Prêt, deen ee kréie kann, dierf sech, wéi scho virdru gesot, op maximal 50.000 Euro belafen, an dat op eng Lafzäit vu 15 Joer. De Stat bezilt heibäi net némme d'Zénsen un d'Bank, mä e spiltt och Bierg, fir dass de Prêt och sécher accordéiert gëtt. Zousätzlech kann déi Persoun, déi sech fir eng energetesch Sanéierung entscheet huet, eng Prime unique vun 10% vun de Käschte vum Projekt kréien, also maximal 5.000 Euro. Dëse Subsid bezilt de Stat iwwregens direkt op de Kont vum Prêt zréck.

Fir e konkret Beispill ze nennen: Mat engem Klimaprêt mat null Zénsen kíent eng Famill zum Beispill den Daach an d'Baussemäuer vun hi-rem Eefamilienhaus besser isoléieren an och nach en Holzuewen norüsten. Mat dése Mesuré kíenten d'Heizkäschten an engem ale Wunnhaus substanziell no énned gedréckt ginn.

Wat de Käschtepunkt vum Stat betréfft, kann ee pro Wunnunitéit vu ronn 16.000 Euro aus-goen, wann ee vun engem Invest vu 50.000 Euro ausgeet an engem Marchétaux vun 2% ausgeet. Dobäi kommen dann nach déi Prim-men, déi een iwwert d'PRIMe House ka kréien, op déi mäi Kolleg Henri Kox herno am Detail agoe wäert.

Nieft désem Klimaprêt mat null Prozent gëtt et awer och nach eng zweet Zort vu Prêt, an zwar de Klimaprêt mat engem reduzéierten Taux. Désen ass, wéi ech virdru scho gesot hunn, onofhängeg vum Akomes. Hei ass d'Prozedur ganz änlech wéi virdrun. Et gëtt e Sanéierungskonzept mat engem Expert op d'Be ge-stallt. An deen Dossier geet da weider un eng konventionéiert Bank. Hei kann een e Prêt bis zu 100.000 Euro op 15 Joer finanzéiert kréien, fir deen de Stat 1,5% vun den Zénsen iwwerhëlt.

Och hei e konkret Beispill: Beim Klimaprêt mat reduzéiertem Zénsaux kíent een zum Beispill d'Fenstere mat Dräifachverglasung oprüsten an doriwwer eraus den Daach an d'Baussemäuer besser isoléieren an e Pelletsuewen installéieren. De Käschtepunkt fir de Stat läit hei bei ronn 10.000 Euro, bei engem Invest vum Stot vun 100.000 Euro. An och hei gëllt selbstdéndlech, dass iwwert d'PRIMe House nach weider Héllefe kenneen ugefrot ginn.

Wéi vill Stéit wäerten elo viraussichtlech vum Klimaprêt profitéieren?

De Logementsministère rechent pro Joer mat ronn 400 Dossiere, dovunner een Drëttel mat engem Null-Zéns-Prêt an zwee Drëttel als Prêt mat reduzéiertem Taux. Fir d'Joer 2017 wieren deemno d'Käschte fir de Stat bei enger knapper Millioun an am Joer 2021 wieren et viraussichtlech bal zwou Milliounen Euro, well bis dohinner jo méi Leit Demanden a Sanéierung gemaach hunn.

Dést si Suen, déi mengen ech, immens gutt investéiert sinn, net némme fir de Klima a fir eis Émwelt dierf manne héich CO<sub>2</sub>-Emissiouen, mä och fir d'Privatstéit dierf manne héich Energiekäschten, an net zulescht och fir eis Handwierksbetrieb, déi hei awer e wichtige Secteur fannen, wou se gebraucht ginn.

Här President, nach e Wuert zu den Avisen. D'Avisen zu désem Projet sinn éischter positiv. Fir den Detail verweiseen ech op mäi schrifte-liche Rapport. Et bleift nach ze bemierken, dass de Statsrot véier Opposition-formellen hat, déi awer ganz liicht behüewe konnte ginn, andeems mer verschidde Dispositiounen méi kloer erklärt hunn.

Här President, nohalteg Bauen ass awer méi wéi Energieeffizienz. An deene leschte Joren huet d'Politik mam Energiepass a mat méi strengen energetesch Virschreften e Kader geschaft, deen d'Energiespuren fir d'Awunner an de Fokus geréckelt huet



de LENOZ ass eng Versioun 2.0 vun der grénner Hausnummer, déi elo schonns all Joer Eefamilljenhaiser auszeechent, déi besonnesch nohalteg gebaut gi sinn.

De LENOZ geet awer däitlech méi wäit. En émfaast insgesamt 150 Kritären. Zil war et, eng fräiwelleg Zertifizéierung unzubidden, déi esou komplett wéi méiglech ass. Ech betouren hei dat klengt Wuert „fräiwelleg“, well et hei net doréms geet, de Bauhäre weider Chargen opzeleeën, mä dësen an deene verschiddenen Akteuren um Terrain en Outil an d'Hand ze ginn, deen et hinnen erlaabt, méi bewosst Décisiounen ze treffen. De LENOZ ass dofir als Guide zu verstoën, wou jiddweree ka Punkt fir Punkt d'Nohaltegkeit vun deem engen oder deem anere Choix iwverpréieren.

Déi 150 Kritären sinn a sechs Kategorien énnerdeelt. Fir e puer Kritären erauszegräifen: Dat kann zum Beispill eng akustesch Isolatioun vun engen Wunneng sinn, well Kaméidi - an ech denken, dat misst deene meeschten hei bewosst sinn - ass eng Belaaschtung fir d'Leit. An déi Belaaschtung gëtt ganz oft énnerschat.

Et sinn awer och Kritären technescher Natur dran, wéi zum Beispill d'Installatioun vu Solarzellen oder enger Reewaassernotzungsanlag. Mä och Kritäre wéi d'Méiglechkeet, en Haus alters- a behënnertegerecht émzebauen, also e barrièrefrät Wunnen, kommen am LENOZ vir.

Ech invitíere fir de Rescht déi Leit, déi et interesséiert, sech eng Kéier dee ganze Kritärekatalog unzekucken. Dat ass eng ganz interessant Lektür.

Här President, an désem Gesetzesprojet ass nei, dass finanziell Héllefe fir d'Ausschaffe vun der Zertifizéierung agefouert ginn. De virleidenden Text proposéiert duerch en zousätzlechen Artikel am Gesetz vun 1979, dass déi Leit, déi sech derfir entscheeden, dës Zertifizéierung ze maachen, mat 1.500 Euro fir en Appartement vum Stat énnerstëtz kenne ginn, wa si déi Zertifizéierung vun engem Energieberoder maache loessen. D'Käschte fir de Stat belafe sech op ronn 300.000 Euro d'joer. An et gëtt mat engen 180 bis 220 Dossieren am Joer gerechten.

Och hei, doriwwer eraus, gëtt et Subsiden, dës Kéier souguer ganz neier. De Kolleg Henri Kox wäert herno a sengem Rapport sécherlech agoen op déi substanziel Héllefen, déi een an Zukunft kritt, wann een de LENOZ-Standard erreicht.

Nach e Wuert zu den Avisen. D'Avisen zu désem Projet sinn och éischter positiv, wat de Besoin vun désem Outil ugeet. Et bleift nach ze bemierken, dass de Statsrot hei zwou Opposition-formellen drop hat, déi awer ganz licht ze behiewe waren, andeems éischtens verschiddenen Elementer aus Réglement-grand-ducalen an d'Gesetz iwverholl gi sinn, an zweetens ass dem Statsrot seng Propos, fir e Paragrapf émzeformuléieren, iwverholl ginn.

Här President, ech kommen dann zum drëtte Projet vum Pak Klimabank an nohalteg Wunnen. Fir d'Wunne gëtt et eng ganz Rei staatech Héllefen. Dat sinn op därf enger Sait sozioekonomesch Héllefen, déi de Stéit mat méi engem klenge Portmonni hellefen, fir sech en Eegenheem ze leeschten oder eng Hand beim Loyer unzepaken. An op därf anerer Sait hu mir Héllefe fir d'Energieeffizienz an nohalteg Bauen. Dobäi kënnt selbsterständlech an Zukunft d'Méiglechkeet vun der Virfinanzéierung iwwert d'Klimabank.

Mat dem Guichet unique schafe mir elo eng eenzeg Plaz fir all d'Wunnhellefen. Dem Bierger ass et näämlech egal, wat fir eng Kompetenze bei wéi engem Ministère leien. De Bierger wëllt eng eenzeg Ulfastell, wou hie weess, dass hie gehollef kritt. A wat dann hannendru passéiert, wie wat fir en Dossier traitiéiert, ass zumindst fir d'Leit dobaussen niewesächlech.

Et ass also an Zukunft no baussen, op Neilitzebuergesch, en „one-stop shop“, an no bannen eng Kollaboratioun, wou de Service Aides au logement an d'Emweltverwaltung Hand an Hand schaffen. Dat ass e gutt Beispill fir eng bürokratesch Vereinfachung am Interessi vum Bierger, déi och an deene verschiddenen Avise vun alle Säite begréisst gi sinn. Fir den Detail verweise ech och hei op mäi schréftleche Rapport.

Nieft den Avise vum Statsrot an de Chambres professionnelles sinn och zu deenen eenzelne Gesetzesprojekten Avise vum OAI, vum Mouvement écologique a vun der CNPD erakomm, op déi ech aus Zäitgrénn net eenzel agoe kann, mä déi derwäert sinn, gelies ze ginn. An och hei verweise ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, de Package Klimabank an nohalteg Wunnen, dee mir haut stëmmen, ass ee vu ville Schrëtt, déi néideg sinn, fir dem Lëtzebuerger Klimaversprièche vu Paräis konkret Liewen anzehauchen. Et ass awer e ganz wichteg Schrëtt, well mir heimadder als Land weisen, dass et eis seriö ass an dass mir Verantwortung iwwerhueulen, net némme fir eis selwer, mä och fir de Weltklima. De Potenzial, fir CO<sub>2</sub> anzespuren, ass am Wunnberäich net némme enorm, mä et sinn och Investitiounen, déi sech villfach rentéieren. All Investitioun, déi mir haut an en aalt Gebai maachen, wäert sech muer bezuelt maachen, bezuelt fir d'Bewunner, fir de Klima, fir eist Handwierk a fir de Stat.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolaschteren an erschreckt elo net, ech ginn net den Accord vun eiser Fraktiou, mä dat iwwerloossen ech mengem Kolleg a gudde Frénd, dem Claude Lamberty, deen herno nach eng Kéier heirogage wäert.

**Plusieurs voix.** - Très bien! Ooh!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da sot Der, mir sollen eis net erschrecken!

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir freeën eis schonn.

#### (Hilarité)

Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt deen nächste Rapporteur, den Här Kox.

#### Rapport de la Commission de l'Environnement sur le projet de loi n°7046

**M. Henri Kox (délégué), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President. Mai Virgänger, de Max Hahn, huet de Gros schonn, wat d'Finalitéit vun désem Gesetz ueget, erklärt. Dofir direkt am Ufank: Et geet hei ém substanzuell Aiden, déi mat désem Gesetz wäerten d'Begleedung vun deem ganze Package maachen. Et geet drëms, d'Promotioun vun der Durabilitéit, der Utilisation rationnelle de l'énergie an natierlech vun den Energies renouvelables mat désem Gezet ze férden.

Dann ass natierlech och eng Ännérung am Gesetz vum 23. Dezember 2004 néideg, näämlech fir déi néideg Fongen och aus dem Klimafong da bereetstellenden.

An direkt am Ufank kommen ech dann op déi méi technesch Daten, dass och hei bei désem Gesetz eng Rei vun Avise komm sinn. Ech mengen, wéi virdrun och scho gesot, d'Chambre des Employés publics, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés, allegueren hunn hiren Avis plus ou moins positiv heizou ofginn. An och den Ordre des architectes et ingénieurs-conseils.

De Statsrot hat och eng Rei vu Bemerkungen ze maachen. Et muss een awer och soen, an dat war och bei deene Gesetzer virdrun, et waren e puer Opposition-formelle mat drageschriwwen ginn, näämlech och d'Erklärung, wat dann elo e Logement durable ass. A mat engen Navette mam Statsrot hu mer dat awer kenne clarifiéieren, soudass elo souwuel am Gesetz vu virdru wéi an désem Gesetz ganz kloer draasteet, wat een dorënner versteet, an domaddher och no baussen déi néideg Informatioun geommaach gëtt.

Et ass virdru gesot ginn, an dat ass och wichteg hei ze betouen: Dëst Gesetz oder dëse Pak schreift sech an an eng méi breet gefächert Klimapolitik, awer net némme Klimapolitik, och Logementspolitik, an et gesäit ee jo duerch d'Präsenz vun de Ministeren haut, dass et eng Gemeinschaftsaktioun ass. An dat ass wichteg. Et ass eng Cohérence des politiques, déi hei vun déser Regierung émgesat gëtt. An dofir wëll ech dat och nach eng Kéier hei ganz kloer betouen.

Et huet d'Finalitéit natierlech, net némme eng Förderung ze maachen, mä et huet och d'Finalitéit, déi sougenannten Energiearmut e bësser besser kennen an de Gréff ze kréieren. Awer et geet net duer, némme dës Moosnam vun désem Paket ze erwären. Ech komme vläicht herno, wann ech nach eng Kéier hei op d'Bün kommen, wou ech kee Rapport maachen, da kann ech dat och nach eng Kéier betouen.

Et ass e Package vu véier. Och do ass virdrun nach eng Kéier gesot ginn, dass am Logementsberäich, et ass virdru vu 15% gesot ginn, ech hunn nach déi neiste Chifferen nogekuckt vun 2015: Mir sinn, wann een d'Logementshabituets, also d'Wunngebaier, an awer och déi Notzgebaier wéi Büroen an esou weider zessummerechent, souguer bei 18%. Dat heescht, et ass e grouss Potenzial, wat gemaach gëtt.

Dëst Gesetz ännert u sech en aalt Réglement grand-ducal, wat elo ausleeft. Dofir ass et gutt, dass mer et haut stëmmen, dass mer näämlech zum 1.1.2017 erém prett sinn, fir déi néideg Subventiounen ze ginn. Et ass de Réglement grand-ducal vum 12. Dezember 2012, wat hei-madder geännt gëtt, wat gemengerhand én-

ner PRIMe House bekannt ass an dat de Marco Schank - hien ass schonn eng Kéier genannt ginn - och deemoos mat op de Wee ginn huet.

Et ass, wéi gesot, ganz wichteg, well d'Ziler, déi mir émzesetzen hunn, an déi sinn och genannt ginn, eis Obligationen, déi mer zu Paräis mat énnerschriwwen hunn, déi si substanziel. Mir hunn ee Pad, eng Obligation fir 2020 ze errechen. Do si mer „on track“, wéi mer dat esou schéi soen. Mir wäerten dat Zil errechen. Mä d'Zil 2030 vu minus 40% ass natierlech nach vill méi grouss. A wa mer all soen, 2050 solle mer eng Dekarbonisatioun ustriewen, da wësse mer allegueren, dass nach vill Aarbecht virun e steeet.

Wéi eng Subventioun gëtt dést Gesetz dann elo mat op de Wee an dee Package hei eran?

Et sinn éischtens Subventioun fir Neibau, et si Subventioun fir d'Renovation an et sinn d'Subventioun fir d'erneierbar Energien, déi am Beräich vum Logement kënne agesat ginn.

Wat ganz wichtig ass: Et ass d'Konstruktioun an den Assainissement, also de Renouvellement oder d'Amélioration vun der Wunnstruktur, déi hei gemaach gëtt. Et ass och scho virdru gesot ginn, mir probéieren duerch Kritären, déi erafloss sinn, an d'Gesetz ass LENOZ, dat ass gesot ginn, wa mer do déi néideg Kritären erafléisse losse vun dem nohalteg Material, da kréie mer natierlech och heiduerch, duerch dëst Gesetz e Bonus, wat d'Subventioun ubellaangt, an natierlech d'Simplification administrative ass och schonn ugeschwat ginn, wat ganz wichteg ass.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

An dann ass och hei an désem Gesetz nei opgemaach ginn, näämlech dass net némme d'Personnes physiques, mä och d'Personnes morales hei bei der Renovation, well do wësse mer, dass ganz vill ze huelen ass, dass déi gläichzäiteg mat énnerstëtz ginn.

De Kritär vun der Énergie climatique politique (veuillez lire: vun der Politique énergétique et climatique) vun déser Regierung ass awer och, muss ee fairerweis soen, vun därf viregter Regierung scho mat op de Wee gesot ginn, dass engersäits d'Obligationen émmer méi streng ginn, insbesondere wat Neibauten ubelaangt. Dat ass esou e bëssen de Prinzip, dass ee méi streng, méi séier op en Zil hischafft. An op därf anerer Sait sinn awer d'Hélfestellungen ganz wichteg, d'Hélfestellungen, mengen ech, déi do musse kommen, fir dass dat och esou séier wéi méiglech émgesat gëtt.

An dat Instrument vun der Klimabank ass eng zousätzlech Partnerschaft, fir näämlech niewent de Subventiounen dann och nach aner Beräicher mat an d'Boot ze kréien. Dëst gëllt souwuel, wat d'erneierbar Energien ubelaangt, mä och, wat den Assainissement vu Gebaier ugeet. Ech kommen dann op déi eenzel Punkten.

Dat ass eng Kéier, wann een en neit Gebai baut, wësst Der, dass ab dem 1.1.2017 eng Rei Kritäre genannt ginn, déi natierlech anzhale sinn. Fir en Neibau, do sinn d'Kritäre méi verschärf ginn. Wann een awer hei méi eng pousséert Renovation duerchféiert, dann hu mer dofir de LENOZ, deen eis déi néideg Kritären dann erfëllt. An dee LENOZ seet eis jo: Wéi ass et mat der Ekologie? Wéi ass et mat der Technik, déi do dann an deem neie Gebai installéiert gëtt? Wéi ass et mat der Fonctionnalitéit vun deene Kritären? A wann ee 60% vun deene Kritären erfëllt huet, da kann et awer eng substanziel Erhéijung ginn, an dat beleeft sech bei engem Neikonstruktioon bis op 24.000 Euro, wat u sech net násicht ass.

A well mer gesot hunn, dass d'Appartements-haiser, also d'Wunnunitéiten, wou méi Leit ebe wunnen, dass déi bis elo außen vor waren an dass et wichteg ass, wéi de Max Hahn och dat virdru gesot huet, dass et dem Klima u sech egal ass, wou mer den CO<sub>2</sub> kënne aspuren. An dofir ass och hei eng substanziel Énnerstëzung do an déi geet bis 14.600 Euro. Dat ass, wat den Neibau ugeet.

Den Assainissement ass och ganz wichteg, d'Renovation. Mir müssen effektiv den Altbaubestand mobilisieren. Mir wëssen, mir doen eis do e bësser méi schwéier, fir déi drunzéreien. Dofir ass jo déi Aide ganz wichteg, dass ee seet: Mir können e Vorschuss kréien a mir ginn da Suen zur Verfügung, fir dat meescht dann unzepaken. An hei kommen awer och substanziel Aiden derbäi.

Ech ginn elo net op déi eenzel Kritären an, well dat geet e bëssen ze wäit. Et fénnt ee se op deene Sitten, op guichet.lu kann een déi Kritäre fannen. Wat fir mech awer ganz wichteg ass, wat ze énnerstëzzen ass, also d'Ekologie gëtt gekuckt, et gëtt awer och gekuckt, dass ee wäit mat der Isolatioun geet, dass een et rich teg mécht. An dofir wëll ech extra op ee Punkt agoen, mengen ech, dat ass awer dee wichtegsten, deen awer bälkomm ass, dat ass dee vum Conseil agréé.

Dat ass deejéinegen, deen helleft, éischtens emol e Projet opzébauen, de Projet esou gutt wéi méiglech no den neisten Technologien, no de Kritären, déi mer virdru gesot hunn, an dann domat awer e Package ze maachen. An dann eréischt soll am Guichet unique den Accord de principe gemaach ginn, wat och ganz wichteg ass, an da gëtt de Suivi gemaach.

Mir wëssen allegueren, déi an de Gemengen tätteg sinn, wann eng Baugeneemegung ausge stellt gëtt an et geet ém de Contrôle vun der Isolatioun: Ass se dann och elo esou ausgefouert ginn oder net?, dann, mengen ech, ass et awer hei gutt, dass duerch dëst Gesetz e Conseil énergétique mat erakenn, deen d'Begleidung vun der Émsetzung mécht. An do huet et oft gehapert, mengen ech, soudass dat zu engem ganz positiven Effekt wäert féieren an dass mer wierklech do och eng Rei méi därf Projeten elo wäerte kréien.

Ech mengen och, hei geet d'Regierung hin an énnerstëtz dat mat engem Betrag, an dat ass och erém wichteg. Ech mengen, mir müssen d'Leit entspreechend an dësem Fall vun der Erneierung oder vun der Sanéierung an d'Hand huelen. An da gëtt d'Zil och éischter erreicht.

Da vläicht zu den erneierbaren Energien. Ech mengen, och do ass et wichteg, déi Subventioun wäerte weider bleiwen. Et ass virdru gesot ginn, dass den Energiepräis déif ass, well en u sech verstoppete Käschte mat dran huet, déi en awer net a sengem Präs huet. Ech mengen, all d'Emweltkäschte vum CO<sub>2</sub>, do doe mer eis jo schwéier, do doe mer eis ganz schwéier, endlech e Präs, e gerechte Präs deem CO<sub>2</sub> ze ginn. Dofir musse mer déi erneierbar Energien dann entspreechend férderen.

An dofir ass et ganz wichteg, dass d'Solarthermie, also d'Waarmwaasserproduktioun weiderhi gutt énnerstëtz gëtt, substanziel mat 50%, awer de Bonus, deen derbäikenn, dat ass, wann en eng Kombinatioun zum Beispill mat Holz mécht, da kënnt en Dausender mat drop. Ech mengen, dat sinn Hélfestellungen, déi wichteg sinn. A wann den Energieberoder dat och richteg de Leit mat op de Wee gëtt, da sinn ech sécher, dass et och wäert weider zu erfolgräichen Applikatiounen kommen.

Dann, d'Fotovoltaik ass weiderhin énnerstëzungsberechtet mat 20%, soudass mer och bis zu engem Montant vu 500 Euro pro Kilowatt... Mir wëssen, dass insbesondere d'Fotovoltaik an deene leschte Joren eng extrem präiswäert Technologie ginn ass, haut souwuel méi wäit wéi deels Atomkraftwicker, déi mer dohier nach wëllen opriichten, soudass dat och weiderhi vun déser Regierung wäert énnerstëtz ginn.

Dann ass d'Wärmepompel och nach émmer an der Énnerstëzung, och 50%, an och do d'Kombinatiounen. Ech mengen, dat ass wichteg. Do ginn et substanziel Erhéijungen. Dofir ass et gutt, dass an deem Guichet unique, wou d'Leit zesummekommen, déi eenzel Énnerstëzungen da kënnt erklär ginn an drop higewisen ass, wou et sénnvoll ass a wou et net sénnvoll ass, déi eng oder déi aner Technologie anzesetzen, an dass am Endeffekt, an dofir zum Schluss vläicht och do nach eng Kéier e Beispill, wat ee sech kann erwaarden, wann een eng substanziel Renovatioun mécht.

Dat zum Beispill bei engem neie Gebai, wou een och nach dat meescht un erneierbaren Energié mat afleisse léisst, da kann awer, wann ee seet, ech huelen alles, déi 24.000 beim Bau, bei ekologesche Materialien, an da kommen awer all déi Technologien derbäi, dass een herno énnert dem Streich op 35.000 Euro ka kommen. A wann een d'Rechnung mécht längerfristeg, gëtt dat Haus am Gebrauch herno am Fonctionnement vill méi bëllieg, wéi wann ean dat klassesch géif ugoen.

Dann e Beispill och nach, wann een en Haus wëllt renovéieren, ben, do gëtt et verschid Standarden. Wann een elo de Méttelstandard hält an et probéiert een, d'Fassad, den Daach, all Méigleches dann och gutt ze maachen, mat der Hélfestellung v



éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marco Schank.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Marco Schank** (CSV).- Madamm Presidentin, léi Kolleginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut de Mëtten iwwer eng Serie vu véier Projeten, Gesetzesexteter of am Beräich Logement an Ëmwelt respektiv Klimaschutz. D'Zil vun dëse Gesetzer - et ass däitlech ginn duerch déi zwee Rapporteur - ass d'Promotioun vum nohaltege Wunnengsbau an dat konkret iwwert d'Sanéierung, d'energetesch Sanéierung an natierlech och erneierbar Energien.

Am Resümee geet et ém véier Aspekter: éischts, d'Aférirung vun de sougenannte Prêts climatiques am Kontext nohaltege Wunnengsbau, zweetens, d'Aférirung vum Lëtzebuerger Nohaltegeekstcertificat, dem LENOZ, drëttens, d'Asete vun engem Guichet unique am Beräich vun de Wunnengsbähëlfelen, a véiertens ém déi sougenannten „PRIMe House“, déi elo zum Schluss vum Rapporteur Henri Kox virgestallt ginn ass.

An ech wëll, Madamm Presidentin, direkt am Ufank deene béide Rapporteur Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen an och schrifteleche Rapport, dem Max Hahn an dem Henri Kox.

Ech wollt och direkt am Ufank soen, datt d'CSV-Fraktioun déi véier Projete wäert stëmmen,...

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Marco Schank** (CSV).- ...an dat aus engen Rei vu Grénn, énner anerem éischtens, well se an der Kontinuitéit vun deem leien, wat och déi viregt Regierung ugestouss huet, an zweetens, well och eng Rei elementär Aspekter iwwerholl goufen, déi schonns um legislativen Instanzewee waren.

Mir begréissen also déi Projeten, déi haut zum Vott stinn. A mir begréissen och, an ech soen dat kloer an däitlech, datt verschidde vun deenen initiale Proposen an deene véier virleende Projete positiv adaptéiert an erweidert goufen. Dat ass gutt, well ém wat geet et am Endeffekt?

D'Zilsetzung ass ganz kloer déi - dat ass och däitlech ginn an de Rapporte virdrun - , d'nohalteg Wunnen ze favoriséieren, d'Energieeffizienz ze steigeren, datt d'Leit net an d'Energiefal rutschen, ass ee ganz wichtegen Aspekt, an dat Ganzt duerch eng Panoplie vu Moossnamen, fir de Leit dobaussen, méiglechst ville Leit dobaussen entgéintzegoen, datt se kenne profitéieren dovunner, an net némnen d'Leit dobaussen an hiren Haiser, an hire Wunnengen, mä och eis Betriber, eis Handwiersbetriber, d'Entreprisen um Bau, déi hei wäerte kenne profitéieren. A last but not least och de Klimaschutz insgesamt.

Datt mer do aktiv ginn, wou nach ganz vill Reserve sinn, dat ass selbstverständlich am Bestand bei der Alausanéierung. An ech wollt dann och eppes zum Klimaschutz soen. De Klimasképtiker sief gesot, datt et esou ausgesäit, wéi wann d'Jor 2016 weltwäit d'Temperaturrekorder nach eemol wäert brieche par rapport zu deene Jore virdrun, 2014 an 2015, also déi Virgängerrekordjoren, an als wäermste Jor déi Joren iwwertreffe wäert, an och d'Symptomer vun der Ärderwärmung briechen all Rekorder.

Mir sinn zu Marrakesch gewuer gi vun der Weltorganisatioun vun der Meteo, der WMO, datt d'Konzentratioriun vun Zäregasen an der Atmosphär émmer méi héich gëtt, datt d'Miesräis an der Arktis zréckgeet an och déi extrem Wiederphenomeener zouhuelen.

Da wëll ech och soen, datt d'Regierung am Kontext vun dëse véier Gesetzer d'Rad awer elo net nei huet missen erfannen. Duerfir wëll ech och e kuerze Bléck zréck maachen.

Den 8. Abrëll 2011, dat sinn elo iwwer fénnef Jor hier, hunn ech op enger Pressekonferenz deemools de Paquet Logement présentéiert. A fir d'Saachen auserneenzechalen: Paquet Logement ass net de Pacte Logement, deen ass nach an der Regierung do virdru komm gewiescht.

An dëse Paquet Logement huet eng 21 Punkte beinhalt, dorënner eben och eng Partie, déi an deene véier Projeten zréckkommen. Dës Propose waren op verschidde Punkten net esou wäit ausgedaiitscht, wéi dat haut an de Projeten ass, mä d'Stoussrichtung an d'Zilsetzung waren deemools schonn déiselwecht. Ech ziele se nach kuerz op.

Éischtens war dat d'Aférirung vun engem, deemools hu mer dat „Éco-prêt à taux zéro“ genannt fir d'Alausanéierung fir d'Leit mat klen-gem Akommes; zweetens, d'Upassung vun der traditioneller Bonification d'intérêt an eng Éco-

bonification, gekoppelt u Kritäre vun der Energieperformanz; drëttens, d'Zertifizéierung vum nohaltege Bauen; véiertens, eng steierlech Measure, de sougenannten Amortissement accéléré fir Investissementer bei der Sanéierung vu Mietwunnengen, e wichtegen Aspekt, a fénnef-tens, d'Ofäffnerung ebe vum Reglement iwwert d'Performance énergétique vun de Wunngebaier, énner anerem och wéinst den Échéancen, déi mer jo haten a wou mer elo - et ass gesot gi virdrun - énner anerem ab 2017 just nach AA-Haiser am Neibau zouloulossen.

Dés Mesuren a vill anerer sinn dunn an ee Projet de loi agefloss, de Projet de loi relative à la promotion du logement et de l'habitat durables, deen den 20. Juni 2013 an der Chamber déposiert gouf. An, wéi den Titel et seet, war den Objet vun dësem Projet selbst-verständlech d'Promotioun vum nohaltege Bauen. De Projet ass och duerch d'Bank positiv aviséiert gi gewiescht, och vun enger Chambre des Métiers, och vun engem Mouvement écologique. Just den Avis vun dem Statsrot stoung nach aus.

Madamm Presidentin, mir hunn eis deemoos och gefreet, muss ech lech soen, wéi dem Minister Marc Hansen seng Virgängerin, d'Maggy Nagel, an dår éischter Logementskommissioun, déi mer haten am Januar 2014, ugekennegt huet, de Projet géif vun dår neier Majoritéit émgesat ginn. An deemoos huet et geheesch, et géif just op den Avis vum Statsrot gewaart ginn an déi entspreechend Réglements grand-ducaux wieren amgaangen ausgeschafft ze ginn.

Dunn huet d'Ministesch awer néng Méint méi spéit an der Kommissionssättzung vum 23. Oktober 2014 gesot, de Projet géif amendéiert ginn, fir dunn nach eemol fénnef Méint méi spéit ze décidéieren, de Projet am Mäerz 2015 zréckzezéien.

Dëst ass der Regierung hiert gutt Recht. Mä mir fannen et schued, datt et deen Hin an Hier vun émmerhi 15 Méint gouf, an dunn no annerhallwem Joer bis d'Regierung den 31. August respektiv de 15. September du véier Projeten nei op den Instanzewee ginn huet. A Projeten, déi sech wéinstens a puncto Zilsetzungen an Nohaltegeektskritären net riseg vun deem énnerscheet hunn, wat 2013 schon um Dësch louch.

Mir sinn awer zefridden, datt mer haut kenne doriwver ofstëmmen. A mir sinn zefridden, datt esou munche Punkt an déi véier Projeten iwwerholl ginn ass, wann och net zu 100%, mä awer datt d'Basisiddien allemol do zréckgeholl goufen.

Ech erënneren och drun, datt de Kolleeg Marc Lies am Kader vun deem Débat Logement, dee mer 2015 hei am Haus haten, och eng Proposition de loi déposiert hat, fir an zwee Punkten nach eng Kéier op dee Projet de loi zréckzukommen, näamlech beim Prêt à taux zéro fir d'energetesch Sanéierung an eben och am Kontext vun de Kritäre fir d'Salubritéit, d'Hygién an d'Sécuritéit am Wunnberäich.

Op déser Platz wollt ech dann och e puer Wuert zu deene véier Projete soen.

An éischter Linn wëll ech hei op d'Aférirung vum Klimaprêt à taux zéro respektiv taux réduit agoen, de Projet 7055. De Grondgedanke vun dår Moossnam ass et eben, mannerbemëttelte Leit a Stéit eng energetesch Sanéierung vun hire Wunneng virzefinanzéieren, woubâi de Stat och - ech mengen, dat ass e wichtegen Aspekt - d'Garantie vun de Prêten iwwerhëlt. Dëst ass eng effikass Mesure géint d'Energiearmut, well fir vill vun dëse Leit stellen nieft de Wunn-käschten d'Heizkäschten dacks dee gréissen Deel vun den Dépense vun engem Stot duer.

Et ass, wéi schonns gesot, eng Win-win-Situatioun, well duerch d'Energieaspiree solle sech zumindest zum Deel d'Sanéierungskäschte quasi selwer finanzéieren. A fir sozial schwaaech Stéit ass een Nullzénsprêt jo do virgesinn. Awer och besserbemëttelt Leit souwéi Betriber, et ass virdru gesot ginn am Rapport vum Kolleeg Max Hahn, kenneen an de Genoss vun dësem Prêt kommen, awer dann net zum Nullzéns, mä zu engem reduzierten Zénssaz.

Mat der Aférirung vum Taux réduit mécht d'Regierung däitlech Faveuren, well hei net no soziale Kritäre viru gekuckt gëtt, an dat verwonnert dach. Als Beispill: Ech erënnerre mech, deemools beim Eropsetze vun der TVA Logement bei Zweettunnenge vun 3 op 17% ass do nach anescht argumentéiert ginn.

#### (Interruptions)

Ob dës Offer als solch an dësem Moment bei natierlech historesch niddregen Zénssätz vun de Leit wäert wouergeholl ginn, dat bleift ofzawaarden. Mir wënschen eis dat. Och ass d'Prozedur, bis et zum Ofschloss vun esou engem Prêt ka kommen, net émmer gradesou einfach. Op jidde Fall, d'Accordéiere vun de Krediter erfollegt an Zesummemaarbecht mat de Ban-

ken, déi mam Stat eng Konventioun müssen ofschléissen, dat ass och virdru gesot ginn, wann en esou Prête wëllt ubidden.

An an deem Zesummenhang wier et interessant, och vum Logementsminister, dem Marc Hansen, ze héieren, ob et schonn Démarché gouf - ech ginn dovunner aus - a wéi wäit déi scho gedie sinn, datt mat de Banken op der Plaz kënnen esou Konventiounen énner-schriwwen ginn.

Ganz wichteg ass am Zesummenhang vun dësen neie Mesuren och den Aspekt vum Informéieren a vum Sensibiliséiere vun de Biergerinnen a Bierger, wann ee wëllt Succès hu mat dëse Mesuren; ech mengen, datt dat e wichtegen Aspekt ass. Et muss de Leit matgedeelt ginn, datt et an Zukunft eben dës Offer gëtt, an hinnek, mengen ech, och virun allem unhand vu konkrete Beispiller däitlech gemaach ginn, wat d'Virdeeler vun der Energiesanéierung kënnen fir si duerstellen.

Vill Leit, virun allem mannerbemëttelt Stéit, sinn dacks retizent, wann et drëm geet, e Prêt opzehuelen, well se dann eng Schold hunn, déi se belaascht. An duerfir ass et émsou méi wichteg, kloer ze weisen, datt et eventuell kee Käschtepunkt ass, mä een Invest an d'Zukunft, en Invest an Energiespueren.

A mir ginn och dovunner aus, datt d'Regierung elo schonns e konkret Konzept am Tirang huet, an de Minister respektiv déi béis Regierungsvertrieber elo op den Terrain ginn, fir déi nei Mesuren an Aiden ze erklären an ze promovéieren. Ech denken, datt deen Effort wichteg ass. Also duerfir och meng Fro un de Minister respektiv d'Ministesch, ob esou eng Démarche geplant ass, a wa jo, wéi eng dat dann ass.

Madamm Presidentin, en anere Projet aus der Serie ass de Gesetzesentwurf 7053, mat deem en neie fakultativen Zertifizéierungssystem am Logement soll agefouert ginn, näamlech de LENOZ. Hei geet et net fir d'Lescht drëms, d'Sensibilitéit fir de Sujet vum nohaltegen an och am Sënn vum gesonde Wunnen dobaussen eropzeseten.

Et ass och scho virdru gesot ginn, zénter 2008 gëtt et dee vereinfachte System vun der grénger Hausnummer, fir nohalteg Wunnen ze zerfizéieren. An dës gréng Hausnummer stoung och um Ufank eigentlech vun de Beméiunge vun der viregter Regierung, fir änlech wéi am Ausland och fir Lëtzebuerg eng Zertifizéierung auszeschaffen. An Dir kennt déi Modelleur, déi Systemer am Ausland, zum Beispill an Däitschland den DGNB, Deutsche Gesellschaft für Nachhaltiges Bauen, oder de BREEAM, deen aus England kennt, vun engem brittesche Forschungsinstitut entworf ginn ass, respektiv den NF Habitat aus Frankräich.

Vill Leit sinn haut mat Allergien énner-schiddelechster Aart geplot a reageieren op schiedlech Wirkstoffen, op schiedlech Produkter, wéi zum Beispill Léisungsmëttel, wéi se a Faarwen, wéi se a Collen oder Aänlechem ze fanne sinn. A wann een en neit Haus no dem LENOZ-Prinzip baut, kann dëse Problemer Rechnung gedroe ginn an déi op ee Minimum limitiéiert ginn. An ech mengen och, datt déi Zertifizéierung, de LENOZ, ganz wichteg ass, fir spéider e Keefer ze fannen, wou ee jo ka ganz transparent genee opweisen, ma esou ass d'Haus gebaut ginn, esou gesond sinn déi Bau-stoffer gewiescht, déi agesat goufe beim Bau vum Haus, an datt och d'Haus oder d'Wunneng u Valeur gewént. An ech mengen, datt dat e wesentlechen Aspekt ass.

Wichteg ass beim LENOZ, eiser Meenung no, och, datt een no enger éischter Phase de démarrage och relativ séier kuckt, fir eng Evaluatioun ze maachen, an énner Émstänn dann och, wann et néideg ass, Réajustermenter ze maachen; iwwregens eppes och, wat énner anerem d'Chambre des Métiers gesot huet, wat sénnvoll wier. An duerfir wollt ech och an deem Sënn eng Motioun hannerleeën, Madamm Presidentin.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

• constatant que la mise en place du certificat «LENOZ» («Lëtzebuerger Nohaltegeekts-Zertifikat fir Wunngebaier») constitue un élément du paquet «Klimabank an nohalteg Wunnen» du Gouvernement;

• saluant que cette certification vise à accroître la sensibilité au sujet de la durabilité des logements et la transparence du marché immobilier;

• constatant qu'autre la performance énergétique, les impacts des matériaux de construction sur le bien-être et la santé, l'accessibilité, le trafic ou encore d'autres éléments sont pris en compte pour évaluer la durabilité des logements;

• constatant que la certification LENOZ est une certification volontaire et qu'à partir de 2017 une certaine sélection de critères est à la base des critères d'éligibilité pour le régime d'aides finan-

cières «PRIMe House» en cas de nouvelles constructions;

• estimant qu'un bâtiment durable certifié va générer des retours sur investissement plus longtemps qu'un bâtiment non durable;

• saluant qu'une aide financière pour l'établissement de ce certificat est prévue, afin d'encourager la propagation de cette nouvelle certification;

• estimant cependant que la certification ne sera couronnée de succès que lorsqu'elle sera simple et facile à utiliser,

invite le Gouvernement

• de faire une évaluation après la phase de démarrage et de procéder à des réajustements le cas échéant,

• à promouvoir les nouveaux procédés de construction activement auprès des maîtres d'ouvrages, des maîtres d'œuvre et des entreprises, des bureaux de conseil et des conseillers en énergie agréés.

(s.) Marco Schank, Sylvie Andrich-Duval, Félix Eischen, Marc Lies, Marcel Oberweis.

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci.

► **M. Marco Schank** (CSV).- De LENOZ-System ass dorriwwer eraus awer ausschlaggebend, dat ass virdrun och gesot ginn, bei der Attributioun vun den neie PRIMe-House-Bähëlfelen, wou ebe méi staarken Akzent op d'nohalteg Wunne geluecht gëtt, wat d'energetesch Sanéierung vun de Gebaier ubelaangt. An iwwregens ass och normal, ech soen dat dann, datt d'PRIMe House, d'PRIMe-House-Reglement ugepasst gëtt, well jo ab dem 1.1.2017 AA-Haiser Standard ginn, Passivhaiser Standard ginn.

An der Vergaangenheit war et awer sécher déi richteg Décisioun, fir verstäerk Bähëlfelen ze ginn, fir d'Leit dobaussen ze sensibiliséieren, fir Energiespuerhaiser, duerno Niddregenergiehaiser respektiv Passivhaiser ze bauen. An ech mengen, datt een dat och mierkt déi lescht Joren, datt virun allem och jond Stéit dorobber zréckgegraff hunn, net gewaart hu bis 2017, wou et da Standard ass, mä scho virdrun och deen Incentive, deen de Stat ginn huet, dee Coup de pouce matgeholl hunn, fir Wunnengen opzériichten, Haiser opzériichte mat ganz nid-dregem Energieverbrauch.

Och nach ee Wuert zum drëtte Projet de loi, dem 7054. Ech mengen, datt d'Noutwendegkeet fir d'Mise en place vun engem Guichet unique, fir all d'Aiden am Wunnen zesummenzebréngen, déi sozioekonomesch, déi am Logementsministère si respektiv waren, an déi ekologesch Aiden, déi am Environnement waren, dat ass mir selwer deemoos zimlech séier bewoos ginn, besonnesch well ech och déi zwou Kapen hat, de Logement an den Environment. An duerfir, mengen ech, ass dat definitiv eng gutt Saach, datt dat elo prett gëtt, fir de Leit dobaussen et méi einfach ze maachen, sech un eng eenzeg Stell, un en eenzege Büro fir all d'Aiden ze adresséieren, egal, wéi gesot, ob et sech ém d'sozioekonomesch oder ém ekologesch Aiden handelt. An dat ass ganz kloer eng Mesure vun Simplification administrative. An ech denken och, datt d'Chambre des Métiers recht huet, wa se an hirem Avis seet, datt och dat eng Viraussetzung ass, fir datt um Enn den Traitement vun den Dossieren och nach méi séier, méi reibungslos ka fonctionnéieren.

Dann de véierte Volet respektiv de Projet 7046, wat jo d'Reform vun dem Regimm vun de Bähëlfelen ass, do wëll ech net ze vili laang drop agoen, deen ass relativ technesch. Do sinn eng ganz Partie Saachen dran, déi am Rapport vum Henri Kox jo gesot goufen. Dat ass e wesentlech Instrument, fir einfach den nohalteg Wunnengsbau dobaussen attraktiv ze maache weiderhin. An duerfir, wéi gesot, ass dat ee wichtegen Aspekt, fir déi ambitiéis Z



# SÉANCE 20

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Souwält wéi ech et iwwerblécken, ass net ganz vill geännert gi bei den Aiden am technesche Beräich, also bei der Fotovoltaik, bei den thermesche Solaranlagen, de Wärmepompelen, den Holzchaudièreen oder och de Wärmenetzer.

Madamm Presidentin, wann d'Majoritéit seet, fir Propose wieren der Evolution ugepasst a géife méi wäit goen, wéi déi aus dem Projekt vun der viregter Regierung, da fält mir och keen Zack aus der Kroun, fir ze soen: Dat ass esou!

## (Brouaha)

Wat fir eis zielt, ass dat, wat fir d'Leit an eisem Land u Positivem herno derbäi erauskénnt. An duerfir soen ech och nach eng Kéier: Et ass wichteg, datt d'Regierung higeet a wierklech d'Promotioun vun deene Mesuré mécht, well vum selwe geet dat ganz sécher net.

Vläicht awer nach ee Saz zu engem Punkt, wou ech respektiv déi viregt Regierung wollt méi wäit goe wéi dat, wat mer elo hunn. Ech wëll dee just ernimmen och am Kontext vun der Energiearmut. No der Philosophie vun der AIS, der Agence immobilière sociale, war eis Iddi déi, fir eng staatlech Káschtebedelegung am Kontext vun enger Gestion locative sociale fir d'Gemengen an d'Institutiounen anzeféieren. Ech mengen nach émmer, datt dat eng gutt Saach wier.

Um Enn wollt ech der Émweltministesch awer och nach eng Fro stellen, déi mam weidere Virgoe vun der Regierung am Kontext Klimaschutz zesummenhangt. A si ass mer jo net béis, ech hunn déi Froe schonn dräi- oder véiermol gestallt. Elo viru Chrëschtdag kréien ech méiglecherweis och eng Antwort.

An der Vergaangenheit hunn ech scho méi dacks op dëser Plaz drop higewisen, datt, wa mer déi Challenges unhuelen, déi ustinn, a wou mir gären och een Deel sinn, fir déi Erafuerderung vum Klimaschutz ze meeschteren, datt een dann d'Biergerinnen an d'Bierger muss an d'Boot huelen, datt een d'Zivilgesellschaft am Boot brauch, well ouni e staarke Réckhalt an der Regierung (veuillez lire: an der Bevölkerung) geet dat net. A wann ee wëllt dat Abezéie vun der Zivilgesellschaft strukturéieren, da muss een och duerfir ee Konzept hunn. An ech hat deemoos an däir Proposition de loi, Dir erënnt lech, proposéiert - dat ass ee Wee, et ginn och vläicht anerer -, fir ee Partenariat vun der Zivilgesellschaft, also de Gemengen, den ONGen, de Gewerkschaften, dem Patronat an esou weider zesummenzeseten.

Wéi gesot, et ginn och aner Méiglechkeiten. An ech denken och dodrun, well dëiselwecht Diskussioun hu mer elo am Kader vun dem Débat iwwert de qualitative Wuesstum zu Lëtzebuerg! An ech hunn dem Minister fir Landesplanung, dem François Bausch, eben déi Fro gestallt gehat: Wéi maacht Dir dat dann elo, fir d'Zivilgesellschaft, ze participéieren? An ech muss soen, op déi Fro hunn ech eng Antwort kritt, wou een duerhaus ka soen, déi gëtt engem Satisfaktiou! En huet mer gesot: Mir hunn eben e participative Prozess virgesi mat enger "crowdsourcing"-Campagne, duerno engem Grupp vun Experten, déi dann déi Antworten evaluéieren, mat uschléissend Interviewen, regionalen Approachen an, an, an. Ech muss soen, dat fannen ech eng sénnoval Approche, fir dat ze maachen. Dat wënschen ech mer dann awer och am Klimaschutz! Duerfir wollt ech einfach nach eng Kéier nofroen: Ass do scho gewoss, wéi mer virginn, fir d'Zivilgesellschaft am Klimaschutz anzebanen? Ech wier vrou iwwer eng Antwort.

An da wëll ech eng allerlescht Fro stellen, an dat ass déi, ob respektiv wéini den Nohaltegeeketscheck kénnt, deen am Regierungsprogramm steet.

An domat, Madamm Presidentin, wollt ech Merci soe fir d'Nolauschteren, ouni ze widderhuelen, datt mir als CSV-Fraktioun déi véier Projete wäerte stëmmen. Merci!

## ► Plusieurs voix.- Très bien!

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Merci dem Här Schank. Als nächst Riedherin hunn ech ageschriwwen d'Madamm Taina Bofferding. Oder?

► M. Alex Bodry (LSAP).- Neen, ech mengen net.

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Ben, op menger Léscht ass et d'Madamm Bofferding.

## (Interruptions)

Ech mengen, dat ass och richteg, vu dass de Rapporteur vun der DP war. Et ass un der Madamm Bofferding!

## (Interruptions diverses)

Da sidd ganz gentil, da maache mer Ladies first! Maache mer Ladies first. D'Madamm Bofferding fänkt elo un.

► Mme Nancy Arendt (CSV).- Selbstverständlichkeit!

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Madamm Bofferding. Dir hutt d'Wuert. Elo muss se kämpfe bis de leschte Moment hei!

► Mme Taina Bofferding (LSAP).- Jo. Merci, Madamm Presidentin. Bei eis am Land gestalt sech den Accès zu bezuelbarem Wunnraum fir ganz vill Leit nach émmer schwiereg. Deen zénter méi wéi zwee Jorzéngten op der Säit vun der Demande entstoenden Drock gëtt duerch déi verännert sozioökonomesch Situations vun de Ménagen, wéi Singleménagen, Monoparentaux oder och Bevölkerungsalterung, awer och duerch de staarke Bevölkerungswuesstum, spréch d'Immigratioun nach verstärkt. Opgrond vun dësen Entwicklunge versicht déi éffentlech Hand, nei Solutiounen ze fannen a bestoend Instrumenter vun der Logementspolitik zu verbesseren.

De Stat offréiert eng Panoplie u Mesuren zur Ënnerstëtzung vu perséinlechen Initiativen zum Bau, um Kaf, dem Lououn oder der Renovation. Dës Initiativen, déi elo mat deenen eenzelne Projet-de-loie wäerte geholl ginn, si keng Bäihellefen, déi d'Wunnengsoffer méi bëlle gestalten oder de Bau vu soziale Wunnenge wäerten ukuerbeln. Dofir sinn Efforte geommaach ginn, wéi zum Beispill d'Vervuebelung vum Budget fir de soziale Wunnengsbau, méi Moyene fir d'SNHBM an och de Fong oder, e weidert Beispill, d'Besteierung vun eidel stoendem Wunnraum a broochleinden Terrainen, déi verschidde Gemengen agefouert henn, d'Ewechfale vun der Valeur locative, net ze vergiessen déi nei Aspekte, déi mat der Steierreform a Krafft trieden, genausou wéi d'Modifikatiounen fir d'Ofsetze vum Bausparvertrag an, nach e weidert Beispill, d'Aféierung vun der Subvention de loyer, wou mer och iwwregens duerfe gespaant sinn, wann deen éischte Bilan gezu gëtt, fir ze kucken, ob dann och schlussendlech all déi Leit, deene mer jo gehofft hatten, mat dësem Gesetz ennert d'Aerm ze gräifen, ob déi dann och wierklech kenne vun dëser Mesure profitéieren.

Déi Initiativen, iwwert déi mer haut ofstëmmen, viséieren aner Punkten an der Logementspolitik, déi awer net manner wichteg sinn: nohaltegt Wunnen, energetesch Sanéieren an d'Simplification administrative. De ganze Package beinhalt véier Instrumenter respektiv véier Gesetzer, déi de Rapporteur, den Députéierte Max Hahn, virdrun op eng ganz verständlech Manéier presentéiert huet a woufir ech em dann och wëll Merci soe fir sái schriftechen a mëndleche Rapport.

D'Konzept ass eng Mëschung aus Subventiounen a staatlecher Virfinanzéierung. Erhofft gëtt sech doduerch eng Sanéierungswell, déi glächzäiteg e positiven Effet op den Energieverbrauch an op d'Klimabilanz vun eisem Land laangfristeg soll henn. Mat deenen eenzelnen Initiative strieve mer net just eng Ännérung am Denkmuster an der Klimapolitik un, mä och an der Politik vum Logement.

Fir d'Energieeffizienz vun de Wunngebaier ze verbesseren, den Energieverbrauch an den Austouss vun CO<sub>2</sub> ze reduzéieren, sinn an deene leschten aacht Joer vill legislativ Efforte geommaach ginn, fir europäesch Direktiven an dësem Beräich émzesetzen.

Fir eis Sozialiste war an ass émmer wichteg, datt ökologesch Konditiounen, déi un d'Ausbezuele vun eenzelnen Aide gebonne sinn, net dierfen dozou féieren, déi finanziell méi schwaach gestallte Stéit vun deenen, also vun engem Deel vun dësen Hellefen auszeschléissem. Dofir war fir eis och viru Joren d'Propos, de Fokus némmeen op déi ökologesch Komponent ze leeën, net sozial gerecht. D'Iwwerleeung deemoos zum Beispill, d'Halschent vum bëlle Akt dovunner ofhängig ze maachen, ob d'Wunneng, déi ee keeft, verschidde ökologesch Kritären entspricht, wär fir eis keng gutt Neierung gewiescht. Et hätt näämlech eng ganz kloer Verminderung vum sozialen Aspekt bedeit. Némmeen déi, déi sech et hätte kenne leeschten, hätten am Endeffekt dovunner profitéiert. A wann een d'Émwelt wëllt schützen, da soll een dat op eng positiv Aart a Weis maachen an Ureizer schafen.

Wat een awer net soll maachen, ass aus reng émweltpoliteschen Argumenter Logementshëlfle kierzen. Esou eng Politik bréngt der Émwelt guer näisch. Domadder gi keng CO<sub>2</sub>-Emissioun reduzéiert. Dat Eenzegt, wat dobäi erauskénnt, ass, datt d'Leit, déi dréngend Hëlfle brauchen, mächer Énnerstëtzung kréien.

Et ass sénnoval, geziilt akommesschaache Stéit ze hellefen, fir hir Wunneng energieméisseg ze verbesseren, well déi oft net de Choix

hunn an eng al a schlecht isoléiert Wunneng kafen oder loune müssen. An dofir begréissee mer énner anerem d'Aféierung vun enger Klimabank, eng weider Initiativ, fir nohaltegt Wunnengbaupolitik ze promouvéieren a géint Energieprekaritéit virzegoen.

De sozialen Aspekt besteht doranner, datt virgesinn ass, datt jee no Héicht vun der Pai d'Leit entweder e Prêt kréien, wou se keng Zénsse musse bezuelen, oder wa se méi verdéngen, e Prêt mat engem reduzéierten Taux kréien. Mat de Suen, déi se duerno energietechnesch spueren, soll de Prêt dann deelweis zréckbezaelt ginn. Dat huet zum Virdeel, datt vill Leit hir Wunneng können isoléieren oder sanéieren, an net némmeen déijéineg, déi niewent der Subvention nach genuch Gegekapital hunn.

Fir eis Sozialisten ass wichteg, datt finanziell méi schlecht gestallte Stéit d'Méiglechkeet kréien, fir energetesch Sanéierungen ze maachen, ouni mussen d'Geld am Virfeld op den Dësch ze leeën, wat dës Stéit, wéi gesot, oft net kenne maachen, well se einfach net déi finanziell Capacitéiten hunn. De Part iwwerhëlt de Stat duerch d'Virfinanzéierung.

Wéi gesot, dést Gesetz huet e sozialen Aspekt, mä ass awer keng reng sozial Mesure. Déi Stéit mat engem wierklech ganz klenge Revenu wäerten ni eng Klimabank opsichen, well si weider en Haus hunn nach Moyenen hunn, fir kenne ze renovéieren. Hei ass awer vläicht e gudden Usaz ginn, datt och d'Propriétaires, déi d'Wunnenge verlounen, op d'Klimabank duerfen zréckgräfen. Sou kunnen Appartementshaiser, Studioen, déi an engem schlechten Zoustand sinn, endlech renovéiert ginn. Dës Renovationen kommen da schlussendlech och nees deene Ménagen zegutt, besonnesch deene finanziell méi schwaachen, well et sinn oft déi, déi sech keng ege Wunneng kenne leeschten a wéi gesot müssen oft loune goen.

D'Spiral vun der Energieprekaritéit gëtt, ofgesinn duerch Káschtefroen, nach doduerch verstärkt, datt dës Leit dacks a schlecht isoléierte Wunnenge liewen. An duerch anstänneg Sanéierunge kenne si un de Káschten am Energieverbrauch spueren. Et wär am Endeffekt eng Win-win-Situatioun souwuel fir de Propriétaire wéi och fir de Locataire.

Wichteg an deem Kontext ass och d'Zesummenaarbecht mat „myenergy“, fir datt d'Leit kenne erausfannen, wou Energie ka gespuert ginn a wat si nach vun Hëllefe kenne respektiv duerfen ufroen.

Weider gëtt och op d'Zesummenaarbecht mat den Offices sociaux gesat, déi wichteg Begleeder an deenen Démarché sinn. Déi spille fir meng Partei eng ganz wichteg Roll, well d'Offices sociaux sinn oft déi éischter Ulfstell, un déi d'Leit sech wenden, fir ze kucken, ob se Hëllefe kenne kréien. An dofir ass et an eisen Aen och ganz wichteg, datt d'Leit, déi do schaffen, déi néideg Informationen hunn an och um neiste Stand vun den Informatiounen sinn, fir d'Leit am Domän vun der Energiearmut beschtméiglech kennen ze énnerstëzzen.

Niewent der Klimabank ass de Guichet unique en zweet Gesetz, op dat ech nach wëll agoen. Déi aner wäert herno den Députéierte Yves Cruchten kommentéieren. Et wäert fir d'Bierger an Zukunft vill méi einfach a manner stressig sinn, well si sech just nach müssen un eenen eizege Büro wenden, also e Guichet unique müssen adresséiere fir déi eenzel Aiden. Et muss ee sech net méi Gedanke maachen, wou a wéini een nach iwwerall muss higoen, an eventuell herno d'Gefor leeft, eppes Wichteges ze vergiessen oder Délaien ze verpassen. De Guichet unique wäert an eisen Aen de Leit sécherlech d'Liewe vereinfachen.

Et ass an hirem Interessi, datt d'Fichiere mat de jeeweilegen Donnée reggruppéiert ginn, egal ob déi Aiden herno vum Logementsministère oder vun deem vun der Émwelt bezuelt ginn. Wichteg ass, datt d'Bierger déi richteg Informationen op enger eenzeger Plaz kréien, émfangräich berode ginn an an hiren Démarchen och adequat begleitet ginn.

D'Émwelt schouen a fir spéider Generationen erhaile fonctionnéiert am beschten, wa mer d'Nohaltegeet fest an eisen Alldag intégréieren. An dat gëllt och fir d'Wunnen.

Mir si gefuerdert, derfir ze suergen, eis Bierger virun Energiearmut ze schützen an hir sozial Ausgrenzung ze verhënneren. Hei steet d'éffentlech Hand an der Verantwortung, Personen eng suffisant Grondversuergung mat Energie ze garantéieren a se virun Energieprekaritéit ze schützen. Energiearmut därf keen neit sozialt Risiko sinn. Dofir énnerstëztzt d'LSAP de Package Klimabank an nohaltegt Wunnen. An all weider Efforten, déi an dës Richtung ginn, si mer der Meenung, datt déi an déi richteg Richtung ginn.

Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Merci der Madamm Bofferding. Dann ass et elo um Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Merci, dass Der d'Madamm Bofferding virgelooss hutt! Mir müssen dat kontrolléieren. Et ass elo un lech.

► M. Claude Lamberty (DP).- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, en Débat an e Vott zur Schafung vun enger Bank, émsou méi vun esou enger spezieller Bank wéi der Klimabank, ass sécherlech keen alldiegliche Virgang hei am Parlament. Dës Bank, déi esou vill Virdeeler huet, dass ee vun enger véierfacher Win-win-win-win-Situatioun ka schwätzen, setzt e Meilesteen a ganz verschidde Beräicher a setzt haapsächlech en déckt Ausrufezeichen hannert d'Volontéit vun dëser Majoritéit, fir politesch Visiounen zu Realitéiten ze maachen.

Mat der Klimabank komme mir zu engem Paradigmewiessel, ewech vun enger renger Subsidiepolitik hin zu enger Politik, wou mir d'Bierger aktiv mat an d'Boot huelen, fir positiv Veränderungen zum Wuel vun der Émwelt, dem Handwerk an eise Betriber a schlussendlech dem eegene Portmonni ze realiséieren.

De Stat gëtt also vun engem renge Subsidieninstitut zu engem aktive Begleeder a Motivatiouncoach fir seng Bierger, e vill méi zilorientéierte Wee, deen och bái Wäitem méi erfolgversprechend ass, wéi dat bis elo de Fall war.

Firwat? Ma well de Stat d'Bierger do énnerstëztzt, wou si e brauchen, a si do motivéiert, wou vläicht Gedankespiller bei de Leit stattfanen: Soll ech oder soll ech mäin Haus elo net renovéieren?

De Rapporteur Max Hahn huet déi technesch Detailer zur Klimabank schonn exemplaresch ilustréiert an erklärt. Ech wëll mech dofir méi op de politesche Kontext vun dësem Projekt konzentrieren.

Ech hu mat engem, kommt, mer soen, Mix vu Verwonnerung an heiansdo och liichtem Schmunze verschidde Aussoen an de leschte Wochen a Méint an de Medie verfollegt.

Et ass schonn erstaunlech a glächzäiteg awer och schéin ze gesinn, dass Projeten an Iddien, dass Visiounen, déi ee lancéiert a fir déi an am Ufank éischter spéttig Remarquen aus verschidde Ecke kritt - ech ka mech do erënneren, virun aacht, zéng Joer: Wat wëllt d'DP dann elo fir eng Bank schafen? -, jo, um Enn, wa se da kuerz virun Erfolleg sinn, kommen aus deeneselwechten Ecker éischter Luef, vläicht souger heiansdo Remarquen: Dat wélle mir jo eigentlech genau d'nämlech maachen! - majo, do kenne mir just soen: Dat ass schéin ze héieren!

Et kéint een dat intituléieren: „Vum Kritiker zum Gebürtshelfer“. Dat ass jo emol eng Evolution, déi mir als Demokratesch Partei mat Satisfaktiouen zur Kenntnis huelen. Et beweist awer och, dass déi Visioun, déi d'Demokratesch Partei viru geneet zéng Joer eng éischte Kéier an d'Gespräch bruecht huet, an déi extrem positiv Auswirkunge fir d'Gesellschaft, fir d'Ekonomie, fir eis handwierklech Betriber, fir d'Émwelt, fir d'Klima, jo fir d'Liewensqualitéit an de Portmonni vun de Leit mat sech bréngt, jo, dass déi Visioun, déi huet Realitéit gëtt, dee richteg Wee war.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ass och de Beweis, dass ee Visiounen muss henn, wann ee wëllt positiv Veränderungen erreichen a wann en eng Gesellschaft wëllt, déi no Fortschritt strieft. Well näisch anescht war dat 2006: eng politesch Vue an d'Zukunft! Eng Vue, wou een d'Leit gëif aktivéieren a wou ee se mat an d'Boot gëif huelen, fir Klimaziler ze erreechen, a sech an der Lëtzebuerger Ekonomie dobäi glächzäiteg nach eppes Guddes gëfen.

Et ass och de Beweis, dass et sech lount, Visiounen ze verfollegen, eegen Iddien an Iwwerzeuggungen ze henn an och dofir ze kämpfen.

Ech wëll lech e klengen Iwwerbléck ginn, wéi et zu der Klimabank koum, ganz besonnesch well jo verschidde Parteien net just Gebürtshelfer, mä quasi, jo, wéi solle mer soen, Papp vum Klimabankprojet wëlle sinn.

De Logementsminister aus der viregter



# SÉANCE 20

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

wat d'Leit dierfe verdéngen, fir vun der Hélfel ze profitéieren, net esou déif ass wéi am Här Schank sengem Modell. Do sollten u sech d'Leit mat ganz niddregem Akommes énerstétz ginn.

Den aktuelle Regierungsprojet awer wéllt eng breet Majoritéit vun de Bierger fir de Klimaschutz gewannen. Dés Majoritéit huet also, nieft de Leit mat niddregem Akommes, och d'Méttelschichten net vergiess, fir zum Zil ze kommen. Renovationen a Sanéierungen, fir Energiekäschten ze spueren a Klimaziler ze errechen, dat war d'Zil an dat geléngt mat der Klimabank vun déser Koalitioun. Konkret...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Lamberty, erlaabt Der, dass den Här Schank, deen Der indirekt ugeschwat hutt, lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Selbstverständlich!

► **M. Marco Schank (CSV)**.- Merci, Här President. Ech wollt just eng Fro stellen un de Kolleg Lamberty, ob hie sech erénnert, wat deemools am DP-Programm stoung an deem Kontext, wat eng Klimabank sollt sinn.

Ech wollt just zwee Sätz soen. Do stoung: „Die Klimabank soll Risikokapital für die im Bereich der erneuerbaren Energien tätigen Start-ups oder Unternehmen zur Verfügung stellen, Investoren bei größeren Projekten zusammenbringen und Versicherungen oder Garantien bei sinnvollen aber risikoreicheren Investitionen (...) bieten.“ An da geet dat esou virun: „Innovation, Forschung und Entwicklung“ an esou weider. Do si mer awer nach net!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Nach net, nach net. Also, ech huueln Ar Remarque gär zur Kenntnis a se war och ganz sécher richteg, well se stoung jo am DP-Programm!

## (Hilarité et interruption)

Gutt. Komme mer dann zréck, wat dat elo konkret heesch. Konkret heesch dat: De Stat, deen helleft a motivéiert däitlech méi Leit, hiert Haus ze renovéieren an esou hir Energiekäschten no énnen ze drécken. Dat nennt een: Politik fir d'Bierger maachen. Mat der Ouverture op d'Gesellschaften an dem „Prêt à taux réduit“ wäert et insgesamt e spierbar méi décke Volume un Dossiere ginn. An dat ass an dësem Fall absolut positiv!

Komme mer awer zréck, wéi aus der Visioun Klimabank eng Réalitéit gouf. Ech wéll drun erénnern, dass déi éischt Iddie vun der Klimabank Enn 2008 gebuer goufen, déi do wärend ville Méint an Aarbeitsgruppe vun der Demokratescher Partei ausgeschafft goufen. An ech verweisen op de Positiounspabeier vun der DP vum 2. Juni 2008 ebe mam Titel „Umweltpolitik, die Zukunft hat! Gezielt fördern, gerecht fordern“.

An ech ka mech nach gutt un déi éischt Schrëtt vun der Klimabankdiskussion erénnernen, well et war déi Zäit, wou ech d'Chance hat, als President vun de Jonken Demokraten zusumme mam heitege Rapporteur, mam Max Hahn, d'Iddien an d'Suerge vun deene jonke Generationen an deenen Aarbeitsgruppen ze vertrieden.

Em wat ass et der DP deemools gaangen? No Analys an Dialog mat villen Akteuren um Terrain ass et der DP dréms gaangen, en Outil ze schafen, deen op d'Virfinanzéierung opgebaut ass.

Wat war de Grondproblem vu ville Leit? De Grondproblem war ganz einfach d'Feele vum néidege Startkapital. Well, wat notzt et, nodeems ech mäin Haus oder mäin Appartement renovéiert hunn, wann ech da gesot kréien, 20% oder 30% vun de Sanéierungskäschte gi vum Stat iwverholl, wann een awer dès le début guer net an der Lag war, fir de Projet kënnen an Ugréff ze huueln, well een ebe keng finanzuell Moyenen hat, also kee Geld hat, fir d'Renovationen iwverhaapt kënnen an Ugréff ze huueln? Näsicht! Näsicht heesch, ech renovéiere guer net, well ech mir et net leeschte kann.

Dat féiert dozou, dass d'Bausubstanz bei ville Gebaier net veränert gëtt. Dat féiert dozou, dass genee déi Haiser an Appartementer, an deenen déi Leit wunnen, déi net emol einfach esou 20.000 oder 30.000 Euro virstrecke kënnen, Haiser an Appartementer, wou et awer grad Senn maache géif, eng Sanéierung an d'Aen ze faassen, jo genee déi Gebaier bleiwen op der Streck a ginn net renovéiert. Dat heesch gläichzäiteg, dass déi Leit, déi dora wunnen, och net an de Genoss kommen, fir Energie kënnen anzespueren, well jo ebe keng Aspuerunge méiglech sinn, well d'Heizkäschten zum Beispill net erofginn.

D'Visioun war also kloer: En Outil schafen, deen de Leit et erméiglecht, dee se motivéiert an hinen helleft, déi Renovationen kënnen ze maachen, an duerch deen Outil de Leit, dem

Handwierk, der Ekonomie an dem Klima ze hëlfen. Et war eng grouss Erafuerderung. Mä d'Diskussioune ware fruchtbar a wann een haut hei steet an der Chamber an zu deem Projet dierf schwätzen, deen dësen Outil schaft, da weess een, wéi richteg et war, dése Projet ni aus den Aen ze verléieren. Besonnesch d'Leit dobaussen an d'Klima sinn déi ganz grouss Gewënner!

Ech hu gesot, dass d'Demokratesch Partei d'Klimabank 2006 ugeduecht, 2008 esou richteg lancéiert an 2011 du mat engem weidere Positiounspabeier „Die Klimabank bringt Schwung in die Klimapolitik“ weider ausgebaut a verdéift huet. Et war main heitege Fraktionsresident a fréiere Statssekretär am Émweltministère, den Eugène Berger, deen émmer erém op d'Klimabank opmierksam gemaach huet.

## (Brouhaha)

2011 huet d'Klimabank de Wee dunn och bis an d'Chamber fonnt. Eng Motioun an der Chamber gouf ugeholl, ebe genau, fir d'Méiglechkeet vun esou enger Klimabank ze analyséieren. Ech si mer sécher, dass sech verschidde Leit heibannen nach erénnernen un den deemolege Premier an u seng Wieder. Ech zitéieren de Jean-Claude Juncker, lauscht gutt no: „Zu där Klimabank - eng Iddi, déi den Här Meisch a seng Partei jo schonn e puer mol ugesprach hunn - géif ech gäre Folgendes soen: Wann et méi ausgewalzten Texter gëtt um Niveau vun der Demokratescher Partei, da soll een eis déi zoukomme loessen. Onofhängeg dovun, wéi prezis dass déi Iwwerleunge scho konnte gemaach ginn, géif ech gären am Numm vun der Regierung soen, dass d'Regierung averstanen ass, eng Etud ze maachen iwwert d'Aféiere vun enger Klimabank, wou een dann déi Iwwerleungen, déi et vun der Demokratescher Partei gëtt, ka mat afleisse loessen.“ Dat war de Jean-Claude Juncker.

Dat also 2011. Dunn huet et nach zwee Joer gedauert, bis e Projet de loi vum deemolege Logementsminister deponéiert gouf, also ganzer fénnef Joer nodeems d'DP d'Klimabank konkret lancéiert hat. Fénnef Joer also bis eppes geschitt ass!

Elo unzedeten, ech schwätzen elo net vun haut de Mëttag, mä haapsächlech dat, wat een an de leschte Wochen a Méint konnt liesen an héieren, dass mir dräi Joer verluer hätten, némme well dès Regierung de viregte Projet vum „Prêt à taux zéro“ nach eng Kéier op de Leescht geholl huet, dat ass dann awer e bëssem abstrus!

Ech hunn awer dem Marco Schank ganz gutt nogelauscht, dass hien och gesot huet, dass him keng Zack aus der Kroun géif falen, fir ze soen, dass dès Projeten, déi de Mëttag hei um Ordre du jour stinn, en absolute Gewënn sinn. An dofir wollt ech awer och soen: Merci fir déi Wieder, déi Der do un d'Regierung an un eis hei gewannt hutt!

## (Plusieurs voix).- Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Ministère iwwergräifend gouf déi lescht Méint vill a gutt geschafft. Hei just nach eemol d'Haaptpunkten, déi nach um Gesetzestext geännert goufen. De Prêt à taux réduit. De Klimaprêt à taux réduit ass onofhängeg vum Revenu vum Demandeur. Domat ass de Produit fir vill méi Leit accessibel. A genau dat ass dach d'Stäerk vun enger Klimabank, dass näämlech eng Offensiv an der Albausnéierung lancéiert gëtt. Dés Form vu Prêt à taux réduit gouf et am Projet de loi vum Här Schank guer net. Et rechent un allerdéngs dermat, dass an Zukunft zwee Drëttel vun den Empfänger vun de Klimaprêts an dës Klass wäerte falen.

E weidere Plus ass, dass elo och d'Gesellschaften, déi Wunnenge fir Wunnzwecker notzen, vum Klimaprêt profitéiere kënnen. Dëst wäert bedeiten, dass och am Locatif méi sanéiert wäert ginn. Et geet also net némme ém d'Propriétaires, mä och ém déi Leit, déi lounen. Och si wäerten also an Zukunft vu Renovationen profitéieren an esou no deene Renovationen och vu manner héijen Energiekäschte profitéieren. Och dat ass nennens- a luewenswäert.

Ass elo mat engem Ustuerm u Projeten ze rechenn? Et gëtt geschätz, dass an enger éischter Phas mat dësem Projet vun der Klimabank ronn 400 Stéit am Joer dovu profitéiere wäerten. Hätte mer de Projet de loi vum Här Schank eent zu eent émgesat, wären et der sécherlech manner gewiescht, ebe well do just e Prêt à taux zéro virgesi war a well et ebe méi restriktiv gewiescht wär. Et ass also eng Steigerung vum aktuelle Projet par rapport zum viregte Projet.

Nei ass, dass de Bierger, dee vun engem Prêt à taux zéro profitéiert, eng Prime unique vun 10% geschenkt kritt. Dat sinn also bis zu 5.000 Euro, déi de Stat engem Stot einfach emol direkt schenkt, wann e mat op de Wee geet, fir ze renovéieren an ze sanéieren. Déi Suen hellefen also direkt deemjéinegen, dee bereet ass,

ze renovéieren, an esou aktiv zum Klimaschutz bädireit.

Ech resüméieren d'Upassung. Éischtens, d'Schafe vum Prêt à taux réduit, deen net u finanziell Konditioune gebonnen ass. Dat heesch, all Mensch am Land kann dervu profitéieren. Zweetens, de Klimaprêt à taux réduit, deen elo och op ass fir Gesellschaften. Domat erreche mer, dass och Wunnengen energetesch sanéiert ginn, déi verlount ginn. An domat gëtt och géint den Energiearmut am Locatif virgaangen. Drëttens, e Prêt à taux zéro, vun deem einfach méi Stéit profitéiere kënnen. A véiertens, e Prêt à taux zéro mat enger Prime unique vun 10%.

Also, ech si frou, dass mer déi doten Upassunge gemaach hunn. Et ware keng verlure Joren. Et waren e puer Méint, an deene ganz gutt geschafft gouf, fir d'Klimabank op stabill Féiss an op eng méi breet Basis ze setzen.

## (Une voix).- Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Wann ee sech d'Fakten emol ukückt, da muss ee feststellen: Hei hu mer keen Etiquettëschwindel, Här President. Hei hu mer eng aktiv Klimapolitik. Hei hu mer e Projet, deen iwwer zéng Joer lues a lues gewuess ass, an deen um Enn aus enger Zukunftsvisioun e konkrete politesche Projet gemaach huet, vun deem mer schlussendlech alleguerte profitéieren.

Ech ass also genau déi véierfach Win-win-win-win-Situatioun, vun där ech am Ufank geschwatt hunn: den eenzelne Bierger, deen an enger renovéierter Wunneng ka liewen an Energiekäschte kann aspuren; d'Létzebuerger Betriber, déi mat Sécherheet méi Opräg an och nei Opräg kréien, esou Aarbeitsplätze schafen a voll Opragsbicher wäerten hunn; d'Létzebuerger Land, well d'Ekonomie an d'Handwierk ugekuertelt ginn an esou och Steieren an d'Statskees erakommen, an natierlech well duerch eng besser Klimabilanz Strof-gelder kënnen agespurt ginn; a véiertens - an dat misst eis, mengen ech, alleguerte freeën - d'Klima. Létzeburg huet mat dësem Projet e weidere wichtegen Deel zum aktive Klimaschutz bägegdroen. Gebaier gi sanéiert, d'CO<sub>2</sub>-Bilanz gëtt verbessert.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Iddi vun der Klimabank gouf 2006 gebuer, 2008 vun der DP lancéiert. 2011 gouf d'Konzept weidergeduecht. Enn 2014 hat d'DP eng Pressekonferenz, fir dem Public dëse System vun der Virfinanzéierung ze erklären. Am Juli 2016 elo huet de Logementsminister Marc Hansen de respektive Gesetzestext deponéiert. Haut gëtt en hei an der Chamber gestëmmt, an dann ass d'Klimabank ab dem 1. Januar 2017 Réalitéit. Ech mengen, dëst ass e bëssem Beispill, wéi gutt Iddien an der Politik verwierklecht kënné ginn, wann de Wëllen do ass.

## (Interruption par M. Michel Wolter)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Hal-leluja!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Dat ass emol e gudde Sproch, Här Wolter.

## (Hilarité)

Sot deen emol nach eng Kéier haart!

Ech sot „eng gutt Iddi“. Jo, ech mengen dat och esou, well d'Klimabank derzou bädrore wäert, d'Potenzial a verschidde Beräicher fräizesetzen.

Éischtens, an de Kolleg Max Hahn huet et gesot, an eiser Bausubstanz stécht nach ganz vill Potenzial, wat eis CO<sub>2</sub>-Emissiouen ugeet. Duerch energetesch Sanéierungen iwwert d'Klimabank kënne mer eis CO<sub>2</sub>-Bilanz verbessieren an esou eisen Deel am Kampf géint de Klimawandel bädroen.

Zweetens, besonnesch déi Leit, déi an engem Logement wunnen, wat vläicht net esou gutt isoléiert ass, profitéiere vun der Klimabank. Mir hellefen dëse Leit also speziell, aus der Energiearmut erauszekommen.

Drëttens, eis Betriber wäerten esou hiren Know-how an dësem Beräich ausbaue kënnen a weider Aarbeitsplätze schafen.

Däitlech méi Gewënner mat der Kreatioun vun der Klimabank also!

Dat gesot, Merci de Kollege Max Hahn an Henri Kox, Rapporteur vum Projet.

## (Plusieurs voix).- Aah!

## (Une voix).- Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV)**.- Merci der DP.

## (Interruptions)

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Ech widderhuelen dann nach eng Kéier: Den Här Wolter seet och der DP Merci. Ech respektéiere seng Wieder. Ganz grouss.

► **Mme Nancy Arendt (CSV)**.- D'Welt wär verluer ouni DP.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- An ier mer dann awer zum Chrëschmaart kommen, wollt ech awer am Numm vun der Fraktioune vun der Demokratescher Partei natierlech den Accord zu dësem Projet ginn.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Gilles Baum (DP)**.- Bravo! Tipptopp!  
(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Ech gesinn, dass mer alleguer frou sinn.  
(Hilarité)

An ech wollt nach just soen, dass mer bei der Riednerfolleg hallef richteg an hallef falsch waren. Well mer e gréngan an e bloe Minister hunn, hätte mer zwou Versiounen kënnen huelen,...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- ...a vu dass et schwéier gewiescht wär, zwëschent deene Versiounen ze entscheide, hu mer dann eben déi drëtt Versioun geholl, déi dann och nach gewisen huet, dass et nach Gentlemen an dëser Chamber gëtt.

(Brouhaha)

Voilà!

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)**.- Zweemol hallef falsch, da sidd Der ganz falsch.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Neen.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)**.- Zweemol en Hallwe gëtt e Ganzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Also, Dir misst et als Aptikter eigentlech wëssen.

(Hilarité)

Zweemol hallef ass ganz.

(Interruptions)

Sou!

► **Mme Nancy Arendt (CSV)**.- Et ass zwar eng schéi Stëmmung hei de leschten Dag.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Et ass schéin, dass mer no esou engem laangen Dag awer och nach kënnen e bëssen Humor weisen. A fir dann erém zum eeschten Deel ze kommen, ginn ech dem Här Kox d'Wuert, fir eis erém op de Buedem zréckzebréngen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng)**.- Merci. Also, ech maachen et kuerz. Virdrun als...

(Hilarité)

Et ass alles elo gesot gi virdrun. Ech mengen...



becht, mir schwätze vu Koordinatiounen, mir schwätze vu Cohérencen. An ech mengen, grad dee Guichet unique ass d'Beispill derfir, dass een déi Cohérence des politiques ka maachen, dass een zesummen e Projet kann ugoen. Et ass net ee Ministère, et sinn e puer Ministèren, déi do an engem Boot sinn. An dofir mäi Plädoyer nach eng Kéier, fir dass dat eng gutt Saach ass.

An ech hunn och de Moien nach eng Kéier um Ministère nogefrot: Wéi ass et dann effektiv mat deene Retarden oder Netretarde vun den Demanden, déi do virleien, sief et bei den erneierbaren Energien, sief et bei de Renovatiounen? A si konnte mer confirméieren, dass haut kee Mount méi muss gewaart ginn, fir eng Behandlung vun deenen Demanden ze maachen.

Dat heesch, et gëtt direkt traitéiert, et sief den Dossier ass net komplett. An dat muss een émmer erém soen an dat mierke jo déijéineg, déi an engem Gemeng täteg sinn. Dat ass och bei der Baugeneemegung. Do seet een émmer: "Et schleeft, et schleeft, et schleeft." Mä oft ass den Dossier net komplett.

An dat gëllt natierlech och hei an deenen Demanden, déi ee muss maachen, dass den Dossier komplett ass. An da gëtt e schnellstméig lech traitéiert.

An dofir mengen ech, dass dése Fall grad vun engem Guichet unique, wou ee sämtlech Informatiouen zesummen huet... An och do nach eng Kéier op de Klimaberoder, deen elo mat am Boot ass, fir deene sur place ze hellefen, fir se un der Hand ze huelen, mat de Leit, wéi de Marco Schank och virdru gesot huet. Mir mussen d'Leit mat an d'Boot huelen. Mir sinn all an der Responsabilitéit. Et si genuch Gemen gemammen a -pappen heibannen, fir am Kadér vum Pacte Climat déi néideg Informationspolitiken ze maachen, zesumme mat engem Logement, zesumme mat engem Environnement, fir dass mer eben heirauser wierklech, wéi virdru gesot gouf, eng Win-win-win-Situatioun - véiermol „Win“ - erauskréien.

Ech mengen, d'Obligationen, déi mer hu vis-à-vis vun dem Klimaschutz, sinn enorm. Mir wéissen et allegueren. Dat fir 2020 wäerte mer packen, awer effektiv fir 2030 an dorriwer eraus wäert et net esou einfach ginn, fir dat ze maachen.

An de Logement ass effektiv net némmen en CO<sub>2</sub>-Problematikequivalent, well et ass jo alles, wat do gerechent gëtt, mä et ass och do, wou mer wëllen hellefen. Dat ass an der Energiearmut. An ech mengen, dee Rapport, deen erauskomm ass vun dem Statec iwwert d'Monoparentallen, an esou wieder: Wou ass de meschte Besoin? Dat ass am Wunnengbau!

Mä dës Klimabank oder och d'nohaltegt Wunne wäerten deen Dossier net eleng packen. Dofir si mer jo a ville Beräicher am Logement amgaangen, eng Énnerstétzung ze ginn. An do si mer all gefuerdert: Dat ass de Stat, fir am soziale Beräich ze investéieren; ech mengen, gëschter beim Budget hu mer dat nach eng Kéier bewisen. An d'Gemenge sinn och alleguer mat opgeruff ginn, fir do mat zehllefén.

Dat wollt ech nach hei erabréngen, fir ze soen, dass dëst Gesetz wierklech deene wäert hellefen, déi et brauchen, an zousätzlech en Uschub gëtt, fir mäi an der Renovatioun ze maachen. Dofir hoffen ech, dass déi puer Wieder vläicht deen een oder anere Skeptiker nach iwwerzeugt hunn.

Merci.

► **Mme Viviane Loschter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Kox. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wéilt ufänken, fir am Numm vun der ADR deenen zwee Rapporteuré villmools Merci ze soe fir all déi Erklärungen, déi se eis ginn hunn. Ech mengen, mir hu ganz vill Positives iwwert dëst Gesetz de Mëtten héieren. Mir sinn och der Meenung, datt dat wichteg a positiv Moos name kenne sinn. An d'ADR wäert déi véier Gesetzer och matstëmmen.

Ech wéll awer soen, datt déi Argumentatiounen, déi hei gefouert gi sinn, heiånsdo vläicht ze vill optimistesch sinn. Net alles kann iwwerzeegen. Ech wéll just vläicht am Ufank op e puer Froen agoen an och weider Aspekter herno e bëssez mäi genau diskutéieren, iwwert déi mer haut de Mëtten nach net geschwatt hunn.

Eng éischt Fro ass: Wéi realistesch ass dat, déi minus 15% CO<sub>2</sub> beim Wunnen? Mir hunn dat scho gesot, mä ech soen et nach eng Kéier: Mir hunn eng grouss Croissance hei am Land, émmer méi Land kommen an d'Land wunnen. Ass et iwwerhaapt realistesch, déi Ziler ze errechen? An ass et net esou, datt mat deene minus 15%, wou mer probeéieren CO<sub>2</sub>-Reduktiounen beim Wunnen ze kréien, den Drock op d'Leit émmer méi grouss gëtt an och d'Intrusioun vum Stat an d'Privatsphär émmer méi grouss gëtt? Well een, deen hei wunnt, ka sech jo net dem staatlechen Drock an dår doter Hi siicht entzéien.

Eng zweet Fro ass an dësem Kontext: Kënne mer déi Ausgaben, déi mer hei maachen, urechne loossen? Et ass eis als ADR net egal, a wéi engem Zoustand eisen nationale Budget ass. Mir hunn en Defizit vun engem Milliard d'nächst Joer. Ech weess, et gëtt Leit, déi mengen, dann hätte mer nach méi Sputt. Mir denken dat net. Mir wëllen, datt mer alles, wat mir ausginn als Stat a kënnen international urechne loossen, och urechne loossen, fir keng onnéideg Verloschter do ze hunn a finanzieller Natur.

Vill méi grav ass awer, datt mer eis musse froen, ob wierklech bei deenen, déi Energieprekaritéit hunn, ém déi et jo hei soll goen, déi Leit, déi net esou vill hunn, ob déi wierklech kenne profitéieren. Ech weess net, ech hunn do déi Rechebeispiller nogelauscht, an awer stellen ech mer Froen. Huele mer emol eng Famill, déi en Haus keeft, wat un d'Grenzen... Leit, déi net vill hunn, déi dann eppes kafen iergendwou, wou d'Wunnen nach méi bëlle ass, a si hunn d'Grenze vun hirer Kreditfäegkeet ginn. Dofir kafe se en Haus vun 250.000, 300.000 Euro, wat net an engem gudden Zoustand ass, wat grouss Energieverloschter huet, mä wou se un d'Grenze vun hirer Kreditfäegkeet ginn. An da wëlle se dat vläicht sanéieren.

Huele mer och un, einfach als Rechebeispill, se ginn 200 Euro de Mount aus fir Energiekäschten. An da ka sanéiert ginn. An no der Sanéierung, dann hu se 50% gewonnen an da bezuele se nach 100 Euro. Mä se bezuelen net némmen déi 100 Euro Energiekäschten, mä mat deem zénslose Kredit, dee se da kréien, 50.000 Euro, 5.000 Subvention, kréie se e Kredit vu 45.000 Euro, dee se iwwer 180 Méint mussen ofbezuelen. Dat sinn 250 Euro de Mount.

Dat heesch, Leit, déi scho souwisou un der Grenz vun hirer Kreditfäegkeet sinn, hunn dann e Kredit vun 250 Euro de Mount ofzebzuele plus d'Halschent vun deenen Energiekäschten, déi si virdrun haten. Da si se bei 350 Euro amplaz 200 Euro.

Dat ass awer e Rechebeispill, fir ze weisen, datt déi Äermst oder déi, déi an engem Energieprekaritéit sinn, net onbedéngt heivunner profitéieren, an datt mer dofir déi Iddi vun engem Subventionéierung fir extra déi dote Leit net sollen aus den Ae verléieren an net soen: "Mat der Klimabank hu mer elo déi dote Problemer all gelést." Dat ass sécher net de Fall!

Eng aner Fro ass och: Wa mer elo kucken, no wéi enge Kritären oder wat déi Projete sinn, déi do kënnne subventionéiert ginn, dann ass d'Fro och: Ass alles séennvoll? Ass et séennvoll Pellettheitzungen ze subventionéieren; och no Émweltkritäre gesinn? Well mer wëssen, wéi émstridden dat och ass. Mir wëssen, datt d'Pellets vill méi Transport verursaache wéi aner Energieformen, wéi zum Beispill de Gas, an datt deenen hir Gesamtémweltbilanz vläicht quer net esou positiv ass. An awer gi se an déi Gesetz geférdert.

Mä wat elo fir eis interessant ass, dat ass, fir hei Froen ze stellen an op d'Geforen opmierksam ze maachen, déi bis elo nach net gestallt gi sinn, well et ass jo hei awer alt erém eng Kéier och erém e Versuch vum Stat, fir Mentalitéiten ze beaflossen, fir d'Verhale vun de Leit ze ännern. Et ass also schonn intrusiv. A mir wollten dofir vläicht op e puer Sujeten ze schwätzen.

Dat eent ass deen émmer penale Charakter vun deene Mesuren, déi geholl ginn. Ech huelsen als Beispill den Energiepass. Den Energiepass, do kann ee sech wierklech froen, ob et néideg ass, eng penal Strof virzegesinn, wann ee keen Energiepass huet, an och de Senn, ob den Energiepass émmer séennvoll ass. Ass et wierklech séennvoll, datt en Haus, dat muss ofgerappt ginn, nach en Energiepass braucht? Dat steet nach émmer am Gesetz, wann ech richteg informéiert sinn, och wann d'Notairen do e bëssez eng aner Praxis schéngen ze huelsen. Mä dat schéngt nach émmer esou ze sinn. En Haus, wat zwangsversteigert gëtt, brauch een Energiepass.

Ass et de Leit wierklech zouzemudden, déi en Appartement an engem Residenz hunn, datt eng ganz Residenz muss en Energiepass ausstelle loossen, wéinst engem Appartement, wat

soll verkäfft oder verlount ginn? Och do musse mer eis d'Fro stellen, ob mer net ze wäit ginn, souwuel an deem penalen Aspekt wéi och an der Sennhaftegkeet vun deenen Dispositiounen, déi mer hunn.

An deen Zwangscharakter vun der staatlecher Intrusioun am Émweltberäich, dee gesi mer och bei anere Saachen. Mir gesinn e bei därgélechkeet vu Kontrollen Dag an Nuecht praktesch an Émweltgesetzer, wou och keng Proportion méi ass téschent deem, wat wierklech erreecht soll ginn duerch e Gesetz, an der Häert vun der Kontroll an der Konsequenz vum staatlechen Agréff an d'Liewe vun de Leit. Mir hunn et gesi bei de Quecksilverbieren, fir e ganz einfacht Beispill ze nennen, wou mer och net vergiessen, wéi séier d'Leit do mat Saache konfrontéiert ginn, déi an hir eege Wunneng kommen, déi awer héichgefëgt sinn.

Mir hunn also hei eng Rei Entwickelungen. An ech wéll unhand vun dräi konkrete Beispiller, eent direkt, wat hei an de Gesetzer virgesinn ass oder op dat mer elo ze schwätze koumen, weisen, wéi d'Gesellschaft sech entwickelt a wou Gefore kenne lieien.

Dat Éischt ass de Begréff vun der Suffizienz. Dat ass och eppes, wat am Kontext vun der Energieprekaritéit émmer erém gesot gouf: Mir sollen de Leit vermettelen, wat duergeet un Energieverbrauch. Dat ka sénnvoll si bei Leit, déi Problemer hunn, mat hirem Budget émzegoen. Bei Leit, déi wierklech net eens gi mat Suen, kann et natierlech sénnvoll sinn, se ze beroden. Mä och hei ass d'Gefor, datt iergendwéi ni eng Kéier de Stat higheet an de Leit seet: "Ma et geet duer, wann s De eng Televisioun hues, et geet duer wann s De ee Radio hues, an du muss esou an esou liewen", well alles wär net méi responsabel, well et ze vill Energie verbraucht.

Dat gesi mir och an engem Zesummenhang mat deenen intelligente Compteuren, déi elo kommen. Dat kann eng gutt Saach sinn, wann et de Leit hellef, Energie ze spueren. Mä maache mer dach d'Aen net zou virun all deene Gefore fir d'Privatsphär, déi och kënnen domadder verbonne sinn! Déi Donnéeën, déi gesammelt ginn, wou mer net wëssen oder net sécher si mat leschter Konsequenz, wéi se sauviert ginn, firwat se kenne gebraucht ginn, wou de Stat elo eng Kontroll kann driwwer hunn, wie wéini doheem ass, wat en do mécht. Ass dat harmlos, kombinéiert mat all deenen aneren Efforten, fir de Leit émmer méi do eng Liewensweis virzeschreiven?

Ech wéll emol net op déi Gefore wéi Elektrosmog an esou weider agoen, mä ech mengen, mir hunn hei eng Entwicklung hin zu dem gliesene Bierger. De Stat, deen dann technesch d'Méiglechkeet huet, de Bierger komplett zu d'Uerchlichten, ze kontrolléieren am Émweltberäich, och an anere Beräicher vum Liewen. An émsou méi grouss muss d'Verantwortung vum Stat sinn, fir déi Gefore selwer ze erkennen a sech selwer Limitten opzeerleeën, fir datt esou Dériven net kenne geschéien.

An Är Iddi vun de Passivhaiser, déi elo obligatoiresch sinn, erénnert eis och a méi wéi eng Hissicht un dat dote Verhale staatlechersäits. Et wier also erém eng penal Saach, well wien net passiv baut, deen hält sech jo net un de PAP vun engem Gemeng, un de Plan d'aménagement particulier. A wie sech net dorunner hält, dee mécht sech ebe penal stroffällig.

Also och hei erém eng Kéier ganz, ganz staark en Agréff vum Stat fir eng Technologie, déi nei ass, fir eng Technologie, déi nach dowéinst net richteg erpréift ass iwwer laang Zäiten, wou mer awer Etude gesinn hunn aus Kalifornien, déi soen, datt e Passivhaus u sech net manner Energie verbraucht, well sech och d'Verhale vun de Leit op eng Manéier ännert, mat därem net gerechent hat.

Et gëtt sécher positiv Säiten. Wann d'Handwierker elo kann nei Talenter hei entwickelen, nei Beruffer vläicht entwickelen, datt méi muss geschafft ginn am Energieberäich, alles dat ka positiv Niewewirkungen hunn, mä losse mer och hei bei de Passivhaiser net d'Aen zumäache virun de Problemer! De Schimmel an den Haiser. Wéi ass mat den Isolatiounsmaterialien, déi an der Fassad an op anere Plaze sinn? Wéi ass et mat der Renovation vun engem Passivhaus? Dat gëtt vill méi deier, well dat Sondermüll zum Deel ass. Wéi ass et mam Baupräis iwwerhaupt vun engem Passivhaus duerch déi Technologien? Ginn déi net nach méi deier, wéi déi Haiser, déi mer am Ableck bauen? A maache mer et dofir net nach méi Leit onméiglech, hei am Land Wunnraum kenneen ze kafen, Haiser kenneen ze bauen, ganz einfach well déi nei Virschriften, déi nei Technologien d'Bauen nach vill méi deier maachen?

Alles dat si Froen, déi mer eis stellen, wou mer eigentlech émmer erém opmierksam maachen op déi Spannungsfelder, déi mer hei entwickelen téschent dem Besoin fir den Émwelt-

schatz oder den Atmosphäreschutz oder de Klimaschutz op däer enger Säit an dem Recht vun de Leit op Privatsphär an awer och dem Recht vun de Leit op wunnbar an op bezuelbart Wunnen hei am Land wa méiglech.

Mir hunn och festgestallt, datt an deene Gesetzer, wéi se eis elo haut presentéiert gi sinn, u sech d'Betriber net incitéiert ginn oder net gehollef kréien, fir Energierenovationen ze machen, ausser elo eng Gesellschaft, déi an der Locatioun, am Wunnraum ass. Mä et ass jo och wichtig, datt eis industriell Landschaft, eis Kleng- a Mëttelentreprises och finanziell gehollef kréien. An do ass d'Fro: Wat mécht d'Regierung speziell an deem Beräich, fir och eis Betriber ze entwickelen a fir hinnen do an deem Beräich ze hellefen?

Ass d'Zäit ofgela?

Da wollt ech zum Schluss kommen. Merci, Här President. An iwwert de LENOZ... Gutt, mir denken och, dat muss alles fräiwelleg sinn. Dat gesot, wéll ech also hei als Konklusioun soen, datt mer eis deene Geforen an deene Froe ganz bewosst sinn, déi mer an deem dote Beräich vun der Gesellschaftsentwicklung hunn. Mä déi véier Gesetzer, déi mer haut virleien hunn, déi wäert d'ADR matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Kartheiser. An den nächste Riedner ass den David Wagner.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Lëtzbuerg steet bei der Reduktioun vun den Zäregase viru groussen Erafuerderungen. Eisen Ausstooss muss äusserst rapid erofoegen. Mir sinn engersäits menschlech dozou verflicht, well eis Ausstooss pro Kapp ee vun den héchsten op der Welt ass a fir vill Menschen haut schonn eng Gefor bedeit, well e mathëlleft, d'Liewensgrondlagen a ganze Regionen a besonnech am globale Süden och ze zerstéieren. Mir sinn awer och rechtlich u sech schonn op internationalem Plang verflicht, well mer den Accord vu Paräis ratifiziert hunn a vun der EU verbindlich Ziler beim Klimaschutz gesat kréien.

De Gesetzespak, dee mir elo hei diskutéieren, dee soll an éischter Linn eben déi Effikassitéit an déi Aspurerunge beim Energieverbrauch vun de Wunnenge betreffen. Den Ausstooss, deen duerch de Verbrauch vun Energie an den Haiser an an den Appartementer entsteet, stellt och en net ze négligéieren Undeel vum Gesamtausstooss duer. Et ass also wichtig, Instrumenter ze entwickelen, fir dat wierklech wierk-schlech kennen unzegoen.

Wann ee mat Hellef vun der energetescher Sanéierung Klimaschutzpolitik wéllt maachen, esou wéi et jo och am Exposé zumindest emol ugedeit ass, da muss een awer och definéieren, wéi ee Bäitrag se leeschte soll a kann. Wat sinn d'Ziler vun der Regierung? Wéi een Impakt gëtt uviseert? Wivill Wunnenge solle pro Joer energetesch sanéiert ginn? Ouni kloer Zilsetzung weess een net, wat een iwwerhaapt erreche wéllt. Doduerch kann een och ni kloer gesinn, ob en Instrumentarium Erfolleg hat oder net a wéi en duerno och noajusteire muss. Mä do huet jo och den Här Schank dozou eng Motioun déposiert, déi vläicht an déi Richtung geet.

Dat deit fir eis op alle Fall emol drop hin, datt dése Projet keng grouss Prioritéit huet an och net vill Wirkung wäert hunn an dass d'Regierung dat eigentlech u sech och scho weess.

Här President, déi Gesetzer an dësem Pak, déi véier Gesetzer, déi émmer als Klimabank souwies genannt ginn... Mir si ganz wäit ewech vun engem Bank d'ailleurs. Et huet zwar mat Banken ze dinn.

► **Une voix.**- Allerdéngs!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Et huet mat Banken ze dinn. An déi gewannen och drun; dat däer een net vergiessen. Mä ça n'a rien à voir mat engem Bank. Déi solle grossen modo déi heiten Zwecker erfëllen. D'Aidé beim Neibau vu Wunnengen a fir d'energetesch Sanéierung a fir d'Installatioun vun erneierbaren Energie ginn an engem Gesetz festgehalten, ouni gréisser Neierungen awer par rapport zum ale Reglement. Eng nei, mäi émfassend a méi séennvoll Zertifizierung fir d'Qualitéit vun de Logementer gëtt agefouert, an all d'Hellefen am Beräich Logement, also och déi, déi d'Energie uginn, kenneen zukünfteg an engem Guichet unique ugefrot an traitéiert ginn.



# SÉANCE 20

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Esou ass dat. Mä mir hunn eis falsch verstanen. Ech misst mech eng Kéier erém nohierer. Mir si bei Wäitem net géint de Prinzip vum Guichet unique. Dat hunn ech, mengen ech, awer och souguer kloer gesot. An dat wäerte mer jo och matstëmmen, maacht lech do keng Suergen! Also, dat mécht wierklech Senn an eisen Aen. Mir sinn d'autant plus mam Prinzip vum Guichet unique averstanen. Dat, wat mir kritisieren, ass de Pensum un Aarbecht an u sech d'Opstockung.

## (*Interruption*)

Jo, ech gleewen dorunner, datt déi Leit prett sinn - dat ass net de Problem - a kompetent sinn. Mä souwält ee versteet, kënnnt eng Persoun bai. Ob dat wierklech wäert duergoen, dat ass awer higestallt. Mir sinn net déi eenzeg, déi dat soen d'ailleurs och. Also, de Mouvement écologique seet dat och. Mä wann een natierlech dovun ausgeet, datt een eng relativ kleng Unzuel u sech vu Renovatiounen upeilt, da versteet een, datt ee vläicht net ganz ambitiéis ass op deem Niveau. Mä ech wollt awer énnersträichen, datt mer de Prinzip vum Guichet unique selbstverständliche - selbstverständliche! - énnerstëtzen.

Am Exposé des motifs och zum Gesetz iwwert d'Aiden steet kloer dran, dass déi energetesch Sanéierung zu Létzebuerg bis elo wéineg Erfolleg hat an hannert den Erwaardungen zréckblíwwen ass. Am Saz drënner steet awer dann direkt, dass awer náischt Grondleeendes geänner gëtt. Jo, wann eppes náischt ginn ass, da misst ee sech awer vläicht d'Fro stellen, firwat een net versicht, grondleeend eppes ze veränderen. Dofir verwonnert et dann och net weider, wann an der Fiche financière justement och déi Opstockung vun deem Guichet unique just mat enger Persoun virgesinn ass, wéi ech dat virdru gesot hunn.

Här President, hei soll dann och nach eng nei Méiglechkeet fir Stéit, e Klimakredit mat 0% oder mat engem Taux réduit opzehuelen, Of-hélfel schafen. Dat ass u sech de Kär och e bësse vun dëser Reform. E Stot, deen also an Zukunft wéilt eng energetesch Sanéierung maachen, ka bei eng Privatbank goen a Suen dofir léinen, an de Stat iwwerhëlt d'Zénse ganz oder deelweis. Bei engem Kredit mat 0% Zénse bis 50.000 Euro garantéiert de Stat dann och de Prêt.

Wéi kann ee sech dat dann elo awer an der Praxis virstellen? Dann huet een eng Famill mat zwee Kanner, déi wéllt hir Energiekáschten drécken, iwwerleet sech dann och, wéi se sech dat leeschte kann. An da lieft se no un der Aarmutsgrenz. Se huet der leschter Statec-Etud no also e verfügbart Akommes pro Mount vu knapp 4.000 Euro. Si hat Chance natierlech, well se en Haus geierft huet. Well wie ka sech schonn zu Létzebuerg mat 4.000 Euro de Mount en Haus kafen? Also, wat fir eng Méiglechkeet huet déi Famill? Si kënnnt a Fro fir de Klimakredit bis 50.000 Euro mat 0% Zénse, well dee kann eng Famill mat zwee Kanner bis e Revenu mensuel vun ongefëier 4.500 Euro kreien.

Wa se elo awer eng anstänneg Sanéierung plange wéllt, duerfir ginn - an dat wéisse mer - 50.000 Euro bei Wäitem net duer, da rétscht se awer an de Prêt mam Taux réduit eran. Se muss also Zénse bezuelen, an de Prêt ass och net méi vum Stat assuréiert.

Mä wien erwaart sech da konkret vun esou enger Famill, datt si sech verschëlt, vläicht zousätzlech, fir eng energetesch Sanéierung ze finanzieren? Et muss ee souwisou scho motivéiert sinn; dat ass net onbedéngt jiddwereen, dat ass en anere Problem. Mä et muss een och dee Risiko agoen. Well ech mengen och, déi Famill kuckt dann éischter, fir um Enn vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen a wéllt och net weider Mensualitéiten op engem Prêt rembourséieren, mat oder ouni Zénse d'ailleurs. A se ka sech wahrscheinlich iwwerleeën, fir mat deene Suen eppes aneres ze maachen natierlech. Besonnesch och net, wann net kloer ass, datt d'Mensualitéit net méi grouss ass wéi schlussendlech d'Energiekáschten, déi pro Mount duerch d'Sanéierung agespuert ginn.

Mir mengen also, dass dat Gesetz hei ganz wäit vun der Realitéit vun deenen allermeeschte Stéit ewech ass. Wann déi Famill och nach Locataire wier an net Propriétaire, da wier se nach méi domm drun. De Klimakredit mat 0% ass net applikabel fir verlounte Wunnengen. A generell hunn d'Bailleuren éischter manner Interessi, fir eng Wunneng ze sanéieren, an dår se selwer net wunnen an an dår si déi héich Energiekáschten net bezuele müssen.

Mir sinn der Meenung, dass ee vun de meeschte Leit net erwaarden an och net verlaange kann, dass si sech verschëlt, fir hiert Haus ze sanéieren. Esou funktionéiert dat an der Praxis einfach net oder et tréfft némmen eng Minoritéit vu Leit, déi äusserst bewosst sinn. Mä do stellt ee sech d'Fro, ob dat weiderhin effikass ass.

An do muss ee sech iwwerhaapt d'Fro stellen: Firwat huet et an deene leschte Jore mat der energetesch Sanéierung souwisou net esou geklappt, obwuel et awer schonn Aidé goufe fir Aarbechten? Mä well d'Stéit keng Schold kënnen a wéllen ophuelen, fir dat ze maachen, scho guer net, wa se finanziell net besonnesch gutt dostinn an och ekonomesch keng Sécherheet hunn, well se zum Beispill vläicht en CDD hunn. Well do si mer erém natierlech bei engem Prêt.

Iwwerhaapt gesi mer dës Approche, déi doranner besteet, sech erém op de Marché ze verloossen an de Banke schlussendlech e gutt Geschäft ze erméiglechen, ganz kritesch. Well d'Banken verzichten net op hir Zénsen. De Stat bezilt se an domadder och schlussendlech d'Salariéen an d'Locatairen an esou weider. Déi éffentlech Gelder wieren an eisen Ae besser direkt an Transitionaprojekten investéiert, anstatt datt se an d'Bilane vun de Banken erafleissen.

Zum Ofschloss, Här President: Mir gesinn den Invest an d'energetesch Sanéierung vum Wunnengspark an och an den Ausbau vun den energerber Energien als eng grouss Chance, net némme fir de Klimaschutz, mä och fir verschidde Ongläicheeten ofzebauen, a fir déi sozial an ekologesch Transformation vun eiser Wirtschaft mat der Schafung vun Aarbeitsplazen an engem Secteur, an deem vill Handwiersbetrib aktiv sinn. Mir sinn awer der Meenung, datt esou Investitiounen némme mat éffentleche Méttelen déi fortschrëttlech Wierkung op d'Gesellschaft kënnen hunn, och well némme éffentlech Finanzierungsmodelle, déi net bei all Operatiounen de Profit als iewesch Zil hunn, sozial Akzenter erméiglechen.

Mir hu jo och schonn als déi Lénk virun engem Joer - ech hunn dat kuerz gëschter nach ugeschwat - eng Schafung vun enger nationaler Wunnengsbaugesellschaft virgescloen, déi éffentlech Locatiounswunnenge kéint bauen. Mir haten och als Finanzierungsquell de Pensiounspong virgesinn, dee jo souwisou schonn Immobiliekredditer vergëtt. A bei der energetesch Sanéierung kéint ee sech dat och änlech virstellen. Do kéint ee sech och e Mix virstelle vun Finanzementer iwwert d'Banque d'investissement européenne, déi och souwisou schonn esou Kreditter mécht, an anerersäits éffentleche Gelder an eben och dem Pensiounspong.

Et gëtt och Modelle, an net wäit ewech souguer vun der Groussregioun, an der Région Picardie, mengen ech, a Frankräich, wou dat och iwwert, et ass net genau dee Modell do, mä iwwert d'éffentlech Hand leeft an net iwwert déi Subventiounen vu Prêteen a vun Taux bei Banken.

Dofir wäerte mer also net hallef, mä zu dräi Véierels u sech mat Jo stëmmen, an ee Projet de loi wäerte mer net unhuelen. Dat ass de 7055, dee justement iwwert de Régime d'aides. Deenen anre gi mer awer trotzdem eis Zoustëmmung, och alles dat, wat de Guichet unique betrëfft.

Ech soen lech Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Bleift nach eng Sekonn hei! Ech mengen, den Här Rapporteur wéllt lech eppes mat op de Wee ginn.

**M. David Wagner (déli Lénk).** Yes.

**M. Max Hahn (DP), rapporteur.** Jo, vläicht souguer zwou Saachen, an der Hoffnung, dann awer vläicht dem Här Wagner seng Partei ze iwwerzeegen, och nach dee véierte Projet hei ze stëmmen, well et wier jo da flott, wa mer hie Konsens bei deene véier Projete géife kreien.

Zum engen huet den Här Wagner a sengem Communiqué, dee se gëschter als Partei erausginn hunn - en huet dat awer haut och um Riednerpult gemaach -, eigentlech bemängelt, dass een net konkret vun Zuele géif ausgoen, wivill Zuelen dann d'Regierung hei mat deem heite Gesetzestext - ech schwätze ganz kloer vun de Klimapréten - géif cibléieren.

An dat ass wierklech kee Virworf un lech, Här Wagner! Verstitt mech net falsch! Mä wann ee sech d'Fiche financière vun deem heite Gesetz ukuckt, da stellt ee fest, dass mer vu 400 Dosiere wäerten ausgoen.

## (*Interruption*)

**Une voix.** Ass dat eng Fro?

**M. Max Hahn (DP), rapporteur.** Et ass souguer esou opgedeelt, dass een Drëttel dovun à taux...

## (*Brouaha*)

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Et ass de Rapporteur, deen eng Prezisioun gëtt.

**M. Max Hahn (DP), rapporteur.** Merci. Et ass souguer esou, dass een Drëttel...

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Den Här Wolter hat komplett recht.

## (*Interruption*)

**M. Max Hahn (DP), rapporteur.** Et ass souguer esou, dass een Drëttel dovun à taux zéro wäert sinn - also 133 Dossieren -, an 277 wäerten à taux réduit sinn. Dat vläicht als just Bemerkung. Wéi gesot, dat ass lech vläicht entgaangen.

**M. David Wagner (déli Lénk).** Ech hunn dat awer mentionnéiert, pardon, entschëllelegt. Also déi 400 hat ech mentionnéiert, jo.

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Also, wann Der wéllt weider diskutéieren...

## (*Hilarité générale*)

**M. Max Hahn (DP), rapporteur.** Mä, wéi gesot, d'Zil...

**M. David Wagner (déli Lénk).** Dir kënn heemgoen. Also, den Här Hahn an ech ginn eens.

## (*Interruption*)

**M. Max Hahn (DP), rapporteur.** D'Zil ass et jo, fir den Här Wagner och nach iwwerzeegt ze kreien. Als Rapporteur, denken ech, ass dat eng vu mengen Aufgaben.

Da wéll ech nach op eppes opmiersam machen, wat mech dach awer iwwerherrscht huet, wann den Här Wagner dervu schwätzt, dass hei eigentlech net vill Leit cibléiert wieren. Ech wéll em zum enge soen: D'Leit sinn eigentlech all cibléiert heivun, wéi gesot, well mer zum engen en Taux réduit (veuillez lire: en Taux zéro) hunn, wou mer awer fir eng eenzel Persoun vun engem Revenu imposable schwätzt vun 3.400 Euro - Revenu imposable! - de Mount, respektiv fir d'Famil. Well Dir dat Beispill gesot hutt mat den zwee Kanner, do schwätze mer vun engem Montant vu 4.500 Euro Revenu imposable de Mount.

An da wéll ech lech soen, wann Dir sot, do wier et Stop, da géif ech soen, dann hätt Der mat Ärer Kritik recht. Mä et ass jo esou, dass mer eigentlech en zweete Prêt agefouert hunn, an zwar deen à taux réduit, wou een den aktuellen Zénszaz minus 1,5% hëlt, an dann, bei deenen aktuellen Zénszaz, déi mer haut kennen, leie mer och bei 0%. An dat ass komplett onofhängeg vum Akommes.

Dat vläicht just nach als zousätzlech Bemerkung. Ech weess net, ob ech lech beweigt kreien, dann awer vläicht eng kleng Marche arrière ze maachen. Mä, wéi gesot, ech wollt et op d'mannst probéiert hunn.

**M. Claude Lamberty (DP).** Allez, Här Wagner! Hépp! Allez!

## (*Interruption par M. Gast Gibéryen*)

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Huet de Rapporteur lech iwwerzeegt?

**M. David Wagner (déli Lénk).** Also, wann en d'nächst Joer vläicht dat Gesetz mat enger Proposition de loi ännert, da kann en erém eng Kéier versichen, mech ze iwwerzeegen, mä...

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. Domat wäert Der um Enn vun Ärer Riedzäit. An deen nächste Riedner ass den Yves Cruchten.

## (*Interruptions et hilarité*)

Vu wiem ass dee gros Soupir do komm?

**M. Yves Cruchten (LSAP).** Ech si kengem béis, Här President.

## (*Hilarité*)

Et ass ganz ondankbar, fir hei als Leschten ze schwätzen, well jiddwereen émmer dovunner ausgeet: Wann den David Wagner bis fäerdegg ass, dann ass et geschwënn eriwwer.

**Une voix.** Maja!

**M. Yves Cruchten (LSAP).** Leider ass d'Reglement esou, wéi et ass. Mä bon, mir können eis jo allegueren domadder tréischten, dass mer déi véier Gesetzer beieneen huelen. Dat erspuert eis wéinstens, dass véier Leit vun all Partei am Ganzen dozou geschwätzt hätten. Ech verspricht lech och, dass ech probéieren, et esou kuerz ze maache wéi méiglech. Et ass natierlech als siwente Riedner quasi onméiglech, net Saachen ze widderhuelen.

Bei verschidde Saachen ass et vläicht awer och souguer gutt, wann ee se widderhëlt, wa se wichteg sinn. Zum Beispill huet meng Kollegin, d'Taina Bofferding, virdru kloerge-maach, dass et sech bei désem Gesetzespakt net direkt ém sozial Mesuren handelt an et och net virrange dréims geet, de Bestand vun de Wunnengen drastesch an d'Luucht ze schrauen. Allerdéngs sollte mer net vergiessen, dass vill vun de méi schlecht gestallte Ménagen net némme deier an op klengem Raum wunnen, mä leider allze docks och a qualitativ schlechten, jo heiansdo souguer ongesonde Wunneng liewe mussen.

D'Sanéiere vun de Wunnengen duerf deemno net just eppes fir déi Räich sinn, déi sech et leeschte kennen. Dofir ass et wichteg ze énnersträichen, dass sech dës nei Gesetzer och un d'Propriétairé rüchten, déi hir Wunnenge weider verlouuen, an deenen et vläicht bis elo net esou wichteg war, wéi Locataire wunnen.

Am Kader vum Paquet Klimabank an dem nohaltege Wunne ginn déi finanziell Héllegen ugepasst, déi am Moment énnert dem Numm PRIME House bekannt sinn. Et gëtt am Projet de loi 7046 zwou wichteg Ännernungen, déi hoffentlech derzou féieren, dass méi staark wéi bis elo op dës Héllegen zréckgegraff gëtt.

Éischtens gëtt gekläert, wéi dës Héllege bei Co-propriétaire opgedeelt ginn, an zweetens wäerten an Zukunft och d'Personnes morales dovu profitéieren. Dës finanziell Énnertstétzung ass deemno gréissendeels net nei, mä et ass awer derwärtert, dass ee vun Zäit zu Zäit iwwerprécift, ob se an därf Form nach Senn mécht oder net a muss iwwerschafft ginn.

Als LSAP si mir den Meenung, dass dës Héllege bei Co-propriétaire maachen. Wa mer zu Létzebuerg wëllen eis Ofhänggekeet vu fossiller Energie a vum Import vun Energie reduzéieren, da musse mer insgesamt eis Energieeffizienz verbesseren a selber méi erneierbar Energie produzéieren. All d'Etüden, déi mer iwwert déi lescht Jore gemaach hunn, weisen eis, dass de Logement ee vun deene Beräicher ass, wou mer e grouss Verbesserungspotenzial hunn.

D'Rifkin-Etud gräift dat nach emol op. Mä dat bekämpft am Fong just, wat mer schonn zanter enger Rei Jore wëssen an och schonn hei an der Chamber méi wéi eng Kéier gesot hunn. Dofir hu mer jo schrëttweis d'Norme fir nei Haifer méi streng gemaach. Et gëtt awer och Grenze beim deem, wat de Stat de Leit zou-mudde kann. Wann een nei baut no den aktuell beschmiéglechen Energiestandarden an et wéllt een och nach méiglech energiefréndlech bauen an émweltfréndlech bauen, dann huet dat sái Präis. An dat an enger Situations, wou e ganz grouss Deel vun de Leit grouss Schwierigkeiten huet, iwwerhaapt un eng Wunneng ze kommen.

Bei der Albausanéierung ass de Problem ganz änlech. Mir hunn e grouss Bestand un Haifer, déi vun der Isolation hier alles anescht si wéi gutt. Si gi meeschtekaart vu Leit, déi sech en Albaus esou just leeschte kennen a keng Sue méi Rescht hu fir e konsequente Assainissement énergétique oder och nach eng Fotovoltaikanlag. Als Stat hu mir awer en Interess dorun, de Bestand vun eisen Haifer no an no op en Niveau ze bréngen, deen och méi laangfristig gutt ass. Iwwert déi nächst Jorzséngt gekuckt, wäerten d'Energiepräisser mat grousser Wahrscheinlichkeit zolidd an d'Lucht goen. An déi Haifer, déi mer haut bauen a renovéieren, wäerten dann zu engem gudden Deel nach émmer stoer.

De Stat versicht, mat esou Mesuré wéi deene Projeten, déi mer haut stëmmen, Privatleit eng Stäip ze ginn, fir Investitiounen ze maachen, déi éischter laangfristig e positiven Effet wäerten hunn, souwuel op d'Klima wéi och op de Portmonni.

Ech begréissen d'Verbesserunge vun de Bähel-lesen, déi mer elo maachen. Fir datt dës Bähel-lesen hiren Zweck erfëllen, ass et extrem wichtig, dass d'Émsetzung an der Pr



cken uerdentlech ausgefouert goufen. Do beschränkt sech de Stat weiderhin op den Dossier „As Built“, deen ee fir d’Subside muss zesum-mestellen. Désen Dossier garantieert awer a kenger Weis d’Qualitéit vun der Exekutioun um Schantjen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Och wann zum Beispill all d’Materialien den Donnéeë vum Energiepass entsprechen, kann eng falsch Mise en œuvre déi gesamt Efforten op de Koup ge-heien an dem Bauhär seriöe Schued bereeden.

En Haus bauen, ass émmer erém eng Prototyp-Aarbecht. Do ass d’Kontroll um Schantjen immens wichteg, well et si schlisslech Mén-schen a keng Roboter, déi eis d’Haiser bauen. E Feeler ass do séier geschitt, a leider huet deen haut vill méi Konsequenze wéi nach viru 15 Joer. Wann net no de Règles de l’art gebaut gëtt, dann huet natierlech de Bauhär dee gréissste Schued. Mä och de Stat gëtt geschruppt, well e vläicht Subsiden ausbezilt, déi net geschélt sinn. Zulescht ginn och eis Klima-ziler, déi mer eis gesat hunn, net erreicht.

Net vergiesse sollt een och, dass eng falsch oder schlecht Isoléierung an ezelne Fäll och kann en Impakt op d’Gesondheet hu vun deene Mén-schen, déi an deenen Haiser liewen. D’Kontroll ass dofir émsou méi wichteg.

Ech wëll domat net den Entreprisen énnerstellen, dass si generell hir Aarbecht net gutt géife maachen. Grad de Contraire ass de Fall! Et gëtt awer och am Bausecteur wéi iwverall soss och schwarz Schof, déi all deenen aneren deloyal Konkurrenz maachen, well se mat onqualifiéierte Leit an ouni déi néideg Suergfalt schaf-fen.

E bessere Konsumenteschutz ass an dësem Be-räch souwuel am Interessi vun deene ville Be-triber, déi an d’Formatiouen vun hire Leit investiéieren an eng qualitativ héichwäerteg Aar-becht ubidden, wéi och am Senn vum Bauhär, deen ee Recht drop huet, eng fair Leeschtung ze kréien, fir déi Suen, déi en investéiert huet.

Wann de Stat d’Qualitéitsstandarden, déi e sel-her setzt, net konsequent iwverwaacht, da ris-kéiert et ze goen, wéi bei der... Elo kréien ech schonn dem Taina seng Kränkt.

(*Hilarité*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat ass en Zee-chen.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Dat ass en Zee-chen. Et ass dréchen heibannen.

(*Brouaha*)

Wann de Stat d’Qualitéitsstandarden, déi ee selwer setzt, net konsequent iwverwaacht, da riskéiert et ze goe wéi bei der Automobilindus-trie, wou mer zanter Jore vermeintlech emis-sionsaarm Auto subsidiéieren, némme fir herno festzestellen, dass d’Constructeuren et duerch Manipulatiounen an Trickserie fäerde-gbriecht hunn, d’Emissioune virun allem um Pabeier ze drécken. Der Émwelt an de Clienten ass domadder keen Déngscht geleescht.

Et ass kloer, dass dee Problem net esou einfach ze léisen ass. Kontrolle verlaangen e grouss Fachwëssen an alle Beräicher vum Bau. Et muss een och déi néideg Zäit a Präsenz um Schantjen opbréngen, fir esou eppes ze kontrolléieren. An dat verursaacht natierlech erém Käsch-ten, déi mer als Stat net onnéideg wëllen an d’Luucht dreiven.

Duerch eng besser Kontroll, duerch déi Feeler vermidde ginn, kann een allerdéngs och Sue spueren. D’Erfahrung mat der LENOZ-Zerti-fizierung kennéen eis vläicht eng Indikatioun ginn, ob et sennvoll wier, méi eng systema-tesch Kontroll während der Bauzäit virzege-sinn. Dés Kontroll dem Stat oder de Gemengen ze iwverloessen, ass absolut net virstellbar. D’Im-plantatioun, d’Mitoyennetéit, d’Alignementer an de Gabarit solle weider vum Gemengenar-chitekt respektiv dem Service technique iwver-préit ginn, mä hinnen och nach d’Kontroll vum Bau u sech opzeerleeën, ass einfach on-méiglech.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Et gëtt awer aner Méiglechkeiten. An der Belsch zum Bei-spill iwverwaacht den Architekt dee ganze Bau. Dat ass hei zu Létzeburg net virgesinn. Dem Architekt seng Missioun ass bei eis obligatoresch bis d’Baugeneemegung. Duerno ass de Constructeur eleng gelooss. Et soll een awer emol driwwer nodenken, ob dee belsche Modell net och eng Pist wier, fir d’Qualitéit bei eis um Bau ze garantéieren.

De Stat huet e grondsätzlechen Interessi dorunner, dass eis Subsiden, déi et gëtt, net ouni reellen Impakt bleiwen. An et misst am Fong och méiglech sinn, e Subsidie zréckzefroen, wann duerch eng schlecht Émsetzung um Bau Effizienzziler net erreicht kenne ginn. Allerdéngs wär dat onfair vis-à-vis vum Bauhär, dee jo selwer dee gréissste Schued huet. Hei misst een driwwer nodenken, ob een net Weeér fénnt, de Bauhär besser ofzesécheren an him et méi einfach ze maachen, eventuell in-demniséiert ze ginn.

Et geet mer awer net némme drëms, dass d’Baufirmen, déi net korrekt schaffen, fir dése Schued müssen opkommen. Ee systematesche Realitéitstest mécht et eis als Politiker vläicht och bewosst, wa mer bei dár engger oder anerer Bestëmmung einfach ze vill verlaangen an eis Normen net mat der Realitéit um Terrain iwvereneestëmmen.

Dat bréngt mech zu mengem leschte Punkt, dee mer awer och wichteg schéngt. Et geet hei ém d’Planungssécherheet an déi administrativ Vereinfachung vun de Prozeduren. Et muss een derfir suergen, datt eis Kritären an Normen net dauernd ännernen. Dat ass fir de Bausecteur e grousse Problem, well si sech permanent müssen un déi Saachen upasse mat Schulungen an zousätzlechen administrative Paperas-sen. Dat kann op Käschte vun der Qualitéit um Bau goen. Mir müssen en Équilibre fannen tés-chen eng positiver Evolutioun, wou mer nei technesch Méiglechkeete systematesch notzen, an deem zousätzlechen Opwand an de Käschten, déi doduerch entstinn.

Haiser sollen och an Zukunft net un éischter Stell Energiekraftwicker sinn, mä virun allem Wunnraum, deen de Bedürfnisser vun de Leit entsprécht. Wunnraum, wou se sech wuelfillen, an dee se sech nach iergendwéi leschte kenne, ouni dofir müssen zwee Dröttel vun hirem Akommes auszeginn.

Dést sinn déi puer Iwwerleeungen, déi ech mat lech wollt deelen, a gi selbstverständliche den Accord vu menger Partei zu deene véier Projekten.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Cruchen. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussiouen ukomm. An ech ginn dervun aus, dass de Wunnungsbauminister, den Här Marc Hansen, als Éische schwätz, well e schonn énnerwee ass. Här Hansen, Dir hutt d’Wuert.

#### Prises de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll als Éisch den zwee Rapportere Merci soe fir hiren exzellente schriftelechen a mëndleche Rapport. An da wëll ech awer och begréissen, dass mer haut e ganze Koup u Projeten hei ze-summe wäerte praktesch stëmmen an dass et e grousse Konsens gëtt an deem heiten Haus, fir déi véier Projeten hei ze énnerstëtzen.

Wat näamlech wichteg ass an dár heiter Saach, dat ass, fir nach eng Kéier op d’Haaptpunkten hinzuweisen. An ech wäert mech do natierlech kuerzhalen, mä et stoung am Regierungspro-gramm am Dezember 2013, dass et eng vun de Prioritéit wär, fir den Assainissement vun de bestehende Gebaier ze maachen, fir eben allgemeng d’Consommatioun vun der Energie ze verréngern an awer och de Risque vun Energiearmut vun de méi fragille Ménagén duerch émmer méi héich Heizkäschten ze évi-tieren.

Ech mengen, dat stoung an deem heite Regie-rungsaccord an et ass awer op dëser Plaz och schonn de Mëttég vun dem Marco Schank hei énnerstrach ginn, dass et och schonn Impulser gouf an der Zäit virdrun, wat ech och op dëser Plaz natierlech esou ka confirméieren. Et si Punkten, déi dee Moment och schonn themati-séiert gi waren. Dái sinn ausgebaut ginn. Dat hate mer an deene verschidde Historiquen. Haut de Mëttég hu mer dat héieren. An dat ass och ganz richteg.

An och do brécht mir keen Zack aus der Kroun, souwéi dem Marco Schank och keen Zack aus der Kroun brécht, fir ze soen, dass et do Impulser gouf, wou mir natierlech och awer Erweide-runge gemaach hunn. An dat huet jo och de Marco Schank an déi verschidde Riedner vun deenen anere Fraktiouen op dëser Plaz énner-strach.

Dái sinn awer och net onwichteg, mengen ech, op dár heiter Plaz. Dat gouf natierlech och schonn énnerstrach. Et geet drëm, fir jo och haapsächlech de Prét à taux réduit ganz nei-bäizesetzen. Dat ass ee vun de wichtige Punkten, déi een awer och soll énnersträiche bei der Klimabank, fir dee Moment d’Zuel vun deene Leit, déi dovunner kenne profitéieren, méi breit ze maachen an dat Ganzt och auszeweilen op d’Personne-morallen, fir natierlech

d’Haaptzil ze erreechen, dass et en Assainisse-ment vun de Gebaier gëtt. An ech mengen, dat ass awer e wichtige Punkt, fir deen dat Ganzt, déi Gedanken, déi gefouert goufen, nach eng Kéier an d’Luucht gesat goufen.

Eppes, wat awer och wichteg ass bei dem Prét à taux zéro, wat mer awer nach bâigesat hunn, dat ass eben, dass och 10% vun der gefroter Zomm net remboursabel si fir de Client vun dem Prét à taux zéro. Dat kennech och a ville Punkten, wat déi verschidde Riedner hei gesot hunn, fir eben och do d’Méiglechkeet ze ginn, fir deene Leit och nach eng Kéier méi énnert d’Äerm ze gräife wéi eleng iwvert de Wee vun dem Prét.

Domadder hu mer op dëser Plaz eppes gescha-fen, wat Senn mécht, wat Senn mécht fir d’Kli-mapolitik a wat Senn mécht op dár anerer Sait awer och fir déi Leit, déi dorëmmer an de Ge-baier, an den Appartermenter an an den Haiser wunn, fir deenen eng besser Liewensqualitéit ze garantéieren. Well et muss ee jo och soen, dass et hei net némme och ém den Assainissement vun de Gebaier geet, wat jo och wichteg ass, mä wann déi Gebaier och esou équipieret sinn, wéi dat hautzudaags dann Usus ass, mengen ech, liewen déi Leit och bes-ser an deenen Haiser. Et ass eng besser Lie-wensqualitéit. D’Wunnqualitéit, déi geet do an d’Luucht. An dat soll en natierlech och op jidde Fall hei eng Kéier ernimmt hunn.

Et goufen e puer Froe gestallt haut de Mëttég, op déi ech e puer Antwerte wéll ginn. Well, ech mengen, dat ass dat Neit, wat ech vläicht nach ka mat erabréngen, well déi aner Riedner dat alleguerte schonn énnerstrach hunn. Et ass ém d’Finanzéierung gaange vun deene Banken, wéi et do mat de Konventionen stéet. Dat war eng vun deene Froen, mengen ech, déi de Mëttég vum Marco Schank hei ervirbreucht gouf. Dái Konventionen sinn natierlech préparéiert. Do wäerten déi Konventionen dann och Enn Januar énnerschriwwen ginn.

Mir an natierlech och d’Banken op dár anerer Sait waarden op de Vott vun der Chamber. Mir kennech jo do net der Saach virsprangen. Mä et wär awer och net räsonabel gewiescht vun ei-er Sait, fir dat nach net unzegoen, soudass dat alles préparéiert gëtt an dass herno déi meeschte Bierger och bei hirer Hausbank, wou déi meesch nun emol Client sinn, kennech mat deem heite Produkt bei hir Bank ebe goen. Dat ass eng Saach, esou ém den 20. Januar, mengen ech, ass dat an der Preparatioun, fir dat dee Moment hinzekréien. An dat war eng vun de Froen.

Dann awer och, wat wichteg ass: Wéi gi mer elo domadder bei d’Leit? Wéi ass et mat der Informatiou? Dat ass awer och scho préparéiert ginn. Dir hutt och ganz recht, dat hei ass och eppes, wat awer komplex ass, op ville Plazzen och technesch ass, wou mer och selwer musse Spezialiste mat derbäihuelen, fir eis eben do selwer op deene verschidde Punkten, haapsächlech och an der PRIMe House awer och bei dem LENOZ oder anere Punkten, énnerstëtzen ze loossen.

An dat muss een natierlech de Leit méi no bréngt mat einfache Wieder; wat och net émmer ganz evident ass. Dat ass och an der Preparatioun. Et ass eng ganz Campagne do an der Preparatioun mat allen Outiles, déi derzou-gehéieren, déi hautzudaags Senn maachen, fir eben de Leit dat ze erklären a fir ze kucken, dass esou vill wéi méiglech Leit dovunner profitéieren.

Well hei sinn ech der Iwwerzeegung, an, ech mengen, d’Chamber awer och, wann ech dat haut de Mëttég héieren hunn, dass mer solle kucken, fir vill wéi wäit nach ze komme wéi déi 400, déi elo zum Beispill bei der Klimabank hei ageschriwwen sinn, fir do nach vill wéi wäit ze kommen, wéi déi, déi ugéstrieft sinn, an och an deene Joren duernd dat nach an d’Luucht ze hiewen. Well, ech mengen, dat mécht Senn, souwuel fir alleguerten d’Leit, déi hei wunnen, déi dovunner kenne profitéieren, wéi awer och d’Klimaschutzziller.

An dofir, mengen ech, musse mer do all Efforts drop setzen. Do si Saachen ugeduecht, do wäerte mer dat och am Laf vum joer natierlech nach eng Kéier kenne verbesseren.

Ech kann dobäi och ernimmen, dass ech selwer wäert zwësche Januar a Mäerz en Tour maa-chen op sechs verschidde Plazzen am Land, fir mat de Leit iwverhaapt iwver Logement ze schwätzen, fir do ze héieren, wat deenen hir Suerge sinn, fir eis Aiden nach eng Kéier alleguerten ze présentieren, déi et gëtt, fir mat deenen Akteure wéi „myenergy“, mat den Eck-Akteuren, déi an deem heite Kontext schaf-fen, de Leit dat alles méi no ze bréngen an och op hiren Dossiere sur place e bësse méi dezen-tral kenne déi Saach ze diskutéieren. An do wäert dat heiten natierlech och en Thema ginn.

An ech wäert och zesumme mat der Émweltmi-nistesch nach weider Explikatiounen och dem grand Public iwvert dése Sujet ginn. An da steet natierlech vum 1. Januar un dee Guichet unique, deen haut de Mëttég och gestëmmt gëtt, och mat dem Akteur wéi „myenergy“ de Leit zur Verfügung, fir hir Froen ze stellen.

Et ass awer wichteg, dass mer déi Saach eng Kéier ugeschwat hunn, mä dat sinn awer och Saachen, déi a Preparatioun sinn a wou mer natierlech duerno musse kucken.

Guichet unique - dat héieren ech op jidde Fall eraus -, do waren net vill Diskussiouen hei-bannen. Dat ass eppes, wat souwiso eppes ass, wat op ville Plaze Senn mécht; hei ze-mools, dass dat op eng Hand mat upaken.

D’Diskussiouen, déi de Mëttég eng Kéier gefouert gouf, ob et do duergeet mat deene Leit, déi natierlech do an deem Guichet unique da wäerte sätzen, dat sinn net némme déi, déi an der Fiche financière stinn, mä do sätzt dee ganze Service des aides au logement natierlech och op därselwechter Plaz. An déi wäerten natierlech alleguerten och kucken, fir dass de Guichet unique un d’Fonctionnéeire kennech. An déi wäerten och eng Hand mat upaken.

Dat heescht, mir hunn do och nach méi wéi déi Persounen, déi heifir spezifesch fir de Guichet unique do sinn. Do hu mer awer och die ganze Service des aides au logement mat méi wéi 50 Leit, déi do an den Asaz kommen, fir dat ze maachen.

An och do wäerte mer natierlech kucken, wann et eng Kéier zu deem Punkt kennech, dass mer iwwerlaf ginn, musse mer natierlech och nach Leit derbäisetzen, fir dass dat och esou séier wéi méiglech ka gemaach ginn. Do brauche mer natierlech och Erfahrungswärter an dár éischter Zäit, bis een dat doten natierlech dann och definitiv um Rullen huet.

De LENOZ, dat ass natierlech och scho méi laang e Gespräch. Dat wäert dann och déi gréng Hausnummer ersetzen. Do sinn nach e puer Dossiere, déi mer am Moment nach am Tube hunn. Dái wäerten och ofgeschloss sinn. An dann hu mer eben de LENOZ, deen dee wäert ersetzen. An ech mengen, dat ass jo och eppes, wat faktulativ ass. An op dár anerer Sait - do wäert d’Kolleegin herno driwwer schwätzen - sinn eben och 46 Kritären, déi un d’PRIMe House gebonne sinn. An dat ass natierlech och dann e Schrëtt weider, wéi do, wou mer den Ament sinn.

Ech géif awer nach eppes ernimmen, wat awer net onwichteg ass op dár heiter Plaz, wouvun de Mëttég elo kee geschwatt huet, mä wat awer och nach vläicht eng Kéier wäert Adaptatioone mat sech bréngen. Well eben och an der Diskussiouen, an den Oppositioone vum Statsrot verschidde Saachen an d’Gesetz erop hu misse gehuewe ginn, du sinn och déi Amortissementstableauen den Ament elo alleguerten an d’Gesetz gehuewe ginn. Zum Beispiel an der Annex 2 fannt Der d’Amortissementstableauen.

Do ass eppes, wat een awer och deemno wéi eng Kéier muss adaptéieren. Do hu mir dee Moment och agesat op deenen zweete, souwuel bei dem Klima-Prét à taux zéro wéi beim Klima-Taux à prix réduit, 0,75%, fir déi aus-rechne mat theoretsche Wärter. Et kann natierlech sinn, deemno wéi dat gerechent ass op déi 15 Joer Lafzäit, dass et do nach liicht Décalagé gëtt an dass een déi eng Kéier muss adaptéieren. An da musse mer dann eng Ge-setzesadaptatioun maachen, a kennech et net méi maachen iwwer e Changement vun dem Règlement grand-ducal, wéi dat an der Zäit emol de Fall war.

Ech wollt just eng Kéier hei ernimmen, dass et do natierlech nach deemno wéi méi eng kom-plex Aart a Weis an Zukunft gëtt, fir dat müssen ze adaptéieren. Mä do ware mer eis och eens an der Kommissiouen. Do konnte mer jo och net anescht virgoen.

Ee Wuert och nach iwvert déi Motioun, déi de Marco Schank hei éinescht déposéiert huet. Ech hu kee Problem domadder. An ech ginn och dovunner aus, dass déi gradesou breet dann och vun de Membere vun der Chamber wäert énnerstëtz ginn.

Ech kann awer och dozou soen, dass natierlech och scho mat dem Secteur am Virfeld ge-schwatt ginn ass. Et steet jo och do, fir an Zuk-unft nach verdéift mat deenen ze schwätzen. Dái ware jo och hei agebonnen, och an dem Ausschaffen, och mat de Spezialisten, mat de Büroen, déi eng Hand eben do mat ugepaakt hunn



# SÉANCE 20

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Lamberty, mir hunn hei eng Klimabank mat zwee Modullen am Moment, dat ass den Taux réduit an den Taux zéro. Dat sinn déi éischt zwee Modullen, déi an déi Klimabank do agesat gi sinn. Do kann een natierlech och nach iwwer aner Saachen an Zukunft nodenken.

Mä ech mengen, dat heiten ass gutt, fir dat un d'Rullen ze kréien. An dofir kann een an Zukunft natierlech och kucken, wéi een dat nach weider wäert gestalten, wat do nach méiglech ass. An ech si bal dovunner iwverzeeght, dass dat hei net déi leschte Kéier ass, wou un deenen dote Punkten hei an der Chamber geschaft gëtt, an dass mir eis och nach weider Iwwerleunge wäerten dozou maachen.

D'Motoun, wéi gesot, mengen ech, do kenne mer domadder liewen, dass déi herno gestémmt gëtt. An da sinn ech definitiv frou an zefridde, dass dat heiten awer ganz breet gedroe gëtt. Well déi Leit, déi dovunner kenne profitéieren, dat sinn der ganz vill hei am Land, souwuel déi, déi sozial vlâicht net déiselwecht Moyenen hunn, wéi awer op där anerer Säit d'Betriber.

Domadder kréie mer eppes geschafen, an deem mer Klimapolitik kenne maachen an donieft awer och Liewensqualitéit fir se allegueerde maachen. An dofir ass dat, mengen ech, eng gutt Saach, déi mer haut nach esou kuerz virun der Chreschtvakanz da stëmmen, fir das se den 1. Januar a Krafft kann trieden, an dass mer dat dann eben och esou breet maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président.- Merci. An d'Mikroe si waarm.

(*Hilarité*)

D'Madamm Émweltministesch, d'Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg,** Ministre de l'Environnement.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, och fir mech ass haut e groussen Dag, e grousse Schrëtt an déi richteg Richtung mat deene véier Projeten.

Dat weist, dass mer d'Volontéit hunn, net némme méi effizient ze ginn am Wunnengsbau, well mir hate jo schonn eng PRIMe House, mä virun allem och en Ekobonus quasi anzefiéieren. Dat heescht, dass mer net némmen d'Effizienz kucken, mä dass mer och nach d'Baumaterialie kucken a soumadder wierklech e Schrëtt an déi richteg Richtung maachen.

An déi Richtung, wéi mer och am Rifkin zum Beispill gesinn, wou mer vun „smart green“ an „circular buildings“ schwätzen, also vu klugen, grénge, nohaltege Gebaier schwätzen, déi zukunftsweisend sinn an déi net zulaaschte weder yum Klima nach vun der Natur, nach vun der Émwelt ginn, mä déi fir eis Kanner sinn, wou keen herno Problemer huet, eppes ze recycléieren. A grad dat ass déi Richtung, wou mir wéllen higoen.

An ech wäert mech och op e puer Remarquen am Beräich vun der PRIMe House beschränken, well ech mengen, et goufen immens vill Saache gesot. An dofir wéll ech och de Rapporteur, dem Max Hahn an och dem Henri Kox, e grousse Merci soe wierklech fir hir gutt ausféierlech Rapporten.

An ech freeë mech och iwwert déi breet Zoustëmmung, déi et fir dëse Projet gëtt, dee wierklech an enger Kohärenz erstält gouf. Et gëtt e Spréchwürt, wat mer dozou afält: „Eleng geet ee schnell, zesumme geet ee wäit“.

Dat heiten ass e Projet, deen net némme vum Logementsminister a vun dem Émweltministère ausgeschafft gouf, mat den Administratiounen a mat de Leit, déi dru souzen, mä awer och an Zesummenaarbecht mat dem Ekonomiesministère a mam Finanzministère. An ech mengen, dat weist einfach d'Kohärenz, wéi mer mat dár Klima- an Émweltpolitik als Regierung émginn.

An ech wéll hei profitéieren, fir all eise Mataarbechter aus de Ministeren e grousse Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, fir d'Kollaboratioun. Well et war eng gutt Zäit, wou mer wierklech wäit komm sinn an elo eppes op den Déisch leeën, wat wierklech Senn mécht. Wat Senn mécht fir d'Zukunft, wat Senn mécht fir d'Leit, fir d'Energieaarmut ze bekämpfen a fir och spéider Käschten, déi beim Recycling kéinten ufalen, ze reduzéieren.

Ech ginn awer ganz gären elo op déi puer Froen an, déi gestallt goufen. Ech mengen, en Deel dovu gouf scho vum Logementsminister beantwort. Natierlech gehéiert zu deem Paquet hei och, dass mer dat de Leit dobausse vermettelen.

D'PRIMe House ass sécherlech an désem Volet schonn dat, wat scho säit Jore leeft. Mir gesinn, dass d'Tendenz do och esou scho steigend war.

2015 an 2016 leie mer bei 26 Milliounen, déi awer do énnert d'Leit koumen, bei iwwer 2.000 Projeten, déi konnten énnerstézt ginn. Dat sinn der schonn eng jett!

An dofir kenne mer - an dofir sinn ech net esou skeptesch wéi den Här Kartheiser - soen: Mir si schonn um ganz gudee Wee. Well am Wunnengsbau, deem Beräich, deen awer 18% vun eisen nationalen Emissiouen ausméischt - oder 12% aus dem Wunnengsbau, de Rescht aus anere Gebaier -, do hu mer schonn eng Entkopplung: Tëschent 2005 an 2015 hu mer do schonn 12% reduzéiert. Dat mécht awer pro Haus a pro Awunner, pro Awunner virun allem, mécht dat eng Reduktioun vun 30% un Energie, déi mer haut schonn aspurement vis-à-vis vun 2005!

An ech mengen, et wär onlogesch, net déi neisten Technologien ze verwenden an déi effizientsten Haiser ze bauen, fir net künftege Generatiounen eppes opzebürden, wou mer Ofhängekeete schafen, Ofhängekeete vu Gasnatiounen, vun Uelechscheichen. Ech mengen, dass et wierklech besser ass, wa mer do konsequent dat, wat mer haut scho wëssen, maachen an dat ferderen.

An ech muss ganz éierlech soen, wann Der lech e bësse méi mam Projet beschäftegt hätt, dann hätt Der gesinn, dass mer elo energieeffizient Haiser bauen, also quasi Nullenergiehaiser. Dat ass e Règlement vun 2012. Dat war hirräichend bekannt, fénnef Joer.

Wat mer elo hei en plus maachen, ass de Bonus an den Ureiz schafen, dass mer niewent der Effizienz virun allem och am Neibau grad eben nohalteg Materialien huelen, Materialien, déi herno kee Problem sinn, déi entweder minerallesch... An et gëtt jo nach Top-uppen da fir déi nowuressend Materialien, wou mer och nach Chancé gesi fir eis Landwirtschaft. Mir schwätzzen hei also net vu penale Saachen. Mir schwätzzen hei dervun, méiglechst vill Leit mat op de Wee ze huelen, fir dass se kenne gutt an hiren Haiser liewen.

Ech mengen, dass ech elo net méi extra op déi eenzel Themen aginn. Ech mengen, de Neibau ass wichteg. Do si mer scho gutt, de Max Hahn dat nach eng Kéier énnerstrach, do hu mer eis Regelen. Mä do läit den Haaptakzent, wat ee ka kréien, wierklech op deene gudde Materialien. Do kann ee bis zu 24.000€ Euro kréien, plus - wann een dann nach erneierbarer mat eranhélt, en „solar panel“ zum Beispill op den Daach leet -, da kann een awer bis iwwer 30.000 Euro zousätzlech kréien. Dat ass e gudde Batz Geld, mat deem ee bei esou engem Projet dann awer vum Stat énnerstézt gëtt, als Subsid kritt.

Bei der Sanéierung, jo, do hu meng Virriedner recht, do musse mer nach e gudde Schrack maachen. Némmen dräi Milliounen Euro waren am leschte Joer fir d'Renovéierunge gebraucht ginn. Do brauche mer méi Usazpunkter. An do wäert et och esou sinn, dass mer zesumme mat dem Ekonomiesministère, deen do de Lead huet, wäerten nach eng Campagne lancéieren.

D'Betriber, déi goufen och erwäant. D'Betriber, déi hunn natierlech nach eenzel Mesuren, sief et elo déi ganz grouss, wou mer éischter eng „learning factory“ fir Effizienz maachen, sief et awer elo all Ureizer, déi am Ekonomiesministère och am Beräich vun de Betriber gemaach ginn, oder iwwert de Klimapakt, wou mer jo och émmer méi, nieft de Bierger, mat de Gemengen op déi kleng Betriber duerginn.

Wichteg ass och, dass, wa mer Ganzrenovéierunge maachen - an do, mengen ech, hapert et am Moment, oft goufen d'Renovéierunge némmen als esou kleng Deelprojete gemaach -, hu mer hei d'Combinaisoun téschent der Klimabank, also der Virfinanzierung, plus de Subsiden herno, déi erhéicht goufen. Well wann een e Klassesprong schafft, da gëtt et jo nach eng Kéier emol e Bonus: dee gouf verduebelt.

Duerch d'Combinaisoun vun deenen eenzelne Projeten erhoffe mer eis, dass d'Leit wesentlech méi ugereegt sinn, e ganze Projet ze maachen an eng Komplettsanéierung ze maachen: Dee Schrëtt, deen eis bis ewell gefeelt huet. An dann den Top-up vun der Combinaisoun vun den erneierbaren... (veuillez lire: erneierbare Energien), deen hat den Henri Kox och a senator Ried scho genannt.

Wichteg ass, dass dat Ganzt begleet gëtt, dass d'Berodung gutt ass. Do hu mer gutt Partner. Dat wäerte mer natierlech ausbauen.

An domat mengen ech, dass ech just nach ka vlâicht op dem Här Schank seng Fro zum Schluss agoen, deen d'Suerg hat, dass mer eis am Beräich Klima net genuch mat de Leit beschäftegen. Ech kann lech awer soen, do kënnt Der lech berouegen. Mir sinn am Moment amgaangen... Ech hunn de Conseil supérieur du développement durable jo beoptragt gehat, ech hunn dat hei op der Tribün schonn eng

Kéier gesot, fir mer eng Evaluatioun ze maache vum zweete Klimaaktivounsplang. An deen drëtten, deen d'nächst Joer soll lancéiert ginn, dee gëtt mat ganz breeder Participatioun gemaach.

A wann Der den Avis vum Conseil d'État zu Ärer Propos gelies hutt, da gesitt Der, dass mer haut op engem ganz anere Standpunkt sinn, wéi mer nach virun e puer Joer waren. D'Leit wäerte mat agebonne ginn an de participative Prozess, genausou wéi ech et hei schonn eng Kéier erkläert hunn. Mir wäerte mat jonke Leit schaffen, mat ONGe schaffen. Mir loassen eis natierlech begleeden an da wäerte mer en drëtte Klimaaktivounsplang opstellen, dee pro Secteur wäert agéieren. An ech mengen, dat wäert e flotte Prozess ginn, wou mer versichen, innovativ ze sinn. An do wäert natierlech jiddweree sain Deel musse bäidroen, dat en parallelle och zur Émsetzung, zur Nohaltegeekagenda, wat mer jo och um Leescht hunn, wou mer änlech wëlle virgoen.

De Klimaschutz, an do kommen ech op mäin initiale Sproch erëm, kenne mer net eleng léisen. Fir de Klimaschutz, do brauche mer jiddwereen. A wa mer wëlle wäit goen, da brauche mer lech all.

Ech soen lech Merci fir déi breet Énnerstétzung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président.- Merci. Domat wierte mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert déi ganz Rei vu Projeten ukomm. An ech eng Méllerprinzip géifen iwwer een nom aneren ofstëmmen, d'Projet 7053, 7054, 7055 an de Projet 7046. Mir géifen ufânke mat dem Projet de loi...

(*Brouhaha*)

► **Une voix.** - An d'Motoun?

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président.- Iwwert d'Motoun gëtt émmer duerno ofgestëmmet. Fir d'Éischt de Vott iwwert de Projet an dann d'Motoun. Sidd Der mat mer d'accord?

(*Assentiment*)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président.- Merci. Mir géifen dann ufânke beim Projet 7053.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7053**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Max Hahn), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et hat násicht gedéngt!

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président.- A mer géifen dann zum Projet de loi 7046 iwwerjoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7046**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

**Dispenses du second vote constitutionnel des projets de loi 7053, 7054, 7055, 7046**

Däerf ech lech da fir déi véier Projete froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott froen?

(*Assentiment*)

Merci. Dann ass dat esou décideiert.



Dann zu der Motioun. Wann ech dat richteg verstanen hunn, ka jiddwereen - oder bal jiddwereen - domat liewen. Jiddwereen! Da géif ech lech froen, ob mer dat kenne per Handop-hieve maachen.

#### (Assentiment)

#### Vote sur la motion 1

Wien domat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen. Géigeprouf: Wien ass do-géint? Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun unanime ugeholl. Merci.

#### 4. Ordre du jour

A mer géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass deen nächste Projet de loi. Mir hunn herno nach eng Resolution. Ech géif proposéieren, dass mer déi um Enn huelen. Sidd Der domat d'accord?

#### (Assentiment)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Elo ware mer amgaang.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Et ass net zu deem Projet.

Den nächste Punkt ass de Projet 6931 iwwert deen éisichten... - et kënnt mer net iwwert d'Lépisen -, iwwert deen éisichte Paquet ferroviaire. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Rapporteur, d'Josée Lorsché, déi och scho bereet ass.

#### 5. 6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1<sup>er</sup> paquet ferroviaire et modifiant

##### 1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

##### 2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

##### 3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

##### 4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire

##### Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice.- Merci, Här President. Mir komme den Haiser zu de Schinnen, wou et drëms geet, d'Reform vum éisichte Paquet ferroviaire ze stëmmen. Dës Reform entsprécht der Logik vun der europäescher Eisebunns politik, op déi ech kuerz weilt agoen. Déi ganz Geschicht ass näämlach zimlech komplex an awer och ganz èmstridden.

Wéi Dir wësst, ass déi Europäesch Kommissioune schonn zanter den 90er Joren drop aus, den europäeschen Eisebunnssektor ze liberaliséieren, en eenheetlechen europäeschen Eisebunnsraum mat gläiche Rechter fir d'Ubidder ze schafen an de Secteur op déi Manéier méi konkurrenzfæg ze maachen.

An deem Kontext huet déi Europäesch Kommissioune am Laf vun der Zäit véier Paquets ferroviaires adoptéiert. Deen éisichten am Joer 2001, dee sech op d'Liberalisierung vum Giddertransport fokusséiert huet. Deen zweeten am Joer 2004, deen der Osterweiterung vun Europa mat dem Bäitreit vun zéng Member-state Rechnung gedroen huet an och zu der Kreatioun vun der europäescher Eisebunns agentur gefouert huet.

Deen drëtte Paquet staamt aus dem Joer 2004 a war geduecht, fir nom Giddertransport och de Persounentransport ze liberaliséieren. A fir dee ganze Prozess ofzeschleissen, ass net méi spéit wéi de 14. Dezember vun dësem Joer en éisichten Deel vum véierte Paquet ferroviaire vum Europaparlament ugeholl ginn.

Esou vill zum Gesamtkontext, an deem déi europäesch Eisebunns politik an domat och dëse Projet de loi sech beweegt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi komme mer zréck op den éisichte Paquet ferroviaire, deen ech virdrun erwänt hunn, deen d'Liberalisierung, wéi gesot, agelaut huet, dat am Joer 2001. Dësen éisichte Paquet muss nogebessert ginn. E besteeft aus dräi EU-Direktiven, déi am Laf vun de Jore modifiziert gi sinn an zu enger Rei Onkloerheeten an Ongerechtegeete gefouert hunn. Fir déi legal Basis vum éisichte Paquet ferroviaire ze verbesseren, sollen dës dräi Direktive

mat dem Projet de loi vun haut an engem eenzegen Text konsolidéiert ginn. Dohier kënnt dann och den Term „refonte“.

Wat ass den Inhalt vun deenen dräi Direktiven? Léif Kolleginnen a Kollegen, déi dräi Direktiven definéieren d'Zougangsrechte zu den Infrastrukturen a sollen dofir suergen, dass keng Diskriminatioun beim Zugang soll entstoen. Donieft enthalten déi Direktiven eng Rei Dispositiounen, déi d'Onofhängegekeet an d'Kompetenze vun den nationale Kontrollorganismen am Eisebunnssektor sollen ofschécheren. Dat si gutt gemengten Ziler, mä déi initial Texter hunn awer eng Rei Lacunnen opgewisen. Dat huet sech duerno erausgestallt.

Déi Europäesch Kommissioune koum an engem grouss ugelychte Bilan am Joer 2011 näämlach zur Konklusioun, datt déi transnational Eisebunnsoperaute beim Zugang zum Marché mat ze vill techneschen, juristeschen a politeschen Hürde konfrontéiert wieren.

Aus deem Grond huet d'Kommissioune décidéiert, am Kader vun der Refonte, méi kloer Bestëmmungen, méi Gerechtegekeet a méi Transparenz an d'Gesetzgebung an domat och an dee ganze Secteur ze bréngen: éischtens, um Niveau vum Finanzement vun der Infrastruktur; zweetens um Niveau vun den Zugangsbestëmmungen; drëttens um Niveau vun der Tarifikatioun, wou d'Redevancé fir den Accès reduziert sollte ginn; a véiertens dann nach um Niveau vun der Kompetitivitéit, wou et drëms geet, den Eisebunnssektor par rapport zu aneren Transportsektoren ze stäärken. Dëst opgrond vun der Tatsaach, datt just 10% bis 12% vun de Gidder an Europa iwwert d'Schinn transportéiert ginn an de ganze Rescht iwwert d'Strooss, de Fliger oder d'Schéff, wat schonn eleng ekologesch net tragbar ass!

Donieft gesait dës Refonte och vir, déi confidétiell Daten, déi fir statistesch Zwecker benutzt ginn, besser ze schützen an d'Onofhängegekeet vun den nationale Kontrollinstanzen ze verstäärken, dat op Basis vum Resultat vum Bilan, deen ech virdrun erwänt hunn.

Wat heesch dat alles elo fir Lëtzebuerg? Léif Kolleginnen a Kollegen, mam Projet de loi vun haut transposéiere mer eng weider EU-Direktiv, d'EU-Direktiv 2012/34, an nationaalt Recht a verhënneren domat, datt Lëtzebuerg eng Astreinte vu ganz genee 8.710 Euro am Dag un d'Europäesch Kommissioune muss bezuelen. Dat wiere bal 3,2 Millioune Euro Strof am Joer!

Dëse Projet de loi modifiziert awer och eis national Gesetzgebung an deem Senn, datt verschidden Dispositiounen an eise véier nationale Eisebunns gesetzer aus de Joren 1995, 1999, 2009 an 2010 musse modifiziert ginn.

Dat éischt Gesetz, dat vun 1995, bezitt sech op d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur. Dat zweet op den Accès an op d'Benutzung vun der Infrastruktur. Dat ass d'Gesetz vun 1999. Dat drëtt op d'Sécherheit vum Eisebunnsréseau an dat véiert op d'Regulation vum Eisebunnsmarché. Dat ass dann d'Gesetz vun 2010.

Dir verstütt, datt ech aus Zäitgrënn net op déi 110 Article vun dësem Projet de loi aginn.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

#### (Hilarité)

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice.- Ech verschoune lech och vun de fénné Annexen a verweise fir all Interesséiert op mäi schriftele Rapport. Dir hutt gläich Vakanz a kënnt en iwwert d'Chrëschteeg liesen, wann Der keng besser Lektür doheem parat hutt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu den Aarbechte vun der Nohaltegeeketskommisoun an zu deene verschiddenen Avisen.

Nodeems de Projet de loi den 21. Dezember 2015 vum Nohaltegeeketsminister François Bausch déposéiert gi war, huet de Statsrot sain éischten Avis de 27. Oktober 2016 ofginn, also iwwer zéng Méint nom Dépot vum Projet de loi, wat de Retard bei der Émsetzung net grad verkierzt huet.

Net begeeschert war de Statsrot iwwert d'Approche vun den Auteuren, mat dësem Projet de loi véier Gesetzer ze modifizéieren, amplaz sech op en eenzegen neie Gesetzestext ze limitéieren. Donieft hätt de Statsrot begrisst, wann d'Auteure méi Erklärungen zu den Article geliwwert hätten, vu datt et sech jo hei ém eng zimlech komplex Matière handelt, jiddefalls fir Leit, déi net an deem Domän doheem sinn.

Wat déi textuell Ännérungen ugeet, déi de Statsrot proposéiert huet a sengem éisichten Avis, huet d'Nohaltegeeketskommisoun deene Proposéen alleguer Rechnung gedroen, an am Avis complémentaire vum 6. Dezember 2016 huet de Statsrot keng Kritik méi erhuewen an huet de Projet de loi integral guttgeheesch.

Ech komme bei d'Chambre de Commerce, déi sech och zu dësem Projet de loi zu Wuert geommel huet, dëst an hirem Avis vum 25. Januar 2016. Dës Beruffskummer gesait am europäeschen Eisebunnsmaart e grouss ekonomesch Potenzial a begréisst och, datt dése Projet de loi souwuel d'Qualitéit wéi och d'Effikassitéit vum Schinnentransport soll verbesseren. Männer zefriddend ass d'Beruffskummer awer dorriwwer, datt am Projet de loi keng Referenz gemaach gëtt op eng méiglech an och ganz wichteg finanzell Bedelegung vum Stat, well et jo ebe just muss drëms goen, den Eisebunnssektor par rapport zu aneren Transportsekteure méi konkurrenzfæg ze maachen.

Dann zum Avis vun der Chambre des Salariés, déi e ganz extensiven a ganz kriteschen Avis eraginn huet, dat war de 16. Dezember 2015 (veuillez lire: 16. Februar 2016), an deen eigentlech déiselwecht Meening vertrëtt wéi d'Gewerkschaften an dëser Matière. Laut der CSL geet esou eng Politik, déi hei verfollegt gëtt, net némmen op Käschte vun den Aarbechtskonditiounen a vun de sozialen Errungenschaften am Secteur vun der Eisebunn, mä och op Käschte vun der Sécherheit, der Qualitéit an der Pérennitéit vun den Infrastrukturen a vun Rééseauen.

Aus deem Grond verlaagt d'CFL, pardon, verlaagt d'CSL, datt de Stat seng Responsabilitéit weiderhi soll a muss iwwerhuelen an datt keng Trennung téschtent dem Gestionnaire vun der Infrastruktur an den Operateuren däarf entstoen. Dat heesch, eng Fragmentéierung vum Réseau muss onbedéngt verhennert ginn!

D'Nohaltegeeketskommisoun huet sech hirerstáts a véier Sëtzunge mat dësem Projet de loi befaasst an huet mäi Rapport de 15. Dezember 2016 ugeholl.

Zum Schluss wéilt ech dem Här Jeannot Poeker, dem Chargé de direction vun den CFL am MDDI, e grousse Merci fir seng kompetent Ènnerstëtzung an dësem Dossier ausdrécken, dann awer och senge Mataarbechterinnen Anouk Ensch an Irena Medakovic. E weidere Merci, wéi èmmer, geet och un eis Sekretarin Rachel Moris.

Här President, domat hunn ech meng Aarbecht als Rapportrice ofgeschloss. A wann Dir erlaabt, klammen ech nach kuerz an d'Haut vun der grénger Fraktioun, fir d'Position vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi duerzeleen.

#### Discussion générale

Dir Dammen an Dir Hären, als gréng Fraktioun sti mir ganz kloer zu Europa. A fir eis ass d'Netëmsetze vun enger europäescher Direktiv mat enger Strof vun 3,2 Millioune am Joer keng Optioun, och wann net all Direktiv eis gefält. Dowéinst ènnerstëtzte mir dëse Projet de loi.

Am Kontext vun der europäescher Eisebunns politik si mir awer als Gréng och iwwerzeegt, datt eng Direktvergab vun den Eisebunns servicer ouni öffentlech Ausschreibung déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir d'Qualitéit an d'Quantitéit vun de Servicer opechzeerhalen a fir déi sozial Errungenschaften am Secteur ofzesécheren.

Eng Trennung téscht dem Gestionnaire vun der Infrastruktur an den Operateuren, déi d'Infrastruktur jo eigentlech just aus Profitgrënn benotzen, wier an eisen Ae fatal fir eist Land, an net némme fir Lëtzebuerg, mä och fir vill aner kleng Länner a Regionen.

Firwat? Ganz einfach, well déi kleng an dowéinst manner rentabel Eisebunnslinnen domat séier condamnéiert wären. Aus deem Grond begrisst mir, Här Minister, datt Dir lech während der Lëtzebuerg EU-Présidence am Oktober 2015, wou iwwert d'éischte Paquet ferroviaire verhandelt ginn ass, kontnt duerchsetzen, zimlech radikal, an datt Dir Derogatiounen fir kleng a méttelgrouss Eisebunnslinnen a Rééseauen erausgeschloen hutt.

Fir Lëtzebuerg heesch dat, datt mir eis d'nächst Joer am Kader vun den Diskussionen iwwert de véierte Paquet ferroviaire mat engem gudde Gesetz kenne befaassen, wat déi Lëtzebuerg Eisebunns servicer an hir Salariéé virun der Liberalisierung wäert schützen a wat d'Risiken, déi sech hantern der Refonte verstoppfen, eliminéiert, well eist Land net forcéiert gëtt, eng Ausschreibung virzehuelen.

An deem Senn freeë mer eis op déi Diskussion an ech ginn elo schonn den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi a soen lech och nach Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci der Madamm Lorsché. Dann huet d'Wuert den Här Serge Wilmes.

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Jo, ech soe Merci fir de Rapport an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dat war rekordverdächtig! An d'Wuert huet elo den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wéll ech e grousse Merci soen der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, fir hire gudde schriftele Rapport. An, wéi se gesot huet, sinn et iwwer 105 Artikelen. Et ass net einfach, fir do virun allem d'Essenz erauszeschien. An dofir nach eng Kéier och en extrae Merci.

Zanter ronn 15 Joer liberaliséieren an harmoniséieren mer an Europa schrëttweis de Schinneverkéier. De Gesetzesprojet, deen haut virläit, bréngt par rapport dozou keng ganz grouss Èmännerungen. Et handelt sech un éischter Stell, wéi d'rapportrice gesot huet, em eng Refonte, wou déi besteeënd Direktiven zesummes gesat ginn a wou mir déi jo dann och a véier Geseter émsetzen.

Ech wéll awer vläicht eng kuerz Remarque maachen zum Kontext, an dee sech dëse Projet de loi aschreift. Dat deklariert Zil vun alle Measuren, déi d'EU an deene leschte Joren a Joréngten am Beräich vum Schinneverkéier geholl huet, ass, fir méi e groussen Undeel vum Wuerten- a vum Persounentransport vun der Strooss op d'Schinn ze kréien an domat méi èmweltfréindlech Transportweeër ze kréien, zu deenen natierlech och d'Eisebunn gehéiert.

D'Ursaach, firwat d'Eisebunnen net méi konkurrenzfæg sinn, sinn net èmmer bei den Eisebunnen ze sichen. Dat gëtt awer gemaach. Net effizient, ze vill protektionistesch gefouert, ze vill verschidden technesch Standarden. Géint all dës tatsächlech oder vermeintlech Mëssstänn ass d'EU mat enger konsequenter Liberaliséierungspolitik virgaangen. An och dëse Projekt schreift sech an dës Logik an.

Mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg un d'EU-Reglementatiounen èmmer ugepasst an, d'rapportrice huet et gesot, mir hunn och keen anere Choix! Ech mengen, dofir war et jo och de Wunsch vum Transportminister, fir dat nach dëst Joer hei geneemegt ze kréien, well eis soss eng Strof drot. An ech mengen, dat solle mer eis net undoen, well mer souwisou jo vun aneren Dossiere wëssen, wéi dat ausgeet.

Mä et ass net èmmer ganz einfach als klenge Réseau mat eise Spezifisséiteen, wou mer direkt eis grouss Nopere ronderém hunn, eis unzepassen. Dofir muss een och ganz gutt oppassen, wéi déi Saache sech do entwéckelen.

De véierte Paquet ferroviaire steet jo och da virun der Dier an do gi mer dann och doovun aus, dass mer an därselwechter Logik wéi bis elo do virginn. An och hei wéilt ech mech der Rapportrice uschléissen, un de Merci un den Transportminister, deen et jo da fäerdebruecht huet an der leschter Présidence zu Lëtzebuerg, wierklich do am Kader vum Conseil sech duerchzesetzen an och fir Lëtzebuerg do eng gutt Léisung erauszeschloen.

Dofir, Här Minister, wéll ech lech extra Merci soen. Ech mengen, d'Europaparlament huet och jo elo de Paquet gestëmmt. An ech mengen, Dir hat eis jo och an der leschter Kommissiounsitzung gesot, dass Der schonn amgaange sidd, och dorunner ze schaffen, an do wünsche mer lech och all Succès an do kritt Der och eis Ènnerstëtzung.

D'Argument, firwat mer awer dee



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,  
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

geschéien, wa mer eng Chance wëllen hunn op der Schinn géint de Stroosseverkéier.

Ech wëll just nach eng Kéier ganz kuerz soen: Firwat ass dann och dee Problém esou grouss? Et ass net, dass op den Eisebunnsréseauen - do kann een nach vill verbesseren, dat wësse mer allegerten -, mä op der Stroossesäit... Gitt lech emol eng Kéier op der Aire de Berchem oder Aire de Capellen ukucken, énner wat fir enge Konditiounen déi Leit, déi Camionschauffeuren do musse lieuen. Déi féieren eng Aart Normadeliewen. An ech mengen, dat ass deelweis net mënschewürdeg!

#### (Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech sinn direkt färdeeg, Här President. An ech mengen, soulaang wéi do náischt geschitt an deem Beräich, huet d'Schinn géint d'Strooss keng Chance!

An deem Senn wëll ech den Accord gi vu menger Fraktioune soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

#### Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Negri. Dann huet den Här Gusty Graas d'Wuert. Dee Richtegeen.

#### (Hilarité)

► **M. Gusty Graas (DP).**- Gëtt et och nach e Falschen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ma neen, ech hat jo den Här Berger mat lech verwiesselt.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Dat kënnt vir. Här President, Dír Dammen an Dir Hären, et sinn e puer Chifferen, déi engem dach ze denke ginn, an zwar, wann een emol d'Eurostat-Analysen hei e bësselchen nach eng Kéier ervirbrengt. Wat elo den Undeel vum Zuch- par rapport zum Autosverkéier an zum Camionsverkéier ubelaangt, da mierkt ee jo ganz séier, datt och an deem leschte Jorzéngt do keng grouss Entwécklung vir sech gaangen ass. Zum Beispill 2012 ware 7,4% vun allen Déplacementer an der Europäischer Unioun nämme mam Zuch gemaach ginn. 2002 waren dat 6,8%. Also nämnen eng liicht Verbesserung no uewen.

Mir als Lëtzebuerger Land stinn zwar do méi positiv do. Et muss een och hei nach eng Kéier énnersträichen, datt mer jo enorm Efforten an deene leschte Méint och hei gemaach hunn, besonnesch énnert där neier Regierung. Ech wëll nämnen zum Beispill un déi nei Streck erénnernen, déi mer gestéemmt hunn zwësche Lëtzebuerg a Beetebuerg, wat ouni Zweifel eng grouss Valorisation vum Eisebunnsréseau wäert mat sech bréngen.

Allerdéngs hu mer nach ganz grousse Retard, wat de sougenannten „modal split“ ubelaangt, och hei zu Lëtzebuerg. Ech wëll drop hiweisen, datt Eisträich zum Beispill dat Land ass, wat de Moment am Fong geholl déi beschte Proporzioun huet, virun Ungarn an Dänemark. Mir sinn do nach net onbedéngt am absolute Spëtzepeloton. Mir müssen also och nach gewëssen Aarbechte maachen.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt d'Europäesch Unioun, och wa se elo wahrscheinlech e Memberstat wäert verléieren, datt se awer bei der Awunnerzuel wäert an den nächste Joren trotzdeem nach wuessen. Dat stellt eis natierlech virun nei Efrauuerderungen, wat den effentlechen Transport an den Transport insgesamt ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut iwwer eng Reform vum éische Paquet ferroviaire. Gläichzäiteg gëtt awer schonn iwwert de véierte Paquet ferroviaire dichteg diskutéiert. Dat ass natierlech eng ganz cocasse Siatioun! Mä bon, dann ass dat eben esou.

De Bilan vun deem éischte Paquet ass jo net onbedéngt positiv, fir net méi ze soen. Duerfir sinn an dësem Gesetz jo awer trotzdem eng Rei vu Verbesserunge virgesinn. Ech wëll se net nach eng Kéier all hei am Detail diskutéieren, wéilt awer vläicht op e puer Punkten agoen.

Mir begréissen, énner anerem, datt de Réseau jo soll nach ausgebaut ginn. Virun allem denkt een natierlech hei un éischtler Linn och un den TGV, wat eng seriö Alternative zum Fliger ass, virun allem awer wat deen ekologeschen Aspekt ubelaangt. Da soll eng Internalisatioun vun den Émweltkäschte jo méi seriö virgeholl ginn. Och däerf een net vergiessen, datt nei tracée vun der Eisebunn awer kënnen eng Rei Schied um Niveau vun der Émwelt mat sech bréngen. Dat gesi mer jo och elo beim drëtte Gleis, wat gebaut gëtt. Dowéinst musse jo Kompensiatiounen virgesi ginn.

En zweete Punkt, op deen ech kuerz hei wëll agoen, dat ass natierlech de Volet Konkurrenz, deen zum Deel och émmer fir gewëssen Oprengunge suergt a verschidde Gesellschaftsdeeler, wat ech verstinn. Mä et däerf een awer net vergiessen, wa mer gär eng effikas Eisebunn hätten, da muss awer och en Deel Konkurrenz matspillen, och wa mer eis hei, wéi gesot, an engem delikate Beräich bewegen.

Da si mer natierlech och séier bei der Kontroll. Dat bréngt mech dann zum drëtte Punkt, op deen ech wëll kuerz hei agoen, dat ass de Sécherheetsaspekt. Och do muss ouni Zweifel nach méi eng Harmoniséierung um europäische Plang ugestrieft ginn. Mir stellen nach émmer eng gewëssen Diskrepanz do fest. Wann een eng Analyse vun deenen eenzelne Réseause mécht, da gesäit ee jo awer, datt eenzel Länner, an ech wëll se elo net hei namentlech nennen, awer nach mussen do ganz grouss Efforte maachen. Mir hu jo och e gewëssene Personalmangel, wat de Kontrollberäich ubelaangt. Et weess ee jo, datt awer déi meescht Accidenter op mënschlech Feeler zréckzeféiere sinn. An déi Kontrollinstanze müssen natierlech och méi onofhängeg ginn. Dat ass e wesentlechen Aspekt.

Vläicht dann nach e véierte Punkt. Et ass gutt, datt d'Roll vun de Gestionnaire am Fong geholl hei elo méi kloer definéiert gëtt, datt méi eng gene Opschlüsselung ka kommen, wat eben déi staatlech Subventionen dann ubelaangt. De CFL hir juristesches Qualifikatioun gëtt dann och hei méi preziséiert.

Vläicht dann nach e kuerzt Wuert zu der Administration des chemins de fer. Déi ass jo 2009 duerch Gesetz geschafe ginn. Dat war deemoos och net ganz onëmstridden. Entretemps, mengen ech awer, datt et sech erausgestallt huet, datt dat eng gutt Décisioun war. An ech wëll och op deen Delai hiweisen, deen hei fixéiert gëtt, datt se zum Beispill musse banant véier Méint eng Antwort ginn. Eng Iwwerleeuung, déi ee vläicht kéint op aner Domänen transposéieren.

Ech mengen, dat, wat mer jo haut décidéieren, ass ganz wichteg, virun allem, et ass schonn e puermol hei gesot ginn, well mer ebe soss risquéieren, eng Amende ze bezuele vun 3,2 Milliounen d'joer. Mir erliewen dat jo quasi dagdeeglech och an engem anere Beräich. Duerfir wier et jo méi wéi schued, wa mer erém Kéier misste Geld bezuelen, well mer eis Hausaufgab net an deem Senn gemaach hunn.

Wéi gesot, de Moment gëtt jo dann e véierte Paquet hei diskutéiert. Ech wëll och drop hiweisen, datt d'Ouverture vum Marché vun den nationale Servicer fir de Persounentransport bis 2019 jo soll dann definitiv iwwert d'Bün goen. Dat bréngt jo dann natierlech och eng Rei Froe fir d'Eisebunn mat sech.

Bon, ech gesinn, datt meng Zäit hei ofleeft. Da muss ech mech also nach méi kuerz faassen, wat dann d'Konklusioun ubelaangt.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei ralliéiert sech och deem, wat meng Virriedner hei bis elo scho gesot hunn. Mir stinn och zu den Décisiounen hei, zu deem Gesetz hei an ech bréngen den Accord vun der DP. Ech wëll awer dann och nach der Madamm Lorsché Merci soe fir deen exzellente schriftlechen an och mëndleche Bericht.

#### Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech gesinn, den Här Wagner wénkt mer. En ass ganz fréndlech an en däerf och direkt op d'Riednerpult.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Ech bleiwen emol hei, da geet et méi schnell, Här President. Et ass souwisso fir ganz kuerz.

Den Albert Einstein huet eng Kéier gesot, datt d'Definitioun vum Wahnsinn déi ass, émmer erém déiselwecht Saach ze maachen a sech dobäi aner Resultater ze erwaarden. Ech hunn e bëssen den Androck, datt dat och e bëssen de Slogan kéint si vun der Liberaliséierungspolitik vun der Europäischer Unioun.

Ech stëmme mer eng Reform vum éische Liberaliséierungspak. Ech faasst mech kuerz. Et wäert lech och net wonnen. Mä ze behaapten, datt méi Konkurrenz op der Schinn, op der Bunn profitabel wier fir iergendeen, fir den Usager - ech benotze bewosst den Terme "Client" jo net -, fir den Usager an iwwerhaapt fir d'Infrastrukturen a fir d'Qualitéit vun der Eisebunn, dat ze behaapten ass Quatsch!

Et muss een ophalen. Ech verstinn net, datt een nach esou eppes ka behaapten. Et brauch ee just ze kucken: D'Realitéit ass genau de Géigendeel. Et huet sech degradéiert a Länner wéi Frankräich, an der Belsch an esou weider. An et huet directement eppes domadder ze dinn. D'Eisebunn degradéiert sech, den effentlechen Transport degradéiert sech, an dat ass eng Konsequenz vun der Konkurrenzpolitik op der Eisebunn.

Den Här Negri huet à juste titre vun de Camionschauffeure geschwatt, déi an deene Sociétéit schaffen an déi quasi an onmënschlechen, quasi sklavenhalterméissenge Konditiounen musse schaffen. Et ass en immens liberaliséierte Milieu. Do herrscht Konkurrenz. Ech verstinn net. Am Prinzip misst jo alles ganz gutt sinn, well zénter 20, 25 Joer héieren ech soss náischt vun émmer deeneselwechten: „Konkurrenz a Liberaliséierung, dat ass gutt fir d'Qualitéit, gutt fir den Usager, gutt fir d'Leit“ an esou weider.

Et weess jiddwéieren, datt dat totale Quatsch ass, totale Brach ass! Dofir wäerte mir och dergéint stëmmen. Mir wäerten eis prinzipiell émmer géint all Form vun Aménagement vun der Liberaliséierung wieren. Et muss ee sech dergéint wieren. D'Leit musse sech dergéint wieren. An ech sinn dervun iwwerzeegt, datt à moyen et à long terme all déi Liberaliséierungen, op der Schinn an och uewen am Himmel, datt déi erém wäerten zréckgängig gemaach ginn. Ech wäert mech ganz staark drop freeën, a Millioun Leit och.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Nohaltekeetsminister, deen énner anerem och fir deen heite Beräich zoustänneg ass.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol Merci natierlech un d'Rapportrice fir dee gudde schriftlechen a mëndleche Rapport, an natierlech allen Deputéierte respектив Fraktioune, mat Ausnam vun engér, fir dann d'Zoustëmmung.

Ech muss soen, ech sinn e bëssen iwwerhassé iwwert déi Aussoen, déi elo um Schluss gemaach gi sinn. Bon, Dir wésst, datt ech sécherlich an deem heiten Domän kee ferventen Unhänger sinn effektiv och vun däri iwwerdrivwener Liberaliséierung, wéi se an Europa gemaach ginn ass. Dat war jo och de Grond, firwat ech mer zum Zil gesat hat, fir am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence dee véierte Paquet ferroviaire esou émgeännert ze kréien, datt mer net nämme fir Lëtzebuerg an déi kleng Länner do eng ganz aner Situations erauskrift hunn, mä generell e Richtungswiessel kritt hunn an der Ausrichtung vun der Eisebunnspolitik oder vum schinnegebonnene Verkéier an Europa. Well dat, wat elo vum Parlament och definitiv veroftschit ginn ass, dat ass eigentlech dat, wat mir énner Lëtzebuerger Présidence ausgehandelt haten. Do ass net méi wesentlech vill dru geännert ginn. An dat ass schonn e wesentliche Richtungswiessel par rapport zu virdrun.

Ech muss allerdéngs soen, datt, wann hei emol esou einfacher locker behaapt gëtt, datt déi Degradéierung, déi mer hätten an den Eisebunnsréseauen an Europa, datt dat nämme dermat ze dinn hätt, datt mer extrem Liberaliséierung an Europa gehät hätten an de leschte 15 Joer, datt dat net stëmmt.

Ech kann lech soen, ech hu vill ze di mat mengen Nopeschkolleegen, Nopeschréaseuen. An och wann ech kee ferventen Unhänger si vun däri iwwerdrivwener Liberaliséierung, wéi se gemaach ginn ass, muss ech lech awer och soen: Et kann net méi esou weidergoen, wéi et am Moment ass a verschidde Länner, datt Eisebunnsgesellschaften - ech wëll emol soen - e bësse wéi Dinosaurier fonctionnéieren a sech net bewegen. Ech mengen, et muss awer och Bewegung dra kommen, well näämlech, wann den Eisebunnssecteur sech soll entwéckelen, da muss sech awer och d'Mentalitéit an den Eisebunnsgesellschaften e bëssen änneren; fir et emol fein auszedrécken.

#### (Interruption)

Jo, dat ass awer net... Ech kann lech soen, ech komme gär eng Kéier an d'Kommissioun. Da ginn ech lech genuch Beispiller vun Diskussiounen, déi ech de Moment hu mat Nopeschréaseuen, wou mir ganz vill gutt Iddien hunn. A wann ech gesinn, mat wat fir enger Schwéierfællekeet déi zum Deel émgesat ginn, dat ass awer och net émmer grad esou, wéi mer den Eisebunntransport fit gemaach kréien. An dat huet náischt mat der Liberaliséierung ze dinn, mä dat huet eppes dermat ze dinn, datt awer och do Strukture sinn, déi, mengen ech, dem 21. Jorhonnert net méi grad ugepasst sinn. Dat muss een awer och emol eng Kéier soen. Duerfir, dat ze reduzéieren op Liberaliséierung, dat ass sech d'Liewen einfach gemaach.

An duerfir, wann Der hei kuckt, ém wat et hei geet. Hei gétt jo náischt Wesentleches méi geändert un deem, wat an deene leschte Joré geschitt ass. Et gétt am Fong just festgestallt: Éischtens, am Virfeld vun däri Direktiv ass festgestallt ginn, datt net esou investéiert ginn ass an d'Reseauen, wéi sech dat erwart ginn ass, och net vun de Länner an och net vun de Gesellschaften. An da gétt versicht hei, verschidde Saachen ze clarifiéieren, ze moderniséieren, de Kader besser ze setzen, fir den Investissement ze stimuléieren.

Ech kann némme feststellen: Mir sinn zwar hei verlot kucken, d'Zuele kucken, a mir hunn eis emol d'Méi gemaach, déi emol e bëssen erauszeschreiben aus deem heite Kontext, datt op alle Fall déi Kritiken, déi gemaach gi sinn, a firwat et zu däri heiter Reform komm ass bei den Investissementer, dat fir eis, op alle Fall fir déi lescht Joren, net zoutréfft.

Wann ech kucken, wat mer téschent 2014 an 2018 an den Eisebunnsréseau investéieren, dat sinn 1,7 Milliarden Euro! Ech géif dat gär vergläichen och am Verhältnis zu deem, wat a grousse Länner, am Ausland, souquer wou liberaliséiert ass, investéiert gëtt. 1,7 Milliarden! A mir hu jiddefalls am Pluriannel virgesinn, datt och no 2018 zousätzlech pro Joer 400 Milliounen sollen investéiert ginn an einzelne Projekte. Dat sinn enorm Zommen! Do müsst Der wäit zréck siche goen an d'Geschicht vu Lëtzebuerg. Do müsst Der wahrscheinlech an d'Vir-krichszäit goen, fir ze kucken, ob jeemoos eng Kéier an enger Legislaturperiode esou vill investéiert ginn ass wéi dat heiten.

Ech wollt d's Chifferen emol nach eng Kéier hei erém erwéinen, well jo och emol an der leschte Zäit, et ware jo och elo Budgetsdebatte, oft behaapt ginn ass... an et gétt émmer erém versicht ze behaapten, dat wär net esou. An dat ass d'Realitéit, an dat hu mer gemaach, ouni datt den éische Paquet ferroviaire gestëmmt ginn ass. Dat ass einfach eng politesch Décisioun, déi derzou gefouert huet, datt mer dat maachen.

A wann Der d'Zuele kuckt, wou mer de Moment stinn! Dat kënnt Der an d'Zuele vun der Kommissioun nokucke goen. Ech wëll der just dräi eraushuelen. Dat Eischt ass d'Augmentation vun de Clienten am Joer téschent 2009 an 2014. Do ieie mir mat 5% op der drëtter Plaz an der EU; dat heischt extrem gutt. E Land wéi Frankräich zum Beispill, an duerfir hunn ech virdrun drop higewisen, läit op der 18. Plaz. 18. Plaz! Dat heischt, do hu mer ganz sécher eng Rei Problemer - an déi hunn och náischt mat der Liberaliséierung ze dinn -, firwat datt et do net virugeet. Also, och mat falsche Strategien, déi geholl gi sinn, deelweis vun deene jeeweilege Gesellschaften.



An dann, wann Der d'Augmentatioun och vun den Tonne pro Kilometer beim Fret kuckt tēschen 2009 a 2014, zu Lëtzeburg ass dat plus 10%, do leie mer op Platz 3. Dat heescht, mir leien och do am Top 3. An dann natierlech interesseranterweis, wann ech dann am Persouenverkéier kucken, wou mengt Der dann - dat gëtt jo och gär zu Lëtzeburg vill diskutéiert -, wou et déi gënschtegsten Tarifikatioun gëtt - ech zielen England emol nach derbäi, well dat ass jo dat Land, wat am meeschte liberaliséiert huet scho laang am Eisebunnsberäich - vun den 28 EU-Länner? Ma dat ass zu Lëtzeburg!

Mir sinn Nummer 1 de Moment. Mir hunn déi gënschtegsten Tariffer am Persouennoverkéier a ganz Europa. Ech wollt dat och emol nach eng Kéier hei énnersträichen, wa sech emol lénks a riets beklot gëtt iwwert d'Tariffer, déi anscheinend esou deier waren, oder da gemengt gëtt, et misst ee vu Gratistransport schwätzzen, wéi wann dat elo eng grouss Inzidenz hätt op d'Usteige vun dem Passagieropkommen.

De véierte Paquet ferroviaire, ass gesot ginn, deen ass um Umarsch. Ech maache mer fir Lëtzeburg do elo keng Suerge méi, well mir hunn dat effektiv do am Kader vun der Présidence gutt hikritt. An dat war net einfach, kann ech lech soen, well am Ufank, wéi mer dermat ugefangen hunn, stoung mer zimlech eleng do. An, bon, mir hunn et awer fäerdegruech, an dat ass eng gutt Saach. Dee Paquet ferroviaire wäert och dat dann endlech maachen, wat de Statsrot kritiséiert huet. Mir wäerte versichen, dann d'Texter ze bündelen, datt mer méi eppes Kohärences kréien, méi eppes Visibelles vun Text erauskréien.

An ech hoffen op alle Fall, datt, wann dee véierte Paquet ferroviaire, deen, wéi gesot, dank der Aarbecht, déi mer während der Présidence gemaach hunn, fir eis ganz gutt ass, wann deen elo gestëmmt ass, datt mer dann emol déi nächst Jore Rou hunn an datt sech konzentriert gëtt op dat, wat mir hei zu Lëtzeburg maachen, näämlech op den Invest an den Ausbau vun den Eisebunnen, an datt net een op d'Iddi kënnt ze mengen, gläich hanndrun erëm e fennete Pak ze schécken.

Ech si frout, d'Kommissärin de Moment ass do total menger Meenung. Déi wäert dat op alle Fall net maachen. An ech mengen, datt et elo drop ukënnt, mat deenen Instrumenter, déi mer hunn, mat deene Korrekturen, déi mer mam véierte Pak virgeholl hunn, och an der Ausrichtung, datt d'Eisebunne sech an den nächste Jore gutt kënnen entwéckelen. Aus vill-fälteger Hisicht ass dat extrem wichteg.

Merci.

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Nohaltekkeetsminister.

Domat wäre mer prett, fir iwwert de Projet de loi 6931 ofzestëmmen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6931 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An d'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaeß, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Eddy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Véronique Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Och hei d'Fro vun der Dispens vum zweete Vott. Sidd Der d'accord?

**(Assentiment)**

Merci.

## 6. Ordre du jour

An dann hu mer d'Optioun, entweder d'Resolutioun ze huelen oder eist Reglement.

**D. Une voix.**- D'Resolutioun.

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dann huelle mer d'Resolutioun.

## 7. Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683)

### - Art. 168 du Règlement de la Chambre

D'Finanzkommissioun, Kolleginnen a Kollegen, huet décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten. D'Finanzkommissioun war am Kader vun der Kontroll vun der Subsidiaritéit mat engem legislative Vorschlag vun der EU-Kommissioun befasst. Dee Vorschlag betréfft eng Assiette commune fir d'Steieren op d'Gesellschaften. An d'Finanzkommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip net respektéiert respektiv verletzt ginn ass.

#### Résolution

La Chambre des Députés,

considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

rappelant que la Commission des Finances et du Budget a été saisie de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683), propositions émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

constatant que la Commission des Finances et du Budget a adopté un avis motivé au sujet des propositions précitées;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission des Finances et du Budget ayant la teneur suivante:

«La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg a examiné avec attention la proposition de la Commission européenne relative à une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés et celle relative à une Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS).

La Chambre des Députés, tout en saluant les efforts déployés par la Commission européenne dans la lutte contre les pratiques d'évasion fiscale ayant une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur, souhaite exprimer ses préoccupations quant aux propositions de directives précitées et considère qu'elles ne respectent à ce stade ni le principe de subsidiarité ni le principe de proportionnalité au sens de l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Chambre des Députés rappelle que l'article 5 du Protocole n°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité impose à la Commission européenne de motiver ses propositions législatives au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Le respect de cette exigence de motivation exige notamment la production d'une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Toutefois, la Chambre des Députés est d'avis que la Commission européenne est en l'occurrence restée en défaut d'apporter des éléments de preuve adéquats quant au respect de ces principes, notamment au regard des problématiques suivantes:

L'harmonisation de l'assiette imposable qui est induite par les propositions de directives impacte directement la prérogative des Etats membres de déterminer librement des aspects essentiels de leur politique fiscale. Or, la politique fiscale représente non seulement un élément fondamental de la souveraineté des Etats membres, mais constitue également l'expression de choix de politique sociale et économique tenant compte des spécificités de chaque Etat. En l'occurrence, la mise en œuvre des propositions conduiraient à ce que ces considérations (d'ordre politique, social et économique) propres à chaque Etat ne puissent plus être dûment prises en compte au niveau national, mais devraient à l'avenir être négociées à l'unanimité au sein du Conseil.

De par leur effet budgétaire négatif sur certains Etats membres - dont le Luxembourg -, les propositions de la Commission européenne sont également susceptibles de réduire de facto la marge d'appréciation des Etats membres pour déterminer leurs taux d'imposition, étant donné que la baisse des recettes fiscales résultant pour certains Etats membres de la mise en œuvre de l'ACCIS devra être compensée par l'actionnement d'autres leviers budgétaires, dont notamment le niveau de taux d'imposition. Dans ce contexte, la Chambre des Députés note avec préoccupation que les propositions risquent d'impacter de façon disproportionnée les petites économies ouvertes au sein de l'Union. Dans la mesure où après mise en œuvre de l'assiette commune, le seul facteur de différenciation entre Etats membres serait le taux d'imposition des sociétés, la Chambre des Députés redoute une course vers le bas excessive.

La Chambre des Députés constate avec inquiétude que la Commission européenne n'a pas fourni d'arguments convaincants permettant de comprendre les raisons pour lesquelles une harmonisation de l'assiette imposable serait devenue nécessaire pour lutter contre l'évasion fiscale, alors que le Conseil de l'UE vient d'adopter en juillet 2016 une directive ayant pour objectif de lutter contre les pratiques d'évasion fiscale<sup>1</sup> et fixant à cet égard un degré minimum de coordination dans l'Union. À défaut de commencement de mise en œuvre de la directive 2016/1164, les avantages additionnels résultant de la mise en place d'une assiette commune consolidée et qui justifieraient une action au niveau de l'Union n'ont pas été clairement établis par la Commission européenne.

La Chambre des Députés nourrit également des doutes que les propositions en cause puissent permettre d'aboutir à un allègement des charges administratives. De par la mise en place d'un système d'imposition coexistant en parallèle avec le système d'imposition national, il est à craindre que l'éventuelle réduction des coûts de mise en conformité pour les entreprises ne soit en fin de compte contrebalancée par l'augmentation des coûts administratifs pour les administrations fiscales nationales, qui devront à l'avenir mettre en œuvre en parallèle deux systèmes d'imposition différents. La Chambre des Députés craint qu'une telle solution ne soit source de complexité additionnelle pour toutes les parties prenantes et qu'elle risque pour le surplus de poser des problèmes d'un point de vue du principe d'égalité devant la loi et l'impôt.

Les propositions de la Commission impliquent également que les règles en matière de prix de transfert ne s'appliqueront à l'avenir plus au sein de groupes de sociétés tombant dans le champ d'application de l'ACCIS. La Chambre des Députés craint qu'une telle solution ne contribue à créer des divergences entre les solutions agréées au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et celles retenues par l'UE. En effet, si elles étaient mises en œuvre, les propositions de la Commission seraient susceptibles de porter une grave atteinte aux règles existantes agréées au sein de l'OCDE et seraient donc potentiellement en contradiction avec les conventions internationales applicables au Luxembourg, en Europe et au-delà. Une telle solution mettrait en doute l'attachement que les Etats membres de l'UE portent à l'efficacité des solutions trouvées au sein de l'OCDE, notamment dans le domaine des règles de prix de transfert.

(s.) Eugène Berger.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement. Den Avis motivé vun der Finanzkommissioun ass lech a Form vun engen Resolutioun verdeelt ginn. E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

#### Vote sur la résolution

An ech géif dann direkt zum Vott iwwert d'Resolutioun iwwergoen.

Sidd Der d'accord mat engem Vote à main levée?

#### (Assentiment)

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Zwou Géigestëmmen.

Enthalungen?

Keng.

Domat ass déi Resolutioun an deem Sénn ugeholl, dass mer se un d'Europäesch Kommissioun weider kenne ginn.

An da géife mer op de virleschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Ech hunn nach eng kleng Iwwerrassching fir lech.

**► Plusieurs voix.**- Aah!

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dat ass d'Modifikatiounspropositioun vun eisem Chambersreglement. An de Rapporteur, den honorabelen Deputéierten Alex Bodry, ass prett am Numm vun der Reglementscommission, de Rapport dozou ze maachen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

## 8. 7098 - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

### Rapport de la Commission du Règlement

**D. M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Bei déser Modifikatioun vun den Annexe 4 a 5 vun eisem Reglement vun der Chamber geet et eigentlech ém zwee verschidde Punkten. Et geet an éischter Hisicht drëm, fir déi nei gesetzlech Regele vum Congé parental och fir d'Personal vun der Chamber émzeseten. Duerch e Gesetz vum 3. November 2016 ass jo de Regimm vum Congé parental geännert ginn. En ass, insgesamt gesinn, verbessert ginn a Richtung vu méi Flexibilitéit vun neie Modelle a verschidde Modalitéiten, respektiv ännert och de Rémunératiounsmechanismus par rapport zu der Gesetzgebung virdrun.

Fir d'Fonction publique u sech um Niveau vum Stat, um Niveau vun de Gemengebeamten, sinn déi néideg Ofännerunge scho vun Texter gemaach ginn am Kader vun deen Gesetz vum 3. November 2016, well do och dat modifiziéiert Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Generalstatut vun de Statsfonctionnaire glächzäiteg mat émgeännert ginn ass.

Mir mussen also hei eng spezifesch Émsetzung maachen, wat elo d'Personal vun der Chamber ugeet. Dat geschitt, wéi gesot, duerch déi heite Modifikatioun vun engen Annex vun eisem Reglement. Dat ass also den éischte Punkt vun deem heiten Text, wou mer eis selbstverständliche eent zu eent un dee Modell halen, deen an der allgemenger Fonction publique och gëllt.

Dann déi zweet punktuell Veränderung, déi mer haut virhuelen, wa mer déi Modifikatioun vun eisem Reglement hei stëmmen, dat ass déi, dass mer de Besoldungssystem vun eisem Personal ännern an deem Sénn, dass mer jo haut eigentlech eng Dualitéit hunn. Déi Leit, déi vi rum 18. Mäerz 2005 agestattl si ginn, déi hunn en anere Besoldungssystem, en anere Statut, wat d'Remunératioun ugeet, wéi déi, déi duerno, also ab dem 18. Mäerz 2005 agestattl gi sinn.

Déi Dualitéit bleift bestoen, mä déi Dualitéit war Deel vun engen Contestatioun, déi sech iwwer laang Joren och énner aneren a Gerichtsverfahren erëmgespillt huet, virun eise Verwaltungsgeriichter. An doropshin ass probéiert ginn, e Modus vivendi ze fannen, wat de Rémunératiounssystem also vum Chamberpersonal ugeet. D'Dualitéit bleift bestoen, mä fir déi Leit, déi also ab dem 18. Mäerz 2005 agestattl si ginn, kënnt e System vu Prime d'astreinte mat bai, deen op verschidden Etappe vun Anciennetéit am Service opgebaut ass, soudatt dat fir déi dote Leit eng Verbesserung vun hirer Rémunératioun gëtt.

Zu deem ganzen Accord, deen och fonnt ginn ass téschten dem Chambersbüro an der Vertriebung vum Personal hei vun der Chamber, gehéiert dann och eng nei Regelung, wat den Horaire respektiv besonnesch wat d'Berechnung vun den Iwwerstonnen hors cadre ugeet. An déi nei Regelung, déi wäert derzou féieren, dass manner Iwwerstonne wäerten ausbezuelt ginn.

Dat gëllt fir d'gesamt Personal. Hei ass also e Gesamtaccord fonnt ginn, wou net némmer eigentlech dat méi recent agestattl Personal mat Partie prenante ass, mä et ass fäerdegruecht ginn, fir en Accord ze fannen, wou dat gesamt Personal eigentlech och sain Accord zu däer Regelung ginn huet, a wou si och direkt mat betraff sinn duerch déi nei Bestëmmungen, wat d'Ausbeuelung vun den Iwwerstonnen ugeet.

Soudass mer kënnten hei soen, dass mer also hei um Punkt sinn, dass mer dee gemeinsam ausgehandelten Accord hei och kënnen an eisem Chambersreglement iwwerhuelen, an eisen Annexen. Dat Ganzt trëtt den 1. Januar 2017 a Krafft. An ech géif lech dann och am Numm vun der zoustänner Reglementscommission, déi mech de 15. Dezember als Rapporteur designéiert huet, bieden, dës Modifikatioun vun eisem Chambersreglement ze stëmmen.

Merci.

**D. Une voix.**- Très bien!

**D. M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Rapporteur.

Gëtt et Wuertmeldungen do derzou?



**(Négation)**

Dat ass net de Fall.

Da géife mer iwwert d'Ännérunge vum Chambersreglement ofstëmmen.

**Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés**

A mer fänke mam Vott un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass schonn eriwwer.

Mir hunn Unanimitéit an der Ofstëmmung.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés est adoptée par 59 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaesch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

S'est abstenu: M. Michel Wolter.

Ech soen lech Merci dofir a wëll och alle Bedelegten e ganz grousse Merci soe fir dee konsiktive Geesch, an deem déi heiten Diskusione gefouert gi sinn. Merci!

An da wäre mer bal um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech bidden lech just nach ém zwou Minutte Gedold.

**9. Discours de fin d'année de M. le Président**

Léif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn um Enn vun eiser leschter Sëtzung am Joer 2016 ukomm. A wa mer op dat Joer an eis Aarbechten zréckkucken, dann denke mer fir d'Éischt un déi schrecklech Biller aus Aleppo, Terrorattacken zu Berlin, Bréissel, Nice an der Tierkei oder soss an der Welt, d'Aerdiewen an anere Regionen vun der Welt, an Italien, an un déi Honnertausende Mënschen, déi viru Krich, Terror a Misär vun doheem an eng ongewëss Zukunft hu misse flüchten. De Brexit an d'Wahlen an den USA si weider Evenementer op internationalem Plang, déi eis nach laang an Otem hale wäerten.

Zu Lëtzebuerg hu mir och 2016 eng grouss Solidaritéit bewisen an alles gemaach, wat méig-lech ass, fir Mënschen an Nout opzehuelen. Den Challenge, deen elo op eis zoukénnt, ass net männen grouss, geet et dach drëm, Leit, déi de Statut vum Réfugié kréien, an eis Gesellschaft ze integréieren.

Ech si frou, datt eis Chamber groussen Engagement weist, fir d'Ursaache vun deem Flüchtlingsdrama ze bekämpfen, a sech fir Fridden, Entwicklung a politesch Stabilitéit an alle Krisen-gebidder asetzt. Dat hu mer haut erëm eng Kéier gemaach mat eise Resolutiounen, Motio-

Um nationale Plang huet d'Chamber och 2016 weider Efforte gemaach, fir d'Leit dobausse méi an den demokrateschen Décisionsprozess anzubannen, zum Beispill duerch d'Consultatiounen fir déi nei Constitution an d'Journée des portes ouvertes, Visitten an der Chamber. 168 Petitiounen sinn erakomm, a siwen Debatten iwwert d'Petitiounen sinn hei an der Chamber gefouert ginn; net zulescht och eisen Engagement, fir d'politesch Bildung hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Mir hunn hei am Haus dést Joer kleng a grouss Dossiere verofschit, zum Beispill d'Steierreform, d'Reform vun de Gemengefinanzen, de Budget fir 2017 haut, d'Reform vum Congé parental. Mir hate ganz vill Aarbecht, virun allem an deene leschteren Deeg, mä mir konnten déi Aarbecht énner gudde Konditioun leeschten. Ech mengen, eis Reaktioun vum leschte Joer huet och net zulescht derzou bâigedroen, dass mer zwar intensiv, mä awer gréndlech konnte schaffen.

Fir 2017 stinn aner grouss Projeten um Programm, wéi d'Nationalitéitgesetz oder d'Omibusgesetz, de Spidolsplang, fir némmen déi ze nennen, déi esou gutt wéi sprochräif sinn. Et waart also och 2017 vill Aarbecht op eis!

Ech wëll lech an d'r leschter Sëtzung e ganz grouss Merci soen. Fir d'Éischt lech, Kolleginnen, Kollegen, all de Mataarbechter aus der parlamentarescher Verwaltung mat un der Spëtz dem Generol...

**(Hilarité)**

...a sengen zwee Adjonten. Merci der Regierung fir déi gutt Zesummenaarbecht an och déi Reaktivitéit, wa mer Problemer identifiziert henn. Merci der parlamentarescher Press, déi eis all Dag helleft, d'Aarbecht vum Parlament no baussen ze bréngen.

Kolleginnen a Kollegen, ech wënschen lech, Are Familljen an all de Leit dobausse schéin,

friddlech a gerousam Feierdeeg, a virun allem eng gutt Gesondheet, an eis all, datt 2017 d'Welt e bësse besser gëtt.

Merci villmoos!

An da si mer bal um Enn. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter** (dái gréng).

Här President, erlaabt mer am Numm vun alle Kolleginnen a Kollegen hei, fir virop emol all deene Leit, déi heibannen an dësem Haus schaffen, och e Merci auszeriichte fir déi geleschten Aarbecht a fir hir Disponibilitéit, net némmen d'ganzt Joer, mä virun allem déi lescht Wochen an Deeg, wou mer ganz intensiv heibannen geschafft henn.

Iech awer och, Här President, e grousse Merci an onser aller Nimm, fir ons d'ganzt Joer an och besonnesch déi lescht Wochen an Deeg dach awer gutt duerch den Ordre du jour gefouert ze henn an émmer mat där noutwendiger lériwer Flexibilitéit op ons agaangen ze sinn.

Mir wënschen lech allegueren hei an dësem Haus friddlech an erhuelsam Feierdeeg an e bësse Rou, fir erëm e bëssen Energie ze tanken. A wa mer eis kennen allegueren eppes wënsche fir dat nächst Joer, dann ass et, wéi Der et gesot hutt, Här President, datt d'Joer 2017 e bësse méi friddlech gëtt. A vlächt kenne mir duerch ons Aarbecht heibannen och e bësselchen dozou bâidroen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. An da maache mer dat esou.

► **Une voix.**- Voilà!

**(Hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- D'Sëtzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.47 heures)**

## Sommaire des séances publiques nos 18, 19 et 20

**18<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique

p. 228

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant:

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- 2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier
- 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
- 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs
- 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002
- 7) le Code de la sécurité sociale
- 8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
- 9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- 10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
- 11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques
- 12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

p. 228-246

- Discussion générale

Ordre du jour

**19<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique

p. 247

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant:

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- 2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier
- 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
- 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs
- 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002
- 7) le Code de la sécurité sociale
- 8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
- 9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- 10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

- Art. 168 du Règlement de la Chambre

p. 272

7098 - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

p. 272-273

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- *Prise de position du Gouvernement* p. 247-248

- *Votes* p. 248-249

Résolution de M. Laurent Mosar relative à la condamnation ferme des mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'Etat militaire en juillet 2016, à la réaffirmation de l'engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'UE et au ralliement à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie p. 249-251

Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien de toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep p. 251-253

Ordre du jour p. 253

7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail p. 253-259

**20<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique

p. 260

7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail p. 260-261

7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

7054 - Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement,

7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques et

et

7046 - Projet de loi

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 261-270

Ordre du jour p. 270

6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1<sup>er</sup> paquet ferroviaire et modifiant

1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire p. 270-272

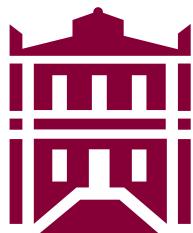
Ordre du jour p. 272

Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre p. 272

7098 - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés p. 272-273

Discours de fin d'année de M. le Président p. 273



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°07 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet		
2618	Max Hahn, Claude Lamberty	Distribution de comprimés d'iode	2639	Laurent Mosar, Gilles Roth Islam radicalisé
2620	Martine Mergen	Projet «Luxembourg Medical School»	2640	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen Cours de premiers secours
2621	Josée Lorsché	Extension de la psychiatrie juvénile aux Hôpitaux Robert Schuman	2641	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen Service de psychologie et d'orientation scolaires
2622	Laurent Mosar, Gilles Roth	«Rulings»	2643	Gilles Roth, Diane Adehm Nation Branding
2623	Marc Lies	Musée de la Police grand-ducale	2644	Josée Lorsché Système d'information en temps réel pour les clients CFL
2624	Henri Kox, Josée Lorsché	Premier bilan de la nouvelle loi taxis	2645	Marc Spautz Pratique des «faux cadres» dans les secteurs bancaire et financier
2627	Marcel Oberweis	Réseau du tramway	2646	Martine Hansen, Marco Schank Sylviculture
2628	Josée Lorsché	Attractivité des gares ferroviaires	2647	Gusty Graas Projet «Quiet-Track»
2630	Diane Adehm, Gilles Roth	Port franc du Luxembourg	2648	Martine Mergen, Octavie Modert Augmentation des tarifs de POST Luxembourg
2631	Josée Lorsché	Retards des trains CFL	2649	Yves Cruchten Émissions des véhicules
2632	Françoise Hetto-Gaasch	Décharges pour déchets inertes	2650	Claudia Dall'Agnol Immatriculation de camionnettes
2635	Josée Lorsché	Brevets sportifs nationaux	2651	Marc Spautz Usage de pistolets à impulsions électriques par les forces de l'ordre
2636	André Bauler	Impact des embouteillages sur l'économie	2652	Josée Lorsché Mesures préconisées dans le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT)
2638	Lex Delles	Construction d'un futur lycée à Mondorf-les-Bains		

**Question 2618** (07.12.2016) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant la **distribution de comprimés d'iode**:

Au vu des discussions en Belgique au sujet de la distribution de comprimés d'iode (iodure de potassium) à la population, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Les Ministres peuvent-ils m'informer du nombre total de pilules achetées par l'Etat ainsi que les coûts y relatifs (par boîte et en total)?

2. Combien de boîtes ont été retirées par la population?

3. Comment les nouveaux résidents sont-ils informés de la possibilité de bénéficier de la mise à disposition de telles pilules?

4. Sachant que la prise de comprimés d'iode est non recommandée aux personnes de plus de 45 ans, combien de boîtes ont été retirées par ces dernières?

5. Combien de boîtes ont été mises à la disposition des entreprises?

6. Quel était le coût de la campagne d'information et de sensibilisation d'octobre 2014?

7. Étant donné que ces pilules sont à consommer lors d'une catastrophe nucléaire émanant des réacteurs de Cattenom, est-ce qu'une demande de remboursement (ou une participation aux frais) a été adressée à son exploitant?

8. Existe-t-il des stocks de comprimés d'iode au sein des écoles, des maisons relais, des crèches, des foyers de jour et des garderies? Le cas échéant, le personnel respectif a-t-il obtenu une formation spécifique pour pouvoir administrer ces pilules en cas d'urgence?

9. Le personnel peut-il distribuer les pilules sans le consentement explicite des parents, une fois que les autorités ont instruit leur consommation?

10. Des formations spécifiques pour le personnel communal et les services de secours ont-elles été effectuées?

**Réponse commune** (16.01.2017) de **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat**:

ad 1. En vue du lancement de la campagne de distribution de comprimés d'iode de potassium, l'Etat avait acquis 250.000 blisters à dix comprimés. Le prix pour un blister s'élevait à

0,38 euros HTVA, le coût total pour l'acquisition des 250.000 blisters s'élevait dès lors à 95.000 euros HTVA.

ad 2. Globalement, 182.000 personnes se sont procuré des comprimés d'iodure de potassium mis à leur disposition par le Gouvernement à titre de prévention lors de la campagne de 2014.

ad 3. Sur base de la circulaire n°3189, envoyée le 29 septembre 2014 aux administrations communales, chaque personne qui se présente pour déclarer son nouveau lieu de résidence habituelle sur le territoire d'une commune se voit d'office proposer la remise d'un blister de comprimés d'iodure de potassium ainsi qu'une brochure d'information. Par ailleurs, les communes disposent d'une autonomie en matière d'information des nouveaux résidents.

ad 4. Des informations renseignant l'identité ou l'âge des personnes ayant retiré les comprimés d'iode ne sont pas disponibles.

ad 5. À ce jour, quelques 15.000 blisters ont été distribués à 150 entreprises qui en ont fait la demande. La commande de comprimés d'iode par les entreprises est toujours possible et la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé continue à recevoir régulièrement de telles demandes par les entreprises.

ad 6. Les coûts, engendrés par la campagne d'information dont notamment le développement et l'impression d'une brochure d'information, s'élevaient à 250.000 euros.

ad 7. En effet, en date du 21 juillet 2014, une lettre fut adressée au président d'Électricité de France (EDF) de l'époque lui demandant de contribuer aux efforts réalisés par le Luxembourg dans le cadre de la mise en place de mesures préventives face à un accident nucléaire à la centrale de Cattenom. EDF n'a cependant pas réservé de suite favorable à cette demande argumentant que le champ de compétence d'EDF se limite au périmètre du plan particulier d'intervention de Cattenom sur le territoire français.

ad 8. Des comprimés d'iodure de potassium sont également d'ores et déjà stockés en quantité suffisante dans l'ensemble des établissements scolaires du pays ainsi que dans la majorité des infrastructures liées à l'enfance (crèches, maisons relais,...). Les établissements souhaitant disposer d'un stock ou faire un ajustement du stock existant de comprimés d'iode peuvent faire une demande à la division de la radioprotection. Le stock de comprimés d'iode est livré et accompagné d'une note explicative dédiée au personnel enseignant.

ad 9. Le Plan opérationnel du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeu-

nesse, élaboré dans le cadre du Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire, entré en vigueur par l'instruction ministérielle du 3 octobre 2014, prévoit que, sur ordre de la Cellule de crise et selon les recommandations du Ministre de la Santé, le personnel est chargé de distribuer les comprimés d'iodure de potassium.

ad 10. La circulaire d'information n°3189 résument les responsabilités incombant aux communes en cas d'accident nucléaire ainsi que les tâches leur incombant dans le cadre de la distribution des comprimés d'iodure de potassium a été adressée en date du 29 septembre 2014 à toutes les communes du pays. Il y a lieu de noter que des instructions précises quant à l'utilisation et à la prise des comprimés d'iodure de potassium existent également sur le site www.infocrise.lu.

d'une étude y relative pour la fin de l'année, est-il possible de savoir quand les résultats de cette étude seront présentés?

- Dans l'hypothèse où les conclusions aboutiraient à la faisabilité dudit projet, quels sont les moyens prévus pour mettre en œuvre ledit projet?

- Dans la négative, quels sont les moyens envisagés pour répondre aux besoins en personnel de la profession médicale et faire face à la pénurie de médecins?

**Réponse commune** (13.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Mergen au sujet de la formation médicale, nous avons l'honneur de renvoyer à la réponse de Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche à la question parlementaire n°2408 de Madame la Députée Martine Hansen et d'apporter les précisions suivantes.

À l'heure actuelle, les analyses des deux groupes de travail, rassemblant des représentants de l'Université du Luxembourg, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Santé et des hôpitaux luxembourgeois, chargés d'examiner le développement de la formation médicale au Luxembourg, sont en cours de finalisation. Selon les informations de ces deux groupes de travail, ils vont remettre leurs rapports début 2017.

En effet, le développement de la formation médicale au Luxembourg et dans les pays limitrophes nécessite une analyse détaillée à plusieurs niveaux, de sorte que nous ne saurons devancer les conclusions de ces rapports. Dans un dossier revêtant une importance primordiale non seulement pour l'Université mais aussi pour l'ensemble du pays, nous nous accordons le temps nécessaire pour prendre une décision en toute connaissance de cause, sans qu'il soit pour autant question de retarder outre mesure ce processus.

D'ailleurs, lors de sa dernière séance, le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg a statué sur le point comment à l'avenir l'Université pourrait développer les études de médecine et contribuer dans la pérennisation de l'approvisionnement en médecins au Luxembourg.

Toutefois, nous tenons à rappeler à l'honorable Députée que les études et analyses détaillées ont été initiées en 2014 et ont eu pour but de permettre la prise d'une décision qui tienne compte aussi bien des évolutions au niveau des



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

formations médicales des pays limitrophes, du développement de l'Université du Luxembourg et des hôpitaux au Luxembourg que des principes de gestion des deniers publics en bon père de famille.

## Question 2621 (07.12.2016) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant l'**extension de la psychiatrie juvénile aux Hôpitaux Robert Schuman**:

Récemment plusieurs médias ont diffusé l'information que l'Hôpital Kirchberg va investir dès 2017 17 millions d'euros dans l'agrandissement de son service de psychiatrie juvénile, le nombre de lits devant passer à trente unités.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quelle est la quote-part que l'État entend mettre à disposition du groupe hospitalier Robert Schuman afin de cofinancer ce projet?

2) Cet agrandissement va-t-il couvrir les besoins actuels dans le domaine de la psychiatrie juvénile de longue durée ou le déficit incontestable de capacités nécessite-t-il la réalisation de projets supplémentaires?

3) Existe-t-il des statistiques et analyses sur l'évolution des maladies psychiques chez les enfants et les jeunes?

4) Combien d'enfants et de jeunes résidents sont actuellement pris en charge dans des structures psychiatriques à l'étranger?

5) L'extension des structures de psychiatrie juvénile dites ouvertes est-elle prévue afin de favoriser une prise en charge moins isolatrice et plus inclusive des concernés et afin de réduire le temps de leur séjour dans une structure hospitalière?

**Réponse commune** (12.01.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

L'extension du service de psychiatrie juvénile au site Kirchberg des Hôpitaux Robert Schuman permet d'augmenter le nombre de lits de ce service à trente unités et inclut l'aménagement d'un hôpital de jour de psychiatrie juvénile. Cette extension revient à 13.637.844 euros, honoraires et TVA compris, à l'indice 761,20 du coût de la construction.

Le montant maximal subsidié par l'État, par le biais du Fonds pour les investissements hospitaliers, relatif au projet de construction d'une annexe au bâtiment de psychiatrie à l'Hôpital Kirchberg visant à porter le nombre de lits du service national de psychiatrie juvénile à 30 lits ainsi qu'à une extension de son hôpital de jour de psychiatrie juvénile se chiffre à 10.910.275 euros, à l'indice des prix de la construction d'avril 2016 de 761,20, soit 80% du coût total des coûts de catégorie A (coûts subventionnables par le prédit fonds et opposables à la CNS) de 13.673.844 euros. Les 20% restant sont à charge de la CNS.

Actuellement, le groupe HRS exploite déjà 15 lits de psychiatrie juvénile dans le bâtiment hospitalier du site HK et huit lits de psychiatrie juvénile dans des containers sur le site HK. Il s'agit d'intégrer ces huit lits et sept lits «nouveaux» de psychiatrie juvénile supplémentaires dans le bâtiment sur le site HK et porter ainsi ce service à un total de 30 lits de psychiatrie juvénile.

Les pathologies psychiatriques de l'enfant ou de l'adolescent, les addictions, les conduites à risque, mais aussi la souffrance psychique, voire le mal-être, sont autant d'atteintes à une «santé mentale» dont les contours demeurent souvent très flous. Le système de soins actuellement mis en place pour répondre à tous ces troubles est lui-même divers dans ses structures et dans ses pratiques. L'observation statistique en santé mentale est ainsi confrontée à la double difficulté d'un objet à mesurer hétérogène et de définitions souvent peu précises et évolutives.

Dans le champ de la psychiatrie on peut retrouver des données de cadrage statistiques. Elles portent sur l'offre de soins en psychiatrie et sur les caractéristiques connues des personnes ayant recours aux soins (et notamment la prévalence des principaux troubles mentaux) en population générale ou dans des populations cibles, comme e. a. les enfants ou adolescents.

Deux grands constats se dégagent. Depuis une dizaine d'années on assiste à des évolutions importantes, tant dans le recours aux soins que dans les modalités de prises en charge et on note une grande hétérogénéité de l'offre de soins, à la fois dans sa répartition géographique et entre types d'établissements ou structures

du secteur psychosocial ou psychothérapeutique.

L'OMS relève que le taux de prévalence des troubles psychiatriques chez l'enfant et le jeune se situe aux alentours de 20% chez les enfants et adolescents qui ont été en consultation dans les centres de santé primaires dans de nombreux pays européens.

Selon les informations de la Caisse nationale de santé, actuellement 13 enfants et jeunes résidents sont pris en charge dans des structures psychiatriques à l'étranger, dont quatre sont en traitement ambulatoire et neuf en traitement stationnaire.

Il est à noter que le service de psychiatrie juvénile au site Kirchberg des Hôpitaux Robert Schuman a pour mission - outre la prise en charge en hôpital de jour les hospitalisations en phase aiguë, alors que les prises en charge stationnaires de longue durée sont assurées en psychiatrie juvénile par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique. Celui-ci dispose à cet effet d'un service de douze lits (occupés à +/-100%) au site d'Ettelbruck. Une extension des capacités de réhabilitation en psychiatrie juvénile du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique a été décidée: à cet effet sera construite une annexe à Pützcheid, de 16 lits. Ce projet est en voie de planification.

Le nombre de prises en charge dans le secteur hospitalier de jour est également en cours de réévaluation.

## Question 2622 (08.12.2016) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant les «**rulings**»:

Dans une étude réalisée par l'ONG Eurodad, les auteurs indiquent ce qui suit:

«Following the LuxLeaks scandal and several ongoing state aid cases concerning so-called „sweetheart deals”, which governments have made with multinational corporations, one might have thought that fewer deals would be signed by European governments. But on the contrary, the number of sweetheart deals in the EU has soared from 547 in 2013, to 972 in 2014, and it finally reached 1.444 by the end of 2015 - which is an increase of over 160 per cent between 2013 and 2015 (and an increase of almost 50 per cent from 2014 to 2015). The most dramatic increases have occurred in Belgium and Luxembourg, where the amount of sweetheart deals skyrocketed after the LuxLeaks scandal, increasing by 248 per cent and 50 per cent respectively in just one year.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Combien d'accords fiscaux ont été conclus entre début 2014 et fin 2015 entre l'administration fiscale et des multinationales?

- Combien d'accords fiscaux ont été conclus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016?

**Réponse** (04.01.2017) de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances:

En ce qui concerne la première question, il y a lieu de relever que le Luxembourg n'a pas émis d'accords de complaisance. Les décisions anticipées ou rescrits fiscaux fournissent au contribuable une sécurité juridique quant au traitement fiscal de certaines transactions. Dans ce contexte, il convient de mentionner que la Commission européenne considère que les rescrits fiscaux ne sont pas problématiques en soi.

Pour ce qui est de l'aspect des statistiques, il échét de signaler que l'étude réalisée par l'ONG Eurodad se réfère au nombre total de décisions anticipées en matière de prix de transfert («APA») en vigueur. Force est toutefois de constater que le nombre d'APA nouvellement accordés a, quant à lui, diminué de 36,4% en 2015 (145 accords APA) par rapport à l'année 2014 (228 accords APA).

En rapport avec la deuxième, il convient de mentionner que l'Administration des contributions directes ne fait pas de différence de typologie entre les contribuables multinationaux et non multinationaux. A titre d'information, le nombre total d'accords fiscaux conclus en 2014 et 2015 est resté relativement stable à quelques unités près.

Les chiffres pour l'année 2015 se présentent comme suit:

	ATR	APA	Totaux
Ancien régime, dont	197	123	320
avis favorables	154	87	241
avis défavorables	43	36	79
Nouveau régime, dont	342	64	406
avis favorables	300	58	358
avis défavorables	42	6	48
Totaux, dont	539	187	726
avis favorables	454	145	599
avis défavorables	85	42	127

En guise de réponse à la troisième question, je me permets de préciser qu'entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et la date de la question parlementaire ont été accordées 377 décisions anticipées concernant notamment les problématiques de type «général» («ATR») et 82 décisions anticipées en matière de prix de transfert (APA).

Il y a lieu de faire savoir aux honorables Députés que les chiffres détaillés pour 2016 (dont p. ex. le nombre d'avis favorables et défavorables) seront publiés dans le rapport annuel 2016 de l'Administration des contributions directes.

- l'évolution des tarifs,
- le nombre de clients?

2) Le point de contact national a-t-il déjà été sollicité par des clients insatisfaits et quel était le cas échéant l'objet de leurs réclamations?

**Réponse** (03.01.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par leur question parlementaire les honorables Députés s'enquérissent sur un premier bilan de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation des services de taxis.

ad 1) Il convient de noter que dans le cadre de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation des services de taxis et du règlement grand-ducal d'exécution du 23 juillet 2016, a été instauré une phase transitoire de six mois qui se termine le 28 février 2017 pour permettre l'échange des autorisations d'exploitation de taxi émises sous l'ancien régime par des licences d'exploitation de taxi émises sous le nouveau régime.

Un bilan définitif de la réforme ne peut, par conséquent, pas encore être dressé à ce stade. Il est prévu que le Ministère fasse une évaluation plus exhaustive sur l'impact de la réforme des taxis à l'issue de la période transitoire.

En effet, le service des taxis a, à ce jour, procédé à l'échange de 306 autorisations d'exploitation de taxi délivrées par les communes sous l'empire de l'ancienne législation par des licences d'exploitation de taxi, à voir en rapport avec le maximum de 550 licences d'exploitation de taxi prévues par la loi. Les autres taxis en circulation exploitent leur service de taxis encore sur base de l'autorisation d'exploitation de taxi émise par leur commune d'origine. Ainsi, il est à ce stade impossible de se prononcer sur l'impact de la réforme sur les prix alors que les tarifs ne doivent obligatoirement être affichés selon la nouvelle nomenclature harmonisée qu'à l'issue de cette phase transitoire.

En ce qui concerne l'élimination des taxis illégaux, le nouveau cadre légal a doté les autorités dès le 1<sup>er</sup> septembre 2016 de nouveaux instruments de sanctions et notamment de la possibilité de dresser, en cas de contraventions à la loi, des avertissements taxés d'un montant allant jusqu'à 500 euros. Cette mesure a eu un effet d'élimination des taxis titulaires d'aucune autorisation de taxi. Au vu des contrôles déjà effectués l'on constate une diminution des taxis illégaux, sans être pourtant en mesure d'avancer à ce jour des chiffres.

En ce qui concerne la demande de licences d'exploitation «zéro émissions», cette mesure a été un franc succès avec un total de 38 demandes de licences d'exploitation «zéro émissions» pour un quota de 15 licences d'exploitation de taxi «zéro émissions» pour la zone I (centre). Pour les cinq licences d'exploitation de taxi «zéro émissions» des zones 2 à 6, l'intérêt a été moins prononcé alors qu'en date du 13 décembre 2016, il en restait encore deux licences disponibles.

La question sur le nombre de clients servis par les sociétés de taxis constitue une donnée se trouvant dans les mains des sociétés de taxis. Ne faisant pas l'objet d'un relevé statistique ni par le Statec ni par la Fédération des patrons loueurs de taxis et d'ambulances, l'impact de la réforme sur ce dernier n'est pas possible d'être mesuré.

ad 2) Le point de contact national qui a été mis en place dès le début du mois de septembre 2016 à la destination et des acteurs du secteur et du grand public et joignable par téléphone (tél.: 247-74444) ou par mail (complaint@info-taxi.lu) a été sollicité avec 1.083 requêtes pour

## Question 2623 (08.12.2016) de M. Marc Lies (CSV) concernant le **Musée de la Police grand-ducale**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 7 novembre 2016 concernant l'ancien centre technique de la gendarmerie à Luxembourg-Verlorenkost, Monsieur le Ministre de la Culture a déclaré qu'il «n'appartient pas au Ministère de la Culture de subvenir aux coûts de rénovation dudit musée».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures par rapport à des travaux de rénovation de l'immeuble en question?

**Réponse** (03.01.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert quant à la position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures par rapport à des travaux de rénovation du Musée de la Police grand-ducale à Luxembourg-Verlorenkost.

Lors des études réalisées par mes services, il s'est avéré que l'envergure et le coût des travaux pour la remise en état d'un bâtiment vétuste et en fin de vie sont démesurés et partant mes services ont proposé de procéder à sa démolition et de renoncer à une future utilisation des locaux en question.

Pour des raisons de sécurité et de coûts, je me suis rallié à cette proposition.

## Question 2624 (08.12.2016) de M. Henri Kox et Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant le **premier bilan de la nouvelle loi taxis**:

Depuis septembre 2016 la nouvelle loi portant organisation des services de taxis est en vigueur. Cette nouvelle loi avait entre autres comme objectifs la lutte contre les taxis illégaux, l'introduction du principe de la liberté tarifaire et le libre choix des clients, l'introduction du «taxi zéro émissions», la définition d'un cadre normatif environnemental des voitures (max 150 g/km CO<sub>2</sub> et minimum norme EURO V) ainsi que la création d'un point de contact unique pour toute réclamation de client. Enfin, la qualité des services taxi et l'attractivité des prix étaient au focus des préoccupations du législateur agissant dans l'intérêt des clients.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est déjà en mesure de dresser un premier bilan de la nouvelle législation et d'évaluer son impact sur

- l'élimination des taxis illégaux,
- la demande de licences pour les «taxis zéro émissions»,





# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

une moyenne de dix à 15 requêtes par jour. Les appels en relation avec des réclamations du côté client sont actuellement en croissance, mais restent encore minoritaires par rapport aux demandes d'information des acteurs du secteur. L'objet de ces réclamations est en majorité lié aux tarifs appliqués, aux trajets empruntés ainsi qu'aux comportements des conducteurs. Tous les cas ont pu être résolus en concertation avec les conducteurs et exploitants concernés.

## Question 2627 (09.12.2016) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **réseau du tramway**:

Monsieur le Ministre vient d'annoncer qu'à moyen terme, le tracé du tram sera prolongé vers l'aéroport afin de relier l'Aéroport de Luxembourg et Findel et que des extensions seront prévues vers les quartiers de la ville de Luxembourg en plein développement, à savoir le Ban de Gasperich et la Porte de Hollerich.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations détaillées quant au tracé futur du tramway entre l'Aéroport de Luxembourg et le Centre de remisage et de maintenance?

- Ce prolongement du tracé le long de l'autoroute Luxembourg-Trèves entraînera-t-il des travaux de déboisement importants? Dans l'affirmative, où les mesures de compensation seront-elles réalisées?

**Réponse** (17.01.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Marcel Oberweis souhaite s'informer sur le tracé du tram entre l'Aéroport de Luxembourg et le Centre de remisage et de maintenance ainsi que sur la nature des travaux qui découlent de sa construction.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures indique que cette extension de 4 km prend son origine au giratoire Serra et s'inscrit le long de la bretelle d'autoroute provenant de l'autoroute A1. Au-delà du Centre de remisage et de maintenance, il franchit l'autoroute par le biais d'un nouveau pont positionné 150 m environ avant celui de l'échangeur de la Route du Nord. Le tracé contourne cet échangeur au plus près avant de longer l'autoroute A1 jusqu'à l'échangeur du Héienhaff. Il emprunte un nouvel ouvrage sous la N1, avant de desservir la station tram dans le P&R Héienhaff dont l'envergure a été dévoilée au grand public en novembre 2016. Il rejoint ensuite l'aéroport en empruntant le futur boulevard urbain situé à l'arrière des constructions existantes. Le terminal du tram dessert l'aéroport en surface à proximité de son entrée principale Est.

La plateforme du tram compte deux voies de circulation, non revêtues pour la partie dans le massif du Grünewald et engazonnées pour l'essentiel de son linéaire au-delà du P&R. Les caractéristiques de ces voies permettront la circulation des rames jusqu'à 70 km/h, plaçant l'aéroport à environ sept minutes de l'entrée du plateau du Kirchberg.

La construction de cette extension nécessitera le déboisement d'environ 3,5 ha correspondant à l'emprise de la plateforme du tramway augmentée des surfaces nécessaires à la réalisation des travaux, notamment liés au nouveau pont sur l'A1.

Les mesures compensatoires seront déterminées précisément à l'issue des études d'avant-projet détaillé.

son de leur fréquentation élevée et de leur bonne intégration dans le tissu urbain des métropoles. Si au Luxembourg le nombre de gares pouvant se prévaloir d'un grand flux de voyageurs et d'une bonne implantation dans un centre urbain est très restreint, il ne faut pas négliger les gares plus petites, périurbaines ou rurales dans la réflexion sur les services à offrir aux clients. En effet, l'installation de petits commerces destinés à la vente au quotidien de certains produits du domaine de l'alimentation permettrait de rendre ces gares plus animées et attractives.

Quant aux services pouvant être offerts tant dans les gares que dans les trains, l'accès gratuit au Wi-Fi créerait une plus-value supplémentaire pour les clients des transports ferroviaires. En effet, des études françaises réalisées par la SNCF ont permis depuis 2010 de confirmer le grand besoin de connectivité à bord des trains et une forte attente pour la mise en place de ce service. C'est pourquoi les acteurs du domaine ferroviaire français ont décidé, à l'instar d'autres pays européens, d'équiper les grandes lignes d'un système Wi-Fi avant 2017 - le TGV Est, le Thalys et l'Eurostar étant les premiers à en bénéficier. Au Luxembourg, la même revendication se fait entendre de part et d'autre et cela malgré notre réseau plus limité.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre entend-il mettre en place des petits commerces ou stands de vente d'aliments, de boissons et autres dans les gares périurbaines voire rurales et quelles seront les gares pouvant, le cas échéant, profiter de cette offre?

2. Est-ce que des réseaux Wi-Fi pourront être installés dans les gares luxembourgeoises et trains des CFL et être mis à la disposition des clients à titre gratuit? Quel sera, le cas échéant, le délai de la mise en service?

**Réponse** (25.01.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

J'ai l'honneur de confirmer que l'attractivité des gares ferroviaires et la connectivité constituent des éléments d'une stratégie qui met le client au centre des activités des CFL.

1. Implantation de petits commerces dans des gares périurbaines et rurales

Dans cet ordre d'idées, des commerces ou des services sont déjà installés dans les différentes gares:

gare de Luxembourg: restaurant, petite restauration, journaux et papeterie;

gare d'Ettelbruck: restaurant, boulangerie, pâtisserie et kiosque (journaux, tabacs, livres, fleurs, friandises, boissons);

gare de Mersch: magasin de proximité, y compris vente de billets;

gare de Rodange: boulangerie, pâtisserie, boissons;

gare de Diekirch: cafétéria, sandwichs et boissons non alcoolisées, location de vélos.

L'ouverture d'un local de petite restauration (boulangerie, pâtisserie) proposant également des journaux, des tabacs et du café à emporter aura lieu en 2017 en gare d'Esch-sur-Alzette.

Au nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg, dont la mise en service est prévue pour le 10 décembre 2017, il est prévu d'installer deux kiosques proposant des journaux, des tabacs, snacks et du café à emporter.

Les projets du pôle multimodal en gare d'Ettelbruck et de la future gare de Howald prévoient l'intégration de magasins de proximité. Le projet du bâtiment P&R à Wasserbillig inclura également des surfaces commerciales dont les activités à planter restent à être fixées.

Toute une série supplémentaire de gares et haltes est dotée de distributeurs de boissons fraîches (Rodange, Lamadelaine, Pétange, Belval-Université, Schifflange, Bettembourg, Berchem, Dudelange-ville, Dudelange-centre, Dommeldange, Diekirch, Kautenbach, Clervaux, Troisvierges, Wiltz, Wasserbillig, Wecker, Oetrange et Mamer).

En outre, une analyse est en cours concernant l'opportunité de mettre à disposition des emplacements sur différents P&R près des gares et des haltes dans la finalité d'une vente ambulante d'aliments (boissons et boulangerie) en heures de grande affluence. Un premier projet de ce type se situe en gare de Kleinbettingen où des pourparlers sont en cours entre la commune de Steinfort et les commerçants locaux.

2. Wi-Fi dans les gares luxembourgeoises et dans les trains CFL

2.1. Wi-Fi dans les gares

Évidemment, la connectivité constitue un atout et facilite l'information des clients. Ainsi, en gare de Luxembourg, l'offre Wi-Fi déjà existante dans le hall de la gare et dans la verrière depuis mi-2015 sera étendue aux quais dans les semaines à venir. De même, les gares de Mersch, Ettelbruck, Bettembourg, Esch-sur-Alzette, Belval-Université, Differdange, Pétange, Rodange et Dudelange-ville seront dotées de Wi-Fi au courant du premier semestre 2017.

Un équipement Wi-Fi est intégré d'office aux nouveaux arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et Howald dont l'ouverture est prévue le 10 décembre 2017. Il en sera de même pour les projets de réaménagement ou de reconstruction d'arrêts existants.

### 2.2. Wi-Fi dans les trains

La première des onze nouvelles automotrices KISS de la série 2300 est sur le point d'être livrée aux CFL par le constructeur Stadler.

Cette automotrice sera équipée aussi bien d'une connexion Internet Wi-Fi que de répéteurs 3G/4G afin d'acquérir, pendant une phase d'essai qui s'étendra sur plusieurs mois, des expériences en matière de conception, de convivialité et d'aptitude à l'usage au quotidien sur deux systèmes à bord des trains du service régulier sur le réseau ferré luxembourgeois.

Sur base des résultats de ces essais, une décision sur l'équipement des dix autres automotrices KISS en Wi-Fi et/ou répéteurs 3G/4G sera prise. Le déploiement d'un des deux systèmes sur l'ensemble du matériel roulant des CFL ne pourra être décidé qu'après avoir accumulé les expériences nécessaires relatives à la fonctionnalité, la performance et la fiabilité à long terme du système mis en place aux automotrices KISS.

Il est évident que le succès de l'offre d'une connectivité dans les trains dépendra de la qualité de couverture du réseau ferré par les opérateurs de téléphone mobile. En fonction des expériences recueillies sur base des essais susmentionnés et afin d'assurer aux clients du rail un service Wi-Fi sans interruption, une amélioration de la couverture du réseau de téléphone mobile sur les lignes ferroviaires nationales sera requise le cas échéant.

## Question 2630 (12.12.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **port franc du Luxembourg**:

Après le retrait de l'actionnaire majoritaire de la présidence du conseil d'administration du Freeport Luxembourg, le départ de son successeur de la présidence, c'est maintenant au tour du directeur général de quitter le Freeport Luxembourg, à en croire un communiqué de presse relayé par paperjam.lu.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le carrousel «personnel» du Freeport soit préjudiciable pour le port franc et au final pour l'économie luxembourgeoise en termes de diversification?

- Combien d'opérateurs ont obtenu un agrément de la part de l'Administration des douanes et accises depuis la création du Freeport?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de recettes fiscales ont été générées en raison de l'existence du Freeport?

**Réponse** (22.12.2016) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter l'évolution d'une société privée dans laquelle l'Etat n'a aucune participation. Au regard du niveau de diversification de plus en plus poussé de l'économie luxembourgeoise, celle-ci n'est pas susceptible d'être impactée par le développement plus ou moins favorable d'une seule société donnée.

À l'heure actuelle, trois opérateurs disposent d'un agrément de l'Administration des douanes et accises.

Au regard du secret fiscal, il n'est pas possible de fournir des chiffres quant aux recettes fiscales générées par lesdites sociétés ou l'exploitant du port franc.

## Question 2631 (12.12.2016) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant les **retards des trains CFL**:

La ponctualité des trains est un critère essentiel pour le choix du moyen de transport quotidien. Malgré les efforts fournis dans ce do-

maine, la ponctualité des trains CFL a connu une certaine diminution allant de 92,6% en 2014 à 90,9% en 2015. Bien que ces chiffres démontrent que la forte majorité des trains sont ponctuels, de nombreux clients estiment que les retards sont trop élevés ce qui les mène à favoriser un autre moyen de transport au quotidien.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de chiffres officiels concernant l'évolution récente de la ponctualité des trains?

2. Quelles sont les raisons principales des retards, voire de la suppression régulière de certains trains sur les grandes lignes ferroviaires du Luxembourg?

3. Les clients des CFL sont-ils toujours informés de ces raisons?

4. Par quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il augmenter la ponctualité des trains afin d'améliorer la satisfaction des clients et leur motivation de choisir le train comme moyen de transport quotidien?

**Réponse** (07.02.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En ce qui concerne l'évolution récente de la ponctualité des trains, je vous informe que le taux de ponctualité voyageurs annuel 2016 se situe à 89,8% par rapport à 90,9% en 2015.

Sur les différentes lignes, ce taux de ponctualité se présente comme suit:

- Ligne 10 (Luxembourg-Troisvierges):	92,6%
- Ligne 30 (Luxembourg-Wasserbillig):	94,4%
- Ligne 50 (Luxembourg-Kleinbettingen):	86,5%
- Ligne 60 (Luxembourg-Bettembourg-Esch/Alzette-Rodange):	89,6%
- Ligne 70 (Luxembourg-Dippach/Recange-Pétange-Rodange):	90,5%
- Ligne 90 (Luxembourg-Bettembourg/fronitiere):	85,2%

La baisse de ce taux de 2016 s'explique par différents phénomènes particuliers tels que les temps de parcours augmentés sur différentes lignes résultant de grands chantiers de l'infrastructure (en particulier les chantiers du nouvel arrêt Howald et de la réélectrification de la ligne entre Luxembourg et Kleinbettingen), le nombre élevé de retards importés en particulier des réseaux français (grèves intermittentes) et belge (chantiers sur l'axe Arlon-Bruxelles), ainsi que de plusieurs grands incidents et pannes impactant les gares de Luxembourg et Bettembourg (inondation d'un poste directeur à Bettembourg, pannes techniques entre Luxembourg et Bettembourg).

Les gares de Luxembourg et Bettembourg constituent les noeuds ferroviaires les plus importants du réseau ferré national. Des retards y générés sont susceptibles de se propager sur toutes les lignes. Le pourcentage important de trains transfrontaliers amplifie l'importance de retards en provenance des réseaux limitrophes. L'ensemble du réseau est exploité de manière non discriminatoire en trafic mixte se composant de trains voyageurs et de trains fret, ce qui engendre des interactions entre des circulations à des vitesses très différentes sur les mêmes lignes.

À ces phénomènes particuliers s'ajoute que le nombre de clients du rail a augmenté de 50% durant la dernière décennie pour atteindre quelques 22,5 millions de voyageurs transportés en 2016. Cette croissance, en corrélation directe avec une augmentation de l'offre (cadencé à 30 minutes sur les lignes 10 et 70, cadencé à 15 minutes sur la ligne 60, introduction d'un cadencé de dix minutes en heures de pointe sur le sillon lorrain) et la création de la gare de Belval-Université et d'arrêts supplémentaires en relation avec de nouveaux lycées (Lamadelaine, Mamer-Lycée et Belval-Lycée) pour couvrir au mieux la demande, a conduit à une saturation progressive du réseau ferré national.

Ces éléments soulignent la nécessité d'adapter à court terme les horaires des trains voyageurs et d'augmenter à moyen terme la capacité de



l'infrastructure ferroviaire, afin de continuer à développer l'offre et d'assurer une robustesse au niveau de la qualité.

Il est à noter que la comparabilité des valeurs de ponctualité de 2016 par rapport aux années antérieures est susceptible d'être atténuée pour deux raisons: d'un côté la mise en production d'un système de suivi et de régulation de la circulation des trains en temps réel fin novembre 2015 a entraîné une saisie automatisée plus exacte des retards, d'un autre côté les statistiques ont été établies avec une prise en compte plus précise du nombre de clients impactés par les retards.

Si des efforts ont été fournis pour optimiser l'information des clients des chemins de fer en situation de chantiers planifiés (cf. publication «toutes boîtes» sur les grands chantiers d'été 2016, communiqués de presse et publi-reportages dans la presse écrite et parlée), il faut néanmoins admettre que l'information des clients en situation perturbée est à améliorer.

Differentes actions ont été réalisées ou sont en cours d'aboutir:

Dans le cadre d'un projet pilote, les CFL procéderont à la mise en œuvre d'un système automatisé d'information aux clients (AURIS) aux gares et points d'arrêt dans le rayon d'action du poste directeur de Pétange et au point d'arrêt de Belval-Université. Ce système inclut des annonces communiquées par téléaffichage dynamique ainsi que des annonces sonores. La mise en service est envisagée pour le premier semestre 2017.

Le site Internet et l'application CFL pour smartphone donnent d'ores et déjà des informations sur la circulation des trains en temps réel et précisent la variation entre l'horaire planifié et l'horaire réel. Une refonte de ces outils est en planification en vue de les rendre plus conviviaux pour les voyageurs.

Un consultant externe spécialisé a été mandaté pour réaliser au premier semestre 2017, avec les activités concernées des CFL, une étude organisationnelle au sein des CFL en vue d'améliorer les flux et procédures d'information des clients en situation normale et perturbée. La phase d'implémentation des propositions issues de cette étude se fera par la suite dès l'accord des entités responsables concernées sur les moyens et budgets requis pour la mise en œuvre.

Dans une première phase, l'amélioration de la ponctualité passera par une revue des horaires des trains dont la mise en œuvre est prévue au changement horaire en décembre 2017. Les nouveaux horaires tiendront compte de la mise en service des nouveaux arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et de Howald, des trains directs vers Düsseldorf ainsi que de l'augmentation du parc de matériel roulant des CFL par la livraison et l'homologation prévue en 2017 de onze automotrices supplémentaires de la série 2300.

Pour aboutir à moyen terme à une baisse de la saturation du réseau, différents grands projets infrastructuraux ont été entamés au niveau du réseau ferré national:

- La mise à double voie de la ligne de Pétange à Luxembourg a constitué un premier projet d'augmentation de la capacité du réseau. La construction du nouveau viaduc de Pulvermühle permettra le dégroupage de la ligne 10 et de la ligne 30, ligne dont la capacité sera augmentée par la mise à double voie du tronçon de voie entre Luxembourg et Sandweiler. Le nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg permettra à partir du 10 décembre 2017 aux clients en provenance du nord du pays de rejoindre directement le Kirchberg et la Ville-Haute sans devoir passer par la gare de Luxembourg. Ces travaux impactent actuellement la capacité de l'infrastructure, et donc aussi la robustesse au niveau de la ponctualité.

- L'extension de la gare de Luxembourg par la construction des quais V et VI et par l'adaptation de la tête Sud au début de la prochaine décennie, l'aménagement d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg et le réaménagement de la gare d'Ettelbrück avec la construction d'un troisième quai constituent les grands projets futurs d'extension du réseau.

décharges adéquates s'est faite sentir dès 2015, avec la fermeture de la décharge de Strassen, qui a été presque remplie après seulement deux ans, au lieu des sept années initialement prévues. Depuis lors, il manquerait 12.000 tonnes par jour. En outre, toujours selon l'association susmentionnée, de grands projets d'infrastructure pourraient être bloqués en 2017 par le manque de place dans les décharges pour les terres propres. Le problème se poserait particulièrement dans le sud et le centre du pays. La situation pourrait avoir des répercussions sur les maîtres d'ouvrages, par exemple à cause des longs délais d'attente des camions à l'entrée des décharges surchargées. Le problème serait réel pour le secteur de la construction d'autant plus que de moins en moins de décharges étrangères acceptent des déchets inertes luxembourgeois.

Suite à la question parlementaire n°0152 du CSV en date du 17 mars 2014, Madame la Ministre de l'Environnement avait répondu en séance publique du 19 mars 2014 ce qui suit: «Mir produzieren hei a Lëtzembourg pro Dag 18.000 bis 20.000 Tonne Bauschutt. Dat ass es vill, well dat sinn zwou Gizeh-Pyramiden am Joer. Do leie mer immens wäit vir. An dat ass net némmen, fir elo némme kuerzfristeg Léissungen ze fannen, fir vun engem Dag op deen aneren ze kucken. Neen, mir mussen, an do soe mer erém, all Acteuren zesummen, thematiséieren, wéi mir hei bauen, wéi déif mir an de Buedem ginn a wéi vill Buedem mer hunn a wéi mer wëllen an Zukunft dat doten ugoen (...).»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer si des réunions de concertation concernant les décharges pour déchets inertes, dont notamment la terre propre retirée du sol lors de la construction des immeubles et infrastructures, ont eu lieu?

- Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces réunions?

- Considérant l'importance octroyée à la création de logements abordables, comment est-ce que le Gouvernement entend-il réaliser cet objectif tenant compte que les décharges pour déchets inertes au Luxembourg se remplissent beaucoup plus vite que prévu et que leur nombre est insuffisant?

- Comme évoqué dans les médias, Madame la Ministre avait mentionné une étude concernant la problématique susmentionnée. Quand est-ce que celle-ci sera présentée?

- Quelle est l'évolution en tonnes de terre propre retirée du sol aux fins de constructions d'immeubles et d'infrastructures pour les années 2014, 2015 et 2016?

**Réponse (12.01.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:**

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est bien conscient de la situation problématique des importantes quantités de terres d'excavation générées au Luxembourg. Cette problématique existe déjà depuis de nombreuses années et a fait l'objet de réunions régulières avec les représentants du secteur de la construction.

Au cours de ces réunions, l'état de la situation a été analysé et les avancements des différents projets de nouvelles décharges ont été discutés.

La problématique de la gestion des terres d'excavation a également fait l'objet d'un atelier de travail spécifique organisé en date du 7 janvier 2016 par l'Administration de l'environnement dans le cadre de la révision du plan général de gestion des déchets. Un rapport sur les discussions menées dans le cadre de cet atelier est disponible sur le portail environnement emwelt.lu.

L'Administration de l'environnement a commandité une étude concernant les sites potentiels qui existent encore sur le territoire luxembourgeois pour réaliser de nouvelles décharges pour déchets inertes. Cette étude est désormais disponible. Toutefois, les propositions doivent encore être analysées par rapport à un certain nombre de critères pour pouvoir définitivement confirmer la réalisabilité de décharges en ces lieux. En effet, pour qu'un site soit apte à devenir une décharge, de nombreux aspects techniques cruciaux, également repris dans le dit règlement grand-ducal, comme la géologie (important dans le contexte de la barrière géologique) et l'hydrologie de la zone, la distance aux zones d'habitations, sont à respecter.

Compte tenu du fait que la liste des sites à retenir n'a donc pas encore été arrêtée définitivement, il n'y a pas lieu de la divulguer dès à présent.

À ceci s'ajoute le fait que, selon les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 24 fé-

vrier 2003 concernant la mise en décharge des déchets, les sites potentiels étudiés après analyse par la commission de suivi du Plan directeur sectoriel «décharges inertes» devront être transmis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes concernées. Ensuite, une étude de faisabilité est à réaliser pour les sites retenus, avant de pouvoir entamer la procédure de modification du Plan directeur sectoriel en question. Ce n'est que par après que par site choisi une procédure d'autorisation commodo-incommodo pourra commencer incluant le cas échéant la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement, pour aboutir finalement aux travaux de préparation du site pour la future décharge.

Au cours du processus décrit ci-dessus, les sites potentiels seront publiés et transmis aux communes concernées dans le cadre de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire et celui de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, garantissant ainsi une transparence maximale relative aux travaux et décharges envisagés.

Or, il faut être conscient du fait que la réalisation d'une décharge pour déchets inertes (de la recherche du site jusqu'à sa mise en exploitation) sous les conditions légales et réglementaires précitées demande un très grand investissement en temps, personnel et moyens financiers.

Une amélioration de la situation en matière de disponibilité de capacités pour la mise en dé-

décharge de déchets inertes est d'éviter que de tels déchets ne se produisent. Pour atteindre cet objectif, la façon dont les différents zonings et lotissements sont planifiés et la façon dont nous construisons doivent être fondamentalement revus. Il s'avère essentiel que notre approche aux techniques de préparation d'un terrain à bâtir et de la construction même soit adaptée et modernisée et que les projets lancés prennent dès le départ une minimisation des terres à excaver et à traiter en dehors du chantier.

Dans ce contexte, il importe également de préciser que le Ministère du développement durable et des Infrastructures a publié, déjà en 2015, la brochure «Besser planen, weniger baggern», ayant pour but de sensibiliser et d'informer tous les acteurs concernés par la construction au sujet de la prévention proactive des terres d'excavation.

Un rôle non négligeable dans cette thématique doit être joué par les communes. En effet, comme maîtres d'ouvrage importants, elles sont en première ligne dans ce défi. Elles fixent également le cadre réglementaire par le biais des PAGs et PAPs et qui par les prescriptions prévues (p. ex. hauteurs maximales autorisées) conditionnent les quantités de terres d'excavation qui seront produites.

En ce qui concerne les quantités de terres d'excavation produites au Luxembourg, les données les plus récentes validées sont reprises dans le tableau ci-dessous.

	2012	2013	2014
Déchets inertes éliminés			
Quantité éliminée aux centres régionaux pour la gestion des déchets inertes	3.466	4.395	3.203
Déchets inertes recyclés			
Remblais au Luxembourg	1.934	1.076	1.363
Déchets inertes exportés pour valorisation (sous-mis à une procédure de notification)	182	606	759

Unité: 1.000 tonnes

charge de terres d'excavation va donc de pair avec une plus grande réactivité en matière de définition de sites susceptibles d'accueillir de telles infrastructures. C'est pour cette raison que l'Administration de l'environnement, ensemble avec les services concernés du Département de l'aménagement du territoire et à la lumière des évolutions actuelles en matière de la législation sur l'aménagement du territoire, est en train d'évaluer le processus de recherche de sites pour de nouvelles décharges pour déchets inertes avec l'objectif d'accélérer ce dernier tout en maintenant un niveau élevé de protection de l'environnement et de transparence par rapport aux choix retenus.

La solution pour une amélioration de la situation en matière de disponibilité de décharges pour déchets inertes ne peut toutefois pas être la seule optimisation du processus de recherche de nouveaux sites pour déchets inertes. Les surfaces encore disponibles sont limitées et se voient de plus en plus confrontées à des demandes d'utilisation concurrentes.

Un élément important de la politique en matière de gestion des déchets inertes est donc constitué par le recyclage à un niveau de qualité élevé des déchets inertes, ceci dans l'objectif d'une réutilisation à un niveau de qualité élevé.

Les déchets inertes de démolition présentent à l'heure actuelle déjà un taux de valorisation de 93%. Tout en maintenant ce taux, il est désormais prévu de définir des critères de qualité pour le renforcement de la valorisation de ces matériaux dans des applications ayant un standing plus élevé.

Aussi, dans l'intérêt d'une économie circulaire efficace, des filières sont recherchées permettant la réutilisation de ces matériaux aux mêmes fins qu'avant, voire même à des fins plus nobles (upcycling).

Ceci vaut également pour des terres d'excavation où déjà à l'heure actuelle quelque 40% sont valorisés principalement dans la reconstitution de paysages après exploitation de carrières ou la réalisation de remblais techniques. Toujours est-il que la valorisation de terres d'excavation au Luxembourg s'avère difficile compte tenu de la situation géologique et que dès lors ces terres ne sont que faiblement adaptées à des fins de construction. Néanmoins, l'Administration de l'environnement poursuit ses recherches de filières de valorisation de ces matériaux dans des applications pouvant présenter des plus-values.

Finalement, la meilleure façon de lutter contre la pénurie constante de capacités pour la mise en

**Question 2635 (14.12.2016) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant les brevets sportifs nationaux:**

Suivant la réglementation en vigueur, les différents brevets sportifs nationaux ont pour but de propager la pratique des sports à tous les âges et dans tous les domaines. À cette fin, ils englobent différentes épreuves des domaines de l'athlétisme, de la natation et du cyclisme qui sont adaptées en fonction de l'âge des participants. Considérant que d'après les chiffres officiels publiés sur le site du Ministère des Sports, l'évolution du nombre total de réussites aux brevets sportifs a diminué de 1.119 réussites en l'an 2005 à 500 réussites en l'an 2015, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Est-ce que le nombre de réussites aux différents brevets sportifs est déjà connu pour l'an 2016 et à quel niveau se situe-t-il le cas échéant?
2. Quel a été le nombre de réussites en or, argent et bronze par tranches d'âge au cours des dernières cinq années, voire le nombre de réussites au brevet sportif scolaire pendant la même période?
3. Les enseignants de l'enseignement fondamental et secondaire sont-ils régulièrement informés sur la finalité des brevets sportifs scolaires et incités à y participer avec leurs classes?
4. Compte tenu de la forte baisse d'intérêt à la participation aux brevets sportifs, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait en analyser les raisons et adapter le concept en vue d'augmenter son attractivité?
5. Quelle est l'évolution du nombre de personnes physiquement handicapées qui ont participé au brevet sportif au cours des dernières années, leur nombre n'étant pas repris dans les statistiques du Ministère des Sports?

**Réponse (13.01.2017) de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:**

La question de Madame la Députée a trait aux brevets sportifs nationaux.



ad 1. Le bilan des réussites du brevet sportif national 2016 se chiffre comme suit: 544 réussites en total, dont 242 insignes en or, 223 insignes en argent et 79 insignes en bronze.

ad 2. Nombre de réussites des cinq dernières années:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le tableau suivant montre le nombre des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire ayant réussi aux épreuves du brevet national pendant les dernières cinq années par rapport au nombre total de réussites:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Chaque année des actions d'information et de sensibilisation parmi le personnel enseignant de l'enseignement fondamental et secondaire ont été effectuées. Plus précisément, les établissements scolaires se sont vu proposer deux options, soit participer aux épreuves du brevet sportif national organisées par le Ministère des Sports, soit à organiser eux-mêmes les épreuves et à transmettre les résultats afin qu'ils puissent être pris en compte pour la remise des brevets respectifs. Le Ministère des Sports a également veillé à faire parvenir à ces établissements toutes les informations relatives aux épreuves du brevet sportif national en temps utile.

ad 4. En analysant les chiffres des cinq dernières années, le taux de participation ne connaît pas de baisse significative.

Je suis néanmoins parfaitement conscient qu'un concept datant des années '70 a perdu d'attractivité au fil des années. C'est pourquoi le concept général et la mise en œuvre du brevet sportif national seront soumis à évaluation par mes services.

ad 5. Depuis sa création jusqu'à ce jour, aucune personne à mobilité réduite n'a manifesté son intérêt en vue de la participation aux épreuves du brevet sportif national.

2014, la population résidente a passé en semaine, en moyenne, 1h30 par jour à effectuer des déplacements, tous types de moyens de locomotion confondus. Durant la semaine, plus d'un tiers de ces temps de déplacement (37%) consiste à se rendre ou à quitter le lieu travail<sup>1</sup>.

En 2015, INRIX (fournisseur mondial d'informations sur le trafic) a réalisé un rapport sur le panorama du trafic, notamment au Luxembourg. Il en résulte que les usagers ont passé en moyenne, en 2015, 33 heures par an dans des embouteillages au Luxembourg. Le Luxembourg est ainsi classé en quatrième position en ce qui concerne les pays d'Europe les plus congestionnés, après la Belgique (44 h), les Pays-Bas (39 h) et l'Allemagne (38 h). Afin de fournir une estimation très partielle et approximative du coût engendré par les embouteillages en ce qui concerne les particuliers, on peut mettre en relation le temps passé dans les embouteillages avec un salaire horaire moyen. Ainsi, en rapportant les 33 heures estimées par INRIX aux 230 jours ouvrables<sup>2</sup>, on obtient qu'en moyenne, les personnes passent neuf minutes par jour ouvrable dans les embouteillages. En se basant sur le salaire moyen horaire journalier qui est de 28 euros<sup>3</sup> bruts pour l'année 2015, il en résulte que les embouteillages coûtent environ 966 euros<sup>4</sup> par personne et par an, soit environ 392 millions d'euros<sup>5</sup> pour l'ensemble de la population ayant un emploi au Luxembourg (emploi intérieur: 405.601 pour l'année 2015), soit moins d'1% du PIB luxembourgeois.

En comparaison avec cette estimation, INRIX a estimé, en 2016, dans son étude «Europe's Traffic Hotspots. Measuring the impact of congestion in Europe» que le coût économique annuel s'élève à 263 millions d'euros. Cependant, cette estimation se base uniquement sur l'agglomération de la ville de Luxembourg tout en prenant le mois de septembre 2016 comme mois de référence. En sachant que la première quinzaine du mois de septembre fait généralement partie des vacances scolaires d'été, nous pouvons conclure que ce coût économique est sous-estimé.

De plus, le coût économique lié à la congestion ne se limite évidemment pas à la seule perte subie par les automobilistes coincés dans les bouchons comme c'est le cas dans cette étude. Les coûts économiques de la congestion possèdent de multiples dimensions. Les impacts sont également subis par les entreprises qui souffrent par exemple de délais de livraison accrus, du retard de leurs employés, etc.

Afin de réaliser une étude globale analysant l'impact des embouteillages sur l'économie luxembourgeoise, une méthodologie appropriée reste à déterminer. Par exemple, il n'existe pas, pour le moment, de statistiques publiques mesurant les embouteillages au Luxembourg.

L'enquête sur l'emploi du temps (mentionnée ci-dessus), réalisée par le Statec, fournit des données qui permettent notamment d'étudier le temps passé dans les transports. À la différence d'autres sources de données qui vont plutôt s'attacher à mesurer la fréquence d'une activité, les enquêtes sur l'emploi du temps dressent un tableau plus précis en collectant la durée des activités, c'est-à-dire une information de nature quantitative.

Afin de mesurer combien de temps passent les personnes dans les embouteillages, l'enquête sur l'emploi du temps pourrait être affinée afin de distinguer le temps passé dans les transports avec ou sans embouteillages. Néanmoins, cette enquête ne s'intéresse qu'aux personnes ayant leur résidence au Luxembourg. Les frontaliers ne sont donc pas repris dans cette enquête. En outre, elle se limite aux particuliers et tout le secteur marchand n'est pas considéré.

Pour entamer une analyse plus approfondie de la situation actuelle du trafic routier au Luxembourg, une coopération étroite entre le Statec et l'Administration des ponts et chaussées, plus précisément avec le CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes) pourrait être utile. En effet, l'Administration des ponts et chaussées procède à un comptage permanent et automatique du trafic routier sur les

autoroutes, routes nationales et chemins repris. Le comptage du trafic est réalisé à la fois par des caméras et par des «radars doppler»<sup>6</sup>.

À côté des méthodes dites traditionnelles de collecte de données (comptage manuel, caméras vidéo, radars micro-ondes, etc.), il existe plusieurs nouvelles technologies qui permettent de mesurer la mobilité ainsi que le phénomène de congestion du trafic. Dans le domaine des transports, la collecte de données se base de plus en plus sur des systèmes de transports intelligents (ITS), c'est-à-dire des systèmes utilisant les applications des nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de capturer des données de trafic routier de grande qualité et en temps réel. D'une part, il y a la collecte de «floating car data», c'est-à-dire des données géolocalisées qui sont enregistrées dans les systèmes électroniques embarqués dans les véhicules. Le système de positionnement par satellite et la localisation par identification du véhicule (infrastructures de péage) sont des méthodes souvent utilisées à l'heure actuelle.

D'autre part, l'analyse du trafic routier se base de plus en plus sur les «floating mobile data», c'est-à-dire les données de téléphonie mobile. Le système statistique européen, y compris le Statec, a engagé des réflexions sur la possibilité d'utiliser des données de ce type, auxquelles il est souvent fait référence par le terme de «big data». Néanmoins, les projets initiés en sont encore à un stade exploratoire.

modèle du Schengen-Lyzeum, une étroite coopération entre les deux écoles sera de rigueur. Comme pour l'ensemble des écoles, des projets de coopération avec d'autres lycées, nationaux ou européens, vont être mis en place.

**Question 2639** (15.12.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant l'islam radicalisé:

Dans la réponse à la question parlementaire n°2561, Messieurs les Ministres exposent que «[...]es dispositions du cadre légal luxembourgeois ne prévoient pas de possibilité d'interdiction de mouvements du type „DWR“. En revanche les activités de recrutement et de provocation au terrorisme sont visées par les articles 135-11 et 135-12 du Code pénal».

Or, l'application pratique de ces dispositions pénales s'avère souvent extrêmement compliquée voire impossible. C'est la raison pourquoi le Gouvernement allemand a fait recours à une mesure de droit public, l'instrument de l'interdiction des associations, du «Vereinsverbot» issu du «Gesetz zur Regelung des öffentlichen Vereinsrechts».

La Constitution luxembourgeoise prévoit dans son article 26 qu'elle «garantit le droit d'association, dans le respect des lois qui règlementent l'exercice de ce droit [...]».

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement n'envisage-t-il pas une mesure législative comparable à celle du «Vereinsverbot», réglant voire limitant le droit d'association, dans le respect de l'article 26 la Constitution luxembourgeoise, aux fins de lutte contre des associations abusant des libertés fondamentales et notamment des articles 19 et 24 de la Constitution?

**Réponse commune** (12.01.2017) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure, et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

Les honorables Députés demandent si le Gouvernement luxembourgeois envisage une mesure législative comparable à celle du «Vereinsverbot», réglant voire limitant le droit d'association, dans le respect de l'article 26 de la Constitution luxembourgeoise, aux fins de lutte contre des associations abusant des libertés fondamentales et notamment des articles 19 et 24 de la Constitution.

En effet, en droit allemand une association peut être interdite si «[falls] festgestellt ist, dass seine Zwecke oder seine Tätigkeit den Strafgesetzen zuwiderlaufen oder dass er sich gegen die verfassungsmäßige Ordnung oder den Gedanken der Völkerverständigung richtet [...]» (§ 3 Absatz 1 des Gesetzes zur Regelung des öffentlichen Vereinsrechts).

Au Luxembourg, la situation est réglée au niveau de la Constitution, au niveau du droit pénal ainsi qu'au niveau du droit des associations.

En effet, la liberté des cultes et la liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières sont garanties par les articles 19 et 24 de la Constitution, mais ces libertés ne sont pas absolues, étant donné que la Constitution prévoit que ces libertés sont garanties «sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés».

Il y a lieu de noter ensuite que la loi du 3 mars 2010 a introduit la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle. À ce titre, une personne morale peut être déclarée pénallement responsable lorsqu'un crime ou un délit est commis au nom et dans l'intérêt d'une personne morale par un de ses organes légaux ou par un ou plusieurs de ses dirigeants de droit ou de fait. Cette loi énumère les sanctions applicables dans les différents cas de figure, sanctions pouvant aller jusqu'à la dissolution judiciaire de la personne morale.

Au niveau du droit des associations, la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif prévoit enfin dans son article 18 que le tribunal civil «pourra prononcer, à la requête, soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du ministère public, la dissolution de l'association qui serait hors d'état de remplir les engagements qu'elle a assumés, qui affecterait son patrimoine ou les revenus de son patrimoine à des objets autres que ceux en vue desquels elle a été constituée, ou qui contreviendrait gravement soit à ses statuts, soit à la loi, soit à l'ordre public».

#### Question 2636 (15.12.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'impact des embouteillages sur l'économie:

La congestion du trafic sur nos routes a des conséquences insoupçonnées sur l'économie ainsi que sur les particuliers. Aux coûts directs (heures de travail perdues et surconsommation de carburant) liés aux embouteillages s'ajoutent des coûts indirects (répercussion sur les prix des biens et services vendus par les entreprises).

Des analyses ayant estimé l'impact économique des embouteillages en Angleterre, en France, en Allemagne et aux États-Unis ont conclu que celui-ci peut être considérable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Existe-t-il une étude ayant analysé l'impact des embouteillages sur l'économie luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, quel est le temps moyen passé annuellement par chaque salarié dans des embouteillages? Quel effet ceux-ci ont-ils sur la consommation supplémentaire de carburant? Quel est l'impact sur l'augmentation du coût des transports et des biens? Quel est le nombre d'heures de production perdues par les entreprises? Quel est la répercussion sur l'environnement des embouteillages en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de réaliser une telle étude?

**Réponse** (07.02.2017) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

Suite aux informations obtenues de la part du Statec, je peux vous informer qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'étude globale analysant l'impact des embouteillages sur l'économie luxembourgeoise.

À travers l'enquête sur l'emploi du temps, le Statec mesure le temps passé par les personnes, ayant leur résidence au Luxembourg, dans les transports. Mais cette enquête ne permet pas de déterminer combien de temps ces personnes passent dans les embouteillages. En

<sup>1</sup> Pour plus d'informations: <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2016/PDF-04-2016.pdf>

<sup>2</sup> (52 semaines \* 5 jours ouvrables) - 30 jours de congé

<sup>3</sup> 57.730 € / 12 mois / 173 heures de travail par mois en moyenne: [http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=12961&F\\_Language=fra&MainTheme=3&FldrName=1&RFP\\_ath=30](http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=12961&F_Language=fra&MainTheme=3&FldrName=1&RFP_ath=30)

<sup>4</sup> 966 € = ((28/60) \* 9 min) \* 230 jours ouvrables

<sup>5</sup> 405.601 personnes \* 966 €



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

**Question 2640** (19.12.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch et Martine Hansen** (CSV) concernant les cours de premiers secours:

Selon le règlement grand-ducal du 6 septembre 2016 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques, les enseignants sont obligés de participer sur une période de trois ans à au moins 48 heures de formation continue. Ces formations continues sont organisées, certifiées et validées par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

À l'école, comme dans les entreprises ou autres établissements, il est important qu'un certain nombre de membres du personnel maîtrise les gestes de premiers secours.

Or, selon nos informations, des formations de premiers secours ne sont pas certifiées à l'heure actuelle en tant que formation continue.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une formation de premiers secours soit utile et nécessaire pour un enseignant?

- Dans la négative, pour quelles raisons la formation aux premiers secours n'est-elle pas certifiée et validée par l'IFEN en tant que formation continue?

- Le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation?

**Réponse** (07.02.2017) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Les formations de premiers secours organisées par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) sont certifiées au même titre que toutes les autres formations continues organisées par l'IFEN.

Ces formations sont par ailleurs catégorisées comme «formations prioritaires», c'est-à-dire comme formations relevant des domaines prioritaires de la formation continue.

Elles peuvent ainsi être comptabilisées pour la participation sur une période de trois ans à au moins 48 heures de formation continue certifiée qui a été instituée par le règlement grand-ducal du 6 septembre 2016 portant modification entre autres du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.

4. Quelles sont les raisons de cette pénurie de personnel?

5. De quelle manière le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation?

6. Existe-t-il un mode de calcul qui permet de déterminer, en fonction du besoin et de la taille de chaque lycée, le nombre du personnel de chaque SPOS?

7. Dans l'affirmative, le Ministre peut-il nous expliquer ce mode de calcul?

8. Dans la négative, le Ministre ne juge-t-il pas opportun de mettre en place un tel mode de calcul?

**Réponse** (07.02.2017) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1. Composition du personnel des SPOS dans les différents lycées

Le tableau ci-après renseigne des différentes catégories de personnel assurant l'encadrement des élèves dans les lycées et lycées techniques.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. À l'heure actuelle, les exigences en matière de personnel sont remplies dans tous les lycées, à l'exception du Lycée technique Nic-Biever (LTNB), du Lycée technique agricole (LTA), du Lycée technique de Lallange (LTL) et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES).

ad 3. Les postes de psychologue du SPOS du Lycée technique Nic-Biever (LTNB) ne sont pas occupés à l'heure actuelle.

L'Athénée de Luxembourg (AL), le Lycée de Garçons d'Esch-sur-Alzette (LGE), le Lycée de Garçons Luxembourg (LGL) et le Lycée Michel-Rodange Luxembourg (LMRL) ne disposent pas d'éducateurs.

Les assistants sociaux manquent dans les équipes SPOS de l'Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance (E2C), du Lycée de Garçons Luxembourg (LGL), du Lycée Robert-Schuman Luxembourg (LRS), du Lycée technique École de Commerce et de Gestion (LTECG), du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) et du Sportlycée (SLL).

Les lycées suivants n'ont pas d'enseignants au sein de leur SPOS: Lycée technique agricole (LTA), Lycée technique de Lallange (LTL) et Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES).

ad 4. Pénurie de psychologues

Les demandes de remplacement nécessitent un certain délai en fonction de la rapidité avec laquelle la demande est traitée aux différents stades de la procédure en place et en fonction du profil des candidats et de leur dossier de candidature. Le remplacement au Lycée technique Nic-Biever est en cours actuellement.

Pénurie d'enseignants

Les enseignants qui travaillent au sein des SPOS sont indemnisés moyennant l'attribution de «décharges pour activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement dans l'établissement (ORIEN)», ceci sur la base de l'instruction ministérielle qui, chaque année, règle l'organisation scolaire des lycées et lycées techniques et qui se trouve plus amplement expliquée dans la réponse à la question 7. Or, il s'avère que certains chefs d'établissement ont soit du mal à trouver des enseignants souhaitant assumer une charge au sein du SPOS, soit ne disposent plus de leçons de décharge «ORIEN».

Pénurie d'éducateurs et d'assistants sociaux

Malgré certaines mesures autorisant le Ministre de l'Éducation nationale à procéder au recrutement de personnel supplémentaire (loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998; loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire), la pénurie dans ce domaine n'a pas pu être entièrement résorbée.

Ajoutons encore que les récentes lois portant création de nouveaux lycées ont à chaque fois autorisé le Gouvernement à procéder à des engagements de renforcement, ceci par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour les exercices concernés: tel a été le cas pour la création du Lycée Aline Mayrisch (2000), de l'Attert-Lycée Redange (2004), du Lycée Bel-Val (2007), du Lénster Lycée de Junglinster (2008), du Sportlycée (2012) et du Lycée Edward Steinchen de Clervaux (2013). C'est pourquoi le cadre du personnel des SPOS de ces lycées est en général mieux fourni que celui des anciens lycées.

**Question 2641** (19.12.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch et Martine Hansen** (CSV) concernant le service de psychologie et d'orientation scolaires:

Les membres du SPOS (Service de psychologie et d'orientation scolaires) offrent aux élèves une aide efficace dans leurs choix scolaires et professionnels et accompagnent les élèves qui se trouvent en situation personnelle difficile.

Selon la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, le personnel du service de psychologie et d'orientation scolaires comprend des psychologues, des assistants sociaux, des enseignants, des éducateurs gradués et des éducateurs. Le règlement grand-ducal du 29 août 1988 concernant la composition, les attributions et le fonctionnement des services de psychologie et d'orientation scolaires fait souligner que «Les services de psychologie et d'orientation scolaires, [...], comprennent, pour une tâche à plein temps ou à temps partiel, au moins un psychologue et au moins un enseignant de l'établissement dont ils relèvent [...].»

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'actuelle composition du personnel des SPOS dans les différents lycées?

2. Est-ce que chaque lycée remplit les exigences du règlement grand-ducal cité ci-dessus en matière de personnel?

3. Dans la négative, quels lycées présentent une pénurie de personnel au sein de leur SPOS?

ad 5. Le MENJE est en étroite concertation avec les ministères concernés pour remédier à la pénurie actuelle par l'engagement de personnel nouveau chargé notamment de l'encadrement des élèves à besoins éducatifs particuliers et pour répondre aux demandes qui ne manqueront pas d'être formulées dans les PDS (Plans de développement de l'établissement scolaire) introduits sous peu par les lycées. L'augmentation constante du nombre de classes d'accueil et d'intégration pour nouveaux arrivants et jeunes non accompagnés sollicite un engagement croissant des SPOS.

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ces décharges peuvent être accordées par le directeur dans le cadre du contingent.»

Exemple de calcul du nombre de leçons respectivement d'heures dont un lycée peut disposer pour le personnel du SPOS (cf. les paramètres de la colonne SPOS)

Lycée avec 1.200 élèves:

60 élèves MO:	$60 \times 0,125 =$	7,50 leçons =	15,0 heures
180 élèves 7 <sup>e</sup> - 9 <sup>e</sup> :	$180 \times 0,050 =$	9,00 leçons =	18,0 heures
500 élèves 7 <sup>e</sup> - 4 <sup>e</sup> :	$500 \times 0,040 =$	20,00 leçons =	40,0 heures
460 élèves 3 <sup>e</sup> - 1 <sup>re</sup> :	$460 \times 0,020 =$	9,20 leçons =	18,4 heures
Total ORIEN:			91,4 heures

Signalons finalement que l'augmentation constante des troubles du comportement et de l'apprentissage des élèves a généré ces dernières années une multiplication des mesures de prise en charge telles les classes «mosaïques» ou «time out». Ces mesures, outre le fait qu'elles vont encore augmenter en nombre, ne manqueront pas d'engendrer de nouveaux besoins en personnel socio-éducatif.

ad 6. et 7.

Signalons d'abord que le recrutement du personnel dans les établissements scolaires se fait sur la base de la loi modifiée du 29 juin 2005 portant fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique qui dispose en son article 5 qu'en dehors du directeur, «le personnel de chaque lycée peut comprendre (...) des fonctionnaires de la carrière du psychologue (...), des éducateurs gradués, des assistants sociaux (...), des éducateurs (...). Concernant le personnel des SPOS, la loi modifiée du 25 juin 2004 indique qu'il comprend «des psychologues, des assistants sociaux, des enseignants, des éducateurs gradués et des éducateurs» (article 28) sans déterminer de manière plus précise le nombre de personnes affectées au SPOS de chaque lycée.

Il existe toutefois un mode de calcul précis qui se fonde sur l'instruction ministérielle déterminant chaque année les critères concernant l'organisation scolaire des lycées et lycées techniques. L'instruction ministérielle du 17 octobre 2016 dispose en son article 3:

«3. Décharges pour activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement dans l'établissement

3.1. Prestations d'encadrement comprises dans le calcul du contingent

La partie (di) comporte la somme des décharges pour l'encadrement des élèves reprises dans le tableau ci-après.

Le nombre d'heures de travail ainsi mises en compte correspond à:

1 psychologue temps plein:	40 heures
1 assistante sociale temps plein*:	20 heures
1 éducateur gradué temps plein*:	20 heures
Total personnel SPOS:	80 heures

Décharges pouvant être attribuées à des enseignants	11,4 heures
Conversion en leçons	5,7 leçons

\* À noter qu'un service à temps plein d'un(e) assistant(e) social(e) et d'un(e) éducateur(trice) gradué(e) est pris en compte à raison de 20 heures dans le mode de calcul qui permet de déterminer le nombre du personnel de chaque lycée.

**Question 2643** (22.12.2016) de **M. Gilles Roth et Mme Diane Adehm** (CSV) concernant le Nation Branding:

Selon les informations parues dans la presse nationale, certains sportifs luxembourgeois de haut niveau arborent le nouveau logo du Nation Branding sur leur tenue. Pour ce faire, ils reçoivent une contrepartie financière. Or, toujours selon la même source d'information, la Secrétaire d'État n'a pas voulu révéler de montant précis.

Dans un souci de transparence et d'une utilisation responsable des deniers publics, nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'Etat à l'Économie:

1. Madame la Secrétaire d'Etat peut-elle nous confirmer ces informations?
2. Selon quels critères le choix des sportifs s'est-il opéré? Est-ce que les négociations ont eu lieu uniquement avec les différentes fédérations ou également directement avec certains sportifs?
3. Combien de fédérations et/ou sportifs luxembourgeois de haut niveau reçoivent une contrepartie financière? De quels montants s'agit-il?
4. Madame la Secrétaire d'Etat peut-elle nous dresser une liste avec tous les contrats conclus dans ce contexte et les montants engagés de la sorte?

**Réponse** (24.01.2017) de **Mme Francine Closener**, Secrétaire d'Etat à l'Économie:

ad 1. Je peux confirmer que le déploiement de la Signature du Luxembourg comporte une collaboration directe avec les représentants du sport de notre pays.

ad 2. Le sport est un vecteur d'image important de notre pays notamment dans le cadre des manifestations sportives internationales aussi

- ACTPA	Activités périscolaires
- ACTCO	Activités complémentaires dans un lycée à plein temps
- APPUI	Cours d'appui (...)
- AUTON	Activités dans le cadre de l'autonomie du lycée
- BIBLI	Gestion et animation du centre de documentation et d'information du lycée
- ETUDE	Aide aux travaux à domicile et aux travaux de préparation des élèves
- FACUL	Cours facultatifs ne figurant pas dans l'horaire (...)
- ORIEN	Activités au sein du Service de psychologie et d'orientation scolaires
- REGEN	Décharge pour régence ou activités de tutorat des élèves
- SPORT	Activités sportives en dehors des heures de cours (...)
- SURV	Charge spéciale pour assurer des leçons de surveillance

Pour le calcul du nombre de leçons à mettre en compte dans le contingent pour ces différentes décharges, les paramètres suivants sont appliqués:



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

bien à l'étranger qu'au Luxembourg (championnats du monde, championnats d'Europe, Jeux olympiques, Jeux des petits pays d'Etats européens, etc.). Il s'agit d'événements qui génèrent une forte couverture médiatique et permettent de contribuer ainsi au rayonnement du pays et ceci à travers les sportifs nationaux, qui sont des ambassadeurs par excellence de notre pays.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie Nation Branding, et plus particulièrement de son plan d'action 2017, un des objectifs principaux est de renforcer la présence de la marque à l'international ainsi que de développer le réseau des «ambassadeurs de la marque».

Dans ce contexte, le sport constitue un partenaire significatif dans notre démarche d'augmenter la notoriété et la visibilité du Luxembourg. L'objectif principal est de mettre en vitrine d'une part les compétences et le savoir-faire luxembourgeois, et de présenter la nouvelle identité visuelle du pays - la Signature du Luxembourg - d'autre part, qui accompagne désormais la communication internationale.

Quant aux critères, les demandeurs doivent adhérer aux valeurs du pays - qui sont l'ouverture, le dynamisme et la fiabilité -, ainsi qu'au profil du pays qui est celui de l'allié. Par conséquent, ils doivent souscrire en outre à la nouvelle Signature du Luxembourg, qui est la traduction graphique des valeurs de référence, et la reproduire sur les différents supports.

Comme pour tout projet de partenariat dans le cadre de la promotion du pays à l'étranger, celui dans le domaine du sport doit être durable et faire état d'un planning concret des activités à l'international permettant en outre de mesurer l'impact. Il doit également favoriser le développement de réseaux de relations servant à la promotion du Luxembourg.

Depuis la présentation de la nouvelle identité visuelle du pays le 10 octobre dernier, nombreux sont les fédérations sportives nationales et les sportifs qui nous ont directement approchés pour devenir ambassadeur de la marque «Luxembourg».

ad 3. Des partenariats ont été conclus jusqu'à présent avec trois fédérations nationales ainsi qu'avec deux sportifs luxembourgeois de haut niveau et de renommée internationale. Actuellement, les pourparlers sont en cours avec quatre autres fédérations sportives nationales ainsi que le Comité olympique et sportif luxembourgeois.

Une enveloppe budgétaire de 150.000 euros est inscrite au budget 2017 pour le cofinancement de partenariats dans le cadre de notre stratégie de communication internationale.

ad 4. Cinq conventions de partenariat ont été conclues jusqu'à présent, ceci avec la Fédération luxembourgeoise de handball (FLH), la Fédération du sport cycliste luxembourgeois (FSCL), la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS), ainsi qu'avec les joueurs de tennis professionnels Gilles Muller et Mandy Minella.

Les montants engagés s'élèvent à 66.000 euros.

D'autres partenariats sont en cours d'élaboration.

2. Monsieur le Ministre pourrait-il fournir des explications plus précises sur le fonctionnement du système d'information ARAMIS?
3. Dans quel délai les clients pourront-ils bénéficier d'une telle amélioration?

**Réponse (06.02.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Le système ARAMIS, mis en service en novembre 2015, a pour objet la gestion et le suivi en temps réel de tous les trains circulant sur le réseau ferré luxembourgeois.

En ce qui concerne l'information des clients dans les gares, toutes les gares et points d'arrêt du réseau sont équipés à l'heure actuelle d'installations pour fournir des informations acoustiques sur la situation du trafic ferroviaire voyageurs.

Certaines grandes gares ainsi que les points d'arrêt modernisés récemment sont également équipés d'afficheurs ou d'écrans d'information fonctionnant en service semi-automatique.

Les données sur le trafic en temps réel mises à disposition par le système ARAMIS permettent d'augmenter la qualité et l'actualité des informations à fournir aux clients, de sorte qu'il est envisagé d'aménager un système d'information acoustique et visuel unifié à toutes les gares et points d'arrêt du réseau. Il sera ainsi possible de fournir en temps réel aux clients voyageurs des informations complètes et ciblées sur la circulation des trains en situation normale et en situation perturbée, et ce de façon entièrement automatisée.

Un projet pilote sera déployé au nœud ferroviaire de Pétange/Rodange ainsi qu'aux points d'arrêts adjacents au deuxième semestre 2017 pour tester et valider le concept retenu.

Suite au retour d'expérience ainsi recueilli, un déploiement progressif au réseau entier est planifié pour 2019.

En ce qui concerne l'information des clients dans les trains, le site Internet et l'application CFL pour smartphone donnent d'ores et déjà des informations sur la circulation des trains en temps réel et précisent la variation entre l'horaire planifié et l'horaire réel. Une refonte de ces outils est en planification en vue de les rendre plus conviviaux pour les voyageurs.

Un consultant externe spécialisé a été mandaté pour réaliser au premier semestre 2017, en concertation avec les services concernés des CFL, une étude organisationnelle au sein des CFL en vue d'améliorer les flux et procédures d'information des clients en situation normale et perturbée. La phase d'implémentation des propositions issues de cette étude sera entamée par la suite.

Début 2018, il est prévu de mettre en service un poste de commande centralisé dont l'objet sera de gérer en temps réel le système ferroviaire. En se basant notamment sur les informations puisées du système ARAMIS, le poste de commande centralisé décidera en cas de perturbations sur les adaptations du plan de transport et sur la mise en place de moyens de substitution (bus). Il transmettra des informations ciblées au personnel de train pour les mettre en mesure de renseigner efficacement les voyageurs sur la continuation de leur voyage, et ce dans un délai de moins de dix minutes après la survenance de la perturbation.

Quant à l'information visuelle dans le matériel ferroviaire par les systèmes informations voyageurs, les huit automotrices «Stadler KISS» informeront d'ores et déjà les voyageurs en temps réel sur les retards en cours de route et sur les correspondances de trains aux gares. Au cours du deuxième trimestre 2017, onze automotrices supplémentaires du type «Stadler KISS», équipées du même système d'information voyageurs, seront mises en service. Dans les années à venir, les anciennes séries sont prévues d'être équipées avec un système d'information voyageurs identique ou similaire.

**Question 2645 (22.12.2016) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la pratique des «faux cadres» dans les secteurs bancaire et financier:**

Les syndicats représentatifs des secteurs bancaire et financier mettent en question la pratique des «faux cadres». Dès lors dans certains établissements, près du tiers des salariés travailleraient sous le statut de cadre qui les exclurait des bénéfices de la convention collective de travail (CCT) s'appliquant au secteur bancaire et à d'autres volets du secteur financier. En pratique, cela signifierait que le treizième mois et la prime de juin seraient remplacés par un titre, une voiture de fonction et des heures supplémentaires non payées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Messieurs les Ministres ont connaissance de cas dans lesquels le statut de cadre a été appliqué afin de contourner les dispositions et notamment les bénéfices de la convention collective?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer la véracité des affirmations des syndicats concernant la pratique des «faux cadres» et son envergure?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques concernant l'usage des «cadres» dans les établissements du secteur bancaire et du secteur financier?

- Quel serait un taux de cadres dans les établissements bancaires et financiers comparable à celui de nos pays voisins?

**Réponse commune (07.02.2017) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:**

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire peut confirmer avoir été informé de ces pratiques par des représentants des syndicats. Les Ministres adressés n'ont cependant pas connaissance de cas concrets dans lesquels le statut de cadre aurait été appliqué d'une manière systématique afin de contourner les dispositions de la convention collective du secteur bancaire.

En conséquence ils ne sont pas en mesure de commenter à l'heure actuelle les affirmations des syndicats concernant une telle pratique.

Au Luxembourg, la proportion des cadres par rapport à l'ensemble des salariés du secteur «Activités financières et assurances» est comparable à la moyenne dans l'Union européenne, qui se situe à 15%. En effet, il ressort de l'enquête sur la structure des salaires menée par le Statec en 2014 que 17% de tous les salariés de la section «Activités des services financiers» (NACE - K64) sont des «directeurs, cadres de direction et gérants» (CITP - 1). À noter que dans certains pays, dont la France (33%) et le Royaume-Uni (22%), le taux de cadres est d'ailleurs nettement plus élevé.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, lors d'une prochaine réunion avec des représentants du secteur, va évoquer cette pratique. Le cas échéant, il pourra être procédé à une étude relative aux changements à intervenir en relation avec la digitalisation du monde du travail et de son influence sur les modifications des relations de travail qui pourraient en résulter.

**Question 2646 (22.12.2016) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant la sylviculture:**

Une majorité de la surface des sites Natura 2000 est constituée de bois et de forêts. L'orientation vers une sylviculture proche de la nature telle que proposée par le Gouvernement nécessite cependant encore une large campagne de sensibilisation et d'information auprès des propriétaires forestiers privés auxquels appartiennent plus que la moitié des forêts de Luxembourg. À noter que 99% des 14.000 propriétaires forestiers privés disposent de parcelles avec en moyenne 0,5-2,5 ha.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement.

1) Le Gouvernement entend-il organiser dans ce contexte une campagne de sensibilisation et d'information auprès des propriétaires forestiers privés?

2) Est-ce que Madame la Ministre a élaboré un concept d'information, de sensibilisation et de conseil pour les propriétaires forestiers privés?

3) Est-il prévu de soutenir dans ce contexte l'association des propriétaires forestiers privés par une aide quelconque et, le cas échéant, laquelle?

**Réponse (23.01.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:**

ad 1) Des actions d'information et de sensibilisation ont eu lieu et d'autres sont actuellement encore prévues, et ce à différents niveaux:

1. Afin d'informer les propriétaires forestiers, et notamment les propriétaires privés, sur le régime d'aides en matière de biodiversité en forêt et de les sensibiliser, un dépliant a été élaboré dénommé «Erhaltung und Förderung der Biodiversität im Wald», qui est notamment disponible sur le site Internet suivant:

[http://www.environnement.public.lu/forets/publications/Biodiv\\_Wald1/index.html](http://www.environnement.public.lu/forets/publications/Biodiv_Wald1/index.html).

Sachant que les mesures de gestion en faveur de l'amélioration de la biodiversité dans les sites Natura 2000 sont facultatives, il est clair que les aides financières constituent un aspect important de la mise en œuvre de la directive «Habitats».

2. Dans le cadre d'un projet LIFE, un guide d'identification et de gestion intégrée des habitats et espèces d'intérêt communautaire appelé «Gestion forestière et diversité biologique» a été élaboré, en collaboration avec l'Office national des forêts (F), l'Ecole nationale du génie rural et des eaux et forêts (F) et l'Institut pour le développement forestier (F).

Cette publication a la forme d'un classeur de plus de 300 pages. Elle comporte aussi bien des éléments descriptifs de reconnaissance que des recommandations en faveur de la biodiversité et de la gestion durable, ainsi que des itinéraires sylvicoles proposés. Sur base de ce guide, des excursions sylvicoles avaient été organisées à l'adresse des propriétaires forestiers privés.

3. Un guide de bonne conduite proposant des mesures de gestion appropriées pour les habitats forestiers protégés, dénommé «Leitfaden für forstliche Bewirtschaftungsmaßnahmen von geschützten Waldbiotopen gemäß Artikel 17 des Naturschutzgesetzes», a été élaboré. Cette brochure, d'environ 160 pages, richement illustrée, contient des fiches descriptives des différents habitats traités, des conseils techniques de sylviculture, ainsi qu'une description des mesures proposées accompagnée d'explications. Durant les travaux rédactionnels, le «Lëtzebuerger Privatbësch» (ancien groupement des sylviculteurs) a été consulté à plusieurs stades et ses avis ont été pris en compte dans une large mesure.

4. Le guide précité sera présenté dans le cadre d'un colloque organisé par le «Lëtzebuerger Privatbësch» et, par après, fera l'objet d'excursions thématiques et de démonstrations pratiques à l'adresse des propriétaires forestiers privés.

5. En ce qui concerne la protection d'espèces rares en forêt, une brochure concernant des recommandations de gestion a été élaborée, dénommée «Handlungsempfehlungen für den Forstbetrieb».

6. Le cadastre des biotopes forestiers dresse un inventaire de l'ensemble des habitats forestiers de la directive «Habitats» (92/43 CEE) ainsi que des biotopes protégés de l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004. Cette méthodologie a été élaborée en collaboration avec la «Forstliche Versuchs- und Forschungsanstalt Baden-Württemberg (FVA)», le Département de l'environnement du MDDI et l'Administration de la nature et des forêts. Cet inventaire permet également d'évaluer l'état de conservation de ces biotopes forestiers au niveau national.

Tout comme pour le milieu ouvert, un tel cadastre national constitue une base de planification importante dans le cadre de l'évaluation des propositions relatives aux plans d'aménagements forestiers ainsi que des plans de gestion Natura 2000.

Dans ce contexte, une réunion d'information avec le Comité du «Lëtzebuerger Privatbësch» a eu lieu le 8 décembre 2015 pour expliquer les principes du cadastre des biotopes forestiers et suite à cela, une visite de terrain sous forme de workshop a été organisée le 23 février 2016.

ad 2) 1. Depuis 2015, l'ANF et le MDDI élaborent les plans de gestion des sites Natura 2000. Ainsi d'ici printemps 2017, tous les sites Natura 2000 disposeront d'un plan de gestion avec des objectifs à long terme et des mesures opérationnelles quantifiées. Ces plans sont courts, simples, ciblent les priorités et vont à l'essentiel. Ils devraient permettre à tous les acteurs concernés de saisir facilement les objectifs prioritaires et les mesures à mettre en œuvre. Dans le cadre de l'élaboration des plans, le «Lëtzebuerger Privatbësch» est demandé pour avis pour chaque plan de gestion et ses remarques sont prises en compte dans la mesure du possible. Par ailleurs, le «Lëtzebuerger Privatbësch» est également membre du Conseil supérieur de la protection de la nature où tous les plans sont analysés et où un avis est rédigé et dont les différents points sont repris dans le plan de gestion.

2. Au cours du premier semestre 2017, des réunions régionales seront organisées pour présenter les plans de gestion à l'adresse du grand public intéressé.

3. La nouvelle loi sur la protection de la nature prévoit par ailleurs la mise en place de comités de pilotage pour les sites Natura 2000. Il est ainsi prévu de convoquer les premiers comités de pilotage au cours du premier semestre 2017 et les propriétaires forestiers y seront représentés. Ces comités de pilotage auront notamment pour rôle de communiquer et sensibiliser les différents acteurs aux enjeux des



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

sites et trouver des solutions réalisistes et concertées.

4. Les obligations qui incombent au Luxembourg dans le cadre des directives «Habitats» et «Oiseaux» devraient pouvoir être atteintes moyennant des mesures incitatives en ce qui concerne les forêts. Le nouveau règlement sur les aides financières, qui est attendu déjà depuis un moment, prévoit le cofinancement de mesures en faveur de la diversité biologique, notamment en milieu forestier. Une fois que ce nouveau règlement sera en vigueur, des actions seront menées pour informer et sensibiliser les propriétaires forestiers privés des nouveautés de ce nouveau régime d'aides.

5. L'ANF met actuellement en place une base de données «Espaces naturels» qui sera une interface informatique permettant de rechercher et visualiser toutes les données pertinentes liées à Natura 2000 (notamment les habitats et biotopes protégés, leur évaluation, les fiches descriptives, les zonages prioritaires, etc.). Cette base de données sera interactive et ouverte à tous les acteurs qui désirent y participer et qui pourront ainsi y introduire leurs mesures planifiées, et aussi les valider si elles sont réellement mises en œuvre. Cet outil va garantir une meilleure concertation entre acteurs et permettre d'analyser à tout moment si les objectifs sont atteints ou pas et où résident les éventuels problèmes dans la mise en œuvre des mesures.

ad 3) 1. Comme l'honorable Député Marco Schank le sait très bien de son mandat de Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, responsable du Département de l'environnement (période 2009-2013), le «Lëtzebuerger Privatbësch» profite déjà actuellement d'un soutien majeur de la part du Ministère de l'Environnement dans le cadre d'une convention. Cette convention définit les modalités de la coopération et inclut des prestations dans l'intérêt de la mise en œuvre des directives «Habitats» et «Oiseaux». En 2015, le montant attribué s'élevait à 208.529,25 euros. Pour 2016, le décompte final sera finalisé sous peu.

2. Par ailleurs, dans le nouveau projet de règlement sur les aides en milieu forestier, un régime d'aides spécifique pour le transfert de connaissances en matière de gestion forestière durable est défini. Il peut s'agir d'activités de formation continue et de perfectionnement professionnel ou d'activités de vulgarisation, d'information et de promotion. Ce type de régime d'aides est notamment applicable aux groupements de propriétaires forestiers, et les activités subventionnées peuvent avoir comme objet les sites Natura 2000.

## Question 2647 (22.12.2016) de M. Gusty Graas (DP) concernant le projet «Quiet-Track»:

Le projet «Quiet-Track» qui a bénéficié de ressources financières de l'Union européenne avait comme objectif de développer des technologies aidant à réduire le bruit émis par des véhicules roulant sur des rails. Cet effort de recherche concernait les moyens de transports aux vitesses entre 20 et 200 km/h. Les résultats sont donc potentiellement applicables aux trains et aux trams.

Au vu des multiples projets d'infrastructure de transports actuels et futurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce projet (code d'activité: SST.2013.1-1)?

- La durée du projet étant écoulée le 1<sup>er</sup> juin 2016, est-il en mesure de m'informer quant aux résultats de ces recherches?

- Les conclusions de ce projet peuvent-elles être prises en compte afin de minimiser le bruit provoqué par le mouvement des trains roulant sur le territoire luxembourgeois?

- Alors que les rames du tram sont en train d'être posées, les solutions de ce projet pourraient-elles être appliquées à ce moyen de transport en commun urbain?

## Réponse (06.02.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Le projet «Quiet-Track» (QT) est un programme de recherche initié par quelques pays européens comme la Suède et la Belgique. Entre-temps, un certain nombre d'autres pays ont rejoint ce programme de recherche.

Le projet avait pour objet de rechercher de nouvelles pistes pour réduire l'impact acoustique ferroviaire (train et métro, voire tram) pour des circulations à vitesse conventionnelle. Le principal axe de recherche consistait à trouver des moyens d'amélioration au niveau de la source du bruit se situant au niveau du contact roue-rail.

Le programme de recherche a permis d'établir des méthodes de mesure de la rugosité de la surface du rail et de proposer des solutions pour réduire son impact acoustique qui est issu de la propagation vibratoire. La solution la plus efficace pour réduire cet impact est de mettre en place un programme de meulage acoustique.

Un tel programme a déjà été mis en place depuis quelques années au Luxembourg et le résultat est entièrement satisfaisant.

Pour les problèmes d'émission sonore lors de passages de trains dans des courbes à faible rayon (grincement), ces endroits du réseau ont, en plus, été équipés avec des graisseurs fixes utilisant des produits biodégradables.

Un deuxième axe de recherche du programme QT était l'effet d'amélioration procuré par la mise en place de «mini» murs antibruit. L'Université de Karlsruhe a conclu dans une étude que ces «mini» murs antibruit étaient efficaces, mais leur mise en place pose de grands problèmes au niveau de la maintenance de la voie et de l'écoulement des eaux zénithales. Au vu de ce qui précède, cette solution n'a pas été prise en considération. Néanmoins, l'évolution de cette étude scientifique est suivie de près.

Un dernier axe de recherche du projet QT concernait la mise en place de produits absorbants entre les deux rails composant le châssis de la voie, mais cette solution n'est envisageable que pour des installations de tram. Au lieu de cette mesure, des absorbeurs de rail (rail dampers: absorbeurs fixés autour de l'âme du rail) ont été installés sur un premier tronçon de quelques centaines de mètres. Ceci permettra de diminuer directement l'impact acoustique dans l'environnement du site (2 à 3 dB(A) d'amélioration) et de pouvoir conclure d'ici deux à trois ans, si cette mesure permet également de diminuer les vibrations potentiellement à l'origine de l'usure en surface du rail, provoquant à son tour une augmentation des nuisances sonores provenant du contact roue-rail.

Afin de poursuivre la lutte contre les émissions sonores provenant des circulations ferroviaires, il est à préciser qu'un contact avec l'Administration de l'environnement ainsi que des conciergeries avec des bureaux spécialisés en acoustique et vibration ont lieu régulièrement.

Quant à l'application au projet de tram des solutions développées dans le cadre du projet européen QT, les informations suivantes peuvent être fournies.

LuxTram a été désigné en 2014 comme l'exploitant du tram et à ce titre la société doit entretenir et maintenir toutes les composantes du réseau (infrastructure, réseaux, matériel roulant et centre de remisage et de maintenance) dans le respect des exigences en matière de sécurité et de fonctionnement. LuxTram a naturellement vocation à prendre en considération les prescriptions du projet QT pour les aspects qui concernent le tramway.

La conception du tram répond à un ensemble de normes et prescriptions techniques éprouvées sur de nombreux réseaux en Europe et dans le monde. Les dispositions qui visent à réduire la propagation des vibrations et l'émission de bruit sont en cours de réalisation. A titre d'exemple, les rails installés sur les sections supportant un rayon de courbure serré ont subi un traitement anticrissement par rechargement de matière, accompagné de l'installation de graisseurs à rail en voie et la mise en place de chambres d'éclissage autour de ces rails.

## Question 2648 (23.12.2016) de Mmes Martine Mergen et Octavie Modert (CSV) concernant l'augmentation des tarifs de POST Luxembourg:

Ab dem 1. Januar 2017 bzw. dem 1. März 2017 erhöht POST Luxembourg die Kosten für verschiedene Finanzpostdienste für Postscheckkunden.

So sollen u. a. die Kosten für die Abhebung von Bargeld, die bislang unkostenfrei waren, zukünftig 3 € pro Transaktion betragen. Besonders stark betroffen davon sind vor allem Asylantragsteller, die prinzipiell keine Bankkarte kriegen, Menschen ohne oder mit geringem Einkommen, ältere Menschen, die sich größtenteils noch nicht den neuen Technologien verschriven haben und für die der persönliche Kontakt noch immer sehr wichtig ist, sowie Personen und Unternehmen, die mehr als die auf einem Bankautomaten erlaubten 750 € bzw. 1.000 € pro Woche abheben müssen. Diese Kunden bekommen also die Gebühren aufgezwungen, obwohl sie keine andere Möglichkeit haben, an ihr Bargeld bei POST Luxembourg zu kommen.

Papierüberweisungen werden kostenpflichtig sein, nur elektronische Transaktionen nicht. Dies ist wiederum ein entscheidender Nachteil

für Menschen, die sich wegen geringen Einkommens keinen Computer leisten können oder die aus Altersgründen keinen Rechner benötzen.

Ebenfalls werden 2017 die täglichen und wöchentlichen Kontoauszüge nicht mehr gebührenfrei sein.

Diese Preiserhöhungen müssen im Lichte betrachtet werden, dass die Gehälter und Bezüge der öffentlich Bediensteten exklusiv auf ein CCP-Girokonto eingezahlt werden. Zudem zahlt POST Luxembourg keine Zinsen an die Inhaber von Postgirokonten, und dies unabhängig von der internationalen Zinslage, also auch in Zeiten von höheren Zinsen. Schließlich beteiligt sich POST Luxembourg mit 2,5 Millionen Euro an den Kosten des luxemburgischen Pavillons in Dubai, dies obwohl laut Aussage des Generaldirektors von POST Luxembourg im Laufe dieser Woche, POST Luxembourg sich dadurch keine neuen Kunden erwartet.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister und an den Herrn Finanzminister stellen:

- Ist der Herr Wirtschaftsminister der Meinung, dass diese Kostenerhöhung dem öffentlichen Dienstleistungsauftrag von POST Luxembourg gerecht wird?

- Wie steht der Herr Wirtschaftsminister dazu, dass vor allem die Einkommensschwachen sowie die Personen, die keine andere Möglichkeit haben, an ihr Bargeld bei POST Luxembourg zu kommen, von der Preiserhöhung betroffen sind, insbesondere von der angeprochenen Gebühr für Bargeldabhebungen, die von 0 € auf 3 € erhöht wird?

- Wie steht der Herr Wirtschaftsminister zu einer Erhöhung der maximal wöchentlich abhebbaren Bargeldbeträge mit den zur Verfügung stehenden Bankkarten?

- Wie werden die Inhaber von Postgirokonten, die keinen Computerzugang haben, von den neuen Tarifen informiert?

- Welche Auswirkungen werden die neuen Tarife auf den Kundenstamm von POST Luxembourg haben? Ist eine Abwanderung der Kunden zu erwarten?

- Wie hoch werden die Mehreinnahmen durch die neuen Tarife für Finanzdienstleistungen geschätzt?

- Denkt die Regierung nicht, dass dies in keiner Beziehung steht zur Ausgabe von POST Luxembourg von 2,5 Millionen Euro als Beitrag zur Luxemburger Präsenz in Dubai?

- In Anbetracht der Ausnahmestellung des CCP und seiner Quasimonopolstellung für die öffentlich Bediensteten sowie der 100%igen Beteiligung des Luxemburger Staates an diesem Unternehmen, ist die Regierung nicht der Meinung, dass das öffentliche Unternehmen POST Luxembourg die Preis- und Tariferhöhungen zurücknehmen oder aber wenigstens abschwächen sollte? Falls diese Frage verneint wird, mit welcher Begründung werden insbesondere den Wenigerbemittelten, aber eigentlich allen Steuerzahldern als indirekten Inhabern von POST diese neuen Kosten und Lasten aufgelegt?

- Wird die Regierung konsequenterweise die obligatorische Überweisung der Gehälter der Staatsbediensteten exklusiv auf ein Postgirokonto aufheben?

**Réponse commune** (07.02.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Laut den Informationen, die wir von POST Luxembourg erhalten haben, können wir Ihnen Folgendes mitteilen, was die von Ihnen gestellten Fragen anbelangt:

Laut dem abgeänderten Gesetz vom 10.08.1992 ist POST Luxembourg als Unternehmen öffentlichen Rechts („établissement public“) in erster Linie dazu verpflichtet, jeder in Luxemburg ansässigen Person, sei dies eine Privatperson oder ein Unternehmen, einen Zugang zu einem Bankkonto und somit zu Finanzdienstleistungen im Allgemeinen zu gewähren. Diese Dienstleistung ist und bleibt auch in Zukunft kostenlos.

Zusätzlich beauftragt der Luxemburger Staat das Unternehmen POST Luxembourg damit, eine Reihe von Dienstleistungen im Bereich der öffentlichen Finanzen im allgemeinen Interesse zu erbringen. Diese Dienstleistungen sind in einem Vertrag zwischen dem Staat und POST Luxembourg geregelt und werden nicht subventioniert. Dieser Vertrag hält unter anderem auch die Überweisung der Gehälter von Staatsbediensteten exklusiv auf Postgirokonten fest, da dies ermöglicht, die Gehälter direkt und ohne Zeitverlust vom Postgirokonto des Staates auf die individuellen Postgirokonten der Staatsbediensteten zu überweisen. Dies wäre bei Überweisungen auf Konten anderer Banken nicht der Fall. Die Vertragspartner haben keinen Grund, diesen Sachverhalt in Frage zu stellen.

Die von Ihnen erwähnte Gebührenerhöhung beruht auf einer entsprechenden Marktanalyse und ist so aufgestellt, dass die Tarifstruktur von POST Luxembourg wettbewerbsfähig bleibt. Sie betrifft die Transaktionen am Bankschalter, mit dem Ziel, zumindest einen Teil der Kosten, die durch solche Transaktionen entstehen, abzudecken und so die anfallenden Verluste in der Finanzdienstleistungssparte von POST Luxembourg zu verringern. Als aktiver Marktteilnehmer wird es für den Fortbestand der Finanzdienstleistungen von POST Luxembourg bedeutend sein, dass es dem Unternehmen gelingt, seinen Kunden innovative digitale Lösungen anzubieten, für die eine steigende Nachfrage besteht.

Bevor diese Maßnahmen in Kraft getreten sind wurde aber seitens POST Luxembourg sichergestellt, dass genügend Alternativen zur Bargeldabhebung am Schalter eines Postbüros vorhanden sind: kostenlose Bargeldabhebungen an 108 Geldautomaten von POST Luxembourg und Raiffeisen im ganzen Land, Onlinebanking-Services (CCP Connect/Mobile) und mobile Zahlungslösungen wie Digicash. POST Luxembourg hat sich auch zum Ziel gesetzt, im Zuge der Digitalisierung dieses Angebot auszuweiten. In diesem Kontext sind ab dem 1. Januar 2017 alle Überweisungen über CCP Connect/Mobile in der sogenannten SEPA-Zone gratis.

POST bietet außerdem eine spezielle Lösungsmöglichkeit an, die es sozial schwächeren Kunden erlaubt, unter bestimmten Voraussetzungen in den Besitz einer Debitkarte zu kommen, und dies zu einem vergünstigten Jahrstarif. Dieses Angebot richtet sich auch, wie in ihrer Fragestellung angesprochen, an Asylbewerber. Im gleichen Sinne bietet POST Luxembourg Personen, die aus verschiedenen Gründen nicht auf elektronische Lösungen zurückgreifen können, die Möglichkeit, einen individuellen Antrag auf eine Ausnahmeregelung von der Tariferhöhung zu stellen.

Wir möchten zusätzlich darauf hinweisen, dass der Briefträger finanzielle Transaktionen bis zu einem bestimmten Betrag für den Kunden erleidigen kann und so neben seiner traditionellen Aufgabe auch, und besonders für ältere Menschen und Personen, die sich nur schwer zu einem Geldautomaten begeben können, als verlängerter Arm der „Postbank“ fungieren kann. Diese Möglichkeit besteht schon heute und erleichtert den Kunden mit eingeschränkter Mobilität weitgehend die Ausführung von Finanztransaktionen, ohne auf Onlinedienstleistungen zurückzugreifen.

Entsprechend den regulatorischen Vorgaben wurden alle CCP-Kunden auf den 30. Oktober 2016, sprich zwei Monate vor Inkrafttreten der Maßnahmen, schriftlich per Brief oder E-Mail, je nachdem wie sie üblicherweise ihre Informationen von POST Luxembourg erhalten, über die Anpassung der Gebührentabelle informiert. Auch kann der Kunde sich in jeder Postfiliale direkt informieren und ein entsprechendes Dokument ausgehändigt bekommen.

Eine pauschale Maßnahme zur Erhöhung der maximal wöchentlich abhebbaren Bargeldbeträge wäre nicht sinnvoll, sowohl im Interesse der Verbraucher als auch aus sicherheitstechnischen Gründen: Die Inhaber der Bankkarten sowie die Mitarbeiter der Geldtransportunternehmen würden einem erhöhten Risiko ausgesetzt. Des Weiteren erwägt POST Luxembourg, auf Anfrage des Kunden und auf Basis einer individuellen Risikoeinschätzung eine Erhöhung der maximal abhebbaren Bargeldbeträge auf den Bankkarten des jeweiligen Kunden zu ermöglichen.

Was die Teilnahme von POST Luxembourg am GIE Luxembourg@Expo2020Dubai angeht, möchten wir klarstellen, dass diese auf eine Initiative der Regierung zurückzuführen ist und in keinem Zusammenhang mit den von Ihnen angesprochenen Tariferhöhungen in der CCP-Sparte steht.

## Question 2649 (27.12.2016) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant les émissions des véhicules:

Depuis le «scandale Volkswagen», de nouvelles informations révèlent peu à peu toute l'ampleur des manipulations opérées par les constructeurs d'automobiles pour réduire les émissions polluantes de leurs véhicules lors des tests en laboratoire.

Dans sa réponse à une question parlementaire en octobre 2015, Monsieur le Ministre avait affirmé qu'en ce qui concerne l'éventuel droit



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2016-2017

de l'Etat luxembourgeois d'exiger des dommages-intérêts auprès du constructeur, il convient de relever que nous ne nous situons pas, à ce stade, dans cette logique, comme le montant de la taxe automobile luxembourgeoise n'est pas affecté par cette manipulation: cette taxe se base sur les valeurs CO<sub>2</sub> et non sur les valeurs NO<sub>x</sub> qui elles ont été manipulées par le logiciel incriminé.

Or, une étude récente du «International Council on Clean Transportation» (ICCT), l'institut qui avait initialement révélé la fraude de Volkswagen, démontre que la valeur des émissions en CO<sub>2</sub> et donc de la consommation en carburant des voitures européennes a également été manipulée. Depuis que les normes européennes ainsi que les différentes mesures prises par les Etats membres ont graduellement limité ces émissions, respectivement ont favorisé des véhicules moins polluants, l'écart entre les valeurs obtenues lors des tests en laboratoire et les émissions réelles s'est accru de manière spectaculaire. En moyenne, cet écart se situait autour de 9% en 2001, tandis qu'il atteignait 42% en 2015! On peut en conclure que les contraintes imposées par le législateur afin de réduire les émissions polluantes ont été systématiquement contournées par les constructeurs d'automobiles qui ont innové plutôt au niveau des manipulations qu'au niveau de la réduction d'émissions.

Le fait qu'il existe un écart entre les émissions en laboratoire et les émissions en conditions de conduite réelles était bien connu. Néanmoins, notre système de taxation et de subvention se réfère à cette première valeur, puisqu'elle résulte d'une procédure standardisée qui aurait dû garantir la comparabilité des émissions polluantes de différents modèles de voitures. Or, l'étude ICCT montre clairement que l'écart précité varie notablement d'un modèle à l'autre et qu'il n'existe pas de proportionnalité qui permettrait une taxation juste basée sur la valeur des émissions constatées lors des tests en laboratoire. Ainsi, cet écart atteint à peu près 50% dans le segment des voitures de luxe, tandis qu'il se situe nettement en dessous de la moyenne de 42% pour les petites voitures.

- Suite aux informations assez détaillées obtenues à ce jour, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'Etat luxembourgeois est en droit d'exiger des dommages-intérêts des constructeurs d'automobiles frauduleux?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de revoir la taxation basée sur la valeur des émissions en CO<sub>2</sub> inscrite au certificat de conformité qui ne correspond pas aux émissions réelles et qui ne permet pas non plus une comparaison fiable entre modèles?

En janvier 2016, la Commission européenne a proposé un nouveau règlement relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur qui prévoit des contrôles plus stricts lors de la mise sur le marché de véhicules et des sanctions renforcées pour les constructeurs qui ne respectent pas les normes environnementales et de sécurité.

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à cette proposition?

**Réponse** (25.01.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le système national de taxation des véhicules basé sur la valeur des émissions CO<sub>2</sub> inscrite au certificat de conformité, la possibilité d'exiger des dommages-intérêts des constructeurs automobiles frauduleux dans le cadre du «scandale Volkswagen» ainsi que sur la nouvelle législation cadre européenne dans le domaine d'homologation des véhicules routiers, en voie d'élaboration.

Depuis le début du «scandale Volkswagen», de nouvelles révélations sont publiées régulièrement en relation avec de possibles manipulations frauduleuses de certains constructeurs automobiles avec comme objectif d'optimiser les résultats des émissions de leurs véhicules. En effet, lors de tests effectués, respectivement par certains Etats membres de l'Union européenne, la Commission européenne ainsi que des associations comme le «International Council on Clean Transportation» (ICCT), il a pu être démontré que la majorité des véhicules émettent, dans certaines conditions d'utilisation réelles, beaucoup plus d'émissions qu'indiqué dans leur certificat de conformité.

Toutefois, il est à préciser à cet égard que les valeurs limites inscrites dans les certificats de conformité résultent des tests réalisés sur des bancs d'essais, dans des conditions définies suivant les règlements et directives européens af-

férents. Il est partant évident que les résultats de ces tests n'indiquent que des valeurs pour une course de vitesse prédefinie (New European Driving Cycle - NEDC) et ne reflètent pas le comportement du véhicule dans des conditions de circulation réelles. Le fait qu'il existe un écart entre les valeurs des émissions en laboratoire et celles relevées dans des conditions de conduite réelles était connu, comme le souligne Monsieur le Député à juste titre. Par contre, l'ampleur de cet écart met en évidence un besoin réel de développer de nouvelles procédures en matière d'homologation des émissions des véhicules.

Depuis 2015 jusqu'à présent, plusieurs nouveaux règlements ont été adoptés par la Commission européenne dont entre autres le paquet «Real-driving Emissions» RDE I, RDE II et RDE III ainsi que la nouvelle procédure «Worldwide Harmonized Light-Duty Vehicles Test Procedure» (WLTP), avec comme objectif d'obtenir des valeurs d'homologation plus réelles. Dans cet ordre d'idées, le nouveau cycle WLTP pour les tests sur un banc d'essai a été introduit pour obtenir des valeurs CO<sub>2</sub>, donc de consommation, plus exactes. En combinaison avec la nouvelle procédure de test sur route moyennant des systèmes de mesure portables (RDE I) pour les émissions NO<sub>x</sub> (RDE II) ainsi que pour les particules (RDE III), les valeurs d'homologation devraient dans le futur être plus proches de la réalité. Pour de plus, il est prévu d'introduire un système de surveillance du marché dans le cadre de la révision de la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules. Un tel système est absolument essentiel afin de garantir une meilleure surveillance des véhicules mis sur le marché européen et ceci en toute neutralité.

Il résulte de ce qui précède qu'à l'heure actuelle, la seule valeur de référence servant de base au calcul de la taxe sur les véhicules automoteurs est celle donnée par les résultats d'homologation et qui figure au certificat de conformité des véhicules. Dans ces conditions, et dans l'attente de la mise en place du cadre réglementaire pour les nouvelles procédures de tests sur route, il me semble à ce stade prémature de procéder à une révision de l'actuel système de taxation des véhicules.

En ce qui concerne l'opportunité pour l'Etat luxembourgeois d'exiger des dommages-intérêts des constructeurs automobiles éventuellement frauduleux, il convient de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n°1455 du 24 septembre 2015 dans laquelle j'avais précisé qu'en ce qui concerne l'éventuel droit de l'Etat luxembourgeois d'exiger des dommages-intérêts auprès du constructeur, il convient de relever que nous ne nous situons pas à ce stade dans cette logique, comme la taxe automobile luxembourgeoise n'est pas touchée par cette manipulation, car celle-ci se base sur les valeurs CO<sub>2</sub> et non sur les valeurs NO<sub>x</sub> qui sont manipulées». En effet, par courrier du 13 novembre 2015, Monsieur Mathias Müller, CEO du groupe Volkswagen, a déclaré qu'il y a de possibles irrégularités avec certains modèles du groupe Volkswagen en ce qui concerne les émissions CO<sub>2</sub>. Ces propos n'ont cependant pas été confirmés par des contrôles de productions subséquents effectués par la Société nationale de certification et d'homologation (SNCH) auprès d'Audi. J'aimerais souligner à cet égard que tant les services de mon Ministère que ceux de la SNCH suivent de près l'évolution du «scandale Volkswagen» ainsi que tout autre dossier en relation avec cette problématique, tout en se réservant le droit de lancer, le cas échéant, une procédure judiciaire.

Pour conclure, je tiens à soulever que le Luxembourg est en faveur d'une législation européenne plus contraignante en matière d'homologation des véhicules routiers, prévoyant la mise en place concomitante d'un système de surveillance du marché coordonné par la Commission européenne ainsi que des sanctions renforcées à l'encontre des constructeurs automobiles qui ne respectent pas les normes environnementales et de sécurité applicables dans ce domaine.

**Question 2650** (28.12.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**immatrication de camionnettes**:

Il paraît que sous certaines conditions des voitures particulières peuvent être immatriculées en tant que «camionnette», bien qu'elles servent en réalité au transport de personnes. Selon mes informations, le fait de faire immatriculer ces voitures en tant que camionnette permet aux propriétaires de payer des taxes moins élevées. Or, parfois ces propriétaires regrettent

ce choix, notamment lorsqu'ils se voient refuser une vignette pour le parking résidentiel de leur commune.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le cadre légal actuellement en place permet de distinguer clairement entre un véhicule type «camionnette» destiné au transport de matériel et des voitures destinées au transport de personnes?

- Sinon, est-ce qu'il y a des estimations concernant le nombre de «camionnettes» immatriculées comme telles, mais utilisées pour le transport de personnes? Est-ce qu'il y a un risque de sanction pour les propriétaires concernés?

- Est-ce que ces propriétaires ont la possibilité de faire immatriculer un même véhicule en tant que voiture destinée au transport de personnes, si celui-ci a initialement été immatriculé en tant que camionnette?

**Réponse** (25.01.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, il convient de relever que l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la route, permet de distinguer ces deux types de véhicules.

Contrairement à une voiture particulière, une camionnette doit disposer 1) d'une charge utile dépassant le nombre total de places disponibles multiplié par 75 d'au moins 200 kg et 2) d'un compartiment pour le transport de choses séparé de l'habitacle aménagé pour le transport de personnes.

Ainsi, afin d'être immatriculé en tant que camionnette, un véhicule routier doit soit être couvert par une homologation européenne en tant que camionnette donnant lieu à l'établissement d'un certificat de conformité correspondant, soit avoir fait l'objet, sur base d'un contrôle de conformité effectué par le Service «Agréation» de la SNCA, d'une réception nationale individuelle.

Actuellement, 132 voitures particulières transformées en camionnette sont en circulation. Sur les certificats d'immatriculation respectifs sont indiqués les mentions «Changement de catégorie» et «Aménagements intérieur».

Ces véhicules peuvent servir au transport de personnes dans la limite du nombre de places assises inscrites sur le certificat d'immatriculation. Le conducteur qui transporte des personnes autrement que sur les places inscrites sur son certificat d'immatriculation s'expose à un avertissement taxé de 74 €.

Une voiture particulière immatriculée en tant que camionnette, suite à une réception nationale individuelle, peut être à nouveau immatriculée en tant que voiture automobile à personnes suite à un nouveau contrôle de conformité auprès de la SNCA, une fois les modifications apportées au véhicule, le cas échéant, pour sa catégorisation en tant que camionnette, enlevées.

Finalement, il reste à relever que le fait d'enlever la cloison séparant le compartiment pour le transport de choses de l'habitacle aménagé pour le transport de personnes sans soumettre au contrôle de conformité sa voiture particulière immatriculée en tant que camionnette est possible d'un avertissement taxé d'un montant de 145 € et d'une réduction de deux points sur le permis de conduire.

**Question 2651** (29.12.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**usage de pistolets à impulsions électriques par les forces de l'ordre**:

Comme le relate un article du «Tageblatt» paru aujourd'hui, l'Inspection de police de Trèves permettra à partir du 1<sup>er</sup> mars 2017, et ce pendant une période d'essai d'un an, à ses agents de faire usage d'un «Taser», afin de tester son efficacité dans le cadre de missions policières. Ce pistolet à impulsions électriques permet d'immobiliser durant environ cinq secondes un individu, notamment afin de pouvoir procéder à son arrestation si nécessaire, sans pour autant que cela nuise à la santé dudit individu. Bien que ces pistolets soient déjà employés par les forces de l'ordre dans bon nombre de pays, l'utilisation est toutefois hautement réglementée dans la plupart des cas, afin d'éviter tout abus. Ainsi à titre d'exemple, les agents de police municipale en France peuvent utiliser un «Taser» conformément aux précautions d'emploi établies par le ministère, tout comme les unités spéciales en Belgique.

Une fois cette période d'essai révolue, ces pistolets pourraient définitivement remplacer d'autres moyens de défense dissuasifs utilisés actuellement par les forces de l'ordre, tels que les matraques ou les bombes lacrymogènes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce test appliqué par nos voisins allemands?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les pistolets à impulsions électriques pourraient constituer une alternative à d'autres moyens de défense dissuasifs tels que les matraques ou les bombes lacrymogènes?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre serait-il disposé à permettre aux agents de police de tester le «Taser» à l'instar de la police de Trèves?

**Réponse** (19.01.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Je suis au courant que la police de Trèves s'apprête à tester les pistolets à impulsions électriques.

L'Unité spéciale de la police (USP) dispose depuis un certain temps déjà de pistolets à impulsions électriques, auxquels elle ne recourt toutefois que très rarement. Ainsi, avec des règles d'utilisation et de maniement précises et une solide formation de base, le pistolet à impulsions électriques peut constituer un complément aux moyens de contrainte à disposition des policiers.

La Police grand-ducale ne préconise cependant pas, pour l'heure, de compléter l'équipement de base de tous les policiers par le «Taser», mais de continuer à suivre attentivement les expériences faites dans nos pays voisins.

**Question 2652** (04.01.2017) de **Mme Josée Lorsché** (déri gréng) concernant les **mesures préconisées dans le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT)**:

En référence à l'article 10 de la directive 2011/64/UE, Monsieur le Ministre a récemment confirmé que le Luxembourg respecte actuellement les niveaux d'accise fixés au plan européen sur les produits de tabac et leurs produits dérivés. En conséquent, il n'y a aucune obligation légale de revoir les droits d'accise à la hausse.

Pourtant, il convient de soulever que les mesures préconisées dans le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT) prévoient entre autres que pour les années 2016 à 2020, il faut «continuer à augmenter régulièrement la fiscalité du tabac et de ses produits dérivés», cette mesure étant destinée à adapter la politique des prix de façon régulière et à lutter par ce biais contre la consommation des produits de tabac en particulier chez les jeunes.

Saluant que dans le comité de pilotage du PNLT le Gouvernement était représenté par quatre ministres qui se sont engagés avec plusieurs acteurs du domaine de la santé à prévenir et à réduire le tabagisme par des actions concrètes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre envisage-t-il de revoir à la hausse les prix des produits du tabac et de leurs produits dérivés en vue d'atteindre les objectifs définis dans le Plan national tabac 2016-2020?

2. À quel niveau se situera le cas échéant l'adaptation des prix et quel sera le délai de sa mise en vigueur?

**Réponse** (03.02.2017) de **M. Pierre Gramégnia**, *Ministre des Finances:*

L'Etat n'intervient pas directement dans la détermination des prix des produits du tabac et de leurs produits dérivés qui relève du libre jeu du marché. Pour autant, l'Etat peut influencer l'évolution de ces prix au travers de la fixation de l'accise correspondante.

En date du 20 janvier 2017, le Conseil de Gouvernement a décidé une augmentation de l'accise spécifique pour les cigarettes de 11,50 € à 12 € et de l'accise minimale de 113,95 € à 116 €. En ce qui concerne le tabac fine coupe, l'accise spécifique augmentera de 12,50 €/kg à 14 €/kg et l'accise minimale passera de 43,95 €/kg à 47 €/kg.

Ces adaptations s'inscrivent dans la mise en œuvre des recommandations du Plan national de lutte contre le tabagisme 2016-2020, qui prévoit une augmentation régulière de la fiscalité du tabac et de ses produits dérivés.

Le règlement grand-ducal afférent est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2017.